Transmis à la préfecture le 16/05/2025
Reçu à la préfecture le 16/05/2025
Publié le 19/05/2025
ID : 026-212600180-20250512-DM120525-DE

DÉPARTEMENT
DRÔME
COMMUNE
BOURG-LÈS-VALENCE

DÉLIBÉRATION
CONSEIL MUNICIPAL
DU LUNDI 12 MAI 2025

Convocation du 02/05/2025

Nombre de conseillers en exercice : 33
Nombre de conseillers présents : 26
Nombre de conseillers absents : 1
Nombre de pouvoirs : 6
Secrétaire de séance : Élaine GUILLON

Étaient présents MM(Mmes) les conseillers municipaux :
Marlène MOURIER, Élaine GUILLON, Aurélien ESPINS, Dominique GENTIAL, Robert TAFANYELIAN, Audrey PENAUD, Fiorian REVERDY, Danièle PAYAN, Tanguy OERLAND, Vincent FUGIER, Agnès LAPEYRE, Stéphanie MARILLAT, Pauline TOLA, Rachel VAQUE, Chantal BILLIET, Rosaline ASLANIAN-HABBARD, Nancy GUIBOUD, Martine IMBERT, Fabrice PIAUD, Wilfrid PAULHES, Christiane RAYO, Frédéric TREMBLAY, Maria CARLOMAGNO, Denis CUZIEL, Marie-Hélène MORANDINI, Alexandra POTHAIN

Sauf,
Geneviève AUDIBERT, pouvoir à Élaine GUILLON
Thierry BELLE, pouvoir à Marlène MOURIER
Manuel LEMANORZIAN, pouvoir à Robert TAFANYELIAN
Mamadou DIALLO, pouvoir à Pauline TOLA
Alexandre BAILLET, pouvoir à Fabrice PIAUD
Georges ESHACHAN, pouvoir à Wilfrid PAULHES
Christian ROZO – Absent, non excusé

01. JUMELAGE AVEC LA VILLE DE TERUEL EN ESPAGNE

Rapporteur
M. MOURIER

Plus ancienne forme de coopération internationale des collectivités territoriales, le jumelage s'appuie sur un lien d'amitié entre deux collectivités partenaires.
Les échanges entre communes jumelées sont désormais reconnus comme une source d'initiation à la mobilité et comme des espaces civiques de participation active.
Le jumelage repose sur un double engagement : celui des collectivités partenaires - au travers de leurs instances délibérantes - mais aussi des habitants et des structures locales qui sont à la fois les acteurs et les bénéficiaires de cette démarche

L'association Bourg-lès-Valence jumelages souhaite développer des projets de jumelage avec d'autres pays européens que l'Allemagne et a effectué des recherches en Espagne. Ses représentants sollicitent aujourd'hui la commune afin de mettre en place un jumelage avec la ville de Teruel.

TERUEL est une ville accueillante et paisible de la région d'Aragon, qui compte 36.000 habitants, au sud de SARAGOSSE. Elle se situe à 700 km de BOURG LES VALENCE.
TERUEL est classée au Patrimoine mondial de l'Unesco au titre de « l'architecture mudéjare d'Aragon » et fait partie du circuit historique des villes d'Europe. Elle est connue pour la légende des amants de Teruel, similaire à celle des amants de Vérone, qui donne lieu à des reconstitutions médiévales chaque année en février.
La Ville dispose également du grand parc d'attractions DINOPOLIS ; il est dédié à la paléontologie, la région est riche en fossiles.
Son économie repose surtout sur l'agriculture. Les principales activités sont l'élevage porcin (jambon AOP), la truffiiculture, des vignobles réputés (de 35700 hectares avec 6 IPG, Indication Géographique Protégée) et une industrie agroalimentaire.
L'accent est mis sur la construction et l'énergie renouvelable (éolienne et solaire).
L'aéroport de TERUEL est spécialisé dans le stockage et la maintenance d'avions, c'est un pôle économique en pleine expansion. Le plus important du sud de l'Europe
En ce qui concerne le pôle universitaire, il existe :
- des spécialités d'ingénierie informatique et de génie mécanique ;
- un lycée professionnel spécialisé dans l'agroalimentaire
- un pôle audiovisuel : création et montage de courts métrages et de spots publicitaires

De nombreux points communs montrent l'intérêt d'un jumelage avec Teruel :
- Echanges scolaires avec le lycée du Valentin (agronomie)
- Patrimoine historique : Joutes lors des fêtes du Rhône // Fêtes médiévales à TERUEL

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600654-20250513-DELIB2025051301-DE

- Le pôle audiovisuel à Teruel//La Cartoucherie et son pôle cinéma d'animation à Bourg-lès-Valence
- Le domaine agroalimentaire (vignobles).

Le jumelage est une compétence municipale en vertu de l'article L1115-1 du code général des collectivités territoriales.

Un jumelage de communes est un projet qui doit être décidé par le Conseil municipal.

Aussi,
Vu les articles L-1115-1 et suivants du code général des collectivités territoriales

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, à la majorité :

- **APPROUVE** le principe du jumelage de la commune de Bourg-lès-Valence et la ville de Teruel, en Espagne

- **CONFIE** à l'association Bourg-lès-Valence jumelages la gestion de ce nouveau jumelage.

Résultat du vote : Pour : 24 *Contre : 7* *Abstention : 1*

Fait à Bourg-lès-Valence,
Le 13/05/2025

Le secrétaire de séance,

Éliane GUILLON

Le Maire,

Marlène MOURIER

Acte exécutoire en vertu de sa transmission en Préfecture le
et de sa publication le 16 MAI 2025

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600519-20250512-DELIB12052025_02-DE

DÉPARTEMENT
DRÔME
COMMUNE
BOURG-LÈS-VALENCE

DÉLIBÉRATION CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 12 MAI 2025

Convocation du 02/05/2025

Nombre de conseillers en exercice : 33
Nombre de conseillers présents : 26
Nombre de conseillers absents : 1
Nombre de pouvoirs : 6
Secrétaire de séance :

Étienne GUILLON

Étaient présents Mme(Mmes) les conseillers municipaux :
Marlène MOURIER, Étienne GUILLON, Aurélien ESPAIT, Dominique GENTIAL, Robert TAFANKEJIAN, Audrey RENAUD, Florian REVEROY, Danièle PAYAN, Tonguy GERLAND, Vincent FUGIER, Agnès LAPEYRE, Stéphanie MARILLAT, Paolino TOLA, Rachel VAQUE, Chantal BAILLET, Roxanne ASLANIAN-KABRARD, Nancy GUIBOUD, Martine IMBERT, Fabrice PIAUD, Wilfrid PALHES, Christiane RANC, Frédéric TREMBLAY, Maria CARLOMAGNO, Denis CLUZEL, Marie-Hélène MURAMONT, Alexandre POTHAIN

Sauf,
Geneviève AUDIBERT, pouvoir à Étienne GUILLON
Thierry BELLE, pouvoir à Marlène MOURIER
Manuel JAMAKORZIAN, pouvoir à Robert TAFANKEJIAN
Mamadou DIALLO, pouvoir à Paolino TOLA
Alexandre BAILLET, pouvoir à Fabrice PIAUD
Georges ISHACIAN, pouvoir à Wilfrid PALHES
Christian ROZO – Absent non excusé

02. DEPLACEMENT EN ARMENIE – MANDAT SPECIAL

Rapporteur
R. TAFANKEJIAN

Les Cinquièmes Assises de la coopération décentralisée franco-arménienne auront lieu à Goris, dans la région du Syunik, en Arménie, les 2 et 3 juin prochain.
L'organisation des Cinquièmes Assises à Goris n'est pas un hasard : elle signale l'attachement de la France et des collectivités territoriales françaises à l'intégrité territoriale arménienne et l'appartenance du Syunik à l'Arménie, face aux menaces expansionnistes de l'Azerbaïdjan.

Dans le cadre du jumelage de la Ville de Bourg-lès-Valence avec la Ville de Talin en Arménie, le déplacement d'une délégation, pour la participation à ces Assises, est prévu du 30 mai au 06 juin prochain

Ce déplacement permettra également de prendre des contacts et d'établir les premières bases d'un projet de coopération en cours de développement avec le Lycée agricole du Valentin.

En effet, lors de l'accueil en 2024 d'une délégation arménienne, et particulièrement de la visite de l'exploitation agricole du Lycée du Valentin, les élus de Talin ont exprimé leur souhait d'un projet partenarial pour le développement d'un élevage de vaches sur leur territoire.
Le lycée agricole s'est très rapidement déclaré intéressé pour s'impliquer fortement dans ce projet, qui va devenir l'objet d'étude de son nouveau BTS, ouvert à compter de la rentrée de septembre 2025, pour que les élèves en approchent l'ensemble des aspects, agricoles, économiques et environnementaux. Des représentants du lycée accompagneront la délégation.

Les élus de la Ville de Bourg-lès-Valence participant à ce déplacement sont :
- Marlène MOURIER, Maire,
- Robert TAFANKEJIAN, Adjoint au Maire délégué aux relations internationales, à la francophonie et à la coopération européenne,

Les articles L 2123- 18 et R 2123-22-1 du Code Général des Collectivités Territoriales permettent, dans le cadre d'un mandat spécial, l'indemnisation de frais de déplacement et de séjour des missions accomplies dans l'intérêt de la Commune par un membre du Conseil Municipal et avec l'autorisation de celui-ci.

Les dépenses de transport, d'hébergement et les présents offerts aux représentants de la Ville jumelle seront pris en charge directement par la commune, ce jumelage étant exercé en régie directe.

Afin d'éviter une avance trop importante des frais sur place, il est proposé de verser une avance, prévue par le décret du 3 juillet 2006 modifié, correspondant à un forfait repas par jour : du 30 mai au 06 juin 2025, 2 repas par jour (déjeuner et dîner), 20 € par repas, soit 16 repas *20€ =

320 € + frais divers tels que les déplacements, soit 500 € d'avance par élu, versées par virement bancaire avant le séjour, à Marlène MOURIER et Robert TAFANKEJIAN.
Au retour, cette avance sera justifiée sur présentation d'un état récapitulatif des dépenses engagées. Le solde éventuel des dépenses de repas et frais divers sera remboursé sur présentation de ce même état récapitulatif des dépenses engagées.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, à la majorité :

- **DONNE MANDAT SPECIAL** à Madame Mourier et Monsieur Tafankejian pour leur déplacement dans le cadre du jumelage avec la Commune de Talin en Arménie du 30 mai au 06 juin prochain

- **AUTORISE** le versement d'une avance d'un montant de 500€ versée par virement bancaire sur les comptes de Marlène MOURIER et Robert TAFANKEJIAN,

- **DIT** que les frais inhérents à cette mission seront remboursés sur présentation d'un état récapitulatif des dépenses engagées.

Résultat du vote : Pour : 24 *Contre : 8* *Abstention : 0*

Fait à Bourg-lès-Valence,
Le 13/05/2025

Le secrétaire de séance,

Éliane GUILLON

Le Maire,

Marlène MOURIER

Acte exécutoire en vertu de sa transmission en Préfecture le et de sa publication le

16 MAI 2025

Envoyé en préfecture le 15/05/2025
Reçu en préfecture le 15/05/2025
Publié le 15/05/2025
ID : 026-212600569-20250512-DCM12052025_03-DE

DÉPARTEMENT
DRÔME
COMMUNE
BOURG-LÈS-VALENCE

DÉLIBÉRATION
CONSEIL MUNICIPAL
DU LUNDI 12 MAI 2025

Convocation du 02/05/2025

Nombre de conseillers en exercice : 33
Nombre de conseillers présents : 26
Nombre de conseillers absents : 1
Nombre de pouvoirs : 6
Secrétaire de séance : Éliane GUILLON

Étaient présents MM.(Mmes) les conseillers municipaux :
Marlène MOURIER, Éliane GUILLON, Aurélien ESPAIT, Dominique GENTIAL, Robert TAFANKÉJIAN, Audrey RENAUD, Florian REVERDY, Danielle PAYAN, Tonguy GERLAND, Vincent FUGIER, Agnès LAPEYRE, Stéphanie MARILLAT, Pauline TOLA, Rachel VAQUE, Chamoli BILLIET, Rosaline ASLANIAN-HASSARO, Nancy GUIBOUD, Martine IMBERT, Fabrice PIAUD, Wilfrid PALMES, Christiane RANC, Frédéric TREMBLAY, Maria CARLOMAGNO, Denis CLUZEL, Marie-Hélène MIRAMONT, Alexandre POTHAIN

Sauf,
Geneviève AUDIBERT, pouvoir à Éliane GUILLON
Thierry BELLE, pouvoir à Marlène MOURIER
Manuel JAMAMORZIAN, pouvoir à Robert TAFANKEJIAN
Mamadou DIALLO, pouvoir à Pauline TOLA
Alexandre BAILLET, pouvoir à Fabrice PIAUD
Georges ISHACIAN, pouvoir à Wilfrid PALMES
Christian ROZO - Absent non excusé

03. DEPLACEMENT EN ARMENIE – PRISE EN CHARGE DES FRAIS POUR LES PARTICIPANTS NON ELUS

Rapporteur
R. TAFANKEJIAN

Comme cela a été évoqué dans la délibération précédente, dans le cadre du jumelage de la Ville de Bourg-lès-Valence avec la Ville de Talin en Arménie, le déplacement d'une délégation est prévu du 30 mai au 06 juin prochain.

Les élus de la commune seront accompagnés de Mme Pasquale PIRAS, Présidente de l'association Bourg-lès-Valence Jumelages, M. Joseph DJMDIAN, impliqué dans le jumelage avec l'Arménie et particulièrement dans le projet de développement agricole et M. Francis GOMES, journaliste à Radio A de Bourg-lès-Valence qui retracera les échanges autour du projet d'études du lycée et de la coopération entre les deux villes.

Mme Pasquale Piras, M. Francis Gomes et M. Joseph Dimijian ont été sollicités par la Ville pour faire partie de ce déplacement, en raison de leur fonction respective, de nature à être utile à cette mission et à aider à la réussite de ce projet d'intérêt public local.

Par ailleurs, le directeur du lycée agricole le Valentin, le responsable d'exploitation ainsi qu'une enseignante accompagneront la délégation compte tenu de l'intérêt de ce voyage pour leur établissement et particulièrement pour leur nouveau BTS « Métiers de l'élevage ». Ce déplacement leur permettra de prendre des contacts et d'établir les premières bases du projet de coopération en cours de développement avec la communauté de Talin. Le déplacement des représentants du lycée est pris en charge par leur établissement.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, à la majorité :

- **AUTORISE**, pour leur déplacement dans le cadre du jumelage avec la Commune de Talin en Arménie du 30 mai au 06 juin prochain, la prise en charge des frais tels que détaillés ci-dessous de Mme Pasquale Piras, de M. Joseph Dimijian et de M. Francis Gomes :

  - Pour les frais de transport en Arménie (avion) : prise en charge directe par la Ville, sauf pour M. Dimijian.
  - Frais d'hébergement : prise en charge directe par la Ville.
  - Pour les dépenses de repas et frais divers (tels que déplacement dans le pays) : remboursement par la Commune après le séjour, sur présentation d'un récapitulatif des dépenses engagées.

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-210502689-20250513-CM130525_53-DE

Résultat du vote : Pour : 24 *Contre : 7* *Abstention : 1*

Fait à Bourg-lès-Valence,
Le 13/05/2025

Le secrétaire de séance,



Éliane GUILLON

Le Maire,



Marlène MOURIER

Acte exécutoire en vertu de sa transmission en Préfecture le et de sa publication le 16 MAI 2025

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250512-CM20250512_04-DE

DÉPARTEMENT
DRÔME
COMMUNE
BOURG-LÈS-VALENCE

DÉLIBÉRATION
CONSEIL MUNICIPAL
DU LUNDI 12 MAI 2025

Convocation du 02/05/2025

Nombre de conseillers en exercice : 33
Nombre de conseillers présents : 26
Nombre de conseillers absents : 1
Nombre de pouvoirs : 6
Secrétaire de séance :

Eliane GUILLON

Étaient présents MM(Mmes) les conseillers municipaux :

Marlène MOURIER, Éliane GUILLON, Aurélien ESPRIT, Dominique GENTIAL, Robert TAFANKEJIAN, Audrey REHAUD, Florian REVERDY, Danièle PAYAN, Tanguy GERLAND, Vincent FUGIER, Agnès LAPEYRE, Stéphanie MARILLAT, Paulino TOLA, Rachel VAQUÉ, Chantal BILLIET, Rosaline ASLANIAN, HABRARD, Nancy GUIBOUD, Martine IMBERT, Fabrice PIAUD, Wilfrid PAILHÈS, Christiane RANC, Frédéric TREMBLAY, Maria CARLOMAGNO, Denis CLUZEL, Marie-Hélène MIRAMONT, Alexandre POIMAIN

Sauf,
Geneviève AUDIBERT, pouvoir à Éliane GUILLON
Thierry BELLE pouvoir à Marlène MOURIER
Manuel JAMAMORZIAN, pouvoir à Robert TAFANKEJIAN
Mamadou DIALLO, pouvoir à Paulino TOLA
Alexandre BAILLET, pouvoir à Fabrice PIAUD
Georges ESHKOYAN, pouvoir à Wilfrid PAILHÈS
Christian POZO – Absent non excusé

04. ADHESION A L'ASSOCIATION CITÉS UNIES FRANCE

Rapporteur
R. TAFANKEJIAN

Créée en 1975, Cités Unies France est la tête de réseau des collectivités territoriales françaises engagées dans l'action internationale. Elle accompagne l'ensemble de ces collectivités dans la mise en œuvre d'une action internationale au service de leur ouverture à l'international, de leur rayonnement, de leur attractivité et de la promotion des échanges humains, culturels et économiques.
Cette action internationale revêt de nombreuses formes : la coopération décentralisée désigne toutes les relations d'amitié, de jumelage ou de partenariat nouées entre des autorités locales de deux pays.
L'action internationale des collectivités, plus large que la coopération décentralisée, ne nécessite pas forcément d'avoir formalisé un partenariat. Elle englobe les échanges économiques, universitaires, la mobilité des jeunes, la coopération décentralisée etc.

La Ville va notamment participer aux cinquièmes Assises de la coopération décentralisée franco-arménienne, à Goris.

Le montant de l'adhésion est calculé en fonction du nombre d'habitants et s'élève pour la commune, au titre de l'année 2025, à 1245 euros.

L'adhésion à une association relève de la compétence du Conseil Municipal, son renouvellement s'effectue dans le cadre des délégations données au Maire par le Conseil Municipal.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

– **ADHÈRE** à l'association Cités Unies France

Transmis en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-216402564-20250513-DM_20525_044-DE

Résultat du vote : Pour : 32 *Contre : 0* *Abstention : 0*

Fait à Bourg-lès-Valence,
Le 13/05/2025

Le secrétaire de séance,

Eliane GUILLON

Le Maire,

Marlène MOURIER

Acte exécutoire en vertu de sa transmission en Préfecture le et de sa publication le 16 MAI 2025

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_05-DE

DÉPARTEMENT
DRÔME
COMMUNE
BOURG-LÈS-VALENCE

DÉLIBÉRATION CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 12 MAI 2025

Convocation du 02/05/2025

Nombre de conseillers en exercice : 33
Nombre de conseillers présents : 26
Nombre de conseillers absents : 1
Nombre de pouvoirs : 6
Secrétaire de séance :

Éliane GUILLON

Étaient présents MM(Mmes) les conseillers municipaux :
Marlène MOURIER, Éliane GUILLON, Aurélien ESPRIT, Dominique GENTIAL, Robert TAFANKEJIAN, Audrey RENAUD, Florian REVERDY, Danièle PAYAN, Tanguy GERLAND, Vincent FUGIER, Agnès LAPEYRE, Stéphanie MARILLAT, Paolino TOLA, Rachel VAQUE, Chantal BILLIET, Rosaline ASLANIAN-HABRARD, Nancy GUIBOUD, Martine IMBERT, Fabrice PIAUD, Wilfrid PAILHES, Christiane RANC, Frédéric TREMBLAY, Maria CARLOMAGNO, Denis CLUZEL, Marie-Hélène MIRAMONT, Alexandre POTHAIN

Sauf,
Geneviève AUDIBERT, pouvoir à Éliane GUILLON
Thierry BELLE, pouvoir à Marlène MOURIER
Manuel JAMAKORZIAN, pouvoir à Robert TAFANKEJIAN
Mamadou DIALLO, pouvoir à Paolino TOLA
Alexandre BAILLET, pouvoir à Fabrice PIAUD
Georges ISHACIAN, pouvoir à Wilfrid PAILHÈS
Christian ROZO – Absent non excusé

05. VŒU DU CONSEIL MUNICIPAL EN FAVEUR DE LA LIBERATION DES PRISONNIERS/OTAGES ARMENIENS DETENUS EN AZERBAÏDJAN

Rapporteur
R. TAFANKEJIAN

Considérant que le 19 septembre 2023, l'Azerbaïdjan a lancé une offensive militaire d'ampleur contre la population arménienne du Haut-Karabagh, entraînant la fuite de plus de 100 000 personnes en quelques jours et aboutissant à la disparition le 1er janvier 2024 de la République autoproclamée d'Artsakh,

Considérant la résolution adoptée par l'Assemblée nationale le 4 mars 2024, dénonçant ces actes et appelant la communauté internationale à réagir fermement face aux atteintes aux droits fondamentaux des populations déplacées,

Rappelant qu'il reste à ce jour 23 prisonniers dans les prisons de Bakou,

Rappelant que la Ville de Bourg-lès-Valence a été une des premières communes de France à être sensibilisée au sort des soldats et otages arméniens détenus illégalement par l'Azerbaïdjan depuis 2020, notamment en parrainant le soldat Ludwig Mrtchyan détenu depuis octobre 2020 mais également en demandant la libération immédiate et inconditionnelle de l'ensemble des prisonniers/otages détenus par la République d'Azerbaïdjian,

Rappelant que le 17 janvier 2025 s'est ouvert à Bakou, devant un tribunal militaire, le procès politique de 16 prisonniers arméniens qui comparaissent sur la base d'accusations de « terrorisme », « séparatisme », « crimes de guerre », « crimes contre l'humanité » ou « crimes contre l'Azerbaïdjan » « esclavage » « disparition forcée de personne » et risquent pour la plupart d'entre eux des peines de prison extrêmement longues, voire la prison à vie.
Rappelant que parmi ces 16 prévenus se trouvent huit anciens dirigeants de haut niveau de l'ex-République de l'Artsakh. Trois ex-présidents : Arayik Haroutiounian, chef d'État de 2020 à 2023 ; Arkadi Ghoukassian, président de 1997 à 2007, et Bako Sahakian, qui a occupé ce poste de 2007 à 2020. Le dernier chef du Parlement, Davit Ichkhanian, est lui aussi poursuivi, ainsi que David Babayan, ancien ministre des affaires étrangères et conseiller du président ; le général Davit Manoukian ; l'ex-ministre de la défense (2015-2018) Levon Mnatsakanian ; et le banquier d'affaires, mécène et philanthrope Ruben Vardanian, éphémère ministre d'État (de novembre 2022 à février 2023).

Constatant que leurs conditions d'incarcération ne leur permettent pas de communiquer avec leurs proches en dehors de quelques appels *via* la Croix-Rouge internationale ;

Considérant qu'un recours a été déposé par l'avocat d'un des prévenus auprès de la rapporteure spéciale des Nations unies sur la torture pour dénoncer les mauvais traitements dont il fait l'objet qui sont « *autant de tortures, actes cruels, inhumains et dégradants* » ;
Constatant qu'ils sont jugés par un tribunal militaire alors que la plupart des prévenus n'ont jamais revêtu le moindre uniforme ;

Constatant que les premières audiences préliminaires ont été tenues dans le secret au nom de la sécurité nationale ;

Considérant que le procès, même s'il ne se tient pas à huis clos, est interdit aux observateurs internationaux, aux organisations non gouvernementales ou aux médias étrangers ;

Considérant que les avocats des prévenus n'ont eu accès aux dossiers d'instruction qu'une semaine avant l'ouverture du procès et que les avocats étrangers ne sont pas autorisés sur le sol azerbaïdjanais et n'ont donc pas accès à leurs clients ;

Constatant que les dossiers à charge sont en azerbaïdjanais ou en russe et traduits oralement aux accusés ;

Considérant la décision récente des autorités azerbaïdjanaises d'expulser le Comité International de la Croix-Rouge ;

Considérant les liens d'amitié historiques de la Ville de Bourg-lès-Valence avec le peuple arménien, développés notamment à travers son jumelage avec la Communauté de Talin.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité ;

1. Rappelle son soutien aux populations arméniennes d'Artsakh chassées de force de leur terre millénaire ;

2. Rappelle que le respect du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes doit s'appliquer aux populations arméniennes d'Artsakh et qu'il est du devoir de la communauté internationale d'exiger de l'Azerbaïdjan de tout mettre en œuvre pour garantir le droit au retour des populations arméniennes en Artsakh dans des conditions garantissant leur sécurité ;

3. Condamne l'emprisonnement et le procès arbitraires des responsables politiques de la République d'Artsakh et demande leur libération immédiate et sans conditions ;

4. Invite le gouvernement à exiger de la République d'Azerbaïdjan, la libération sans délais de tous les prisonniers politiques arméniens qu'elle détient au mépris de toutes les conventions internationales en vigueur.

Résultat du vote : Pour : 32 *Contre : 0* *Abstention : 0*

Fait à Bourg-lès-Valence,
Le 13/05/2025

Le secrétaire de séance,

Eliane GUILLON

Le Maire,

Marlène MOURIER

Acte exécutoire en vertu de sa transmission en Préfecture le et de sa publication le 16 MAI 2025

Envoyé en préfecture le 13/05/2025
Reçu en préfecture le 13/05/2025
Publié le 13/05/2025
ID : 026210500184-20250512-20250512_04-DE

DÉPARTEMENT
DRÔME
COMMUNE
BOURG-LÈS-VALENCE

DÉLIBÉRATION
CONSEIL MUNICIPAL
DU LUNDI 12 MAI 2025

Convocation du 02/05/2025

Nombre de conseillers en exercice : 33
Nombre de conseillers présents : 26
Nombre de conseillers absents : 7
Nombre de pouvoirs : 6
Secrétaire de séance : Elsa GUILLON

Étaient présents MM(Mmes) les conseillers municipaux :
Mariène MORIER, Elsa GUILLON, Aurélien ESPRIT, Dominique GENTIL, Robert TAFANIELIAN, Audrey RENAUD, Florian REVERDY, Danièle PAYAN, Tanguy GERLAND, Vincent FUGIER, Agnès LAPEYRE, Stéphanie MARILLAT, Paolino TOLA, Rachel VAGNE, Chantal BILLIET, Roseline ASLANIAN, HABBARD, Nancy SUISSOUD, Martine IMBERT, Fabrice PIAUD, Wilfrid PAILHES, Christiane PANC, Frédéric TROMBLAS, Marie CARDONNAGNO, Denis CUZZEL, Marie-Hélène MIRANDET, Alexandre POTHAIN

Sauf,
Geneviève MIDIBERT, pouvoir à Elsa GUILLON
Thierry BELLE, pouvoir à Mariène MORIER
Manuel LAMANDRIAN, pouvoir à Robert TAFANIELIAN
Mamadou DIALLO, pouvoir à Paolino TOLA
Alexandrine BAILLET, pouvoir à Fabrice PIAUD
Georges GHAZIAN, pouvoir à Wilfrid PAILHES
Christian ROZO – Absent non excusé

Rapporteur
06. VOTE DU COMPTE FINANCIER UNIQUE 2024 – BUDGET PRINCIPAL — E. GUILLON

L'article L.1612-12 du Code Général des Collectivités Territoriales précise que l'arrêté des comptes communaux est constitué par le vote du Compte Administratif présenté par le Maire après transmission du Compte de Gestion par le comptable du Trésor Public.

Pour mémoire, le compte administratif retrace l'ensemble des dépenses effectivement mandatées et des recettes encaissées sur un exercice budgétaire. Son approbation intervient après l'approbation du compte de gestion du comptable assignataire, avec lequel il doit être strictement en cohérence.

L'article 242 de la loi de finances pour 2019, modifié par l'article 205 de la loi de finances pour 2024, précise que les collectivités territoriales adoptent au plus tard en 2027 au titre de l'exercice budgétaire 2026, un compte financier unique (CFU), qui se substitue au compte administratif et au compte de gestion.

Cet article permet aux collectivités qui le souhaitent de s'inscrire dans la démarche au titre de l'exercice budgétaire 2024 en le formalisant par écrit auprès de leur comptable public avant la fin de l'année 2024.

La ville de Bourg-lès-Valence a adopté la nomenclature budgétaire et comptable M57 au 1er janvier 2024 par délibération du 28 septembre 2023 et a demandé, par courrier en date du 27 novembre 2024, au comptable du Service de Gestion Comptable l'adoption du CFU au 1er janvier 2025 pour les comptes 2024.

Plus simple et plus lisible, le CFU contribue à la fois à l'amélioration de l'information financière et de la transparence des comptes.

Envoyé en préfecture le 06/10/2025
Reçu en préfecture le 06/10/2025
Publié le 06/10/2025
ID : 026-212601684-20251003-D100_2025-DE

Le synthèse du compte financier unique de la Ville de Bourg-lès-Valence pour l'année 2024 s'établit comme suit :

Section de fonctionnement - Dépenses

011	Charges à caractère général	4 543 827,75 €
012	Charges de personnel et frais assimilés	12 779 712,33 €
014	Atténuation de produits	260 329,28 €
65	Autres charges de gestion courante	1 828 125,77 €
66	Charges financières	260 308,90 €
67	Charges exceptionnelles	186 291,35 €
042	Opération d'ordre de transferts entre sections	2 088 972,61 €
	TOTAL	21 947 567,99 €

Section de fonctionnement – Recettes

002	Résultat de fonctionnement reporté	6 939 162,53 €
013	Atténuation de charges	214 131,89 €
70	Produits des services	1 259 322,04 €
73	Impôts et taxes	5 837 530,00 €
731	Fiscalité locale	11 117 162,95 €
74	Dotations et participations	2 676 926,94 €
75	Autres produits de gestion courante	288 586,80 €
76	Produits Financiers	444,15 €
77	Produits exceptionnels	268 533,70 €
78	Reprises sur amortissements et provisions	370 962,82 €
042	Opération d'ordre de transferts entre sections	585 489,54 €
	TOTAL	29 558 253,36 €

Section d'investissement – Dépenses

001	Résultat d'investissement reporté	3 052 177,66 €
13	Subventions d'investissement	6 817,50 €
16	Remboursement d'emprunts	1 129 739,46 €
20	Immobilisations incorporelles	39 136,71 €
204	Subventions d'équipement versées	571 904,86 €
21	Immobilisations corporelles	2 009 985,35 €
23	Immobilisations en cours	1 795 211,62 €
040	Opération d'ordre de transferts entre sections	585 489,54 €
041	Opérations patrimoniales	37 586,60 €
4581	Opérations pour compte de tiers	107 060,23 €
	TOTAL	9 337 111,53€

Transmis en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212601644-20250513-DM130525_08-DE

Section d'investissement - Recettes

10	Dotations, fonds divers et réserves	1 670 256,60 €
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	2 615 482,10 €
13	Subventions d'investissement	2 361 132,30 €
16	Emprunts et dettes assimilées	500,00 €
040	Opération d'ordre de transferts entre sections	2 088 972,61 €
041	Opérations patrimoniales	37 586,60 €
4582	Opérations pour compte de tiers	135 521,98 €
	TOTAL	6 909 452,19 €

Pour le vote du compte financier unique, Madame le Maire quitte la salle et confie la séance à Madame Éliane GUILLON, Première Adjointe.

Par conséquent,

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment les articles L2121-31, L2122-1, L2343-1 et R2342-1 à R2342-12,

Vu l'article 242 de la loi de finances pour 2019, modifié par l'article 205 de la loi de finances pour 2024,

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, à la majorité :

- **ADOPTE** le compte financier unique de l'exercice 2024 conformément à la maquette annexée.

Résultat du vote : Pour : 22 *Contre : 8* *Abstention : 0*

Fait à Bourg-lès-Valence,
Le 13/05/2025

Le secrétaire de séance,

Éliane GUILLON

Le Maire,

Marlène MOULIER

Acte exécutoire en vertu de sa transmission en Préfecture le et de sa publication le 16 MAI 2025

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_06-DE

REPUBLIQUE FRANÇAISE

COMMUNE dont la population est de 3500 habitants et plus : Ville de Bourg Les Valence (1)

(2) RELATIF AU BUDGET PRINCIPAL DE

Numéro SIRET : 21260058900015

POSTE COMPTABLE : Service de Gestion Comptable Nord Drôme

M. 57

Compte financier unique

Voté par nature

BUDGET : BUDGET PRINCIPAL (3)

ANNEE 2024

(1) Indiquer soit le nom de la collectivité, soit le libellé de l'établissement, soit le nom du syndicat mixte relevant de l'article L. 5721-2 du CGCT.
(2) Libellée du budget principal s'il s'agit d'un budget annexe
(3) Indiquer le budget concerné : budget principal ou libellé du budget annexe.

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_06-DE

Sommaire

I - Informations générales et synthétiques

A - Informations statistiques, fiscales et financières
B1 - Présentation générale du compte financier - Vue d'ensemble
B2 - Résultats d'exécution du budget principal et du budget des services non personnalisés
B3.1 - Liste des organismes de regroupement
B3.2 - Liste des établissements publics créés Sans Objet
B3.3 - Liste des services individualisés dans un budget annexe Sans Objet
C1 - Détail des restes à réaliser - Dépenses
C2 - Détail des restes à réaliser - Recettes
D - Bilan synthétique
E - Compte de résultat synthétique
F - Taux des contributions et produits afférents en N

II - Exécution budgétaire

A - Modalités de vote du budget

Vue d'ensemble

A1.1 - Dépenses d'investissement
A1.2 - Recettes d'investissement
A2.1 - Dépenses de fonctionnement
A2.2 - Recettes de fonctionnement

Vue détaillée

B1 - Dépenses d'investissement
B2 - Recettes d'investissement
C1 - Opérations d'équipement - Détail des chapitres et articles
D1 - Dépenses de fonctionnement
D2 - Recettes de fonctionnement

III - Etats financiers

A - Bilan
B - Compte de résultat
C - Annexe (uniquement pour les collectivités certifiables)
D - Balance des comptes

IV - Etats annexés

A - Présentation croisée et agrégée

A1 - Présentation croisée, section d'investissement - Vue d'ensemble
A2 - Présentation croisée, section de fonctionnement - Vue d'ensemble
A3 - Présentation agrégée du budget principal et des budgets annexes Sans Objet

B - Etats annexés patrimoniaux

B1.1 - Etat de la dette - Détail des crédits de trésorerie Sans Objet
B1.2 - Etat de la dette - Répartition par nature de dette
B1.3 - Etat de la dette - Répartition par structure de taux
B1.5 - Etat de la dette - Détail des opérations de couverture Sans Objet
B1.6 - Etat de la dette - Remboursement anticipé d'emprunts avec refinancement Sans Objet
B1.4 - Etat de la dette - Typologie de la répartition de l'encours
B1.7 - Etat de la dette - Emprunts renégociés au cours de l'année N Sans Objet
B1.8 - Etat de la dette - Dette pour financer l'emprunt d'un autre organisme Sans Objet
B1.9 - Etat de la dette - Autres dettes Sans Objet
B2 - Méthodes utilisées pour les amortissements
B3 - Etat des provisions
B4 - Etat des charges transférées Sans Objet
B5 - Détail des opérations pour comptes de tiers
B6 - Prêts Sans Objet
B7.1 - Etat synthetique des engagements donnés
B7.2 - Etat synthetique des engagements reçus Sans Objet
B7.3 - Etat des emprunts garantis
B7.4 - Calcul du ratio d'endettement relatif aux emprunts garantis
B7.5 - Etat des contrats de crédit-bail Sans Objet
B7.6 - Etat des marchés de partenariat Sans Objet
B7.7 - Etat des recettes grevées d'une affectation spéciale
B7.8 - Autres engagements donnés Sans Objet

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_06-DE

B7.9 - Autres engagements reçus
B8 - Liste des concours attribués à des tiers en nature ou en subventions
B9 - Etat du personnel
B10 - Liste des organismes dans lesquels la collectivité a pris un engagement financier
B11.1 - Etat de ventilation des dépenses liées à la gestion de la crise sanitaire du COVID-19 - Fonctionnement Sans Objet
B11.2 - Etat de ventilation des dépenses liées à la gestion de la crise sanitaire du COVID-19 - Investissement Sans Objet

C - Etats annexés budgétaires

C1.1 - Equilibre budgétaire
C1.2- Equilibre budgétaire - Dépenses
C1.3 - Equilibre budgétaire - Recettes
C2.1 - Situation des AP
C2.2 - Situation des AE Sans Objet
C3.1 - Impact du budget pour la transition écologique - Répartition par nature
C3.2 - Impact du budget pour la transition écologique - Répartition par fonction

D - Autres éléments d'information

D1 - Liste des services assujettis à la TVA et non érigés en budget annexe Sans Objet
D2 - Gestion des fonds européens Sans Objet
D3 - Actions de formation des élus Sans Objet
D4 - Etat relatif aux ressources et dépenses de la formation professionnelle des jeunes Sans Objet
D5 - Identification des flux croisés Sans Objet
D6.1 - Etats de la répartition de la TEOM - Investissement Sans Objet
D6.2 - Etats de la répartition de la TEOM - Fonctionnement Sans Objet
D7.1- Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Fonctionnement (1) Sans Objet
D7.2 - Etats des dépenses et recettes des services d'eau et d'assainissement - Investissement (1) Sans Objet
D8.1 - Suivi des opérations au titre du NPNRU - Etat de synthèse Sans Objet
D8.2 - Suivi des opérations au titre du NPNRU - Détail Sans Objet
E - État des Contrôles du Compte Financier

V - Arrêté et signatures

A - Arrêté et signatures

Préciser, pour chaque annexe, si l'état est joint ou sans objet.

Dans l'ensemble des tableaux, les cases grisées ne doivent pas être remplies.

Conformément à l'instruction budgétaire et comptable, il convient de mentionner que :

dans la présentation croisée, la rubrique fonctionnelle 01 – Opérations non ventilables comprend les impôts et taxes non affectés, les dotations et participations, la dette et les opérations financières, les opérations patrimoniales en investissement, les frais de fonctionnement des groupes d'élus en fonctionnement ;

les opérations d'ordre doivent figurer en italique.

(1) Cet état ne peut être produit que par les communes dont la population est inférieure à 500 habitants et qui gèrent les services de distribution de l'eau potable et d'assainissement sous forme de régie simple sans budget annexe (art. L. 2221-11 du CGCT)

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_06-DE

I – INFORMATIONS GENERALES ET SYNTHÉTIQUES

INFORMATIONS STATISTIQUES, FISCALES ET FINANCIERES

A

Informations statistiques	
	Valeurs
Population totale	20333

Informations fiscales (N-2)	
	Collectivité
Indicateur de ressources fiscales ou potentiel fiscal par habitant (1)	1352.25

	Ratios de niveau	Valeurs
1	Dépenses réelles de fonctionnement / population	976.67
2	Recettes réelles de fonctionnement / population	1083.64
3	Dépenses d'équipement brut / population	189.07
4	Encours de dette / population (2)(3)	401.06
5	DGF / population	62.94
	Ratios de structure et d'analyse financière	**Valeurs**
6	Dépenses de personnel / dépenses réelles de fonctionnement	63.28
7	Dépenses réelles de fonctionnement et remboursement annuel de la dette en capital / recettes réelles de fonctionnement (4)	95.25
8	Taux d'épargne brute (Epargne brute / recettes réelles de fonctionnement) (2) (4)	9.87
9	Taux d'épargne nette ((Epargne brute – remboursement annuel de la dette en capital) / recettes réelles de fonctionnement)	4.75
10	Ratio d'endettement (Encours de la dette / recettes réelles de fonctionnement) (2) (3) (4)	37.01
11	Capacité de désendettement (encours de dette / épargne brute) (2) (3) (4)	3.75

(1) A renseigner selon les dispositions législatives et réglementaires applicables à la collectivité. Informations comprises dans la fiche de répartition de la DGF de l'exercice N-1, établie sur la base des informations N-2 (transmise par les services préfectoraux).

(2) Les ratios s'appuyant sur l'encours de la dette se calculent à partir du montant de la dette au 31 décembre N.

(3) L'encours de dette doit comprendre les avances remboursables consenties au titre de l'article 25 de la loi n° 2020-935 du 30 juillet 2020 de finances rectificative pour 2020, portant attribution des avances remboursables sur les recettes fiscales prévues aux articles 1594 A et 1595 du code général des impôts.

(4) Pour les syndicats mixtes, seules ces données sont à renseigner.

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_06-DE

I – INFORMATIONS GENERALES ET SYNTHÉTIQUES

PRESENTATION GENERALE DU COMPTE FINANCIER – VUE D'ENSEMBLE

B1

Détermination du résultat cumulé à la fin de l'exercice N

			Investissement	Fonctionnement	Total cumulé
Recettes	Prévision budgétaire totale	A	17 319 646,42	21 951 976,29	39 271 622,71
	Recettes réalisées (1)	B	8 909 452,19	22 619 090,83	31 528 543,02
	Restes à réaliser	C	1 921 361,96	0,00	1 921 361,96
Dépenses	Autorisation budgétaire totale	D	14 267 468,76	28 891 138,82	43 158 607,58
	Dépenses réalisées (1)	E	6 284 933,87	21 947 567,99	28 232 501,86
	Restes à réaliser	F	2 819 047,17	0,00	2 819 047,17
Différences entre les titres et les mandats	Solde des réalisations de l'exercice (+/-)	G = B – E	2 624 518,32	671 522,84	3 296 041,16
Résultats antérieurs reportés	Résultats antérieurs reportés (+/-)	H	-3 052 177,66	6 939 162,53	3 886 984,87
Solde (investissement) ou résultat de clôture (fonctionnement)	Excédent /déficit	G + H	-427 659,34	7 610 685,37	7 183 026,03
Différence entre les restes à réaliser	Restes à réaliser (+/-)	I = C - F	-897 685,21	0,00	-897 685,21
Résultat cumulé	Excédent /déficit	G + H + I	-1 325 344,55	7 610 685,37	6 285 340,82

(1) Les recettes réalisées et les dépenses réalisées concernent les opérations réelles et les opérations d'ordre

Envoyé en préfecture le 16/05/2025

Reçu en préfecture le 16/05/2025

Publié le 16/05/2025

ID : 026-212600589-20250513-CM120525_06-DE

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES

Résultats d'exécution du budget principal et des budgets des services non personnalisés

B2

	Résultat à la clôture de l'exercice précédent : exercice N-1	Part affectée à l'investissement : exercice N	Résultat de l'exercice N	Transfert ou intégration de résultat par opération d'ordre non budgétaire	Résultat de clôture de l'exercice N
I - Budget principal	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Investissement	-3 052 177,66	0,00	2 624 518,32	0,00	-427 659,34
Fonctionnement	9 554 644,63	2 615 482,10	671 522,84	0,00	7 610 685,37
TOTAL I	**6 502 466,97**	**2 615 482,10**	**3 296 041,16**	**0,00**	**7 183 026,03**
II - Budgets des services à caractère administratif	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL II	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
III - Budgets des services à caractère industriel et commercial	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL III	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL I + II + III	**6 502 466,97**	**2 615 482,10**	**3 296 041,16**	**0,00**	**7 183 026,03**

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_06-DE

I – INFORMATIONS GENERALES ET SYNTHÉTIQUES

LISTE DES ORGANISMES DE REGROUPEMENT AUXQUELS ADHÈRE LA COLLÉCTIVITE

B3.1

Désignation des organismes	Date d'adhésion	Mode de participation (1)	Montant du financement
Syndicats mixtes (article L. 5721-2 du CGCT)			
SDED	15/06/1962	sans fiscalite propre	1 006,00
Syndicat des eaux de la plaine de Valence	11/07/1968	sans fiscalite propre	0,00
Syndicat d irrigation Dromois	25/03/2013	sans fiscalite propre	0,00
EPCI			
Valence Romans Agglo	01/01/2014	TPU	0,00
Autres organismes de regroupement			

(1) Indiquer si le financement est fait par TPZ, TPU, TPU + fiscalité additionnelle ou sans fiscalité propre.

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_06-DE

I – INFORMATIONS GENERALES ET SYNTHÉTIQUES

LISTE DES ÉTABLISSEMENTS PUBLICS CRÉÉS

B3.2

(1) Il s'agit de recenser les établissements publics créés par la collectivité pour l'exploitation directe d'un service public relevant de sa compétence.

Pour rappel, la collectivité a l'obligation de constituer une régie si le service concerné est de nature industrielle et commerciale (cf. article L. 1412-1 du CGCT) ou la faculté de constituer une régie si le service concerné est de nature administrative et n'est pas de ceux qui, par leur nature ou par la loi, ne peuvent être assurés que par la collectivité elle-même (cf. article L. 1412-2 du CGCT).

Les régies ainsi créées peuvent, au choix de la collectivité, être dotées :

- soit de la personnalité morale et de l'autonomie financière ;
- soit de la seule autonomie financière.

Cependant, il convient de préciser que seules les régies dotées de la personnalité morale et de l'autonomie financière sont dénommées établissement public et doivent être recensées dans cet état.

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_06-DE

I – INFORMATIONS GENERALES ET SYNTHÉTIQUES

LISTE DES SERVICES INDIVIDUALISÉS DANS UN BUDGET ANNEXE

B3.3

(1) Exemples de catégories : régie à seule autonomie financière, opérations d'aménagement, service social et médico-social.

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_06-DE

I – INFORMATIONS GENERALES ET SYNTHÉTIQUES

EXECUTION DU BUDGET – RAR DEPENSES — C1

DETAIL DES RESTES A REALISER N EN DEPENSES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Dépenses engagées non mandatées
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL		(I) **2 819 047,17**
018	**RSA**	**0,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement (3)**	**0,00**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**
18	**Cpte de liaison : affectation (BA,régie)**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf le 204)**	**18 145,41**
204	**Subventions d'équipement versées (3) (5)**	**141 442,87**
21	**Immobilisations corporelles (3)**	**754 084,60**
22	**Immobilisations reçues en affectation (3)**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)**	**1 812 034,87**
26	**Participations et créances rattachées**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières (3)**	**0,00**
45	**Chapitres d'opérations pour compte de tiers**	**93 339,42**
45811	EAUX PLUVIALES RUE A PERRET/ABORDS ILOT F	1 437,66
458111	DEPENSE ECLAIRAGE PUBLIC CHEMIN DU VALENTIN SUD	5 322,37
458112	DEPENSE EAUX PLUVIALES CHEMIN DU VALENTIN SUD	2 129,29
45819	DEPENSES EAUX PLUVIALES AVENUE TONY GARNIER	84 450,10
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL		(II) **0,00**
011	**Charges à caractère général (4)**	**0,00**
012	**Charges de personnel et frais assimilés (4)**	**0,00**
014	**Atténuations de produits**	**0,00**
016	**APA**	**0,00**
017	**RSA / Régularisations de RMI**	**0,00**
65	**Autres charges de gestion courante (4)**	**0,00**
6586	**Frais fonctionnement des groupes d'élus**	**0,00**
66	**Charges financières**	**0,00**
67	**Charges spécifiques (4)**	**0,00**

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. Ces restes à réaliser seront repris au BP ou au BS N+1.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

(3) Hors dépenses imputées au chapitre 018.

(4) Hors dépenses imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_06-DE

I – INFORMATIONS GENERALES ET SYNTHÉTIQUES

EXECUTION DU BUDGET – RAR RECETTES — C2

DETAIL DES RESTES A REALISER N EN RECETTES (1)

Chap. / art. (2)	Libellé	Titres restant à émettre
SECTION D'INVESTISSEMENT – TOTAL	(III)	**1 921 361,96**
018	**RSA**	**0,00**
024	**Produits des cessions d'immobilisations**	**0,00**
10	**Dotations, fonds divers et réserves**	**0,00**
13	**Subventions d'investissement (reçues) (3)**	**1 770 182,87**
16	**Emprunts et dettes assimilées**	**0,00**
18	**Cpte de liaison : affectation (BA,régie)**	**0,00**
20	**Immobilisations incorporelles (sauf 204) (3)**	**0,00**
204	**Subventions d'équipement versées (3) (5)**	**0,00**
21	**Immobilisations corporelles (3)**	**0,00**
22	**Immobilisations reçues en affectation (3)**	**0,00**
23	**Immobilisations en cours (sauf 2324) (3)**	**0,00**
26	**Participations et créances rattachées**	**0,00**
27	**Autres immobilisations financières (3)**	**0,00**
45	**Chapitres d'opérations pour compte de tiers**	**151 179,09**
45821	EAUX PLUVIALES RUE A PERRET/ABORDS ILOT F	15 133,99
458211	RECETTE ECLAIRAGE PUBLIC CHEMIN DU VALENTIN SUD	16 792,92
458212	RECETTE EAUX PLUVIALES CHEMIN DU VALENTIN SUD	10 152,78
45822	RECETTES EAUX PLUVIALES GIRODET SOUS MANDAT	21 162,18
45829	RECETTES EAUX PLUVIALES AVENUE TONY GARNIER	87 937,22
SECTION DE FONCTIONNEMENT – TOTAL	(IV)	**0,00**
70	**Prod. services, domaine, ventes diverses**	**0,00**
73	**Impôts et taxes**	**0,00**
731	**Fiscalité locale**	**0,00**
74	**Dotations et participations (4)**	**0,00**
75	**Autres produits de gestion courante (4)**	**0,00**
013	**Atténuations de charges (4)**	**0,00**
016	**APA**	**0,00**
017	**RSA / Régularisations de RMI**	**0,00**
76	**Produits financiers**	**0,00**
77	**Produits spécifiques (4)**	**0,00**

(1) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle. Ces restes à réaliser seront repris au BP ou au BS N+1.

(2) Suivant le niveau de vote retenu par l'assemblée délibérante.

(3) Hors recettes imputées au chapitre 018.

(4) Hors recettes imputées aux chapitres 016 et 017.

(5) Le chapitre 204 « Subventions d'équipement versées » est un chapitre globalisé regroupant les comptes 204 et 2324.

Envoyé en préfecture le 16/05/2025

Reçu en préfecture le 16/05/2025

Publié le 16/05/2025

ID : 026-212600589-20250513-CM120525_06-DE

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES

Bilan synthétique (en milliers d'euros)

ACTIF NET (1)	Total
ACTIF IMMOBILISÉ	**0,00**
Immobilisations incorporelles (nettes)	**0,00**
Subventions d'investissement versées	2 248,73
Autres immobilisations incorporelles	87,33
Immobilisations corporelles (nettes)	**0,00**
Terrains	14 490,03
Constructions	53 950,33
Réseaux et installations de voirie	52 509,03
Réseaux divers	5 081,98
Installations techniques, agencements et matériel	799,67
Immobilisations mises en concessions ou affermées	0,00
Autres	1 365,85
Immobilisations corporelles en cours	**20 388,54**
Droits de retour relatifs aux biens mis à disposition ou affectés	**48 095,58**
Immobilisations financières (nettes)	**111,78**
TOTAL ACTIF IMMOBILISÉ (I)	**199 128,86**
ACTIF CIRCULANT	**0,00**
Stocks	0,00
Créances	928,71
Charges constatées d'avance	0,00
Trésorerie	8 083,24
TOTAL ACTIF CIRCULANT (II)	**9 011,94**
Comptes de régularisation (III)	34,53
Écarts de conversion actif (IV)	0,00
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV)	**208 175,34**

FONDS PROPRES ET PASSIF	Total
FONDS PROPRES	**0,00**
Apports et subventions d'investissement	86 682,93
Neutralisations et régularisations	415,88
Réserves	93 618,76
Report à nouveau	6 939,16
Résultat de l'exercice	671,52
Droits du concédant, de l'affermant, de l'affectant et du remettant	9 848,40
TOTAL FONDS PROPRES (I)	**198 176,65**
PASSIF	**0,00**
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES (1)	**592,50**
DETTES FINANCIÈRES	**0,00**
Emprunts obligataires	0,00
Emprunts souscrits auprès des établissements de crédit	8 235,13
Dettes financières et autres emprunts	8,00
TOTAL DETTES FINANCIÈRES (2)	**8 243,12**
DETTES NON FINANCIÈRES	**0,00**
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	690,89
Autres dettes non financières	461,08
Produits constatés d'avance	0,00
TOTAL DETTES NON FINANCIÈRES (3)	**1 151,97**
TOTAL TRÉSORERIE (4)	**0,00**
TOTAL PASSIF (II) = (1+2+3+4)	**9 987,59**
Comptes de régularisation (III)	11,10
Écarts de conversion passif (IV)	0,00
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV)	**208 175,34**

[1] Déduction faite des amortissements et des dépréciations

Envoyé en préfecture le 16/05/2025

Reçu en préfecture le 16/05/2025

Publié le 16/05/2025

ID : 026-212600589-20250513-CM120525_06-DE

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES

Compte de résultat synthétique (en milliers d'euros)

POSTES	Exercice N	Exercice N-1
PRODUITS DE FONCTIONNEMENT	**0,00**	**0,00**
PRODUITS SANS CONTREPARTIE DIRECTE (ou subventions et produits assimilés)	**0,00**	**0,00**
Dotations de l'état	1 313,68	0,00
Participations	259,99	0,00
Compensations, autres attributions et autres participations	1 103,26	0,00
Dons et legs	0,00	0,00
Impôts et taxes	16 694,36	0,00
PRODUITS AVEC CONTREPARTIE DIRECTE	**0,00**	**0,00**
Ventes de biens ou prestations de services	1 259,32	0,00
Produits des cessions d'actifs	266,23	0,00
Autres produits de gestion	290,89	0,00
Production stockée et immobilisée	30,06	0,00
AUTRES PRODUITS	**0,00**	**0,00**
Reprises sur amortissement, dépréciations, provisions et transferts de charges	370,96	0,00
Reprises du financement rattaché à un actif	2,32	0,00
Neutralisation des amortissements, dépréciations et provisions	543,60	0,00
Neutralisation des moins-values de cession	9,51	0,00
TOTAL PRODUITS DE FONCTIONNEMENT(I)	**22 144,19**	**0,00**
CHARGES DE FONCTIONNEMENT	**0,00**	**0,00**
Achats et charges externes	4 536,42	0,00
Charges de personnel	12 249,55	0,00
Indemnités des élus (et membres du CESR)	230,90	0,00
Autres charges de fonctionnement (dont pertes sur créances irrécouvrables)	258,52	0,00
Impôts et taxes	323,45	0,00
Dotations aux amortissements, dépréciations, provisions	1 813,23	0,00
Valeurs nettes comptables des éléments d'actifs cédés	221,47	0,00
Neutralisation des dépréciations et provisions	0,00	0,00
Neutralisation des plus-values de cession	54,28	0,00
TOTAL CHARGES DE FONCTIONNEMENT (II)	**19 687,80**	**0,00**

Envoyé en préfecture le 16/05/2025

Reçu en préfecture le 16/05/2025

Publié le 16/05/2025

ID : 026-212600589-20250513-CM120525_06-DE

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES

Compte de résultat synthétique (en milliers d'euros)

POSTES	Exercice N	Exercice N-1
CHARGES D'INTERVENTION	**0,00**	**0,00**
Dispositifs d'intervention pour compte propre	1 406,97	0,00
Autres charges	118,03	0,00
TOTAL CHARGES D'INTERVENTION (III)	**1 525,00**	**0,00**
PRODUITS (ou CHARGES) NETS DE L'ACTIVITE (IV = I - II - III)	**931,39**	**0,00**
TOTAL PRODUITS FINANCIERS (V)	**0,44**	**0,00**
TOTAL CHARGES FINANCIERES (VI)	**260,31**	**0,00**
PRODUITS (ou CHARGES) FINANCIERS NETS (VII = V - VI)	**-259,86**	**0,00**
RESULTAT DE L'EXERCICE (VIII = IV + VII)	**671,52**	**0,00**

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_06-DE

I – INFORMATIONS GÉNÉRALES ET SYNTHÉTIQUES

TAUX DES CONTRIBUTIONS ET PRODUITS AFFERENTS EN N

Libellés		Taux, coefficient ou forfait appliqués par décision de l'assemblée délibérante (%, unité ou €)	Variation du taux / N-1 (%)	Produit N	Variation du produit / N-1 (%)
Part régionale des ressources					
TICPE (part définie à l'art. 265 du code des douanes)	SP	0,00	0,00	0,00	0,00
	Gazole	0,00	0,00	0,00	0,00
TICPE (majoration définie à l'art. 265 A *bis* du code des douanes)	SP	0,00	0,00	0,00	0,00
	Gazole	0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur les permis de conduire		0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur les certificats d'immatriculation des véhicules		0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe spéciale de consommation de produits pétroliers (1)		0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur le transport public aérien et maritime (1)		0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe relative à l'octroi de mer (1)		0,00	0,00	0,00	0,00
Droits assimilés au droit d'octroi de mer auxquels sont soumis les rhums et spiritueux (1)		0,00	0,00	0,00	0,00
Part départementale des ressources					
Taxe d'aménagement		0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe de publicité foncière et droit d'enregistrement		0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur la consommation finale d'électricité		0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe sur les remontées mécaniques des zones de montagne		0,00	0,00	0,00	0,00
Part communale des ressources					
TFPB		34,21 %	0,00	9 560 145,00	3,00
TFPNB		42,72 %	0,00	98 558,00	3,70
CFE		0,00	0,00	0,00	0,00
Taxe d'habitation sur les résidences secondaires		9,66 %	0,00	107 271,00	-23,10
TOTAL				**9 765 974,00**	**0,00**

(1) Taxes perçues par les collectivités d'Outre-mer.

(2) Détailler les taxes pour lesquelles la collectivité a un pouvoir de modulation.

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_06-DE

II – EXECUTION BUDGETAIRE

MODALITES DE VOTE DU BUDGET

A

I – L'assemblée délibérante a voté le budget :
- au niveau du chapitre (1) pour la section d'investissement ;
- au niveau du chapitre (1) pour la section de fonctionnement ;
- sans (2) vote formel sur les chapitres « opérations d'équipement » ;
- sans (2) vote formel sur chacun des chapitres.

La liste des articles spécialisés sur lesquels l'ordonnateur ne peut procéder à des virements d'article à article est la suivante :

II –En l'absence de mention au paragraphe I ci-dessus, le budget est réputé voté par chapitre, sans vote formel sur chacun des chapitres, en fonctionnement, et en investissement sans vote formel pour les chapitres « opération d'équipement ».

III – Conformément à l'article L. 5217-10-6 du CGCT, l'assemblée délibérante autorise le président à opérer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel, dans les limites suivantes (3) :

- Fonctionnement : 7.50%
- Investissement : 7.50%

IV – En l'absence de mention au paragraphe III ci-dessus, le président est réputé ne pas avoir reçu l'autorisation de l'assemblée délibérante de pratiquer des virements de crédits de paiement de chapitre à chapitre.

V – Les provisions sont semi-budgétaires (4).

(1) A compléter par « du chapitre » ou « de l'article ».

(2) Indiquer « avec » ou « sans » vote formel.

(3) Au maximum dans la limite de 7.5 % des dépenses réelles de chaque section.

(4) A compléter par un seul des deux choix suivants, selon les dispositions législatives et réglementaires applicables à la collectivité :

- semi budgétaire ;
- budgétaire par délibération N°… du ...

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_06-DE

II – EXECUTION BUDGETAIRE

DEPENSES D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE

A1.1

Chapitre	Intitulé	Prévisions (a) (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations (mandats émis) (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31/12 (1)
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	599 033,41	39 138,71	6,53	18 145,41
204	Subventions d'équipement versées (6)	754 654,00	571 904,86	75,78	141 442,87
21	Immobilisations corporelles	3 921 288,45	2 009 985,35	51,26	754 084,60
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	6 774 795,22	1 795 211,62	26,50	1 812 034,87
	Total des opérations d'équipement (2)	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses d'équipement		**12 049 771,08**	**4 416 240,54**	**36,65**	**2 725 707,75**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	8 850,00	8 817,50	99,63	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	1 130 200,00	1 129 739,46	99,96	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	150 000,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses financières		**1 289 050,00**	**1 138 556,96**	**88,33**	**0,00**
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (3)	214 988,68	107 060,23	49,80	93 339,42
Total des dépenses réelles d'investissement		**13 553 809,76**	**5 661 857,73**	**41,77**	**2 819 047,17**
040	*Opérations ordre transf. entre sections (4)*	*645 000,00*	*585 489,54*	*90,77*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (5)*	*68 659,00*	*37 586,60*	*54,74*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre en investissement		**713 659,00**	**623 076,14**	**87,31**	**0,00**
Total des dépenses d'investissement de l'exercice		**14 267 468,76**	**6 284 933,87**	**44,05**	**2 819 047,17**
001 Solde d'exécution négatif reporté		**3 052 177,66**			
Total des dépenses de la section d'investissement		**17 319 646,42**	**6 284 933,87**		**2 819 047,17**

(1) Dépenses engagées non mandatées.

(2) Voir l'état II-C1.1 pour le détail des opérations d'équipement.

(3) Voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(4) *DI 040 = RF 042*

(5) *DI 041 = RI 041*

(6) Le chapitre 204 est un chapitre globalisé qui inclut le 204 et le 2324.

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_06-DE

II – EXECUTION BUDGETAIRE

RECETTES D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE

A1.2

Chapitre	Intitulé	Prévisions (a) (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations (titres émis) (b)	Taux de réalisation (b/a)	Restes à réaliser au 31/12 (1)
018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	4 570 017,23	2 361 132,30	51,67	1 770 182,87
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	500,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées(8)	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours	0,00	0,00	0,00	0,00
10	Dotations, fonds divers et réserves	4 305 482,10	4 285 738,70	99,54	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00			
45	Chapitres d'opérations pour compte de tiers (2)	203 726,09	135 521,98	66,52	151 179,09
Total des recettes réelles d'investissement		**9 079 225,42**	**6 782 892,98**	**74,71**	**1 921 361,96**
021	*Virement de la section de fonctionnement (3)*	*6 358 430,00*			
040	*Opérations ordre transf. entre sections (4) (5) (6)*	*1 813 332,00*	*2 088 972,61*	*115,20*	*0,00*
041	*Opérations patrimoniales (7)*	*68 659,00*	*37 586,60*	*54,74*	*0,00*
Total des recettes d'ordre en investissement		**8 240 421,00**	**2 126 559,21**	**25,81**	**0,00**
Total des recettes d'investissement de l'exercice		**17 319 646,42**	**8 909 452,19**	**51,44**	**1 921 361,96**
001 Solde d'exécution positif reporté		**0,00**			
Total des recettes de la section d'investissement		**17 319 646,42**	**8 909 452,19**		**1 921 361,96**

(1) Recettes justifiées non titrées.

(2) Voir l'état IV-B5 pour le détail des opérations pour compte de tiers.

(3) Pour mémoire, crédits ouverts au budget mais ne faisant pas l'objet d'émission de titres (opérations sans réalisation).

(4) *DI 040 = RF 042*

(5) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(6) Aucune prévision budgétaire ne doit figurer à l'article 192 (cf. chapitre 024 « produit des cessions d'immobilisations »).

(7) *DI 041 = RI 041*

(8) Le chapitre 204 est un chapitre globalisé qui inclut le 204 et le 2324

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_06-DE

II – EXECUTION BUDGETAIRE

DEPENSES DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE

A2.1

Chapitre	Intitulé	Prévisions (a) (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations Mandats émis	Rattachements (c)	Total réalisations (d = b+c)	Taux de réalisation (d/a)	Restes à réaliser au 31/12 (1)
011	Charges à caractère général (3)	4 999 056,50	3 892 420,71	651 407,04	4 543 827,75	90,89	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés (3)	13 100 000,00	12 745 250,33	34 462,00	12 779 712,33	97,56	0,00
014	Atténuations de produits	270 000,00	260 329,28	0,00	260 329,28	96,42	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586)	1 889 274,50	1 811 639,27	16 486,50	1 828 125,77	96,76	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses de gestion des services		**20 258 331,00**	**18 709 639,59**	**702 355,54**	**19 411 995,13**	**95,82**	**0,00**
66	Charges financières	270 000,00	212 408,90	47 900,00	260 308,90	96,41	0,00
67	Charges spécifiques	191 045,82	186 291,35	0,00	186 291,35	97,51	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations (semi-budgétaires)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles et mixtes		**20 719 376,82**	**19 108 339,84**	**750 255,54**	**19 858 595,38**	**95,85**	**0,00**
023	*Virement à la section d'investissement*	*6 358 430,00*					
042	*Opérations ordre transf. entre sections (2)*	*1 813 332,00*	*2 088 972,61*	*0,00*	*2 088 972,61*	*115,20*	*0,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre de fonctionnement (3)		**8 171 762,00**	**2 088 972,61**	**0,00**	**2 088 972,61**	**25,56**	**0,00**
Total des dépenses de fonctionnement de l'exercice		**28 891 138,82**	**21 197 312,45**	**750 255,54**	**21 947 567,99**	**75,97**	**0,00**
002 Déficit de fonctionnement reporté de N-1		**0,00**					
Total des dépenses de la section de fonctionnement		**28 891 138,82**	**21 197 312,45**	**750 255,54**	**21 947 567,99**		**0,00**

(1) Dépenses engagées non mandatées.

(2) Les comptes 68 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(3) DF 042 = RI 040 ; DF 043 = RF 043

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_06-DE

II – EXECUTION BUDGETAIRE

RECETTES DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE

A2.2

Chapitre	Intitulé	Prévisions (a) (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations Titres émis (b)	Rattachements (c)	Total réalisations (d = b+c)	Taux de réalisation (d/a)	Restes à réaliser au 31/12 (1)
013	Atténuations de charges	250 000,00	214 131,89	0,00	214 131,89	85,65	0,00
016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
017	RSA / Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	1 192 500,00	1 253 699,04	5 623,00	1 259 322,04	105,60	0,00
73	Impôts et taxes (sauf 731)	5 826 487,00	5 837 530,00	0,00	5 837 530,00	100,19	0,00
731	Fiscalité locale	11 073 070,00	11 117 162,95	0,00	11 117 162,95	100,40	0,00
74	Dotations et participations	2 553 100,00	2 674 426,94	2 500,00	2 676 926,94	104,85	0,00
75	Autres produits de gestion courante	190 500,47	287 770,93	815,87	288 586,80	151,49	0,00
Total des recettes de gestion des services		**21 085 657,47**	**21 384 721,75**	**8 938,87**	**21 393 660,62**	**101,46**	**0,00**
76	Produits financiers	300,00	444,15	0,00	444,15	148,05	0,00
77	Produits spécifiques	2 000,00	268 533,70	0,00	268 533,70	13 426,69	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov. (semi-budgétaires)	219 018,82	370 962,82	0,00	370 962,82	169,37	0,00
Total des recettes réelles et mixtes		**21 306 976,29**	**22 024 662,42**	**8 938,87**	**22 033 601,29**	**103,41**	**0,00**
042	*Opérations ordre transf. entre sections (2)*	*645 000,00*	*585 489,54*	*0,00*	*585 489,54*	*90,77*	*0,00*
043	*Opérations ordre intérieur de la section*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des recettes d'ordre (3)		**645 000,00**	**585 489,54**	**0,00**	**585 489,54**	**90,77**	**0,00**
Total des recettes de fonctionnement de l'exercice		**21 951 976,29**	**22 610 151,96**	**8 938,87**	**22 619 090,83**	**103,04**	**0,00**
002 Excédent de fonctionnement reporté de N-1		**6 939 162,53**					
Total des recettes de la section de fonctionnement		**28 891 138,82**	**22 610 151,96**	**8 938,87**	**22 619 090,83**		**0,00**

(1) Recettes justifiées non titrées.

(2) Les comptes 78 peuvent figurer dans le détail du chapitre si la collectivité a opté pour le régime des provisions budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires applicables.

(3) *RF 042 = DI 040*

Envoyé en préfecture le 16/05/2025

Reçu en préfecture le 16/05/2025

Publié le 16/05/2025

ID : 026-212600589-20250513-CM120525_06-DE

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE

Dépenses d'investissement - Vue détaillée

D1

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
total chapitre 018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
202	Frais d'études, d'élaboration, de modifications et de révisions des documents d'urbanisme	0,00	2 259,97	0,00	2 259,97	0,00
2031	Frais d'études	0,00	23 347,12	0,00	23 347,12	0,00
2033	Frais d'insertion	0,00	9 720,00	0,00	9 720,00	0,00
2051	Concessions et droits similaires	0,00	2 975,03	0,00	2 975,03	0,00
2088	Autres immobilisations incorporelles	0,00	836,59	0,00	836,59	0,00
total chapitre 20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	599 033,41	39 138,71	0,00	39 138,71	559 894,70
20421	Biens mobiliers, matériel et études	0,00	1 428,13	0,00	1 428,13	0,00
20422	Bâtiments et installations	0,00	123 822,73	0,00	123 822,73	0,00
2046	Attributions de compensation d'investissement	0,00	446 654,00	0,00	446 654,00	0,00
total chapitre 204	Subventions d'équipement versées	754 654,00	571 904,86	0,00	571 904,86	182 749,14
2111	Terrains nus	0,00	2 493,87	0,00	2 493,87	0,00
2112	Terrains de voirie	0,00	266,00	0,00	266,00	0,00
2115	Terrains bâtis	0,00	430 000,00	0,00	430 000,00	0,00
2128	Autres agencements et aménagements	0,00	275 498,22	0,00	275 498,22	0,00
21316	Équipements du cimetière	0,00	1 440,00	0,00	1 440,00	0,00
21321	Immeubles de rapport	0,00	7 270,02	0,00	7 270,02	0,00
21351	Bâtiments publics	0,00	57 139,12	0,00	57 139,12	0,00
21352	Bâtiments privés	0,00	16 389,53	0,00	16 389,53	0,00
2151	Réseaux de voirie	0,00	464 113,82	0,00	464 113,82	0,00
2152	Installations de voirie	0,00	69 795,97	0,00	69 795,97	0,00
21534	Réseaux d'électrification	0,00	45 339,26	0,00	45 339,26	0,00
21538	Autres réseaux	0,00	122 077,44	0,00	122 077,44	0,00
21568	Autre matériel et outillage d'incendie et de défense civile	0,00	25 044,44	0,00	25 044,44	0,00

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_06-DE

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE

Dépenses d'investissement - Vue détaillée

D1

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
215738	Autre matériel et outillage de voirie	0,00	8 033,52	0,00	8 033,52	0,00
21578	Autre matériel technique	0,00	33 648,80	0,00	33 648,80	0,00
2158	Autres installations, matériel et outillage techniques	0,00	115 880,10	0,00	115 880,10	0,00
21621	Biens sous-jacents	0,00	57 885,66	0,00	57 885,66	0,00
21622	Dépenses ultérieures immobilisées	0,00	3 030,52	0,00	3 030,52	0,00
2181	Installations générales, agencements et aménagements divers	0,00	284,40	0,00	284,40	0,00
21828	Autres matériels de transport	0,00	19 312,42	0,00	19 312,42	0,00
21831	Matériel informatique scolaire	0,00	903,40	0,00	903,40	0,00
21838	Autre matériel informatique	0,00	39 498,99	0,00	39 498,99	0,00
21841	Matériel de bureau et mobilier scolaires	0,00	5 284,72	0,00	5 284,72	0,00
21848	Autres matériels de bureau et mobiliers	0,00	9 569,64	0,00	9 569,64	0,00
2185	Matériel de téléphonie	0,00	1 955,69	0,00	1 955,69	0,00
2188	Autres	0,00	197 829,80	0,00	197 829,80	0,00
total chapitre 21	Immobilisations corporelles	3 921 288,45	2 009 985,35	0,00	2 009 985,35	1 911 303,10
total chapitre 22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2312	Agencements et aménagements de terrains	0,00	180 965,87	0,00	180 965,87	0,00
2313	Constructions	0,00	769 254,59	0,00	769 254,59	0,00
2315	Installations, matériel et outillage techniques	0,00	877 981,26	83 557,76	794 423,50	0,00
238	Avances versées sur commandes d'immobilisations corporelles	0,00	50 567,66	0,00	50 567,66	0,00
total chapitre 23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	6 774 795,22	1 878 769,38	83 557,76	1 795 211,62	4 979 583,60
Total des dépenses d'équipement		**12 049 771,08**	**4 499 798,30**	**83 557,76**	**4 416 240,54**	**7 633 530,54**
total chapitre 10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1348	Autres	0,00	8 817,50	0,00	8 817,50	0,00
total chapitre 13	Subventions d'investissement	8 850,00	8 817,50	0,00	8 817,50	32,50

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_06-DE

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE

Dépenses d'investissement - Vue détaillée

D1

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
1641	Emprunts en euros	0,00	890 935,54	0,00	890 935,54	0,00
16441	Opérations afférentes à l'emprunt	0,00	236 666,00	0,00	236 666,00	0,00
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	2 137,92	0,00	2 137,92	0,00
total chapitre 16	Emprunts et dettes assimilées (sauf 1688 non budgétaire)	1 130 200,00	1 129 739,46	0,00	1 129 739,46	460,54
total chapitre 18	Compte de liaison : affectation (budgets annexes - régies non personnalisées)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 26	Participations et créances rattachées à des participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 27	Autres immobilisations financières	150 000,00	0,00	0,00	0,00	150 000,00
Total des dépenses financières		**1 289 050,00**	**1 138 556,96**	**0,00**	**1 138 556,96**	**150 493,04**
45811	Opération pour compte tiers n° 45811	4 876,58	3 438,91	0,00	3 438,91	1 437,67
458111	Opération pour compte tiers n° 458111	13 875,32	8 552,95	0,00	8 552,95	5 322,37
458112	Opération pour compte tiers n° 458112	10 152,78	8 023,49	0,00	8 023,49	2 129,29
45813	Opération pour compte tiers n° 45813	97 564,00	83 557,76	0,00	83 557,76	14 006,24
45819	Opération pour compte tiers n° 45819	88 520,00	3 487,12	0,00	3 487,12	85 032,88
total	Chapitres d'opérations pour compte de tiers	214 988,68	107 060,23	0,00	107 060,23	107 928,45
Total des dépenses réelles d'investissement		**13 553 809,76**	**5 745 415,49**	**83 557,76**	**5 661 857,73**	**7 891 952,03**
13913	*Départements*	*0,00*	*765,00*	*0,00*	*765,00*	*0,00*
13916	*Autres établissements publics locaux*	*0,00*	*916,00*	*0,00*	*916,00*	*0,00*
13918	*Autres*	*0,00*	*641,00*	*0,00*	*641,00*	*0,00*
192	*Plus ou moins-values sur cessions d'immobilisations*	*0,00*	*9 511,01*	*0,00*	*9 511,01*	*0,00*
198	*Neutralisation des amortissements*	*0,00*	*543 597,00*	*0,00*	*543 597,00*	*0,00*
2128	*Autres agencements et aménagements*	*0,00*	*10 110,89*	*0,00*	*10 110,89*	*0,00*
21351	*Bâtiments publics*	*0,00*	*19 948,64*	*0,00*	*19 948,64*	*0,00*

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_06-DE

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE

Dépenses d'investissement - Vue détaillée

D1

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
total chapitre 040	*Opérations d'ordre de transferts entre sections*	*654 511,01*	*585 489,54*	*0,00*	*585 489,54*	*69 021,47*
2112	*Terrains de voirie*	*0,00*	*1 926,00*	*0,00*	*1 926,00*	*0,00*
21621	*Biens sous-jacents*	*0,00*	*9 188,00*	*0,00*	*9 188,00*	*0,00*
2313	*Constructions*	*0,00*	*3 231,60*	*0,00*	*3 231,60*	*0,00*
2315	*Installations, matériel et outillage techniques*	*0,00*	*23 241,00*	*0,00*	*23 241,00*	*0,00*
total chapitre 041	*Opérations patrimoniales*	*68 659,00*	*37 586,60*	*0,00*	*37 586,60*	*31 072,40*
Total des dépenses d'ordre en investissement		***723 170,01***	***623 076,14***	***0,00***	***623 076,14***	***100 093,87***
Total des dépenses d'investissement de l'exercice		**14 276 979,77**	**6 368 491,63**	**83 557,76**	**6 284 933,87**	**7 992 045,90**
001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté		**3 052 177,66**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des dépenses de la section d'investissement		**17 329 157,43**	**6 368 491,63**	**83 557,76**	**6 284 933,87**	**11 044 223,56**

Envoyé en préfecture le 16/05/2025

Reçu en préfecture le 16/05/2025

Publié le 16/05/2025

ID : 026-212600589-20250513-CM120525_06-DE

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE

Recettes d'investissement - Vue détaillée

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
total chapitre 018	RSA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1311	État et établissements nationaux	0,00	167 321,62	0,00	167 321,62	0,00
1313	Départements	0,00	308 440,00	0,00	308 440,00	0,00
1321	État et établissements nationaux	0,00	769 201,03	0,00	769 201,03	0,00
1322	Régions	0,00	299 668,29	0,00	299 668,29	0,00
1323	Départements	0,00	105 465,00	0,00	105 465,00	0,00
13251	GFP de rattachement	0,00	252 354,27	0,00	252 354,27	0,00
1328	Autres	0,00	452 353,85	252 354,27	199 999,58	0,00
1345	Amendes de radars automatiques et amendes de police	0,00	215 715,00	0,00	215 715,00	0,00
1348	Autres	0,00	42 967,51	0,00	42 967,51	0,00
total chapitre 13	Subventions d'investissement	4 570 017,23	2 613 486,57	252 354,27	2 361 132,30	2 208 884,93
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	500,00	0,00	500,00	0,00
total chapitre 16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	500,00	0,00	500,00	-500,00
total chapitre 20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
10222	F.C.T.V.A.	0,00	1 101 680,05	0,00	1 101 680,05	0,00
10226	Taxe d'aménagement	0,00	568 576,55	0,00	568 576,55	0,00
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	0,00	2 615 482,10	0,00	2 615 482,10	0,00
total chapitre 10	Dotations, fonds divers et réserves	4 305 482,10	4 285 738,70	0,00	4 285 738,70	19 743,40
total chapitre 18	Compte de liaison : affectation (budgets annexes - régies non personnalisées)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 26	Participations et créances rattachées à des participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_06-DE

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE

Recettes d'investissement - Vue détaillée

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
total chapitre 27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 024	Produits des cessions d'immobilisations	-266 233,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45821	Opération pour compte tiers n° 45821	15 133,99	0,00	0,00	0,00	15 133,99
458211	Opération pour compte tiers n° 458211	16 792,92	0,00	0,00	0,00	16 792,92
458212	Opération pour compte tiers n° 458212	10 152,78	0,00	0,00	0,00	10 152,78
45822	Opération pour compte tiers n° 45822	21 162,18	0,00	0,00	0,00	21 162,18
45823	Opération pour compte tiers n° 45823	51 964,22	135 521,98	0,00	135 521,98	-83 557,76
45829	Opération pour compte tiers n° 45829	88 520,00	0,00	0,00	0,00	88 520,00
total	Chapitres d'opérations pour compte de tiers	203 726,09	135 521,98	0,00	135 521,98	68 204,11
Total des recettes réelles d'investissement		**8 812 992,42**	**7 035 247,25**	**252 354,27**	**6 782 892,98**	**2 030 099,44**
total chapitre 021	*Virement de la section de fonctionnement*	*6 358 430,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
192	*Plus ou moins-values sur cessions d'immobilisations*	*0,00*	*54 278,08*	*0,00*	*54 278,08*	*0,00*
2138	*Autres constructions*	*0,00*	*219 189,60*	*0,00*	*219 189,60*	*0,00*
2158	*Autres installations, matériel et outillage techniques*	*0,00*	*2 276,33*	*0,00*	*2 276,33*	*0,00*
2802	*Frais d'études, d'élaboration, de modifications et de révisions des documents d'urbanisme*	*0,00*	*3 095,51*	*0,00*	*3 095,51*	*0,00*
28031	*Frais d'études*	*0,00*	*8 473,00*	*0,00*	*8 473,00*	*0,00*
28033	*Frais d'insertion*	*0,00*	*625,00*	*0,00*	*625,00*	*0,00*
2804133	*Projets d'infrastructures d'intérêt national*	*0,00*	*2 822,00*	*0,00*	*2 822,00*	*0,00*
28041512	*Bâtiments et installations*	*0,00*	*34 519,00*	*0,00*	*34 519,00*	*0,00*
280421	*Biens mobiliers, matériel et études*	*0,00*	*60,00*	*0,00*	*60,00*	*0,00*
280422	*Bâtiments et installations*	*0,00*	*57 160,00*	*0,00*	*57 160,00*	*0,00*
2804412	*Bâtiments et installations*	*0,00*	*2 237,00*	*0,00*	*2 237,00*	*0,00*
2804422	*Bâtiments et installations*	*0,00*	*145,00*	*0,00*	*145,00*	*0,00*
28046	*Attributions de compensation d'investissement*	*0,00*	*446 654,00*	*0,00*	*446 654,00*	*0,00*

Envoyé en préfecture le 16/05/2025

Reçu en préfecture le 16/05/2025

Publié le 16/05/2025

ID : 026-212600589-20250513-CM120525_06-DE

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE

Recettes d'investissement - Vue détaillée

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
2805	Concessions et droits similaires, brevets, licences, droits et valeurs similaires	0,00	11 025,00	0,00	11 025,00	0,00
28088	Autres immobilisations incorporelles	0,00	722,29	0,00	722,29	0,00
28128	Autres agencements et aménagements	0,00	204 669,00	0,00	204 669,00	0,00
281351	Bâtiments publics	0,00	428 255,00	0,00	428 255,00	0,00
281352	Bâtiments privés	0,00	1 477,00	0,00	1 477,00	0,00
28138	Autres constructions	0,00	20 776,00	0,00	20 776,00	0,00
28152	Installations de voirie	0,00	37 726,44	0,00	37 726,44	0,00
281568	Autre matériel et outillage d'incendie et de défense civile	0,00	73 909,60	0,00	73 909,60	0,00
2815738	Autre matériel et outillage de voirie	0,00	16 877,60	0,00	16 877,60	0,00
281578	Autre matériel technique	0,00	1 394,00	0,00	1 394,00	0,00
28158	Autres installations, matériel et outillage techniques	0,00	83 602,10	0,00	83 602,10	0,00
281828	Autres matériels de transport	0,00	83 659,80	0,00	83 659,80	0,00
281831	Matériel informatique scolaire	0,00	1 533,84	0,00	1 533,84	0,00
281838	Autre matériel informatique	0,00	62 720,37	0,00	62 720,37	0,00
281841	Matériel de bureau et mobilier scolaires	0,00	13 031,70	0,00	13 031,70	0,00
281848	Autres matériels de bureau et mobiliers	0,00	18 154,06	0,00	18 154,06	0,00
28185	Matériel de téléphonie	0,00	5 645,22	0,00	5 645,22	0,00
28188	Autres	0,00	78 927,47	0,00	78 927,47	0,00
4815	Charges liées à la crise sanitaire COVID-19	0,00	113 331,60	0,00	113 331,60	0,00
total chapitre 040	Opérations d'ordre de transferts entre sections	2 089 076,01	2 088 972,61	0,00	2 088 972,61	103,40
1328	Autres	0,00	11 114,00	0,00	11 114,00	0,00
2031	Frais d'études	0,00	23 772,60	0,00	23 772,60	0,00
2033	Frais d'insertion	0,00	2 700,00	0,00	2 700,00	0,00
total chapitre 041	Opérations patrimoniales	68 659,00	37 586,60	0,00	37 586,60	31 072,40

Envoyé en préfecture le 16/05/2025

Reçu en préfecture le 16/05/2025

Publié le 16/05/2025

ID : 026-212600589-20250513-CM120525_06-DE

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE

Recettes d'investissement - Vue détaillée

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
Total des recettes d'ordre en investissement		***8 516 165,01***	***2 126 559,21***	***0,00***	***2 126 559,21***	***6 389 605,80***
Total des recettes d'investissement de l'exercice		**17 329 157,43**	**9 161 806,46**	**252 354,27**	**8 909 452,19**	**8 419 705,24**
001 Solde d'exécution de la section d'investissement reporté		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des recettes de la section d'investissement		**17 329 157,43**	**9 161 806,46**	**252 354,27**	**8 909 452,19**	**8 419 705,24**

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_06-DE

II – EXECUTION BUDGETAIRE

OPERATIONS D'EQUIPEMENT – DETAIL DES CHAPITRES ET ARTICLES

C1

Cet état ne contient pas d'information.

Envoyé en préfecture le 16/05/2025

Reçu en préfecture le 16/05/2025

Publié le 16/05/2025

ID : 026-212600589-20250513-CM120525_06-DE

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE

Dépenses de fonctionnement - Vue détaillée

D1

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
6042	Achats de prestations de services (autres que terrains à aménager)	0,00	517 449,82	109 120,29	408 329,53	0,00
60611	Eau et assainissement	0,00	182 789,11	66 372,28	116 416,83	0,00
60612	Énergie - Électricité	0,00	1 233 943,60	259 901,85	974 041,75	0,00
60621	Combustibles	0,00	20 464,58	0,00	20 464,58	0,00
60622	Carburants	0,00	103 773,63	6 512,70	97 260,93	0,00
60623	Alimentation	0,00	32 886,03	4 629,32	28 256,71	0,00
60624	Produits de traitement	0,00	22 828,43	2 200,34	20 628,09	0,00
60628	Autres fournitures non stockées	0,00	69 340,81	2 528,50	66 812,31	0,00
60631	Fournitures d'entretien	0,00	56 652,57	3 014,81	53 637,76	0,00
60632	Fournitures de petit équipement	0,00	458 670,91	24 474,95	434 195,96	0,00
60633	Fournitures de voirie	0,00	21 312,08	351,00	20 961,08	0,00
60636	Habillement et Vêtements de travail	0,00	41 560,73	1 476,48	40 084,25	0,00
6064	Fournitures administratives	0,00	30 480,32	1 274,69	29 205,63	0,00
60668	Autres produits pharmaceutiques	0,00	2 906,62	0,00	2 906,62	0,00
6067	Fournitures scolaires	0,00	66 541,50	1 759,69	64 781,81	0,00
6068	Autres matières et fournitures.	0,00	26 452,54	3 459,73	22 992,81	0,00
611	Contrats de prestations de services	0,00	754 898,34	146 288,25	608 610,09	0,00
6132	Locations immobilières	0,00	81 532,41	0,00	81 532,41	0,00
61351	Matériel roulant	0,00	7 342,68	3 475,10	3 867,58	0,00
61358	Autres	0,00	32 808,36	6 102,99	26 705,37	0,00
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	20 436,78	1 130,28	19 306,50	0,00
61521	Terrains	0,00	6 183,00	0,00	6 183,00	0,00
615221	Bâtiments publics	0,00	153 848,19	26 127,94	127 720,25	0,00
615228	Autres bâtiments	0,00	308,76	0,00	308,76	0,00
615231	Voiries	0,00	67 421,13	11 540,77	55 880,36	0,00

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_06-DE

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE

Dépenses de fonctionnement - Vue détaillée

D1

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
615232	Réseaux	0,00	15 368,56	2 929,98	12 438,58	0,00
61551	Matériel roulant	0,00	17 512,24	2 954,13	14 558,11	0,00
61558	Autres biens mobiliers	0,00	64 874,57	6 978,07	57 896,50	0,00
6156	Maintenance	0,00	232 095,31	34 386,51	197 708,80	0,00
6161	Multirisques	0,00	143 355,04	997,99	142 357,05	0,00
6168	Autres	0,00	169 369,19	0,00	169 369,19	0,00
617	Études et recherches	0,00	11 567,40	720,00	10 847,40	0,00
6182	Documentation générale et technique	0,00	7 569,54	318,90	7 250,64	0,00
6184	Versements à des organismes de formation	0,00	44 209,50	12 723,96	31 485,54	0,00
6188	Autres frais divers	0,00	15 090,10	0,00	15 090,10	0,00
62268	Autres honoraires, conseils...	0,00	57 860,85	1 425,60	56 435,25	0,00
6227	Frais d'actes et de contentieux	0,00	5 040,00	0,00	5 040,00	0,00
6231	Annonces et insertions	0,00	3 745,73	540,00	3 205,73	0,00
6232	Fêtes et cérémonies	0,00	138 283,89	26 633,52	111 650,37	0,00
6234	Réceptions	0,00	11 941,16	366,00	11 575,16	0,00
6236	Catalogues et imprimés	0,00	71 679,60	10 636,14	61 043,46	0,00
6238	Divers	0,00	49 077,15	3 644,11	45 433,04	0,00
6245	Transports de personnes extérieures à la collectivité	0,00	42 291,26	0,00	42 291,26	0,00
6247	Transports collectifs du personnel	0,00	2 618,90	2 618,90	0,00	0,00
6251	Voyages, déplacements et missions	0,00	10 498,59	0,00	10 498,59	0,00
6261	Frais d'affranchissement	0,00	30 225,61	3 854,54	26 371,07	0,00
6262	Frais de télécommunications	0,00	51 218,22	751,79	50 466,43	0,00
627	Services bancaires et assimilés.	0,00	2 785,78	0,00	2 785,78	0,00
6281	Concours divers (cotisations...)	0,00	21 443,30	110,00	21 333,30	0,00
6282	Frais de gardiennage	0,00	1 006,84	0,00	1 006,84	0,00

Envoyé en préfecture le 16/05/2025

Reçu en préfecture le 16/05/2025

Publié le 16/05/2025

ID : 026-212600589-20250513-CM120525_06-DE

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE

Dépenses de fonctionnement - Vue détaillée

D1

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
6283	Frais de nettoyage des locaux	0,00	15 130,98	0,00	15 130,98	0,00
62876	Au GFP de rattachement	0,00	20 374,93	9 701,41	10 673,52	0,00
6288	Autres	0,00	50 296,00	252,00	50 044,00	0,00
63512	Taxes foncières	0,00	26 468,17	240,00	26 228,17	0,00
6355	Taxes et impôts sur les véhicules	0,00	2 308,00	859,46	1 448,54	0,00
637	Autres impôts, taxes et versements assimilés (autres organismes)	0,00	1 073,38	0,00	1 073,38	0,00
total chapitre 011	Charges à caractère général	5 000 000,00	5 349 212,72	805 384,97	4 543 827,75	456 172,25
6218	Autre personnel extérieur	0,00	21 337,38	0,00	21 337,38	0,00
6331	Versement mobilité	0,00	109 842,00	0,00	109 842,00	0,00
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	0,00	36 625,00	0,00	36 625,00	0,00
6336	Cotisations au CNFPT et au centre de gestion de la fonction publique territoriale	0,00	148 231,00	0,00	148 231,00	0,00
64111	Rémunération principale	0,00	4 824 682,24	0,00	4 824 682,24	0,00
64112	Supplément familial de traitement et indemnité de résidence	0,00	47 704,87	0,00	47 704,87	0,00
64113	NBI	0,00	45 950,55	0,00	45 950,55	0,00
64118	Autres indemnités.	0,00	1 206 701,73	0,00	1 206 701,73	0,00
64131	Rémunérations	0,00	2 567 268,89	0,00	2 567 268,89	0,00
64132	Supplément familial de traitement et indemnité de résidence	0,00	19 291,32	0,00	19 291,32	0,00
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	0,00	1 556 536,74	0,00	1 556 536,74	0,00
6453	Cotisations aux caisses de retraite	0,00	1 713 057,20	0,00	1 713 057,20	0,00
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C	0,00	101 884,00	0,00	101 884,00	0,00
6455	Cotisations pour assurance du personnel	0,00	60 075,21	0,00	60 075,21	0,00
6456	Versement au F.N.C du supplément familial	0,00	4 340,00	0,00	4 340,00	0,00
6475	Médecine du travail, pharmacie	0,00	20 227,20	60,00	20 167,20	0,00

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_06-DE

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE

Dépenses de fonctionnement - Vue détaillée

D1

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
6478	Autres charges sociales diverses	0,00	312 841,00	16 824,00	296 017,00	0,00
total chapitre 012	Charges de personnel et frais assimilés	13 100 000,00	12 796 596,33	16 884,00	12 779 712,33	320 287,67
701249	Reversement de la redevance pour pollution d'origine domestique	0,00	8 634,43	8 634,43	0,00	0,00
7391112	Dégrèvement de taxe d'habitation sur les logements vacants	0,00	4 599,00	0,00	4 599,00	0,00
739116	Prélèvements au titre de l'article 55 de la loi SRU	0,00	237 225,28	0,00	237 225,28	0,00
7392221	Fonds de péréquation des ressources communales et intercommunales	0,00	18 505,00	0,00	18 505,00	0,00
total chapitre 014	Atténuations de produits	270 000,00	268 963,71	8 634,43	260 329,28	9 670,72
total chapitre 016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 017	RSA/Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65311	Indemnités de fonction	0,00	208 815,51	0,00	208 815,51	0,00
65312	Frais de mission et de déplacement	0,00	786,93	0,00	786,93	0,00
65313	Cotisations de retraite	0,00	21 301,69	0,00	21 301,69	0,00
6541	Créances admises en non-valeur	0,00	6 862,29	0,00	6 862,29	0,00
6542	Créances éteintes	0,00	1 571,68	0,00	1 571,68	0,00
6553	Service d'incendie	0,00	752 079,00	0,00	752 079,00	0,00
65568	Autres contributions	0,00	11 006,00	10 000,00	1 006,00	0,00
6558	Autres contributions obligatoires	0,00	117 019,00	0,00	117 019,00	0,00
657363	CCAS/CIAS	0,00	127 000,00	0,00	127 000,00	0,00
65748	Autres personnes de droit privé	0,00	539 143,00	11 250,00	527 893,00	0,00
65811	Droits d'utilisation - informatique en nuage	0,00	26 351,81	7 442,08	18 909,73	0,00
65818	Autres	0,00	42 111,67	1 836,00	40 275,67	0,00
6584	Amendes fiscales et pénales	0,00	1 500,00	1 500,00	0,00	0,00
65888	Autres	0,00	4 605,27	0,00	4 605,27	0,00
total chapitre 65	Autres charges de gestion courante (sauf 6586)	1 888 331,00	1 860 153,85	32 028,08	1 828 125,77	60 205,23

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_06-DE

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE

Dépenses de fonctionnement - Vue détaillée

D1

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
total chapitre 6586	Frais de fonctionnement des groupes d'élus (1)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses de gestion des services		**20 258 331,00**	**20 274 926,61**	**862 931,48**	**19 411 995,13**	**846 335,87**
66111	Intérêts réglés à l'échéance	0,00	268 393,90	0,00	268 393,90	0,00
66112	Intérêts - rattachement des ICNE	0,00	47 900,00	55 985,00	-8 085,00	0,00
total chapitre 66	Charges financières	270 000,00	316 293,90	55 985,00	260 308,90	9 691,10
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs)	0,00	186 291,35	0,00	186 291,35	0,00
total chapitre 67	Charges spécifiques	191 045,82	186 291,35	0,00	186 291,35	4 754,47
total chapitre 68	Dotations aux provisions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Total des dépenses réelles et mixtes		**20 719 376,82**	**20 777 511,86**	**918 916,48**	**19 858 595,38**	**860 781,44**
total chapitre 023	*Virement à la section d'investissement*	*6 358 430,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
675	*Valeurs comptables des immobilisations cédées*	*0,00*	*221 465,93*	*0,00*	*221 465,93*	*0,00*
6761	*Différences sur réalisations (positives) transférées en investissement*	*0,00*	*54 278,08*	*0,00*	*54 278,08*	*0,00*
6811	*Dotations aux amortissements des immobilisations incorporelles et corporelles*	*0,00*	*1 699 897,00*	*0,00*	*1 699 897,00*	*0,00*
68128	*Dotations aux amortissements des charges exceptionnelles différées*	*0,00*	*113 331,60*	*0,00*	*113 331,60*	*0,00*
total chapitre 042	*Opérations d'ordre de transfert entre sections*	*2 089 076,01*	*2 088 972,61*	*0,00*	*2 088 972,61*	*103,40*
total chapitre 043	*Opérations d'ordre à l'intérieur de la section de fonctionnement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*
Total des dépenses d'ordre de fonctionnement		***8 447 506,01***	***2 088 972,61***	***0,00***	***2 088 972,61***	***6 358 533,40***
Total des dépenses de fonctionnement de l'exercice		**29 166 882,83**	**22 866 484,47**	**918 916,48**	**21 947 567,99**	**7 219 314,84**
002 Résultat de fonctionnement reporté		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Envoyé en préfecture le 16/05/2025

Reçu en préfecture le 16/05/2025

Publié le 16/05/2025

ID : 026-212600589-20250513-CM120525_06-DE

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE

Dépenses de fonctionnement - Vue détaillée

D1

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
Total des dépenses de la section de fonctionnement		**29 166 882,83**	**22 866 484,47**	**918 916,48**	**21 947 567,99**	**7 219 314,84**

(1) Collectivités de plus de 100 000 habitants

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_06-DE

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE

Recettes de fonctionnement - Vue détaillée

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
6419	Remboursements sur rémunérations du personnel	0,00	95 728,05	96,51	95 631,54	0,00
6479	Remboursements sur autres charges sociales	0,00	118 500,35	0,00	118 500,35	0,00
total chapitre 013	Atténuations de charges	250 000,00	214 228,40	96,51	214 131,89	35 868,11
total chapitre 016	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
total chapitre 017	RSA/Régularisations de RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
70311	Concession dans les cimetières (produit net)	0,00	50 733,99	0,00	50 733,99	0,00
70312	Redevances funéraires	0,00	1 211,00	0,00	1 211,00	0,00
70323	Redevance d'occupation du domaine public	0,00	71 634,05	149,52	71 484,53	0,00
7062	Redevances et droits des services à caractère culturel	0,00	52 895,00	0,00	52 895,00	0,00
70631	A caractère sportif	0,00	4 426,40	0,00	4 426,40	0,00
70632	A caractère de loisirs	0,00	176 878,41	0,00	176 878,41	0,00
7067	Redevances et droits des services périscolaires et d'enseignement	0,00	598 040,67	182,00	597 858,67	0,00
7078	Autres marchandises	0,00	162,00	0,00	162,00	0,00
7083	Locations diverses (autres qu'immeubles)	0,00	99 188,64	0,00	99 188,64	0,00
70846	au GFP de rattachement	0,00	19 931,54	0,00	19 931,54	0,00
70873	par le CCAS/CIAS	0,00	5 623,00	5 623,00	0,00	0,00
70876	par le GFP de rattachement	0,00	141 359,53	0,00	141 359,53	0,00
70878	par des tiers	0,00	43 192,33	0,00	43 192,33	0,00
total chapitre 70	Produits des services, du domaine et ventes diverses	1 192 500,00	1 265 276,56	5 954,52	1 259 322,04	-66 822,04
73211	Attribution de compensation	0,00	5 118 664,00	0,00	5 118 664,00	0,00
73212	Dotation de solidarité communautaire	0,00	684 836,00	0,00	684 836,00	0,00
73221	FNGIR	0,00	34 030,00	0,00	34 030,00	0,00
total chapitre 73	Impôts et taxes (sauf 731)	5 826 487,00	5 837 530,00	0,00	5 837 530,00	-11 043,00
73111	Impôts directs locaux	0,00	9 867 670,00	0,00	9 867 670,00	0,00

Envoyé en préfecture le 16/05/2025

Reçu en préfecture le 16/05/2025

Publié le 16/05/2025

ID : 026-212600589-20250513-CM120525_06-DE

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE

Recettes de fonctionnement - Vue détaillée

D2

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
73118	Autres contributions directes	0,00	19 939,00	0,00	19 939,00	0,00
73123	Taxe communale additionnelle aux droits de mutation ou à la taxe de publicité foncière	0,00	613 153,00	0,00	613 153,00	0,00
73132	Taxe sur les pylônes électriques	0,00	33 077,00	0,00	33 077,00	0,00
73141	Taxe sur la consommation finale d'électricité	0,00	385 897,65	0,00	385 897,65	0,00
73154	Droits de place	0,00	31 591,13	7 332,07	24 259,06	0,00
73174	Taxe locale sur la publicité extérieure	0,00	192 969,62	19 802,38	173 167,24	0,00
total chapitre 731	Fiscalité locale	11 073 070,00	11 144 297,40	27 134,45	11 117 162,95	-44 092,95
74111	Dotation forfaitaire des communes	0,00	933 394,00	0,00	933 394,00	0,00
741123	Dotation de solidarité urbaine (DSU) des communes	0,00	346 391,00	0,00	346 391,00	0,00
744	FCTVA	0,00	33 891,29	0,00	33 891,29	0,00
74718	Autres	0,00	80 772,04	0,00	80 772,04	0,00
7472	Régions	0,00	44 000,00	32 500,00	11 500,00	0,00
7473	Départements	0,00	3 668,69	0,00	3 668,69	0,00
74751	GFP de rattachement	0,00	2 998,96	0,00	2 998,96	0,00
747888	Autres	0,00	161 051,47	0,01	161 051,46	0,00
7482	Compensation pour perte de taxe additionnelle aux droits d'enregistrement ou la taxe de publicité foncière	0,00	1 111,00	0,00	1 111,00	0,00
74833	État - Compensation au titre des exonérations de taxes foncières	0,00	1 010 476,00	0,00	1 010 476,00	0,00
74836	Attribution du fonds départemental de péréquation de la taxe professionnelle	0,00	16 500,00	0,00	16 500,00	0,00
7484	Dotation de recensement	0,00	3 835,00	0,00	3 835,00	0,00
7485	Dotation pour les titres sécurisés	0,00	71 337,50	0,00	71 337,50	0,00
total chapitre 74	Dotations et participations	2 553 100,00	2 709 426,95	32 500,01	2 676 926,94	-123 826,94
752	Revenus des immeubles	0,00	128 608,60	0,00	128 608,60	0,00

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_06-DE

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE

Recettes de fonctionnement - Vue détaillée

D2

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
755	Dédits et pénalités perçus	0,00	600,00	0,00	600,00	0,00
75814	Redevance sur l'énergie hydraulique	0,00	4 430,33	0,00	4 430,33	0,00
7584	Recouvrement sur créances admises en non valeur	0,00	94,31	50,00	44,31	0,00
75888	Autres	0,00	171 771,41	16 867,85	154 903,56	0,00
total chapitre 75	Autres produits de gestion courante	190 500,47	305 504,65	16 917,85	288 586,80	-98 086,33
Total des recettes de gestion des services		**21 085 657,47**	**21 476 263,96**	**82 603,34**	**21 393 660,62**	**-308 003,15**
761	Produits de participations	0,00	444,15	0,00	444,15	0,00
total chapitre 76	Produits financiers	300,00	444,15	0,00	444,15	-144,15
773	Mandats annulés (sur exercices antérieurs) ou atteints par la déchéance quadriennale	0,00	2 300,70	0,00	2 300,70	0,00
775	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	266 233,00	0,00	266 233,00	0,00
total chapitre 77	Produits spécifiques	268 233,00	268 533,70	0,00	268 533,70	-300,70
7815	Reprises sur provisions pour risques et charges de fonctionnement courant	0,00	253 478,82	0,00	253 478,82	0,00
7817	Reprises sur dépréciations des actifs circulants.	0,00	117 484,00	0,00	117 484,00	0,00
total chapitre 78	Reprises sur provisions	219 018,82	370 962,82	0,00	370 962,82	-151 944,00
Total des recettes réelles et mixtes		**21 573 209,29**	**22 116 204,63**	**82 603,34**	**22 033 601,29**	**-460 392,00**
722	*Immobilisations corporelles*	*0,00*	*30 059,53*	*0,00*	*30 059,53*	*0,00*
7761	*Différences sur réalisations (négatives) reprises au compte de résultat*	*0,00*	*9 511,01*	*0,00*	*9 511,01*	*0,00*
77681	*Neutralisation des amortissements*	*0,00*	*543 597,00*	*0,00*	*543 597,00*	*0,00*
777	*Recettes et quote-part des subventions d'investissement transférées au compte de résultat*	*0,00*	*2 322,00*	*0,00*	*2 322,00*	*0,00*
total chapitre 042	*Opérations d'ordre de transfert entre sections*	*654 511,01*	*585 489,54*	*0,00*	*585 489,54*	*69 021,47*
total chapitre 043	*Opérations d'ordre à l'intérieur de la section de fonctionnement*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*	*0,00*

Envoyé en préfecture le 16/05/2025

Reçu en préfecture le 16/05/2025

Publié le 16/05/2025

ID : 026-212600589-20250513-CM120525_06-DE

II - EXÉCUTION BUDGÉTAIRE

Recettes de fonctionnement - Vue détaillée

Chapitre / Article	Intitulé	Prévisions (a)	Émissions (b)	Annulations (c)	Réalisations nettes (d=b-c)	Solde prévisions / réalisations (a-d)
Total des recettes d'ordre de fonctionnement		***654 511,01***	***585 489,54***	***0,00***	***585 489,54***	***69 021,47***
Total des recettes de fonctionnement de l'exercice		**22 227 720,30**	**22 701 694,17**	**82 603,34**	**22 619 090,83**	**-391 370,53**
002 Résultat de fonctionnement reporté		**6 939 162,53**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des recettes de la section de fonctionnement		**29 166 882,83**	**22 701 694,17**	**82 603,34**	**22 619 090,83**	**6 547 792,00**

Envoyé en préfecture le 16/05/2025

Reçu en préfecture le 16/05/2025

Publié le 16/05/2025

ID : 026-212600589-20250513-CM120525_06-DE

III – ÉTATS FINANCIERS

Bilan (en euros)

ACTIF	Note	Exercice N			Exercice N-1
		BRUT	amortissements, dépréciations	NET	NET
ACTIF IMMOBILISÉ		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES		0,00	0,00	0,00	0,00
Subventions d'investissement versées		3 470 843,64	1 222 110,41	2 248 733,23	2 220 425,37
Autres immobilisations incorporelles		500 173,48	412 842,94	87 330,54	98 605,23
Immobilisations incorporelles en cours		0,00	0,00	0,00	0,00
IMMOBILISATIONS CORPORELLES		0,00	0,00	0,00	0,00
Terrains		15 764 503,36	1 274 473,00	14 490 030,36	15 147 981,47
Constructions		57 872 154,65	3 921 821,18	53 950 333,47	54 524 453,09
Réseaux et installations de voirie		52 908 349,86	399 320,38	52 509 029,48	51 972 385,56
Réseaux divers		5 081 981,86	0,00	5 081 981,86	4 914 565,16
Installations techniques, agencements et matériel		2 208 028,43	1 408 359,00	799 669,43	795 122,20
Immobilisations mises en concessions ou affermées		0,00	0,00	0,00	0,00
Autres		5 130 270,45	3 764 419,88	1 365 850,57	1 285 419,69
Immobilisations corporelles en cours		20 388 539,38	0,00	20 388 539,38	18 606 962,91
DROITS DE RETOUR RELATIFS AUX BIENS MIS A DISPOSITION OU AFFECTÉS		48 095 582,76	0,00	48 095 582,76	46 856 224,62
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES		111 782,28	0,00	111 782,28	111 782,28
TOTAL ACTIF IMMOBILISÉ (I)		**211 532 210,15**	**12 403 346,79**	**199 128 863,36**	**196 533 927,58**
ACTIF CIRCULANT		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
STOCKS		0,00	0,00	0,00	0,00
CRÉANCES		0,00	0,00	0,00	0,00
Créances sur des entités publiques, des organismes internationaux et la Commission européenne		183 108,24	0,00	183 108,24	196 775,68
Créances sur les redevables et comptes rattachés		246 990,47	10 484,00	236 506,47	201 088,22
Avances et acomptes versés par la collectivité		0,00	0,00	0,00	0,00
Créances correspondant à des opérations pour compte de tiers		468 170,54	0,00	468 170,54	496 632,29
Créances sur budgets annexes		0,00	0,00	0,00	0,00
Créances sur les autres débiteurs		41 618,82	699,00	40 919,82	38 894,48
CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE		0,00	0,00	0,00	0,00

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_06-DE

III – ÉTATS FINANCIERS

Bilan (en euros)

ACTIF	Note	Exercice N			Exercice N-1
		BRUT	amortissements, dépréciations	NET	NET
TOTAL ACTIF CIRCULANT (HORS TRÉSORERIE) (II)		**939 888,07**	**11 183,00**	**928 705,07**	**933 390,67**
TRÉSORERIE		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
VALEURS MOBILIÈRES DE PLACEMENT		0,00	0,00	0,00	0,00
DISPONIBILITÉS		8 083 238,14	0,00	8 083 238,14	7 775 527,87
AUTRES		0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL TRÉSORERIE (III)		**8 083 238,14**	**0,00**	**8 083 238,14**	**7 775 527,87**
COMPTES DE REGULARISATION (dont primes de remboursement des obligations) (IV)		34 533,19	0,00	34 533,19	113 357,25
ÉCARTS DE CONVERSION ACTIF (V)		0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV + V)		**220 589 869,55**	**12 414 529,79**	**208 175 339,76**	**205 356 203,37**

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_06-DE

III – ÉTATS FINANCIERS

Bilan (en euros)

FONDS PROPRES ET PASSIF	Note	Exercice N	Exercice N-1
FONDS PROPRES		**0,00**	**0,00**
APPORTS NON RATTACHÉS A UN ACTIF DÉTERMINÉ		0,00	0,00
Dotations		20 067 317,12	20 067 292,58
Fonds globalisés		31 252 673,19	29 582 416,59
SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT		0,00	0,00
Rattachées à un actif amortissable		932 950,52	459 510,90
Rattachées à un actif non amortissable		34 429 986,08	32 542 318,90
NEUTRALISATIONS ET RÉGULARISATIONS		415 876,58	915 346,41
RÉSERVES		93 618 759,73	91 003 277,63
REPORT A NOUVEAU		6 939 162,53	7 567 333,88
RÉSULTAT DE L'EXERCICE		671 522,84	1 987 310,75
DROITS DU CONCÉDANT ET DE L'AFFERMANT		0,00	0,00
DROITS DE L'AFFECTANT ET DU REMETTANT		9 848 398,89	9 788 898,89
TOTAL FONDS PROPRES (I)		**198 176 647,48**	**193 913 706,53**
PASSIF		**0,00**	**0,00**
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES		**0,00**	**0,00**
PROVISIONS POUR RISQUES		592 500,00	696 602,00
PROVISIONS POUR CHARGES		0,00	0,00
TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES (1)		**592 500,00**	**696 602,00**
DETTES FINANCIÈRES		**0,00**	**0,00**
EMPRUNTS OBLIGATAIRES		0,00	0,00
EMPRUNTS SOUSCRITS AUPRÈS DES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT		8 235 127,68	9 370 814,22
DETTES FINANCIÈRES ET AUTRES EMPRUNTS		7 996,47	9 634,39
TOTAL DETTES FINANCIÈRES (2)		**8 243 124,15**	**9 380 448,61**
DETTES NON FINANCIÈRES		**0,00**	**0,00**
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		690 886,04	851 952,33
Dettes fiscales et sociales		35 907,00	16 549,93
Avances et acomptes reçus		0,00	0,00
Dettes correspondant à des opérations pour compte de tiers		408 188,30	408 188,30

Envoyé en préfecture le 16/05/2025

Reçu en préfecture le 16/05/2025

Publié le 16/05/2025

ID : 026-212600589-20250513-CM120525_06-DE

III – ÉTATS FINANCIERS

Bilan (en euros)

FONDS PROPRES ET PASSIF	Note	Exercice N	Exercice N-1
Fonds gérés par la collectivité		0,00	0,00
Dettes sur budgets annexes		0,00	0,00
Autres dettes non financières		16 987,86	30 544,35
PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE		0,00	0,00
TOTAL DETTES NON FINANCIÈRES (3)		**1 151 969,20**	**1 307 234,91**
TRÉSORERIE		**0,00**	**0,00**
AUTRES ÉLÉMENTS DE TRÉSORERIE PASSIVE		0,00	0,00
TOTAL TRÉSORERIE (4)		**0,00**	**0,00**
TOTAL PASSIF (II) = (1+2+3+4)		**9 987 593,35**	**11 384 285,52**
COMPTES DE RÉGULARISATION (III)		11 098,93	58 211,32
ÉCARTS DE CONVERSION PASSIF (IV)		0,00	0,00
TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III+IV)		**208 175 339,76**	**205 356 203,37**

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_06-DE

III – ÉTATS FINANCIERS

Compte de résultat (en euros)

	Note	Exercice N	Exercice N-1	Variation
PRODUITS DE FONCTIONNEMENT		**0,00**	**0,00**	**0,00**
PRODUITS SANS CONTREPARTIE DIRECTE (ou subventions et produits assimilés)		**0,00**	**0,00**	**0,00**
Dotations de l'état		1 313 676,29	0,00	0,00
Participations		259 991,15	0,00	0,00
Compensations, autres attributions et autres participations		1 103 259,50	0,00	0,00
Dons et legs		0,00	0,00	0,00
Impôts et taxes		16 694 363,67	0,00	0,00
PRODUITS AVEC CONTREPARTIE DIRECTE		**0,00**	**0,00**	**0,00**
Ventes de biens ou prestations de services		1 259 322,04	0,00	0,00
Produits des cessions d'actifs		266 233,00	0,00	0,00
Autres produits de gestion		290 887,50	0,00	0,00
Production stockée et immobilisée		30 059,53	0,00	0,00
AUTRES PRODUITS		**0,00**	**0,00**	**0,00**
Reprises sur amortissement, dépréciations, provisions et transferts de charges		370 962,82	0,00	0,00
Reprises du financement rattaché à un actif		2 322,00	0,00	0,00
Neutralisation des amortissements, dépréciations et provisions		543 597,00	0,00	0,00
Neutralisation des moins-values de cession		9 511,01	0,00	0,00
TOTAL PRODUITS DE FONCTIONNEMENT (I)		**22 144 185,51**	**0,00**	**0,00**
CHARGES DE FONCTIONNEMENT		**0,00**	**0,00**	**0,00**
Achats et charges externes		4 536 415,04	0,00	0,00
Charges de personnel		12 249 545,06	0,00	0,00
Dont salaires, traitements et rémunérations diverses		*8 615 968,06*	*0,00*	*0,00*
Dont charges sociales		*3 633 577,00*	*0,00*	*0,00*
Indemnités des élus (et membres du CESR)		230 904,13	0,00	0,00
Autres charges de fonctionnement (dont pertes sur créances irrécouvrables)		258 515,99	0,00	0,00
Impôts et taxes		323 448,09	0,00	0,00
Dotations aux amortissements, dépréciations, provisions		1 813 228,60	0,00	0,00
Valeurs nettes comptables des éléments d'actifs cédés		221 465,93	0,00	0,00
Neutralisation des dépréciations et provisions		0,00	0,00	0,00

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_06-DE

III – ÉTATS FINANCIERS

Compte de résultat (en euros)

	Note	Exercice N	Exercice N-1	Variation
Neutralisation des plus-values de cession		54 278,08	0,00	0,00
TOTAL CHARGES DE FONCTIONNEMENT (II)		**19 687 800,92**	**0,00**	**0,00**
CHARGES D'INTERVENTION		**0,00**	**0,00**	**0,00**
Dispositifs d'intervention pour compte propre		1 406 972,00	0,00	0,00
Dont ménages		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Dont personnes morales de droit privé		*527 893,00*	*0,00*	*0,00*
Dont collectivités territoriales		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Dont autres organismes publics		*879 079,00*	*0,00*	*0,00*
Dont établissements d'enseignement		*0,00*	*0,00*	*0,00*
Charges résultant de la mise en jeu de la garantie de la collectivité		0,00	0,00	0,00
Autres charges		118 025,00	0,00	0,00
TOTAL CHARGES D'INTERVENTION (III)		**1 524 997,00**	**0,00**	**0,00**
PRODUITS (ou CHARGES) NETS DE L'ACTIVITE (IV = I - II - III)		**931 387,59**	**0,00**	**0,00**
PRODUITS FINANCIERS		**0,00**	**0,00**	**0,00**
Produits des participations et des prêts		444,15	0,00	0,00
Produits des valeurs mobilières de placement		0,00	0,00	0,00
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		0,00	0,00	0,00
Autres produits financiers		0,00	0,00	0,00
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions financières et transferts de charges		0,00	0,00	0,00
TOTAL PRODUITS FINANCIERS (V)		**444,15**	**0,00**	**0,00**
CHARGES FINANCIERES		**0,00**	**0,00**	**0,00**
Charges d'intérêts		260 308,90	0,00	0,00
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		0,00	0,00	0,00
Autres charges financières		0,00	0,00	0,00
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions financières		0,00	0,00	0,00
TOTAL CHARGES FINANCIERES (VI)		**260 308,90**	**0,00**	**0,00**
PRODUITS (ou CHARGES) FINANCIERS NETS (VII = V - VI)		**-259 864,75**	**0,00**	**0,00**
RESULTAT DE L'EXERCICE (VIII = IV + VII)		**671 522,84**	**0,00**	**0,00**

Envoyé en préfecture le 16/05/2025

Reçu en préfecture le 16/05/2025

Publié le 16/05/2025

ID : 026-212600589-20250513-CM120525_06-DE

III – ÉTATS FINANCIERS

Compte de résultat (en euros)

Envoyé en préfecture le 16/05/2025

Reçu en préfecture le 16/05/2025

Publié le 16/05/2025

ID : 026-212600589-20250513-CM120525_06-DE

III – ÉTATS FINANCIERS

Annexe

III

C

L’annexe est une pièce jointe au compte financier unique pour les collectivités ayant recours à la certification des comptes.

Pour les autres collectivités, cet état est SANS OBJET.

Envoyé en préfecture le 16/05/2025

Reçu en préfecture le 16/05/2025

Publié le 16/05/2025

ID : 026-212600589-20250513-CM120525_06-DE

III – ÉTATS FINANCIERS

Balance des comptes

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
1021	Dotations	0,00	18 932 941,89	0,00	24,54	0,00	0,00	0,00	18 932 966,43	0,00	18 932 966,43
10222	F.C.T.V.A.	0,00	22 796 993,94	0,00	0,00	0,00	1 101 680,05	0,00	23 898 673,99	0,00	23 898 673,99
10226	Taxe d'aménagement	0,00	3 201 022,99	0,00	0,00	0,00	568 576,55	0,00	3 769 599,54	0,00	3 769 599,54
10228	Autres fonds d'investissement	0,00	3 584 399,66	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 584 399,66	0,00	3 584 399,66
	Sous Total compte 1022	**0,00**	**29 582 416,59**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 670 256,60**	**0,00**	**31 252 673,19**	**0,00**	**31 252 673,19**
10251	Dons et legs en capital	0,00	1 134 350,69	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 134 350,69	0,00	1 134 350,69
	Sous Total compte 1025	**0,00**	**1 134 350,69**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 134 350,69**	**0,00**	**1 134 350,69**
	Sous Total compte 102	**0,00**	**49 649 709,17**	**0,00**	**24,54**	**0,00**	**1 670 256,60**	**0,00**	**51 319 990,31**	**0,00**	**51 319 990,31**
1068	Excédents de fonctionnement capitalisés	0,00	91 003 277,63	0,00	0,00	0,00	2 615 482,10	0,00	93 618 759,73	0,00	93 618 759,73
	Sous Total compte 106	**0,00**	**91 003 277,63**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 615 482,10**	**0,00**	**93 618 759,73**	**0,00**	**93 618 759,73**
	Sous Total compte 10	**0,00**	**140 652 986,80**	**0,00**	**24,54**	**0,00**	**4 285 738,70**	**0,00**	**144 938 750,04**	**0,00**	**144 938 750,04**
110	Report à nouveau (solde créditeur)	0,00	7 567 333,88	2 615 482,10	1 987 310,75	0,00	0,00	2 615 482,10	9 554 644,63	0,00	6 939 162,53
	Sous Total compte 11	**0,00**	**7 567 333,88**	**2 615 482,10**	**1 987 310,75**	**0,00**	**0,00**	**2 615 482,10**	**9 554 644,63**	**0,00**	**6 939 162,53**
12	RÉSULTAT DE L'EXERCICE (Excédentaire ou	0,00	1 987 310,75	1 987 310,75	0,00	0,00	0,00	1 987 310,75	1 987 310,75	0,00	0,00
	Sous Total compte 12	**0,00**	**1 987 310,75**	**1 987 310,75**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 987 310,75**	**1 987 310,75**	**0,00**	**0,00**
1311	État et établissements nationaux	0,00	6 328,00	0,00	0,00	0,00	167 321,62	0,00	173 649,62	0,00	173 649,62
1312	Régions	0,00	10 565,90	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	10 565,90	0,00	10 565,90
1313	Départements	0,00	15 314,00	0,00	0,00	0,00	308 440,00	0,00	323 754,00	0,00	323 754,00
1316	Autres établissements publics locaux	0,00	5 500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 500,00	0,00	5 500,00
1318	Autres	0,00	423 850,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	423 850,00	0,00	423 850,00
	Sous Total compte 131	**0,00**	**461 557,90**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**475 761,62**	**0,00**	**937 319,52**	**0,00**	**937 319,52**
1321	État et établissements nationaux	0,00	7 534 591,05	0,00	0,00	0,00	769 201,03	0,00	8 303 792,08	0,00	8 303 792,08

Envoyé en préfecture le 16/05/2025

Reçu en préfecture le 16/05/2025

Publié le 16/05/2025

ID : 026-212600589-20250513-CM120525_06-DE

III – ÉTATS FINANCIERS

Balance des comptes

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
1322	Régions	0,00	4 723 551,36	0,00	0,00	0,00	299 668,29	0,00	5 023 219,65	0,00	5 023 219,65
1323	Départements	0,00	8 405 289,89	0,00	0,00	0,00	105 465,00	0,00	8 510 754,89	0,00	8 510 754,89
13241	Communes membres du GFP	0,00	265 096,99	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	265 096,99	0,00	265 096,99
	Sous Total compte 1324	**0,00**	**265 096,99**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**265 096,99**	**0,00**	**265 096,99**
13251	GFP de rattachement	0,00	1 177 910,57	0,00	0,00	0,00	252 354,27	0,00	1 430 264,84	0,00	1 430 264,84
	Sous Total compte 1325	**0,00**	**1 177 910,57**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**252 354,27**	**0,00**	**1 430 264,84**	**0,00**	**1 430 264,84**
1326	Autres établissements publics locaux	0,00	37 860,11	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	37 860,11	0,00	37 860,11
13272	FEDER	0,00	2 265 062,92	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 265 062,92	0,00	2 265 062,92
	Sous Total compte 1327	**0,00**	**2 265 062,92**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 265 062,92**	**0,00**	**2 265 062,92**
1328	Autres	0,00	3 652 130,52	0,00	0,00	252 354,27	463 467,85	252 354,27	4 115 598,37	0,00	3 863 244,10
	Sous Total compte 132	**0,00**	**28 061 493,41**	**0,00**	**0,00**	**252 354,27**	**1 890 156,44**	**252 354,27**	**29 951 649,85**	**0,00**	**29 699 295,58**
1345	Amendes de radars automatiques et amende	0,00	1 765 845,99	0,00	0,00	0,00	215 715,00	0,00	1 981 560,99	0,00	1 981 560,99
13461	Dotation d'équipement des territoires ru	0,00	1 396 378,46	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 396 378,46	0,00	1 396 378,46
	Sous Total compte 1346	**0,00**	**1 396 378,46**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 396 378,46**	**0,00**	**1 396 378,46**
1348	Autres	0,00	1 315 239,67	0,00	0,00	8 817,50	42 967,51	8 817,50	1 358 207,18	0,00	1 349 389,68
	Sous Total compte 134	**0,00**	**4 477 464,12**	**0,00**	**0,00**	**8 817,50**	**258 682,51**	**8 817,50**	**4 736 146,63**	**0,00**	**4 727 329,13**
1388	Autres	0,00	3 361,37	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 361,37	0,00	3 361,37
	Sous Total compte 138	**0,00**	**3 361,37**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3 361,37**	**0,00**	**3 361,37**
13913	Départements	765,00	0,00	0,00	0,00	765,00	0,00	1 530,00	0,00	1 530,00	0,00
13916	Autres établissements publics locaux	0,00	0,00	0,00	0,00	916,00	0,00	916,00	0,00	916,00	0,00
13918	Autres	1 282,00	0,00	0,00	0,00	641,00	0,00	1 923,00	0,00	1 923,00	0,00
	Sous Total compte 1391	**2 047,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 322,00**	**0,00**	**4 369,00**	**0,00**	**4 369,00**	**0,00**

Envoyé en préfecture le 16/05/2025

Reçu en préfecture le 16/05/2025

Publié le 16/05/2025

ID : 026-212600589-20250513-CM120525_06-DE

III – ÉTATS FINANCIERS

Balance des comptes

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 139	**2 047,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 322,00**	**0,00**	**4 369,00**	**0,00**	**4 369,00**	**0,00**
	Sous Total compte 13	**2 047,00**	**33 003 876,80**	**0,00**	**0,00**	**263 493,77**	**2 624 600,57**	**265 540,77**	**35 628 477,37**	**0,00**	**35 362 936,60**
15111	Provisions pour litiges et contentieux (	0,00	662 142,00	69 642,00	0,00	0,00	0,00	69 642,00	662 142,00	0,00	592 500,00
	Sous Total compte 1511	**0,00**	**662 142,00**	**69 642,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**69 642,00**	**662 142,00**	**0,00**	**592 500,00**
15181	Autres provisions pour risques (non budg	0,00	34 460,00	183 836,82	149 376,82	0,00	0,00	183 836,82	183 836,82	0,00	0,00
	Sous Total compte 1518	**0,00**	**34 460,00**	**183 836,82**	**149 376,82**	**0,00**	**0,00**	**183 836,82**	**183 836,82**	**0,00**	**0,00**
	Sous Total compte 151	**0,00**	**696 602,00**	**253 478,82**	**149 376,82**	**0,00**	**0,00**	**253 478,82**	**845 978,82**	**0,00**	**592 500,00**
	Sous Total compte 15	**0,00**	**696 602,00**	**253 478,82**	**149 376,82**	**0,00**	**0,00**	**253 478,82**	**845 978,82**	**0,00**	**592 500,00**
1641	Emprunts en euros	0,00	7 734 821,22	0,00	0,00	890 935,54	0,00	890 935,54	7 734 821,22	0,00	6 843 885,68
16441	Opérations afférentes à l'emprunt	0,00	1 580 008,00	0,00	0,00	236 666,00	0,00	236 666,00	1 580 008,00	0,00	1 343 342,00
	Sous Total compte 1644	**0,00**	**1 580 008,00**	**0,00**	**0,00**	**236 666,00**	**0,00**	**236 666,00**	**1 580 008,00**	**0,00**	**1 343 342,00**
	Sous Total compte 164	**0,00**	**9 314 829,22**	**0,00**	**0,00**	**1 127 601,54**	**0,00**	**1 127 601,54**	**9 314 829,22**	**0,00**	**8 187 227,68**
165	Dépôts et cautionnements reçus	0,00	9 634,39	0,00	0,00	2 137,92	500,00	2 137,92	10 134,39	0,00	7 996,47
16884	Intérêts courus sur emprunts auprès des	0,00	55 985,00	55 985,00	47 900,00	0,00	0,00	55 985,00	103 885,00	0,00	47 900,00
	Sous Total compte 1688	**0,00**	**55 985,00**	**55 985,00**	**47 900,00**	**0,00**	**0,00**	**55 985,00**	**103 885,00**	**0,00**	**47 900,00**
	Sous Total compte 168	**0,00**	**55 985,00**	**55 985,00**	**47 900,00**	**0,00**	**0,00**	**55 985,00**	**103 885,00**	**0,00**	**47 900,00**
	Sous Total compte 16	**0,00**	**9 380 448,61**	**55 985,00**	**47 900,00**	**1 129 739,46**	**500,00**	**1 185 724,46**	**9 428 848,61**	**0,00**	**8 243 124,15**
192	Plus ou moins-values sur cessions d'immo	0,00	3 025 885,47	0,00	0,00	9 511,01	54 278,08	9 511,01	3 080 163,55	0,00	3 070 652,54
193	Autres neutralisations et régularisation	0,00	7 732,88	639,90	0,00	0,00	0,00	639,90	7 732,88	0,00	7 092,98
198	Neutralisation des amortissements	2 118 271,94	0,00	0,00	0,00	543 597,00	0,00	2 661 868,94	0,00	2 661 868,94	0,00
	Sous Total compte 19	**2 118 271,94**	**3 033 618,35**	**639,90**	**0,00**	**553 108,01**	**54 278,08**	**2 672 019,85**	**3 087 896,43**	**0,00**	**415 876,58**

Envoyé en préfecture le 16/05/2025

Reçu en préfecture le 16/05/2025

Publié le 16/05/2025

ID : 026-212600589-20250513-CM120525_06-DE

III – ÉTATS FINANCIERS

Balance des comptes

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Total classe 1	**2 120 318,94**	**196 322 177,19**	**4 912 896,57**	**2 184 612,11**	**1 946 341,24**	**6 965 117,35**	**8 979 556,75**	**205 471 906,65**	**2 666 237,94**	**199 158 587,84**
202	Frais d'études, d'élaboration, de modifi	133 302,92	0,00	0,00	0,00	2 259,97	0,00	135 562,89	0,00	135 562,89	0,00
2031	Frais d'études	79 083,16	0,00	0,00	0,00	23 347,12	23 772,60	102 430,28	23 772,60	78 657,68	0,00
2033	Frais d'insertion	5 832,00	0,00	0,00	0,00	9 720,00	2 700,00	15 552,00	2 700,00	12 852,00	0,00
	Sous Total compte 203	**84 915,16**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**33 067,12**	**26 472,60**	**117 982,28**	**26 472,60**	**91 509,68**	**0,00**
204111	Biens mobiliers, matériel et études	1 091 973,53	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 091 973,53	0,00	1 091 973,53	0,00
	Sous Total compte 20411	**1 091 973,53**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 091 973,53**	**0,00**	**1 091 973,53**	**0,00**
204133	Projets d'infrastructures d'intérêt nati	84 688,26	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	84 688,26	0,00	84 688,26	0,00
	Sous Total compte 20413	**84 688,26**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**84 688,26**	**0,00**	**84 688,26**	**0,00**
2041512	Bâtiments et installations	617 827,78	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	617 827,78	0,00	617 827,78	0,00
	Sous Total compte 204151	**617 827,78**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**617 827,78**	**0,00**	**617 827,78**	**0,00**
	Sous Total compte 20415	**617 827,78**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**617 827,78**	**0,00**	**617 827,78**	**0,00**
	Sous Total compte 2041	**1 794 489,57**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 794 489,57**	**0,00**	**1 794 489,57**	**0,00**
20421	Biens mobiliers, matériel et études	300,00	0,00	0,00	300,00	1 428,13	0,00	1 728,13	300,00	1 428,13	0,00
20422	Bâtiments et installations	1 033 433,30	0,00	0,00	0,00	123 822,73	0,00	1 157 256,03	0,00	1 157 256,03	0,00
	Sous Total compte 2042	**1 033 733,30**	**0,00**	**0,00**	**300,00**	**125 250,86**	**0,00**	**1 158 984,16**	**300,00**	**1 158 684,16**	**0,00**
204412	Bâtiments et installations	67 122,99	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	67 122,99	0,00	67 122,99	0,00
	Sous Total compte 20441	**67 122,99**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**67 122,99**	**0,00**	**67 122,99**	**0,00**
204422	Bâtiments et installations	3 892,92	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 892,92	0,00	3 892,92	0,00
	Sous Total compte 20442	**3 892,92**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3 892,92**	**0,00**	**3 892,92**	**0,00**
	Sous Total compte 2044	**71 015,91**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**71 015,91**	**0,00**	**71 015,91**	**0,00**
2046	Attributions de compensation d'investiss	446 654,00	0,00	0,00	446 654,00	446 654,00	0,00	893 308,00	446 654,00	446 654,00	0,00

Envoyé en préfecture le 16/05/2025

Reçu en préfecture le 16/05/2025

Publié le 16/05/2025

ID : 026-212600589-20250513-CM120525_06-DE

III – ÉTATS FINANCIERS

Balance des comptes

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 204	**3 345 892,78**	**0,00**	**0,00**	**446 954,00**	**571 904,86**	**0,00**	**3 917 797,64**	**446 954,00**	**3 470 843,64**	**0,00**
2051	Concessions et droits similaires	265 494,03	0,00	0,00	0,00	2 975,03	0,00	268 469,06	0,00	268 469,06	0,00
	Sous Total compte 205	**265 494,03**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 975,03**	**0,00**	**268 469,06**	**0,00**	**268 469,06**	**0,00**
2088	Autres immobilisations incorporelles	3 795,26	0,00	0,00	0,00	836,59	0,00	4 631,85	0,00	4 631,85	0,00
	Sous Total compte 208	**3 795,26**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**836,59**	**0,00**	**4 631,85**	**0,00**	**4 631,85**	**0,00**
	Sous Total compte 20	**3 833 400,15**	**0,00**	**0,00**	**446 954,00**	**611 043,57**	**26 472,60**	**4 444 443,72**	**473 426,60**	**3 971 017,12**	**0,00**
2111	Terrains nus	978 083,01	0,00	0,00	73 715,80	2 493,87	0,00	980 576,88	73 715,80	906 861,08	0,00
2112	Terrains de voirie	283 409,07	0,00	0,00	0,00	2 192,00	0,00	285 601,07	0,00	285 601,07	0,00
2113	Terrains aménagés autres que voirie	120 513,62	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	120 513,62	0,00	120 513,62	0,00
2115	Terrains bâtis	2 494 779,15	0,00	0,00	0,00	430 000,00	0,00	2 924 779,15	0,00	2 924 779,15	0,00
2116	Cimetière	331 301,09	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	331 301,09	0,00	331 301,09	0,00
2118	Autres terrains	6 877 662,06	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 877 662,06	0,00	6 877 662,06	0,00
	Sous Total compte 211	**11 085 748,00**	**0,00**	**0,00**	**73 715,80**	**434 685,87**	**0,00**	**11 520 433,87**	**73 715,80**	**11 446 718,07**	**0,00**
2128	Autres agencements et aménagements	5 189 794,47	0,00	0,00	1 157 618,29	285 609,11	0,00	5 475 403,58	1 157 618,29	4 317 785,29	0,00
	Sous Total compte 212	**5 189 794,47**	**0,00**	**0,00**	**1 157 618,29**	**285 609,11**	**0,00**	**5 475 403,58**	**1 157 618,29**	**4 317 785,29**	**0,00**
21311	Bâtiments administratifs	3 903 019,47	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 903 019,47	0,00	3 903 019,47	0,00
21312	Bâtiments scolaires	6 378 684,71	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	6 378 684,71	0,00	6 378 684,71	0,00
21313	Bâtiments sociaux et médico-sociaux	23 431,93	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	23 431,93	0,00	23 431,93	0,00
21314	Bâtiments culturels et sportifs	1 237 791,60	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 237 791,60	0,00	1 237 791,60	0,00
21316	Équipements du cimetière	1 731 709,17	0,00	0,00	0,00	1 440,00	0,00	1 733 149,17	0,00	1 733 149,17	0,00
21318	Autres bâtiments publics	13 212 490,68	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	13 212 490,68	0,00	13 212 490,68	0,00
	Sous Total compte 2131	**26 487 127,56**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 440,00**	**0,00**	**26 488 567,56**	**0,00**	**26 488 567,56**	**0,00**

Envoyé en préfecture le 16/05/2025

Reçu en préfecture le 16/05/2025

Publié le 16/05/2025

ID : 026-212600589-20250513-CM120525_06-DE

III – ÉTATS FINANCIERS

Balance des comptes

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
21321	Immeubles de rapport	693 712,80	0,00	0,00	0,00	7 270,02	0,00	700 982,82	0,00	700 982,82	0,00
	Sous Total compte 2132	**693 712,80**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**7 270,02**	**0,00**	**700 982,82**	**0,00**	**700 982,82**	**0,00**
21351	Bâtiments publics	9 062 609,15	0,00	0,00	8 257,33	77 087,76	0,00	9 139 696,91	8 257,33	9 131 439,58	0,00
21352	Bâtiments privés	26 538,18	0,00	0,00	0,00	16 389,53	0,00	42 927,71	0,00	42 927,71	0,00
	Sous Total compte 2135	**9 089 147,33**	**0,00**	**0,00**	**8 257,33**	**93 477,29**	**0,00**	**9 182 624,62**	**8 257,33**	**9 174 367,29**	**0,00**
2138	Autres constructions	21 727 426,58	0,00	0,00	0,00	0,00	219 189,60	21 727 426,58	219 189,60	21 508 236,98	0,00
	Sous Total compte 213	**57 997 414,27**	**0,00**	**0,00**	**8 257,33**	**102 187,31**	**219 189,60**	**58 099 601,58**	**227 446,93**	**57 872 154,65**	**0,00**
2151	Réseaux de voirie	51 234 028,31	0,00	40 460,57	0,00	464 113,82	0,00	51 738 602,70	0,00	51 738 602,70	0,00
2152	Installations de voirie	1 099 951,19	0,00	0,00	0,00	69 795,97	0,00	1 169 747,16	0,00	1 169 747,16	0,00
21533	Réseaux câblés	80 762,97	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	80 762,97	0,00	80 762,97	0,00
21534	Réseaux d'électrification	1 885 975,31	0,00	0,00	0,00	45 339,26	0,00	1 931 314,57	0,00	1 931 314,57	0,00
21538	Autres réseaux	2 947 826,88	0,00	0,00	0,00	122 077,44	0,00	3 069 904,32	0,00	3 069 904,32	0,00
	Sous Total compte 2153	**4 914 565,16**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**167 416,70**	**0,00**	**5 081 981,86**	**0,00**	**5 081 981,86**	**0,00**
21568	Autre matériel et outillage d'incendie e	863 857,39	0,00	0,00	0,00	25 044,44	0,00	888 901,83	0,00	888 901,83	0,00
	Sous Total compte 2156	**863 857,39**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**25 044,44**	**0,00**	**888 901,83**	**0,00**	**888 901,83**	**0,00**
215738	Autre matériel et outillage de voirie	136 955,34	0,00	0,00	0,00	8 033,52	0,00	144 988,86	0,00	144 988,86	0,00
	Sous Total compte 21573	**136 955,34**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**8 033,52**	**0,00**	**144 988,86**	**0,00**	**144 988,86**	**0,00**
21578	Autre matériel technique	0,00	0,00	0,00	0,00	33 648,80	0,00	33 648,80	0,00	33 648,80	0,00
	Sous Total compte 2157	**136 955,34**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**41 682,32**	**0,00**	**178 637,66**	**0,00**	**178 637,66**	**0,00**
2158	Autres installations, matériel et outill	1 031 550,84	0,00	0,00	4 665,67	115 880,10	2 276,33	1 147 430,94	6 942,00	1 140 488,94	0,00
	Sous Total compte 215	**59 280 908,23**	**0,00**	**40 460,57**	**4 665,67**	**883 933,35**	**2 276,33**	**60 205 302,15**	**6 942,00**	**60 198 360,15**	**0,00**
21612	Dépenses ultérieures immobilisées	25 766,60	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	25 766,60	0,00	25 766,60	0,00

Envoyé en préfecture le 16/05/2025

Reçu en préfecture le 16/05/2025

Publié le 16/05/2025

ID : 026-212600589-20250513-CM120525_06-DE

III – ÉTATS FINANCIERS

Balance des comptes

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 2161	**25 766,60**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**25 766,60**	**0,00**	**25 766,60**	**0,00**
21621	Biens sous-jacents	43 491,05	0,00	0,00	0,00	67 073,66	0,00	110 564,71	0,00	110 564,71	0,00
21622	Dépenses ultérieures immobilisées	29 532,88	0,00	0,00	0,00	3 030,52	0,00	32 563,40	0,00	32 563,40	0,00
	Sous Total compte 2162	**73 023,93**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**70 104,18**	**0,00**	**143 128,11**	**0,00**	**143 128,11**	**0,00**
	Sous Total compte 216	**98 790,53**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**70 104,18**	**0,00**	**168 894,71**	**0,00**	**168 894,71**	**0,00**
2181	Installations générales, agencements et	6 498,63	0,00	0,00	0,00	284,40	0,00	6 783,03	0,00	6 783,03	0,00
21828	Autres matériels de transport	2 016 758,74	0,00	0,00	0,00	19 312,42	0,00	2 036 071,16	0,00	2 036 071,16	0,00
	Sous Total compte 2182	**2 016 758,74**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**19 312,42**	**0,00**	**2 036 071,16**	**0,00**	**2 036 071,16**	**0,00**
21831	Matériel informatique scolaire	8 268,89	0,00	0,00	0,00	903,40	0,00	9 172,29	0,00	9 172,29	0,00
21838	Autre matériel informatique	578 998,42	0,00	0,00	0,00	39 498,99	0,00	618 497,41	0,00	618 497,41	0,00
	Sous Total compte 2183	**587 267,31**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**40 402,39**	**0,00**	**627 669,70**	**0,00**	**627 669,70**	**0,00**
21841	Matériel de bureau et mobilier scolaires	418 127,43	0,00	1 182,85	174,62	5 284,72	0,00	424 595,00	174,62	424 420,38	0,00
21848	Autres matériels de bureau et mobiliers	451 710,34	0,00	174,62	1 182,85	9 569,64	0,00	461 454,60	1 182,85	460 271,75	0,00
	Sous Total compte 2184	**869 837,77**	**0,00**	**1 357,47**	**1 357,47**	**14 854,36**	**0,00**	**886 049,60**	**1 357,47**	**884 692,13**	**0,00**
2185	Matériel de téléphonie	121 107,54	0,00	0,00	0,00	1 955,69	0,00	123 063,23	0,00	123 063,23	0,00
2188	Autres	1 085 906,59	0,00	119,54	759,44	197 829,80	0,00	1 283 855,93	759,44	1 283 096,49	0,00
	Sous Total compte 218	**4 687 376,58**	**0,00**	**1 477,01**	**2 116,91**	**274 639,06**	**0,00**	**4 963 492,65**	**2 116,91**	**4 961 375,74**	**0,00**
	Sous Total compte 21	**138 340 032,08**	**0,00**	**41 937,58**	**1 246 374,00**	**2 051 158,88**	**221 465,93**	**140 433 128,54**	**1 467 839,93**	**138 965 288,61**	**0,00**
2312	Agencements et aménagements de terrains	5 357 069,46	0,00	352,82	0,00	180 965,87	0,00	5 538 388,15	0,00	5 538 388,15	0,00
2313	Constructions	2 528 883,15	0,00	0,00	40 446,05	772 486,19	0,00	3 301 369,34	40 446,05	3 260 923,29	0,00
2315	Installations, matériel et outillage tec	10 721 010,30	0,00	0,00	14,52	901 222,26	83 557,76	11 622 232,56	83 572,28	11 538 660,28	0,00

Envoyé en préfecture le 16/05/2025

Reçu en préfecture le 16/05/2025

Publié le 16/05/2025

ID : 026-212600589-20250513-CM120525_06-DE

III – ÉTATS FINANCIERS

Balance des comptes

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 231	**18 606 962,91**	**0,00**	**352,82**	**40 460,57**	**1 854 674,32**	**83 557,76**	**20 461 990,05**	**124 018,33**	**20 337 971,72**	**0,00**
238	Avances versées sur commandes d'immobili	0,00	0,00	0,00	0,00	50 567,66	0,00	50 567,66	0,00	50 567,66	0,00
	Sous Total compte 23	**18 606 962,91**	**0,00**	**352,82**	**40 460,57**	**1 905 241,98**	**83 557,76**	**20 512 557,71**	**124 018,33**	**20 388 539,38**	**0,00**
2421	de la collectivité territoriale	1 507 110,08	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 507 110,08	0,00	1 507 110,08	0,00
2423	d'établissements publics de coopération	45 304 159,29	0,00	1 239 358,14	0,00	0,00	0,00	46 543 517,43	0,00	46 543 517,43	0,00
	Sous Total compte 242	**46 811 269,37**	**0,00**	**1 239 358,14**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**48 050 627,51**	**0,00**	**48 050 627,51**	**0,00**
244	Immobilisations mises en affectation à u	44 955,25	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	44 955,25	0,00	44 955,25	0,00
2492	Mises à disposition dans le cadre du tra	0,00	9 788 898,89	0,00	59 500,00	0,00	0,00	0,00	9 848 398,89	0,00	9 848 398,89
	Sous Total compte 249	**0,00**	**9 788 898,89**	**0,00**	**59 500,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**9 848 398,89**	**0,00**	**9 848 398,89**
	Sous Total compte 24	**46 856 224,62**	**9 788 898,89**	**1 239 358,14**	**59 500,00**	**0,00**	**0,00**	**48 095 582,76**	**9 848 398,89**	**38 247 183,87**	**0,00**
266	Autres formes de participation	15 256,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	15 256,00	0,00	15 256,00	0,00
	Sous Total compte 26	**15 256,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**15 256,00**	**0,00**	**15 256,00**	**0,00**
271	Titres immobilisés (droits de propriété)	2 022,44	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 022,44	0,00	2 022,44	0,00
275	Dépôts et cautionnements versés	5 337,63	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 337,63	0,00	5 337,63	0,00
2764	Créances sur des particuliers et autres	89 166,21	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	89 166,21	0,00	89 166,21	0,00
	Sous Total compte 276	**89 166,21**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**89 166,21**	**0,00**	**89 166,21**	**0,00**
	Sous Total compte 27	**96 526,28**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**96 526,28**	**0,00**	**96 526,28**	**0,00**
2802	Frais d'études, d'élaboration, de modifi	0,00	126 765,04	0,00	0,00	0,00	3 095,51	0,00	129 860,55	0,00	129 860,55
28031	Frais d'études	0,00	20 541,00	0,00	0,00	0,00	8 473,00	0,00	29 014,00	0,00	29 014,00
28033	Frais d'insertion	0,00	625,00	172,00	172,00	0,00	625,00	172,00	1 422,00	0,00	1 250,00
	Sous Total compte 2803	**0,00**	**21 166,00**	**172,00**	**172,00**	**0,00**	**9 098,00**	**172,00**	**30 436,00**	**0,00**	**30 264,00**

Envoyé en préfecture le 16/05/2025

Reçu en préfecture le 16/05/2025

Publié le 16/05/2025

ID : 026-212600589-20250513-CM120525_06-DE

III – ÉTATS FINANCIERS

Balance des comptes

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
2804111	Biens mobiliers, matériel et études	0,00	473 942,41	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	473 942,41	0,00	473 942,41
	Sous Total compte 280411	**0,00**	**473 942,41**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**473 942,41**	**0,00**	**473 942,41**
2804133	Projets d'infrastructures d'intérêt nati	0,00	29 511,00	0,00	0,00	0,00	2 822,00	0,00	32 333,00	0,00	32 333,00
	Sous Total compte 280413	**0,00**	**29 511,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 822,00**	**0,00**	**32 333,00**	**0,00**	**32 333,00**
28041512	Bâtiments et installations	0,00	202 084,00	0,00	0,00	0,00	34 519,00	0,00	236 603,00	0,00	236 603,00
	Sous Total compte 2804151	**0,00**	**202 084,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**34 519,00**	**0,00**	**236 603,00**	**0,00**	**236 603,00**
	Sous Total compte 280415	**0,00**	**202 084,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**34 519,00**	**0,00**	**236 603,00**	**0,00**	**236 603,00**
	Sous Total compte 28041	**0,00**	**705 537,41**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**37 341,00**	**0,00**	**742 878,41**	**0,00**	**742 878,41**
280421	Biens mobiliers, matériel et études	0,00	240,00	300,00	0,00	0,00	60,00	300,00	300,00	0,00	0,00
280422	Bâtiments et installations	0,00	416 681,00	0,00	0,00	0,00	57 160,00	0,00	473 841,00	0,00	473 841,00
	Sous Total compte 28042	**0,00**	**416 921,00**	**300,00**	**0,00**	**0,00**	**57 220,00**	**300,00**	**474 141,00**	**0,00**	**473 841,00**
2804412	Bâtiments et installations	0,00	2 237,00	0,00	0,00	0,00	2 237,00	0,00	4 474,00	0,00	4 474,00
	Sous Total compte 280441	**0,00**	**2 237,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 237,00**	**0,00**	**4 474,00**	**0,00**	**4 474,00**
2804422	Bâtiments et installations	0,00	772,00	0,00	0,00	0,00	145,00	0,00	917,00	0,00	917,00
	Sous Total compte 280442	**0,00**	**772,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**145,00**	**0,00**	**917,00**	**0,00**	**917,00**
	Sous Total compte 28044	**0,00**	**3 009,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 382,00**	**0,00**	**5 391,00**	**0,00**	**5 391,00**
28046	Attributions de compensation d'investiss	0,00	0,00	446 654,00	0,00	0,00	446 654,00	446 654,00	446 654,00	0,00	0,00
	Sous Total compte 2804	**0,00**	**1 125 467,41**	**446 954,00**	**0,00**	**0,00**	**543 597,00**	**446 954,00**	**1 669 064,41**	**0,00**	**1 222 110,41**
2805	Concessions et droits similaires, brevet	0,00	238 033,39	0,00	0,00	0,00	11 025,00	0,00	249 058,39	0,00	249 058,39
28088	Autres immobilisations incorporelles	0,00	2 937,71	0,00	0,00	0,00	722,29	0,00	3 660,00	0,00	3 660,00
	Sous Total compte 2808	**0,00**	**2 937,71**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**722,29**	**0,00**	**3 660,00**	**0,00**	**3 660,00**

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_06-DE

III – ÉTATS FINANCIERS

Balance des comptes

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 280	**0,00**	**1 514 369,55**	**447 126,00**	**172,00**	**0,00**	**567 537,80**	**447 126,00**	**2 082 079,35**	**0,00**	**1 634 953,35**
28128	Autres agencements et aménagements	0,00	1 127 561,00	57 757,00	0,00	0,00	204 669,00	57 757,00	1 332 230,00	0,00	1 274 473,00
	Sous Total compte 2812	**0,00**	**1 127 561,00**	**57 757,00**	**0,00**	**0,00**	**204 669,00**	**57 757,00**	**1 332 230,00**	**0,00**	**1 274 473,00**
281351	Bâtiments publics	0,00	3 372 209,20	1 648,00	0,00	0,00	428 255,00	1 648,00	3 800 464,20	0,00	3 798 816,20
281352	Bâtiments privés	0,00	14 218,00	0,00	0,00	0,00	1 477,00	0,00	15 695,00	0,00	15 695,00
	Sous Total compte 28135	**0,00**	**3 386 427,20**	**1 648,00**	**0,00**	**0,00**	**429 732,00**	**1 648,00**	**3 816 159,20**	**0,00**	**3 814 511,20**
28138	Autres constructions	0,00	86 533,98	0,00	0,00	0,00	20 776,00	0,00	107 309,98	0,00	107 309,98
	Sous Total compte 2813	**0,00**	**3 472 961,18**	**1 648,00**	**0,00**	**0,00**	**450 508,00**	**1 648,00**	**3 923 469,18**	**0,00**	**3 921 821,18**
28152	Installations de voirie	0,00	361 593,94	0,00	0,00	0,00	37 726,44	0,00	399 320,38	0,00	399 320,38
281568	Autre matériel et outillage d'incendie e	0,00	625 235,46	0,00	0,00	0,00	73 909,60	0,00	699 145,06	0,00	699 145,06
	Sous Total compte 28156	**0,00**	**625 235,46**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**73 909,60**	**0,00**	**699 145,06**	**0,00**	**699 145,06**
2815738	Autre matériel et outillage de voirie	0,00	58 122,50	0,00	0,00	0,00	16 877,60	0,00	75 000,10	0,00	75 000,10
	Sous Total compte 281573	**0,00**	**58 122,50**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**16 877,60**	**0,00**	**75 000,10**	**0,00**	**75 000,10**
281578	Autre matériel technique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 394,00	0,00	1 394,00	0,00	1 394,00
	Sous Total compte 28157	**0,00**	**58 122,50**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**18 271,60**	**0,00**	**76 394,10**	**0,00**	**76 394,10**
28158	Autres installations, matériel et outill	0,00	553 883,41	4 665,67	0,00	0,00	83 602,10	4 665,67	637 485,51	0,00	632 819,84
	Sous Total compte 2815	**0,00**	**1 598 835,31**	**4 665,67**	**0,00**	**0,00**	**213 509,74**	**4 665,67**	**1 812 345,05**	**0,00**	**1 807 679,38**
281828	Autres matériels de transport	0,00	1 429 176,17	0,00	0,00	0,00	83 659,80	0,00	1 512 835,97	0,00	1 512 835,97
	Sous Total compte 28182	**0,00**	**1 429 176,17**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**83 659,80**	**0,00**	**1 512 835,97**	**0,00**	**1 512 835,97**
281831	Matériel informatique scolaire	0,00	7 514,28	0,00	0,00	0,00	1 533,84	0,00	9 048,12	0,00	9 048,12
281838	Autre matériel informatique	0,00	460 614,20	0,00	0,00	0,00	62 720,37	0,00	523 334,57	0,00	523 334,57
	Sous Total compte 28183	**0,00**	**468 128,48**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**64 254,21**	**0,00**	**532 382,69**	**0,00**	**532 382,69**

Envoyé en préfecture le 16/05/2025

Reçu en préfecture le 16/05/2025

Publié le 16/05/2025

ID : 026-212600589-20250513-CM120525_06-DE

III – ÉTATS FINANCIERS

Balance des comptes

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
281841	Matériel de bureau et mobilier scolaires	0,00	366 004,99	166,00	1 174,23	0,00	13 031,70	166,00	380 210,92	0,00	380 044,92
281848	Autres matériels de bureau et mobiliers	0,00	382 609,36	1 008,23	0,00	0,00	18 154,06	1 008,23	400 763,42	0,00	399 755,19
	Sous Total compte 28184	**0,00**	**748 614,35**	**1 174,23**	**1 174,23**	**0,00**	**31 185,76**	**1 174,23**	**780 974,34**	**0,00**	**779 800,11**
28185	Matériel de téléphonie	0,00	99 730,34	0,00	0,00	0,00	5 645,22	0,00	105 375,56	0,00	105 375,56
28188	Autres	0,00	755 098,08	95,00	95,00	0,00	78 927,47	95,00	834 120,55	0,00	834 025,55
	Sous Total compte 2818	**0,00**	**3 500 747,42**	**1 269,23**	**1 269,23**	**0,00**	**263 672,46**	**1 269,23**	**3 765 689,11**	**0,00**	**3 764 419,88**
	Sous Total compte 281	**0,00**	**9 700 104,91**	**65 339,90**	**1 269,23**	**0,00**	**1 132 359,20**	**65 339,90**	**10 833 733,34**	**0,00**	**10 768 393,44**
	Sous Total compte 28	**0,00**	**11 214 474,46**	**512 465,90**	**1 441,23**	**0,00**	**1 699 897,00**	**512 465,90**	**12 915 812,69**	**0,00**	**12 403 346,79**
	Total classe 2	**207 748 402,04**	**21 003 373,35**	**1 794 114,44**	**1 794 729,80**	**4 567 444,43**	**2 031 393,29**	**214 109 960,91**	**24 829 496,44**	**211 532 210,15**	**22 251 745,68**
4011	Fournisseurs	0,00	18,87	4 876 210,37	4 876 191,50	0,00	0,00	4 876 210,37	4 876 210,37	0,00	0,00
40171	Fournisseurs - Retenues de garantie	0,00	9 738,89	8 724,59	0,00	0,00	0,00	8 724,59	9 738,89	0,00	1 014,30
	Sous Total compte 4017	**0,00**	**9 738,89**	**8 724,59**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**8 724,59**	**9 738,89**	**0,00**	**1 014,30**
	Sous Total compte 401	**0,00**	**9 757,76**	**4 884 934,96**	**4 876 191,50**	**0,00**	**0,00**	**4 884 934,96**	**4 885 949,26**	**0,00**	**1 014,30**
4041	Fournisseurs d'immobilisations	0,00	0,00	4 102 620,56	4 102 620,56	0,00	0,00	4 102 620,56	4 102 620,56	0,00	0,00
40471	Fournisseurs d'immobilisations - Retenue	0,00	49 479,92	30 633,14	21 062,92	0,00	0,00	30 633,14	70 542,84	0,00	39 909,70
40472	Fournisseurs d'immobilisations - Cession	0,00	0,00	67 666,89	67 666,89	0,00	0,00	67 666,89	67 666,89	0,00	0,00
	Sous Total compte 4047	**0,00**	**49 479,92**	**98 300,03**	**88 729,81**	**0,00**	**0,00**	**98 300,03**	**138 209,73**	**0,00**	**39 909,70**
	Sous Total compte 404	**0,00**	**49 479,92**	**4 200 920,59**	**4 191 350,37**	**0,00**	**0,00**	**4 200 920,59**	**4 240 830,29**	**0,00**	**39 909,70**
408	Fournisseurs - Factures non parvenues	0,00	792 714,65	792 714,65	649 962,04	0,00	0,00	792 714,65	1 442 676,69	0,00	649 962,04
	Sous Total compte 40	**0,00**	**851 952,33**	**9 878 570,20**	**9 717 503,91**	**0,00**	**0,00**	**9 878 570,20**	**10 569 456,24**	**0,00**	**690 886,04**
411	Redevables	220 690,40	0,00	562 887,93	621 534,66	0,00	0,00	783 578,33	621 534,66	162 043,67	0,00

Envoyé en préfecture le 16/05/2025

Reçu en préfecture le 16/05/2025

Publié le 16/05/2025

ID : 026-212600589-20250513-CM120525_06-DE

III – ÉTATS FINANCIERS

Balance des comptes

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
414	Locataires-acquéreurs et locataires	8 621,83	0,00	124 881,41	120 991,95	0,00	0,00	133 503,24	120 991,95	12 511,29	0,00
4161	Créances douteuses	82 442,99	0,00	26 750,50	36 757,98	0,00	0,00	109 193,49	36 757,98	72 435,51	0,00
	Sous Total compte 416	**82 442,99**	**0,00**	**26 750,50**	**36 757,98**	**0,00**	**0,00**	**109 193,49**	**36 757,98**	**72 435,51**	**0,00**
4181	Redevables - Produits non encore facturé	16 000,00	0,00	0,00	16 000,00	0,00	0,00	16 000,00	16 000,00	0,00	0,00
	Sous Total compte 418	**16 000,00**	**0,00**	**0,00**	**16 000,00**	**0,00**	**0,00**	**16 000,00**	**16 000,00**	**0,00**	**0,00**
	Sous Total compte 41	**327 755,22**	**0,00**	**714 519,84**	**795 284,59**	**0,00**	**0,00**	**1 042 275,06**	**795 284,59**	**246 990,47**	**0,00**
421	Personnel - Rémunérations dues	0,00	2 304,32	7 089 820,60	7 087 516,28	0,00	0,00	7 089 820,60	7 089 820,60	0,00	0,00
427	Personnel - Oppositions	0,00	540,58	29 215,71	28 675,13	0,00	0,00	29 215,71	29 215,71	0,00	0,00
429	Déficits et débets des comptables et rég	0,02	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,02	0,00	0,02	0,00
	Sous Total compte 42	**0,02**	**2 844,90**	**7 119 036,31**	**7 116 191,41**	**0,00**	**0,00**	**7 119 036,33**	**7 119 036,31**	**0,02**	**0,00**
431	Sécurité sociale	0,00	0,00	2 662 216,74	2 662 216,74	0,00	0,00	2 662 216,74	2 662 216,74	0,00	0,00
437	Autres organismes sociaux	0,00	1 152,16	2 640 230,83	2 639 078,67	0,00	0,00	2 640 230,83	2 640 230,83	0,00	0,00
4386	Autres charges à payer	0,00	0,00	0,00	27 647,00	0,00	0,00	0,00	27 647,00	0,00	27 647,00
	Sous Total compte 438	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**27 647,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**27 647,00**	**0,00**	**27 647,00**
	Sous Total compte 43	**0,00**	**1 152,16**	**5 302 447,57**	**5 328 942,41**	**0,00**	**0,00**	**5 302 447,57**	**5 330 094,57**	**0,00**	**27 647,00**
4411	Subventions à recevoir - Amiable	9 464,20	0,00	9 016,75	18 076,55	0,00	0,00	18 480,95	18 076,55	404,40	0,00
4416	Subventions à recevoir - Contentieux	417,92	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	417,92	0,00	417,92	0,00
	Sous Total compte 441	**9 882,12**	**0,00**	**9 016,75**	**18 076,55**	**0,00**	**0,00**	**18 898,87**	**18 076,55**	**822,32**	**0,00**
4421	Prélèvement à la source - Impôt sur le r	0,00	0,00	197 963,41	197 963,41	0,00	0,00	197 963,41	197 963,41	0,00	0,00
	Sous Total compte 442	**0,00**	**0,00**	**197 963,41**	**197 963,41**	**0,00**	**0,00**	**197 963,41**	**197 963,41**	**0,00**	**0,00**
44311	Dépenses	0,00	0,00	1 500,00	1 500,00	0,00	0,00	1 500,00	1 500,00	0,00	0,00
	Sous Total compte 4431	**0,00**	**0,00**	**1 500,00**	**1 500,00**	**0,00**	**0,00**	**1 500,00**	**1 500,00**	**0,00**	**0,00**

Envoyé en préfecture le 16/05/2025

Reçu en préfecture le 16/05/2025

Publié le 16/05/2025

ID : 026-212600589-20250513-CM120525_06-DE

III – ÉTATS FINANCIERS

Balance des comptes

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
44341	Dépenses	0,00	0,00	341,00	341,00	0,00	0,00	341,00	341,00	0,00	0,00
	Sous Total compte 4434	**0,00**	**0,00**	**341,00**	**341,00**	**0,00**	**0,00**	**341,00**	**341,00**	**0,00**	**0,00**
44351	Dépenses	0,00	0,00	467 028,93	467 028,93	0,00	0,00	467 028,93	467 028,93	0,00	0,00
44352	Recettes - Amiable	132 523,81	0,00	157 916,17	132 523,81	0,00	0,00	290 439,98	132 523,81	157 916,17	0,00
44356	Recettes - Contentieux	16 246,75	0,00	55 317,81	55 317,81	0,00	0,00	71 564,56	55 317,81	16 246,75	0,00
	Sous Total compte 4435	**148 770,56**	**0,00**	**680 262,91**	**654 870,55**	**0,00**	**0,00**	**829 033,47**	**654 870,55**	**174 162,92**	**0,00**
44371	Dépenses	0,00	0,00	127 000,00	127 000,00	0,00	0,00	127 000,00	127 000,00	0,00	0,00
	Sous Total compte 4437	**0,00**	**0,00**	**127 000,00**	**127 000,00**	**0,00**	**0,00**	**127 000,00**	**127 000,00**	**0,00**	**0,00**
44381	Dépenses	0,00	0,00	3 760,00	3 760,00	0,00	0,00	3 760,00	3 760,00	0,00	0,00
	Sous Total compte 4438	**0,00**	**0,00**	**3 760,00**	**3 760,00**	**0,00**	**0,00**	**3 760,00**	**3 760,00**	**0,00**	**0,00**
	Sous Total compte 443	**148 770,56**	**0,00**	**812 863,91**	**787 471,55**	**0,00**	**0,00**	**961 634,47**	**787 471,55**	**174 162,92**	**0,00**
447	Autres impôts, taxes et versements assim	0,00	0,00	97 718,55	97 718,55	0,00	0,00	97 718,55	97 718,55	0,00	0,00
4486	Autres charges à payer	0,00	12 552,87	12 552,87	8 260,00	0,00	0,00	12 552,87	20 812,87	0,00	8 260,00
4487	Produits à recevoir	38 123,00	0,00	8 123,00	38 123,00	0,00	0,00	46 246,00	38 123,00	8 123,00	0,00
	Sous Total compte 448	**38 123,00**	**12 552,87**	**20 675,87**	**46 383,00**	**0,00**	**0,00**	**58 798,87**	**58 935,87**	**0,00**	**137,00**
	Sous Total compte 44	**196 775,68**	**12 552,87**	**1 138 238,49**	**1 147 613,06**	**0,00**	**0,00**	**1 335 014,17**	**1 160 165,93**	**174 848,24**	**0,00**
45811	Dépenses (à subdiviser par mandat)	10 257,41	0,00	0,00	0,00	3 438,91	0,00	13 696,32	0,00	13 696,32	0,00
458111	Dépenses (à subdiviser par mandat)	2 917,60	0,00	0,00	0,00	8 552,95	0,00	11 470,55	0,00	11 470,55	0,00
458112	Dépenses (à subdiviser par mandat)	0,00	0,00	0,00	0,00	8 023,49	0,00	8 023,49	0,00	8 023,49	0,00
45812	Dépenses (à subdiviser par mandat)	21 162,18	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	21 162,18	0,00	21 162,18	0,00
45813	Dépenses (à subdiviser par mandat)	51 964,22	0,00	0,00	135 521,98	83 557,76	0,00	135 521,98	135 521,98	0,00	0,00

Envoyé en préfecture le 16/05/2025

Reçu en préfecture le 16/05/2025

Publié le 16/05/2025

ID : 026-212600589-20250513-CM120525_06-DE

III – ÉTATS FINANCIERS

Balance des comptes

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
45814	Dépenses (à subdiviser par mandat)	410 330,88	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	410 330,88	0,00	410 330,88	0,00
45819	Dépenses (à subdiviser par mandat)	0,00	0,00	0,00	0,00	3 487,12	0,00	3 487,12	0,00	3 487,12	0,00
	Sous Total compte 4581	**496 632,29**	**0,00**	**0,00**	**135 521,98**	**107 060,23**	**0,00**	**603 692,52**	**135 521,98**	**468 170,54**	**0,00**
45823	Recettes (à subdiviser par mandat)	0,00	0,00	135 521,98	0,00	0,00	135 521,98	135 521,98	135 521,98	0,00	0,00
45824	Recettes (à subdiviser par mandat)	0,00	408 188,30	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	408 188,30	0,00	408 188,30
	Sous Total compte 4582	**0,00**	**408 188,30**	**135 521,98**	**0,00**	**0,00**	**135 521,98**	**135 521,98**	**543 710,28**	**0,00**	**408 188,30**
	Sous Total compte 458	**496 632,29**	**408 188,30**	**135 521,98**	**135 521,98**	**107 060,23**	**135 521,98**	**739 214,50**	**679 232,26**	**59 982,24**	**0,00**
	Sous Total compte 45	**496 632,29**	**408 188,30**	**135 521,98**	**135 521,98**	**107 060,23**	**135 521,98**	**739 214,50**	**679 232,26**	**59 982,24**	**0,00**
4621	Créances sur cessions d'immobilisations	9 495,00	0,00	266 233,00	275 228,00	0,00	0,00	275 728,00	275 228,00	500,00	0,00
	Sous Total compte 462	**9 495,00**	**0,00**	**266 233,00**	**275 228,00**	**0,00**	**0,00**	**275 728,00**	**275 228,00**	**500,00**	**0,00**
466	Excédents de versement	0,00	499,64	2 617,37	2 619,09	0,00	0,00	2 617,37	3 118,73	0,00	501,36
46711	Autres comptes créditeurs	0,00	873,00	993 786,44	992 913,44	0,00	0,00	993 786,44	993 786,44	0,00	0,00
	Sous Total compte 4671	**0,00**	**873,00**	**993 786,44**	**992 913,44**	**0,00**	**0,00**	**993 786,44**	**993 786,44**	**0,00**	**0,00**
46721	Débiteurs divers - Amiable	969,62	0,00	392 714,57	357 699,86	0,00	0,00	393 684,19	357 699,86	35 984,33	0,00
46726	Débiteurs divers - Contentieux	13 877,66	0,00	2 483,95	12 043,01	0,00	0,00	16 361,61	12 043,01	4 318,60	0,00
	Sous Total compte 4672	**14 847,28**	**0,00**	**395 198,52**	**369 742,87**	**0,00**	**0,00**	**410 045,80**	**369 742,87**	**40 302,93**	**0,00**
46752	Mandataire - Opérations déléguées - Rece	0,00	0,00	866,32	866,32	0,00	0,00	866,32	866,32	0,00	0,00
	Sous Total compte 4675	**0,00**	**0,00**	**866,32**	**866,32**	**0,00**	**0,00**	**866,32**	**866,32**	**0,00**	**0,00**
	Sous Total compte 467	**14 847,28**	**873,00**	**1 389 851,28**	**1 363 522,63**	**0,00**	**0,00**	**1 404 698,56**	**1 364 395,63**	**40 302,93**	**0,00**
4686	Charges à payer	0,00	27 567,71	27 567,71	16 486,50	0,00	0,00	27 567,71	44 054,21	0,00	16 486,50
4687	Produits à recevoir	16 552,18	0,00	815,87	16 552,18	0,00	0,00	17 368,05	16 552,18	815,87	0,00

Envoyé en préfecture le 16/05/2025

Reçu en préfecture le 16/05/2025

Publié le 16/05/2025

ID : 026-212600589-20250513-CM120525_06-DE

III – ÉTATS FINANCIERS

Balance des comptes

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 468	**16 552,18**	**27 567,71**	**28 383,58**	**33 038,68**	**0,00**	**0,00**	**44 935,76**	**60 606,39**	**0,00**	**15 670,63**
	Sous Total compte 46	**40 894,46**	**28 940,35**	**1 687 085,23**	**1 674 408,40**	**0,00**	**0,00**	**1 727 979,69**	**1 703 348,75**	**24 630,94**	**0,00**
4711	Versements des régisseurs	0,00	1 604,00	1 036 389,05	1 034 785,05	0,00	0,00	1 036 389,05	1 036 389,05	0,00	0,00
4712	Virements réimputés	0,00	0,00	360,68	360,68	0,00	0,00	360,68	360,68	0,00	0,00
47131	Versements sur contributions directes	0,00	0,00	10 300 343,00	10 300 343,00	0,00	0,00	10 300 343,00	10 300 343,00	0,00	0,00
47132	Versements sur dotation globale de fonct	0,00	0,00	7 745 853,07	7 745 853,07	0,00	0,00	7 745 853,07	7 745 853,07	0,00	0,00
47133	Fonds d'emprunt	0,00	0,00	799 200,00	799 200,00	0,00	0,00	799 200,00	799 200,00	0,00	0,00
47138	Autres	0,00	48 110,12	7 380 820,87	7 344 415,54	0,00	0,00	7 380 820,87	7 392 525,66	0,00	11 704,79
	Sous Total compte 4713	**0,00**	**48 110,12**	**26 226 216,94**	**26 189 811,61**	**0,00**	**0,00**	**26 226 216,94**	**26 237 921,73**	**0,00**	**11 704,79**
471411	Excédent à réimputer - Personnes physiqu	0,00	1 663,05	4 754,82	3 130,93	0,00	0,00	4 754,82	4 793,98	0,00	39,16
471412	Excédent à réimputer - Personnes morales	0,00	6 294,10	284 178,76	278 091,74	0,00	0,00	284 178,76	284 385,84	0,00	207,08
	Sous Total compte 47141	**0,00**	**7 957,15**	**288 933,58**	**281 222,67**	**0,00**	**0,00**	**288 933,58**	**289 179,82**	**0,00**	**246,24**
47143	Flux d'encaissements à réimputer	0,00	0,00	11 212,76	11 212,76	0,00	0,00	11 212,76	11 212,76	0,00	0,00
	Sous Total compte 4714	**0,00**	**7 957,15**	**300 146,34**	**292 435,43**	**0,00**	**0,00**	**300 146,34**	**300 392,58**	**0,00**	**246,24**
4718	Autres recettes à régulariser	0,00	3 221,47	4 068,67	847,20	0,00	0,00	4 068,67	4 068,67	0,00	0,00
	Sous Total compte 471	**0,00**	**60 892,74**	**27 567 181,68**	**27 518 239,97**	**0,00**	**0,00**	**27 567 181,68**	**27 579 132,71**	**0,00**	**11 951,03**
47211	Remboursement d'annuités d'emprunt	0,00	0,00	1 430 512,98	1 395 995,44	0,00	0,00	1 430 512,98	1 395 995,44	34 517,54	0,00
47218	Autres dépenses	10,00	0,00	773 040,03	773 050,03	0,00	0,00	773 050,03	773 050,03	0,00	0,00
	Sous Total compte 4721	**10,00**	**0,00**	**2 203 553,01**	**2 169 045,47**	**0,00**	**0,00**	**2 203 563,01**	**2 169 045,47**	**34 517,54**	**0,00**
4722	Commissions bancaires en instance de man	0,00	0,00	62,72	62,72	0,00	0,00	62,72	62,72	0,00	0,00
4728	Autres dépenses à régulariser	0,00	0,00	450 822,12	450 822,12	0,00	0,00	450 822,12	450 822,12	0,00	0,00

Envoyé en préfecture le 16/05/2025

Reçu en préfecture le 16/05/2025

Publié le 16/05/2025

ID : 026-212600589-20250513-CM120525_06-DE

III – ÉTATS FINANCIERS

Balance des comptes

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 472	**10,00**	**0,00**	**2 654 437,85**	**2 619 930,31**	**0,00**	**0,00**	**2 654 447,85**	**2 619 930,31**	**34 517,54**	**0,00**
4751	Redevables sur rôle	1 328,38	0,00	0,00	225,32	0,00	0,00	1 328,38	225,32	1 103,06	0,00
4759	Versements du tiers en charge du rôle	0,00	250,96	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	250,96	0,00	250,96
	Sous Total compte 475	**1 328,38**	**250,96**	**0,00**	**225,32**	**0,00**	**0,00**	**1 328,38**	**476,28**	**852,10**	**0,00**
4781	Frais de poursuite rattachés	14,49	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	14,49	0,00	14,49	0,00
4784	Arrondis sur déclaration de TVA	1,16	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1,16	0,00	1,16	0,00
	Sous Total compte 478	**15,65**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**15,65**	**0,00**	**15,65**	**0,00**
	Sous Total compte 47	**1 354,03**	**61 143,70**	**30 221 619,53**	**30 138 395,60**	**0,00**	**0,00**	**30 222 973,56**	**30 199 539,30**	**23 434,26**	**0,00**
4815	Charges liées à la crise sanitaire COVID	113 331,60	0,00	0,00	0,00	0,00	113 331,60	113 331,60	113 331,60	0,00	0,00
	Sous Total compte 481	**113 331,60**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**113 331,60**	**113 331,60**	**113 331,60**	**0,00**	**0,00**
	Sous Total compte 48	**113 331,60**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**113 331,60**	**113 331,60**	**113 331,60**	**0,00**	**0,00**
4911	Dépréciations des comptes de redevables	0,00	126 667,00	116 183,00	0,00	0,00	0,00	116 183,00	126 667,00	0,00	10 484,00
	Sous Total compte 491	**0,00**	**126 667,00**	**116 183,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**116 183,00**	**126 667,00**	**0,00**	**10 484,00**
4961	Dépréciations des comptes de débiteurs d	0,00	2 000,00	1 301,00	0,00	0,00	0,00	1 301,00	2 000,00	0,00	699,00
	Sous Total compte 496	**0,00**	**2 000,00**	**1 301,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 301,00**	**2 000,00**	**0,00**	**699,00**
	Sous Total compte 49	**0,00**	**128 667,00**	**117 484,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**117 484,00**	**128 667,00**	**0,00**	**11 183,00**
	Total classe 4	**1 176 743,30**	**1 495 441,61**	**56 314 523,15**	**56 053 861,36**	**107 060,23**	**248 853,58**	**57 598 326,68**	**57 798 156,55**	**975 524,32**	**1 175 354,19**
5115	Cartes bancaires à l'encaissement	0,00	0,00	12 513,85	12 513,85	0,00	0,00	12 513,85	12 513,85	0,00	0,00
51172	Chèques impayés	82,50	0,00	239,40	239,40	0,00	0,00	321,90	239,40	82,50	0,00
51178	Autres valeurs impayées	83,32	0,00	9 856,10	9 856,10	0,00	0,00	9 939,42	9 856,10	83,32	0,00
	Sous Total compte 5117	**165,82**	**0,00**	**10 095,50**	**10 095,50**	**0,00**	**0,00**	**10 261,32**	**10 095,50**	**165,82**	**0,00**
5118	Autres valeurs à l'encaissement	0,00	0,00	30 547,86	30 333,78	0,00	0,00	30 547,86	30 333,78	214,08	0,00

Envoyé en préfecture le 16/05/2025

Reçu en préfecture le 16/05/2025

Publié le 16/05/2025

ID : 026-212600589-20250513-CM120525_06-DE

III – ÉTATS FINANCIERS

Balance des comptes

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 511	**165,82**	**0,00**	**53 157,21**	**52 943,13**	**0,00**	**0,00**	**53 323,03**	**52 943,13**	**379,90**	**0,00**
515	Compte au Trésor	7 747 710,06	0,00	26 359 511,78	26 052 015,59	0,00	0,00	34 107 221,84	26 052 015,59	8 055 206,25	0,00
	Sous Total compte 51	**7 747 875,88**	**0,00**	**26 412 668,99**	**26 104 958,72**	**0,00**	**0,00**	**34 160 544,87**	**26 104 958,72**	**8 055 586,15**	**0,00**
5411	Régisseurs d'avances (avances)	26 501,99	0,00	54 820,61	54 820,61	0,00	0,00	81 322,60	54 820,61	26 501,99	0,00
5412	Régisseurs de recettes (fonds de caisse)	1 150,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 150,00	0,00	1 150,00	0,00
	Sous Total compte 541	**27 651,99**	**0,00**	**54 820,61**	**54 820,61**	**0,00**	**0,00**	**82 472,60**	**54 820,61**	**27 651,99**	**0,00**
	Sous Total compte 54	**27 651,99**	**0,00**	**54 820,61**	**54 820,61**	**0,00**	**0,00**	**82 472,60**	**54 820,61**	**27 651,99**	**0,00**
580	Opérations d'ordre budgétaires	0,00	0,00	2 712 048,75	2 712 048,75	0,00	0,00	2 712 048,75	2 712 048,75	0,00	0,00
584	Encaissement par lecture optique	0,00	0,00	56 438,90	56 438,90	0,00	0,00	56 438,90	56 438,90	0,00	0,00
5872	Compte pivot - Admission en non valeur e	0,00	0,00	8 433,97	8 433,97	0,00	0,00	8 433,97	8 433,97	0,00	0,00
	Sous Total compte 587	**0,00**	**0,00**	**8 433,97**	**8 433,97**	**0,00**	**0,00**	**8 433,97**	**8 433,97**	**0,00**	**0,00**
588	Autres virements internes	0,00	0,00	260 496,87	260 496,87	0,00	0,00	260 496,87	260 496,87	0,00	0,00
	Sous Total compte 58	**0,00**	**0,00**	**3 037 418,49**	**3 037 418,49**	**0,00**	**0,00**	**3 037 418,49**	**3 037 418,49**	**0,00**	**0,00**
	Total classe 5	**7 775 527,87**	**0,00**	**29 504 908,09**	**29 197 197,82**	**0,00**	**0,00**	**37 280 435,96**	**29 197 197,82**	**8 083 238,14**	**0,00**
6042	Achats de prestations de services (autre	0,00	0,00	0,00	0,00	517 449,82	109 120,29	517 449,82	109 120,29	408 329,53	0,00
	Sous Total compte 604	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**517 449,82**	**109 120,29**	**517 449,82**	**109 120,29**	**408 329,53**	**0,00**
60611	Eau et assainissement	0,00	0,00	0,00	0,00	182 789,11	66 372,28	182 789,11	66 372,28	116 416,83	0,00
60612	Énergie - Électricité	0,00	0,00	0,00	0,00	1 233 943,60	259 901,85	1 233 943,60	259 901,85	974 041,75	0,00
	Sous Total compte 6061	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 416 732,71**	**326 274,13**	**1 416 732,71**	**326 274,13**	**1 090 458,58**	**0,00**
60621	Combustibles	0,00	0,00	0,00	0,00	20 464,58	0,00	20 464,58	0,00	20 464,58	0,00
60622	Carburants	0,00	0,00	0,00	0,00	103 773,63	6 512,70	103 773,63	6 512,70	97 260,93	0,00
60623	Alimentation	0,00	0,00	0,00	0,00	32 886,03	4 629,32	32 886,03	4 629,32	28 256,71	0,00

Envoyé en préfecture le 16/05/2025

Reçu en préfecture le 16/05/2025

Publié le 16/05/2025

ID : 026-212600589-20250513-CM120525_06-DE

III – ÉTATS FINANCIERS

Balance des comptes

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
60624	Produits de traitement	0,00	0,00	0,00	0,00	22 828,43	2 200,34	22 828,43	2 200,34	20 628,09	0,00
60628	Autres fournitures non stockées	0,00	0,00	0,00	0,00	69 340,81	2 528,50	69 340,81	2 528,50	66 812,31	0,00
	Sous Total compte 6062	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**249 293,48**	**15 870,86**	**249 293,48**	**15 870,86**	**233 422,62**	**0,00**
60631	Fournitures d'entretien	0,00	0,00	0,00	0,00	56 652,57	3 014,81	56 652,57	3 014,81	53 637,76	0,00
60632	Fournitures de petit équipement	0,00	0,00	0,00	0,00	458 670,91	24 474,95	458 670,91	24 474,95	434 195,96	0,00
60633	Fournitures de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	21 312,08	351,00	21 312,08	351,00	20 961,08	0,00
60636	Habillement et Vêtements de travail	0,00	0,00	0,00	0,00	41 560,73	1 476,48	41 560,73	1 476,48	40 084,25	0,00
	Sous Total compte 6063	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**578 196,29**	**29 317,24**	**578 196,29**	**29 317,24**	**548 879,05**	**0,00**
6064	Fournitures administratives	0,00	0,00	0,00	0,00	30 480,32	1 274,69	30 480,32	1 274,69	29 205,63	0,00
60668	Autres produits pharmaceutiques	0,00	0,00	0,00	0,00	2 906,62	0,00	2 906,62	0,00	2 906,62	0,00
	Sous Total compte 6066	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 906,62**	**0,00**	**2 906,62**	**0,00**	**2 906,62**	**0,00**
6067	Fournitures scolaires	0,00	0,00	0,00	0,00	66 541,50	1 759,69	66 541,50	1 759,69	64 781,81	0,00
6068	Autres matières et fournitures.	0,00	0,00	0,00	0,00	26 452,54	3 459,73	26 452,54	3 459,73	22 992,81	0,00
	Sous Total compte 606	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 370 603,46**	**377 956,34**	**2 370 603,46**	**377 956,34**	**1 992 647,12**	**0,00**
	Sous Total compte 60	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 888 053,28**	**487 076,63**	**2 888 053,28**	**487 076,63**	**2 400 976,65**	**0,00**
611	Contrats de prestations de services	0,00	0,00	0,00	0,00	754 898,34	146 288,25	754 898,34	146 288,25	608 610,09	0,00
6132	Locations immobilières	0,00	0,00	0,00	0,00	81 532,41	0,00	81 532,41	0,00	81 532,41	0,00
61351	Matériel roulant	0,00	0,00	0,00	0,00	7 342,68	3 475,10	7 342,68	3 475,10	3 867,58	0,00
61358	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	32 808,36	6 102,99	32 808,36	6 102,99	26 705,37	0,00
	Sous Total compte 6135	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**40 151,04**	**9 578,09**	**40 151,04**	**9 578,09**	**30 572,95**	**0,00**
	Sous Total compte 613	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**121 683,45**	**9 578,09**	**121 683,45**	**9 578,09**	**112 105,36**	**0,00**
614	Charges locatives et de copropriété	0,00	0,00	0,00	0,00	20 436,78	1 130,28	20 436,78	1 130,28	19 306,50	0,00

Envoyé en préfecture le 16/05/2025

Reçu en préfecture le 16/05/2025

Publié le 16/05/2025

ID : 026-212600589-20250513-CM120525_06-DE

III – ÉTATS FINANCIERS

Balance des comptes

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
61521	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	6 183,00	0,00	6 183,00	0,00	6 183,00	0,00
615221	Bâtiments publics	0,00	0,00	0,00	0,00	153 848,19	26 127,94	153 848,19	26 127,94	127 720,25	0,00
615228	Autres bâtiments	0,00	0,00	0,00	0,00	308,76	0,00	308,76	0,00	308,76	0,00
	Sous Total compte 61522	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**154 156,95**	**26 127,94**	**154 156,95**	**26 127,94**	**128 029,01**	**0,00**
615231	Voiries	0,00	0,00	0,00	0,00	67 421,13	11 540,77	67 421,13	11 540,77	55 880,36	0,00
615232	Réseaux	0,00	0,00	0,00	0,00	15 368,56	2 929,98	15 368,56	2 929,98	12 438,58	0,00
	Sous Total compte 61523	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**82 789,69**	**14 470,75**	**82 789,69**	**14 470,75**	**68 318,94**	**0,00**
	Sous Total compte 6152	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**243 129,64**	**40 598,69**	**243 129,64**	**40 598,69**	**202 530,95**	**0,00**
61551	Matériel roulant	0,00	0,00	0,00	0,00	17 512,24	2 954,13	17 512,24	2 954,13	14 558,11	0,00
61558	Autres biens mobiliers	0,00	0,00	0,00	0,00	64 874,57	6 978,07	64 874,57	6 978,07	57 896,50	0,00
	Sous Total compte 6155	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**82 386,81**	**9 932,20**	**82 386,81**	**9 932,20**	**72 454,61**	**0,00**
6156	Maintenance	0,00	0,00	0,00	0,00	232 095,31	34 386,51	232 095,31	34 386,51	197 708,80	0,00
	Sous Total compte 615	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**557 611,76**	**84 917,40**	**557 611,76**	**84 917,40**	**472 694,36**	**0,00**
6161	Multirisques	0,00	0,00	0,00	0,00	143 355,04	997,99	143 355,04	997,99	142 357,05	0,00
6168	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	169 369,19	0,00	169 369,19	0,00	169 369,19	0,00
	Sous Total compte 616	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**312 724,23**	**997,99**	**312 724,23**	**997,99**	**311 726,24**	**0,00**
617	Études et recherches	0,00	0,00	0,00	0,00	11 567,40	720,00	11 567,40	720,00	10 847,40	0,00
6182	Documentation générale et technique	0,00	0,00	0,00	0,00	7 569,54	318,90	7 569,54	318,90	7 250,64	0,00
6184	Versements à des organismes de formation	0,00	0,00	0,00	0,00	44 209,50	12 723,96	44 209,50	12 723,96	31 485,54	0,00
6188	Autres frais divers	0,00	0,00	0,00	0,00	15 090,10	0,00	15 090,10	0,00	15 090,10	0,00
	Sous Total compte 618	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**66 869,14**	**13 042,86**	**66 869,14**	**13 042,86**	**53 826,28**	**0,00**
	Sous Total compte 61	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 845 791,10**	**256 674,87**	**1 845 791,10**	**256 674,87**	**1 589 116,23**	**0,00**

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_06-DE

III – ÉTATS FINANCIERS

Balance des comptes

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
6218	Autre personnel extérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	21 337,38	0,00	21 337,38	0,00	21 337,38	0,00
	Sous Total compte 621	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**21 337,38**	**0,00**	**21 337,38**	**0,00**	**21 337,38**	**0,00**
62268	Autres honoraires, conseils...	0,00	0,00	0,00	0,00	57 860,85	1 425,60	57 860,85	1 425,60	56 435,25	0,00
	Sous Total compte 6226	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**57 860,85**	**1 425,60**	**57 860,85**	**1 425,60**	**56 435,25**	**0,00**
6227	Frais d'actes et de contentieux	0,00	0,00	0,00	0,00	5 040,00	0,00	5 040,00	0,00	5 040,00	0,00
	Sous Total compte 622	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**62 900,85**	**1 425,60**	**62 900,85**	**1 425,60**	**61 475,25**	**0,00**
6231	Annonces et insertions	0,00	0,00	0,00	0,00	3 745,73	540,00	3 745,73	540,00	3 205,73	0,00
6232	Fêtes et cérémonies	0,00	0,00	0,00	0,00	138 283,89	26 633,52	138 283,89	26 633,52	111 650,37	0,00
6234	Réceptions	0,00	0,00	0,00	0,00	11 941,16	366,00	11 941,16	366,00	11 575,16	0,00
6236	Catalogues et imprimés	0,00	0,00	0,00	0,00	71 679,60	10 636,14	71 679,60	10 636,14	61 043,46	0,00
6238	Divers	0,00	0,00	0,00	0,00	49 077,15	3 644,11	49 077,15	3 644,11	45 433,04	0,00
	Sous Total compte 623	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**274 727,53**	**41 819,77**	**274 727,53**	**41 819,77**	**232 907,76**	**0,00**
6245	Transports de personnes extérieures à la	0,00	0,00	0,00	0,00	42 291,26	0,00	42 291,26	0,00	42 291,26	0,00
6247	Transports collectifs du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	2 618,90	2 618,90	2 618,90	2 618,90	0,00	0,00
	Sous Total compte 624	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**44 910,16**	**2 618,90**	**44 910,16**	**2 618,90**	**42 291,26**	**0,00**
6251	Voyages, déplacements et missions	0,00	0,00	0,00	0,00	10 498,59	0,00	10 498,59	0,00	10 498,59	0,00
	Sous Total compte 625	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**10 498,59**	**0,00**	**10 498,59**	**0,00**	**10 498,59**	**0,00**
6261	Frais d'affranchissement	0,00	0,00	0,00	0,00	30 225,61	3 854,54	30 225,61	3 854,54	26 371,07	0,00
6262	Frais de télécommunications	0,00	0,00	0,00	0,00	51 218,22	751,79	51 218,22	751,79	50 466,43	0,00
	Sous Total compte 626	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**81 443,83**	**4 606,33**	**81 443,83**	**4 606,33**	**76 837,50**	**0,00**
627	Services bancaires et assimilés.	0,00	0,00	0,00	0,00	2 785,78	0,00	2 785,78	0,00	2 785,78	0,00
6281	Concours divers (cotisations...)	0,00	0,00	0,00	0,00	21 443,30	110,00	21 443,30	110,00	21 333,30	0,00

Envoyé en préfecture le 16/05/2025

Reçu en préfecture le 16/05/2025

Publié le 16/05/2025

ID : 026-212600589-20250513-CM120525_06-DE

III – ÉTATS FINANCIERS

Balance des comptes

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
6282	Frais de gardiennage	0,00	0,00	0,00	0,00	1 006,84	0,00	1 006,84	0,00	1 006,84	0,00
6283	Frais de nettoyage des locaux	0,00	0,00	0,00	0,00	15 130,98	0,00	15 130,98	0,00	15 130,98	0,00
62876	Au GFP de rattachement	0,00	0,00	0,00	0,00	20 374,93	9 701,41	20 374,93	9 701,41	10 673,52	0,00
	Sous Total compte 6287	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**20 374,93**	**9 701,41**	**20 374,93**	**9 701,41**	**10 673,52**	**0,00**
6288	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	50 296,00	252,00	50 296,00	252,00	50 044,00	0,00
	Sous Total compte 628	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**108 252,05**	**10 063,41**	**108 252,05**	**10 063,41**	**98 188,64**	**0,00**
	Sous Total compte 62	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**606 856,17**	**60 534,01**	**606 856,17**	**60 534,01**	**546 322,16**	**0,00**
6331	Versement mobilité	0,00	0,00	0,00	0,00	109 842,00	0,00	109 842,00	0,00	109 842,00	0,00
6332	Cotisations versées au F.N.A.L.	0,00	0,00	0,00	0,00	36 625,00	0,00	36 625,00	0,00	36 625,00	0,00
6336	Cotisations au CNFPT et au centre de ges	0,00	0,00	0,00	0,00	148 231,00	0,00	148 231,00	0,00	148 231,00	0,00
	Sous Total compte 633	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**294 698,00**	**0,00**	**294 698,00**	**0,00**	**294 698,00**	**0,00**
63512	Taxes foncières	0,00	0,00	0,00	0,00	26 468,17	240,00	26 468,17	240,00	26 228,17	0,00
	Sous Total compte 6351	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**26 468,17**	**240,00**	**26 468,17**	**240,00**	**26 228,17**	**0,00**
6355	Taxes et impôts sur les véhicules	0,00	0,00	0,00	0,00	2 308,00	859,46	2 308,00	859,46	1 448,54	0,00
	Sous Total compte 635	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**28 776,17**	**1 099,46**	**28 776,17**	**1 099,46**	**27 676,71**	**0,00**
637	Autres impôts, taxes et versements assim	0,00	0,00	0,00	0,00	1 073,38	0,00	1 073,38	0,00	1 073,38	0,00
	Sous Total compte 63	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**324 547,55**	**1 099,46**	**324 547,55**	**1 099,46**	**323 448,09**	**0,00**
64111	Rémunération principale	0,00	0,00	0,00	0,00	4 824 682,24	0,00	4 824 682,24	0,00	4 824 682,24	0,00
64112	Supplément familial de traitement et ind	0,00	0,00	0,00	0,00	47 704,87	0,00	47 704,87	0,00	47 704,87	0,00
64113	NBI	0,00	0,00	0,00	0,00	45 950,55	0,00	45 950,55	0,00	45 950,55	0,00
64118	Autres indemnités.	0,00	0,00	0,00	0,00	1 206 701,73	0,00	1 206 701,73	0,00	1 206 701,73	0,00
	Sous Total compte 6411	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**6 125 039,39**	**0,00**	**6 125 039,39**	**0,00**	**6 125 039,39**	**0,00**

Envoyé en préfecture le 16/05/2025

Reçu en préfecture le 16/05/2025

Publié le 16/05/2025

ID : 026-212600589-20250513-CM120525_06-DE

III – ÉTATS FINANCIERS

Balance des comptes

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
64131	Rémunérations	0,00	0,00	0,00	0,00	2 567 268,89	0,00	2 567 268,89	0,00	2 567 268,89	0,00
64132	Supplément familial de traitement et ind	0,00	0,00	0,00	0,00	19 291,32	0,00	19 291,32	0,00	19 291,32	0,00
	Sous Total compte 6413	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 586 560,21**	**0,00**	**2 586 560,21**	**0,00**	**2 586 560,21**	**0,00**
6419	Remboursements sur rémunérations du pers	0,00	0,00	0,00	0,00	96,51	95 728,05	96,51	95 728,05	0,00	95 631,54
	Sous Total compte 641	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**8 711 696,11**	**95 728,05**	**8 711 696,11**	**95 728,05**	**8 615 968,06**	**0,00**
6451	Cotisations à l'U.R.S.S.A.F.	0,00	0,00	0,00	0,00	1 556 536,74	0,00	1 556 536,74	0,00	1 556 536,74	0,00
6453	Cotisations aux caisses de retraite	0,00	0,00	0,00	0,00	1 713 057,20	0,00	1 713 057,20	0,00	1 713 057,20	0,00
6454	Cotisations aux A.S.S.E.D.I.C	0,00	0,00	0,00	0,00	101 884,00	0,00	101 884,00	0,00	101 884,00	0,00
6455	Cotisations pour assurance du personnel	0,00	0,00	0,00	0,00	60 075,21	0,00	60 075,21	0,00	60 075,21	0,00
6456	Versement au F.N.C du supplément familia	0,00	0,00	0,00	0,00	4 340,00	0,00	4 340,00	0,00	4 340,00	0,00
	Sous Total compte 645	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**3 435 893,15**	**0,00**	**3 435 893,15**	**0,00**	**3 435 893,15**	**0,00**
6475	Médecine du travail, pharmacie	0,00	0,00	0,00	0,00	20 227,20	60,00	20 227,20	60,00	20 167,20	0,00
6478	Autres charges sociales diverses	0,00	0,00	0,00	0,00	312 841,00	16 824,00	312 841,00	16 824,00	296 017,00	0,00
6479	Remboursements sur autres charges social	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	118 500,35	0,00	118 500,35	0,00	118 500,35
	Sous Total compte 647	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**333 068,20**	**135 384,35**	**333 068,20**	**135 384,35**	**197 683,85**	**0,00**
	Sous Total compte 64	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**12 480 657,46**	**231 112,40**	**12 480 657,46**	**231 112,40**	**12 249 545,06**	**0,00**
65311	Indemnités de fonction	0,00	0,00	0,00	0,00	208 815,51	0,00	208 815,51	0,00	208 815,51	0,00
65312	Frais de mission et de déplacement	0,00	0,00	0,00	0,00	786,93	0,00	786,93	0,00	786,93	0,00
65313	Cotisations de retraite	0,00	0,00	0,00	0,00	21 301,69	0,00	21 301,69	0,00	21 301,69	0,00
	Sous Total compte 6531	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**230 904,13**	**0,00**	**230 904,13**	**0,00**	**230 904,13**	**0,00**
	Sous Total compte 653	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**230 904,13**	**0,00**	**230 904,13**	**0,00**	**230 904,13**	**0,00**

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_06-DE

III – ÉTATS FINANCIERS

Balance des comptes

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
6541	Créances admises en non-valeur	0,00	0,00	0,00	0,00	6 862,29	0,00	6 862,29	0,00	6 862,29	0,00
6542	Créances éteintes	0,00	0,00	0,00	0,00	1 571,68	0,00	1 571,68	0,00	1 571,68	0,00
	Sous Total compte 654	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**8 433,97**	**0,00**	**8 433,97**	**0,00**	**8 433,97**	**0,00**
6553	Service d'incendie	0,00	0,00	0,00	0,00	752 079,00	0,00	752 079,00	0,00	752 079,00	0,00
65568	Autres contributions	0,00	0,00	0,00	0,00	11 006,00	10 000,00	11 006,00	10 000,00	1 006,00	0,00
	Sous Total compte 6556	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**11 006,00**	**10 000,00**	**11 006,00**	**10 000,00**	**1 006,00**	**0,00**
6558	Autres contributions obligatoires	0,00	0,00	0,00	0,00	117 019,00	0,00	117 019,00	0,00	117 019,00	0,00
	Sous Total compte 655	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**880 104,00**	**10 000,00**	**880 104,00**	**10 000,00**	**870 104,00**	**0,00**
657363	CCAS/CIAS	0,00	0,00	0,00	0,00	127 000,00	0,00	127 000,00	0,00	127 000,00	0,00
	Sous Total compte 65736	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**127 000,00**	**0,00**	**127 000,00**	**0,00**	**127 000,00**	**0,00**
	Sous Total compte 6573	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**127 000,00**	**0,00**	**127 000,00**	**0,00**	**127 000,00**	**0,00**
65748	Autres personnes de droit privé	0,00	0,00	0,00	0,00	539 143,00	11 250,00	539 143,00	11 250,00	527 893,00	0,00
	Sous Total compte 6574	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**539 143,00**	**11 250,00**	**539 143,00**	**11 250,00**	**527 893,00**	**0,00**
	Sous Total compte 657	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**666 143,00**	**11 250,00**	**666 143,00**	**11 250,00**	**654 893,00**	**0,00**
65811	Droits d'utilisation - informatique en n	0,00	0,00	0,00	0,00	26 351,81	7 442,08	26 351,81	7 442,08	18 909,73	0,00
65818	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	42 111,67	1 836,00	42 111,67	1 836,00	40 275,67	0,00
	Sous Total compte 6581	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**68 463,48**	**9 278,08**	**68 463,48**	**9 278,08**	**59 185,40**	**0,00**
6584	Amendes fiscales et pénales	0,00	0,00	0,00	0,00	1 500,00	1 500,00	1 500,00	1 500,00	0,00	0,00
65888	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	4 605,27	0,00	4 605,27	0,00	4 605,27	0,00
	Sous Total compte 6588	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**4 605,27**	**0,00**	**4 605,27**	**0,00**	**4 605,27**	**0,00**
	Sous Total compte 658	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**74 568,75**	**10 778,08**	**74 568,75**	**10 778,08**	**63 790,67**	**0,00**
	Sous Total compte 65	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 860 153,85**	**32 028,08**	**1 860 153,85**	**32 028,08**	**1 828 125,77**	**0,00**
66111	Intérêts réglés à l'échéance	0,00	0,00	0,00	0,00	268 393,90	0,00	268 393,90	0,00	268 393,90	0,00

Envoyé en préfecture le 16/05/2025

Reçu en préfecture le 16/05/2025

Publié le 16/05/2025

ID : 026-212600589-20250513-CM120525_06-DE

III – ÉTATS FINANCIERS

Balance des comptes

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
66112	Intérêts - rattachement des ICNE	0,00	0,00	0,00	0,00	47 900,00	55 985,00	47 900,00	55 985,00	0,00	8 085,00
	Sous Total compte 6611	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**316 293,90**	**55 985,00**	**316 293,90**	**55 985,00**	**260 308,90**	**0,00**
	Sous Total compte 661	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**316 293,90**	**55 985,00**	**316 293,90**	**55 985,00**	**260 308,90**	**0,00**
	Sous Total compte 66	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**316 293,90**	**55 985,00**	**316 293,90**	**55 985,00**	**260 308,90**	**0,00**
673	Titres annulés (sur exercices antérieurs	0,00	0,00	0,00	0,00	186 291,35	0,00	186 291,35	0,00	186 291,35	0,00
675	Valeurs comptables des immobilisations c	0,00	0,00	0,00	0,00	221 465,93	0,00	221 465,93	0,00	221 465,93	0,00
6761	Différences sur réalisations (positives)	0,00	0,00	0,00	0,00	54 278,08	0,00	54 278,08	0,00	54 278,08	0,00
	Sous Total compte 676	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**54 278,08**	**0,00**	**54 278,08**	**0,00**	**54 278,08**	**0,00**
	Sous Total compte 67	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**462 035,36**	**0,00**	**462 035,36**	**0,00**	**462 035,36**	**0,00**
6811	Dotations aux amortissements des immobil	0,00	0,00	0,00	0,00	1 699 897,00	0,00	1 699 897,00	0,00	1 699 897,00	0,00
68128	Dotations aux amortissements des charges	0,00	0,00	0,00	0,00	113 331,60	0,00	113 331,60	0,00	113 331,60	0,00
	Sous Total compte 6812	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**113 331,60**	**0,00**	**113 331,60**	**0,00**	**113 331,60**	**0,00**
	Sous Total compte 681	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 813 228,60**	**0,00**	**1 813 228,60**	**0,00**	**1 813 228,60**	**0,00**
	Sous Total compte 68	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 813 228,60**	**0,00**	**1 813 228,60**	**0,00**	**1 813 228,60**	**0,00**
	Total classe 6	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**22 597 617,27**	**1 124 510,45**	**22 597 617,27**	**1 124 510,45**	**21 695 323,71**	**222 216,89**
701249	Reversement de la redevance pour polluti	0,00	0,00	0,00	0,00	8 634,43	8 634,43	8 634,43	8 634,43	0,00	0,00
	Sous Total compte 70124	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**8 634,43**	**8 634,43**	**8 634,43**	**8 634,43**	**0,00**	**0,00**
	Sous Total compte 7012	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**8 634,43**	**8 634,43**	**8 634,43**	**8 634,43**	**0,00**	**0,00**
	Sous Total compte 701	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**8 634,43**	**8 634,43**	**8 634,43**	**8 634,43**	**0,00**	**0,00**
70311	Concession dans les cimetières (produit	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	50 733,99	0,00	50 733,99	0,00	50 733,99
70312	Redevances funéraires	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 211,00	0,00	1 211,00	0,00	1 211,00

Envoyé en préfecture le 16/05/2025

Reçu en préfecture le 16/05/2025

Publié le 16/05/2025

ID : 026-212600589-20250513-CM120525_06-DE

III – ÉTATS FINANCIERS

Balance des comptes

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 7031	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**51 944,99**	**0,00**	**51 944,99**	**0,00**	**51 944,99**
70323	Redevance d'occupation du domaine public	0,00	0,00	0,00	0,00	149,52	71 634,05	149,52	71 634,05	0,00	71 484,53
	Sous Total compte 7032	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**149,52**	**71 634,05**	**149,52**	**71 634,05**	**0,00**	**71 484,53**
	Sous Total compte 703	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**149,52**	**123 579,04**	**149,52**	**123 579,04**	**0,00**	**123 429,52**
7062	Redevances et droits des services à cara	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	52 895,00	0,00	52 895,00	0,00	52 895,00
70631	A caractère sportif	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 426,40	0,00	4 426,40	0,00	4 426,40
70632	A caractère de loisirs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	176 878,41	0,00	176 878,41	0,00	176 878,41
	Sous Total compte 7063	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**181 304,81**	**0,00**	**181 304,81**	**0,00**	**181 304,81**
7067	Redevances et droits des services périsc	0,00	0,00	0,00	0,00	182,00	598 040,67	182,00	598 040,67	0,00	597 858,67
	Sous Total compte 706	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**182,00**	**832 240,48**	**182,00**	**832 240,48**	**0,00**	**832 058,48**
7078	Autres marchandises	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	162,00	0,00	162,00	0,00	162,00
	Sous Total compte 707	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**162,00**	**0,00**	**162,00**	**0,00**	**162,00**
7083	Locations diverses (autres qu'immeubles)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	99 188,64	0,00	99 188,64	0,00	99 188,64
70846	au GFP de rattachement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	19 931,54	0,00	19 931,54	0,00	19 931,54
	Sous Total compte 7084	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**19 931,54**	**0,00**	**19 931,54**	**0,00**	**19 931,54**
70873	par le CCAS/CIAS	0,00	0,00	0,00	0,00	5 623,00	5 623,00	5 623,00	5 623,00	0,00	0,00
70876	par le GFP de rattachement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	141 359,53	0,00	141 359,53	0,00	141 359,53
70878	par des tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	43 192,33	0,00	43 192,33	0,00	43 192,33
	Sous Total compte 7087	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**5 623,00**	**190 174,86**	**5 623,00**	**190 174,86**	**0,00**	**184 551,86**
	Sous Total compte 708	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**5 623,00**	**309 295,04**	**5 623,00**	**309 295,04**	**0,00**	**303 672,04**
	Sous Total compte 70	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**14 588,95**	**1 273 910,99**	**14 588,95**	**1 273 910,99**	**0,00**	**1 259 322,04**
722	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	30 059,53	0,00	30 059,53	0,00	30 059,53

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_06-DE

III – ÉTATS FINANCIERS

Balance des comptes

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 72	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**30 059,53**	**0,00**	**30 059,53**	**0,00**	**30 059,53**
73111	Impôts directs locaux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	9 867 670,00	0,00	9 867 670,00	0,00	9 867 670,00
73118	Autres contributions directes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	19 939,00	0,00	19 939,00	0,00	19 939,00
	Sous Total compte 7311	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**9 887 609,00**	**0,00**	**9 887 609,00**	**0,00**	**9 887 609,00**
73123	Taxe communale additionnelle aux droits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	613 153,00	0,00	613 153,00	0,00	613 153,00
	Sous Total compte 7312	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**613 153,00**	**0,00**	**613 153,00**	**0,00**	**613 153,00**
73132	Taxe sur les pylônes électriques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	33 077,00	0,00	33 077,00	0,00	33 077,00
	Sous Total compte 7313	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**33 077,00**	**0,00**	**33 077,00**	**0,00**	**33 077,00**
73141	Taxe sur la consommation finale d'électr	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	385 897,65	0,00	385 897,65	0,00	385 897,65
	Sous Total compte 7314	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**385 897,65**	**0,00**	**385 897,65**	**0,00**	**385 897,65**
73154	Droits de place	0,00	0,00	0,00	0,00	7 332,07	31 591,13	7 332,07	31 591,13	0,00	24 259,06
	Sous Total compte 7315	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**7 332,07**	**31 591,13**	**7 332,07**	**31 591,13**	**0,00**	**24 259,06**
73174	Taxe locale sur la publicité extérieure	0,00	0,00	0,00	0,00	19 802,38	192 969,62	19 802,38	192 969,62	0,00	173 167,24
	Sous Total compte 7317	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**19 802,38**	**192 969,62**	**19 802,38**	**192 969,62**	**0,00**	**173 167,24**
	Sous Total compte 731	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**27 134,45**	**11 144 297,40**	**27 134,45**	**11 144 297,40**	**0,00**	**11 117 162,95**
73211	Attribution de compensation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	5 118 664,00	0,00	5 118 664,00	0,00	5 118 664,00
73212	Dotation de solidarité communautaire	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	684 836,00	0,00	684 836,00	0,00	684 836,00
	Sous Total compte 7321	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**5 803 500,00**	**0,00**	**5 803 500,00**	**0,00**	**5 803 500,00**
73221	FNGIR	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	34 030,00	0,00	34 030,00	0,00	34 030,00
	Sous Total compte 7322	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**34 030,00**	**0,00**	**34 030,00**	**0,00**	**34 030,00**
	Sous Total compte 732	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**5 837 530,00**	**0,00**	**5 837 530,00**	**0,00**	**5 837 530,00**
7391112	Dégrèvement de taxe d'habitation sur les	0,00	0,00	0,00	0,00	4 599,00	0,00	4 599,00	0,00	4 599,00	0,00

Envoyé en préfecture le 16/05/2025

Reçu en préfecture le 16/05/2025

Publié le 16/05/2025

ID : 026-212600589-20250513-CM120525_06-DE

III – ÉTATS FINANCIERS

Balance des comptes

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 739111	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**4 599,00**	**0,00**	**4 599,00**	**0,00**	**4 599,00**	**0,00**
739116	Prélèvements au titre de l'article 55 de	0,00	0,00	0,00	0,00	237 225,28	0,00	237 225,28	0,00	237 225,28	0,00
	Sous Total compte 73911	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**241 824,28**	**0,00**	**241 824,28**	**0,00**	**241 824,28**	**0,00**
	Sous Total compte 7391	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**241 824,28**	**0,00**	**241 824,28**	**0,00**	**241 824,28**	**0,00**
7392221	Fonds de péréquation des ressources comm	0,00	0,00	0,00	0,00	18 505,00	0,00	18 505,00	0,00	18 505,00	0,00
	Sous Total compte 739222	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**18 505,00**	**0,00**	**18 505,00**	**0,00**	**18 505,00**	**0,00**
	Sous Total compte 73922	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**18 505,00**	**0,00**	**18 505,00**	**0,00**	**18 505,00**	**0,00**
	Sous Total compte 7392	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**18 505,00**	**0,00**	**18 505,00**	**0,00**	**18 505,00**	**0,00**
	Sous Total compte 739	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**260 329,28**	**0,00**	**260 329,28**	**0,00**	**260 329,28**	**0,00**
	Sous Total compte 73	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**287 463,73**	**16 981 827,40**	**287 463,73**	**16 981 827,40**	**0,00**	**16 694 363,67**
74111	Dotation forfaitaire des communes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	933 394,00	0,00	933 394,00	0,00	933 394,00
741123	Dotation de solidarité urbaine (DSU) des	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	346 391,00	0,00	346 391,00	0,00	346 391,00
	Sous Total compte 74112	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**346 391,00**	**0,00**	**346 391,00**	**0,00**	**346 391,00**
	Sous Total compte 7411	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 279 785,00**	**0,00**	**1 279 785,00**	**0,00**	**1 279 785,00**
	Sous Total compte 741	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 279 785,00**	**0,00**	**1 279 785,00**	**0,00**	**1 279 785,00**
744	FCTVA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	33 891,29	0,00	33 891,29	0,00	33 891,29
74718	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	80 772,04	0,00	80 772,04	0,00	80 772,04
	Sous Total compte 7471	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**80 772,04**	**0,00**	**80 772,04**	**0,00**	**80 772,04**
7472	Régions	0,00	0,00	0,00	0,00	32 500,00	44 000,00	32 500,00	44 000,00	0,00	11 500,00
7473	Départements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 668,69	0,00	3 668,69	0,00	3 668,69
74751	GFP de rattachement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 998,96	0,00	2 998,96	0,00	2 998,96
	Sous Total compte 7475	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**2 998,96**	**0,00**	**2 998,96**	**0,00**	**2 998,96**

Envoyé en préfecture le 16/05/2025

Reçu en préfecture le 16/05/2025

Publié le 16/05/2025

ID : 026-212600589-20250513-CM120525_06-DE

III – ÉTATS FINANCIERS

Balance des comptes

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
747888	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	0,01	161 051,47	0,01	161 051,47	0,00	161 051,46
	Sous Total compte 74788	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,01**	**161 051,47**	**0,01**	**161 051,47**	**0,00**	**161 051,46**
	Sous Total compte 7478	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,01**	**161 051,47**	**0,01**	**161 051,47**	**0,00**	**161 051,46**
	Sous Total compte 747	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**32 500,01**	**292 491,16**	**32 500,01**	**292 491,16**	**0,00**	**259 991,15**
7482	Compensation pour perte de taxe addition	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 111,00	0,00	1 111,00	0,00	1 111,00
74833	État - Compensation au titre des exonéra	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	1 010 476,00	0,00	1 010 476,00	0,00	1 010 476,00
74836	Attribution du fonds départemental de pé	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	16 500,00	0,00	16 500,00	0,00	16 500,00
	Sous Total compte 7483	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 026 976,00**	**0,00**	**1 026 976,00**	**0,00**	**1 026 976,00**
7484	Dotation de recensement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	3 835,00	0,00	3 835,00	0,00	3 835,00
7485	Dotation pour les titres sécurisés	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	71 337,50	0,00	71 337,50	0,00	71 337,50
	Sous Total compte 748	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**1 103 259,50**	**0,00**	**1 103 259,50**	**0,00**	**1 103 259,50**
	Sous Total compte 74	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**32 500,01**	**2 709 426,95**	**32 500,01**	**2 709 426,95**	**0,00**	**2 676 926,94**
752	Revenus des immeubles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	128 608,60	0,00	128 608,60	0,00	128 608,60
755	Dédits et pénalités perçus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	600,00	0,00	600,00	0,00	600,00
75814	Redevance sur l'énergie hydraulique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	4 430,33	0,00	4 430,33	0,00	4 430,33
	Sous Total compte 7581	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**4 430,33**	**0,00**	**4 430,33**	**0,00**	**4 430,33**
7584	Recouvrement sur créances admises en non	0,00	0,00	0,00	0,00	50,00	94,31	50,00	94,31	0,00	44,31
75888	Autres	0,00	0,00	0,00	0,00	16 867,85	171 771,41	16 867,85	171 771,41	0,00	154 903,56
	Sous Total compte 7588	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**16 867,85**	**171 771,41**	**16 867,85**	**171 771,41**	**0,00**	**154 903,56**
	Sous Total compte 758	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**16 917,85**	**176 296,05**	**16 917,85**	**176 296,05**	**0,00**	**159 378,20**
	Sous Total compte 75	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**16 917,85**	**305 504,65**	**16 917,85**	**305 504,65**	**0,00**	**288 586,80**
761	Produits de participations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	444,15	0,00	444,15	0,00	444,15

Envoyé en préfecture le 16/05/2025

Reçu en préfecture le 16/05/2025

Publié le 16/05/2025

ID : 026-212600589-20250513-CM120525_06-DE

III – ÉTATS FINANCIERS

Balance des comptes

Numéro de compte	Libellé du compte	Balance d'entrée		Opérations non budgétaires		Opérations budgétaires		Total		Soldes	
		Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit	Débit	Crédit
	Sous Total compte 76	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**444,15**	**0,00**	**444,15**	**0,00**	**444,15**
773	Mandats annulés (sur exercices antérieur	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 300,70	0,00	2 300,70	0,00	2 300,70
775	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	266 233,00	0,00	266 233,00	0,00	266 233,00
7761	Différences sur réalisations (négatives)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	9 511,01	0,00	9 511,01	0,00	9 511,01
77681	Neutralisation des amortissements	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	543 597,00	0,00	543 597,00	0,00	543 597,00
	Sous Total compte 7768	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**543 597,00**	**0,00**	**543 597,00**	**0,00**	**543 597,00**
	Sous Total compte 776	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**553 108,01**	**0,00**	**553 108,01**	**0,00**	**553 108,01**
777	Recettes et quote-part des subventions d	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	2 322,00	0,00	2 322,00	0,00	2 322,00
	Sous Total compte 77	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**823 963,71**	**0,00**	**823 963,71**	**0,00**	**823 963,71**
7815	Reprises sur provisions pour risques et	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	253 478,82	0,00	253 478,82	0,00	253 478,82
7817	Reprises sur dépréciations des actifs ci	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	117 484,00	0,00	117 484,00	0,00	117 484,00
	Sous Total compte 781	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**370 962,82**	**0,00**	**370 962,82**	**0,00**	**370 962,82**
	Sous Total compte 78	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**370 962,82**	**0,00**	**370 962,82**	**0,00**	**370 962,82**
	Total classe 7	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**351 470,54**	**22 496 100,20**	**351 470,54**	**22 496 100,20**	**260 329,28**	**22 404 958,94**
	Total général	**218 820 992,15**	**218 820 992,15**	**92 526 442,25**	**89 230 401,09**	**29 569 933,71**	**32 865 974,87**	**340 917 368,11**	**340 917 368,11**	**245 212 863,54**	**245 212 863,54**

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_06-DE

IV – ÉTATS ANNEXÉS

PRESENTATION CROISEE, SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE

IV
A1

Chapitre nature	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux (hors 01 et Gestion des fonds européens)	0-5 Gestion des fonds européens	1 Sécurité	2 Enseign., formation prof.,apprentissage	3 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	4 Santé et action sociale (hors RSA)	4-4 RSA
DEPENSES		**1 611 172,55**	**218 551,06**	**0,00**	**240 617,41**	**367 964,56**	**244 622,97**	**445 552,63**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	1 129 739,46	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	864,00	2 502,25	0,00	2 975,03	8 376,52	9 156,60	74,14	0,00
204	Subventions d'équipement versées	446 654,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	33 915,09	133 281,28	0,00	237 642,38	112 407,71	210 632,01	14 789,02	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	82 767,53	0,00	0,00	247 180,33	24 834,36	430 689,47	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**4 754 307,97**	**31 655,40**	**0,00**	**0,00**	**366 839,58**	**1 507,50**	**220 049,90**	**0,00**
10	Dotations, fonds divers et réserves	4 285 738,70	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
13	Subventions d'investissement	468 069,27	31 655,40	0,00	0,00	366 839,58	1 507,50	220 049,90	0,00
16	Emprunts et dettes assimilées	500,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
45	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_06-DE

IV – ÉTATS ANNEXÉS

IV

PRESENTATION CROISEE , SECTION D'INVESTISSEMENT – VUE D'ENSEMBLE (suite)

A1

Chapitre nature	Libellé	5 Aménagement des territoires et habitat	6 Action économique	7 Environnement	8 Transports	9 Fonction en réserve	TOTAL
DEPENSES		**1 674 251,70**	**220,20**	**39 006,30**	**819 898,35**		**5 661 857,73**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
13	Subventions d'investissement	8 817,50	0,00	0,00	0,00		8 817,50
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00		1 129 739,46
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	7 403,97	220,20	864,00	6 702,00		39 138,71
204	Subventions d'équipement versées	125 250,86	0,00	0,00	0,00		571 904,86
21	Immobilisations corporelles	637 740,64	0,00	30 118,81	599 458,41		2 009 985,35
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	799 489,11	0,00	0,00	210 250,82		1 795 211,62
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
45	Opérations pour compte de tiers	95 549,62	0,00	8 023,49	3 487,12		107 060,23
RECETTES		**1 408 532,63**	**0,00**	**0,00**	**0,00**		**6 782 892,98**
10	Dotations, fonds divers et réserves	0,00	0,00	0,00	0,00		4 285 738,70
13	Subventions d'investissement	1 273 010,65	0,00	0,00	0,00		2 361 132,30
16	Emprunts et dettes assimilées	0,00	0,00	0,00	0,00		500,00
18	Cpte de liaison : affectation (BA,régie)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
20	Immobilisations incorporelles (sauf 204)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
204	Subventions d'équipement versées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
21	Immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
22	Immobilisations reçues en affectation	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
23	Immobilisations en cours (sauf 2324)	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
26	Participations et créances rattachées	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
27	Autres immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
45	Opérations pour compte de tiers	135 521,98	0,00	0,00	0,00		135 521,98

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_06-DE

IV – ÉTATS ANNEXÉS

PRESENTATION CROISEE, SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE

IV
A2

Chapitre nature	Libellé	01 Opérations non ventilables	0 Services généraux (hors 01 et Gestion des fonds européens)	0-5 Gestion des fonds européens	1 Sécurité	2 Enseign., formation prof.,apprentissage	3 Cult., vie soc., jeun., sports, loisirs	4 Santé et action sociale (hors APA et RSA / Régularisation de RMI)	4-3 APA
DEPENSES		**1 229 567,52**	**4 969 252,70**	**0,00**	**1 496 054,15**	**4 896 049,13**	**1 950 265,64**	**443 619,88**	**0,00**
011	Charges à caractère général	537 694,69	1 100 503,15	0,00	109 885,68	1 281 147,27	832 129,03	56 045,61	0,00
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00	3 049 987,96	0,00	632 612,38	3 494 680,51	1 104 890,96	260 419,77	0,00
014	Atténuations de produits	260 329,28	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
65	Autres charges de gestion courante	8 553,97	802 195,70	0,00	753 556,09	120 221,35	6 200,87	127 154,50	0,00
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
66	Charges financières	260 308,90	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
67	Charges spécifiques	162 680,68	16 565,89	0,00	0,00	0,00	7 044,78	0,00	0,00
68	Dotations aux provisions, dépréciations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
RECETTES		**20 044 589,25**	**390 689,93**	**0,00**	**10 148,76**	**596 919,78**	**544 154,01**	**106 159,13**	**0,00**
013	Atténuations de charges	0,00	214 038,34	0,00	0,00	93,55	0,00	0,00	0,00
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	196 100,09	77 230,97	0,00	0,00	511 612,69	363 739,15	86 245,98	0,00
73	Impôts et taxes	5 837 530,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
731	Fiscalité locale	11 117 162,95	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
74	Dotations et participations	2 341 763,29	81 631,55	0,00	0,00	77 234,03	169 895,46	3 403,65	0,00
75	Autres produits de gestion courante	180 154,60	16 642,18	0,00	10 148,76	7 979,51	10 000,00	16 304,04	0,00
76	Produits financiers	444,15	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
77	Produits spécifiques	471,35	1 146,89	0,00	0,00	0,00	519,40	205,46	0,00
78	Reprises amort., dépréciations, prov.	370 962,82	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_06-DE

IV – ÉTATS ANNEXÉS

IV

PRESENTATION CROISEE, SECTION DE FONCTIONNEMENT – VUE D'ENSEMBLE (suite)

A2

Chapitre nature	Libellé	4-4 RSA / Régularisation de RMI	5 Aménagement des territoires et habitat	6 Action économique	7 Environnement	8 Transports	9 Fonction en réserve	TOTAL
DEPENSES		**0,00**	**3 283 037,54**	**12 099,51**	**793 138,05**	**785 511,26**		**19 858 595,38**
011	Charges à caractère général	0,00	385 931,79	12 099,51	120 901,89	107 489,13		4 543 827,75
012	Charges de personnel et frais assimilés	0,00	2 886 862,46	0,00	672 236,16	678 022,13		12 779 712,33
014	Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		260 329,28
65	Autres charges de gestion courante	0,00	10 243,29	0,00	0,00	0,00		1 828 125,77
6586	Frais fonctionnement des groupes d'élus	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
66	Charges financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		260 308,90
67	Charges spécifiques	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		186 291,35
68	Dotations aux provisions, dépréciations	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		0,00
RECETTES		**0,00**	**286 514,58**	**40 010,36**	**6 074,33**	**8 341,16**		**22 033 601,29**
013	Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		214 131,89
70	Prod. services, domaine, ventes diverses	0,00	16 152,00	0,00	0,00	8 241,16		1 259 322,04
73	Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		5 837 530,00
731	Fiscalité locale	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		11 117 162,95
74	Dotations et participations	0,00	2 998,96	0,00	0,00	0,00		2 676 926,94
75	Autres produits de gestion courante	0,00	1 673,02	40 010,36	5 574,33	100,00		288 586,80
76	Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		444,15
77	Produits spécifiques	0,00	265 690,60	0,00	500,00	0,00		268 533,70
78	Reprises amort., dépréciations, prov.	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00		370 962,82

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_06-DE

IV – ÉTATS ANNEXÉS

B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE

B1.2

REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour-sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Pério- dicité des rembour- sements (6)	Profil d'amor- tissement (7)	Possibilité de rembour-sement anticipé O/N	Caté- gorie d'em- prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
163 Emprunts obligataires (Total)					**0,00**									
164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)					**20 281 828,86**									
1641 Emprunts en euros (total)					14 781 828,86									
0300 729 X (316)	Crédit Foncier	13/10/2004	30/11/2006	30/12/2006	1 100 000,00	V	TAG03M	0,490	1,530		T	C	O	A-1
0300 729 X (317)	Crédit Foncier	13/10/2004	27/10/2006	30/12/2006	1 100 000,00	F	FIXE	4,110	4,220		T	X Libre	O	A-1
10278 00160 00020055602 (325)	Crédit Mutuel	13/04/2017	01/04/2017	30/06/2017	550 000,00	F	FIXE	1,000	1,023		T	C	O	A-1
3078453 (315)	Caisse d'Epargne	02/10/2008	31/12/2019	25/02/2020	314 478,74	F	FIXE	4,910	5,063		T	P	O	A-1
A19170HA000 (332)	Caisse d'Epargne	01/12/2017	25/09/2019	25/10/2019	2 000 000,00	F	FIXE	1,750	1,910		A	C	O	A-1
MON504821EUR (327)	Caisse Française de Financement Local	21/05/2015	15/06/2015	01/10/2015	2 102 916,63	F	FIXE	1,150	1,171		T	C	O	A-1
MON505586EUR (328)	La Banque Postale	19/11/2015	30/11/2015	01/03/2016	389 433,49	V	EURIBOR03M	0,576	1,437		T	P	O	A-1
MON514526EUR (330)	La Banque Postale	12/04/2017	29/05/2017	01/09/2017	1 525 000,00	V	EURIBOR03M	0,419	1,634		T	C	O	A-1
MON517762EUR (331)	La Banque Postale	27/10/2017	18/06/2018	01/10/2018	2 000 000,00	V	EURIBOR03M	0,258	1,900		T	C	O	A-1
c710134 / 43199 (329)	Crédit Foncier	15/03/2016	25/02/2018	25/05/2018	3 700 000,00	F	FIXE	1,700	1,725		T	P	O	A-1
1643 Emprunts en devises (total)					0,00									

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_06-DE

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour- sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Pério- dicité des rembour- sements (6)	Profil d'amor- tissement (7)	de rembour- sement anticipé O/N	Caté- gorie d'em- prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total)					5 500 000,00									
060178 (313)	Crédit Agricole	03/08/2006	15/12/2005	15/12/2006	3 000 000,00	F	FIXE	3,820	3,873		A	X Libre	O	A-1
110451 (320)	Crédit Agricole	14/12/2011	31/12/2011	15/09/2012	2 000 000,00	V	EURIBOR03M	1,850	1,616		A	C	O	A-1
120022 (321)	Crédit Agricole	02/03/2012	20/03/2012	15/05/2012	500 000,00	V	EURIBOR03M	2,287	1,549		A	C	O	A-1
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)					**0,00**									
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)					**0,00**									
1675 Dettes afférentes aux marchés de travaux et de partenariat (total)					0,00									
1678 Autres emprunts et dettes (total)					0,00									
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)					**0,00**									
1681 Autres emprunts (total)(9)					0,00									
1682 Bons à moyen terme négociables (total)					0,00									

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_06-DE

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes à l'origine du contrat													
	Organisme prêteur ou chef de file	Date de signature	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier rembour- sement	Nominal (2)	Type de taux d'intérêt (3)	Index (4)	Taux initial		Devise	Pério- dicité des rembour- sements (6)	Profil d'amor- tissement (7)	de rembour- sement anticipé O/N	Caté- gorie d'em- prunt (8)
								Niveau de taux (5)	Taux actuariel					
1687 Autres dettes (total)					0,00									
Total général					**20 281 828,86**									

(1) Si un emprunt donne lieu à plusieurs mobilisations, indiquer la date de la première mobilisation.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe ; R : préfixé (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Mentionner le ou les types d'index (ex : Euribor 3 mois).

(5) Indiquer le niveau de taux à l'origine du contrat.

(6) Indiquer la périodicité des remboursements : A : annuelle, B : bimestrielle, T : trimestrielle, X autre.

(7) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour *in fine*, X pour autres à préciser.

(8) Catégorie d'emprunt à l'origine. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(9) Y compris les avances remboursables consenties au titre de l'article 25 de la loi n°2020-935 du 30 juillet 2020 de finances rectificative pour 2020, portant attribution des avances remboursables sur les recettes fiscales prévues aux articles 1594 A et 1595 du code général des impôts

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_06-DE

IV – ANNEXES

B – ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE

IV
B1.2

B1.2 – REPARTITION PAR NATURE DE DETTE (hors 16449 et 166) (suite)

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 31/12/N											
	Couverture ? O/N (11)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (12)	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle (en années)	Taux d'intérêt			Annuité de l'exercice			ICNE de l'exercice
						Type de taux (13)	Index (14)	Niveau de taux d'intérêt au 31/12/N (15)	Capital	Charges d'intérêt (16)	Intérêts perçus (le cas échéant) (17)	
163 Emprunts obligataires (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
164 Emprunts auprèsdes établissements financiers(Total)		**0,00**		**8 154 727,67**					**1 127 601,54**	**267 286,41**	**0,00**	**47 807,17**
1641 Emprunts en euros (total)		0,00		6 811 385,67					890 935,54	202 967,16	0,00	45 153,94
0300 729 X (316)	N	0,00	A-1	70 000,00	1,75	V	TAG03M	4,058	40 000,00	3 871,53	0,00	12,97
0300 729 X (317)	N	0,00	A-1	70 000,00	1,75	F	FIXE	4,110	40 000,00	3 904,50	0,00	15,98
10278 00160 00020055602 (325)	N	0,00	A-1	162 500,00	3,25	F	FIXE	1,000	50 000,00	1 937,50	0,00	9,03
3078453 (315)	N	0,00	A-1	257 583,21	13,90	F	FIXE	4,910	12 515,91	13 033,77	0,00	1 271,61
A19170HA000 (332)	N	0,00	A-1	1 361 318,59	13,07	F	FIXE	1,750	97 237,04	25 524,72	0,00	22 260,91
MON504821EUR (327)	N	0,00	A-1	514 999,84	2,75	F	FIXE	1,150	171 666,68	7 156,36	0,00	1 480,62
MON505586EUR (328)	N	0,00	A-1	86 621,93	2,17	V	EURIBOR03M	4,693	37 005,46	5 257,87	0,00	285,61
MON514526EUR (330)	N	0,00	A-1	762 499,90	7,42	V	EURIBOR03M	4,543	101 666,68	38 201,49	0,00	2 415,62
MON517762EUR (331)	N	0,00	A-1	1 375 000,00	13,50	V	EURIBOR03M	4,443	100 000,00	64 950,37	0,00	13 725,25
c710134 / 43199 (329)	N	0,00	A-1	2 150 862,20	8,15	F	FIXE	1,700	240 843,77	39 129,05	0,00	3 676,34
1643 Emprunts en devises (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
16441 Emprunts assortis d'une option de tirage sur ligne de trésorerie (total) (10)		0,00		1 343 342,00					236 666,00	64 319,25	0,00	2 653,23
060178 (313)	N	0,00	A-1	1 010 000,00	6,96	F	FIXE	3,820	70 000,00	41 829,00	0,00	1 821,93
110451 (320)	N	0,00	A-1	266 671,00	1,71	V	EURIBOR03M	4,866	133 333,00	18 305,50	0,00	472,42
120022 (321)	N	0,00	A-1	66 671,00	1,38	V	EURIBOR03M	4,918	33 333,00	4 184,75	0,00	358,88
165 Dépôts et cautionnements reçus (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
167 Emprunts et dettes assortis de conditions particulières (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1671 Avances consolidées du Trésor (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_06-DE

Nature (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat)	Emprunts et dettes au 31/12/N											
	Couverture ? O/N (11)	Montant couvert	Catégorie d'emprunt après couverture éventuelle (12)	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle (en années)	Taux d'intérêt			Annuité			
						Type de taux (13)	Index (14)	Niveau de taux d'intérêt au 31/12/N (15)	Capital	Charges d'intérêt (16)	Intérêts perçus (le cas échéant) (17)	ICNE de l'exercice
1672 Emprunts sur comptes spéciaux (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1675 Dettes pour METP et PPP (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1676 Dettes envers locataires-acquéreurs (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1678 Autres emprunts et dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
168 Emprunts et dettes assimilés (Total)		**0,00**		**0,00**					**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
1681 Autres emprunts (total)(10)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1682 Bons à moyen terme négociables (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
1687 Autres dettes (total)		0,00		0,00					0,00	0,00	0,00	0,00
Total général		**0,00**		**8 154 727,67**					**1 127 601,54**	**267 286,41**	**0,00**	**47 807,17**

(10) S'agissant des emprunts assortis d'une ligne de trésorerie, il faut faire ressortir le remboursement du capital de la dette prévue pour l'exercice correspondant au véritable endettement.

(11) Si l'emprunt est soumis à couverture, il convient de compléter le tableau « détail des opérations de couverture ».

(12) Catégorie d'emprunt. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(13) Type de taux d'intérêt après opérations de couverture : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(14) Mentionner l'index en cours au 31/12/N après opérations de couverture.

(15) Taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(16) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés) et intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés à l'article 668.

(17) Indiquer les intérêts éventuellement reçus au titre du contrat d'échange éventuel et comptabilisés au 768.

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_06-DE

IV – ÉTATS ANNEXÉS

B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DE LA DETTE – REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX

B1.3

REPARTITION DES EMPRUNTS PAR STRUCTURE DE TAUX (HORS A1)

Emprunts ventilés par structure de taux selon le risque le plus élevé (Pour chaque ligne, indiquer le numéro de contrat) (1)	Organisme prêteur ou chef de file	Nominal (2)	Capital restant dû au 31/12/N (3)	Type d'indices (4)	Durée du contrat	Dates des périodes bonifiées	Taux minimal (5)	Taux maximal (6)	Coût de sortie (7)	Taux maximal après couver-ture éventu-elle (8)	Niveau du taux au 31/12/N (9)	Intérêts payés au cours de l'exercice (10)	Intérêts perçus au cours de l'exercice (le cas échéant) (11)	% par type de taux selon le capital restant dû
Echange de taux, taux variable simple plafonné (cap) ou encadré (tunnel) (A)														
TOTAL (A)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Barrière simple (B)														
TOTAL (B)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Option d'échange (C)														
TOTAL (C)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 3 ou multiplicateur jusqu'à 5 capé (D)														
TOTAL (D)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Multiplicateur jusqu'à 5 (E)														
TOTAL (E)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
Autres types de structures (F)														
TOTAL (F)		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00
TOTAL GENERAL		0,00	0,00						0,00			0,00	0,00	0,00

(1) Répartir les emprunts selon le type de structure de taux (de A à F selon la classification de la charte de bonne conduite) en fonction du risque le plus élevé à courir sur toute la durée de vie du contrat de prêt et après opérations de couverture éventuelles.

(2) Nominal : montant emprunté à l'origine. En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du nominal couvert et la part non couverte.

(3) En cas de couverture partielle d'un emprunt, indiquer séparément sur deux lignes la part du capital restant dû couvert et la part non couverte.

(4) Indiquer la classification de l'indice sous-jacent suivant la typologie de la circulaire du 25 juin 2010 sur les produits financiers (de 1 à 6). 1 : Indice zone euro / 2 : Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices / 3 : Ecart indice zone euro / 4 : Indices hors zone euro ou écart d'indices dont l'un est hors zone euro / 5 : écarts d'indices hors zone euro / 6 : autres indices.

(5) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux minimal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(6) Taux hors opération de couverture. Indiquer le montant, l'index ou la formule correspondant au taux maximal du contrat de prêt sur toute la durée du contrat.

(7) Coût de sortie : indiquer le montant de l'indemnité contractuelle de remboursement définitif de l'emprunt au 31/12/N ou le cas échéant, à la prochaine date d'échéance.

(8) Montant, index ou formule.

(9) Indiquer le niveau de taux après opérations de couverture éventuelles. Pour les emprunts à taux variables, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_06-DE

(10) Indiquer les intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 et des intérêts éventuels dus au titre du contrat d'échange et comptabilisés à l'article 668.

(11) Indiquer les intérêts reçus au titre du contrat d'échange et comptabilisés au 768.

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_06-DE

IV – ÉTATS ANNEXÉS

B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DE LA DETTE – TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS

IV
B1.4

TYPOLOGIE DE LA REPARTITION DE L'ENCOURS (1)

Structure	Indices sous-jacents	(1) Indices zone euro	(2) Indices inflation française ou zone euro ou écart entre ces indices	(3) Ecarts d'indices zone euro	(4) Indices hors zone euro et écarts d'indices dont l'un est un indice hors zone euro	(5) Ecarts d'indices hors zone euro	(6) Autres indices
(A) Taux fixe simple. Taux variable simple. Echange de taux fixe contre taux variable ou inversement. Echange de taux structuré contre taux variable ou taux fixe (sens unique). Taux variable simple plafonné (*cap*) ou encadré (*tunnel*)	Nombre de produits	13	0	0	0	0	
	% de l'encours	100,01	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	8 154 727,67	0,00	0,00	0,00	0,00	
(B) Barrière simple. Pas d'effet de levier	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(C) Option d'échange (*swaption*)	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(D) Multiplicateur jusqu'à 3 ; multiplicateur jusqu'à 5 capé	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(E) Multiplicateur jusqu'à 5	Nombre de produits	0	0	0	0	0	
	% de l'encours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
	Montant en euros	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	
(F) Autres types de structures	Nombre de produits						0
	% de l'encours						0,00
	Montant en euros						0,00

(1) Cette annexe retrace le stock de dette au 31/12/N après opérations de couverture éventuelles.

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_06-DE

IV – ÉTATS ANNEXÉS

B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS

IV
B2

METHODES UTILISEES POUR LES AMORTISSEMENTS

Procédure d'amortissement (linéaire, dégressif, variable)	CHOIX DE L'ASSEMBLEE		Délibération du
	Biens de faible valeur- Seuil unitaire en deçà duquel les immobilisations de peu de valeur s'amortissent sur un an : 1000.00 €		2023-12-12
	Catégories de biens amortis	**Durée (en années)**	
L	biens de faible valeur inf?rieurs ? 1000 ? TTC	1	12/12/2023
L	attribution de compensation d investissement	1	12/12/2023
L	autres immobilisations incorporelles (fonds de travaux de copropri?t?s?)	2	12/12/2023
L	logiciels, frais de recherche et d?veloppement, licences	2	12/12/2023
L	mat?riels informatiques et mat?riel de t?l?phonie	3	12/12/2023
L	frais relatifs aux documents d'urbanisme	5	12/12/2023
L	frais d'?tudes et d'insertion non suivis de r?alisation	5	12/12/2023
L	subventions d'?quipements vers?es?: biens mobiliers, mat?riels et ?tudes	5	12/12/2023
L	subventions d'?quipements vers?es?: b?timents et installations	30	12/12/2023
L	subventions d'?quipements vers?es?: projets d infrastructures d'int?r?t national	40	12/12/2023
L	mat?riels classiques	6	12/12/2023
L	mat?riels de bureau ?lectrique ou ?lectronique	6	12/12/2023
L	v?hicules	8	12/12/2023
L	mobiliers	10	12/12/2023
L	installations et appareils de chauffage (y compris chaudi?re)	10	12/12/2023
L	installations et ventilation et de climatisation	10	12/12/2023
L	?quipements de garage et ateliers	10	12/12/2023
L	?quipements de cuisine	10	12/12/2023
L	?quipements sportifs	10	12/12/2023
L	b?timents l?gers	15	12/12/2023
L	abri	15	12/12/2023
L	coffres forts	20	12/12/2023
L	installation de voirie	20	12/12/2023
L	autres agencements et am?nagements de terrain	20	12/12/2023
L	agencements et am?nagements de b?timent	20	12/12/2023
L	installations ?lectriques et t?l?phoniques	20	12/12/2023
L	appareils de levage-ascenseurs	20	12/12/2023
L	biens historiques et culturels immobiliers ? d?penses ult?rieures	30	29/05/2024
L	biens historiques et culturels mobiliers ? d?penses ult?rieures	15	29/05/2024

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_06-DE

IV – ÉTATS ANNEXÉS

B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ETAT DES PROVISIONS CONSTITUEES

IV
B5

PROVISIONS CONSTITUEES AU 31/12/N

Nature de la provision	Date de constitution de la provision	Montant des provisions constituées au 01/01/N A	Montant total des provisions de l'exercice (1) B	Montant des reprises de l'exercice C	Montant des provisions constituées au 31/12/N D = A + B - C
PROVISIONS SEMI-BUDGETAIRES (2)					
Provisions pour risques et charges (3)		**662 142,00**	**0,00**	**69 642,00**	**592 500,00**
Provisions pour litiges		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Provisions pour pertes de change		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Provisions pour gros entretiens ou grandes révisions		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Provisions pour garanties d'emprunt		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Autres provisions pour risques		**662 142,00**	**0,00**	**69 642,00**	**592 500,00**
risques contentieux	20/12/2019	662 142,00	0,00	69 642,00	592 500,00
Dépréciations (3)		**163 127,00**	**0,00**	**151 944,00**	**11 183,00**
- des immobilisations		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- des stocks et encours		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- des comptes de tiers		**163 127,00**	**0,00**	**151 944,00**	**11 183,00**
risques irrecouvrabilite	30/09/2020	137 627,00	0,00	137 627,00	0,00
risques irrecouvrabilite	28/06/2021	25 500,00	0,00	14 317,00	11 183,00
- des comptes financiers		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Total des provisions semi-budgétaires		**825 269,00**	**0,00**	**221 586,00**	**603 683,00**
PROVISIONS BUDGETAIRES (2)					
Provisions pour risques et charges (3)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Provisions pour litiges		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Provisions pour pertes de change		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Provisions pour gros entretiens ou grandes révisions		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Provisions pour garanties d'emprunt		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Autres provisions pour risques		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
Dépréciations (3)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- des immobilisations		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
- des stocks et encours		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_06-DE

Nature de la provision	Date de constitution de la provision	Montant des provisions constituées au 01/01/N A	Montant total des provisions de l'exercice (1) B	Montant de [illegible] l'exercice C	Montant des provisions constituées au 31/12/N D = A + B - C
- des comptes de tiers		0,00	0,00	0,00	0,00
- des comptes financiers		0,00	0,00	0,00	0,00
Total des provisions budgétaires		0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL PROVISIONS		825 269,00	0,00	221 586,00	603 683,00

(1) Provision nouvelle ou abondement d'une provision déjà constituée.

(2) A renseigner selon que la collectivité applique le régime des provisions semi-budgétaires ou budgétaires, conformément aux dispositions législatives et réglementaires afférentes.

(3) Indiquer l'objet de la provision (exemples : provision pour litiges au titre du procès, provisions pour dépréciation des immobilisations de l'équipement).

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_06-DE

IV – ÉTATS ANNEXÉS

B – ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – DETAIL DES OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS

IV
B5

CHAPITRE D'OPERATIONS POUR COMPTE DE TIERS (Détail) (1)

N° opération : 1 — **Intitulé de l'opération : RUE A PERRET/ABORDS ILOT F** — **Date de la délibération : 29/09/2021**

	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice				Cumul des réalisations au 31/12/N
		Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser	Crédits sans emploi	
DEPENSES (a)	**10 257,41**	**4 876,58**	**3 438,91**	**1 437,66**	**0,01**	**13 696,32**
45811 TRAVAUX EAUX PLUVIALES (2)	10 257,41	4 876,58	3 438,91	1 437,66	0,01	13 696,32
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**10 257,41**	**4 876,58**	**3 438,91**	**1 437,66**	**0,01**	**13 696,32**
RECETTES (b)	**0,00**	**15 133,99**	**0,00**	**15 133,99**	**0,00**	**0,00**
Financement par le mandant et par d'autres tiers (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	15 133,99	0,00	15 133,99	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**0,00**	**15 133,99**	**0,00**	**15 133,99**	**0,00**	**0,00**

N° opération : 11 — **Intitulé de l'opération : CHEMIN VALENTIN SUD** — **Date de la délibération : 12/04/2022**

	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice				Cumul des réalisations au 31/12/N
		Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser	Crédits sans emploi	
DEPENSES (a)	**2 917,60**	**13 875,32**	**8 552,95**	**5 322,37**	**0,00**	**11 470,55**
458111 TRAVAUX ECLAIRAGE PUBLIC (2)	2 917,60	13 875,32	8 552,95	5 322,37	0,00	11 470,55
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**2 917,60**	**13 875,32**	**8 552,95**	**5 322,37**	**0,00**	**11 470,55**
RECETTES (b)	**0,00**	**16 792,92**	**0,00**	**16 792,92**	**0,00**	**0,00**
Financement par le mandant et par d'autres tiers (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	16 792,92	0,00	16 792,92	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_06-DE

N° opération : 11	Intitulé de l'opération : CHEMIN VALENTIN SUD					Date de la délibération : 22/04/2022
	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice				Cumul des réalisations au 31/12/N
		Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser	Crédits sans emploi	
Annulations sur recettes (d) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**0,00**	**16 792,92**	**0,00**	**16 792,92**	**0,00**	**0,00**

N° opération : 12	Intitulé de l'opération : CHEMIN VALENTIN SUD					Date de la délibération : 28/06/2022
	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice				Cumul des réalisations au 31/12/N
		Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser	Crédits sans emploi	
DEPENSES (a)	**0,00**	**10 152,78**	**8 023,49**	**2 129,29**	**0,00**	**8 023,49**
458112 TRAVAUX EAUX PLUVIALES (2)	0,00	10 152,78	8 023,49	2 129,29	0,00	8 023,49
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**0,00**	**10 152,78**	**8 023,49**	**2 129,29**	**0,00**	**8 023,49**
RECETTES (b)	**0,00**	**10 152,78**	**0,00**	**10 152,78**	**0,00**	**0,00**
Financement par le mandant et par d'autres tiers (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	10 152,78	0,00	10 152,78	0,00	0,00
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**0,00**	**10 152,78**	**0,00**	**10 152,78**	**0,00**	**0,00**

N° opération : 2	Intitulé de l'opération : AMENAGEMENT ILE GIRODET					Date de la délibération : 26/06/2018
	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice				Cumul des réalisations au 31/12/N
		Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser	Crédits sans emploi	
DEPENSES (a)	**75 352,37**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**75 352,37**
45812 TRAVAUX EAUX PLUVIALES (2)	75 352,37	0,00	0,00	0,00	0,00	75 352,37
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**75 352,37**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**75 352,37**
RECETTES (b)	**54 190,19**	**21 162,18**	**0,00**	**21 162,18**	**0,00**	**54 190,19**
Financement par le mandant et par d'autres tiers (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_06-DE

N° opération : 2	Intitulé de l'opération : AMENAGEMENT ILE GIRODET					
	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice				Cumul des réalisations au 31/12/N
		Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser	Crédits sans emploi	
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	54 190,19	21 162,18	0,00	21 162,18	0,00	54 190,19
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**54 190,19**	**21 162,18**	**0,00**	**21 162,18**	**0,00**	**54 190,19**

N° opération : 3	Intitulé de l'opération : AMENAGEMENT ILE GIRODET					Date de la délibération : 26/09/2018
	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice				Cumul des réalisations au 31/12/N
		Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser	Crédits sans emploi	
DEPENSES (a)	**383 313,34**	**97 564,00**	**83 557,76**	**0,00**	**14 006,24**	**466 871,10**
45813 TRAVAUX ECLAIRAGE PUBLIC (2)	383 313,34	97 564,00	83 557,76	0,00	14 006,24	466 871,10
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**383 313,34**	**97 564,00**	**83 557,76**	**0,00**	**14 006,24**	**466 871,10**
RECETTES (b)	**331 349,12**	**135 521,98**	**135 521,98**	**0,00**	**0,00**	**466 871,10**
Financement par le mandant et par d'autres tiers (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
040 *Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	331 349,12	135 521,98	135 521,98	0,00	0,00	466 871,10
041 *Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**331 349,12**	**135 521,98**	**135 521,98**	**0,00**	**0,00**	**466 871,10**

N° opération : 9	Intitulé de l'opération : AVENUE TONY GARNIER					Date de la délibération : 29/09/2021
	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice				Cumul des réalisations au 31/12/N
		Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser	Crédits sans emploi	
DEPENSES (a)	**0,00**	**88 520,00**	**3 487,12**	**84 450,10**	**582,78**	**3 487,12**
45819 TRAVAUX EAUX PLUVIALES (2)	0,00	88 520,00	3 487,12	84 450,10	582,78	3 487,12
040 *Travaux réalisés par le personnel du mandataire (contrepartie 791)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
041 *Opérations d'ordre à l'intérieur de la section*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur dépenses (c) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Dépenses nettes (a – c)	**0,00**	**88 520,00**	**3 487,12**	**84 450,10**	**582,78**	**3 487,12**

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_06-DE

N° opération : 9	Intitulé de l'opération : AVENUE TONY GARNIER					
	Cumul des réalisations avant l'exercice	Sur l'exercice				Cumul des réalisations au 31/12/N
		Crédits ouverts (BP + DM + RAR N-1)	Réalisations	Restes à réaliser	Crédits sans emploi	
RECETTES (b)	**0,00**	**88 520,00**	**0,00**	**87 937,22**	**582,78**	**0,00**
Financement par le mandant et par d'autres tiers (4)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
***040** Financement par le mandataire (contrepartie 6742)*	0,00	88 520,00	0,00	87 937,22	582,78	0,00
***041** Financement par emprunt à la charge du tiers (contrepartie 2763)*	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Annulations sur recettes (d) (3)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Recettes nettes (b - d)	**0,00**	**88 520,00**	**0,00**	**87 937,22**	**582,78**	**0,00**

(1) Ouvrir un cadre par opération pour compte de tiers.

(2) Inscrire le chapitre et la nature des travaux.

(3) Le chapitre 45 doit être détaillé conformément au plan de comptes, tant en dépenses qu'en recettes.

(4) Indiquer le chapitre.

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_06-DE

IV – ÉTATS ANNEXÉS

B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ENGAGEMENTS HORS BILAN

IV
B7.3

ETAT DES EMPRUNTS GARANTIS

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité garantie au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
Total des emprunts contractés par des collectivités ou des EP (hors logements sociaux)					**0,00**	**0,00**											**0,00**	**0,00**
Total des emprunts autres que ceux contractés par des collectivités ou des EP (hors logements sociaux)					**625 000,00**	**410 778,59**											**13 543,78**	**22 897,58**
ANEF VALLEE DU RHONE ANEF-VDR	2013	P	Acquisition locaux siège administratif AEMO et SESAM26	Crédit Mutuel	625 000,00	410 778,59	14,00	M	F	FIXE	3,816	F	FIXE	3,200	A-1		13 543,78	22 897,58
Total des emprunts contractés pour des opérations de logement social					**25 774 607,83**	**20 695 854,97**											**653 974,85**	**373 860,64**
ADOMA	2017	P	15 lgts 15 rue de Ponsoye	Caisse des Dépôts et Consignations	76 859,38	41 080,01	7,34	A	V	LIVRETA	2,163	V	LIVRETA	3,600	A-1		1 631,28	4 233,19
ADOMA	2015	P	Les Iris 14 chemin St Barthélémy	Caisse des Dépôts et Consignations	754 135,50	521 874,15	15,09	A	V	LIVRETA	1,916	V	LIVRETA	3,600	A-1		19 428,29	17 800,62
ADOMA	2015	P	Les Iris 14 chemin St Barthélémy	Caisse des Dépôts et Consignations	738 000,00	494 205,20	15,09	A	V	LIVRETA	1,111	V	LIVRETA	2,750	A-1		14 107,27	18 786,43
FONCIERE D'HABITAT ET HUMANISME	2006	P	Lgt 3 cote St Pierre	Caisse des Dépôts et Consignations	17 000,00	8 903,37	13,75	A	V	LIVRETA	2,478	V	LIVRETA	3,500	A-1		328,19	473,48
FONCIERE D'HABITAT ET HUMANISME	2005	P	5 chemin du Valentin	Caisse des Dépôts et Consignations	14 222,00	6 686,75	12,92	A	V	LIVRETA	2,301	V	LIVRETA	3,500	A-1		246,71	362,11
FONCIERE D'HABITAT ET HUMANISME	2013	P	Lgt 7 rue Mozart	Caisse des Dépôts et Consignations	19 500,00	13 022,36	18,17	A	V	LIVRETA	1,640	V	LIVRETA	2,800	A-1		376,39	420,13
FONCIERE D'HABITAT ET HUMANISME	2009	P	1 lgt 17 chemin de St Barthelemy	Caisse des Dépôts et Consignations	45 000,00	28 534,47	19,67	A	V	LIVRETA	1,295	V	LIVRETA	2,800	A-1		820,49	768,73

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_06-DE

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Index ou devises pouvant modifier l'emprunt	Amortissements au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
FONCIERE D'HABITAT ET HUMANISME	2011	P	Acq.2 lgts impasse Vérot	Caisse des Dépôts et Consignations	50 000,00	36 260,42	26,67	A	V	LIVRETA	1,352	V	LIVRETA	2,800	A-1		1 034,15	673,33
FONCIERE D'HABITAT ET HUMANISME	2005	P	13 et 15 cote St Pierre	Caisse des Dépôts et Consignations	13 000,00	6 112,20	12,92	A	V	LIVRETA	2,470	V	LIVRETA	3,500	A-1		225,51	331,00
FONCIERE D'HABITAT ET HUMANISME	2008	P	9 rue Mozart	Caisse des Dépôts et Consignations	37 000,00	22 007,48	18,17	A	V	LIVRETA	1,753	V	LIVRETA	2,800	A-1		640,54	868,82
HABITAT DAUPHINOIS	2015	P	17 lgts Chagall	Caisse des Dépôts et Consignations	281 336,00	264 585,13	43,00	A	V	LIVRETA	2,240	V	LIVRETA	2,600	A-1		6 907,98	1 106,39
HABITAT DAUPHINOIS	2015	P	17 lgts Chagall	Caisse des Dépôts et Consignations	210 923,50	185 402,90	33,00	A	V	LIVRETA	1,392	V	LIVRETA	1,800	A-1		3 384,23	2 609,48
HABITAT DAUPHINOIS	2015	P	17 lgts Chagall	Caisse des Dépôts et Consignations	90 412,50	82 299,14	43,00	A	V	LIVRETA	1,461	V	LIVRETA	1,800	A-1		1 492,52	618,48
HABITAT DAUPHINOIS	2015	P	17 lgts Chagall	Caisse des Dépôts et Consignations	106 263,50	99 090,67	33,00	A	V	LIVRETA	2,670	V	LIVRETA	3,110	A-1		3 108,17	850,44
HABITAT DAUPHINOIS	2015	P	17 lgts Chagall	Caisse des Dépôts et Consignations	50 216,50	48 394,65	43,00	A	V	LIVRETA	2,735	V	LIVRETA	3,110	A-1		1 508,55	111,77
HABITAT DAUPHINOIS	2016	P	11 logements 60 allée du Merle - l envolée	Caisse des Dépôts et Consignations	248 209,00	229 977,29	34,00	A	V	LIVRETA	2,225	V	LIVRETA	2,600	A-1		6 037,92	2 250,45
HABITAT DAUPHINOIS	2016	P	11 logements 60 allée du Merle - l envolée	Caisse des Dépôts et Consignations	150 171,00	143 801,20	44,00	A	V	LIVRETA	2,284	V	LIVRETA	2,600	A-1		3 752,67	532,13
HABITAT DAUPHINOIS	2016	P	11 logements 60 allée du Merle - l envolée	Caisse des Dépôts et Consignations	71 843,50	64 832,39	34,00	A	V	LIVRETA	1,443	V	LIVRETA	1,800	A-1		1 182,45	858,99
HABITAT DAUPHINOIS	2016	P	11 logements 60 allée du Merle - l envolée	Caisse des Dépôts et Consignations	41 547,50	38 559,10	44,00	A	V	LIVRETA	1,503	V	LIVRETA	1,800	A-1		698,94	270,69

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_06-DE

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité payable au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
HABITAT DAUPHINOIS	2015	P	17 lgts Chagall	Caisse des Dépôts et Consignations	589 564,50	534 053,70	33,00	A	V	LIVRETA	2,173	V	LIVRETA	2,600	A-1		14 032,52	5 658,58
HABITAT DAUPHINOIS	2007	P	acq. Et amélioration lgt(place Liberté	Caisse des Dépôts et Consignations	24 000,00	18 141,52	24,25	A	V	LIVRETA	2,203	V	LIVRETA	3,500	A-1		649,70	421,37
HABITAT DAUPHINOIS	2007	P	acq. Lgt place Liberté	Caisse des Dépôts et Consignations	10 700,00	9 006,87	34,25	A	V	LIVRETA	2,356	V	LIVRETA	3,500	A-1		319,28	115,34
HABITAT DAUPHINOIS	2009	P	22 lgts quartier Armailler APPIA I	Caisse des Dépôts et Consignations	67 500,00	44 928,52	36,17	A	V	LIVRETA	2,354	V	LIVRETA	3,600	A-1		1 649,82	899,72
HABITAT DAUPHINOIS	2009	P	22 lgts quartier Armailler APPIA I	Caisse des Dépôts et Consignations	728 018,00	448 106,61	26,17	A	V	LIVRETA	2,220	V	LIVRETA	3,600	A-1		16 590,05	12 728,10
HABITAT DAUPHINOIS	2009	P	6 lgts quartier Armailler APPIA I	Caisse des Dépôts et Consignations	18 250,00	11 391,55	36,17	A	V	LIVRETA	1,270	V	LIVRETA	2,300	A-1		268,21	269,45
HABITAT DAUPHINOIS	2009	P	6 lgts quartier Armailler APPIA I	Caisse des Dépôts et Consignations	206 933,00	118 769,97	26,17	A	V	LIVRETA	1,139	V	LIVRETA	2,300	A-1		2 821,23	3 892,27
HABITAT DAUPHINOIS	2009	P	8 lgts quartier Armailler APPIA III	Caisse des Dépôts et Consignations	180 562,00	111 029,95	26,17	A	V	LIVRETA	2,227	V	LIVRETA	3,600	A-1		4 110,61	3 153,72
HABITAT DAUPHINOIS	2010	P	12 lgts quartier Armailler APPIA II	Caisse des Dépôts et Consignations	316 336,50	253 771,49	27,50	A	V	LIVRETA	2,377	V	LIVRETA	3,600	A-1		9 224,68	2 469,49
HABITAT DAUPHINOIS	2017	P	12 villas locatives Les Sapins	Caisse des Dépôts et Consignations	298 664,98	198 471,96	12,34	A	V	LIVRETA	2,657	V	LIVRETA	3,900	A-1		8 191,30	11 561,29
HABITAT DAUPHINOIS	2017	P	2 logements place de la Liberté	Caisse des Dépôts et Consignations	8 856,78	7 186,28	24,25	A	V	LIVRETA	3,013	V	LIVRETA	3,900	A-1		286,56	161,38
HABITAT DAUPHINOIS	2017	P	2 logements place de la Liberté	Caisse des Dépôts et Consignations	21 808,64	18 963,77	34,25	A	V	LIVRETA	3,161	V	LIVRETA	3,900	A-1		748,68	233,14

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_06-DE

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité payable au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
HABITAT DAUPHINOIS	2017	P	8 logements quartier Armailler APPIA III	Caisse des Dépôts et Consignations	148 904,11	93 082,74	16,17	A	V	LIVRETA	2,758	V	LIVRETA	3,900	A-1		3 806,89	4 529,83
HABITAT DAUPHINOIS	2017	P	8 logements quartier Armailler APPIA III	Caisse des Dépôts et Consignations	45 662,32	33 506,97	36,17	A	V	LIVRETA	3,099	V	LIVRETA	3,900	A-1		1 334,27	704,96
HABITAT DAUPHINOIS	2010	P	12 lgts quartier Armailler APPIA II	Caisse des Dépôts et Consignations	189 440,50	165 759,32	37,75	A	V	LIVRETA	2,004	V	LIVRETA	3,600	A-1		5 972,37	139,80
HABITAT DAUPHINOIS	2014	P	7 lgts Les Hauts du Bourg	Caisse des Dépôts et Consignations	228 494,00	195 374,38	31,34	A	V	LIVRETA	2,538	V	LIVRETA	3,600	A-1		7 072,09	1 072,56
HABITAT DAUPHINOIS	2014	P	7 lgts Les Hauts du Bourg	Caisse des Dépôts et Consignations	81 311,00	73 130,20	41,34	A	V	LIVRETA	2,696	V	LIVRETA	3,600	A-1		2 523,43	0,00
HABITAT DAUPHINOIS	2014	P	7 lgts Les Hauts du Bourg	Caisse des Dépôts et Consignations	83 618,50	69 162,58	31,34	A	V	LIVRETA	1,855	V	LIVRETA	2,800	A-1		1 953,43	602,53
HABITAT DAUPHINOIS	2014	P	7 lgts Les Hauts du Bourg	Caisse des Dépôts et Consignations	30 252,50	26 261,68	41,34	A	V	LIVRETA	2,005	V	LIVRETA	2,800	A-1		736,45	40,03
SA HLM LOGEMENT ALPES RHONE	2018	P	Résidence Marinières	Caisse des Dépôts et Consignations	35 189,10	26 118,10	13,42	T	V	LIVRETA	3,229	V	LIVRETA	4,200	A-1		1 114,85	1 336,72
SA HLM LOGEMENT ALPES RHONE	2011	P	11 logts Les Bruyères	Caisse des Dépôts et Consignations	95 907,50	80 608,85	36,25	A	V	LIVRETA	2,757	V	LIVRETA	3,600	A-1		2 906,14	117,22
SA HLM LOGEMENT ALPES RHONE	2011	P	3 logts Les Bruyères	Caisse des Dépôts et Consignations	127 332,00	93 592,77	26,25	A	V	LIVRETA	1,843	V	LIVRETA	2,800	A-1		2 658,07	1 338,17
SA HLM LOGEMENT ALPES RHONE	2011	P	3 logts Les Bruyères	Caisse des Dépôts et Consignations	23 206,00	18 687,17	36,25	A	V	LIVRETA	1,991	V	LIVRETA	2,800	A-1		525,65	85,91
SA HLM LOGEMENT ALPES RHONE	2014	P	Zac des Chabanneries L Origan	Caisse des Dépôts et Consignations	252 693,00	207 740,25	29,25	A	V	LIVRETA	2,688	V	LIVRETA	3,600	A-1		7 512,72	946,47
SA HLM LOGEMENT ALPES RHONE	2014	P	Zac des Chabanneries L Origan	Caisse des Dépôts et Consignations	34 750,00	30 327,63	39,25	A	V	LIVRETA	2,838	V	LIVRETA	3,600	A-1		988,36	0,00

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_06-DE

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Amortissements au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
SA HLM LOGEMENT ALPES RHONE	2011	P	Zac des Chabanneries Les Romarins	Caisse des Dépôts et Consignations	143 416,00	125 273,36	37,09	A	V	LIVRETA	2,102	V	LIVRETA	3,600	A-1		4 513,40	98,68
SA HLM LOGEMENT ALPES RHONE	2011	P	Zac des Chabanneries Les Romarins	Caisse des Dépôts et Consignations	71 634,50	54 986,22	27,09	A	V	LIVRETA	1,278	V	LIVRETA	2,800	A-1		1 559,65	715,54
SA HLM LOGEMENT ALPES RHONE	2011	P	Zac des Chabanneries Les Romarins	Caisse des Dépôts et Consignations	31 584,00	26 306,54	37,09	A	V	LIVRETA	1,357	V	LIVRETA	2,800	A-1		739,47	102,87
SA HLM LOGEMENT ALPES RHONE	2011	P	Zac des Chabanneries Les Lauriers	Caisse des Dépôts et Consignations	249 090,00	217 579,18	37,09	A	V	LIVRETA	2,102	V	LIVRETA	3,600	A-1		7 839,02	171,40
SA HLM LOGEMENT ALPES RHONE	2011	P	Zac des Chabanneries Les Lauriers	Caisse des Dépôts et Consignations	87 473,50	67 144,15	27,09	A	V	LIVRETA	1,278	V	LIVRETA	2,800	A-1		1 904,50	873,75
SA HLM LOGEMENT ALPES RHONE	2011	P	Zac des Chabanneries Les Lauriers	Caisse des Dépôts et Consignations	50 910,00	42 403,30	37,09	A	V	LIVRETA	1,357	V	LIVRETA	2,800	A-1		1 191,94	165,82
SA HLM LOGEMENT ALPES RHONE	2011	P	Zac des Chabanneries Les Sauges	Caisse des Dépôts et Consignations	421 755,50	368 401,86	37,09	A	V	LIVRETA	2,102	V	LIVRETA	3,600	A-1		13 272,92	290,21
SA HLM LOGEMENT ALPES RHONE	2011	P	Zac des Chabanneries Les Sauges	Caisse des Dépôts et Consignations	138 469,00	106 287,99	27,09	A	V	LIVRETA	1,278	V	LIVRETA	2,800	A-1		3 014,79	1 383,14
SA HLM LOGEMENT ALPES RHONE	2011	P	Zac des Chabanneries Les Sauges	Caisse des Dépôts et Consignations	78 244,50	65 170,40	37,09	A	V	LIVRETA	1,357	V	LIVRETA	2,800	A-1		1 831,91	254,85
SA HLM LOGEMENT ALPES RHONE	2012	P	Zac des Chabanneries Le Coriandre	Caisse des Dépôts et Consignations	41 991,50	34 004,36	37,09	A	V	LIVRETA	1,407	V	LIVRETA	2,800	A-1		958,58	230,66
SA HLM LOGEMENT ALPES RHONE	2012	P	Zac des Chabanneries Le Coriandre	Caisse des Dépôts et Consignations	172 835,00	145 506,06	37,09	A	V	LIVRETA	2,190	V	LIVRETA	3,600	A-1		5 258,46	562,32
SA HLM LOGEMENT ALPES RHONE	2012	P	Zac des Chabanneries Le Coriandre	Caisse des Dépôts et Consignations	271 810,50	202 912,20	27,09	A	V	LIVRETA	1,339	V	LIVRETA	2,800	A-1		5 771,35	3 207,42
SA HLM LOGEMENT ALPES RHONE	2018	P	15 lgts rue Chapon	Caisse des Dépôts et Consignations	244 631,14	150 041,46	8,67	T	V	LIVRETA	2,541	V	LIVRETA	4,200	A-1		6 539,50	12 851,46

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_06-DE

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité payable au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
SA HLM LOGEMENT ALPES RHONE	2018	P	29 lgts rue Chapon	Caisse des Dépôts et Consignations	471 159,42	288 979,73	8,67	T	V	LIVRETA	2,541	V	LIVRETA	4,200	A-1		12 595,05	24 751,91
SA HLM LOGEMENT ALPES RHONE	2018	P	Résidence Marinières	Caisse des Dépôts et Consignations	380 238,06	282 220,83	13,42	T	V	LIVRETA	3,229	V	LIVRETA	4,200	A-1		12 046,71	14 443,87
SA HLM LOGEMENT ALPES RHONE	2018	P	Résidence Marinières	Caisse des Dépôts et Consignations	121 324,75	90 049,77	13,42	T	V	LIVRETA	3,229	V	LIVRETA	4,200	A-1		3 843,80	4 608,70
SA HLM LOGEMENT ALPES RHONE	2018	P	Les hameaux de Pommarel	Caisse des Dépôts et Consignations	111 943,40	43 204,39	3,42	T	V	LIVRETA	2,583	V	LIVRETA	4,200	A-1		2 075,30	11 101,22
SA HLM LOGEMENT ALPES RHONE	2018	P	Les hameaux de Pommarel	Caisse des Dépôts et Consignations	84 867,95	32 754,68	3,42	T	V	LIVRETA	2,583	V	LIVRETA	4,200	A-1		1 573,37	8 416,20
SA HLM LOGEMENT ALPES RHONE	2018	P	Les hameaux de Pommarel	Caisse des Dépôts et Consignations	103 326,72	39 878,79	3,42	T	V	LIVRETA	2,583	V	LIVRETA	4,200	A-1		1 915,56	10 246,73
SA HLM LOGEMENT ALPES RHONE	2018	P	Les hameaux de Pommarel	Caisse des Dépôts et Consignations	97 476,69	37 621,00	3,42	T	V	LIVRETA	2,583	V	LIVRETA	4,200	A-1		1 807,12	9 666,57
SA HLM LOGEMENT ALPES RHONE	2011	P	Zac des Chabanneries Les Lauriers	Caisse des Dépôts et Consignations	509 058,50	413 342,23	27,09	A	V	LIVRETA	2,640	V	LIVRETA	3,600	A-1		9 888,37	1 121,03
SA HLM LOGEMENT ALPES RHONE	2011	P	Zac des Chabanneries Les Sauges	Caisse des Dépôts et Consignations	877 368,50	712 400,34	27,09	A	V	LIVRETA	2,640	V	LIVRETA	3,600	A-1		17 042,73	1 932,11
SA HLM LOGEMENT ALPES RHONE	2012	P	Zac des Chabanneries Le Coriandre	Caisse des Dépôts et Consignations	1 118 759,50	877 349,77	27,09	A	V	LIVRETA	2,624	V	LIVRETA	3,600	A-1		21 016,03	3 520,36
SA HLM LOGEMENT ALPES RHONE	2011	P	Zac des Chabanneries Les Romarins	Caisse des Dépôts et Consignations	356 072,00	289 121,18	27,09	A	V	LIVRETA	2,640	V	LIVRETA	3,600	A-1		6 916,64	784,13
SA HLM LOGEMENT ALPES RHONE	2011	P	11 logts Les Bruyères	Caisse des Dépôts et Consignations	526 267,00	407 297,47	26,25	A	V	LIVRETA	2,616	V	LIVRETA	3,600	A-1		12 231,38	1 625,08
SDH CONSTRUCTEUR SAHLM	2022	P	14 lgts Jardin d'Angèle	Caisse des Dépôts et Consignations	354 000,00	342 162,02	37,75	A	V	LIVRETA	3,418	V	LIVRETA	3,600	A-1		12 471,99	4 282,06

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_06-DE

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité payable au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
SDH CONSTRUCTEUR SAHLM	2022	P	14 lgts Jardin d'Angèle	Caisse des Dépôts et Consignations	166 000,00	161 832,16	47,75	A	V	LIVRETA	3,443	V	LIVRETA	3,600	A-1		5 872,91	1 304,21
SDH CONSTRUCTEUR SAHLM	2019	P	45 lgts 17 allée Paul Santy	Caisse des Dépôts et Consignations	1 045 000,00	978 018,49	36,42	A	V	LIVRETA	3,131	V	LIVRETA	3,600	A-1		35 493,53	7 912,71
SDH CONSTRUCTEUR SAHLM	2019	P	45 lgts 17 allée Paul Santy	Caisse des Dépôts et Consignations	575 000,00	524 276,30	36,42	A	V	LIVRETA	2,396	V	LIVRETA	2,800	A-1		14 707,50	991,56
SDH CONSTRUCTEUR SAHLM	2019	P	45 lgts 17 allée Paul Santy	Caisse des Dépôts et Consignations	465 000,00	441 418,77	46,42	A	V	LIVRETA	3,195	V	LIVRETA	3,600	A-1		15 940,00	1 358,98
SDH CONSTRUCTEUR SAHLM	2019	P	Le bas armailler 19 pavillons locatifs	Caisse des Dépôts et Consignations	358 526,35	246 819,94	9,34	A	F	FIXE	1,330	F	FIXE	1,330	A-1		3 587,75	22 935,51
SDH CONSTRUCTEUR SAHLM	2019	P	1 lgt 76 av.M.urtin	Caisse des Dépôts et Consignations	15 520,00	12 048,34	14,34	A	F	FIXE	1,450	F	FIXE	1,450	A-1		185,06	714,47
SDH CONSTRUCTEUR SAHLM	2019	P	15 logts avenue J. Moulin	Caisse des Dépôts et Consignations	217 841,65	154 045,44	9,09	A	V	LIVRETA	2,311	V	LIVRETA	3,900	A-1		6 414,25	10 422,56
SDH CONSTRUCTEUR SAHLM	2019	P	3 logts 76 avenue M. urtin	Caisse des Dépôts et Consignations	63 700,26	51 587,38	17,75	A	V	LIVRETA	2,560	V	LIVRETA	3,950	A-1		2 087,60	1 263,29
SDH CONSTRUCTEUR SAHLM	2019	P	12 lgts 23 av.J.Moulin	Caisse des Dépôts et Consignations	367 957,43	331 121,98	31,92	A	V	LIVRETA	2,332	V	LIVRETA	3,600	A-1		11 951,37	860,32
SDH CONSTRUCTEUR SAHLM	2015	P	12 lgts 23 av.J.Moulin	Caisse des Dépôts et Consignations	145 000,00	113 805,59	31,92	A	V	LIVRETA	1,316	V	LIVRETA	2,800	A-1		3 233,41	1 673,34
SDH CONSTRUCTEUR SAHLM	2019	C	5 lgts allée Paul Santy	Caisse des Dépôts et Consignations	12 500,00	12 500,00	34,42	A	F	FIXE	0,519	F	FIXE	0,000	A-1		0,00	0,00
SDH CONSTRUCTEUR SAHLM	2019	C	45 lgts 17 allée Paul Santy	Caisse des Dépôts et Consignations	112 500,00	112 500,00	34,42	A	F	FIXE	0,519	F	FIXE	0,000	A-1		0,00	0,00
SDH CONSTRUCTEUR SAHLM	2017	P	12 lgts av de Lyon Les terrasses du cèdre	Caisse d'Epargne	1 065 000,00	862 217,80	22,60	T	F	FIXE	1,995	F	FIXE	1,980	A-1		17 440,68	29 725,80

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_06-DE

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Amortissements au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
SDH CONSTRUCTEUR SAHLM	2008	P	16 lgts av.P.Benoit	Caisse des Dépôts et Consignations	70 850,00	46 218,00	23,50	A	V	LIVRETA	1,674	V	LIVRETA	2,700	A-1		1 284,43	1 353,32
SDH CONSTRUCTEUR SAHLM	2022	P	14 lgts Jardin d'Angèle	Caisse des Dépôts et Consignations	205 000,00	199 792,57	37,75	A	V	LIVRETA	2,672	V	LIVRETA	2,800	A-1		5 640,78	1 663,86
SDH CONSTRUCTEUR SAHLM	2022	P	43 lgts Rue Ile Adam	Caisse des Dépôts et Consignations	633 000,00	624 063,43	37,67	A	V	LIVRETA	2,674	V	LIVRETA	2,800	A-1		17 518,35	1 592,01
SDH CONSTRUCTEUR SAHLM	2022	P	14 lgts Jardin d'Angèle	Caisse des Dépôts et Consignations	116 000,00	114 184,64	47,75	A	V	LIVRETA	2,694	V	LIVRETA	2,800	A-1		3 207,40	365,36
SDH CONSTRUCTEUR SAHLM	2022	P	43 lgts Rue Ile Adam	Caisse des Dépôts et Consignations	315 500,00	313 422,02	47,67	A	V	LIVRETA	2,697	V	LIVRETA	2,800	A-1		7 910,89	0,00
SDH CONSTRUCTEUR SAHLM	2022	P	43 lgts Rue Ile Adam	Caisse des Dépôts et Consignations	1 046 500,00	1 025 288,08	37,67	A	V	LIVRETA	3,420	V	LIVRETA	3,600	A-1		37 121,04	5 851,89
SDH CONSTRUCTEUR SAHLM	2022	P	43 lgts Rue Ile Adam	Caisse des Dépôts et Consignations	461 000,00	455 930,85	47,67	A	V	LIVRETA	3,448	V	LIVRETA	3,600	A-1		16 427,65	392,80
SDH CONSTRUCTEUR SAHLM	2018	P	19 pavillons locatifs Le bas armailler	Caisse des Dépôts et Consignations	294 060,59	84 790,10	6,92	A	V	LIVRETA	2,616	V	LIVRETA	4,000	A-1		3 795,50	10 097,34
SDH CONSTRUCTEUR SAHLM	2019	P	14 logts av. P. Benoit	Caisse des Dépôts et Consignations	599 074,42	474 640,97	23,59	A	V	LIVRETA	3,308	V	LIVRETA	3,900	A-1		18 721,20	5 389,69
SDH CONSTRUCTEUR SAHLM	2019	P	5 lgts allée Paul Santy	Caisse des Dépôts et Consignations	135 000,00	126 346,89	36,42	A	V	LIVRETA	3,131	V	LIVRETA	3,600	A-1		4 585,29	1 022,22
SDH CONSTRUCTEUR SAHLM	2019	P	5 lgts allée Paul Santy	Caisse des Dépôts et Consignations	60 000,00	56 957,27	46,42	A	V	LIVRETA	3,195	V	LIVRETA	3,600	A-1		2 056,78	175,35
SDH CONSTRUCTEUR SAHLM	2019	P	5 lgts allée Paul Santy	Caisse des Dépôts et Consignations	110 000,00	99 681,73	36,42	A	V	LIVRETA	2,390	V	LIVRETA	2,800	A-1		2 800,17	324,12
SDH CONSTRUCTEUR SAHLM	2008	P	2 lgts av.P.Benoit	Caisse des Dépôts et Consignations	93 500,00	62 821,44	23,17	A	V	LIVRETA	2,024	V	LIVRETA	3,000	A-1		1 931,92	1 575,79

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_06-DE

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité payable au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
SDH CONSTRUCTEUR SAHLM	2019	P	5 lgts allée Paul Santy	Caisse des Dépôts et Consignations	35 000,00	33 682,62	46,42	A	V	LIVRETA	2,430	V	LIVRETA	2,800	A-1		943,12	0,00
SDH CONSTRUCTEUR SAHLM	2019	P	45 lgts 17 allée Paul Santy	Caisse des Dépôts et Consignations	185 000,00	178 531,88	46,42	A	V	LIVRETA	2,437	V	LIVRETA	2,800	A-1		4 998,90	0,00
SOCIETE D'HABITATION DES ALPES SAHLM	2018	P	9 logts 25 avenue M.Urtin	Caisse des Dépôts et Consignations	30 272,50	28 315,45	45,84	A	V	LIVRETA	1,526	V	LIVRETA	2,800	A-1		794,89	73,32
SOCIETE D'HABITATION DES ALPES SAHLM	2018	P	9 logts 25 avenue M.Urtin	Caisse des Dépôts et Consignations	164 917,00	152 810,11	35,84	A	V	LIVRETA	2,173	V	LIVRETA	3,600	A-1		5 531,04	829,83
SOCIETE D'HABITATION DES ALPES SAHLM	2004	P	2 lgts 93 rue R. Salengro	Caisse des Dépôts et Consignations	80 727,00	49 379,42	16,17	A	V	LIVRETA	2,900	V	LIVRETA	4,200	A-1		2 147,04	1 740,66
SOCIETE D'HABITATION DES ALPES SAHLM	2018	P	9 logts 25 avenue M.Urtin	Caisse des Dépôts et Consignations	118 457,50	108 476,10	35,84	A	V	LIVRETA	1,475	V	LIVRETA	2,800	A-1		3 062,59	902,09
SOCIETE D'HABITATION DES ALPES SAHLM	2021	P	9 logts 25 avenue M.Urtin	Caisse des Dépôts et Consignations	352 530,00	336 545,18	36,92	A	V	LIVRETA	3,401	V	LIVRETA	3,600	A-1		12 173,06	1 595,37
SOCIETE D'HABITATION DES ALPES SAHLM	2019	P	20 logts 1 allée Joland	Caisse des Dépôts et Consignations	230 153,50	222 888,91	46,92	A	V	LIVRETA	3,124	V	LIVRETA	3,600	A-1		7 923,91	0,00
SOCIETE D'HABITATION DES ALPES SAHLM	2019	P	20 logts 1 allée Joland	Caisse des Dépôts et Consignations	349 566,50	330 818,80	36,92	A	V	LIVRETA	2,350	V	LIVRETA	2,800	A-1		9 333,32	2 514,03
SOCIETE D'HABITATION DES ALPES SAHLM	2019	P	20 logts 1 allée Joland	Caisse des Dépôts et Consignations	120 545,50	115 862,10	46,92	A	V	LIVRETA	2,421	V	LIVRETA	2,800	A-1		3 251,13	249,68
SOCIETE D'HABITATION DES ALPES SAHLM	2004	P	9 lgts 11 rue P. Brossolette	Caisse des Dépôts et Consignations	444 315,00	270 838,35	16,17	A	V	LIVRETA	3,235	V	LIVRETA	3,950	A-1		11 101,87	10 221,55
SOCIETE D'HABITATION DES ALPES SAHLM	2019	C	20 logts 1 allée Joland	Caisse des Dépôts et Consignations	50 000,00	50 000,00	34,92	A	F	FIXE	0,518	F	FIXE	0,000	A-1		0,00	0,00
SOCIETE D'HABITATION DES ALPES SAHLM	2004	P	1 lgt 27 chemin du Gaz	Caisse des Dépôts et Consignations	53 033,00	31 331,32	16,17	A	V	LIVRETA	2,718	V	LIVRETA	3,700	A-1		1 202,46	1 167,66

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_06-DE

Désignation du bénéficiaire	Année de mobilisation et profil d'amortissement de l'emprunt (1)		Objet de l'emprunt garanti	Organisme prêteur ou chef de file	Montant initial	Capital restant dû au 31/12/N	Durée résiduelle	Périodicité des remboursements (2)	Taux initial			Taux moyen constaté sur l'année (6)			Catégorie d'emprunt (7)	Indices ou devises pouvant modifier l'emprunt	Annuité payable au cours de l'exercice	
	Année	Profil							Taux (3)	Index (4)	Taux actuariel (5)	Taux (3)	Index (4)	Niveau de taux			En intérêts (8)	En capital
SOCIETE D'HABITATION DES ALPES SAHLM	2004	P	1 lgt 93 rue R. Salengro	Caisse des Dépôts et Consignations	63 290,00	37 391,07	16,17	A	V	LIVRETA	2,718	V	LIVRETA	3,700	A-1		1 435,03	1 393,49
SOCIETE D'HABITATION DES ALPES SAHLM	2004	P	3 lgts 11 rue P. Brossolette	Caisse des Dépôts et Consignations	213 619,00	126 203,82	16,17	A	V	LIVRETA	2,718	V	LIVRETA	3,700	A-1		4 843,57	4 703,38
SOCIETE D'HABITATION DES ALPES SAHLM	2004	P	2 lgts 27 chemin du Gaz	Caisse des Dépôts et Consignations	150 000,00	91 752,61	16,17	A	V	LIVRETA	3,217	V	LIVRETA	4,200	A-1		3 989,45	3 234,34
SOCIETE D'HABITATION DES ALPES SAHLM	2018	P	9 logts 25 avenue M.Urtin	Caisse des Dépôts et Consignations	64 185,00	60 686,33	45,84	A	V	LIVRETA	3,021	V	LIVRETA	3,600	A-1		2 182,32	0,00
VALENCE ROMANS HABITAT	1996	P	Le Carnot	Caisse des Dépôts et Consignations	254 448,77	69 868,70	6,34	A	V	LIVRETA	3,650	V	LIVRETA	4,320	A-1		3 277,77	8 075,27
VALENCE ROMANS HABITAT	2010	P	Compactage Le Carnot/1 place Pompéry	Caisse des Dépôts et Consignations	56 511,24	17 314,18	4,00	A	V	LIVRETA	2,198	V	LIVRETA	2,860	A-1		583,88	3 101,21
VALENCE ROMANS HABITAT	2010	P	Compactage 3 place J. Guesde/5 place de la Liberté	Caisse des Dépôts et Consignations	29 703,18	11 624,85	6,93	A	V	LIVRETA	2,795	V	LIVRETA	4,300	A-1		554,89	1 279,46
TOTAL GENERAL					**26 399 607,83**	**21 106 633,56**											**667 518,63**	**396 758,22**

(1) Indiquer C pour amortissement constant, P pour amortissement progressif, F pour in fine, X pour autres (à préciser).

(2) Indiquer la périodicité des remboursements A : annuelle ; B : bimestrielle ; T : trimestrielle ; X : autre.

(3) Type de taux d'intérêt : F : fixe ; V : variable simple ; C : complexe ; R : préfixé (c'est-à-dire un taux variable qui n'est pas seulement défini comme la simple addition d'un taux usuel de référence et d'une marge exprimée en point de pourcentage).

(4) Indiquer le type d'index (ex. EURIBOR 3 mois …).

(5) Taux annuel, tous frais compris.

(6) Taux hors opération de couverture. Pour les emprunts à taux variable, indiquer le niveau moyen du taux constaté sur l'année.

(7) Catégorie d'emprunt hors opération de couverture. Exemple A-1 (cf. la classification des emprunts suivant la typologie de la circulaire IOCB1015077C du 25 juin 2010 sur les produits financiers offerts aux collectivités territoriales).

(8) Il s'agit des intérêts dus au titre du contrat initial et comptabilisés à l'article 66111 « Intérêts réglés à l'échéance » (intérêts décaissés).

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_06-DE

IV – ÉTATS ANNEXÉS

B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ENGAGEMENTS HORS BILAN

IV
B7.4

CALCUL DES RATIOS D'ENDETTEMENT RELATIFS AUX GARANTIES D'EMPRUNT

Calcul du ratio (1)	Valeur en euros	
Total des annuités déjà garanties à échoir dans l'exercice (2)	A	36 441,36
Total des premières annuités entières des nouvelles garanties de l'exercice (2)	B	0,00
Annuité nette de la dette de l'exercice (3)	C	1 396 343,00
Provisions pour garanties d'emprunts	D	0,00
Total des annuités d'emprunts garantis de l'exercice	**I = A + B + C - D**	**1 432 784,36**
Recettes réelles de fonctionnement	**II**	**21 157 586,00**

Part des garanties d'emprunt accordées au titre de l'exercice en % (4)	**I / II**	**6,77**

(1) Ratio défini aux articles L. 4253-1 ou L. 3231-4 ou L. 2252-1 du CGCT, conformément aux dispositions législatives applicables à la collectivité.

(2) Hors opérations visées par l'article L. 4253-2 ou L. 3231-4-4 ou L. 2252-2 du CGCT, conformément aux dispositions législatives applicables à la collectivité.

(3) Cf. définition de l'article D. 1511-30 du CGCT.

(4) Les garanties d'emprunt accordées au titre d'un exercice ne doivent pas représenter plus de 50 % des recettes réelles de fonctionnement de ce même exercice.

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_06-DE

IV – ÉTATS ANNEXÉS

B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – ENGAGEMENTS HORS BILAN

B7.7

ETAT DES RECETTES GREVEES D'UNE AFFECTATION SPECIALE

Tableau récapitulatif des recettes grevées d'une affectation spéciale

Libellé (1)	Restes à employer au 01/01/N	Montant recettes	Montant dépenses	Restes à employer au 31/12/N
produit des amendes de police	0,00	215 715,00	215 715,00	0,00
dotation de solidarite urbaine	0,00	346 391,00	346 391,00	0,00
Total	**0,00**	**562 106,00**	**562 106,00**	**0,00**

Libellé de la recette grevée d'une affectation spéciale (2) : produit des amendes de police

	Reste à employer au 01/01/N	**0,00**
Recettes		
Article	**Libellé article**	**Montant**
1345	amendes de police	215 715,00
	Total	**215 715,00**
Dépenses		
Article	**Libellé article**	**Montant**
2151/2152	réseaux et installations de voirie	215 715,00
	Total	**215 715,00**
	Reste à employer au 31/12/N (3)	**0,00**

Libellé de la recette grevée d'une affectation spéciale (2) : dotation de solidarite urbaine

	Reste à employer au 01/01/N	**0,00**
Recettes		
Article	**Libellé article**	**Montant**
741123	dotation de solidarite urbaine	346 391,00
	Total	**346 391,00**
Dépenses		
Article	**Libellé article**	**Montant**
657363/64111	subvention CCAS et actions sociales	346 391,00
	Total	**346 391,00**
	Reste à employer au 31/12/N (3)	**0,00**

(1) Par exemple, taxe d'aménagement, taxe de séjour, FEDER, dons et legs grevés d'une affectation, toutes recettes grevées d'une affectation spéciale et non ventilables ou recettes ventilables mais pour lesquelles la collectivité souhaite un niveau de détail plus fin que dans la présentation croisée.

(2) Ouvrir un tableau par recette grevée d'une affectation spéciale et reproduire le tableau autant de fois que nécessaire pour décrire l'ensemble des recettes grevées d'une affectation spéciale.

(3) Reste à employer au 31/12/N = reste à employer au 01/01/N + total recettes de l'exercice – total dépenses de l'exercice.

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_06-DE

IV – ÉTATS ANNEXÉS

B –ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX – LISTE DES CONCOURS ATTRIBUES A DES TIERS

IV
B8

LISTE DES CONCOURS ATTRIBUES A DES TIERS EN NATURE OU EN SUBVENTIONS

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
TOTAL GENERAL	**1 218 046,73**	
Personnes de droit privé	**644 392,73**	
Associations	**520 570,00**	
1, 2, 3 SOLEIL DES ARTISTES A L'HOPITAL	600,00	35,64
AB AMITIE ET LOISIRS DES SENIORS	4 000,00	23035,75
ACIL RADIO BLV	1 700,00	0
ACODA	0,00	1710,72
AMICALE DE LA CLASSE 51	0,00	285,12
AMICALE POUR LE DON DU SANG BENEVOLE	0,00	308,88
AMIPOSTE TELECOM	0,00	1368,58
ANEF VALLEE DU RHONE	0,00	71,28
AS BOURCAINE DE LA RETRAITE SPORTIVE	200,00	6279,53
AS COMMUNALE DE CHASSE AGREEE	0,00	71,28
AS FRANCAISE DES DIABETIQUES 26/07	0,00	617,76
AS. PARENTS D'ELEVES ECOLE BARTHELON	0,00	71,28
AS. PARENTS D'ELEVES ECOLE DE L'ARMAILLER	0,00	356,4
AS. PARENTS D'ELEVES ECOLE JACQUES REYNAUD	0,00	356,4
AS. PARENTS D'ELEVES FCPE COLLEGE GERARD GAUD	0,00	2084,94
ASSOCIATION ESPOIR POUR LA SYRINGOMYELIE PAR L UNION	0,00	26
ASSOCIATION SPORTIVE COLLEGE GERARD GAUD	1 000,00	7241,69
ASSOCIATION SPORTIVE DU GOLF DES CHANALETS	700,00	0
ASSOCIATION SPORTIVE DU LYCEE TROIS SOURCES	0,00	3977,42
ASSOCIATION SPORTIVE HOMENETMEN	5 000,00	18122,94
ASSOCIATIONS JEUNES BOURCAINS	4 000,00	7661,37
ATHLETIC CLUB DE L ALLET	4 000,00	0
BLEU MATISSE	0,00	814,63
BOIS DE BAMBOU	250,00	2886,84
BOURG CITY	0,00	3951,76
BOURG LES VALENCE FUTSAL COMPETITION	0,00	2446,33
BOURG LES VALENCE JUMELAGES	2 000,00	0
BOURG LES VALENCE SKI MONTAGNE	3 400,00	6152,65
BOXING CLUB BOURCAIN	0,00	7413,12
BUJINKAN SATORI DOJO	0,00	1202,85
CENTRE MUSICAL	177 650,00	30824,96
CENTRE TAEKWONDO BLV	3 500,00	4311,11
CERCLE ALGERIANISTE DROME ARDECHE	0,00	43,5
CERCLE D'ESCRIME RHODANIEN	4 000,00	27562,4

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_06-DE

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
CERCLE D'ETUDE SCIENCES DE LA NATURE	0,00	2577,18
CERCLE DE TIR SPORTIF BLV	3 200,00	84752,99
CLUB AMIPOSTE TELECOM	0,00	1368,58
CLUB DES FEMMES	0,00	337,46
COMITE D'ENT.ASSO ANCIENS COMBAT.ET VICTIMES DE GUERRE	200,00	0
COMITE DE QUARTIER QUARTOUCHONY	0,00	48,6
COMITE DES FETES DU RHONE	0,00	2053,31
COMITE FEMININ DE DEPISTAGE DES CANCERS	0,00	1026,43
COMPAGNIE INDICE2	1 275,00	15246,36
COMPAGNIE LES DECATALOGUES	4 250,00	2052,86
COMPAGNIE SONGES	4 670,00	4561,92
CONSTRUCTEURS DE CHARS DE BLV	1 870,00	2851,2
CROIX BLEUE DES ARMENIENS	0,00	0
CROIX ROUGE FRANCAISE	0,00	5018,11
CYCLO BOURCAIN	1 400,00	7648,42
DROIT DE CITE	0,00	1026,43
DROME-DANSE ATTITUDE	0,00	5196,31
ECOLE BARTHELON	0,00	962,28
ECOLE SAINTE THERESE	0,00	1700,03
EGLISE PROTESTANTE UNIE	0,00	26,1
ESPERANCE NAUTIQUE	0,00	38935,1
FNACA BOURG-LES-VALENCE	0,00	2017,22
FOOTBALL CLUB BLV	23 000,00	48107,65
G&B RUGBY	0,00	2886,84
GROUPEMENT D'ENTRAIDE PERSONNEL COMMUNAL	70 000,00	454,41
HABITANTS DU BOURG OUEST	6 000,00	91927,68
HANDBALL BLV	15 200,00	33347,43
HANDISPORT VALENCE	400,00	0
HARMONIE DE BOURG-LES-VALENCE	0,00	5702,4
IMAJE BADMINTON	0,00	1683,99
JUDO CLUB DE BLV	8 000,00	14489,75
KRAV-MAGA BLV	0,00	2940,5
KUNG-FU SHAOLIN	1 500,00	4328,48
LA BOULE GIRODET	695,00	67,5
LA LIGUE CONTRE LE CANCER	0,00	228,6
LA PETANQUE BOURCAINE	0,00	6781,06
LA RHODANIENNE	1 000,00	14937,84
LE PALIER	0,00	8212,05
LES LECTURES DE MARTINE	0,00	1026,43
LES MARINIERES PENA DE BLV	0,00	3706,56
LES MILL PATTES	0,00	213,84
LES RESTAURANTS DU COEUR	1 000,00	0
LES SQUALES	500,00	7185,56

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_06-DE

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
LES VERTEBREES (FESTIVAL DEHORS)	0,00	3479,4
MAISON DE LA CULTURE ARMENIENNE	1 275,00	0
MINI-FLOTTE DU 45eme PARALLELE	0,00	1839,02
MJC JEAN MOULIN	47 000,00	95352,2
MPT ARMAILLER	5 000,00	40566,09
MPT CHONY	1 500,00	38082,77
MPT VIEUX BOURG	2 000,00	25834,67
MUTUELLES DE LA DROME - EOVI	0,00	1853,28
PARTAGEONS	0,00	5428,68
QUAI DE SCENE	3 825,00	0
RADIO A	1 300,00	0
RANDO 2000	350,00	1090,58
RESEAU D ECHANGES RECIPROQUES	0,00	4295,81
RETRAITES MUNICIPAUX DE BG-LES-VALENCE	0,00	617,76
RETRAITES SOLYSTIC	0,00	653,4
ROULONS EN VILLE A VELO	210,00	0
SCLEROSE EN PLAQUES 26/07	0,00	190,08
SECTEUR BOULISTE	0,00	150115,68
SEMI-MARATHON DE BOURG-LES-VALENCE	0,00	2741,31
SESSAD LES SOURCES ASSO CLAIR SOLEIL	0,00	1443,42
SPORT ET FOI AGAPE	250,00	2105,93
SPRINTER CLUB	8 000,00	9740,38
SYNDICAT C.F.D.T. DES MUNICIPAUX DE BLV	0,00	1254,53
SYNDICAT C.G.T. DES MUNICIPAUX DE BLV	0,00	3221,86
SYNDICAT F.O. DES MUNICIPAUX DE BLV	0,00	1254,53
TATHATA VRINDAM RHONE-ALPES	0,00	106,92
TENNIS & PADEL BOURG-LES-VALENCE	6 800,00	85171,28
TENSHINKAN AIKIDO	0,00	769,82
TRAIT D'UNION	0,00	35,64
TWIRLING-BATON BOURG LES VALENCE	2 800,00	6207,86
UNION FRANCE ARMENIE	0,00	1425,6
UNIVERSITE POPULAIRE	500,00	9971,32
US RHONE XV	24 000,00	37719,66
USEP BOURG-LES-VALENCE	0,00	14068,21
VALENCE BOURG BASKET	17 300,00	20035,14
VALENCE BOURG TENNIS DE TABLE	4 000,00	9133,64
VALENCE SERVICES	31 500,00	0
VERCORS NATURE	0,00	2333,23
VICE & VERSA	6 800,00	4561,92
Entreprises	**0,00**	
Personnes physiques	**123 822,73**	
DIVERS BENEFICIAIRES	123 822,73	

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_06-DE

Nom des bénéficiaires	Montant du fonds de concours ou de la subvention (numéraire)	Prestations en nature
Autres	**0,00**	
Personnes de droit public	**573 654,00**	
Etat	**0,00**	
Régions	**0,00**	
Départements	**0,00**	
Communes	**0,00**	
Etablissements publics (EPCI, EPA, EPIC,...)	**127 000,00**	
CCAS	127 000,00	0
Autres	**446 654,00**	
VALENCE ROMANS AGGLO	446 654,00	

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_06-DE

IV – ÉTATS ANNEXÉS

B – ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N

IV B9

B9 - ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4)		
		EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
EMPLOIS FONCTIONNELS (a)		**2,00**	**0,00**	**2,00**	**1,00**	**0,00**	**1,00**
Directeur général des services	A	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Directeur général adjoint des services	A	1,00	0,00	1,00	0,00	0,00	0,00
Directeur général des services techniques		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur départemental - SDIS		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Directeur départemental adjoint - SDIS		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Emplois créés au titre de l'article L. 313-1 du CGFP		0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
FILIERE ADMINISTRATIVE (b)		**74,00**	**0,69**	**74,69**	**46,99**	**11,00**	**57,99**
Adjoint administratif pal 1 cl	C	24,00	0,00	24,00	18,20	2,00	20,20
Adjoint administratif pal 2 cl	C	11,00	0,00	11,00	6,80	0,00	6,80
Adjoint administratif terr.	C	14,00	0,69	14,69	11,49	3,00	14,49
Attaché	A	7,00	0,00	7,00	1,00	5,00	6,00
Attaché hors classe	A	1,00	0,00	1,00	0,00	0,00	0,00
Attaché principal	A	6,00	0,00	6,00	4,00	0,00	4,00
Rédacteur	B	4,00	0,00	4,00	1,00	1,00	2,00
Rédacteur principal 1 cl	B	4,00	0,00	4,00	2,50	0,00	2,50
Rédacteur principal 2 cl	B	3,00	0,00	3,00	2,00	0,00	2,00
FILIERE TECHNIQUE (c)		**151,00**	**9,70**	**160,70**	**114,62**	**21,89**	**136,51**
Adjoint technique pal 1 cl	C	32,00	0,80	32,80	25,70	2,00	27,70
Adjoint technique pal 2 cl	C	19,00	0,00	19,00	13,80	1,00	14,80
Adjoint technique territorial	C	53,00	8,90	61,90	41,52	15,89	57,41
Agent de maîtrise	C	13,00	0,00	13,00	10,00	0,00	10,00
Agent de maîtrise principal	C	17,00	0,00	17,00	14,60	1,00	15,60
Ingénieur	A	2,00	0,00	2,00	2,00	0,00	2,00
Ingénieur principal	A	2,00	0,00	2,00	0,00	0,00	0,00
Technicien	B	4,00	0,00	4,00	1,00	2,00	3,00
Technicien principal de 1 cl	B	5,00	0,00	5,00	3,00	0,00	3,00
Technicien principal de 2 cl	B	4,00	0,00	4,00	3,00	0,00	3,00
FILIERE SOCIALE (d)		**18,00**	**0,90**	**18,90**	**11,10**	**0,90**	**12,00**
Agent spéc pal écoles mat 1 cl	C	9,00	0,00	9,00	7,50	0,00	7,50
Agent spéc pal écoles mat 2 cl	C	9,00	0,90	9,90	3,60	0,90	4,50

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_06-DE

GRADES OU EMPLOIS (1)	CATEGORIES (2)	EMPLOIS BUDGETAIRES (3)			EFFECTIFS POURVUS SUR EMPLOIS BUDGETAIRES EN ETPT (4)		
		EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS COMPLET	EMPLOIS PERMANENTS À TEMPS NON COMPLET	TOTAL	AGENTS TITULAIRES	AGENTS NON TITULAIRES	TOTAL
FILIERE MEDICO-SOCIALE (e)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE MEDICO-TECHNIQUE (f)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
FILIERE SPORTIVE (g)		**2,00**	**0,00**	**2,00**	**2,00**	**0,00**	**2,00**
Conseiller territorial A.P.S.	A	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
Educateur A.P.S pal 1er cl	B	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
FILIERE CULTURELLE (h)		**1,00**	**0,00**	**1,00**	**0,80**	**0,00**	**0,80**
Attaché principal conservation	A	1,00	0,00	1,00	0,80	0,00	0,80
FILIERE ANIMATION (i)		**18,00**	**0,80**	**18,80**	**12,60**	**2,00**	**14,60**
Adjoint d'animation pal 1 cl	C	3,00	0,00	3,00	3,00	0,00	3,00
Adjoint d'animation pal 2 cl	C	1,00	0,00	1,00	0,80	0,00	0,80
Adjoint territorial animation	C	12,00	0,80	12,80	7,80	1,00	8,80
Animateur principal de 1ère cl	B	1,00	0,00	1,00	0,00	1,00	1,00
Animateur principal de 2ème cl	B	1,00	0,00	1,00	1,00	0,00	1,00
FILIERE POLICE (j)		**12,00**	**0,00**	**12,00**	**9,00**	**0,00**	**9,00**
Brigadier-chef principal	**C**	**6,00**	**0,00**	**6,00**	**4,00**	**0,00**	**4,00**
Chef de service de police	**B**	**1,00**	**0,00**	**1,00**	**1,00**	**0,00**	**1,00**
Gardien-brigadier	**C**	**5,00**	**0,00**	**5,00**	**4,00**	**0,00**	**4,00**
FILIERE SAPEURS-POMPIERS (k)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
EMPLOIS NON CITES (l) (5)		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**
TOTAL GENERAL (b + c + d + e + f + g + h + i + j + k + l)		**276,00**	**12,09**	**288,09**	**197,11**	**35,79**	**232,90**

(1) Les grades ou emplois sont désignés conformément à la circulaire n° NOR : INTB9500102C du 23 mars 1995. Les emplois fonctionnels sont également comptabilisés dans leur filière d'origine.

(2) Catégories : A, B ou C.

(3) Emplois budgétaires créés par l'assemblée délibérante. Les emplois permanents à temps complet sont comptabilisés pour une unité, les emplois à temps non complet sont comptabilisés à hauteur de la quotité de travail prévue par la délibération créant l'emploi.

(4) Equivalent temps plein annuel travaillé (ETPT). Le décompte est proportionnel à l'activité des agents, mesurée par leur quotité de temps de travail et par leur période d'activité sur l'année :

ETPT = Effectifs physiques * quotité de temps de travail * période d'activité dans l'année

Exemple : un agent à temps plein (quotité de travail = 100 %) présent toute l'année correspond à 1 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent toute l'année correspond à 0,8 ETPT ; un agent à temps partiel, à 80 % (quotité de travail = 80 %) présent la moitié de l'année (ex : CDD de 6 mois, recrutement à mi-année) correspond à 0,4 ETPT (0,8 * 6 / 12).

(5) Emplois dont les missions ne correspondent pas à un cadre d'emploi existant.

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_06-DE

IV – ÉTATS ANNEXÉS

B – ANNEXES PATRIMONIALES – ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N — B9

B9 - ETAT DU PERSONNEL AU 31/12/N (suite)

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 31/12/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
Agents occupant un emploi permanent (6)				**0,00**		
Adjoint administratif pal 1 cl	C	ADM	412	0,00	332-8-2°	CDD
Adjoint administratif pal 1 cl	C	ADM	430	0,00	332-10	CDI
Adjoint administratif terr.	C	ADM	367	0,00	332-13	CDD
Adjoint administratif terr.	C	ADM	367	0,00	332-13	CDD
Adjoint administratif terr.	C	ADM	381	0,00	332-14	CDD
Adjoint technique pal 1 cl	C	TECH	412	0,00	332-8-2°	CDD
Adjoint technique pal 1 cl	C	TECH	430	0,00	332-10	CDI
Adjoint technique pal 2 cl	C	TECH	430	0,00	332-8-2°	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	378	0,00	332-13	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	387	0,00	332-14	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	367	0,00	332-14	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	387	0,00	332-14	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	367	0,00	332-14	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	367	0,00	332-14	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	367	0,00	332-14	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	367	0,00	332-14	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	381	0,00	332-10	CDI
Adjoint technique territorial	C	TECH	381	0,00	332-10	CDI
Adjoint technique territorial	C	TECH	381	0,00	332-10	CDI
Adjoint technique territorial	C	TECH	381	0,00	332-10	CDI
Adjoint technique territorial	C	TECH	381	0,00	332-10	CDI
Adjoint technique territorial	C	TECH	381	0,00	332-10	CDI
Adjoint technique territorial	C	TECH	381	0,00	332-10	CDI
Adjoint technique territorial	C	TECH	378	0,00	332-10	CDI
Adjoint technique territorial	C	TECH	367	0,00	332-14	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	387	0,00	332-10	CDI
Agent de maîtrise principal	C	TECH	597	0,00	332-8-2°	CDD
Agent spéc pal écoles mat 2 cl	C	S	404	0,00	332-10	CDI
Animateur principal de 1ère cl	B	ANIM	638	0,00	332-10	CDI
Attaché	A	ADM	821	0,00	332-8-2°	CDD
Attaché	A	ADM	567	0,00	332-8-2°	CDD
Attaché	A	ADM	525	0,00	332-8-2°	CDD
Attaché	A	ADM	611	0,00	332-8-2°	CDD
Attaché	A	ADM	567	0,00	332-8-2°	CDD
Rédacteur	B	ADM	538	0,00	332-13	CDD

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_06-DE

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 31/12/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)		CONTRAT	
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
Technicien	B	TECH	478	0,00	332-8-2°	CDD
Technicien	B	TECH	478	0,00	332-8-2°	CDD
Agents occupant un emploi non permanent (7)				**0,00**		
Adjoint administratif terr.	C	ADM	367	0,00	332-23-1°	CDD
Adjoint administratif terr.	C	ADM	367	0,00	332-23-1°	CDD
Adjoint administratif terr.	C	ADM	367	0,00	332-23-1°	CDD
Adjoint administratif terr.	C	ADM	367	0,00	332-23-1°	CDD
Adjoint administratif terr.	C	ADM	367	0,00	332-23-1°	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	367	0,00	332-23-1°	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	367	0,00	332-23-1°	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	367	0,00	332-23-1°	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	367	0,00	332-23-1°	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	367	0,00	332-23-1°	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	367	0,00	332-23-1°	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	367	0,00	332-23-1°	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	367	0,00	332-23-1°	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	370	0,00	332-23-1°	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	367	0,00	332-23-1°	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	367	0,00	332-23-1°	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	367	0,00	332-23-1°	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	367	0,00	332-23-1°	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	367	0,00	332-23-1°	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	367	0,00	332-23-1°	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	368	0,00	332-23-1°	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	367	0,00	332-23-1°	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	370	0,00	332-23-1°	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	367	0,00	332-23-1°	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	368	0,00	332-23-1°	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	367	0,00	332-23-1°	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	370	0,00	332-23-1°	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	387	0,00	332-23-1°	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	367	0,00	332-23-1°	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	370	0,00	332-23-1°	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	367	0,00	332-23-1°	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	367	0,00	332-23-1°	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	370	0,00	332-23-1°	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	370	0,00	332-23-1°	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	368	0,00	332-23-1°	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	368	0,00	332-23-1°	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	370	0,00	332-23-1°	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	367	0,00	332-23-1°	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	367	0,00	332-23-1°	CDD

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_06-DE

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 31/12/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)			
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Nature du contrat (5)
Adjoint technique territorial	C	TECH	367	0,00	332-23-1°	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	367	0,00	332-23-1°	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	367	0,00	332-23-1°	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	370	0,00	332-23-1°	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	367	0,00	332-23-1°	CDD
Adjoint technique territorial	C	TECH	370	0,00	332-23-1°	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	367	0,00	332-23-1°	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	367	0,00	332-23-1°	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	367	0,00	332-23-1°	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	367	0,00	332-23-1°	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	367	0,00	332-23-1°	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	367	0,00	332-23-1°	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	370	0,00	332-23-1°	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	367	0,00	332-23-1°	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	367	0,00	332-23-1°	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	368	0,00	332-23-1°	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	367	0,00	332-23-1°	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	370	0,00	332-23-1°	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	367	0,00	332-23-1°	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	367	0,00	332-23-1°	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	370	0,00	332-23-1°	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	367	0,00	332-23-1°	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	368	0,00	332-23-1°	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	368	0,00	332-23-1°	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	368	0,00	332-23-1°	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	367	0,00	332-23-1°	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	370	0,00	332-23-1°	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	368	0,00	332-23-1°	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	370	0,00	332-23-1°	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	367	0,00	332-23-1°	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	367	0,00	332-23-1°	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	367	0,00	332-23-1°	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	370	0,00	332-23-1°	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	367	0,00	332-23-1°	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	368	0,00	332-23-1°	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	367	0,00	332-23-1°	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	367	0,00	332-23-1°	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	368	0,00	332-23-1°	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	370	0,00	332-23-1°	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	367	0,00	332-23-1°	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	367	0,00	332-23-1°	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	367	0,00	332-23-1°	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	367	0,00	332-23-1°	CDD

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_06-DE

AGENTS NON TITULAIRES EN FONCTION AU 31/12/N	CATEGORIES (1)	SECTEUR (2)	REMUNERATION (3)			
			Indice (8)	Euros	Fondement du contrat (4)	Motif de recours (5)
Adjoint territorial animation	C	ANIM	367	0,00	332-23-1°	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	368	0,00	332-23-1°	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	370	0,00	332-23-1°	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	368	0,00	332-23-1°	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	370	0,00	332-23-1°	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	367	0,00	332-23-1°	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	370	0,00	332-23-1°	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	368	0,00	332-23-1°	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	367	0,00	332-23-1°	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	371	0,00	332-23-1°	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	370	0,00	332-23-1°	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	370	0,00	332-23-1°	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	367	0,00	332-23-1°	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	367	0,00	332-23-1°	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	370	0,00	332-23-1°	CDD
Adjoint territorial animation	C	ANIM	370	0,00	332-23-1°	CDD
Animateur BAFA		OTR	0	0,00	332-23-2°	CDD
Animateur BAFA		OTR	0	0,00	332-23-2°	CDD
Animateur BAFA		OTR	0	0,00	332-23-2°	CDD
Animateur BAFA		OTR	0	0,00	332-23-2°	CDD
Animateur BAFA		OTR	0	0,00	332-23-2°	CDD
Animateur BAFA		OTR	0	0,00	332-23-2°	CDD
Attaché	A	ADM	693	0,00	332-24	A
Collaborateur de cabinet		OTR	0	0,00	333-1_333-10	CDD
TOTAL GENERAL				**0,00**		

(1) CATEGORIES: A, B et C.

(2) SECTEUR ADM : Administratif.
TECH : Technique.
URB : Urbanisme (dont aménagement urbain).
S : Social.
MS : Médico-social.
MT : Médico-technique.
SP : Sportif.
CULT : Culturel
ANIM : Animation.
POL : Police.
POMP : Sapeurs-pompiers.
X : Emplois non cités.

(3) REMUNERATION : Référence à un indice brut (indiquer le niveau de l'indice brut) de la fonction publique ou en euros annuels bruts (indiquer l'ensemble des éléments de la rémunération brute annuelle).

(4) CONTRAT : Motif du contrat (code général de la fonction publique - CGFP) :
332-23-1° : Accroissement temporaire d'activité pour une durée maximale de douze mois.
332-23-2° : Accroissement saisonnier d'activité pour une durée maximale de six mois.
332-24 : Contrat de projet pour une durée minimale d'un an et une durée maximale fixée par les parties dans la limite de six ans
332-13 : Remplacement d'un fonctionnaire autorisé à servir à temps partiel ou indisponible.
332-14 : Vacance temporaire d'un emploi.
332-8-1° : Absence de cadre d'emplois de fonctionnaires susceptibles d'assurer les fonctions correspondantes.
332-8-2° : Justifié par les besoins des services ou la nature des fonctions, sous réserve qu'aucun fonctionnaire territorial n'a pu être recruté dans les conditions prévues par le CGFP.
332-8-3° : Communes de moins de 1 000 habitants et groupements de communes regroupant moins de 15 000 habitants.
332-8-4° : Communes nouvelles issues de fusion de communes de moins de 1 000 habitants, pendant trois ans suivant la création, et le cas échéant, jusqu'au premier renouvellement du conseil municipal.
332-8-5° : Autres collectivités territoriales ou établissements mentionnés à l'article L. 4, pour les emplois dont la quotité de temps de travail est inférieure à 50 %.
332-8-6° : Emplois des communes (- 2 000 hab.) et des groupements de communes (-10 000 hab.) dont la création ou suppression dépend de la décision d'une autorité.
327-5 : Contractuel territorial sur emploi permanent - peut être nommé en qualité de fonctionnaire stagiaire par l'autorité territoriale.

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_06-DE

332-10 : Contrat à durée indéterminée en application de l'article L. 332-8 avec un agent contractuel territorial qui justifie d'une durée de services publics de six ans au moins.
332-11 : Contrat à durée indéterminée lorsque l'agent contractuel territorial concerné remplit avant l'échéance de son contrat les conditions d'ancienneté mentionnées à l'article L. 332-10.
326_352 : Modalités particulières : recrutement sans concours, parcours d'accès à la fonction publique, personnes en situation de handicap (CGFP art. L326 et L.352).
343-1_343-3 : Emplois supérieurs de la fonction publique territoriale (emplois fonctionnels de direction).
333-1_333-10 : Collaborateurs de cabinet.
333-12 : Collaborateurs de groupes d'élus.
A : Autres.

(5) Indiquer si l'agent contractuel est titulaire d'un contrat à durée déterminée (CDD) ou d'un contrat à durée indéterminée (CDI). Les contrats particuliers devront être labellisés « A / autres » et feront l'objet d'une précision (ex : « contrats aidés »).

(6) Occupent un emploi permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 332-8, 332-13, 332-14, 326, 352 du CGFP , ainsi que les agents qui sont titulaires d'un contrat à durée indéterminée pris sur le fondement des articles 327-5, 332-10 et 332-11 du CGFP.

(7) Occupent un emploi non permanent de la fonction publique territoriale, les agents non titulaires recrutés sur le fondement des articles 332-23, 332-24, 333-1 à 333-10 et 333-12.

(8) Si un contrat fixe comme référence de rémunération un traitement hors échelle, il convient de mentionner le chevron conformément à l'article 6 décret 85-1148 du 20 octobre 1985.

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_06-DE

IV – ÉTATS ANNEXÉS

B - ÉTATS ANNEXÉS PATRIMONIAUX

LISTE DES ORGANISMES DANS LESQUELS LA COLLECTIVITE A PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER — B10

LISTE DES ORGANISMES DANS LESQUELS LA COLLECTIVITE A PRIS UN ENGAGEMENT FINANCIER

Les documents financiers et comptables de ces organismes sont mis à la disposition du public à (1).
Toute personne a le droit de demander communication à ses frais.

Nature de l'engagement (2)	Nom de l'organisme	Raison sociale de l'organisme	Nature juridique de l'organisme	Montant de l'engagement
Délégation de service public (3) (4)				
Détention d'une part du capital				
-	Logicoop			152,45
-	Credit Agricole Sud Rhone Alpes			593,00
-	Caisse d epargne Loire Drome Ardeche			15 476,00
-	HLM SDH CONSTRUCTEUR			91,47
Garantie ou cautionnement d'un emprunt				
-	SCP D HLM HABITAT DAUPHINOIS		SA Cooperative de production d habitation a loyer modere	3 587 042,53
-	SA HABITATION DES ALPES - PLURALIS		SA HLM	2 013 299,57
-	SOLLAR HLM LE LOGEMENT ALPES RHONE		SA HLM	5 577 312,03
-	ADOMA		Logement social	1 057 159,36
-	FONCIERE D HABITAT ET HUMANISME		SA HLM	121 527,05
-	VALENCE ROMANS HABITAT		OPH	98 807,73
-	ANEF VALLEE DU RHONE		Association	410 778,59
-	SDH CONSTRUCTEUR		SA HLM	8 240 706,70
Subventions supérieures à 75 000 € ou représentant plus de 50 % du produit figurant au compte de résultat de l'organisme				
-	CCAS			127 000,00
-	CENTRE MUSICAL			177 650,00
-	Groupement d entraide			70 000,00
-	MJC Jean Moulin			47 000,00
Autres				

(1) Hôtel de la collectivité et autres lieux publics désignés par la collectivité.
(2) Indiquer la date de la décision (délibérations, contrats ou décisions de l'exécutif).
(3) Préciser la nature de la délégation (concession, affermage, régie intéressée…).
(4) Les délégations pour lesquels un engagement hors bilan est constaté font l'objet d'une reprise dans l'état relatif aux autres engagements donnés.

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_06-DE

IV – ANNEXES

ANNEXES BUDGETAIRES
EQUILIBRE BUDGETAIRE — C1.1

DISPONIBILITE DE RESSOURCES PROPRES PROVENANT DES EXERCICES ANTERIEURS
Solde de la section d'investissement de l'exercice N-1

	Ressources propres issues de l'exercice N-1
Solde d'exécution 001 (A) montant négatif si déficit (D001) montant positif si excédent (R001)	**-3 052 177,66**
Solde des RAR (B) montant négatif si déficit montant positif si excédent	**0,00**
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I = A + B) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	**-3 052 177,66**

Disponibilité des ressources propres provenant des exercices antérieurs après financement de la section investissement de l'exercice N-1

	Ressources propres issues de l'exercice N-1
Affectation au 1068 suite au CA de l'exercice N-1 (C)	**2 615 482,10**
Solde de la section investissement de l'exercice N-1 (Solde I) Solde positif : excédent de financement Solde négatif : besoin de financement	**-3 052 177,66**
Disponibilité de ressources propres des exercices antérieurs (Solde II = C + Solde I) Solde positif : ressources disponibles pour la couverture de l'annuité Solde négatif : absence de ressources propres provenant des exercices antérieurs pour la couverture de l'annuité	**-436 695,56**

COUVERTURE DE L'ANNUITE DE LA DETTE PAR LES RESSOURCES PROPRES - PETIT EQUILIBRE

	Crédits ouverts/reportés (2)	Réalisations (3)	Restes à réaliser au 31/12/N (4)	Total
		(a)	(b)	(c = a + b)
Dépenses de l'exercice à couvrir par des ressources propres (D)(1)	**1 131 000,00**	**1 129 923,54**	**2 819 047,17**	**3 948 970,71**
Ressources propres externes et internes de l'exercice (E)(1)	**9 861 762,00**	**3 483 485,20**	**1 921 361,96**	**5 404 847,16**
Solde des opérations de l'exercice (Solde III = E - D)	**8 730 762,00**	**2 353 561,66**	**-897 685,21**	**1 455 876,45**
Solde d'exécution 001 (A) montant négatif si déficit (D001) montant positif si excédent (R001)	**-3 052 177,66**			**-3 052 177,66**
Affectation au 1068 suite au CA de l'exercice N-1 (C)	**2 615 482,10**	**2 615 482,10**		**2 615 482,10**
Solde des opérations liées à l'exercice N-1 (Solde IV = A + C)	**-436 695,56**			**-436 695,56**
Couverture de l'annuité de la dette (Solde V = Solde III + Solde IV) Solde positif : annuité de la dette couverte Solde négatif : annuité de la dette non couverte				**1 019 180,89**

(1) BP+BS+DM + RAR N-1.Le détail est présenté aux états suivants : "Equilibre budgétaire - Dépenses" et "Equilibre budgétaire - Recette"

(2) Cumul des crédits de l'exercice votés ou reportés

(3) Mandats et titres émis

(4) Il s'agit des restes à réaliser établis conformément à la comptabilité d'engagement annuelle

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_06-DE

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_06-DE

IV – ÉTATS ANNEXÉS

C – ÉTATS ANNEXÉS BUDGÉTAIRES – EQUILIBRE BUDGETAIRE – DEPENSES

IV
C1.2

DEPENSES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)	Réalisations
DEPENSES TOTALES A COUVRIR PAR DES RESSOURCES PROPRES = A + B		**1 131 000,00**	**1 129 923,54**
16 Emprunts et dettes assimilées (A)		**1 128 000,00**	**1 127 601,54**
1631	Emprunts obligataires	0,00	0,00
1641	Emprunts en euros	891 000,00	890 935,54
1643	Emprunts en devises	0,00	0,00
16441	Opérations afférentes à l'emprunt	237 000,00	236 666,00
1671	Avances consolidées du Trésor	0,00	0,00
1672	Emprunts sur comptes spéciaux du Trésor	0,00	0,00
1678	Autres emprunts et dettes	0,00	0,00
1681	Autres emprunts	0,00	0,00
1682	Bons à moyen terme négociables	0,00	0,00
1687	Autres dettes	0,00	0,00
Dépenses et transferts à déduire des ressources propres (B)		**3 000,00**	**2 322,00**
10…	*Reprise de dotations, fonds divers et réserves*		
10…	Reversement de dotations, fonds divers et réserves		
139	*Subv. invest. transférées cpte résultat*	*3 000,00*	*2 322,00*

(1) Détailler les chapitres budgétaires par article conformément au plan de comptes.

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_06-DE

IV – ÉTATS ANNEXÉS

C – ÉTATS ANNEXÉS BUDGÉTAIRES – EQUILIBRE BUDGETAIRE – RECETTES

IV
C1.3

RESSOURCES PROPRES

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)	Réalisations
RECETTES (RESSOURCES PROPRES) = a + b		**9 861 762,00**	**III** **3 483 485,20**
Ressources propres externes de l'année (a)		**1 690 000,00**	**1 670 256,60**
10222	FCTVA	1 140 000,00	1 101 680,05
10226	Taxe d'aménagement (2)	550 000,00	568 576,55
10227	Versement pour sous densité	0,00	0,00
10228	Autres fonds d'investissement	0,00	0,00
13146	Attributions compensation investissement	0,00	0,00
13156	Attributions compensation investissement	0,00	0,00
13246	Attributions compensation investissement	0,00	0,00
13256	Attributions compensation investissement	0,00	0,00
138	Autres subventions invest. non transf.	0,00	0,00
26…	Participations et créances rattachées		
27…	Autres immobilisations financières		
Ressources propres internes de l'année (b) (3)		**8 171 762,00**	**1 813 228,60**
15…	*Provisions pour risques et charges*		
169	*Primes de remboursement des obligations*	*0,00*	*0,00*
26…	*Participations et créances rattachées*		
27…	*Autres immobilisations financières*		
28…	*Amortissement des immobilisations*		
2802	*Frais liés à la réalisation de document*	*0,00*	*3 095,51*
28031	*Frais d'études*	*0,00*	*8 473,00*
28033	*Frais d'insertion*	*0,00*	*625,00*
2804133	*Subv. Dpt : Projet infrastructure*	*0,00*	*2 822,00*
28041512	*Subv. Grpt : Bâtiments, installations*	*0,00*	*34 519,00*
280421	*Privé - Biens mob., matériel et études*	*0,00*	*60,00*
280422	*Privé - Bâtiments et installations*	*0,00*	*57 160,00*
2804412	*Sub nat org pub - Bât. et installations*	*0,00*	*2 237,00*
2804422	*Sub nat privé - Bât. et installations*	*0,00*	*145,00*
28046	*Attributions compensation investissement*	*0,00*	*446 654,00*
2805	*Licences, logiciels, droits similaires*	*0,00*	*11 025,00*
28088	*Autres immobilisations incorporelles*	*0,00*	*722,29*

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_06-DE

Art. (1)	Libellé (1)	Crédits de l'exercice (BP + BS + DM + RAR N-1)	Réalisations
28128	*Autres aménagements de terrains*	*0,00*	*204 669,00*
281351	*Bâtiments publics*	*0,00*	*428 255,00*
281352	*Bâtiments privés*	*0,00*	*1 477,00*
28138	*Autres constructions*	*0,00*	*20 776,00*
28152	*Installations de voirie*	*0,00*	*37 726,44*
281568	*Autre matériel, outillage incendie*	*0,00*	*73 909,60*
2815738	*Autre matériel et outillage de voirie*	*0,00*	*16 877,60*
281578	*Autre matériel technique*	*0,00*	*1 394,00*
28158	*Autres inst.,matériel,outil. techniques*	*0,00*	*83 602,10*
281828	*Autres matériels de transport*	*0,00*	*83 659,80*
281831	*Matériel informatique scolaire*	*0,00*	*1 533,84*
281838	*Autre matériel informatique*	*0,00*	*62 720,37*
281841	*Matériel de bureau et mobilier scolaire*	*0,00*	*13 031,70*
281848	*Autres matériels de bureau et mobiliers*	*0,00*	*18 154,06*
28185	*Matériel de téléphonie*	*0,00*	*5 645,22*
28188	*Autres immo. corporelles*	*1 700 000,00*	*78 927,47*
29…	*Dépréciations des immobilisations*		
31…	*Matières premières (et fournitures) (4)*		
33…	*En-cours de production de biens (4)*		
35…	*Stocks de produits (4)*		
39…	*Dépréciation des stocks et en-cours*		
481…	*Charges à rép. sur plusieurs exercices*		
4815	*Charges liées à crise sanitaire Covid-19*	*113 332,00*	*113 331,60*
49…	*Dépréciation des comptes de tiers*		
59…	*Dépréciation des comptes financiers*		
024	Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00
021	*Virement de la section de fonctionnement*	*6 358 430,00*	*0,00*

(1) Les comptes 15, 169, 26, 27, 28, 29, 39, 481, 49 et 59 sont à détailler conformément au plan de comptes.

(2) Le compte 10226 peut être utilisé uniquement par les communes et les établissements publics à fiscalité propre.

(3) Les comptes 15, 29, 39, 49 et 59 sont présentés uniquement si la collectivité applique le régime des provisions budgétaires.

(4) Les comptes 31, 33 et 35 ne peuvent être utilisés que pour les budgets utilisant la comptabilité de stock. Par conséquent, seuls les budgets retraçant les dépenses et les recettes d'un lotissement ou d'une ZAC peuvent utiliser les comptes susmentionnés.

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_06-DE

IV – ÉTATS ANNEXÉS

C – ÉTATS ANNEXÉS BUDGÉTAIRES – AUTORISATIONS DE PROGRAMME

IV
C2.1

SITUATION DES AUTORISATIONS DE PROGRAMME ET CREDITS DE PAIEMENT

AUTORISATION DE PROGRAMME *		Chapitre (s)	Stocks AP votées disponibles à l'affectation (exercices antérieurs)	AP votées dans l'année	AP affectées non couvertes par des CP réalisés au 01/01/N (1)	Flux d'AP affectées dans l'année (2)	AP affectées annulées (3)	Stock d'AP affectées restant à financer (4) = (1) + (2) - (3)	CP mandatés au budget de l'année N (5)	AP affectées non couvertes par des CP mandatés au 31/12/N (6) = (4) - (5)
Numéro	Libellé									
	agenda accessibilite programmee	21	2 900 000,00	0,00	1 794 345,00	0,00	0,00	1 794 345,00	6 757,68	1 787 587,32
	groupe scolaire moulin albon	23	2 800 000,00	0,00	415 690,00	0,00	0,00	415 690,00	249 303,87	166 386,13
	projet urbain	23	16 250 000,00	0,00	1 168 789,00	0,00	0,00	1 168 789,00	548 378,64	620 410,36
TOTAL			**21 950 000,00**	**0,00**	**3 378 824,00**	**0,00**	**0,00**	**3 378 824,00**	**804 440,19**	**2 574 383,81**

* Le détail par programme n'est à renseigner qu'à compter des AP votées en 2005.

(1) Il s'agit des AP affectées antérieurement à l'exercice N et non encore entièrement couvertes par les CP des années antérieures.

(2) Il s'agit des AP votées avant ou pendant l'exercice N et affectées pendant celui-ci.

(6) Il s'agit des AP non encore intégralement couvertes à la fin de l'exercice N.

	N-3	N-2	N-1	N
Ratio de couverture des AP affectées (6) / (5)	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_06-DE

IV – ÉTATS ANNEXÉS

IMPACT DU BUDGET POUR LA TRANSITION ECOLOGIQUE – REPARTITION PAR NATURE — C5.1

Présentation agrégée par nature

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Mixtes	Défavorables	Neutres	Non cotées
A105	Subventions d'investissement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	23 347,12	0,00	23 347,12	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	700 188,49	0,00	700 188,49	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	73 528,65	0,00	73 528,65	0,00	0,00	0,00
A130	Réseaux et installations de voirie	531 130,63	0,00	531 130,63	0,00	0,00	0,00
A135	Réseaux divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations techniques, agencements et matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concessions ou affermées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	19 312,42	0,00	19 312,42	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	1 698 297,72	0,00	1 698 297,72	0,00	0,00	0,00
A165	Immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour le compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**3 045 805,03**	**0,00**	**3 045 805,03**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 1 : LUTTE CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A105	Subventions d'investissement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	23 347,12	7 044,52	0,00	16 302,60	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	700 188,49	17 038,58	0,00	683 149,91	0,00
A125	Constructions	73 528,65	16 386,62	0,00	57 142,03	0,00
A130	Réseaux et installations de voirie	531 130,63	10 115,72	0,00	521 014,91	0,00
A135	Réseaux divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations techniques, agencements et matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concessions ou affermées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	19 312,42	0,00	0,00	19 312,42	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	1 698 297,72	1 532 272,13	0,00	166 025,59	0,00
A165	Immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour le compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**3 045 805,03**	**1 582 857,57**	**0,00**	**1 462 947,46**	**0,00**

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_06-DE

AXE 2 : ADAPTATION AU CHANGEMENT CLIMATIQUE ET PREVENTIUON DES RISQUES NATURELS (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A105	Subventions d'investissement versées	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A130	Réseaux et installations de voirie	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A135	Réseaux divers	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations techniques, agencements et matériel	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concessions ou affermées	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Immobilisations financières	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour compte de tiers	**0,00**	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 3 : GESTION DES RESSOURCES EN EAU (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A105	Subventions d'investissement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A130	Réseaux et installations de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A135	Réseaux divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations techniques, agencements et matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concessions ou affermées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_06-DE

AXE 4 : TRANSITION VERS L'ECONOMIE CIRCULAIRE, GESTION DES DECHETS, PREVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A105	Subventions d'investissement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A130	Réseaux et installations de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A135	Réseaux divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations techniques, agencements et matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concessions ou affermées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 5 : LUTTE CONTRE LES POLLUTIONS DE L'AIR ET DES SOLS (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A105	Subventions d'investissement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A130	Réseaux et installations de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A135	Réseaux divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations techniques, agencements et matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concessions ou affermées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_06-DE

AXE 6 : PRESERVATION DE LA BIODIVERSITE, PROTECTION DES ESPACES NATURELS, AGRICOLES ET SYLVICOLES (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
A105	Subventions d'investissement versées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A110	Autres immobilisations incorporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A115	Immobilisations incorporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A120	Terrains	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A125	Constructions	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A130	Réseaux et installations de voirie	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A135	Réseaux divers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A140	Installations techniques, agencements et matériel	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A145	Immobilisations mises en concessions ou affermées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A150	Autres immobilisations corporelles	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A155	Immobilisations corporelles en cours	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A165	Immobilisations financières	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
A225	Opérations pour compte de tiers	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Les objectifs de transition écologique mentionnés au 1° du IV de l'article 191 de la loi du 29 décembre 2023 correspondent aux six axes de l'article 19 du règlement (UE) 2020/852 du Parlement européen et du Conseil du 18 juin 2020 sur l'établissement d'un cadre visant à favoriser les investissements durables et modifiant le règlement (UE) 2019/2088 du Parlement européen et du Conseil du 27 novembre 2019 sur la publication d'informations en matière de durabilité dans le secteur des services financiers :
Axe 1° atténuation du changement climatique ;
Axe 2° adaptation au changement climatique et prévention des risques naturels ;
Axe 3° gestion des ressources en eau ;
Axe 4° transition vers une économie circulaire, gestion des déchets, prévention des risques technologiques ;
Axe 5° prévention et contrôle des pollutions de l'air et des sols ;
Axe 6° préservation de la biodiversité et protection des espaces naturels, agricoles et sylvicoles.

L'analyse de l'impact environnemental des dépenses visées est réalisée de manière obligatoire :
- à compter de l'exercice 2024 pour l'axe 1° ;
- à compter de l'exercice 2025 pour les axes 1° et 6°.
La cotation selon les autres axes est possible, mais facultative.

(2) Les dépenses pour lesquelles la contribution aux objectifs de transition écologique est présentée obligatoirement sont celles exécutées aux comptes suivants des budgets principaux et des budgets annexes soumis à l'instruction budgétaire et comptable M57 :
- 2031 « Frais d'études »,
- 2111 « Terrains nus »,
- 2115 « Terrains bâtis »,
- 2128 « Autres agencements et aménagements de terrains »,
- 21312 « Bâtiments scolaires »,
- 21318 « Autres bâtiments publics »,
- 21351 « Installations générales, agencements, aménagements des constructions - Bâtiments publics »,
- 21352 « Installations générales, agencements, aménagements des constructions - Bâtiments privés »,
- 2138 « Autres constructions »,
- 2151 « Réseaux de voirie »,
- 2152 « Installations de voirie »,
- 21821 « Matériel et transport ferroviaire »,
- 21828 « Autres matériels de transport »,
- 2312 « Agencements et aménagements de terrains en cours »,
- 2313 « Constructions en cours »,
- 2315 « Installations, matériel et outillage techniques en cours »,
- 2317 « Immobilisations reçues au titre d'une mise à disposition en cours ».
La cotation des autres natures de dépense est possible, mais facultative.

(3) Les dépenses d'investissement pour lesquelles la contribution aux objectifs de transition écologique est présentée s'entendent comme les dépenses réelles exécutées, hors remboursement des annuités d'emprunts à l'exception des remboursements correspondant à la dette liée à la part investissement des marchés de partenariat.

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_06-DE

IV – ÉTATS ANNEXÉS

IMPACT DU BUDGET POUR LA TRANSITION ECOLOGIQUE – REPARTITION PAR FONCTION — C3.2

Présentation agrégée par fonction

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Mixtes	Défavorables	Neutres	Non cotées
0	Services généraux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
0-5	Fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1	Sécurité	2 380,80	0,00	2 380,80	0,00	0,00	0,00
2	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	325 661,91	0,00	325 661,91	0,00	0,00	0,00
3	Culture, vie sociale, jeunesse, sport et loisirs	197 455,84	0,00	197 455,84	0,00	0,00	0,00
4	Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI	437 447,15	0,00	437 447,15	0,00	0,00	0,00
4-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-4	RSA – Régularisation des RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5	Aménagement des territoires et habitat	1 473 691,09	0,00	1 473 691,09	0,00	0,00	0,00
6	Action économique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7	Environnement	8 023,49	0,00	8 023,49	0,00	0,00	0,00
8	Transports	654 739,83	0,00	654 739,83	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**3 099 400,11**	**0,00**	**3 099 400,11**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 1 : LUTTE CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
0	Services généraux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
0-5	Fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1	Sécurité	2 380,80	0,00	0,00	2 380,80	0,00
2	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	325 661,91	263 613,14	0,00	62 048,77	0,00
3	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	197 455,84	6 998,33	0,00	190 457,51	0,00
4	Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI)	437 447,15	430 689,47	0,00	6 757,68	0,00
4-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-4	RSA – Régularisations des RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5	Aménagement des territoires et habitat	1 473 691,09	758 750,75	0,00	714 940,34	0,00
6	Action économique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7	Environnement	8 023,49	0,00	0,00	8 023,49	0,00
8	Transports	654 739,83	122 805,88	0,00	531 933,95	0,00
	TOTAL	**3 099 400,11**	**1 582 857,57**	**0,00**	**1 516 542,54**	**0,00**

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_06-DE

AXE 2 : ADAPTATION AU CHANGEMENT CLIMATIQUE ET PREVENTIUON DES RISQUES NATURELS (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
0	Services généraux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
0-5	Fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
3	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4	Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-4	RSA – Régularisations des RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5	Aménagement des territoires et habitat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6	Action économique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7	Environnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
8	Transports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 3 : GESTION DES RESSOURCES EN EAU (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
0	Services généraux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
0-5	Fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
3	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4	Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-4	RSA – Régularisations des RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5	Aménagement des territoires et habitat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6	Action économique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7	Environnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
8	Transports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_06-DE

AXE 4 : TRANSITION VERS L'ECONOMIE CIRCULAIRE, GESTION DES DECHETS, PREVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
0	Services généraux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
0-5	Fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
3	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4	Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-4	RSA – Régularisations des RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5	Aménagement des territoires et habitat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6	Action économique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7	Environnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
8	Transports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

AXE 5 : LUTTE CONTRE LES POLLUTIONS DE L'AIR ET DES SOLS (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
0	Services généraux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
0-5	Fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
3	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4	Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-4	RSA – Régularisations des RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5	Aménagement des territoires et habitat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6	Action économique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7	Environnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
8	Transports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
TOTAL		**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_06-DE

AXE 6 : PRESERVATION DE LA BIODIVERSITE, PROTECTION DES ESPACES NATURELS, AGRICOLES ET SYLVICOLES (1)

Type de dépense (2)		Total des dépenses (mandatées) (3)	Favorables	Défavorables	Neutres	Non cotées
0	Services généraux	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
0-5	Fonds européens	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
1	Sécurité	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
2	Enseignement, formation professionnelle et apprentissage	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
3	Culture, vie sociale, jeunesse, sports et loisirs	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4	Santé et action sociale (hors APA, RSA et régularisation RMI)	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-3	APA	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
4-4	RSA – Régularisations des RMI	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
5	Aménagement des territoires et habitat	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
6	Action économique	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
7	Environnement	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
8	Transports	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
	TOTAL	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**	**0,00**

(1) Les objectifs de transition écologique mentionnés au 1° du IV de l'article 191 de la loi du 29 décembre 2023 correspondent aux six axes de l'article 19 du règlement (UE) 2020/852 du Parlement européen et du Conseil du 18 juin 2020 sur l'établissement d'un cadre visant à favoriser les investissements durables et modifiant le règlement (UE) 2019/2088 du Parlement européen et du Conseil du 27 novembre 2019 sur la publication d'informations en matière de durabilité dans le secteur des services financiers :
Axe 1° atténuation du changement climatique ;
Axe 2° adaptation au changement climatique et prévention des risques naturels ;
Axe 3° gestion des ressources en eau ;
Axe 4° transition vers une économie circulaire, gestion des déchets, prévention des risques technologiques ;
Axe 5° prévention et contrôle des pollutions de l'air et des sols ;
Axe 6° préservation de la biodiversité et protection des espaces naturels, agricoles et sylvicoles.

L'analyse de l'impact environnemental des dépenses visées est réalisée de manière obligatoire :
- à compter de l'exercice 2024 pour l'axe 1° ;
- à compter de l'exercice 2025 pour les axes 1° et 6°.
La cotation selon les autres axes est possible, mais facultative.

(2) Les dépenses pour lesquelles la contribution aux objectifs de transition écologique est présentée obligatoirement sont celles exécutées aux comptes suivants des budgets principaux et des budgets annexes soumis à l'instruction budgétaire et comptable M57 :
- 2031 « Frais d'études »,
- 2111 « Terrains nus »,
- 2115 « Terrains bâtis »,
- 2128 « Autres agencements et aménagements de terrains »,
- 21312 « Bâtiments scolaires »,
- 21318 « Autres bâtiments publics »,
- 21351 « Installations générales, agencements, aménagements des constructions - Bâtiments publics »,
- 21352 « Installations générales, agencements, aménagements des constructions - Bâtiments privés »,
- 2138 « Autres constructions »,
- 2151 « Réseaux de voirie »,
- 2152 « Installations de voirie »,
- 21821 « Matériel et transport ferroviaire »,
- 21828 « Autres matériels de transport »,
- 2312 « Agencements et aménagements de terrains en cours »,
- 2313 « Constructions en cours »,
- 2315 « Installations, matériel et outillage techniques en cours »,
- 2317 « Immobilisations reçues au titre d'une mise à disposition en cours ».
La cotation des autres natures de dépense est possible, mais facultative.

(3) Les dépenses d'investissement pour lesquelles la contribution aux objectifs de transition écologique est présentée s'entendent comme les dépenses réelles exécutées, hors remboursement des annuités d'emprunts à l'exception des remboursements correspondant à la dette liée à la part investissement des marchés de partenariat.

Envoyé en préfecture le 16/05/2025

Reçu en préfecture le 16/05/2025

Publié le 16/05/2025

ID : 026-212600589-20250513-CM120525_06-DE

État des Contrôles du Compte Financier

L'état des contrôles du compte financier ne fait pas apparaître d'anomalie sur le périmètre des contrôles effectués portant sur la cohérence des états patrimoniaux et la concordance de l'exécution budgétaire.

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_06-DE

V – ARRETE ET SIGNATURES

ARRETE ET SIGNATURES

A

Date d'édition : 16/04/2025

Comptable(s)			Ayant exercé au cours de la gestion	
M Fabrice CES	du	01/03/2024	au	16/04/2025
M Didier GUERIN	du	01/01/2024	au	29/02/2024

Vu et certifié par le comptable supérieur ou son délégué qui déclare que le présent compte est exact en ses résultats.

Observations :

CHAPON Valery (1013977523-0), Inspecteur des Finances Publiques **A DDFiP DE LA DROME , le 17/04/2025**

Le comptable soussigné affirme véritable, sous les peines de droit, le présent compte.

CES Fabrice (1013708002-0), CSC des Finances Publiques de 2ème catégorie **A NORD DROME , le 22/04/2025**

Vu par l'ordonnateur ou son délégué qui certifie que le présent compte a été voté le par l'organe délibérant.

A , le

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_07-DE

DÉPARTEMENT
DRÔME
COMMUNE
BOURG-LÈS-VALENCE

DÉLIBÉRATION
CONSEIL MUNICIPAL
DU LUNDI 12 MAI 2025

Convocation du 02/05/2025

Nombre de conseillers en exercice : 33
Nombre de conseillers présents : 26
Nombre de conseillers absents : 1
Nombre de pouvoirs : 6
Secrétaire de séance :

Éliane GUILLON

Étaient présents MM(Mmes) les conseillers municipaux :
Marlène MOURIER, Éliane GUILLON, Aurélien ESPRIT, Dominique GENTIAL, Robert TAFANKEJIAN, Audrey RENAUD, Florian REVERDY, Danièle PAYAN, Tanguy GERLAND, Vincent FUGIER, Agnès LAPEYRE, Stéphanie MARILLAT, Paolino TOLA, Rachel VAQUE, Chantal BILLIET, Rosaline ASLANIAN-HABRARD, Nancy GUIBOUD, Martine IMBERT, Fabrice PIAUD, Wilfrid PAILHES, Christiane RANC, Frédéric TREMBLAY, Maria CARLOMAGNO, Denis CLUZEL, Marie-Hélène MIRAMONT, Alexandre POTHAIN

Sauf,
Geneviève AUDIBERT, pouvoir à Éliane GUILLON
Thierry BELLE, pouvoir à Marlène MOURIER
Manuel JAMAKORZIAN, pouvoir à Robert TAFANKEJIAN
Mamadou DIALLO, pouvoir à Paolino TOLA
Alexandre BAILLET, pouvoir à Fabrice PIAUD
Georges ISHACIAN, pouvoir à Wilfrid PAILHÈS
Christian ROZO – Absent non excusé

07. REPRISE DÉFINITIVE DES RÉSULTATS DE L'EXERCICE 2024 – BUDGET PRINCIPAL

Rapporteur
E. GUILLON

Lors du Conseil Municipal du 5 février 2025, une délibération de reprise anticipée des résultats du compte financier unique 2024 a été votée dans les conditions prévues aux articles L2311-5 et R2311-13 du code général des collectivités territoriales.

Conformément à la réglementation, la reprise définitive du résultat doit dans ce cas être votée par le Conseil Municipal avec le compte financier unique de l'exercice.

Il convient donc de procéder à la reprise et à l'affectation définitive des résultats du compte financier unique de l'exercice 2024.

La reprise et l'affectation provisoire des résultats de l'exercice 2024 votées en Conseil Municipal du 5 février dernier doivent être ajustés de 0.62 euros.
Une délibération portant décision modificative n°1 du budget 2025 est présentée ci-après.

Il est rappelé que les résultats de l'exercice 2024 se présentent de la façon suivante :

	Investissement	Fonctionnement	Total
Recettes totales 2024	8 909 452,19 €	22 619 090,83 €	31 528 543,02 €
Dépenses totales 2024	- 6 284 933,87 €	- 21 947 567,99 €	- 28 232 501,86 €
Résultat de l'exercice 2024	2 624 518,32 €	671 522,84 €	3 296 041,16 €
Résultat antérieur reporté	- 3 052 177,66 €	6 939 162,53 €	3 886 984,87 €
Résultat de clôture 2024	- 427 659,34 €	7 610 685,37 €	7 183 026,03 €
Reports de dépenses	- 2 819 047,17 €	-	- 2 819 047,17 €
Reports de recettes	1 921 361,96 €	-	1 921 361,96 €
Résultat avant affectation	- 1 325 344,55 €	7 610 685,37 €	6 285 340,82 €

Par conséquent,

Vu les articles R 2311-11 à R 2311-13 du code général des collectivités territoriales et notamment l'article L 2311-5 relatif à l'affectation du résultat de l'exercice,

Vu la délibération du Conseil Municipal du 5 février 2025 de reprise anticipée des résultats de l'exercice 2024,

Considérant que le résultat définitif de clôture 2024 de la section de fonctionnement s'élève à 7 610 685,37 euros

Considérant que le résultat définitif de clôture 2024 de la section d'investissement représente un besoin d'autofinancement de 427 659,34 euros,

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, à la majorité :

AFFECTE 1 325 344,55 € de l'excédent de fonctionnement à la couverture du besoin d'autofinancement de l'investissement (en recettes au compte 1068 excédents de fonctionnement capitalisés)

- **REPREND** le solde de la section de fonctionnement, soit 6 285 340,82 € en report d'excédents à la section de fonctionnement (en recettes au compte 002), et le déficit de la section d'investissement, soit 427 659,34 € (en dépenses au compte 001).

Résultat du vote : Pour : 24 *Contre : 7* *Abstention : 1*

Fait à Bourg-lès-Valence,
Le 13/05/2025

Le secrétaire de séance,

Éliane GUILLON

Le Maire,

Marlène MOURIER

Acte exécutoire en vertu de sa transmission en Préfecture le et de sa publication le 16 MAI 2025

Envoyé en préfecture le 13/05/2025
Reçu en préfecture le 13/05/2025
Publié le 13/05/2025
ID : 026-212600555-20250512-DELIB2025_0040-DE

DÉPARTEMENT
DRÔME
COMMUNE
BOURG-LÈS-VALENCE

DÉLIBÉRATION
CONSEIL MUNICIPAL
DU LUNDI 12 MAI 2025

Convocation du 02/05/2025

Nombre de conseillers en exercice : 33
Nombre de conseillers présents : 26
Nombre de conseillers absents : 1
Nombre de pouvoirs : 6
Secrétaire de séance :

Élana GUILLON

Étaient présents MM(Mmes) les conseillers municipaux :
Montéro MOURIER, Élana GUILLON, Aurélien ESPRIT, Dominique GENTIAL, Robert TAFANKEJIAN, Audrey RENAUD, Florian REVEROY, Danièle PRYAN, Tanguy GERLAND, Vincent FUGIER, Agnès LAPEYRE, Stéphanie MARILLAT, Paolino TOLA, Rachel VAQUÉ, Chantal BILLET, Rosaline ASLANIAN-HABRARD, Nancy OUBOUD, Martine IMBERT, Fabrice PIAUD, Wilfrid PAULNES, Christiane RAHC, Frédéric TREMBLAY, Maria CARLOMAGNO, Denis CLUZEL, Marie-Hélène MERANDET, Alexandre POTHAIN

Sauf,
Geneviève AUDIBERT, pouvoir à Élana GUILLON
Thierry RELLE, pouvoir à Montéro MOURIER
Manuel JAMAMORZIAN, pouvoir à Robert TAFANKEJIAN
Mamadou DIALLO, pouvoir à Paolino TOLA
Alexandre BAILLET, pouvoir à Fabrice PIAUD
Georges ISHACIAN, pouvoir à Wilfrid PAULNES
Christian ROZO – Absent non excusé

08. DÉCISION MODIFICATIVE N°1 DE L'EXERCICE 2025 - BUDGET PRINCIPAL

Rapporteur
E. GUILLON

Vu le code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L 1612-11 précisant que des modifications peuvent être apportées au budget par l'organe délibérant jusqu'au terme de l'exercice auquel elles s'appliquent,

Considérant la nécessité de régulariser des ouvertures de crédits sur l'exercice 2025, il convient de modifier le budget de la façon suivante :

1) Dans le cadre d'un arrêté de péril, la commune doit se substituer à un propriétaire défaillant en faisant exécuter des travaux de mise en sécurité qui seront par ailleurs refacturés audit propriétaire. Il convient donc d'augmenter le chapitre 011 et le chapitre 75 de 14 358 €.

2) À la suite du calcul définitif des résultats de l'exercice 2024, ceux-ci devant être repris de façon exacte en M57, il y a lieu de réaliser une régularisation de 0,62 € : il convient pour cela d'augmenter le chapitre 002 de 0,62 € et de diminuer le compte 1068 de 0,62€.

3) Le personnel du CCAS était jusqu'à présent rémunéré par le budget principal de la Commune. Or, s'agissant d'un établissement disposant d'un budget autonome, le CCAS doit rémunérer les agents qu'il emploie sur son budget propre, ce qui nécessite d'augmenter d'autant la subvention versée par la Commune.

   Le calcul de la rémunération des agents actuellement salariés de la commune mais affectés au CCAS a été établi du 1er juillet au 31 décembre 2025, soit sur 6 mois, et représente 161 200 €. Par conséquent, il convient donc de diminuer les charges de personnel du budget de la ville (chapitre 012) de 161 200 € et d'augmenter pour l'année 2025 la subvention versée par la commune au CCAS (chapitre 065) de 161 200 €.

4) La ville ayant signé des conventions de délégation de maitrise d'ouvrage pour l'aménagement de places de stationnement avenue Tony Garnier avec la Société de Développement de l'Habitat (SDH) et avec Drôme Aménagement Habitat (DAH), il convient d'ouvrir des crédits en section d'investissement sur les comptes de dépenses et de recettes des opérations sous mandat.

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-216600589-20250513-DEL20250068

SECTION DE FONCTIONNEMENT - RECETTES

Chapitre	Nature	Libellé	Montant
002	002	RESULTAT DE FONCTIONNEMENT REPORTE	0,62 €
75	75888	AUTRES	14 358,00 €

SECTION DE FONCTIONNEMENT - DEPENSES

Chapitre	Nature	Libellé	Montant
011	6042	ACHATS DE PREST. DE SERVICES (AUTRES QUE TERRAINS A AMENAGER)	14 358,00 €
65	657363	CCAS/CIAS	161 200,00 €
012	64111	REMUNERATION PRINCIPALE DES TITULAIRES	-161 200,00 €
023	023	VIREMENT A LA SECTION D'INVESTISSEMENT	0,62 €

SECTION D'INVESTISSEMENT - RECETTES

Chapitre	Nature	Libellé	Montant
021	021	VIREMENT DE LA SECTION DE FONCTIONNEMENT	0,62 €
10	1068	EXCEDENTS DE FONCTIONNEMENT CAPITALISES	-0,62 €
4582	458293	RECETTE STATIONNEMENT AVENUE TONY GARNIER SDH	123 600,00 €
4582	458292	RECETTE STATIONNEMENT AVENUE TONY GARNIER DAH	53 208,00 €

SECTION D'INVESTISSEMENT - DEPENSES

Chapitre	Nature	Libellé	Montant
4581	458193	DEPENSE STATIONNEMENT AVENUE TONY GARNIER SDH	123 600,00 €
4581	458192	DEPENSE STATIONNEMENT AVENUE TONY GARNIER DAH	53 208,00 €

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, à la majorité :

- **AUTORISE** la décision modificative du budget 2025 qui intègre les régularisations indiquées ci-dessus.

- **ATTRIBUE** une subvention complémentaire au CCAS d'un montant de 161 200 € comme expliqué précédemment et **APPROUVE** son versement.

Résultat du vote : Pour : 24 *Contre : 7* *Abstention : 1*

Fait à Bourg-lès-Valence,
Le 13/05/2025

Le secrétaire de séance,

Éliane GUILLON

Le Maire,

Marlène MOURIER

Acte exécutoire en vertu de sa transmission en Préfecture le
et de sa publication le 16 MAI 2025

DÉPARTEMENT
DRÔME
COMMUNE
BOURG-LÈS-VALENCE

DÉLIBÉRATION
CONSEIL MUNICIPAL
DU LUNDI 12 MAI 2025

Convocation du 02/05/2025

Nombre de conseillers en exercice : 33
Nombre de conseillers présents : 26
Nombre de conseillers absents : 1
Nombre de pouvoirs : 6
Secrétaire de séance :

Eliane GUILLON

Étaient présents MM.(Mmes) les conseillers municipaux :

Marlène MOURIER, Eliane GUILLON, Aurélien ESPRIT, Dominique GENTIAL, Robert TAFANIÉRAN, Audrey RENAUD, Florian REVERDY, Danièle PAYAN, Yorgay GERLAND, Vincent FUGIER, Agnès LAPEYRE, Stéphanie MARILLAT, Pauline TOLA, Rachel VAQUÉ, Chama' BILLET, Roxane ABT ANIAM-HAGRARD, Nancy GUIBOUD, Martine IMBERT, Fabrice PIAUD, Wilfrid PAUHES, Christiane RANC, Frédéric TRENBLAY, Maria CARLOMAGNO, Denis CLUZEL, Marie-Hélène MORAMONT, Alexandra POTHAIN

Sauf,
Geneviève AUDIBERT, pouvoir à Eliane GUILLON
Thierry BETTE, pouvoir à Marlène MOURIER
Manuel JAMAKORZIAN pouvoir à Robert TAFANIÉRAN
Mamadou DIALLO, pouvoir à Pauline TOLA
Alexandre BAILLET, pouvoir à Fabrice PIAUD
Georges ISHACIAN, pouvoir à Wilfrid PAUHES
Christian ROZO – Absent non excusé

09. AVENANT N°4 A LA CONVENTION DE PARTICIPATION FINANCIERE ET MATÉRIELLE DE LA COMMUNE DE BOURG-LES-VALENCE AU FONCTIONNEMENT DES CLASSES PRIMAIRES SOUS CONTRAT D'ASSOCIATION – ANNÉE SCOLAIRE 2024/2025

Rapporteur
E. GUILLON

La loi du 26 juillet 2019 pour une école de la confiance instaure l'instruction obligatoire dès l'âge de 3 ans. Les enfants doivent donc être scolarisés à partir de cet âge.

En application de l'article L 442-5 du Code de l'Education et conformément aux contrats d'association signés avec l'école élémentaire et l'école maternelle privée Sainte-Thérèse, la Ville est tenue de verser à ladite école une contribution annuelle calculée sur le produit du nombre d'élèves multiplié par le coût équivalent d'un élève de l'enseignement public élémentaire et maternelle de Bourg-lès-Valence.

Il ressort du compte administratif 2024 que le coût d'un élève des écoles élémentaires de Bourg-lès-Valence se situe à hauteur de 563 euros, et que le coût d'un élève des écoles maternelles de Bourg-lès Valence se situe à hauteur de 1 246 euros.

Ainsi, pour l'année scolaire 2024/2025, 99 élèves bourcains étant scolarisés en classes élémentaires et 64 élèves bourcains scolarisés en classes maternelles à l'école privée Sainte-Thérèse, le montant de la participation s'élève à 135 481 €.

Par conséquent,

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- **APPROUVE** le montant de la participation de 135 481 € à verser à l'école privée Sainte-Thérèse pour l'année scolaire 2024/2025. Les crédits sont inscrits au chapitre 65,

- **APPROUVE** l'avenant à la convention de participation financière et matérielle de la commune de Bourg-Lès-Valence au fonctionnement des classes primaires sous contrat d'association de l'école Sainte-Thérèse,

- **AUTORISE** Madame le Maire ou son représentant à signer ledit avenant et tous documents nécessaires à sa mise en œuvre.

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600388-20250513-DELIB13052025-DE

Résultat du vote : Pour : 32 *Contre : 0* *Abstention : 0*

Fait à Bourg-lès-Valence,
Le 13/05/2025

Le secrétaire de séance,

Éliane GUILLON

Le Maire,

Marlène MOURIER

Acte exécutoire en vertu de sa transmission en Préfecture le et de sa publication le

16 MAI 2025

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_09-DE

Avenant n° 4 à la

Convention de participation financière et matérielle

de la commune de Bourg-Lès-Valence

au fonctionnement des classes primaires sous contrat d'association

Entre,

La commune de Bourg-Lès-Valence représentée par son Maire, Marlène MOURIER, dûment autorisée par délibération du Conseil Municipal du 17 mai 2023,

d'une part,

et

L'OGEC de l'école Sainte Thérèse représentée par son président, sise 10 Boulevard du Général de Gaulle à Bourg-Lès-Valence, agissant en qualité de personne morale civilement responsable de la gestion de l'établissement, ayant la jouissance des biens immeubles et des biens meubles,

et Madame le Chef d'établissement de l'école Sainte Thérèse, sise 10 Boulevard du Général de Gaulle à Bourg-Lès-Valence,

d'autre part ;

Vu les articles L 442-5, L 442-5-1 du code de l'éducation ;

Vu la circulaire n° 2012-025 du 15 février 2012 ;

Vu la loi n° 2019-791 du 26 juillet 2019 pour une école de la confiance qui a modifié l'article L. 131-1 du code de l'éducation en rendant l'instruction obligatoire pour chaque enfant dès l'âge de trois ans et jusqu'à l'âge de seize ans ;

Vu les contrats d'association conclus le 5 janvier 1987 et le 4 novembre 2011 entre l'État et l'école Sainte Thérèse ;

Vu la convention de participation financière et matérielle de la commune de Bourg-lès-Valence au fonctionnement des classes primaires sous contrat d'association avec l'OGEC Sainte-Thérèse du 19 novembre 2021 ;

conformément à l'article 2 de la convention de participation financière et matérielle de la Commune de Bourg-Lès-Valence au fonctionnement des classes sous contrat d'association de l'école Sainte Thérèse, un avenant est nécessaire pour prendre en considération les montants

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_09-DE

réévalués de la contribution financière pour les classes maternelles et élémentaires des résultats constatés au compte financier unique 2024.

Article 1 – Objet :

Le présent avenant convention a pour objet de réévaluer les montants de la contribution financière des classes maternelles et élémentaires.

Article 2 – Montant de la participation communale :

Le montant de la contribution financière pour les classes maternelles est évalué à 79 744 euros par élève des classes maternelles pour l'année scolaire 2024-2025.

Le montant de la contribution financière pour les classes élémentaires est évalué à 55 737 euros par élève des classes élémentaires pour l'année scolaire 2024-2025.

Article 3 :

Les autres mentions de la convention restent sans changement.

Fait à Bourg-Lès-Valence , le . . . . . .

Le Maire	Le Président d'OGEC	Le Chef d'établissement
Mme Marlène MOURIER	M.	Mme

Transmis en préfecture le 06/06/2025
Reçu en préfecture le 06/06/2025
Publié le 12/06/2025
ID : 026-212601569-20250605-DCM120625_10-DE

DÉPARTEMENT
DRÔME
COMMUNE
BOURG-LÈS-VALENCE

DÉLIBÉRATION
CONSEIL MUNICIPAL
DU LUNDI 12 MAI 2025

Convocation du 02/06/2025

Nombre de conseillers en exercice : 33
Nombre de conseillers présents : 26
Nombre de conseillers absents : 2
Nombre de pouvoirs : 5
Secrétaire de séance : Éliane GUILLON

Étaient présents MM(Mmes) les conseillers municipaux :
Marlène MOURIER, Éliane GUILLON, Aurélien ESPRIT, Dominique GENTIAL, Robert TAFANKEJIAN, Audrey RENAUD, Florian REVEROY, Danielle PAYAN, Tanguy GERLAND, Vincent FUGIER, Agnès LAPEYRE, Stéphanie MARILLAT, Pedrino TOLA, Rachel VAQUE, Chantal BILLIET, Rosalina ASLANIAN-HABRARD, Nancy GUIBOUD, Martine HIBERT, Fabrice PIAUD, Wilfrid PAILHÈS, Christiane ROZIC, Frédéric TREMBLAY, Marie CARLOMAGNO, Denis CLUZEL, Marie-Hélène MIRAMONT, Alexandre POTHAIN

Sauf,
Geneviève AUDIBERT, pouvoir à Éliane GUILLON
Thierry BELLE, pouvoir à Marlène MOURIER
Manue' LAMAKORZIAN, pouvoir à Robert TAFANKEJIAN
Mamadou DIALLO, pouvoir à Pedrino TOLA
Alexandre BAILLET, pouvoir à Fabrice PIAUD
Georges ISHAQUAN, pouvoir à Wilfrid PAILHÈS
Christian ROZO - Absent non excusé

10. TARIFICATION DE LA TAXE LOCALE SUR LA PUBLICITÉ EXTÉRIEURE T.L.P.E. 2026

Rapporteur **E. GUILLON**

La taxe locale sur la publicité extérieure (TLPE), issue de l'article 171 de la loi n° 2008-776 du 4 août 2008 de modernisation de l'économie, est une imposition indirecte facultative qui peut être instituée par le conseil municipal ou l'EPCI sur le territoire desquels sont situés les supports publicitaires.

A Bourg-lès-Valence, cette taxe est mise en œuvre depuis 2012, suite à la délibération du Conseil Municipal du 23 mai 2011.

Cette redevance est assise sur la surface exploitée hors encadrement des supports. La taxe est acquittée par l'exploitant du support ou, à défaut, par le propriétaire ou, à défaut, par celui dans l'intérêt duquel le support a été réalisé.

Initialement, la TLPE était réglementée par les articles L.2333-6 et suivants et R.2333-10 et suivants du CGCT, et depuis le 1er janvier 2024, la réglementation y afférente est intégrée aux articles L.454-39 et suivants du CIBS au 01/01/2022 du code des impositions sur les biens et services (CIBS).

Les tarifs dépendent de la population de commune ou de l'EPCI ainsi que de la nature du support publicitaire.

L'article L.2333-12 du CGCT prévoit que ces tarifs *augmentent chaque année dans une proportion égale au taux de croissance de l'indice des prix à la consommation hors tabac de la pénultième année. Ainsi, depuis le 1er janvier 2014, les tarifs sont indexés sur l'inflation. Ces tarifs sont relevés chaque année par décret ou arrêté.*

Pour 2026, l'arrêté du 20 mars 2025, constatant les tarifs indexés sur l'inflation de la taxe sur la publicité extérieure, a fixé les tarifs suivants :

Pour les dispositifs publicitaires et pré-enseignes (affichage non numérique) :

Commune de – 50 000 habitants	Superficie < ou = 50 m²	Superficie > 50 m²
	18,90 €	37,80 €

Pour les dispositifs publicitaires et pré-enseignes (affichage numérique) :

Commune de – 50 000 habitants	Superficie < ou = 50 m²	Superficie > 50 m²
	56,70 €	113,30 €

Pour les enseignes :

Commune de – 50 000 habitants	Superficie < ou = 12 m²	Superficie > 12 m² et < 50 m²	Superficie > 50 m²
	18,90 €	37,70 €	75,60 €

Vu les articles L.2333-6 et suivants du CGCT,

Vu les articles ***L. 454-60 à L.454-62 du CIBS,***

Vu l'arrêté du 20 mars 2025 constatant les tarifs indexés sur l'inflation de la taxe sur la publicité extérieure, pour 2026

Considérant que pour 2026, le taux de variation de l'indice des prix à la consommation (hors tabac) en France est de + 1,8%.

Par conséquent,

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, à la majorité :

- **FIXE** les tarifs de la TLPE par m² et par an comme suit :

ENSEIGNES NUMÉRIQUES OU NON	**2026**
Enseignes de 0 à 12,00 m² cumulés	Exonérées
Enseignes de 7,01 à 12,00 m² cumulés	Exonérées
Enseignes de 12,01 à 20,00 m² cumulés	18,90 €
Enseignes de 20,01 à 50,00 m² cumulés	37,70 €
Enseignes de 50,01 m² cumulés et plus	75,60 €

DISPOSITIFS PUBLICITAIRES et PRE-ENSEIGNES	
Non numériques de 0 à 50 m²	18,90 €
Non numériques de 50,01 m² et plus	37,80 €
Numériques de 0 à 50 m²	56,70 €
Numériques de 50,01 m² et plus	113,30 €

- **MAINTIENT** les exonérations totales en application de l'article L2333-8 du C.G.C.T. :
  - les enseignes non scellées au sol, si la somme de leurs superficies est inférieure ou égale à 12 m²
  - les dispositifs publicitaires dépendant des concessions municipales d'affichage
  - les dispositifs publicitaires apposés sur des éléments de mobilier urbain ou de kiosque à journaux ;

- **MAINTIENT** les réfactions en application de l'article L2333-8 du C.G.C.T., à hauteur de 50% : pour les enseignes dont la somme des superficies est supérieure à 12 m² et inférieure ou égale à 20 m² ;

- **RAPPELLE** que, conformément au décret, la vitrophanie :
  .1. située à l'extérieur des locaux, ne fait pas partie des cas d'exonération de la TLPE ;
  .2. située à l'intérieur des locaux pour lesquels un espace de publicité est installé entre la vitrine et l'espace de vente, ne fait pas partie des cas d'exonération de la TLPE ;
  .3. située à l'intérieur des locaux pour lesquels aucun espace de publicité n'est installé (accès direct à la vitrine), fait partie des cas d'exonération de la TLPE ;

  Cette notion de vitrophanie doit donc être jugée au cas par cas.

- **AUTORISE** Madame le Maire à signer tous les documents et actes afférents à la TLPE.

Les recettes correspondantes seront enregistrées en crédit dans le budget de la commune.

Résultat du vote : Pour : 24 *Contre : 8* *Abstention : 0*

Fait à Bourg-lès-Valence,
Le 13/05/2025

Le secrétaire de séance,

Éliane GUILLON

Le Maire,

Marlène MOURIER

Acte exécutoire en vertu de sa transmission en Préfecture le
et de sa publication le 16 MAI 2025

Received: [illegible]
Regular Article: [illegible]
Published: [illegible]
[illegible]

Transmis en préfecture le : 16/05/2025
Reçu en préfecture le : 16/05/2025
Publié le : 16/05/2025
ID : 026-212603019-20250513-CM125525_11-DE

DÉPARTEMENT
DRÔME
COMMUNE
BOURG-LÈS-VALENCE

DÉLIBÉRATION
CONSEIL MUNICIPAL
DU LUNDI 12 MAI 2025

Convocation du 02/05/2025

Nombre de conseillers en exercice : 33
Nombre de conseillers présents : 26
Nombre de conseillers absents : 1
Nombre de pouvoirs : 6
Secrétaire de séance : Etienne GUILLON

Étaient présents MM(Mmes) les conseillers municipaux :
Marlène MOURIER, Etienne GUILLON, Aurélien ESPRIT, Dominique GENTIAL, Robert TAFANKEJIAN, Audrey RENAUD, Florian REVERDY, Deborah PAYAN, Yanguy GERLAND, Vincent FUGIER, Aurore LAPEYRE, Stéphanie MARLLIAT, Paolino TOLA, Rachel VAQUE, Chantal BULLIET, Rosalina ASLANIAN-HABRARD, Nancy GUIBOUD, Martine IMBERT, Fabrice PIAUD, Wilfrid PAULHES, Christiane RANC, Frédéric TREMBLAY, Marie CARLOMAGNO, Denis CLUZEL, Marie-Hélène MORAMONT, Alexandra POTHAIN

Sauf,
Geneviève AUDIBERT, pouvoir à Etienne GUILLON
Thierry BELLE, pouvoir à Marlène MOURIER
Marcel JAMBAKORZIAN, pouvoir à Robert TAFANKEJIAN
Mamadou DIALLO, pouvoir à Paolino TOLA
Alexandre BAILLET, pouvoir à Fabrice PIAUD
Georges ISHACIAN, pouvoir à Wilfrid PAULHES
Christian ROZO – Absent non excusé

11. MAISON DU POUVOIR D'ACHAT : CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC LA SOCIETE SANTEVET (CDA) PORTANT SUR UNE PRESTATION D'ASSURANCE ANIMALE POUR CHIENS ET CHATS

Rapporteur **A. RENAUD**

La ville de Bourg-lès-Valence, 20 000 habitants, développe depuis 5 ans, et depuis **2023 dans le cadre d'une véritable Maison du pouvoir d'achat**, des achats groupés au bénéfice de ses habitants, au démarrage dans le domaine de l'énergie et des mutuelles jusqu'à présent. Les services de la Ville ont ainsi développé un savoir-faire dans la communication auprès de ses habitants pour faire émerger les besoins, les attentes et contribuer à leur réponse, dans le cadre de ce type de démarche gagnant-gagnant.

Dans cette même logique d'amélioration du pouvoir d'achat des habitants de la Commune, mais aussi de développement qualitatif du bien-être animal, s'agissant des animaux de compagnie les plus fréquents dans les foyers, à savoir les chiens et les chats, il est proposé au travers de cet appel à projet de favoriser et promouvoir, auprès des foyers bourcains concernés, le principe d'une assurance santé pour les chiens et les chats, avec un niveau de rapport coût / prestations le plus compétitif possible.

C'est pourquoi une consultation sous la forme d'un appel à partenariat a donc été renouvelée en janvier 2025 sur la base d'un cahier des charges exigeant, dans l'objectif d'aboutir à une convention de partenariat sur une durée de trois ans, prenant effet, pour les bénéficiaires concernés au **1er juin 2025**.

Les candidats susceptibles de pouvoir répondre à l'appel à projet étaient les organismes publics ou privés proposant des couvertures santé pour chiens et chats.

Cet appel à projet a conduit à la candidature de la société **La compagnie des animaux** (CDA ; Marque **SANTEVET**), spécialisée depuis de nombreuses années dans le secteur de l'assurance animale et recommandée par de nombreux cabinets vétérinaires. Après analyse de leur offre, celle-ci a été analysée comme particulièrement pertinente et performante en termes de **rapport coût - niveaux de prestations associées.**

Reçu en Préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- **APPROUVE** la conclusion d'une convention de partenariat avec la **société La Compagnie Des Animaux (Marque SANTEVET) pour une durée de 3 années au plus soit du 1er juin 2025 au 31 Mai 2028,** ayant pour objectif de proposer, aux habitants et administrés de la Commune, et s'agissant d'une prestation d'assurance animal pour chiens et chats, des conditions spécifiques avantageuses en termes financiers et de services ou prestations associées.

- **AUTORISE** Madame le Maire à signer cette convention de partenariat.

Résultat du vote : Pour : 32 *Contre : 0* *Abstention : 0*

Fait à Bourg-lès-Valence,
Le 13/05/2025

Le secrétaire de séance,

Éliane GUILLON

Le Maire,

Marlène MOURIER

Acte exécutoire en vertu de sa transmission en Préfecture le
et de sa publication le 16 MAI 2025

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_11-DE

DISPOSITIF D'ASSURANCE SANTÉ ANIMAL POUR LES HABITANTS DE BOURG-LÈS-VALENCE PROPRIÉTAIRES DE CHIENS OU CHATS

CONVENTION DE PARTENARIAT ENTRE LA VILLE DE BOURG-LÈS-VALENCE ET LA COMPAGNIE DES ANIMAUX (GROUPE SANTEVET)

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_11-DE

ENTRE

La commune de Bourg-lès-valence, représentée par son Maire **Madame Marlène MOURIER** agissant en vertu d'une délibération du conseil municipal du 12 mai 2025 , désignée ci-après par « l**a commune** » ou « l**a ville** »,

Et

La Compagnie des Animaux, SAS au capital social de 10 390 926 €, immatriculée au RCS de Lyon sous le numéro 531 604 411, ayant son siège social 35 Rue de Marseille, 69007 Lyon, propriétaire de la marque Santevet, et représentée par **Monsieur Hugues SALORD,** désignée ci-après **« La CDA** »,

Il a été convenu ce qui suit :

PRÉAMBULE

La ville de Bourg-lès-Valence, 20 000 habitants, développe depuis 5 ans des achats groupés au bénéfice de ses habitants, dans le domaine de l'énergie et des mutuelles jusqu'à présent. Les services de la Ville ont ainsi développé un savoir-faire dans la communication auprès de ses habitants pour faire émerger les besoins, les attentes et contribuer à leur réponse, dans le cadre de ce type de démarche gagnant-gagnant.

Dans cette même logique d'amélioration du pouvoir d'achat des habitants de la Commune, mais aussi de développement qualitatif du bien-être animal, s'agissant des animaux de compagnie les plus fréquents dans les foyers, à savoir les chiens et les chats, il est proposé au travers de cet appel à projet de favoriser et promouvoir, auprès des foyers bourcains concernés, le principe d'une assurance santé pour les chiens et les chats, **avec un niveau de rapport coût/prestations le plus compétitif possible.**

Les candidats susceptibles de pouvoir répondre à l'appel à projet étaient **les organismes publics ou privés proposant des couvertures santé pour chiens et chats**

ARTICLE 1. PRINCIPES GÉNÉRAUX DU PARTENARIAT

La ville de Bourg-lès-Valence se positionne dans le cadre de ce partenariat comme un intermédiaire crédible et de confiance au regard de ses administrés, dans un objectif de négocier, dans leur intérêt, avec des organismes ou entreprises fournisseurs de produits ou services, des conditions financières ou/et de services les plus compétitives possibles et avantageuses en termes de gains de pouvoir d'achat, en contrepartie d'une convention de partenariat privilégiée, sur une durée convenue.

Ce partenariat doit se concrétiser par des avantages supplémentaires directs, quantifiables ou valorisables, d'ordre financier et/ou en services proposés par rapport à l'offre « grand public », hors partenariat.

La ville n'aura aucun lien financier avec La Compagnie des animaux ni avec les usagers contractant avec elle. En l'espèce, la municipalité ne participera pas financièrement au coût mensuel de l'assurance animale.

ARTICLE 2 : ENGAGEMENTS DU PARTENAIRE

La **CDA** devra **identifier une proposition adaptée** pour la commune de Bourg-lès-Valence et en concertation avec elle, qui se déclinera sur les supports de communication de la Société

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_11-DE

Au cours d'éventuelles permanences d'information en visio-conférence, la CDA s'engage à éclairer et conseiller chaque usager potentiel de façon objective et honnête, afin que celui-ci soit en mesure de comparer avec les différentes autres offres dont il pourrait avoir connaissance, que ce soit en termes de coût ou de rapport coût/niveau de prestations ou d'offres de services.

ARTICLE 3 : ENGAGEMENTS DE LA VILLE DE BOURG-LÈS-VALENCE

La commune communiquera régulièrement durant la période de partenariat et par ses moyens et supports habituels sur les atouts de l'offre proposée par la CDA.

ARTICLE 4 : PRÉSENTATION ET PRINCIPALES MODALITÉS TECHNIQUES DES PROPOSITIONS DU PARTENAIRE SANTEVET

● Présentation de SANTEVET

« Fondée en 2003 en France, **SANTEVET** est le **spécialiste et leader français de l'assurance santé animale**. Depuis plus de 20 ans, nous agissons pour démocratiser l'accès aux meilleurs soins vétérinaires pour tous les propriétaires d'animaux de compagnie et les accompagnons pour les aider à prendre soin de leur animal au quotidien.
En 2022, SANTEVET a réalisé une levée de fonds de 150 millions d'euros auprès de son actionnaire principal, marquant un tournant dans le développement de l'entreprise qui souhaite atteindre une dimension internationale.»

● L'Offre PAYVET

« Depuis septembre 2024, **SANTEVET** a ouvert sa solution **PAYVET** aux propriétaires d'animaux non assurés, permettant à tous d'accéder à une solution de paiement des frais vétérinaires jusqu'à 12 fois, éliminant ainsi le dilemme de ne pas pouvoir soigner dignement son animal. Cette solution garantit aux propriétaires un accès immédiat aux soins sans contraintes financières immédiates. Grâce à cette facilité de paiement, nous renforçons le bien-être des animaux et la tranquillité d'esprit de leurs maîtres.

Pour les clients assurés **SANTEVET, SANTEVET s'engage à avancer les frais directement pour le compte du client auprès du vétérinaire, afin de protéger son pouvoir d'achat**.»

● Engagement Qualité et Satisfaction Client

« SANTEVET place la satisfaction de ses clients au cœur de son engagement. Avec un taux de satisfaction de 97 %, nous assurons une relation de confiance et un accompagnement personnalisé tout au long du parcours d'assurance. »

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_11-DE

Selon une étude récente, 97 % des vétérinaires recommandent l'assurance santé animale SANTEVET, témoignant de la confiance des professionnels de la santé animale envers nos services.

- **Offre Exclusive pour les Habitants de Bourg-lès-Valence**

Dans le cadre de ce partenariat, **SANTEVET** propose un avantage exclusif aux habitants de Bourg-lès-Valence : **une remise de 5 % sur l'ensemble des différentes formules d'assurance SANTEVET chats et chiens.**

Les 6 formules proposées s'agissant des chats, de même que les 5 formules proposées concernant les chiens sont accessibles sur le site : https://www.santevet.com

- **Modalités de Mise en Œuvre et Communication**

Afin d'assurer une adoption optimale de notre offre, nous mettons en place un dispositif de communication efficace :

1- Permanences d'information possibles en Mairie, en **visio-conférence ;**

2- Outils de communication **(brochures, site internet dédié, campagnes digitales)** en Mairie ;

3- SANTEVET s'engage à faciliter l'accès à ses services grâce à une digitalisation accrue, notamment par le biais de son application mobile, permettant aux clients de suivre leurs remboursements, de contacter le service client et d'accéder à diverses fonctionnalités pour le bien-être de leurs animaux. **SANTEVET** met par ailleurs à disposition des souscripteurs une ligne téléphonique de support permettant d'interagir avec un service client 100% basé en France.

Enfin, l'ensemble des offres seront accessibles via une **«Landing Page» entièrement co-brandée aux couleurs de Bourg-Lès-Valence.**

Les tarifs selon la formule choisie sont à demander via Internet en indiquant le Code Promo : SANTEVETBLV26500 .

La CDA certifie, par la présente convention, que les tarifs annoncés tiendront bien compte de la remise de 5 % accordée au titre du présent partenariat, par rapport aux tarifs habituellement pratiqués.

ARTICLE 5 : DURÉE DU PARTENARIAT

Ce contrat de partenariat privilégié est établi sur une durée de **trois ans, à compter du 1er juin 2025 et jusqu'au 31 mai 2028.**

Il ne pourrait être renouvelé le cas échéant qu'à l'issue d'une démarche d'appel à partenariat similaire à celle intervenue en juin 2025.

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_11-DE

ARTICLE 6 : CLAUSE DE RÉSILIATION RÉCIPROQUE

Si la CDA estimait, **après une année complète de mise en œuvre du partenariat**, que le niveau quantitatif des assurés de Bourg-lès-Valence dans le cadre de ce partenariat n'était pas à la hauteur de ses attentes, elle pourrait y mettre fin **sous réserve d'un préavis de 6 mois.**

Réciproquement, si, **après une année complète de mise en œuvre du partenariat**, la **ville de Bourg-lès-Valence** considérait que les modalités notamment tarifaires de l'offre (du fait d'une hausse annuelle des tarifs) évoluaient au point de rendre le rapport coûts – niveaux de prestations significativement moins compétitif et intéressant pour les habitants, elle pourrait également mettre fin à ce partenariat **sous réserve d'un préavis de 6 mois.**

Fait en 3 exemplaires

À Bourg-lès-Valence le

Marlène MOURIER

Maire de Bourg-lès-Valence

Monsieur Hugues SALORD

La CDA

Porter la mention manuscrite « Lu et approuvé »

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-216600569-20250512-D2025120-DE

DÉPARTEMENT
DRÔME
COMMUNE
BOURG-LÈS-VALENCE

DÉLIBÉRATION
CONSEIL MUNICIPAL
DU LUNDI 12 MAI 2025

Convocation du 02/05/2025

Nombre de conseillers en exercice : 33
Nombre de conseillers présents : 26
Nombre de conseillers absents : 1
Nombre de pouvoirs : 6
Secrétaire de séance : Eliane GUILLON

Étaient présents MM(Mmes) les conseillers municipaux :
Marlène MOURIER, Eliane GUILLON, Aurélien ESPRIT, Dominique GENTIAL, Robert TAFANKEJIAN, Audrey RENAUD, Florian REVERDY, Danièle PAYAN, Tanguy GERLAND, Vincent FUGIER, Agnès LAPEYRE, Stéphanie MARILLAT, Paolino TOLA, Rachid VAQUE, Chantal BILLIET, Roseline ASLANIAN-RABBAND, Maney GUIBOUD, Martine IMBERT, Fabrice PIAUD, Wilfrid PAILHES, Christiane RAVE, Frédéric TREMBLAY, Mario CARLOMAGNO, Denis CLUZEL, Marie-Hélène MIRAMONT, Alexandre POTHAIN

Sauf,
Geneviève ARDIBERT, pouvoir à Eliane GUILLON
Thierry BELLE, pouvoir à Marlène MOURIER
Manuel JAMAKORZIAN, pouvoir à Robert TAFANKEJIAN
Mamadou DIALLO, pouvoir à Paolino TOLA
Alexandre BAILLET, pouvoir à Fabrice PIAUD
Georges ISHACIAN, pouvoir à Wilfrid PAILHES
Christian ROZO - Absent non excusé

12. MAISON DU POUVOIR D'ACHAT : CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC LA SOCIETE GENERALI PORTANT SUR DES PRESTATIONS D'ASSURANCE HABITATION

Rapporteur : M. MOURIER

La ville de Bourg-lès-Valence, 20 000 habitants, développe depuis 5 ans, et depuis **2023 dans le cadre d'une véritable Maison du pouvoir d'achat**, des achats groupés au bénéfice de ses habitants, au démarrage dans le domaine de l'énergie et des mutuelles jusqu'à présent. Les services de la Ville ont ainsi développé un savoir-faire dans la communication auprès de ses habitants pour faire émerger les besoins, les attentes et contribuer à leur réponse, dans le cadre de ce type de démarche gagnant-gagnant.

Dans cette même logique d'amélioration du pouvoir d'achat des habitants de la Commune, la Commune de Bourg-lès-Valence a souhaité engager en 2022 une démarche similaire s'agissant de **produits de services qui concernent tous les habitants par leur caractère obligatoire en l'occurrence les assurances habitations**, dans l'objectif d'obtenir des offres tarifaires et de services caractérisés notamment par un niveau de rapport coût / prestations le plus compétitif et avantageux possible. Ce partenariat établi en 2022 avec l'organisme MMA s'est achevé début 2025.

C'est pourquoi un appel à partenariat a donc été relancé entre décembre 2024 et février 2025 sur la base d'un cahier des charges exigeant, dans l'objectif d'aboutir à une convention de partenariat d'une durée de trois ans, prenant effet au **1er juin 2025**. Les candidats susceptibles de pouvoir répondre à l'appel à projet étaient les organismes privés (notamment bancaires ou d'assurance), qu'ils soient ou non à caractère mutualiste, proposant une gamme de produits d'assurances habitations.

Cet appel à partenariat a conduit à la candidature de la **société « GENERALI » dont** l'analyse de l'offre a été évaluée comme pertinente et performante en termes de **rapport coût - niveaux de prestations associées.**

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'**unanimité** :

- **APPROUVE** la conclusion d'une convention de partenariat avec l'organisme « **société GENERALI** », **pour une durée de 3 années soit du 1er juin 2025 au 31 mai 2028,** ayant pour objectif de proposer, aux habitants et administrés de la Commune, et s'agissant d'une prestation d'assurance habitation, des conditions spécifiques avantageuses en termes financiers et de rapport prix - niveau des services et prestations associés.

- **AUTORISE** Madame le Maire à signer cette convention de partenariat.

Résultat du vote : Pour : 32 *Contre : 0* *Abstention : 0*

Fait à Bourg-lès-Valence,
Le 13/05/2025

Le secrétaire de séance,

Éliane GUILLON

Le Maire,

Marlène MOURIER

Acte exécutoire en vertu de sa transmission en Préfecture le
et de sa publication le 16 MAI 2025

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_12-DE

DISPOSITIFS D'ASSURANCE HABITATION
POUR LES HABITANTS DE BOURG-LES-VALENCE

CONVENTION DE PARTENARIAT
ENTRE LA VILLE DE BOURG-LES-VALENCE
ET LA SOCIETE « GENERALI »

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_12-DE

ENTRE

La commune de Bourg-Lès-Valence, représentée par son maire Madame Marlène MOURIER, agissant en vertu d'une délibération du conseil municipal du 12 mai 2025, désignée ci-après par « la commune » ou « la ville »,

ET

La Société « GENERALI », située 105 Rue des Mourettes (BuroClub) à Valence (26 000) représentée par Monsieur Gaétan BIDET, désignée ci-après « La Société GENERALI »,

Il a été convenu ce qui suit :

PREAMBULE

La ville de Bourg-lès-Valence, 20 000 habitants, développe depuis 5 ans, et désormais depuis janvier 2023 dans le cadre d'une **Maison du pouvoir d'achat**, des achats groupés ou des conventions de partenariat au bénéfice de ses habitants, dans le domaine des mutuelles, des assurances animales et des équipements d'alarmes de maison jusqu'à présent. Les services de la Ville ont ainsi développé un savoir-faire dans la communication auprès de ses habitants pour faire émerger les besoins, les attentes et contribuer à leur réponse, dans le cadre de ce type de démarche gagnant-gagnant.

Dans cette même logique d'amélioration du pouvoir d'achat des habitants de la Commune, et dans un contexte d'inflation forte, la Commune de Bourg-lès-Valence a souhaité engager une démarche similaire s'agissant de produits de services qui concernent tous les **habitants de par leur caractère obligatoire en l'occurrence les assurances** habitations, dans l'objectif d'obtenir des offres tarifaires et de services caractérisés notamment par un niveau de rapport coût / prestations le plus compétitif et avantageux possible. La notion d'habitant(s) sera entendue dans une acception large, prenant en compte la contribution, même indirecte, de ces « habitants » au dynamisme de la Commune : habitants domiciliés sur la Commune de Bourg-lès-Valence, commerçants ou entreprises y exerçant une activité, salariés des commerces ou entreprises implantés sur le territoire communal, personnes y exerçant une activité libérale, agents et salariés de la Commune ...

Les candidats susceptibles de pouvoir répondre à l'appel à projet étaient les organismes privés (notamment bancaires ou d'assurance), qu'ils soient ou non à caractère mutualiste, proposant une gamme de produits d'assurances habitations.

ARTICLE 1. PRINCIPES GENERAUX DU PARTENARIAT

La ville de Bourg-lès-Valence se positionne dans le cadre de ce partenariat comme un intermédiaire crédible et de confiance au regard de ses administrés et habitants, dans un objectif de négocier, dans leur intérêt, avec des organismes ou entreprises fournisseurs de produits ou services, des conditions financières ou/et de services les plus compétitives possibles et avantageuses en termes de gains de pouvoir d'achat, en contrepartie d'une convention de partenariat privilégiée, sur une durée convenue.

Ce partenariat doit se concrétiser par des avantages supplémentaires directs, quantifiables ou valorisables, d'ordre financier et/ou en services proposés par rapport à l'offre « grand public », hors partenariat.

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_12-DE

La ville n'aura aucun lien financier avec l'**Agence GENERALI** ni avec les usagers contractant avec elle. En l'espèce, la municipalité ne participera pas financièrement au coût annuel ou mensuel de l'assurance habitation.

La société GENERALI contractualisera donc directement avec les habitants.

ARTICLE 2 : ENGAGEMENTS DU PARTENAIRE

La société GENERALI devra identifier une proposition spécifique pour la commune de Bourg-lès-Valence et en concertation avec elle, et susceptible de se décliner sur les supports de communication de la Société.

La société GENERALI devra se rendre disponible notamment lors du début de mise en œuvre de la présente convention pour promouvoir ce partenariat et /ou pour d'éventuelles réunions publiques d'information ponctuelles, ou annuelles.

La société GENERALI privilégiera également les déplacements au domicile de **l'habitant** afin d'y effectuer la visite du risque ce qui protègera l'assuré d'une éventuelle erreur de déclaration.

La société GENERALI pourra être amenée à tenir des permanences plus ou moins ponctuelles ou occasionnelles, notamment au début de la période de partenariat, ou en fonction des périodes de plus fortes demandes, selon des modalités à définir.

Au cours de ces permanences, la société GENERALI s'engage à éclairer et conseiller chaque usager potentiel de façon objective et honnête, afin que celui-ci soit en mesure de comparer avec les différentes autres offres dont il pourrait avoir connaissance, que ce soit en termes de coût ou de rapport coût / niveau de prestations ou d'offres de services.

ARTICLE 3 : ENGAGEMENTS DE LA VILLE DE BOURG-LES-VALENCE

Dans le cadre de ce partenariat privilégié, la commune assurera avec son personnel l'information de « premier niveau » des habitants intéressés afin de les conseiller puis de les orienter vers la société GENERALI en vue d'un éventuel rendez-vous de diagnostic-conseil en agence, au domicile de l'habitant, voire exceptionnellement en Mairie.

ARTICLE 4. PRINCIPALES MODALITÉS TECHNIQUES DES PROPOSITIONS DU PARTENAIRE

Les modalités avantageuses et en grande partie exclusives de cette offre qui engagent l'**Agence GENERALI** sont les suivantes :

- - 5 % **de remise pérenne sur la période du partenariat pour un logement jusqu'au** T3 valable sur les 3 niveaux de formules ;
- - 15 % de remise pérenne sur la période du partenariat pour un logement à partir du T4 et au-delà, valable sur les 3 niveaux de formules ;
- **Franchise fixe, identique et modérée (176,19 €)** dans toutes les formules ; **possibilité de la supprimer en contrepartie d'une hausse modérée de la cotisation** ;
- Avantage connexe : 15 **% de remise sur l'assurance d'un prêt immobilier, dès** lors que celui-**ci n'est pas déjà en cours** ;

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_12-DE

Formule Tarif 1 : Garanties de base uniquement (Cf Ci-dessous)

Les garanties de base comprennent :

- Incendie
- Evènements climatiques
- Gel
- Catastrophes naturelles
- Catastrophes technologiques
- Attentats
- Dégâts des eaux
- Responsabilité civile occupant
- Séjour voyage (le contrat couvre également les souscripteurs sur une location de vacances)
- Défense et recours suite accident
- Assistance

Formule Tarif 2 : Garanties de base + 4 options complémentaires (cf. Ci-dessous)

Formule Tarif 3 : Garanties de base + 7 options complémentaires (cf. Ci-dessous)

Sélectionner vos garanties et options	Tarif 1	Tarif 2	Tarif 3
Garanties de base DAB : INC, EV CLIM - GEL, CATNAT, CAT TECH, ATTENTATS, DDE. RC : RC OCC. Autres : SEJ - VOYAGE, DFRSA, ASSISTANCE,			
DAB - Vol vandalisme : Détériorations immobilières	☑	☑	☑
DAB - Vol vandalisme : Dommages mobiliers	☑	☑	☑
DAB - Bris des glaces	☑	☑	☑
RC - Responsabilité civile Vie Privée	☑	☑	☑
Options complémentaires			
DAB - Bris des glaces étendu		☐	☑
DAB - Dommages aux appareils électriques		☑	☑
DAB - Contenu du congélateur		☐	☑
DAB - Installations extérieures		☐	☐
DAB - Piscine		☐	☐
DAB - Développement durable		☐	☐
DAB - Valeur de remplacement à neuf		☑	☐
DAB - Valeur à neuf intégrale		☐	☑
DAB - Vol sur la personne		☐	☑
AUTRES - Assistance confort		☑	☑
AUTRES - Protection juridique habitation		☑	☑

D'autres options et renforts sont également accessibles selon les besoins du client.

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_12-DE

Le **montant des garanties liés aux objets de valeurs (bijoux, œuvres d'art, etc...)** concerne uniquement les objets ayant une valeur unitaire supérieure à 590 euros. Dans le cas contraire, ils sont couverts par la garantie mobilière de façon automatique.

Les montants s'agissant des objets de valeurs, en fonction des 3 formules ci-dessous sont :

- Formule 1 : pas de capital objet de valeur
- Formule 2 : 5 000 euros
- Formule 3 : 10 000 euros

ARTICLE 5 : DUREE DU PARTENARIAT

Ce contrat de partenariat privilégié est établi sur une durée de trois ans, à compter de du 1er **juin 2025, et jusqu'au 31 mai 2028.**

Il ne pourrait être renouvelé le cas échéant qu'à l'issue d'une démarche d'appel à partenariat similaire à celle intervenue en février 2025.

Fait en 3 exemplaires

À Bourg-lès-Valence le 12 mai 2025,

Marlène MOURIER	Mr Gaétan BIDET
Maire de Bourg-lès-Valence	Société GENERALI

Compte rendu affiché le 13/05/2025
Compte rendu affiché le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600529-20250512-DCM12052025_13-DE

DÉPARTEMENT
DRÔME
COMMUNE
BOURG-LÈS-VALENCE

DÉLIBÉRATION
CONSEIL MUNICIPAL
DU LUNDI 12 MAI 2025

Convocation du 02/05/2025

Nombre de conseillers en exercice : 33
Nombre de conseillers présents : 26
Nombre de conseillers absents : 1
Nombre de pouvoirs : 6

Secrétaire de séance :

Eliane GUILLON

Étaient présents MM(Mmes) les conseillers municipaux :

Marlène MOURIER, Eliane GUILLON, Aurélien ESPRIT, Dominique GENTIAL, Robert TAFANKEJIAN, Audrey RENAUD, Florian REVEYRON, Danièle PAYAN, Tanguy GERLAND, Vincent FUGIER, Agnès LAPEYRE, Stéphanie MARILLAT, Pauline TOLA, Rachel VAQUE, Chantal BILLIET, Rosaline ASLANIAN-HABRARD, Nancy GUIBOUD, Martine IMBERT, Fabrice PIAUD, Wilfrid PALHÈS, Christiane RANC, Frédéric TREMBLAY, Maria CARLOMAGNO, Denis CLUZEL, Marie-Hélène MIRAMONT, Alexandre POTHAIN

Excusé,
Geneviève ALOUBERT, pouvoir à Eliane GUILLON
Thierry BELLE, pouvoir à Marlène MOURIER
Manuel JANIKORZIAN, pouvoir à Robert TAFANKEJIAN
Mamadou DIALLO, pouvoir à Pauline TOLA
Alexandre BAILLIET, pouvoir à Fabrice PIAUD
Georges ISHACIAN, pouvoir à Wilfrid PALHÈS
Christian ROZO – Absent non excusé

13. MAISON DU POUVOIR D'ACHAT : CONVENTION DE PARTENARIAT AVEC LA SOCIETE ARDECHE DROME SECURITE PORTANT SUR DES DISPOSITIFS D'ALARME

Rapporteur **M. MOURIER**

La ville de Bourg-lès-Valence, 20 000 habitants, développe depuis 5 ans, et depuis **2023 dans le cadre d'une véritable Maison du pouvoir d'achat**, des achats groupés au bénéfice de ses habitants, au démarrage dans le domaine de l'énergie et des mutuelles. Les services de la Ville ont ainsi développé un savoir-faire dans la communication auprès de ses habitants pour faire émerger les besoins, les attentes et contribuer à leur réponse, dans le cadre de ce type de démarche gagnant-gagnant.

Dans cette même logique d'amélioration du pouvoir d'achat des habitants de la Commune, la Commune de Bourg-lès-Valence a souhaité engager en 2022 une démarche similaire s'agissant de dispositifs et équipements de sécurité individuels (alarmes pour habitations) permettant la sécurisation des logements et de leurs biens privés et dans l'objectif d'obtenir des offres tarifaires et de services caractérisés notamment par un niveau de rapport coût / prestations le plus compétitif et avantageux possible. Ce partenariat avait été établi en 2022 avec l'organisme Ardèche Drôme Sécurité.

Un appel à partenariat a été relancé en février 2025 sur la base d'un cahier des charges exigeant, dans l'objectif d'aboutir à une convention de partenariat d'une durée **de deux ans, prenant effet au 1er juin 2025.** Les candidats susceptibles de pouvoir répondre à l'appel à projet étaient :

- Les organismes privés ou entreprises privées proposant des dispositifs d'alarme avec un abonnement mensuel (intégrant le coût initial de l'équipement) ;

- Les organismes privés proposant des dispositifs d'alarme avec un investissement payant en termes d'équipements, associé à un abonnement gratuit sur une durée donnée, suivi le cas échéant d'un abonnement optionnel payant ;

Cet appel à partenariat a conduit à la candidature de **trois sociétés**, les Sociétés « **Ardèche Drôme Sécurité** », « **ORANGE** » et « **EPS HOMIRIS** ». Après analyse, il est apparu qu'une de **ces Sociétés (Société « Ardèche Drôme Sécurité) présentait la meilleure offre en termes de compétitivité et de rapport prix – niveaux de prestations et d'équipements fournis.**

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- **APPROUVE** la conclusion d'une convention de partenariat avec La Société « **Ardèche Drôme Sécurité** », **pour une durée de 2 années soit du 1er juin 2025 au 31 mai 2027**, ayant pour objectif de proposer, aux habitants et administrés de la Commune des prestations d'achat, d'installation, d'abonnements et d'entretien portant sur des dispositifs d'alarme et présentant un bon rapport prix – niveaux de prestations.

- **AUTORISE** Madame le Maire à signer cette convention de partenariat.

Résultat du vote : Pour : 32 *Contre : 0* *Abstention : 0*

Fait à Bourg-lès-Valence,
Le 13/05/2025

Le secrétaire de séance,

Eliane GUILLON

Le Maire,

Marlène MOURIER

Acte exécutoire en vertu de sa transmission en Préfecture le
et de sa publication le 16 MAI 2025

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_13-DE

DISPOSITIFS D'ALARME

POUR LES HABITANTS DE BOURG-LES-VALENCE

PROJET

CONVENTION DE PARTENARIAT
ENTRE LA VILLE DE BOURG-LES-VALENCE
ET LA SOCIETE ARDECHE DROME SECURITE

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_13-DE

ENTRE

La commune de Bourg-Lès-Valence, représentée par son maire Madame Marlène MOURIER. Agissant en vertu d'une délibération du conseil municipal du 12 mai 2025, désignée ci-après par « la commune » ou « la ville »,

ET

La Société Ardèche Drôme Sécurité, représentée par son Gérant, Monsieur Frédéric REYNE, désignée ci-après « Ardèche Drôme Sécurité »,

Il a été convenu ce qui suit :

PREAMBULE

La ville de Bourg-lès-Valence, 20 000 habitants, développe depuis 5 ans, des achats groupés au bénéfice de **ses habitants, dans le domaine de l'énergie et des mutuelles jusqu'à présent. Les services de la Ville ont ainsi développé un savoir**-faire dans la communication auprès de ses habitants pour faire émerger les besoins, les attentes et contribuer à leur réponse, dans le cadre de ce type de démarche gagnant-gagnant.

Dans cette logique d'amélioration du pouvoir d'achat des habitants de la Commune, au service du développement d'outils, équipements et dispositifs qui contribuent à la qualité de vie et à la tranquillité publique, la Commune de Bourg-lès-Valence a souhaité engager une démarche similaire s'agissant de dispositifs et équipements de sécurité individuels ou/et collectifs (alarmes) permettant la sécurisation des logements et de leurs **biens privés ou de résidences collectives privées ou encore d'associatio**ns de lotissements dans l'objectif de parvenir à une convention de partenariat permettant d'obtenir des rapports coûts / prestations les plus compétitifs possible.

La notion d'habitant(s) sera entendue dans une acception large, prenant en compte la contribution même indirecte de ces « habitants » au dynamisme de la Commune : habitants domiciliés sur la Commune de Bourg-lès-Valence, commerçants ou entreprises y exerçant une activité, salariés des commerces ou entreprises implantés sur le territoire communal, personnes y exerçant une activité libérale, agents et salariés de la Commune ...

Les candidats susceptibles de pouvoir répondre à l'appel à projet étaient :

- Les organismes privés ou entreprises privées proposant des dispositifs d'alarme avec un abonnement mensuel (intégrant le coût initial de l'équipement)

- Les organismes privés ou entreprises privées proposant des dispositifs d'alarme avec un investissement payant en termes d'équipements, associé à un abonnement gratuit sur une durée donnée, suivi le cas échéant d'un abonnement optionnel payant.

L'appel à partenariat prévoyait dans son article 2, dernier alinéa que « dans l'hypothèse ou 2 offres apparaîtraient après analyse à la fois très proches qualitativement et très complémentaires, la Commune se réserve la possibilité de proposer le partenariat simultanément aux 2 organismes sur la période considérée, dans l'objectif de mieux couvrir les attentes et la diversité des besoins des habitants. » La présente convention de partenariat s'inscrit dans ce contexte, puisqu'une seconde offre a été retenue en parallèle, proposant un concept différent et complémentaire.

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_13-DE

ARTICLE 1. PRINCIPES GENERAUX DU PARTENARIAT

La ville de Bourg-lès-Valence se positionne dans le cadre de ce partenariat comme un intermédiaire crédible et de confiance au regard de ses administrés, dans un objectif de négocier, dans leur intérêt, avec des organismes ou entreprises fournisseurs de produits ou services, des conditions financières ou/et de services les plus compétitives possibles et avantageuses en termes de gains de pouvoir d'achat, en contrepartie d'une convention de partenariat privilégiée, sur une durée convenue.

Ce partenariat doit se concrétiser par des avantages supplémentaires directs, quantifiables ou valorisables, d'ordre financier et/ou plus-values de services proposés par rapport à l'offre « grand public », hors partenariat.

La ville n'aura aucun lien financier avec Ardèche Drôme Sécurité ni avec les usagers contractant avec elle. En l'espèce, la municipalité ne participera pas financièrement au coût de l'installation d'un équipement d'alarme et de sécurité ni à son éventuel abonnement mensuel associé.

La Société Ardèche Drôme Sécurité contractualisera donc directement avec les usagers.

ARTICLE 2 : ENGAGEMENTS DU PARTENAIRE

Ardèche Drôme Sécurité devra identifier une proposition spécifique pour la commune de Bourg-lès-Valence et en concertation avec elle, qui se déclinera sur les supports de communication de la Société

Ardèche Drôme Sécurité devra se rendre disponible notamment lors du début de mise en oeuvre de la présente convention pour promouvoir ce partenariat et /ou pour des réunions publiques d'information ponctuelles ou des réunions techniques avec les élus et les services de la mairie.

Ardèche Drôme Sécurité devra tenir des permanences plus ou moins régulières ou occasionnelles, notamment au début de la période de partenariat, ou en fonction des périodes de plus fortes demandes, selon des modalités à définir.

Au cours de ces permanences, Ardèche Drôme Sécurité s'engage à éclairer et conseiller chaque usager potentiel de façon objective et honnête, afin que celui-ci soit en mesure de comparer avec les différentes autres offres dont il pourrait avoir connaissance, que ce soit en termes de coût ou de rapport coût / niveau de prestations ou d'offres de services

Ardèche Drôme Sécurité s'engage par ailleurs à faire évoluer les tarifs de ces offres dans une limite maximale de 5 % par an sur la durée de la présente convention.

ARTICLE 3 : ENGAGEMENTS DE LA VILLE DE BOURG-LES-VALENCE

Dans le cadre de ce partenariat privilégié, la commune assurera avec son personnel, une permanence en général hebdomadaire destinée à renseigner en « premier niveau », conseiller et orienter les administrés intéressés vers Ardèche Drôme Sécurité, en vue **d'un éventuel rendez**-vous diagnostic au domicile.

La commune pourra si besoin mettre à disposition d'Ardèche Drôme Sécurité, durant la période de démarrage et/ou sur la durée du partenariat une salle ou bureau afin qu'elle puisse organiser des rendez-vous de conseil avec des clients potentiels qui ne pourraient se rendre aux permanences assurées par la Ville. En effet, pour la collectivité, la proximité et le lien avec les usagers sont importants et nécessaires.

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_13-DE

ARTICLE 4. PRINCIPALES MODALITÉS TECHNIQUES DES PROPOSITIONS DU PARTENAIRE

Les modalités avantageuses de cette offre sont les suivantes :

- **Kit de base à coût d'achat très attractif par rapport prix public** : - 35,6 % **(2220 € TTC au lieu de 3444 € TTC à date de ce jour sur la base d'un TVA à 20** %). Un taux de TVA réduit à 10 % sera applicable sous conditions pour les logements de plus de 2 ans) ; **ce tarif s'entend** installation comprise.

- - 20 % de remise sur une sélection de 5 références complémentaires pour **l'intérieur ou l'extérieur (**détection intérieure, dispositif sonore, commande, …) pouvant être préconisées pour sécuriser pleinement le logement et acceptées par le client.

- - **15 % sur d'autres références de la gamme, hors batteries et détections** extérieures, pouvant être préconisées pour sécuriser pleinement le logement et acceptées par le client.

- - 7 % de remise sur un détecteur volumétrique extérieur 12 mètres avec prise **d'image**

- Prestations de maintenance gratuites pendant 3 ans ;

- **Crédit consommation possible pour le matériel et l'installation** ;

- Une prestation télésurveillance intégrée et gratuite sur 3 ans

- **Offre d'abonnement carte SIM GSM, intégrée à la Centrale à 7.90 € mensuel**

- Au-**delà des 3 ans, offre d'abonnement personnalisable** ; sont compris dans **l'abonnement** : Produits DAITEM, maintenance, batteries (en cas de remplacement), Carte SIM, Application Daiten Sécure ; **à partir de 21 € par mois** ; Options : intervention et gardiennage

- Autres modalités et conditions : pré-visite et démonstration du matériel ; garantie du matériel : 5 ans ;

ARTICLE 5 : DUREE DU PARTENARIAT

Ce contrat de partenariat privilégié est établi sur une durée de deux ans, soit du 1er juin 2025 au 31 mai 2027.

Il ne pourrait être renouvelé le cas échéant qu'à l'issue d'une démarche d'appel à partenariat similaire à celle intervenue en février 2025.

Fait en 3 exemplaires,
À Bourg-lès-Valence le :

Marlène MOURIER

Maire de Bourg-lès-Valence

Mr Frédéric REYNE

Gérant
Ardèche Drôme Sécurité

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600559-20250512-DCM12052025_14-DE

DÉPARTEMENT
DRÔME
COMMUNE
BOURG-LÈS-VALENCE

DÉLIBÉRATION
CONSEIL MUNICIPAL
DU LUNDI 12 MAI 2025

Convocation du 02/05/2025

Nombre de conseillers en exercice : 33
Nombre de conseillers présents : 25
Nombre de conseillers absents : 1
Nombre de pouvoirs : 6
Secrétaire de séance : Eliane GUILLON

Étaient présents MM(Mmes) les conseillers municipaux :
Marlène MOURIER, Éliane GUILLON, Aurélien ESPRIT, Dominique GENTIAL, Robert TAPANKEJIAN, Audrey RENARD, Florian REYEROL, Danièle PAYAN, Tanguy GERLAND, Vincent PUGIER, Agnès LAPEYRE, Stéphanie MARILLAT, Paolino TOLA, Rachel MAQUE, Chantal BILLIET, Roseline ASLANIAN-HABRARD, Nancy GUIBOUD, Martine IMBERT, Fabrice PIAUD, Wilfrid PALHÈS, Christiane RANC, Frédéric TREMBLAY, Maria CARLOMAGNO, Denis GLUZEL, Marie-Hélène MIRAMONT, Alexandre POTHAIN

Sauf,
Geneviève AUDIBERT, pouvoir à Éliane GUILLON
Thierry BELLE, pouvoir à Marlène MOURIER
Manuel AMAHORZIAN, pouvoir à Robert TAPANKEJIAN
Mamadou DIALLO, pouvoir à Paolino TOLA
Alexandre GALLET, pouvoir à Fabrice PIAUD
Georges ISHACIAN, pouvoir à Wilfrid PALHÈS
Christian ROZO – Absent non excusé

14. AIDES FINANCIERES COMMUNALES POUR LES PROPRIETAIRES BAILLEURS DANS LE CADRE DU PROGRAMME D'INTERET GENERAL 2025-2030 POUR L'AMELIORATION ET LA RENOVATION ENERGETIQUE DE L'HABITAT SUR LE TERRITOIRE DE VALENCE ROMANS AGGLO

Rapporteur
D. GENTIAL

Par délibération en date du 27 mars 2024, la Ville de Bourg-lès-Valence avait souhaité prolonger jusqu'au 31 décembre 2024 l'implication financière de la commune auprès des bailleurs dans le secteur diffus qui s'engagent dans le conventionnement de leur(s) logement(s), avec ou sans travaux, dans le cadre du Programme d'Intérêt Général en vigueur (2018 – 2024).

Par ailleurs une délibération du 28 septembre 2023 a instauré un dispositif identique d'aides financières destiné aux propriétaires bailleurs au sein de copropriétés, situées sur le territoire communal, et engagées dans un programme de rénovation globale respectant certains critères établis par le Règlement d'aides financières de Valence Romans Agglo en vigueur dans le cadre du Programme Local de l'Habitat 2018-2024.

Les objectifs du nouveau Programme Local de l'Habitat porté par Valence Romans Agglo pour la période **2025-2030, adossés au nouveau Règlement en vigueur d'attributions des aides attribués par Valence Romans Agglo** sont pour rappel et notamment :

- **La lutte contre la précarité énergétique** des ménages très modestes, par la réalisation de travaux encourageant le confort thermique des logements et les économies sur la facture énergétique. L'Agglo conditionnant ses aides à l'atteinte d'un niveau minimum de performance énergétique, et encourage à cette fin la réalisation de travaux de rénovation complète et performante ;

- **La résorption de la vacance depuis plus de deux ans,** avec la remise sur le marché de ces logements vacants, et/ou très dégradés, qui apporteront aux locataires de logements conventionnés et aux propriétaires concernés des logements de qualité et économes en énergie ;

- **Le développement d'une offre de logements à loyer abordables (conventionnement ANAH)**

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_14-DE

Considérant l'obligation légale (dispositif SRU) pour la Commune de Bourg-lès-Valence de favoriser la création et la production de logements à loyers abordables et de qualité et donc son intérêt à attribuer des aides financières aux particuliers bailleurs les incitant au conventionnement des loyers puisque le montant de ces aides sera déductible de l'amende annuelle SRU à la charge de la Ville ;

Considérant la volonté de la Commune de Bourg-lès-Valence, dans le cadre des objectifs ci-dessus qu'elle partage avec Valence Romans Agglo, de favoriser un effet levier et incitatif auprès des bailleurs qu'ils soient dans le secteur diffus ou au sein de copropriétés, en maintenant et prolongeant sur toute la durée du P.L.H 2025-2030 les aides financières communales ci-dessous présentées, établies en cohérence et complémentarité avec le règlement des aides financières de Valence Romans Agglo, et le plus souvent cumulables avec celles-ci, mais aussi avec les aides de l'État (ANAH) :

I- MAISON INDIVIDUELLE OU APPARTEMENT (TRAVAUX PRIVATIFS UNIQUEMENT SOUS RESERVE DE L'IMPOSSIBILITE D'UN PROJET COLLECTIF OU EN CAS DE CONTRAINTES TECHNIQUES)

CIBLES DES TRAVAUX	CONDITIONS PARTICULIERES	AIDE FINANCIERE VILLE DE BOURG-LES-VALENCE	POUR INFO AIDE CUMULABLE VALENCE ROMANS AGGLO
Rénovation énergétique **Propriétaire bailleur conventionnement avec travaux** **Périmètre Communes SRU**	**Classe B atteinte (C si passoire énergétique à l'état initial)** **Critères 2 postes isolation et 3 sauts de classes énergétiques minimum** **Engagement à conventionner le logement**	**2 000 €**	**2 000 €**
Rénovation énergétique **Propriétaire bailleur conventionnement sans travaux**	**Classe C atteinte au minimum** **Engagement à conventionner le logement**	**1 000 €**	

Envoyé en prefecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_14-DE

Rénovation écologique **<u>Propriétaire bailleur sans conditions ressources</u>**	**Système chauffage utilisant une énergie renouvelable sous réserve d'une isolation suffisante des parois (toitures, murs, menuiseries, plancher bas) sur base d'une étude énergétique. Chauffage solaire , PAC géothermiques**	**2 000 € Si conventionnement**	**4 000 € Sans obligation de conventionner**
	Isolation biosourcée (ou utilisant des éco-matériaux Intérieur : ITI, rampants Extérieur : ITE, sarking	**1 000 € Si conventionnement**	**3 000 € Sans obligation de conventionner**
	Végétalisation de la toiture concernée par les travaux de rénovation énergétique ; Travaux sur toiture de l'espace habitable **Engagement à conventionner le logement**	**2 000 € Si conventionnement**	**50 % du montant HT plafonné à 15 000 € Sans obligation de conventionner**

II- COPROPRIETES OU COLLECTIF D'HABITAT GROUPE

CIBLES DES TRAVAUX	CONDITIONS PARTICULIERES	AIDE FINANCIERE VILLE DE BOURG-LES-VALENCE	POUR INFO AIDE CUMULABLE VALENCE ROMANS AGGLO
Rénovation énergétique globale en copropriété **<u>Copropriétaire bailleur conventionnement d'un logement</u>** **Périmètre Communes SRU**	**Aide Ma primRénov' Copropriété mobilisée – Gain énergétique de 35 % après travaux de rénovation globale** **Engagement à conventionner le logement**	**1 500 € par logement**	**1 500 € par logement**

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- **APPROUVE** le nouveau dispositif d'aides financières communales **destiné aux propriétaires bailleurs situés dans le secteur diffus ou au sein de copropriétés, prenant effet au 1er janvier 2025 et jusqu'au 31 décembre 2030,** dans le cadre du Programme d'Intérêt Général prévu par le Programme Local de l'Habitat 2025-2030, pour l'amélioration et la rénovation énergétique de l'habitat, **selon les conditions, critères et modalités mentionnés ci-dessus et dans la limite des crédits votés annuellement.**

- **ABROGE** la délibération en date du 28 septembre 2024, concernant uniquement les propriétaires bailleurs au sein de copropriétés, la présente délibération s'y substituant ;

- **IMPUTE** la dépense annuelle nécessaire au budget communal en section d'investissement

- **AUTORISE** Madame le Maire à signer toutes pièces administratives et financières se rapportant à ce dispositif d'aides communales et à sa mise en œuvre.

Résultat du vote : Pour : 32 *Contre : 0* *Abstention : 0*

Fait à Bourg-lès-Valence,
Le 13/05/2025

Le secrétaire de séance,

Eliane GUILLON

Le Maire,

Marlène MOURIER

Acte exécutoire en vertu de sa transmission en Préfecture le
et de sa publication le
16 MAI 2025

Envoyé en préfecture le 15/05/2025
Reçu en préfecture le 15/05/2025
Publié le 15/05/2025
ID : 026-212601509-20250512-DC_CSP_12052025_15-DE

DÉPARTEMENT
DRÔME
COMMUNE
BOURG-LÈS-VALENCE

DÉLIBÉRATION CONSEIL MUNICIPAL DU LUNDI 12 MAI 2025

Convocation du 02/05/2025

Nombre de conseillers en exercice : 33
Nombre de conseillers présents : 26
Nombre de conseillers absents : 1
Nombre de pouvoirs : 6
Secrétaire de séance : Éliane GUILLON

Étaient présents MM(Mmes) les conseillers municipaux :
Marlène MOURIER, Éliane GUILLON, Aurélien ESPRIT, Dominique GENTIAL, Robert TAFANIKEIAN, Audrey RÉNAUD, Florian REVERDY, Danièle PAYAN, Tanguy GERLAND, Vincent FUGIER, Agnès LAPEYRE, Stéphanie MARILLAT, Paolino TOLA, Rachel VAQUE, Chantal BILLIET, Rosaline ASLANIAN-HABRARD, Nancy GUIBOUD, Martine IMBERT, Fabrice PIAUD, Wilfrid PAILHES, Christiane RAAD, Frédéric TRENTLAY, Maria CARLOMAGNO, Denis CLUZEL, Marie-Hélène MIRAMONT, Alexandre POTHAIN

Sauf,
Geneviève AUDIBERT, pouvoir à Éliane GUILLON
Thierry SELLE, pouvoir à Marlène MOURIER
Manuel AMAKORZIAN, pouvoir à Robert TAFANIKEIAN
Mamadou DIALLO, pouvoir à Paolino TOLA
Alexandre BARLET, pouvoir à Fabrice PIAUD
Georges ISHACIAN, pouvoir à Wilfrid PAILHES
Cristian ROZO - Absent non excusé

15. VENTE D'UN BIEN MOBILIER D'UN MONTANT SUPERIEUR À 4600 € : MINIBUS 9 PLACES FIAT DUCATO ANNEE 2012

Rapporteur **E. GUILLON**

Vu les dispositions de l'article L2122-22 10° du Code général des collectivités territoriales,

Vu la Décision n°2019-19-DC-CSP en date du 26 février 2019 par laquelle la commune a souscrit un abonnement annuel au site **WEBENCHERES, devenu AGORASTORE** (par absorption) en 2021, pour la vente de biens communaux mobiliers tant aux particuliers qu'aux professionnels,

Vu la délibération du Conseil Municipal en date du 4 juillet 2020 portant délégation de pouvoir au Maire de décider l'aliénation de gré à gré de biens mobiliers jusqu'à 4 600 € au maximum,

Considérant que la Commune est propriétaire d'un Minibus 9 places de la marque FIAT (modèle DUCATO), acquis en l'an 2012, à motorisation diesel, et dont elle n'a plus l'utilité au sein de son service de la direction de l'animation et de la vie associative, depuis son remplacement par un modèle neuf ;

Considérant que ce bien a été mis en vente, en l'état et à destination uniquement de professionnels, sur AGORASTORE et que la **Société SA MOTORSPORT représentée par Madame Aicha SEKKAI**, (n° SIREN 877603381000l4), domiciliée à 1 Rue Fanfonne GUILLIERME à MARSILLARGUES (34590), a remporté cette enchère au prix de **8 112,00 €,**

Considérant que cette vente de gré à gré, d'un montant supérieur à 4 600 €, doit donc être soumise au vote du Conseil municipal,

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- **AUTORISE** Madame le Maire à céder à titre onéreux un véhicule minibus FIAT DUCATO Année 2012 (157 000 kms), immatriculé **CK 943 DR**, à la **Société SA MOTORSPORT représenté par Madame Aicha SEKKAI**, (n° SIREN 877603381000l4), domiciliée à 1 Rue Fanfonne GUILLIERME à MARSILLARGUES (34590) **au prix de 8 112,00 €, (huit mille cent douze Euros),**

- **AUTORISE** Madame le Maire à percevoir la recette correspondant à cette vente au chapitre 77 du budget principal.

Reçu à la Préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-200039493-20250513-CM120525_1-DE

Résultat du vote : Pour : 32 *Contre : 0* *Abstention : 0*

Fait à Bourg-lès-Valence,
Le 13/05/2025

Le secrétaire de séance,

Éliane GUILLON

Le Maire,

Marlène MOURIER

Acte exécutoire en vertu de sa transmission en Préfecture le
et de sa publication le 16 MAI 2025

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Affiché le 16/05/2025
ID : 026-210500595-20250512-DAU250525-DE

DÉPARTEMENT
DRÔME
COMMUNE
BOURG-LÈS-VALENCE

DÉLIBÉRATION
CONSEIL MUNICIPAL
DU LUNDI 12 MAI 2025

Convocation du 02/05/2025

Nombre de conseillers en exercice : 33
Nombre de conseillers présents : 20
Nombre de conseillers absents : 1
Nombre de pouvoirs : 6
Secrétaire de séance : Eliane GUILLON

Etaient présents MM(Mmes) les conseillers municipaux :
Martine MOURIER, Eliane GUILLON, Aurélien ESPRIT, Dominique GENTIAL, Robert TAFANIKEJIAN, Audrey RENAUD, Florian REVERDY, Danièle PAYAN, Tanguy GERLAND, Vincent FUGIER, Agnès LAPEYRE, Stéphanie MARILLAT, Paolino TOLA, Rachel VAQUE, Chantal BILLIET, Rosaline ASLANIAN-HABRARD, Nancy GUIGOUD, Martine IMBERT, Fabrice PIAUD, Wilfrid PAICHES, Christiane RANC, Frédéric TREMBLAY, Nana CARLOMAGNO, Didier CLUZEL, Marie-Hélène MIRAMONT, Alexandre POTHAIN

Sauf,
Geneviève AUDIBERT, pouvoir à Eliane GUILLON
Thierry BELLE, pouvoir à Martine MOURIER
Manuel LAMANDRZIAN, pouvoir à Robert TAFANIKEJIAN
Mamadou DIALLO, pouvoir à Paolino TOLA
Alexandre BAILLET, pouvoir à Fabrice PIAUD
Georges ISHACIAN, pouvoir à Wilfrid PAICHES
Christian ROZO - Absent non excusé

16. ADHÉSION À LA CONVENTION UNIQUE RELATIVE AUX MISSIONS ET SERVICES FACULTATIFS DU CENTRE DE GESTION DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE DE LA DRÔME

Rapporteur **M. MOURIER**

Le Code général de la fonction publique prévoit le contenu des missions facultatives que les Centres de gestion de la fonction publique territoriale sont autorisés à proposer aux collectivités affiliées ou non affiliées de leur département.
Ces missions sont détaillées aux articles L. 452-40 et suivants de ce même code et leur périmètre couvre notamment les activités de conseils et de formations en matière d'hygiène et sécurité, de gestion du statut de la Fonction publique territoriale, de maintien dans l'emploi des personnels et d'application des règles relatives au régime de retraite CNRACL.

Jusqu'alors, les prestations du Centre de gestion de la fonction publique territoriale de la Drôme (CDG 26) étaient proposées de manière fragmentée et nécessitaient la conclusion de plusieurs conventions.
Les services du CDG 26 ont choisi de développer une solution, dénommée « convention unique » qui vise à simplifier considérablement l'accès à ces missions facultatives.

La nouvelle convention unique, qui sera mise en œuvre dès le 1er juillet 2025 présente plusieurs avantages :

- Une adhésion simplifiée : une seule délibération qui permettra de souscrire à la majorité des missions tarifées, éliminant la complexité administrative précédente.
- Une sécurité juridique renforcée : la convention cadre, accompagnée de son règlement des missions des services, offre un cadre juridique clair et précis.

Chaque mission pourra être activée simplement, via des bulletins d'inscription, des bons de commande, des lettres de mission ou des formulaires.

Le conseil d'administration du CDG 26 a la possibilité de faire évoluer les tarifs de ses prestations et services annuellement et la commune de Bourg-lès-Valence n'est tenue que par les obligations et les sommes correspondant aux prestations de son libre choix, sur production d'un formulaire, d'un bon de commande ou d'un bulletin d'inscription.
Ainsi la commune de Bourg-lès-Valence n'a pas l'obligation de recourir à tous les services et missions facultatifs en adhérant à ladite convention.

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu le Code général de la fonction publique, notamment les articles

Vu le décret n° 85-643 du 26 juin 1985 modifié relatif aux centres de gestion,

Vu la délibération du conseil d'administration du CDG 26 n°2025-02 du 27 janvier 2025 approuvant les termes de la convention unique et son règlement annexe relatifs aux services et missions facultatifs du CDG 26,

Vu la délibération du conseil d'administration du CDG 26 n°2024-22 du 7 octobre 2024 approuvant la grille tarifaire des missions et services facultatifs du CDG 26 à compter du 01/01/2025,

Vu la convention unique relative aux missions et services facultatifs du Centre de gestion de la Drôme,

Vu le règlement général annexe de la convention unique,

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- **D'ADHÉRER** à la convention unique relative aux services et missions facultatifs du CDG 26 ci-annexée.
- **D'AUTORISER** Madame le Maire à signer ledit document cadre, ses éventuels avenants ainsi que les actes s'y rapportant (formulaires de demande d'intervention, bulletin d'adhésion, proposition d'intervention, etc...)

Résultat du vote : Pour : 30 *Contre : 0* *Abstention : 0*

Fait à Bourg-lès-Valence,
Le 13/05/2025

Le secrétaire de séance,

Eliane GUILLON

Le Maire,

Marlène MOURIER

Acte exécutoire en vertu de sa transmission en Préfecture le
et de sa publication le 16 MAI 2025

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_16-DE

CONVENTION UNIQUE RELATIVE AUX MISSIONS OPTIONNELLES
DU CENTRE DÉPARTEMENTAL DE GESTION DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE DE LA DROME

COLLECTIVITES AFFILIEES

PRÉAMBULE

MISSIONS DU CENTRE DEPARTEMENTAL DE GESTION DE LA DROME

Le code général de la fonction publique confie, en ses articles L. 452-35 à L. 452-37, aux centres de gestion des missions obligatoires concernant la gestion administrative des fonctionnaires et agents publics des collectivités territoriales et établissements publics.
Parallèlement, ledit code attribue, en ses articles L. 452-40 à L. 452-48, aux centres de gestion la faculté de proposer à l'ensemble des collectivités et établissements de leur ressort territorial des missions facultatives, lesquelles sont financées, conformément à l'article L. 452-30 dudit code, soit par une cotisation additionnelle, soit dans des conditions fixées par convention.

Ces missions facultatives sont mises en œuvre sur décision du conseil d'administration du CDG et selon des modalités qu'il définit.
Elles contribuent à développer un service public local de qualité et à moindre coût du fait de la mutualisation des compétences et des moyens qui permet aux collectivités et établissements du département de pouvoir recourir à un haut niveau d'expertise ainsi qu'à un tiers de confiance dans ses différents domaines de compétences.

CONVENTION UNIQUE

La convention unique du CDG26 consiste à traduire juridiquement et concrètement ce service public local de qualité et à moindre coût au profit des collectivités et établissements publics affiliés du département de la Drôme.

Les collectivités et établissements affiliés qui le souhaitent peuvent bénéficier de l'ensemble de ces missions et services en délibérant sur le principe d'une adhésion aux missions et services hors cotisation du CDG26, puis de solliciter de manière rapide et selon leurs besoins, une ou des missions et services.

Ce dispositif présente ainsi l'avantage de la rapidité et de la simplification normative et procédurale. En effet, il évite de recourir systématiquement à une délibération de l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement, avec les délais induits, à chaque recours à une mission ou un service et évite la signature de différents documents selon les missions et services sollicités.

Il est important de préciser que l'adhésion à cette convention n'implique nullement une obligation de recourir aux missions et services proposés par le CDG26. Elle en ouvre simplement la possibilité.

Le CDG26 met en œuvre une démarche d'amélioration permanente de la qualité des services rendus, au travers notamment d'une évaluation de la satisfaction des collectivités ou établissements qui en bénéficient

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_16-DE

Direction Générale
CONVENTION UNIQUE

Entre, d'une part :

Le Centre départemental de gestion de la Fonction Publique Territoriale de la Drôme, sis Ile GIRODET - 260, Rue du Toueur - CS 50108 - 26501 BOURG-LES-VALENCE CEDEX, représenté par sa Présidente en exercice, Madame Eliane GUILLON agissant au nom et pour le compte dudit établissement en exécution d'une délibération du Conseil d'administration en date du 27 janvier 2025.

Ci-après dénommé « CDG26 »

Et, d'autre part :

La commune / établissement : ……

Adresse :……

Numéro SIRET : ……

Représenté(e) par son Maire / Président (e),
Monsieur, Madame ……

En vertu de la décision de l'organe délibérant en date du …… / ……. / ……..

Ci-après dénommé « le bénéficiaire »

IL EST CONVENU CE QUI SUIT

PROJET

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_16-DE

ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les conditions générales d'accès et de fonctionnement des missions et services hors cotisation proposés par le CDG26 en application des articles L. 452-40 à L. 452-48 du code général de la fonction publique.
Les conditions générales et tarifaires de chaque prestation sont déterminées dans un règlement annexé à la présente convention.

Par l'acceptation des présentes conditions générales, le bénéficiaire déclare adhérer par principe à l'ensemble des missions et services hors cotisation proposés par le CDG26 et relevant de la présente convention.

ARTICLE 2 - DESIGNATION DES MISSIONS SOUMISES A CONVENTIONNEMENT

Les missions et services facultatifs proposés par le CDG26 et faisant l'objet de la présente convention sont définis dans le règlement annexé.

ARTICLE 3 - CONDITIONS DE MISE EN ŒUVRE DES MISSIONS

Le déclenchement des différentes missions et services intervient, selon les cas et conformément au règlement annexé à la présente convention, par un formulaire de demande de mission, une sollicitation par mail ou après acceptation d'un devis proposé par le CDG26.

La réalisation des prestations interviendra uniquement après accord du bénéficiaire Toute intervention à la demande du bénéficiaire dans le cadre de la présente convention entrainera une facturation selon les modalités prévues par le règlement des prestations annexé.

Le CDG26 peut refuser de répondre à une demande si celle-ci n'est pas compatible avec ses moyens de fonctionnement et ses engagements de qualité de service ou si elle est de nature à le placer dans une situation de conflits d'intérêts ou de partialité.

ARTICLE 4 - CONDITIONS FINANCIERES

Le règlement annexé à la présente convention détermine précisément les modalités d'intervention et de financement de chaque mission et service proposés par le CDG26, conformément à la grille tarifaire définie annuellement par le conseil d'administration du CDG26.

Ces tarifs sont définis en prenant en compte l'ensemble de ses coûts directs et indirects dans le cadre de la recherche d'un équilibre financier.

Les conditions de paiement et d'annulation de chaque prestation sont prévues dans le règlement annexé à la présente convention.

Conformément au principe d'équilibre financier s'imposant aux missions et services facultatifs mis en œuvre par le CDG26, **le Conseil d'administration peut adopter des modifications tarifaires au 1er janvier de chaque année.**

Le bénéficiaire ne peut s'opposer à la réactualisation de ces conditions.

Toutefois, le bénéficiaire ayant accepté un devis avant la modification tarifaire et avant l'aboutissement de la mission ou du service par le CDG26 ne sera pas concerné par la réactualisation.

ARTICLE 5 - DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention, faite en deux exemplaires, prend effet le 1er juillet 2025. Elle sera valable jusqu'au 31 décembre 2026.

Elle sera renouvelable par tacite reconduction pour une durée de trois ans jusqu'au 31 décembre 2029.

Elle sera renouvelable une dernière fois par tacite reconduction pour une durée de trois ans jusqu'au 31 décembre 2032.

Les précédentes conventions proposées par le CDG26 et concernant les mêmes missions facultatives sont abrogées à compter de la prise d'effet de la présente convention.

ARTICLE 6 - MODIFICATION ET RESILIATION DE LA CONVENTION ET CERTAINES PRESTATIONS CONCERNANT LA CONVENTION UNIQUE

La présente convention et son règlement pourront être **modifiés** dans les cas suivants :

- Modification des dispositions législatives et réglementaires régissant le fonctionnement et les missions et services des Centres de Gestion et leurs relations avec les collectivités territoriales et établissements ;
- Création de nouvelles missions ou services par le Conseil d'administration du CDG26 ;
- Modification des modalités de fonctionnement d'une mission ou d'un service par le Conseil d'administration du CDG26.

La présente convention pourra être **résiliée** dans les cas suivants :

- En cas de manquement à l'une des obligations de la convention

L'autre partie peut demander la résiliation de la convention qui devra préalablement être précédée d'une mise en demeure adressée à la partie défaillante par lettre recommandée avec accusé de réception. Si cette mise en demeure reste infructueuse pendant un mois à compter de la date de réception, la convention pourra alors être résiliée par lettre recommandée avec accusé de réception. La résiliation prendra effet à la date de réception du courrier.

- En cas de motif d'intérêt général

La partie qui souhaite résilier pour ce motif devra en aviser l'autre partie par lettre recommandée avec accusé de réception en respectant un préavis d'au minimum quatre mois avant l'échéance de l'année civile en cours. Cette dénonciation prendra effet au 1er janvier de l'année civile suivante.

PROJET

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_16-DE

Direction Générale
CONVENTION UNIQUE

Dans le cas où la dénonciation intervient à la demande du bénéficiaire, celui-ci s'engage à verser le montant correspondant aux services effectués par le CDG26 sous réserve des conditions particulières de la mission ou du service.

CONCERNANT CERTAINES PRESTATIONS

Pour les prestations nécessitant le recrutement de personnel sur des métiers en forte tension, qualifié et spécialisé sur une longue période, le bénéficiaire sera engagé pour une période de 3 ans. Le bénéficiaire peut décider de ne pas reconduire la prestation au terme des périodes triennales. La résiliation sera possible en respectant un préavis de quatre mois avant l'échéance triennale. Le bénéficiaire en informera le CDG26 par lettre recommandée avec accusé de réception.

Les prestations concernées sont les suivantes :

- Médecine du travail,
- Paie à façon,
- Archives et RGPD.

ARTICLE 7 - RESPONSABILITE DU CDG26

Le CDG26 intervient dans le cadre d'une simple obligation de moyens. Par conséquent, sa responsabilité civile contractuelle ne peut pas être engagée s'il ne parvenait pas à répondre au besoin du bénéficiaire ni du fait des conséquences des mesures retenues et des décisions prises par l'autorité territoriale à la suite de la réalisation de la mission ou du service.

L'action du CDG26 consiste en un appui technique par l'intermédiaire d'un conseil et d'une assistance destinés à éclairer le bénéficiaire, qui reste seule compétent pour agir et décider des mesures à mettre en œuvre pour la gestion de son personnel.
En effet, l'action du CDG26 n'a pas pour effet de se substituer à l'autorité territoriale ni d'amoindrir le pouvoir décisionnel de cette dernière, seule autorité investie de ce pouvoir.

La responsabilité contractuelle du CDG26 ne peut ainsi être recherchée dans ce cadre qu'en cas de faute d'une particulière gravité, et non pour une simple erreur, retard ou omission.

Le bénéficiaire convient que, quels que soient les fondements de sa réclamation et la procédure suivie pour la mettre en œuvre, la responsabilité éventuelle du CDG26 à raison de l'exécution des obligations prévues à la présente convention cadre, est limitée à un montant n'excédant pas la somme totale effectivement payée pour les services fournis par le CDG26.

Le CDG26 s'engage à souscrire une assurance responsabilité civile destinée à couvrir les dommages pouvant être éventuellement causés par ses préposés dans l'exercice de leurs missions ou services.

PROJET

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_16-DE

ARTICLE 8 - REGLEMENT DES LITIGES

Les parties s'engagent à rechercher, en cas de litige sur l'interprétation ou sur l'application de la présente convention, toute voie amiable de règlement avant de soumettre tout différend à une instance juridictionnelle.

En cas d'échec des voies amiables, le règlement des litiges survenant de l'interprétation ou de l'application de la présente convention relève de la compétence du Tribunal Administratif de Grenoble dans le respect des délais de recours en vigueur. Le recours peut être formé par courrier postal à l'adresse suivante : 2 place de Verdun, BP 1135, 38022 Grenoble Cedex ou par le biais de l'application Internet sur le site www.telerecours.fr.

ARTICLE 9 - DONNEES PERSONNELLES

En tant que responsable du traitement, le CDG26 s'engage à respecter les dispositions applicables du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des données personnelles (Règlement général sur la protection des données, ou RGPD) ainsi que Loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

A ce titre, le CDG26 s'engage à prendre toutes les mesures nécessaires afin d'assurer la sécurité, la confidentialité et l'intégrité des données personnelles qu'il est amené à traiter dans le cadre des missions qui lui sont confiées, afin de les protéger contre toute forme de perte, de divulgation, de modification ou d'accès non autorisé. Les mesures de sécurité mises en place sont adaptées aux risques inhérents à chaque type de traitement. Plusieurs analyses d'impact (AIPD) ont été réalisées afin de garantir ces dispositions pour les données sensibles traitées.

Le CDG26 collecte des données personnelles dans le cadre de ses diverses missions, qui peuvent inclure la gestion administrative, le suivi des relations contractuelles, la gestion des ressources humaines, la fourniture de services ou encore le respect des obligations légales spécifiques. La nature exacte des données collectées, les finalités de leur traitement ainsi que le sort final sont spécifiées dans le registre de cartographie des traitements tenu à jour par le CDG26.

Le registre de cartographie des traitements constitue un document vivant qui liste et décrit de manière détaillée les catégories de données collectées, les objectifs poursuivis, les durées de conservation et les destinataires des données pour chaque traitement réalisé. Toute personne concernée par un traitement spécifique peut consulter ce registre pour connaître précisément les données qui la concernent.
Conformément au RGPD, toute personne concernée par un traitement de ses données personnelles dispose de droits qu'elle pourra exercer en adressant sa demande au Délégué à la Protection des Données (DPD) ou à toute autre personne désignée à cet effet au sein du CDG26. En outre le CDG26 s'engage à restituer dans les 6 mois toute données personnelles en cas de non renouvellement ou de résiliation de la présente convention. Cette restitution se fera à la collectivité ou à toute autre personne autorisée de par la nature des données.

Le CDG26 s'engage à ne conserver aucune donnée personnelle collectées dans le cadre des missions qui lui sont confiées au-delà des durées d'utilité administrative règlementaire. En qualité de données publiques, cette destruction se fera sous la validation du contrôle scientifique et technique de l'Etat.
Les données personnelles collectées par le CDG26 peuvent être transmises à des destinataires internes et externes, dans le respect des finalités définies et prévues dans le registre de cartographie des traitements.

Les informations relatives aux destinataires spécifiques et aux conditions de transmission des données personnelles figurent dans le registre de cartographie des traitements.
Dans le cadre de l'exécution de ses missions, le CDG26 peut faire appel à des sous-traitants. Ces derniers sont soumis à des obligations contractuelles strictes, garantissant la conformité avec le RGPD et la sécurité des données personnelles. Les détails relatifs aux sous-traitants sont également mentionnés dans le registre de cartographie des traitements.

Le CDG26 se réserve le droit de modifier la présente politique de protection des données personnelles en fonction des évolutions législatives, réglementaires ou organisationnelles. Toute modification sera communiquée aux personnes concernées dans les meilleurs délais.
En cas de violation de données, le CDG26 s'engage à prendre toutes les mesures nécessaires afin de résoudre la situation, d'informer la CNIL et toute personne concernée par cette violation.

ARTICLE 10 - DISPOSITIONS TRANSITOIRES

La présente convention n'est pas applicable aux demandes relatives à une mission ou un service proposé par le CDG26 et ayant fait l'objet d'un accord préalable, d'une convention ou d'un devis à la date d'entrée en vigueur de la présente convention.

Afin de faciliter le fonctionnement pendant la période transitoire allant du 1er juillet 2025 au 31 décembre 2025, le recours aux services facultatifs est maintenu sur la base des déclarations et des engagements annuels existants au premier semestre 2025. Plus précisément, pour la mission Archives-RGPD, le nombre de journées contractualisé dans les conventions en vigueur est automatiquement reporté pour l'application de la présente convention sauf demande expresse de la part du bénéficiaire. Pour la médecine du travail, l'état déclaratif 2025 restera en vigueur pour le second semestre, il ne sera pas nécessaire de procéder à une nouvelle déclaration.

Fait en deux exemplaires à Bourg-Lès-Valence, le

La Présidente du CDG de la Drôme **Le Maire/Président**

Eliane GUILLON

PROJET

Reçu à la préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025

DÉPARTEMENT
DRÔME
COMMUNE
BOURG-LÈS-VALENCE

DÉLIBÉRATION
CONSEIL MUNICIPAL
DU LUNDI 12 MAI 2025

Convocation du 02/05/2025

Nombre de conseillers en exercice :	33
Nombre de conseillers présents :	26
Nombre de conseillers absents :	1
Nombre de pouvoirs :	6
Secrétaire de séance :	
Etienne GUILLON	

Etaient présents MM(Mmes) les conseillers municipaux :
Marlène MOURIER, Etienne GUILLON, Aurélien ESPRIT, Dominique GENTIAL, Robert TAFANXEJIAN, Audrey RENAUD, Florian REVERDY, Danièle PAYAN, Yanguy GERLAND, Vincent FUGIER, Agnès LAPEYRE, Stéphanie MARILLAT, Pauline TOLA, Rachel VAQUE, Chantal BILLIET, Rosalina ASLANIAN-HABRARD, Nancy GUIBOUD, Martine IMBERT, Fabrice PIAUD, Winnie PAULHES, Christiane RANC, Frédéric TREMBLAY, Maria CARLOSMAGNO, Denis CLUZEL, Marie-Hélène MIRANDON, Alexandre POTHAIN

Sauf,
Geneviève AUBINBERT, pouvoir à Etienne GUILLON
Thierry BELLE, pouvoir à Marlène MOURIER
Manuel JANIGORZIAN, pouvoir à Robert TAFANXEJIAN
Mamadou DIALLO, pouvoir à Pauline TOLA
Alexandre BAILLET, pouvoir à Fabrice PIAUD
Georges ISHACIAN, pouvoir à Winnie PAULHES
Christian ROZO = Absent non excusé

Rapporteur
E. GUILLON

17. CRÉATION D'1 EMPLOI D'APPRENTI

Dans un souci de dynamisation de l'emploi local et d'accompagnement des jeunes dans leur insertion professionnelle, la commune de Bourg-lès-Valence souhaite mettre en place une politique de soutien à l'apprentissage. Cette démarche s'inscrit dans un contexte de renforcement de certains services municipaux tout en offrant à 1 jeune l'opportunité d'acquérir des compétences et une expérience professionnelle.

L'apprentissage permet à des personnes âgées de 16 ans au minimum et de 29 ans révolus au maximum, d'acquérir des connaissances théoriques dans une spécialité et de les mettre en application dans une entreprise ou une administration. Ce dispositif peut être ouvert, sous condition, à des mineurs de 15 ans ou à des majeurs de 30 ans et plus, soit reconnus travailleurs en situation de handicap, soit sportif de haut niveau ou encore aux personnes qui poursuivent l'objectif de créer ou de reprendre une entreprise lorsque l'obtention du diplôme visé conditionne cet objectif.

Cette formation en alternance est sanctionnée par la délivrance d'un diplôme ou d'un titre.

La rémunération versée à l'apprenti tient compte de son âge, de son niveau d'études et de son année de formation.

Vu le code général de la fonction publique, et notamment son article L. 424-1 relatif à l'apprentissage :

Vu le code du travail, et en particulier le chapitre VII du titre II du livre II de la sixième partie (articles L 6211-1 à L 6227-12) ainsi que les articles L 6211-1 et suivants, D 6222-1 et suivants, et D 6271-1 à D 6275-5 ;

Vu la loi n° 2018-771 du 5 septembre 2018 pour la liberté de choisir son avenir professionnel ;

Vu la loi n° 2019-828 du 6 août 2019 modifiée de transformation de la Fonction publique ;

Vu le décret n° 2005-129 du 15 février 2005 relatif aux dérogations à la limite d'âge supérieure d'entrée en apprentissage ;

Vu le décret n° 2018-1347 du 28 décembre 2018 relatif à la rémunération des apprentis ;

Vu le décret n° 2019-32 du 18 janvier 2019 relatif aux compétences professionnelles exigées des maîtres d'apprentissage dans le secteur public non industriel et commercial ;

Vu le décret n° 2019-1489 du 27 décembre 2019 modifié relatif au dépôt du contrat d'apprentissage ;

Vu le décret n° 2020-478 du 24 avril 2020 relatif à l'apprentissage dans le secteur public non industriel et commercial ;

Vu le décret n° 2022-280 du 28 février 2022 relatif aux modalités de versement aux centres de formation des apprentis des frais de formation des apprentis employés par les collectivités territoriales et les établissements publics en relevant par le Centre National de la Fonction Publique Territoriale (CNFPT) ;

Vu la nécessité pour la commune de renforcer le service bâtiment tout en favorisant l'insertion professionnelle des jeunes,

Considérant que le recrutement d'apprentis permet à la fois de répondre à des besoins en personnel et d'assurer une mission de formation et d'accompagnement vers l'emploi,

Considérant que la commune souhaite s'engager dans cette démarche en créant un emploi d'apprenti dans le secteur maintenance des bâtiments,

Considérant que ce contrat d'apprentissage est susceptible d'être financé pour partie par le CNFPT,

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- **AUTORISE** la création d'un emploi d'apprenti à compter du 1er septembre 2025 pour une durée de deux ans dans le secteur mentionné ci-dessus
- **AUTORISE** Madame le Maire à prendre toutes les dispositions nécessaires à la mise en œuvre de ce recrutement, notamment la signature du contrat d'apprentissage et les démarches nécessaires auprès de l'organisme de formation
- **INSCRIT** les crédits nécessaires à la rémunération d'un apprenti au budget communal.

Résultat du vote : Pour : 32 *Contre : 0* *Abstention : 0*

Fait à Bourg-lès-Valence,
Le

Le secrétaire de séance,

Éliane GUILLON

Le Maire,

Marlène MOURIER

Acte exécutoire en vertu de sa transmission en Préfecture le
et de sa publication le 16 MAI 2025

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212602060-20250512-20250512DEL18-DE

DÉPARTEMENT
DRÔME
COMMUNE
BOURG-LÈS-VALENCE

DÉLIBÉRATION
CONSEIL MUNICIPAL
DU LUNDI 12 MAI 2025

Convocation du 02/05/2025

Nombre de conseillers en exercice : 39
Nombre de conseillers présents : 28
Nombre de conseillers absents : 1
Nombre de pouvoirs : 6
Secrétaire de séance : Étienne GUILLON

Étaient présents Mme(Mmes) les conseillers municipaux :
Marlène MOURIER, Étienne GUILLON, Aurélien ESPRIT, Dominique GENTIAL, Robert TAFANKEJIAN, Audrey RENAUD, Florian REVEROY, Danièle PAYAN, Tanguy GERLAND, Vincent FUSIER, Agnès LAPEYRE, Stéphanie MARBLIAT, Paolino TOLA, Rachel VAQUE, Chantal BILLIET, Rosaline ASLANIAN, HABRARD, Nancy GUIBOUD, Martine IMBERT, Fabrice PIAUD, Wilfrid PAILHÈS, Christiane RANC, Frédéric TRENBLAY, Marta CARLOMAGNO, Doris CLUZEL, Marie-Hélène MIRAMONT, Alexandre POTHAIN

Sauf,
Geneviève AUPIBERT, pouvoir à Étienne GUILLON
Thierry BELLE, pouvoir à Marlène MOURIER
Mesrop JAMAKORZIAN, pouvoir à Robert TAFANKEJIAN
Mamadou DIALLO, pouvoir à Paolino TOLA
Alexandre BAILLET, pouvoir à Fabrice PIAUD
Georges ISHACIAN, pouvoir à Wilfrid PAILHÈS
Christian ROZO – Absent non excusé

Rapporteur
E. GUILLON

18. AJUSTEMENT DU TABLEAU DES EFFECTIFS

Conformément à l'article L.313-1 du Code général de la fonction publique, les emplois de chaque collectivité territoriale ou établissement public sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement.

Il appartient donc au conseil municipal de fixer l'effectif des emplois nécessaires au fonctionnement des services.

Pour permettre les avancements de grade des agents ainsi que pour répondre aux besoins et aux évolutions des services, il est proposé de créer les emplois suivants au 1er juillet 2025 et de modifier le tableau des effectifs comme suit :

Filière administrative :
- 1 emploi d'adjoint administratif principal de 2ème classe à temps complet ;
- 1 emploi du cadre d'emplois des rédacteurs (rédacteur, rédacteur principal de 2ème classe ou rédacteur principal de 1ère classe) à temps complet.

Filière technique :
- 1 emploi d'adjoint technique principal de 1ère classe à temps complet ;
- 1 emploi d'adjoint technique principal de 2ème classe à temps complet ;
- 2 emplois du cadre d'emplois des agents de maîtrise (agent de maîtrise ou agent de maîtrise principal).

Filière police municipale :
- 2 emplois de brigadier-chef principal de police municipale.

Filière sociale :
- 1 emploi d'agent territorial spécialisé des écoles maternelles principal de 2ème classe à temps non complet (28 heures hebdomadaires) ;
- 2 emplois d'agent territorial spécialisé des écoles maternelles principal de 2ème classe à temps non complet (31 heures 30 hebdomadaires).

Les dépenses correspondantes sont inscrites au budget, chapitre 01

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- **AUTORISE** la création des emplois listés ci-dessus

- **MODIFIE** le tableau des effectifs en conséquence

Résultat du vote : Pour : 32 *Contre : 0* *Abstention : 0*

Fait à Bourg-lès-Valence,
Le 13/05/2025

Le secrétaire de séance,

Eliane GUILLON

Le Maire,

Marlène MOURIER

Acte exécutoire en vertu de sa transmission en Préfecture le
et de sa publication le 16 MAI 2025

Transmis en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600594-20250512-D7-MAI2025_13-DE

DÉPARTEMENT
DRÔME
COMMUNE
BOURG-LÈS-VALENCE

DÉLIBÉRATION
CONSEIL MUNICIPAL
DU LUNDI 12 MAI 2025

Convoqué en date du 02/05/2025

Nombre de conseillers en exercice : 33
Nombre de conseillers présents : 26
Nombre de conseillers Absents : 1
Nombre de pouvoirs : 6
Secrétaire de séance : Eliane GUILLON

Étaient présents M.M(Mmes) les conseillers municipaux :
Marlène MOURIER, Éliane GUILLON, Aurélien ESPRIT, Dominique GENTIAL, Robert TAFANKEJIAN, Audrey RENAUD, Florian REVERON, Danièle PAYAN, Tanguy BERLAND, Vincent FUGIER, Agnès LAPEYRE, Stéphanie MARILLAT, Paolino TOLA, Rachel VAQUE, Chantal CLUET, Roseline ASLANIAN-RABRARD, Nancy GUIBOUD, Martine IMBERT, Fabrice PIAUD, Wilfrid PALLIES, Christiane RANC, Frédéric TREMBLAY, Maria CARLOMAGNO, Denis CLUZEL, Marie-Hélène MIRAMONT, Alexandre POTHAIN

Sont,
Geneviève AUDIBERT, pouvoir à Éliane GUILLON
Thierry BELLE, pouvoir à Marlène MOURIER
Mehrdad JAMAKORZIAN, pouvoir à Robert TAFANKEJIAN
Mamadou DIALLO, pouvoir à Paolino TOLA
Alexandre BAILLET, pouvoir à Fabrice PIAUD
Georges ISHACIAN, pouvoir à Wilfrid PALLIÈS
Christian ROZO – Absent non excusé

19. MODIFICATION DE L'INDEMNITÉ SPÉCIFIQUE DE FONCTION ET D'ENGAGEMENT DES AGENTS RELEVANT DU CADRE D'EMPLOIS DE LA POLICE MUNICIPALE

Rapporteur E. GUILLON

Par délibération n°5 du 4 décembre 2024, le conseil municipal a mis en place le nouveau régime indemnitaire des agents relevant des cadres d'emplois de la filière police municipale institué par le décret n° 2024-614 du 26 juin 2024 : l'indemnité spéciale de fonction et d'engagement (ISFE).

Afin de compléter utilement cette délibération, il est proposé au Conseil Municipal de compléter la rédaction du point 1.2 relatif à la modulation de la part fixe de cette prime ainsi qu'il suit :

- Cadre d'emplois des agents de police municipale :
  - chef de service ou adjoint au chef de service : 30 %

Les autres dispositions de la délibération n°5 du 4 décembre 2024 demeurent inchangées.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

Résultat du vote : Pour : 32 Contre : 0 Abstention : 0

Fait à Bourg-lès-Valence,
Le 13/05/2025

Le secrétaire de séance,

Éliane GUILLON

Le Maire,

Marlène MOURIER

Acte exécutoire en vertu de sa transmission en Préfecture le 16 MAI 2025
et de sa publication le

Envoyé en préfecture le 19/05/2025
Reçu en préfecture le 19/05/2025
Publié le 19/05/2025
ID : 026-212600554-20250513-DB120525-DE

DÉPARTEMENT
DRÔME
COMMUNE
BOURG-LÈS-VALENCE

DÉLIBÉRATION
CONSEIL MUNICIPAL
DU LUNDI 12 MAI 2025

Convocation du 02/05/2025

Nombre de conseillers en exercice :	33	**Étaient présents MM(Mmes) les conseillers municipaux :**
Nombre de conseillers présents :	26	Marlène MOURIER, Éliane GUILLON, Aurélien ESPRIT, Dominique GENTIL, Robert TAFANKDJIAN, Audrey RENAUD, Florian REVERON, Danièle PAYAN, Tanguy GERLAND, Vincent FUGIER, Agnès LAFEVRE, Stéphanie VARILLAT, Pauline TOLA, Rachel VAQUE, Chantal BILLIET, Rosaline ASLANIAN-HABRARD, Nancy GUIDOUD, Martine IMBERT, Fabrice PIAUD, Wilfrid PAILHES, Christiane RANC, Frédéric TREMBLAY, Maria CARLOMAGNO, Denis CLUZEL, Marie-Hélène MIRAMONT, Alexandre POTHAIN
Nombre de conseillers absents :	1	
Nombre de pouvoirs :	6	
Secrétaire de séance :		
Éliane GUILLON		**Sont,**

Geneviève JOMBERT, pouvoir à Éliane GUILLON
Thierry BELLE, pouvoir à Marlène MOURIER
Manuel JAMAKORZIAN pouvoir à Robert TAFANKDJIAN
Mamadou DIALLO, pouvoir à Pauline TOLA
Alexandre BARLET, pouvoir à Fabrice PIAUD
Georges ISHACIAN, pouvoir à Wilfrid PAILHÈS
Christian ROZO – Absent non excusé

Rapporteur
E. GUILLON

20. RAPPORT SOCIAL UNIQUE ANNÉE 2023

Selon les dispositions de l'article L.231-1 du Code Général de la Fonction Publique, les administrations mentionnées à l'article L.2 doivent élaborer chaque année un rapport social unique rassemblant les éléments et données à partir desquels sont établies les lignes directrices de gestion prévues au chapitre III du titre Ier du livre IV, déterminant la stratégie pluriannuelle de pilotage des ressources humaines dans chaque administration, collectivité territoriale et établissement public.

Le décret n°2020-1493 du 30 novembre 2020 modifié relatif à la base de données sociales et au rapport social unique dans la fonction publique fixe les conditions et modalités de sa mise en œuvre.
À la suite de la parution début janvier 2022 de l'arrêté du 10 décembre 2021 fixant pour la fonction publique territoriale la liste des indicateurs contenus dans la base de données sociales, les centres de gestion ont réalisé les développements nécessaires à l'actualisation de leur plateforme, qui est désormais le seul mode de collecte pour ces indicateurs.

Le rapport social unique est avant tout un dispositif d'aide à la décision et au pilotage des ressources humaines de la collectivité dans la gestion des ressources humaines.
Il permet :

- de réaliser un état des lieux des données RH de la collectivité ;
- d'apprécier la mise en œuvre de mesures relatives à la diversité, à la lutte contre les discriminations et à l'insertion professionnelle, notamment en ce qui concerne les personnes en situation de handicap ;
- de construire une stratégie RH ;
- au travers les lignes directrices de gestion, de définir la stratégie pluriannuelle de pilotage des ressources humaines ainsi que les orientations générales en matière de promotion et de valorisation des parcours professionnels ;
- d'animer le dialogue social.

Conformément au premier alinéa de l'article L231-4 du Code Général de la Fonction Publique « Le rapport social unique prévu à l'article L. 231-1 est présenté à l'assemblée délibérante des collectivités territoriales et des établissement publics mentionnés à l'article L. 4 après avis du comité social territorial.

Publié par la préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le : 16/05/2025
ID : 026-212603683-20250513-DCM20250513_20-DE

Ce rapport a été réalisé à partir des données au 31 décembre 2023.

Le conseil municipal **PREND ACTE** de la présentation du rapport.

Fait à Bourg-lès-Valence,
Le 13/05/2025

Le secrétaire de séance,

Eliane GUILLON

Le Maire,

Marlène MOURIER

Acte exécutoire en vertu de sa transmission en Préfecture le
et de sa publication le 16 MAI 2025

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_20-DE

SYNTHÈSE DU RAPPORT SOCIAL UNIQUE 2023

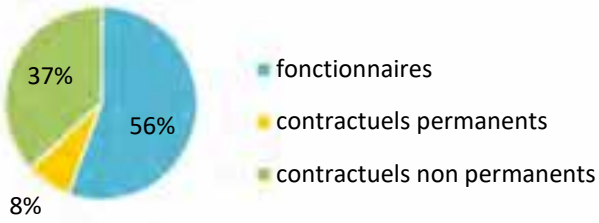
COMMUNE DE BOURG-LES-VALENCE

Cette synthèse du Rapport sur l'État de la Collectivité reprend les principaux indicateurs du Rapport Social Unique au 31 décembre 2023. Elle a été réalisée via l'application www.bs.donnees-sociales des Centres de Gestion par extraction des données 2023 transmises en 2024 par la collectivité au Centre de Gestion de la Drôme.

Effectifs

356 agents employés par la collectivité au 31 décembre 2023

- **> 198** fonctionnaires
- **> 27** contractuels permanents
- **> 131** contractuels non permanents



48 % des contractuels permanents en CDI

Un agent sur emploi fonctionnel dans la collectivité

Précisions emplois non permanents

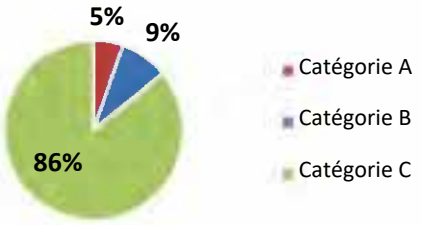
- Aucun contractuel non permanent recruté dans le cadre d'un emploi aidé
- 98 % des contractuels non permanents recrutés comme saisonniers ou occasionnels
- Personnel temporaire intervenu en 2023 : un agent du Centre de Gestion et aucun intérimaire

Caractéristiques des agents permanents

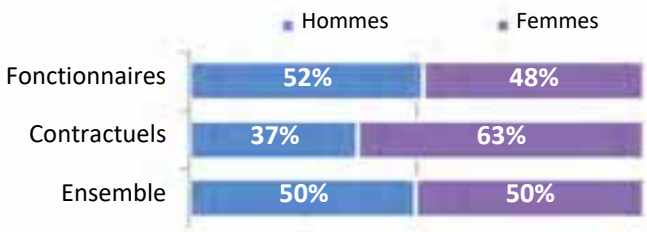
Répartition par filière et par statut

Filière	Titulaire	Contractuel	Tous
Administrative	25%	22%	25%
Technique	55%	63%	56%
Culturelle	1%		0%
Sportive	2%		1%
Médico-sociale	7%	7%	7%
Police	5%		4%
Incendie			
Animation	7%	7%	7%
Total	**100%**	**100%**	**100%**

Répartition des agents par catégorie



Répartition par genre et par statut



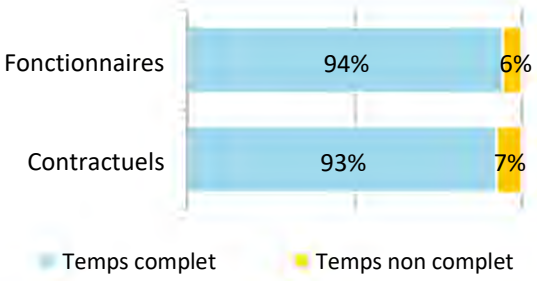
Les principaux cadres d'emplois

Cadres d'emplois	% d'agents
Adjoints techniques	41%
Adjoints administratifs	19%
Agents de maîtrise	10%
ATSEM	6%
Adjoints d'animation	6%

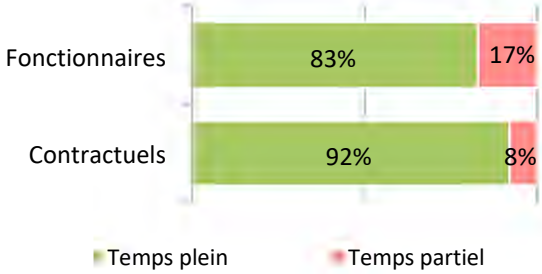
Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_20-DE

Temps de travail des agents permanents

Répartition des agents à temps complet ou non complet



Répartition des agents à temps plein ou à temps partiel



Les 3 filières les plus concernées par le temps non complet

Filière	Fonctionnaires	Contractuels
Technique	8%	6%
Animation	8%	0%
Administrative	2%	0%

Part des agents permanents à temps partiel selon le genre

3% des hommes à temps partiel
31% des femmes à temps partiel

Pyramide des âges

En moyenne, les agents de la collectivité ont 49 ans

Âge moyen* des agents permanents	
Fonctionnaires	49,67
Contractuels permanents	47,69
Ensemble des permanents	**49,43**

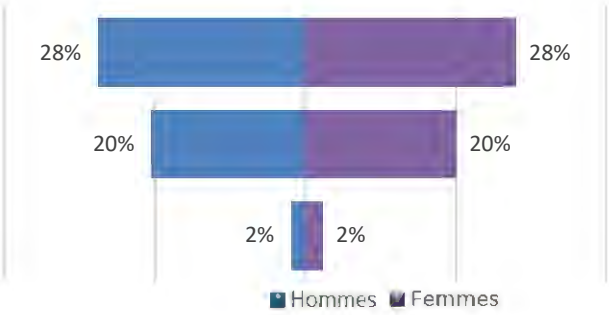
Âge moyen* des agents non permanent	
Contractuels non permanents	40,44

de 50 ans et +

de 30 à 49 ans

de - de 30 ans

Pyramide des âges des agents sur emploi permanent



** L'âge moyen est calculé sur la base des tranches d'âge*

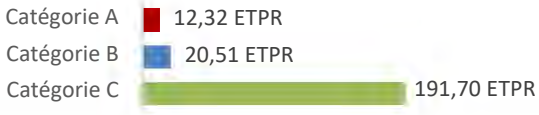
Équivalent temps plein rémunéré

296,40 agents en Equivalent Temps Plein Rémunéré (ETPR) sur l'année 2023

> 199,69 fonctionnaires
> 24,84 contractuels permanents
> 71,87 contractuels non permanents

539 448 heures travaillées rémunérées en 2023

Répartition des ETPR permanents par catégorie



Positions particulières

> Un agent mis à disposition dans une autre structure
> 9 agents en disponibilité

> Un agent détaché dans la collectivité et originaire d'une autre structure
> 2 agents détachés au sein de la collectivité
> 2 agents détachés dans une autre structure
> 6 agents dans d'autres situations (disponibilité d'office, congés spécial et hors cadre)

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_20-DE

Mouvements

En 2023, 20 arrivées d'agents permanents et 23 départs

Aucun contractuel permanent nommé stagiaire

Emplois permanents rémunérés

Effectif physique théorique au 31/12/2022 [1]	Effectif physique au 31/12/2023
228 agents	**225 agents**

[1] *cf. page 7*

Variation des effectifs* entre le 1er janvier et le 31 décembre 2023		
Fonctionnaires	↘	**-3,9%**
Contractuels	↗	**22,7%**
Ensemble	↘	**-1,3%**

Principales causes de départ d'agents permanents

Mutation	30%
Départ à la retraite	30%
Mise en disponibilité	22%
Fin de contrats remplacants	13%
Détachement	4%

Principaux modes d'arrivée d'agents permanents

Recrutement direct	30%
Arrivées de contractuels	30%
Voie de mutation	25%
Remplacements (contractuels)	10%
Voie de concours, sélection professionnelle	5%

** Variation des effectifs :*

(effectif physique rémunéré au 31/12/2023 - effectif physique théorique rémunéré au 31/12/2022) /

(Effectif physique théorique rémunéré au 31/12/2022)

Évolution professionnelle

Aucun bénéficiaire d'une promotion interne sans examen professionnel

1 lauréat d'un examen professionnel nommé

Aucun lauréat d'un concours d'agents déjà fonctionnaires dans la collectivité

Aucun agent n'a bénéficié d'un accompagnement par un conseiller en évolution professionnelle

48 avancements d'échelon et 14 avancements de grade

Sanctions disciplinaires

Une sanction disciplinaire prononcée en 2023

Nombre de sanctions prononcées concernant les fonctionnaires en 2023

	Hommes	Femmes
Sanctions 1er groupe	1	0
Sanctions 2ème groupe	0	0
Sanctions 3ème groupe	0	0
Sanctions 4ème groupe	0	0

Aucune sanction prononcée à l'encontre de fonctionnaires stagiaires

Aucune sanction prononcée à l'encontre d'agents contractuels

Motif de la sanction prononcée (fonctionnaires et contractuels en 2023)

Probité, intégrité (détournement, conservation de fonds, malversation, vol, dégradation, dettes, chèque sans provision)	100%

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_20-DE

Budget et rémunérations

Les charges de personnel représentent 64,93 % des dépenses de fonctionnement

Budget de fonctionnement*	18 839 244 €	Charges de personnel*	12 233 173 €	Soit 64,93 % des dépenses de fonctionnement

** Montant global*

Rémunérations annuelles brutes - emploi permanent :	6 738 868 €
Primes et indemnités versées :	1 202 464 €
IFSE :	536 295 €
CIA :	46 749 €
Heures supplémentaires et/ou complémentaires :	51 628 €
Nouvelle Bonification Indiciaire :	44 698 €
Supplément familial de traitement :	55 470 €
Complément de traitement indiciaire (CTI)	0 €

Rémunérations des agents sur emploi non permanent :

1 722 734 €

Rémunération moyenne par équivalent temps plein rémunéré des agents permanents

	Catégorie A		Catégorie B		Catégorie C	
	Titulaire	Contractuel	Titulaire	Contractuel	Titulaire	Contractuel
Administrative	62 260 €	35 991 €	33 041 €		29 346 €	22 197 €
Technique	s		40 928 €	s	28 120 €	22 661 €
Culturelle	s					
Sportive	s		36 758 €			
Médico-sociale	s	s			28 784 €	s
Police			s		36 706 €	
Incendie						
Animation			s	s	26 909 €	s
Toutes filières	**53 239 €**	**31 957 €**	**37 474 €**	**33 930 €**	**28 780 €**	**22 893 €**

**s : secret statistique appliqué en dessous de 2 ETPR*

La part des primes et indemnités sur les rémunérations annuelles brutes pour l'ensemble des agents permanents est de 17,84 %

Part des primes et indemnités sur les rémunérations :	
Fonctionnaires	**18,02%**
Contractuels sur emplois permanents	**16,08%**
Ensemble	**17,84%**

- Le RIFSEEP a été mis en place pour les fonctionnaires
- Les primes ne sont pas maintenues en cas de congé de maladie ordinaire
- 1919,5 heures supplémentaires réalisées et rémunérées en 2023
- 365,01 heures complémentaires réalisées et rémunérées en 2023
- La collectivité a adhéré au régime général d'assurance chômage pour l'assurance chômage de ses agents contractuels

IFSE et CIA selon la catégorie et le genre

Montant annuel moyen par ETPR	Fonctionnaires						Contractuels sur emploi permanents					
	Femmes			Hommes			Femmes			Hommes		
	IFSE	CIA	Part CIA	IFSE	CIA	Part CIA	IFSE	CIA	Part CIA	IFSE	CIA	Part CIA
Catégorie A	8 499 €	480 €	*5%*	6 813 €	482 €	*7%*	3 591 €	866 €	*19%*	s	s	
Catégorie B	4 784 €	390 €	*8%*	4 857 €	522 €	*10%*	s	s		s		
Catégorie C	2 075 €	162 €	*7%*	1 809 €	168 €	*9%*	1 168 €	54 €	*4%*	1 565 €	33 €	*2%*

**s : secret statistique appliqué en dessous de 2 ETPR*

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_20-DE

Absences

En moyenne, 22,7 jours d'absence pour tout motif médical en 2023 par fonctionnaire

> **En moyenne, 23,1 jours d'absence pour tout motif médical en 2023 par agent contractuel permanent**

	Fonctionnaires	Contractuels permanents	Ensemble agents permanents	Contractuels non permanents
Taux d'absentéisme « compressible » *(maladies ordinaires et accidents de travail)*	**3,59%**	**2,64%**	**3,47%**	**2,58%**
Taux d'absentéisme médical *(toutes absences pour motif médical)*	**6,23%**	**6,34%**	**6,24%**	**2,58%**
Taux d'absentéisme global *(toutes absences y compris maternité, paternité et autre)*	**6,54%**	**7,89%**	**6,70%**	**2,84%**

Cf. p7 Précisions méthodologiques pour les groupes d'absences *Taux d'absentéisme : nombre de jours d'absence / (nombre total d'agents x 365)*

- Aucune journée de congés supplémentaires accordée au-delà des congés légaux (exemple : journée du maire)
- 36,0 % des agents permanents ayant été absents ont eu au moins un jour de carence prélevé
- La collectivité adhère à un contrat d'assurance groupe pour la gestion du risque maladie

Accidents du travail

16 accidents du travail déclarés au total en 2023

> 4,5 accidents du travail pour 100 agents

> En moyenne, 24 jours d'absence consécutifs par accident du travail

Handicap

Seules les collectivités de plus de 20 agents équivalent temps plein sont soumises à l'obligation d'emploi de travailleurs handicapés à hauteur de 6 % des effectifs.

15 travailleurs handicapés employés sur emploi permanent

- 11 travailleurs handicapés recrutés sur emploi non permanent
- 80 % sont fonctionnaires*
- 100 % sont en catégorie C*

- 5 667 € de dépenses réalisées couvrant partiellement l'obligation d'emploi

Prévention et risques professionnels

ASSISTANT DE PRÉVENTION

1 assistant de prévention désigné dans la collectivité

FORMATION

5 jours de formation liés à la prévention (habilitations et formations obligatoires)

Coût total des formations : **15 330 €**
Coût par jour de formation : **3 066 €**

DÉPENSES

La collectivité a effectué des dépenses en faveur de la prévention, de la sécurité et de l'amélioration des conditions de travail

Total des dépenses : **31 748 €**

DOCUMENT DE PRÉVENTION

La collectivité dispose d'un document unique d'évaluation des risques professionnels

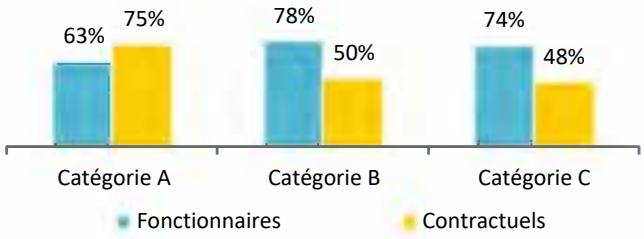
Dernière mise à jour : 2023

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_20-DE

Formation

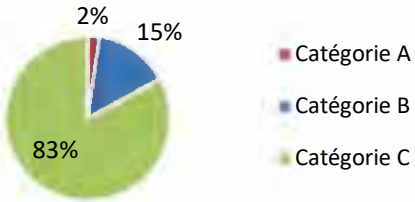
En 2023, 71,6% des agents permanents ont suivi une formation d'au moins un jour

Pourcentage d'agents par catégorie et par statut ayant bénéficié d'au moins un jour de formation en 2023



469 jours de formation suivis par les agents sur emploi permanent en 2023

Répartition des jours de formation par catégorie hiérarchique



Nombre moyen de jours de formation par agent permanent :

> 2,1 jours par agent

95 732 € ont été consacrés à la formation en 2023

Répartition des dépenses de formation

CNFPT	79 %
Frais de déplacement	2 %
Autres organismes	18 %

Répartition des jours de formation par organisme

CNFPT	43%
Autres organismes	34%
Interne à la collectivité	23%

Action sociale et protection sociale complémentaire

La collectivité participe à la complémentaire santé et aux contrats de prévoyance

Montants annuels	Santé	Prévoyance
Montant global des participations	**2 800 €**	**57 561 €**
Montant moyen par bénéficiaire	**52 €**	**278 €**

L'action sociale de la collectivité

- Prestations servies directement par la collectivité

Relations sociales

Jours de grève

181 jours de grève recensés en 2023

Comité Social Territorial

2 réunions en 2023 dans la collectivité

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_20-DE

Précisions méthodologiques

1Formules de calcul - Effectif théorique au 31/12/2022

Pour les fonctionnaires :
Total de l'effectif physique rémunéré des fonctionnaires au 31/12/2023
+ Départs définitifs de titulaires ou de stagiaires
+ Départs temporaires non rémunérés
- Arrivées de titulaires ou de stagiaires
- Stagiairisation de contractuels de la collectivité
- Retours de titulaires stagiaires

Pour les contractuels permanents :
Total de l'effectif physique rémunéré des contractuels au 31/12/2023
+ Départs définitifs de contractuels
+ Départs temporaires non rémunérés
+ Stagiairisation de contractuels de la collectivité
- Arrivées de contractuels
- Retours de contractuels

Pour l'ensemble des agents permanents :
Effectif théorique des fonctionnaires au 31/12/2022
+ Effectif théorique des contractuels permanents au 31/12/2022

2Formules de calcul - Taux d'absentéisme

$$\frac{\text{Nombre de jours calendaires d'absence}}{\text{Nombre d'agents au 31/12/2023 x 365}} \times 100$$

Note de lecture :
Si le taux d'absentéisme est de 8 %, cela signifie que pour 100 agents de la collectivité, un équivalent de 8 agents a été absent toute l'année.

Les journées d'absence sont décomptées en jours calendaires pour respecter les saisies réalisées dans les logiciels de paie

3 « groupes d'absences »

1. Absences compressibles :	2. Absences médicales :	3. Absences Globales :
Maladie ordinaire et accidents du travail	*Absences compressibles* + longue maladie, maladie de longue durée, grave maladie, maladie professionnelle	*Absences médicales* + maternité, paternité adoption, autres raisons*

** Les absences pour "autres raisons" correspondent aux autorisations spéciales d'absences (motif familial, concours…)*
Ne sont pas comptabilisés les jours de formation et les absences pour motif syndical ou de représentation.

En raison de certains arrondis, la somme des pourcentages peut ne pas être égale à 100 %

Réalisation

Cette fiche synthétique reprend les principaux indicateurs sociaux issus du Rapport Social Unique 2023. Les données utilisées sont extraites du Rapport sur l'État de la Collectivité 2023 transmis en 2024 par la collectivité. Ces données ont pour objectif de bénéficier d'une vue d'ensemble sur les effectifs de la collectivité.

DONNÉES SOCIALES 2023
DES CENTRES DE GESTION

L'outil automatisé permettant la réalisation de cette synthèse a été développé par le Comité Technique des Chargés d'études des Observatoires Régionaux des Centres de Gestion.

Date de publication : décembre 2024 *Version 1*

Transmis à la préfecture le 16/05/2025
Reçu à la préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-216026067-20250512-CM250512_21-DE

DÉPARTEMENT
DRÔME
COMMUNE
BOURG-LÈS-VALENCE

DÉLIBÉRATION
CONSEIL MUNICIPAL
DU LUNDI 12 MAI 2025

Convocation du 02/05/2025

Nombre de conseillers en exercice : 33
Nombre de conseillers présents : 26
Nombre de conseillers absents : 1
Nombre de pouvoirs : 6
Secrétaire de séance : Étienne GUILLON

Étaient présents (Mr/Mmes) les conseillers municipaux :
Marlène MOURIER, Étienne GUILLON, Aurélien ESPAIT, Dominique GENTIAL, Robert TAFANKEJIAN, Audrey RENAUD, Florian REVERDY, Danièle PAYAN, Tanguy GERLAND, Vincent FUGIER, Agnès LAPEYRE, Stéphanie MARILLAT, Pauline TOLA, Rachel VAQUE, Chantal BILLIET, Roseline ASLANIAN-HABRARD, Nancy GUILBOUD, Martine IMBERT, Fabrice PIAUD, Wilfrid PAILHÈS, Christiane RANC, Frédéric TREMBLAY, Maria CARLOMAGNO, Denis CLUZEL, Marie-Hélène MIRAMONT, Alexandre POTHAIN

Sauf,
Geneviève AUDIBERT, pouvoir à Étienne GUILLON
Thierry BELLE, pouvoir à Marlène MOURIER
Manuel JAMAMORZIAN, pouvoir à Robert TAFANKEJIAN
Mamadou DIALLO, pouvoir à Pauline TOLA
Alexandre BAILLET, pouvoir à Fabrice PIAUD
Georges ESHAGIAN, pouvoir à Wilfrid PAILHÈS
Christian ROZO – Absent non excusé

21. AVENANT À LA CONVENTION DE MANDAT AVEC VRA ET CITÉO POUR LA LUTTE CONTRE LES DÉCHETS ABANDONNÉS

Rapporteur
E. GUILLON

En application du principe de Responsabilité Elargie du Producteur (REP), les producteurs, importateurs ou personnes responsables de la première mise sur le marché de produits commercialisés dans des emballages peuvent transférer leurs obligations en matière de prévention et de gestion des déchets de ces emballages ménagers à un éco-organisme titulaire d'un agrément à cette fin. Ce dernier perçoit des contributions de ses adhérents qui lui permettent de financer les collectivités territoriales compétentes en matière de gestion des déchets ménagers ainsi que celles qui supportent des charges en lien avec le nettoiement de déchets d'emballages ménagers abandonnés.

Par arrêté du 30 septembre 2022, le cahier des charges d'agrément de l'éco-organisme agréé Citéo a été modifié, notamment pour encadrer la prise en charge des coûts visant au nettoiement et à la réduction des déchets d'emballages ménagers abandonnés sur l'espace public (article IV.7 du cahier des charges). Les coûts à couvrir ne concernent que les déchets abandonnés diffus issus des produits relevant de l'agrément de Citéo.

CITÉO a élaboré une convention de soutien pour la lutte contre les déchets d'emballages ménagers abandonnés diffus. Cette convention a été proposée à toutes les communes et groupements de communes à fiscalité propre ayant en charge la gestion de déchets issus des produits d'emballages relevant de son agrément et qui sont produits dans le cadre d'opérations de nettoiement. La convention prévoit également des actions d'information, de communication et de sensibilisation pour prévenir l'abandon des déchets d'emballages ménagers dans l'environnement.

Par délibération en date du 24 mai 2024, le conseil municipal avait approuvé l'intégration de la Ville dans le groupement proposé par Valence Romans Agglo aux communes du territoire volontaires et le portage et la signature par Valence romans Agglo de la convention avec Citéo.
Cette convention a été signée par 43 communes. Or, depuis la signature de cette dernière, 8 communes ont émis le souhait de rejoindre le groupement : Beauregard-Baret, Le Chalon, Crépol, Eymeux, Geyssans, Peyrus, Rochefort-Samson et Triors.
Comme prévu à l'article 7 de la convention de mandat, la modification du périmètre doit donner lieu à la signature d'un avenant n° 1 qui entrera en vigueur à la date de sa signature par les différentes parties.

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212602983-20250513-CM_20250513_01-DE

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- **APPROUVE** l'avenant n°1 à la convention de mandat avec Valence Romans Agglo
- **AUTORISE** le maire à signer le présent avenant
- **AUTORISE ET MANDATE** le maire ou son représentant à effectuer toute démarche et signer tous documents de nature à exécuter la présente délibération.

Résultat du vote : Pour : 32 *Contre : 0* *Abstention : 0*

Fait à Bourg-lès-Valence,
Le 13/05/2025

Le secrétaire de séance,

Éliane GUILLON

Le Maire,

Marlène MOURIER

Acte exécutoire en vertu de sa transmission en Préfecture le
et de sa publication le 16 MAI 2025

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_21-DE

Lutte contre les déchets abandonnés

AVENANT N° 1 A LA CONVENTION DE MANDAT

Dans le cadre de la signature d'une convention de soutien « Communes et groupements communaux » pour la lutte contre les déchets abandonnés avec Citeo

Entre les soussignés :

La Communauté d'agglomération Valence Romans Agglo, représentée par son Président Nicolas DARAGON, agissant en sa qualité et à ses fins autorisées par délibération n°……..du ……,

D'une part,

ET

Les membres du groupement :

La commune d'Alixan, représentée par son Maire Jean-Claude DUCLAUX, agissant en sa qualité et à ses fins autorisées par délibération n°……..du ……,

La commune de Barbières, représentée par son Maire Bernard PREVIEU, agissant en sa qualité et à ses fins autorisées par délibération n°……..du ……,

La commune de Beaumont-lès-Valence, représentée par son Maire Cyril VALLON, agissant en sa qualité et à ses fins autorisées par délibération n°……..du ……,

La commune de Beauregard-Baret, représentée par son Maire Christian COTTINI, agissant en sa qualité et à ses fins autorisées par délibération n°……..du ……,

La commune de Beauvallon, représentée par son Maire Bernard RIPOCHE, agissant en sa qualité et à ses fins autorisées par délibération n°……..du ……,

La commune de Bésayes, représentée par son Maire Nadine MANTEAUX, agissant en sa qualité et à ses fins autorisées par délibération n°……..du ……,

La commune de Bourg-de-Péage, représentée par son Maire Nathalie NIESON, agissant en sa qualité et à ses fins autorisées par délibération n°……..du ……,

La commune de Bourg-lès-Valence, représentée par son Maire Marlène MOURIER, agissant en sa qualité et à ses fins autorisées par délibération n°……..du ……,

La commune de Chabeuil, représentée par son Maire Alban PANO, agissant en sa qualité et à ses fins autorisées par délibération n°……..du ……,

La commune de Le Chalon, représentée par son Maire François CAUMES, agissant en sa qualité et à ses fins autorisées par délibération n°……..du ……,

La commune de Charpey, représentée par son Maire Lydie VEISSEIX, agissant en sa qualité et à ses fins autorisées par délibération n°……..du ……,

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_21-DE

Lutte contre les déchets abandonnés

La commune de Châteaudouble, représentée par son Maire François BELLIER, agissant en sa qualité et à ses fins autorisées par délibération n°……..du ……,

La commune de Châteauneuf-sur-Isère, représentée par son Maire Frédéric VASSY, agissant en sa qualité et à ses fins autorisées par délibération n°……..du ……,

La commune de Châtillon-Saint-Jean, représentée par son Maire Daniel BARRUYER, agissant en sa qualité et à ses fins autorisées par délibération n°……..du ……,

La commune de Chatuzange-le-Goubet, représentée par son Maire Christian GAUTHIER, agissant en sa qualité et à ses fins autorisées par délibération n°……..du ……,

La commune de Combovin, représentée par son Maire Séverine BOUIT, agissant en sa qualité et à ses fins autorisées par délibération n°……..du ……,

La commune de Crépol, représentée par son Maire Martine LAGUT, agissant en sa qualité et à ses fins autorisées par délibération n°……..du ……,

La commune d'Etoile-sur-Rhône, représentée par son Maire Françoise CHAZAL, agissant en sa qualité et à ses fins autorisées par délibération n°DEL-2024-048 du 18 juin 2024,

La commune de Eymeux, représentée par son Maire Fabrice BAR, agissant en sa qualité et à ses fins autorisées par délibération n°……..du ……,

La commune de Génissieux, représentée par son Maire Catherine PELTIER, agissant en sa qualité et à ses fins autorisées par délibération n°……..du ……,

La commune de Geyssans, représentée par son Maire André MEGE, agissant en sa qualité et à ses fins autorisées par délibération n°……..du ……,

La commune d'Hostun, représentée par son Maire Bruno VITTE, agissant en sa qualité et à ses fins autorisées par délibération n°……..du ……,

La commune de Jaillans, représentée par son Maire Jean-Noël FOURNAT, agissant en sa qualité et à ses fins autorisées par délibération n°……..du ……,

La commune de La Baume-Cornillane, représentée par son Maire Dominique SYLVESTRE, agissant en sa qualité et à ses fins autorisées par délibération n°……..du ……,

La commune de La Baume d'Hostun, représentée par son Maire Marion PELLOUX-PRAYER, agissant en sa qualité et à ses fins autorisées par délibération n°……..du ……,

La commune de Malissard, représentée par son Maire Jean-Marc VALLA, agissant en sa qualité et à ses fins autorisées par délibération n°……..du ……,

La commune de Marches, représentée par son Maire Philippe HOURDOU, agissant en sa qualité et à ses fins autorisées par délibération n°……..du ……,

La commune de Montéléger, représentée par son Maire Marylène PEYRARD, agissant en sa qualité et à ses fins autorisées par délibération n°……..du ……,

La commune de Montélier, représentée par son Maire Barnard VALLON, agissant en sa qualité et à ses fins autorisées par délibération n°……..du ……,

La commune de Montmeyran, représentée par son Maire Olivier ROCHAS, agissant en sa qualité et à ses fins autorisées par délibération n°……..du ……,

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_21-DE

Lutte contre les déchets abandonnés

La commune de Montmiral, représentée par son Maire Jérôme POUILLY, agissant en sa qualité et à ses fins autorisées par délibération n°……..du ……..,

La commune de Montvendre, représentée par son Maire Bruno SERVIAN, agissant en sa qualité et à ses fins autorisées par délibération n°……..du ……..,

La commune de Mours-Saint-Eusèbe, représentée par son Maire Dominique MOMBARD, agissant en sa qualité et à ses fins autorisées par délibération n°……..du ……..,

La commune d'Ourches, représentée par son Maire Stéphane COUSIN, agissant en sa qualité et à ses fins autorisées par délibération n°……..du ……..,

La commune de Parnans, représentée par son Maire Alain ROBIN, agissant en sa qualité et à ses fins autorisées par délibération n°……..du ……..,

La commune de Peyrins, représentée par son Maire Philippe BARNERON, agissant en sa qualité et à ses fins autorisées par délibération n°……..du ……..,

La commune de Peyrus, représentée par son Maire Georges DELOCHE, agissant en sa qualité et à ses fins autorisées par délibération n°……..du ……..,

La commune de Portes-lès-Valence, représentée par son Maire Geneviève GIRARD, agissant en sa qualité et à ses fins autorisées par délibération n°……..du ……..,

La commune de Rochefort-Samson, représentée par son Maire Danielle CLEMENT, agissant en sa qualité et à ses fins autorisées par délibération n°……..du ……..,

La commune de Romans-sur-Isère, représentée par son Maire Marie-Hélène THORAVAL, agissant en sa qualité et à ses fins autorisées par délibération n°……..du ……..,

La commune de Saint-Bardoux, représentée par son Maire Etienne LARAT, agissant en sa qualité et à ses fins autorisées par délibération n°……..du ……..,

La commune de Saint-Christophe-et-le-Laris, représentée par son Maire Francis BARRY, agissant en sa qualité et à ses fins autorisées par délibération n°……..du ……..,

La commune de Saint-Laurent-d'Onay, représentée par son Maire Nadine CHEVROL, agissant en sa qualité et à ses fins autorisées par délibération n°……..du ……..,

La commune de Saint-Marcel-lès-Valence, représentée par son Maire Jean-Michel VALLA, agissant en sa qualité et à ses fins autorisées par délibération n°……..du ……..,

La commune de Saint-Michel-sur-Savasse, représentée par son Maire Pierre COLOMB, agissant en sa qualité et à ses fins autorisées par délibération n°……..du ……..,

La commune de Saint-Paul-lès-Romans, représentée par son Maire Gérard LUNEL, agissant en sa qualité et à ses fins autorisées par délibération n°……..du ……..,

La commune de Saint-Vincent-la-Commanderie, représentée par son Maire Françoise AGRAIN, agissant en sa qualité et à ses fins autorisées par délibération n°……..du ……..,

La commune de Triors, représentée par son Maire Pascal HANSBERQUE, agissant en sa qualité et à ses fins autorisées par délibération n°……..du ……..,

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_21-DE

Lutte contre les déchets abandonnés

La commune d'Upie, représentée par son Maire Jean-Jacques BRUSCHINI, agissant en sa qualité et à ses fins autorisées par délibération n°……..du ……..,

La commune de Valence, représentée par son Maire Nicolas DARAGON, agissant en sa qualité et à ses fins autorisées par délibération n°……..du ……..,

La commune de Valherbasse, représentée par son Maire Jean-Louis VASSY, agissant en sa qualité et à ses fins autorisées par délibération n°……..du ……..,

D'autre part,

Dénommées ci-après les « Parties »,

PROJET

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_21-DE

Préambule

Citeo a élaboré une convention-type de soutien pour la lutte contre les déchets abandonnés diffus (dénommé ci-après la « Convention LDA »).

La Convention LDA vise à couvrir une partie des coûts de nettoiement des emballages ménagers abandonnés supportés par les collectivités. Ces dernières assurent en contrepartie des opérations de nettoiement des déchets d'emballages ménagers abandonnés ainsi que des actions d'information, de communication et de sensibilisation pour prévenir l'abandon de ces déchets dans l'environnement.

Pour signer la Convention LDA, certaines communes du territoire de Valence Romans Agglo ont choisi de se regrouper et de désigner une collectivité mandataire, à savoir Valence Romans Agglo.

Les 43 communes mandantes étaient les suivantes :
Alixan, Barbières, Beaumont-lès-Valence, Beauvallon, Bésayes, Bourg-de-Péage, Bourg-lès-Valence, Chabeuil, Charpey, Châteaudouble, Châteauneuf-sur-Isère, Châtillon-Saint-Jean, Chatuzange-le-Goubet, Combovin, Étoile-sur-Rhône, Génissieux, Hostun, Jaillans, La Baume-Cornillane, La Baume-d'Hostun, Malissard, Marches, Montéléger, Montélier, Montmeyran, Montmiral, Montvendre, Mours-Saint-Eusèbe, Ourches, Parnans, Peyrins, Portes-lès-Valence, Romans-sur-Isère, Saint-Bardoux, Saint-Christophe-et-le-Laris, Saint-Laurent-d'Onay, Saint-Marcel-lès-Valence, Saint-Michel-sur-Savasse, Saint-Paul-lès-Romans, Saint-Vincent-la-Commanderie, Upie, Valence et Valherbasse.

Or, depuis la signature de la convention de mandat, 8 communes ont émis le souhait de rejoindre le groupement et intégrer ladite convention : Beauregard-Baret, Le Chalon, Crépol, Eymeux, Geyssans, Peyrus, Rochefort-Samson et Trios.

Tel que prévu dans la convention de mandat, en son article 7 - Modification de la convention de mandat :
« La présente Convention de mandat est modifiable par voie d'avenant signé par l'ensemble des parties.

Toute modification de la présente convention de mandat devra être approuvée dans les mêmes termes par l'ensemble des parties. Les délibérations des assemblés délibérantes seront alors notifiées au mandataire. La modification ne prendra effet que lorsque l'ensemble des parties aura approuvé les modifications. »

Ceci ayant été exposé, il est convenu ce qui suit :

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_21-DE

Articles

Article 1 – Objet de l'avenant

Le présent avenant a pour objet de modifier la convention de mandat initiale afin de mettre à jour la liste des communes mandantes.

Article 2 – Modifications apportées par l'avenant

Les dispositions initiales sont modifiées comme suit :

- Article 2 – Communes mandantes et mode de gestion retenu
  Sont désignées comme parties à la convention les personnes suivantes :
  - La Communauté d'agglomération Valence Romans Agglo, mandataire, représentée par Nicolas DARAGON ou son représentant ;
  - La commune d'Alixan, représentée par son Maire Jean-Claude DUCLAUX ou son représentant ;
  - La commune de Barbières, représentée par son Maire Bernard PREVIEU ou son représentant ;
  - La commune de Beaumont-lès-Valence, représentée par son Maire Cyril VALLON ou son représentant ;
  - La commune de Beauregard-Baret, représentée par son Maire Christian COTTINI ou son représentant ;
  - La commune de Beauvallon, représentée par son Maire Bernard RIPOCHE ou son représentant ;
  - La commune de Bésayes, représentée par son Maire Nadine MANTEAUX ou son représentant ;
  - La commune de Bourg-de-Péage, représentée par son Maire Nathalie NIESON ou son représentant ;
  - La commune de Bourg-lès-Valence, représentée par son Maire Marlène MOURIER ou son représentant ;
  - La commune de Chabeuil, représentée par son Maire Alban PANO ou son représentant
  - La commune de Le Chalon, représentée par son Maire François CAUMES ou son représentant ;
  - La commune de Charpey, représentée par son Maire Lydie VEISSEIX ou son représentant ;
  - La commune de Châteaudouble, représentée par son Maire François BELLIER ou son représentant ;
  - La commune de Châteauneuf-sur-Isère, représentée par son Maire Frédéric VASSY ou son représentant ;
  - La commune de Châtillon-Saint-Jean, représentée par son Maire Daniel BARRUYER ou son représentant ;
  - La commune de Chatuzange-le-Goubet, représentée par son Maire Christian GAUTHIER ou son représentant ;

PROJET

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_21-DE

- La commune de Combovin, représentée par son Maire Séverine BOUIT ou son représentant ;
- La commune de Crépol, représentée par son Maire Martine LAGUT ou son représentant ;
- La commune d'Etoile-sur-Rhône, représentée par son Maire Françoise CHAZAL ou son représentant ;
- La commune de Eymeux, représentée par son Maire Fabrice BAR ou son représentant ;
- La commune de Génissieux, représentée par son Maire Catherine PELTIER ou son représentant ;
- La commune de Geyssans, représentée par son Maire André MEGE ou son représentant ;
- La commune d'Hostun, représentée par son Maire Bruno VITTE ou son représentant ;
- La commune de Jaillans, représentée par son Maire Jean-Noël FOURNAT ou son représentant ;
- La commune de La Baume-Cornillane, représentée par son Maire Dominique SYLVESTRE ou son représentant ;
- La commune de La Baume d'Hostun, représentée par son Maire Marion PELLOUX-PRAYER ou son représentant ;
- La commune de Malissard, représentée par son Maire Jean-Marc VALLA ou son représentant ;
- La commune de Marches, représentée par son Maire Philippe HOURDOU ou son représentant ;
- La commune de Montéléger, représentée par son Maire Marylène PEYRARD ou son représentant ;
- La commune de Montélier, représentée par son Maire Barnard VALLON ou son représentant ;
- La commune de Montmeyran, représentée par son Maire Olivier ROCHAS ou son représentant ;
- La commune de Montmiral, représentée par son Maire Jérôme POUILLY ou son représentant ;
- La commune de Montvendre, représentée par son Maire Bruno SERVIAN ou son représentant ;
- La commune de Mours-Saint-Eusèbe, représentée par son Maire Dominique MOMBARD ou son représentant ;
- La commune d'Ourches, représentée par son Maire Stéphane COUSIN ou son représentant ;
- La commune de Parnans, représentée par son Maire Alain ROBIN ou son représentant ;
- La commune de Peyrins, représentée par son Maire Philippe BARNERON ou son représentant ;
- La commune de Peyrus, représentée par son Maire Georges DELOCHE ou son représentant ;
- La commune de Portes-lès-Valence, représentée par son Maire Geneviève GIRARD ou son représentant ;

PROJET

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_21-DE

- La commune de Rochefort-Samson, représentée par son Maire Danielle CLEMENT ou son représentant ;
- La commune de Romans-sur-Isère, représentée par son Maire Marie-Hélène THORAVAL ou son représentant ;
- La commune de Saint-Bardoux, représentée par son Maire Etienne LARAT ou son représentant ;
- La commune de Saint-Christophe-et-le-Laris, représentée par son Maire Francis BARRY ou son représentant ;
- La commune de Saint-Laurent-d'Onay, représentée par son Maire Nadine CHEVROL ou son représentant ;
- La commune de Saint-Marcel-lès-Valence, représentée par son Maire Jean-Michel VALLA ou son représentant ;
- La commune de Saint-Michel-sur-Savasse, représentée par son Maire Pierre COLOMB ou son représentant ;
- La commune de Saint-Paul-lès-Romans, représentée par son Maire Gérard LUNEL ou son représentant ;
- La commune de Saint-Vincent-la-Commanderie, représentée par son Maire Françoise AGRAIN ou son représentant ;
- La commune de Triors, représentée par son Maire Pascal HANSBERQUE ou son représentant ;
- La commune d'Upie, représentée par son Maire Jean-Jacques BRUSCHINI ou son représentant ;
- La commune de Valence, représentée par son Maire Nicolas DARAGON ou son représentant ;
- La commune de Valherbasse, représentée par son Maire Jean-Louis VASSY ou son représentant ;

Toutes les autres dispositions de la convention restent inchangées, notamment la durée de la convention.

Article 6 – Entrée en vigueur

L'avenant entre en vigueur à la date de sa signature par les Parties.

Fait à Valence, le

Pour Valence Romans Agglo, mandataire

Le Président

PROJET

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_21-DE

Lutte contre les déchets abandonnés

Pour Alixan

Le Maire

PROJET

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_21-DE

Lutte contre les déchets abandonnés

Pour Barbières

Le Maire

PROJET

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_21-DE

Lutte contre les déchets abandonnés

Pour Beaumont-lès-Valence

Le Maire

PROJET

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_21-DE

Lutte contre les déchets abandonnés

Pour Beauregard-Baret

Le Maire

PROJET

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_21-DE

Lutte contre les déchets abandonnés

Pour Beauvallon

Le Maire

PROJET

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_21-DE

Lutte contre les déchets abandonnés

Pour Bésayes

Le Maire

PROJET

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_21-DE

Lutte contre les déchets abandonnés

Pour Bourg-de-Péage

Le Maire

PROJET

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_21-DE

Lutte contre les déchets abandonnés

Pour Bourg-lès-Valence

Le Maire

PROJET

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_21-DE

Lutte contre les déchets abandonnés

Pour Chabeuil

Le Maire

PROJET

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_21-DE

Lutte contre les déchets abandonnés

Pour Le Chalon

Le Maire

PROJET

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_21-DE

Lutte contre les déchets abandonnés

Pour Charpey

Le Maire

PROJET

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_21-DE

Lutte contre les déchets abandonnés

Pour Châteaudouble

Le Maire

PROJET

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_21-DE

Lutte contre les déchets abandonnés

Pour Châteauneuf-sur-Isère

Le Maire

PROJET

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_21-DE

Lutte contre les déchets abandonnés

Pour Châtillon-Saint-Jean

Le Maire

PROJET

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_21-DE

Lutte contre les déchets abandonnés

Pour Chatuzange-le-Goubet

Le Maire

PROJET

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_21-DE

Lutte contre les déchets abandonnés

Pour Combovin

Le Maire

PROJET

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_21-DE

Lutte contre les déchets abandonnés

Pour Crépol

Le Maire

PROJET

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_21-DE

Lutte contre les déchets abandonnés

Pour Etoile-sur-Rhône

Le Maire

PROJET

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_21-DE

Lutte contre les déchets abandonnés

Pour Eymeux

Le Maire

PROJET

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_21-DE

Lutte contre les déchets abandonnés

Pour Génissieux

Le Maire

PROJET

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_21-DE

Lutte contre les déchets abandonnés

Pour Geyssans

Le Maire

PROJET

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_21-DE

Lutte contre les déchets abandonnés

Pour Hostun

Le Maire

PROJET

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_21-DE

Lutte contre les déchets abandonnés

Pour Jaillans

Le Maire

PROJET

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_21-DE

Lutte contre les déchets abandonnés

Pour La Baume-Cornillane

Le Maire

PROJET

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_21-DE

Lutte contre les déchets abandonnés

Pour La Baume-d'Hostun

Le Maire

PROJET

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_21-DE

Lutte contre les déchets abandonnés

Pour Malissard

Le Maire

PROJET

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_21-DE

Lutte contre les déchets abandonnés

Pour Marches

Le Maire

PROJET

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_21-DE

Lutte contre les déchets abandonnés

Pour Montéléger

Le Maire

PROJET

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_21-DE

Lutte contre les déchets abandonnés

Pour Montélier

Le Maire

PROJET

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_21-DE

Lutte contre les déchets abandonnés

Pour Montmeyran

Le Maire

PROJET

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_21-DE

Lutte contre les déchets abandonnés

Pour Montmiral

Le Maire

PROJET

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_21-DE

Lutte contre les déchets abandonnés

Pour Montvendre

Le Maire

PROJET

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_21-DE

Lutte contre les déchets abandonnés

Pour Mours-Saint-Eusèbe

Le Maire

PROJET

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_21-DE

Lutte contre les déchets abandonnés

Pour Ourches

Le Maire

PROJET

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_21-DE

Lutte contre les déchets abandonnés

Pour Parnans

Le Maire

PROJET

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_21-DE

Lutte contre les déchets abandonnés

Pour Peyrins

Le Maire

PROJET

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_21-DE

Lutte contre les déchets abandonnés

Pour Peyrus

Le Maire

PROJET

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_21-DE

Lutte contre les déchets abandonnés

Pour Portes-lès-Valence

Le Maire

PROJET

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_21-DE

Lutte contre les déchets abandonnés

Pour Rochefort-Samson

Le Maire

PROJET

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_21-DE

Lutte contre les déchets abandonnés

Pour Romans-sur-Isère

Le Maire

PROJET

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_21-DE

Lutte contre les déchets abandonnés

Pour Saint-Bardoux

Le Maire

PROJET

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_21-DE

Lutte contre les déchets abandonnés

Pour Saint-Christophe-et-le-Laris

Le Maire

PROJET

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_21-DE

Lutte contre les déchets abandonnés

Pour Saint-Laurent-d'Onay

Le Maire

PROJET

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_21-DE

Lutte contre les déchets abandonnés

Pour Saint-Marcel-lès-Valence

Le Maire

PROJET

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_21-DE

Lutte contre les déchets abandonnés

Pour Saint-Michel-sur-Savasse

Le Maire

PROJET

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_21-DE

Lutte contre les déchets abandonnés

Pour Saint-Paul-lès-Romans

Le Maire

PROJET

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_21-DE

Lutte contre les déchets abandonnés

Pour Saint-Vincent-la-Commanderie

Le Maire

PROJET

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_21-DE

Lutte contre les déchets abandonnés

Pour Triors

Le Maire

PROJET

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_21-DE

Lutte contre les déchets abandonnés

Pour Upie

Le Maire

PROJET

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_21-DE

Lutte contre les déchets abandonnés

Pour Valence

Le Maire

PROJET

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_21-DE

Lutte contre les déchets abandonnés

Pour Valherbasse

Le Maire

PROJET

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_21-DE

Annexe : Délibérations des collectivités

PROJET

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600586-20250512-CM250512_22-DE

DÉPARTEMENT
DRÔME
COMMUNE
BOURG-LÈS-VALENCE

DÉLIBÉRATION
CONSEIL MUNICIPAL
DU LUNDI 12 MAI 2025

Convocation du 02/05/2025

Nombre de conseillers en exercice : 33
Nombre de conseillers présents : 25
Nombre de conseillers absents : 1
Nombre de pouvoirs : 6
Secrétaire de séance :
Eliane GUILLON

Étaient présents M.M(Mmes) les conseillers municipaux :
Marlène MOURIER, Eliane GUILLON, Aurélien ESPRIT, Danielle GENTIAL, Robert TAFANIELIAN, Audrey RENAUD, Florian REVEROY, Danièle PAYAN, Tanguy GERLAND, Vincent FUCHER, Agnès LAPEYRE, Stéphanie MARELLA, Pauline TOLA, Rachel VAQUE, Chantal BELLET, Rosalina ASLANIAN HABRARD, Nancy GUIBOUD, Martine IMBERT, Fabrice PIAUD, Wilfrid PALHES, Christiane RAMI, Frédéric TREMBLAY, Mario CARLOMAGNO, Denis CRUZEL, Marie-Hélène MIRAMONT, Alexandre PETKIAN

Sauf,
Geneviève AUBOBERT, pouvoir à Eliane GUILLON
Thierry BELLE, pouvoir à Marlène MOURIER
Manuel TAMAKORZIAN, pouvoir à Robert TAFANIELIAN
Mamadou DIALLO, pouvoir à Pauline TOLA
Alexandre BAILLET, pouvoir à Fabrice PIAUD
Georges ISHACIAN, pouvoir à Wilfrid PALHES
Christian SOZIO – Absent non excusé

22. ADHÉSION L'ASSOCIATION « PRÉVENTION ROUTIÈRE » AU TITRE DU LABEL VILLE PRUDENTE

Rapporteur
M. MOURIER

Grâce notamment à la mise en œuvre de la limitation de la vitesse à 30 km/h sur la majorité du territoire communal et à la sécurisation de ses routes, la Commune a obtenu le label « Ville prudente » délivré par l'association Sécurité routière pour trois ans. Ce label va pouvoir être apposé à l'entrée de la ville et être relayé par l'association.

Il est ainsi proposé au Conseil Municipal d'adhérer à l'association pour une durée initiale de trois ans.

Le montant de cette adhésion au titre de l'année 2025 est fixé à 650 €, montant fixé pour les communes de 5 001 à 30 000 habitants.

L'adhésion à une association relève de la compétence du Conseil Municipal, son renouvellement s'effectue dans le cadre des délégations données au Maire par le Conseil Municipal.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- **ADHÈRE** à l'association Prévention routière pour les années 2025, 2026 et 2027.

Résultat du vote : Pour : 32 *Contre : 0* *Abstention : 0*

Fait à Bourg-lès-Valence,
Le 13/05/2025

Le secrétaire de séance,

Eliane GUILLON

Le Maire,

Marlène MOURIER

Acte exécutoire en vertu de sa transmission en Préfecture le
et de sa publication le 16 MAI 2025

Reçu en préfecture le : 13/05/2025
Publié le : 14/05/2025
ID : 026-212600224-20250512-DELIB20250512-DE

DÉPARTEMENT
DRÔME
COMMUNE
BOURG-LÈS-VALENCE

DÉLIBÉRATION
CONSEIL MUNICIPAL
DU LUNDI 12 MAI 2025

Convocation du 02/05/2025

Nombre de conseillers en exercice : 33
Nombre de conseillers présents : 26
Nombre de conseillers absents : 1
Nombre de pouvoirs : 6
Secrétaire de séance : Eliane GUILLON

Étaient présents M.Mme(Mmes) les conseillers municipaux :
Marlène MOURIER, Eliane GUILLON, Aurélien ESPRIT, Dominique GENTIAL, Robert TAFANKDJIAN, Audrey RENAUD, Florian REVERDY, Danièle PAYAN, Tanguy GERLAND, Vincent FUGIER, Agnès LAFEYRE, Stéphanie MARILLAT, Paolino TOLA, Rachel VAQUE, Chantal BILLIET, Rosaline ASLANIAN-HAGNARD, Nancy GUIBOUD, Martine IMBERT, Fabrice PIAUD, Wilfrid PAULHES, Christiane RANC, Frédéric TREMBLAY, Mario CARLOMAGNO, Denis CUZEL, Marie-Hélène MIHAMOU-T, Alexandre POTHAIN

Sauf,
Geneviève AUDIBERT, pouvoir à Eliane GUILLON
Thierry GELLE, pouvoir à Marlène MOURIER
Mariotd JAMAKORZIAN, pouvoir à Robert TAFANKDJIAN
Mamadou DIALLO, pouvoir à Paolino TOLA
Alexandre BAILLET, pouvoir à Fabrice PIAUD
Georges ISHACIAN, pouvoir à Wilfrid PAULHES
Christian ROZO – Absent non excusé

23. APPROBATION DU PROGRAMME DE TRAVAUX ET ENGAGEMENT DE LA PROCÉDURE DU CONCOURS DE MAÎTRISE D'ŒUVRE DANS LE CADRE DE LA RÉNOVATION DU THÉÂTRE LE RHÔNE

Rapporteur
M. MOURIER

La Commune a engagé le projet de rénovation et extension du Théâtre Le Rhône, dont les enjeux sont les suivants :

- Augmentation de la capacité de la salle ; jauge d'environ 1 000 personnes assises et 1500 debout

- Création d'un espace de convivialité : répondre au besoin du débit de boisson et petite restauration

- Agrandissement de la scène

- Maintien et optimisation de la polyvalence de la salle (assis/debout) en améliorant le confort d'assise

- Agrandissement de l'accueil et fluidification des circulations

- Augmentation du confort visuel et acoustique de la salle

- Création d'un salle annexe à vocation autonome mais uniquement culturelle

- Amélioration de l'intendance du théâtre (pôle administratif, loges, arrière-scène, équipements techniques, etc.).

La Ville a une ambition forte sur le plan de la sobriété environnementale et souhaite un projet exemplaire en matière de rénovation énergétique pour cet équipement, inscrit dans le site paysager de l'île parc Girodet.

La Commune a fait réaliser une étude de faisabilité, puis a confié au groupement conduit par la société PROFILS CONSULTANTS l'élaboration du programme en vue de retenir le maître d'œuvre pour cette opération.
Cet assistant à maîtrise d'ouvrage a déterminé une enveloppe financière prévisionnelle de l'opération, estimée au stade du programme à 14,28 millions d'euros hors taxe, valeur mai 2025,

Acte publié le 14/05/2025
Marlène MOURIER, Maire de la commune

Envoyé en préfecture le 14/05/2025
Reçu en préfecture le 14/05/2025
Publié le 14/05/2025
ID : 026-212603539-20250513-DCM20250513-DE

Compte tenu de l'importance technique et financière de ce projet, le choix du maître d'œuvre nécessite la mise en œuvre d'une procédure de concours restreint d'architecte sur esquisse, en application des dispositions du Code de la Commande Publique, notamment ses articles L.2125-1 et R.2162-15 à R.2162-26.

Pour mémoire, le concours de maîtrise d'œuvre se déroule en deux phases :

1. Sélectionner des candidats, fixé à trois, après avis d'appel à candidatures, sur les critères définis dans les documents de la consultation, qui seront admis à proposer un projet.

Un jury, dont la composition sera évoquée ci-après, émettra un avis motivé sur le choix des trois candidats admis à présenter un projet. La liste de ces candidats sera arrêtée par le Maire.

2. Sélectionner un des trois candidats, désigné lauréat du concours, selon les critères indiqués dans le règlement de concours, puis conclure un marché négocié avec ce lauréat en vue de l'attribution par le Maire d'un marché public de maîtrise d'œuvre.

Le jury émettra un avis motivé sur les prestations proposées par les trois candidats et sur le choix du lauréat. Ce choix sera soumis à l'approbation du Conseil Municipal.

Une prime sera allouée aux trois candidats, s'ils remettent des prestations conformes au règlement du concours. Une réfaction partielle ou totale pourra être opérée sur proposition motivée du jury.

Le montant de l'indemnité est fixé à 50 000 € HT par candidat et sera indiqué dans les documents de consultation.

La prime versée au lauréat constituera une avance sur ses honoraires.

S'agissant de la désignation du jury et de ses membres, en application des articles R2162-22 à R 2162-26 du code de la commande publique, seules trois règles sont imposées pour la composition du jury :

- les élus de la commission d'appel d'offres doivent faire partie du jury.

- l'indépendance des membres du jury par rapport aux participants au concours : le jury doit être composé exclusivement de personnes indépendantes des participants au concours

- la qualification professionnelle d'au moins 1/3 des membres du jury lorsqu'une qualification est exigée des candidats (architectes, ingénieurs...).

Ce jury sera présidé par Madame le Maire.
Outre les membres de la Commission d'Appel d'Offres (titulaires ou leurs suppléants), Monsieur Florian RÊVERDY, adjoint délégué au Théâtre Le Rhône, à l'événementiel et à la vie associative, fera partie du jury.

La composition du jury sera établie par arrêté du Maire.

Il est proposé d'indemniser forfaitairement à la demi-journée et à la journée les membres du jury, faisant partie des personnes disposant de la qualification professionnelle exigée, sur la base du montant fixé à l'article A 614.2 du code de l'urbanisme, soit pour la vacation journalière à un centième du traitement brut annuel correspondant à l'indice brut 944 soit 430,74 € pour une vacation journalière, ainsi que la prise en charge des frais de déplacements.

Acte publié le 14/05/2025
Marlène MOURIER, Maire de la commune

Par conséquent,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment les articles L.1411-5, L.1414-2 et L.2121-29 ;

Vu le Code de la Commande Publique et notamment ses articles L.2125-1 et R.2162-15 à R.2162-26 ;

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, à la majorité :

- APPROUVE le programme de l'opération de rénovation et extension du Théâtre Le Rhône joint en annexe et l'enveloppe financière prévisionnelle de l'opération estimée au stade du programme à 14,28 millions d'euros HT, valeur mai 2025,

- AUTORISE le lancement d'une procédure de concours restreint en vue de désigner un maître d'œuvre pour l'opération de rénovation et d'extension du Théâtre Le Rhône, l'organisation de la passation du concours et le déroulement de cette procédure, et d'autoriser Madame le Maire à signer tous actes et documents y afférents,

- AUTORISE Madame Le Maire à arrêter la liste des trois candidats admis à remettre un projet en phase offres, après avis du jury,

- FIXE à 50 000 € HT par équipe le montant de la prime aux participants qui ont remis des prestations conformes au règlement de concours,

- DECIDE D'INDEMNISER forfaitairement à la demi-journée et/ou à la journée les membres du jury, faisant partie des personnes disposant de la qualification professionnelle exigée, sur la base du montant fixé à l'article A 614.2 du code de l'urbanisme + frais de déplacements sur présentation de justificatifs.

Résultat du vote : Pour : 24 *Contre : 7* *Abstention : 1*

Fait à Bourg-lès-Valence,
Le 13 MAI 2025
Le Maire,

Marlène MOURIER

Le secrétaire de séance,

Eliane GUILLOT

Acte exécutoire en vertu de sa transmission en Préfecture le
et de sa publication le 14 MAI 2025

Acte publié le 14/05/2025
Marlène MOURIER, Maire de la commune

Envoyé en préfecture le 13/05/2025
Reçu en préfecture le 13/05/2025
Publié le 14/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_23-DE

Bitmap Image

S

Théâtre Le Rhône

Rénovation et extension
du théâtre Le Rhône

Mission d'Assistance à Maîtrise d'Ouvrage

Programme Technique Détaillé

Référence du document : Ind 2
Date du document : 24/04/25

Envoyé en préfecture le 13/05/2025
Reçu en préfecture le 13/05/2025
Publié le 14/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_23-DE

COORDONNÉES

Maître d'Ouvrage

Ville de Bourg-lès-Valence
36 rue des jardins
BP 231
26502 Bourg-lès-Valence cedex

Assistants Maître d'Ouvrage

MANDATAIRE :
PROFILS Consultants
Siège social - Agence Provence Corse
Complexe Z5
205, avenue du 12 juillet 1998
Pôle d'activité d'Aix en Provence
13290 Les Milles
Standard : 06 26 09 88 49
www.profils-consultants.fr

Agence Auvergne Rhône Alpes
132 rue Bossuet, Centre Regus
69006 Lyon

Julien CHAZELAS
Directeur d'agence
06 84 89 77 87
julien.chazelas@profils-consultants.fr

Hermine KERGUELEN
Cheffe de projet
06 89 72 32 58
hermine.kerguelen@profils-consultants.fr

CO-TRAITANTS :
Sceno Conseil

François BARTHELEMI
Scénographe
06 11 58 87 95
contact@scenoconseil.fr

Envoyé en préfecture le 13/05/2025
Reçu en préfecture le 13/05/2025
Publié le 14/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_23-DE

ÉVOLUTION DU DOCUMENT

VERSION	DATE	RÉDACTION	VALIDATION	NATURE DES MODIFICATIONS
0	17/04/25			**Version initiale - préprogramme**
1	23/04/25			**Révisions**

Envoyé en préfecture le 13/05/2025
Reçu en préfecture le 13/05/2025
Publié le 14/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_23-DE

Table des matières

1. Définition des termes et des abréviations employés dans le document 8

2. Contexte général 9

2.1. Présentation de l'opération et du Maître d'Ouvrage 9

2.2. Objet du document 9

3. Site du projet 9

3.1. Le foncier disponible 9

3.1.1. Localisation 9
3.1.2. La parcelle 10
3.1.3. Le bâtiment 11
3.1.4. Les accès au site 11

3.2. Données environnementales 13

3.2.1. Données météorologiques 13
3.2.2. Données relatives à la faune et la flore 14
3.2.3. Nuisances sonores 15
3.2.4. Pollution visuelle 15
3.2.5. Loi sur l'eau 15

3.3. Contexte urbain réglementaire 16

3.3.1. PLU 16
3.3.2. PPR 23

3.4. Contraintes du site 26

3.4.1. Topographie du site 26
3.4.2. Qualité des sols 27
3.4.3. Réseaux 27

4. Bâtiments existants 28

4.1. État des lieux fonctionnel et surfaces existantes 28

4.1.1. Plans du bâtiment existant 28
4.1.2. Surfaces exploitables 33
4.1.3. Fonctionnalité 33

4.2. Reportage photo 34

4.3. État des lieux technique 38

5. PROGRAMME THEORIQUE DE L'OPERATION 41

5.1. Objectifs et exigences du Maître d'Ouvrage 41

5.2. Dimensionnement 42

5.2.1. Effectifs 42
5.2.2. Véhicules 43
5.2.3. Matériels spécifiques dimensionnants pour le projet 44

5.3. Surfaces théoriques 45

5.4. Fonctionnement souhaité 46

5.4.1. Fonctionnement général du projet 46
5.4.2. Pôle administratif 47
5.4.3. Pôle des locaux du personnel 48
5.4.4. Espace des artistes 50
5.4.5. Pôle Scène 51

Envoyé en préfecture le 13/05/2025
Reçu en préfecture le 13/05/2025
Publié le 14/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_23-DE

5.4.6. Pôle Salle de spectacle ... 52
5.4.7. Pôle Accueil du public ... 54
5.4.8. Pôle Salle annexe ... 55
5.4.9. Pôle Convivialité ... 56
5.4.10. Pôle Stockage ... 58
5.4.11. Pôle Locaux techniques ... 59
5.4.12. Divers ... 60

6. PROGRAMME ARCHITECTURAL ... 61

6.1. Normes et attendus ... 61

6.2. Exigences générales ... 61
6.2.1. Exigence architecturale ... 61
6.2.2. Maîtrise des coûts ... 62
6.2.3. Réglementation PMR ... 62
6.2.4. Exigences de Sécurité Incendie ... 62
6.2.5. Exigences de Sécurité et Sûreté ... 63
6.2.6. Exigences de confort ... 63
6.2.7. Exigences Entretien et Maintenance de l'Ouvrage ... 64
6.2.8. Exigence d'habitabilité ... 65
6.2.9. Contraintes d'exploitation ... 65

7. PROGRAMME SCENOGRAPHIQUE ... 66

7.1. Exigences générales ... 66
7.1.1. Serrurerie-machine scénique ... 66
7.1.2. Eclairage de service ... 66
7.1.3. Réseaux scéniques ... 67
7.1.4. Eclairage scénique ... 67
7.1.5. Sonorisation ... 68
7.1.6. Vidéo ... 68

8. PROGRAMME ENVIRONNEMENTAL ... 69

8.1. Exigences générales ... 69

8.2. Analyse du Cycle de Vie (ACV) ... 69

9. PROGRAMME TECHNIQUE ... 70

9.1. Contraintes en phase chantier ... 70

9.2. Périmètre de l'opération ... 70

9.3. Démolition, dépollution, désamiantage et dépose du plomb ... 71
9.3.1. Démolition déconstruction ... 71
9.3.2. Désamiantage ... 71
9.3.3. Plomb ... 71
9.3.4. Dépollution ... 71

9.4. VRD et espaces extérieurs ... 71
9.4.1. Voirie ... 71
9.4.2. Réseaux ... 72

9.5. Infrastructure et structure ... 73
9.5.1. Fondations ... 73
9.5.2. Vide sanitaire ... 73
9.5.3. Terrassements et remblais ... 73
9.5.4. Structure ... 73

9.6. Clos-Couvert ... 74
9.6.1. Couverture étanchéité ... 74

Envoyé en préfecture le 13/05/2025
Reçu en préfecture le 13/05/2025
Publié le 14/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_23-DE

9.6.2. Façades 75
9.6.3. Menuiseries extérieures 76
9.6.4. Protection solaire et Occultations 76

9.7. Corps d'État architecturaux 76
9.7.1. Menuiseries intérieures 76
9.7.2. Cloisons 77
9.7.3. Plafonds et faux-plafonds 77
9.7.4. Revêtements de sol 78
9.7.5. Revêtements muraux 78
9.7.6. Métallerie 79
9.7.7. Signalétique 79

9.8. CVC 79
9.8.1. Température à maintenir dans les locaux traités 80
9.8.2. Production Chauffage/Climatisation 80
9.8.3. Système de chauffage 80
9.8.4. Rafraîchissement / climatisation 81
9.8.5. Renouvellement d'air neuf hygiénique 81
9.8.6. Plan de comptage 82

9.9. GTB 82

9.10. Plomberie – sanitaire 82
9.10.1. Qualité sanitaire de l'eau 82
9.10.2. Arrivée et distribution d'eau froide 83
9.10.3. Eau chaude sanitaire 83
9.10.4. Évacuation des eaux usées et eaux vannes 84
9.10.5. Évacuation des eaux pluviales 84
9.10.6. Équipements sanitaires 84

9.11. CFO 85
9.11.1. Production 85
9.11.2. Distribution 86
9.11.3. Appareillage 86
9.11.4. Éclairage artificiel 86
9.11.5. Éclairage extérieur 87

9.12. CFA 87
9.12.1. Contrôle d'accès 87
9.12.2. Alarmes 87
9.12.3. Réseau VDI 88
9.12.4. Téléphonie 88
9.12.5. Bornes de recharge véhicules électriques 88
9.12.6. Vidéosurveillance 89

9.13. Désenfumage 89

9.14. SSI 89

9.15. Appareils élévateurs 90

9.16. Équipements dus au titre du Marché 90
9.16.1. Équipements des aménagements intérieurs et de décoration 90
9.16.2. Équipements de cuisine 90
9.16.3. Mobilier 91
9.16.4. Équipements de bureautique et informatique 91
9.16.5. Signalisation 91

9.17. Équipements non dus au titre du Marché 91

10. Fiches par local 91

Envoyé en préfecture le 13/05/2025
Reçu en préfecture le 13/05/2025
Publié le 14/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_23-DE

10.1. Détail des rubriques des fiches techniques 92
10.1.1. Code fiche et numéro de fiche 92
10.1.2. Charge admissible 92
10.1.3. Revêtements 92
10.1.4. Confort visuel 92
10.1.5. Courants forts et faibles 92
10.1.6. Equipements sanitaires 92
10.1.7. Equipements et mobiliers hors marché 92
10.2. Fiches par local 93
10.3. Correspondance des codes fiches, des numéros de fiches et des locaux 93

Envoyé en préfecture le 13/05/2025
Reçu en préfecture le 13/05/2025
Publié le 14/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_23-DE

1. Définition des termes et des abréviations employés dans le document

Abréviation	Définition
Surface Utile (S.U.)	Surface égale à la somme des surfaces intérieures des locaux correspondant aux activités définies au programme. Elle ne prend pas en compte les circulations verticales et horizontales (hors hall d'accueil), les paliers d'étage, les locaux techniques dédiés au fonctionnement de l'immeuble, l'encombrement de la construction (surface au sol des murs, voiles, cloisons, gaines techniques, …)
Surface Dans Œuvre (S.D.O.)	La Surface Dans Œuvre est égale à la Surface Utile à laquelle on rajoute les surfaces de circulations horizontales et verticales, les surfaces des gaines et locaux techniques et les surfaces au sol du cloisonnement.
Surface plancher	La surface de plancher de la construction est définie comme étant […] égale à la somme des surfaces de planchers de chaque niveau clos et couvert, calculée à partir du nu intérieur des façades après déduction : 1. Des surfaces correspondant à l'épaisseur des murs entourant les embrasures des portes et fenêtres donnant sur l'extérieur ; 2. Des vides et des trémies afférentes aux escaliers et ascenseurs ; 3. Des surfaces de plancher d'une hauteur sous plafond inférieure ou égale à 1,80 mètre ; 4. Des surfaces de plancher aménagées en vue du stationnement des véhicules motorisés ou non, y compris les rampes d'accès et les aires de manœuvres ; 5. Des surfaces de plancher des combles non aménageables pour l'habitation ou pour des activités à caractère professionnel, artisanal, industriel ou commercial ; 6. Des surfaces de plancher des locaux techniques nécessaires au fonctionnement d'un groupe de bâtiments ou d'un immeuble autre qu'une maison individuelle au sens de l'article L. 231-1 du code de la construction et de l'habitation, y compris les locaux de stockage des déchets ; 7. Des surfaces de plancher des caves ou des celliers, annexes à des logements, dès lors que ces locaux sont desservis uniquement par une partie commune ; 8. D'une surface égale à 10 % des surfaces de plancher affectées à l'habitation telles qu'elles résultent le cas échéant de l'application des alinéas précédents, dès lors que les logements sont desservis par des parties communes intérieures.
Pm	Pour Mémoire
PMR	Personnes à Mobilité Réduite
PLU	Plan Local d'Urbanisme
PPRI	Plan de Prévention des Risques d'Inondation
ESSP	Etude de Sécurité et de Sûreté Publique

Envoyé en préfecture le 13/05/2025
Reçu en préfecture le 13/05/2025
Publié le 14/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_23-DE

2. Contexte général

2.1. Présentation de l'opération et du Maître d'Ouvrage

Le Maître d'Ouvrage est la commune de Bourg-lès-Valence.

L'opération concerne la rénovation et extension du Théâtre le Rhône.

Les enjeux majeurs du projet sont :
- Augmentation de la capacité de la salle ; jauge de 1 000 personnes assises et 1500 debout
- Création d'un espace de convivialité : répondre au besoin du débit de boisson et petite restauration
- Agrandissement de la Scène
- Création d'un salle annexe à vocation autonome mais uniquement culturelle
- Maintien et optimisation de la polyvalence de la salle (assis/debout) en améliorant le confort d'assise
- Agrandissement de l'accueil et fluidification des circulations
- Augmentation du confort visuel et acoustique de la salle
- Amélioration de l'intendance du théâtre (pôle administratif, loges, arrière-scène, équipements techniques, etc.)

De plus le projet devra prendre en compte les points suivants :
- Sobriété environnementale / la qualité de la rénovation et des matériaux
- Dialogue dans le site paysager de l'île parc Girodet
- Geste architectural fort, bâtiment signal pour la ville

2.2. Objet du document

Ce document est le programme de l'opération de réhabilitation du théâtre Le Rhône.
Il fait partie du dossier de consultation des concepteurs et présente :
- Le contexte de l'opération et ses objectifs
- Le site et ses contraintes
- Le fonctionnement des services
- Les orientations d'aménagement des espaces et les contraintes du projet.

Il décrit également le niveau des performances techniques attendu pour chaque corps d'état et les performances à atteindre par local. Il est complété des fiches par local qui sont classées par code local (indiqué dans le tableau des surfaces).

Le MOE devra se conformer pour son projet, et à toutes les phases de l'opération, à ce document qui a été validé par le maître d'ouvrage et qui est donc la référence concernant l'opération. A ce titre, toute dérogation au programme (qu'elle soit fonctionnelle, technique, performancielle…) devra être signalée par le MOE dans le cadre d'un cahier des écarts et validée par le MOA pour être entérinée. Le programme sera alors mis à jour après acceptation des modifications par le MOA.

3. Site du projet

3.1. Le foncier disponible

3.1.1. Localisation

Envoyé en préfecture le 13/05/2025
Reçu en préfecture le 13/05/2025
Publié le 14/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_23-DE

Appartenant au département de la Drôme (26), la commune de BOURG-LÈS-VALENCE, avec 20 000 habitants, en est la quatrième ville la plus importante.

Elle est située dans la vallée du Rhône, dans l'agglomération VALENCEROMANS AGGLO, en limite Nord de la ville de Valence, à une centaine de kilomètres au sud de Lyon. Elle est bordée à l'ouest par le fleuve Rhône avec des vues sur le paysage du massif ardéchois. À l'Est, le paysage de plaine s'ouvre jusqu'au massif du Vercors et les Monts du Matin.

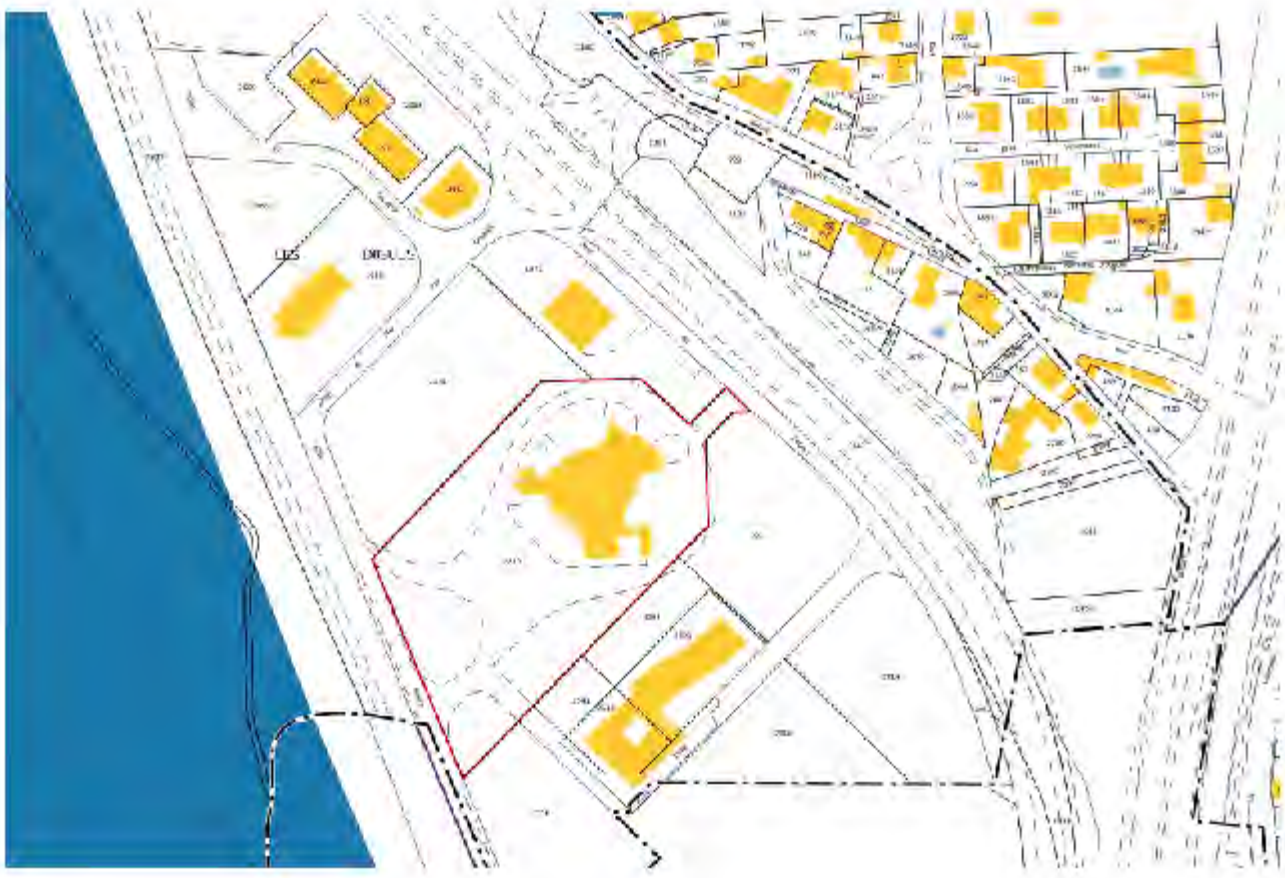
3.1.2. La parcelle

La parcelle concernée est :

- La parcelle 000 A 2210 d'une superficie de 12 502m² située au 100 rue du toueur, 26500 Bourg-lès-Valence.

La parcelle est partiellement occupée par le parc Girodet et limitrophe de plusieurs parkings, liés à l'activité de restauration, au parc, aux équipements sportifs attenant et au théâtre.

L'emprise de l'intervention sera limitée au cercle en enrobé autour du théâtre existant.



https://www.cadastre.gouv.fr

Envoyé en préfecture le 13/05/2025
Reçu en préfecture le 13/05/2025
Publié le 14/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_23-DE

3.1.3. Le bâtiment

Le site de l'île parc Girodet est très fréquenté par les habitants et touristes avec la via Rhona. C'est un emplacement privilégié pour le théâtre. Le contexte végétal et environnemental est remarquable. L'image du théâtre est marquante, c'est un signal dans le site.

Le théâtre Le Rhône est en service depuis 1983.

C'est un établissement de type L classé en 2ème catégorie.

Sa capacité maximale d'accueil du public en configuration spectacle debout est de 1 480 personnes : 1230 personnes dans la grande salle en rez-de-chaussée et de 250 personnes en balcon.
En configuration spectacle assis sa capacité est réduite à 805 places : 555 places dans la grande salle en rez-de-chaussée et 250 places au balcon.



Source : google earth

3.1.4. Les accès au site

Le projet de réhabilitation du théâtre doit venir parachever la mutation de l'Ile parc Girodet.
L'Ile parc Girodet, aménagé par la Ville de Bourg-lès-Valence, est un parc urbain de 12 hectares en bordure du fleuve Rhône, dans lequel est implanté le théâtre Le Rhône.
Cf. implantation ci-dessous :

Envoyé en préfecture le 13/05/2025
Reçu en préfecture le 13/05/2025
Publié le 14/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_23-DE

• un parc accessible à pied, à vélo grâce à la mise en service en avril 2024 d'une nouvelle passerelle qui relie le vieux Bourg à l'ÎLE PARC GIRODET en enjambant les infrastructures routières, autoroute A7 et RD 2007N
• un parc accessible aux voitures avec 371 places de stationnement en périphérie immédiate et une capacité globale de 595 places sur l'île parc Girodet





- Les accès piétons (rouge) sont possibles depuis l'arrêt de bus C5 à l'est du théâtre ou depuis le parc Girodet à l'ouest du Théâtre. Le Bus C5 permet de rallier le centre de Valence en 15 minutes.
  Une passerelle piétonne au sud du site permet également de relier le centre-ville de Valence en 30 minutes à pied.

Envoyé en préfecture le 13/05/2025
Reçu en préfecture le 13/05/2025
Publié le 14/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_23-DE

- Les accès vélo (orange) sont possibles depuis la via Rhôna qui traverse le parc Girodet ou depuis la D2007
- Les accès voitures (bleu) se font exclusivement par la D2007. Deux parkings qui mutualisent les usagers des deux restaurants, du par cet du théâtre permettent le stationnement avec 270 places à l'heure actuelle.

3.2. Données environnementales

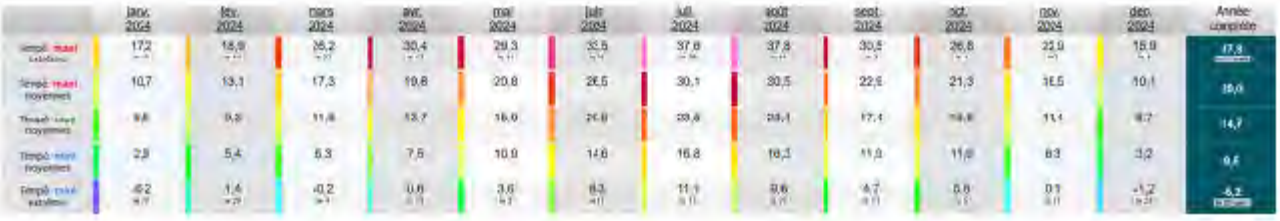
3.2.1. Données météorologiques

Le site du projet est situé en zone H2d (RE2020).

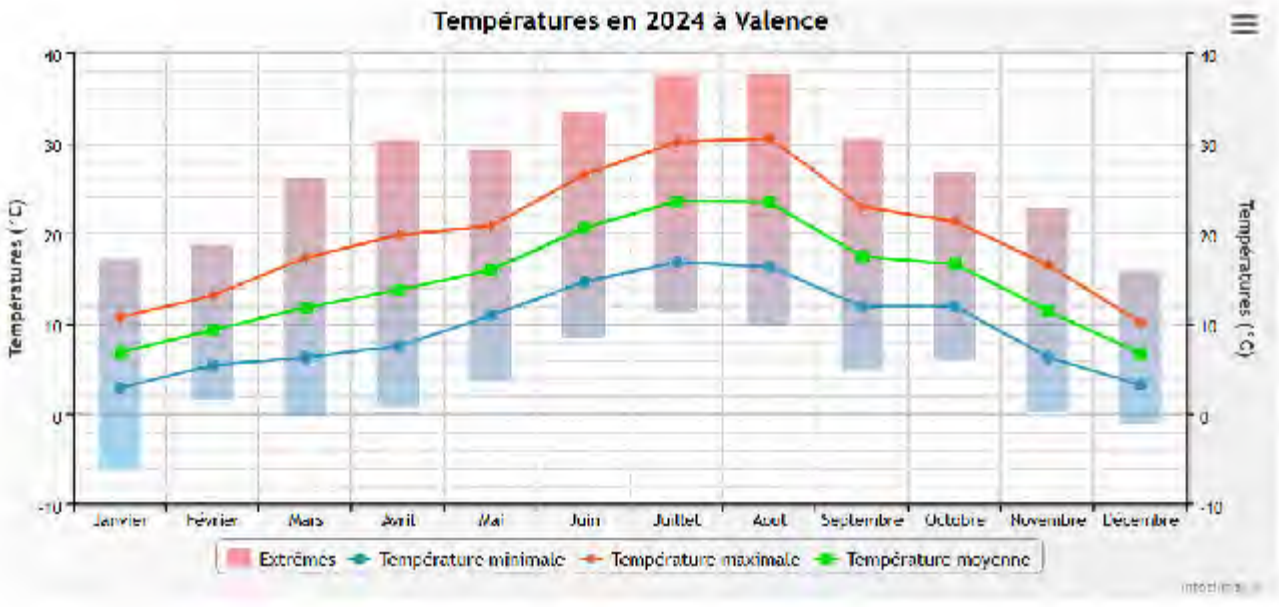
Les données ci-dessous sont issues du site www.infoclimat.fr et de la station météorologique de Valence située à proximité du site du projet (alt.67m/44,11°N-0,89°E).

3.2.1.1. Températures

Les données ci-dessous sont celles de 2024.



Elles sont représentées graphiquement ci-dessous :



Les températures sont rarement négatives à Valence, le projet devra porter une attention particulière au confort d'été.

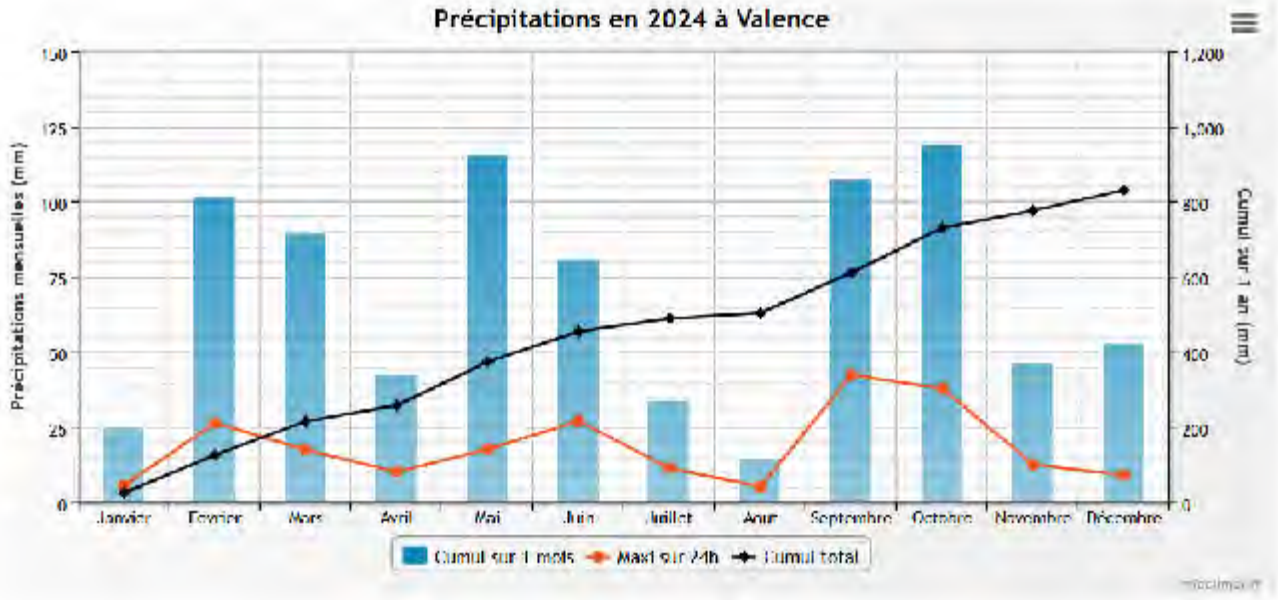
3.2.1.2. Pluviométrie

Cf site www.infoclimat.fr
Les données ci-dessous sont celles de 2024.

Envoyé en préfecture le 13/05/2025
Reçu en préfecture le 13/05/2025
Publié le 14/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_23-DE

	janv. 2024	fév. 2024	mars 2024	avr. 2024	mai 2024	juin 2024	juil. 2024	août 2024	sept. 2024	oct. 2024	nov. 2024	déc. 2024	Année complète
Cumuls mensuels de précipitations (mm)	24,8	101,2	89,4	42,4	115,6	81,0	34,2	14,6	107,5	119,2	46,4	53,0	829,0
Moyenne des cumuls de précipitations (mm)	36,4	36,4	37,4	35,2	37,8	37,0	31,4	35,2	43,4	44,8	39,6	36,0	43,4
Nbre de jours de précipitations (1 mm)	10,2	10,8	10,0	10,0	13,4	10,0	10,4	5,6	13,0	13,4	9,6	10,4	126 jours
Moyenne journalière de précipitations (mm)	2,3	5,1	5,2	3,5	6,4	6,7	5,6	3,5	6,0	14,2	8,1	4,8	6,6

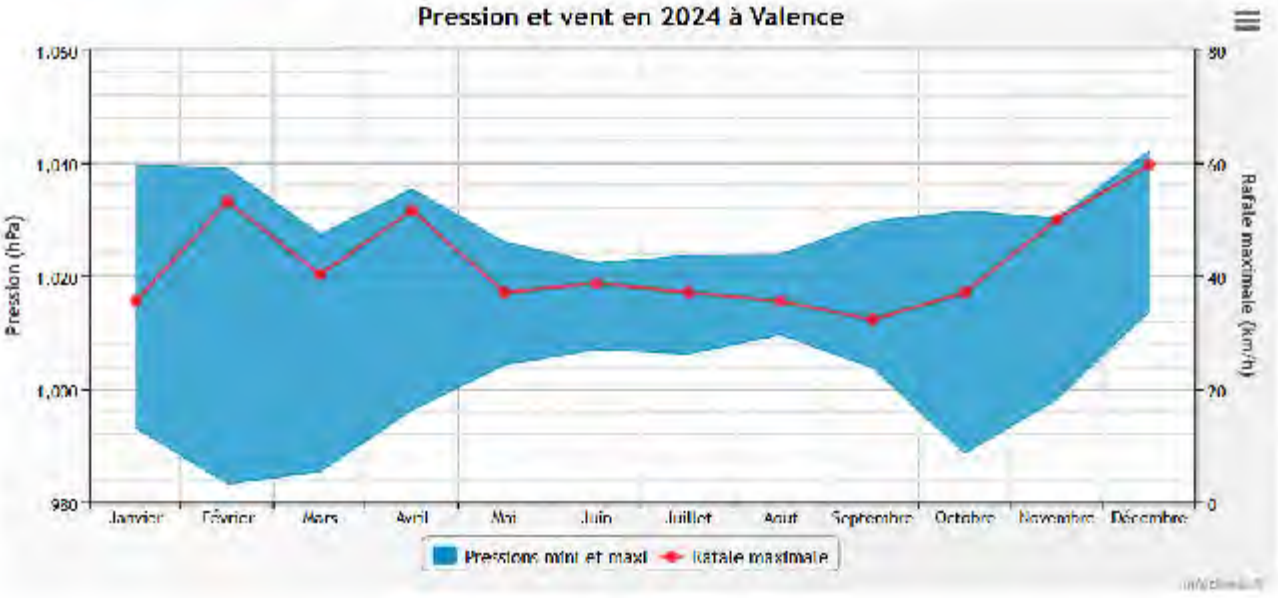
Le graphique ci-dessous précise les cumuls par mois et sur l'année de pluie à Valence.



On observe des pics de précipitations, les EP et l'évacuation des EP devront être dimensionnées en conséquence.

3.2.1.3. Vent

Cf site www.infoclimat.fr
Les données ci-dessous sont celles de 2024.



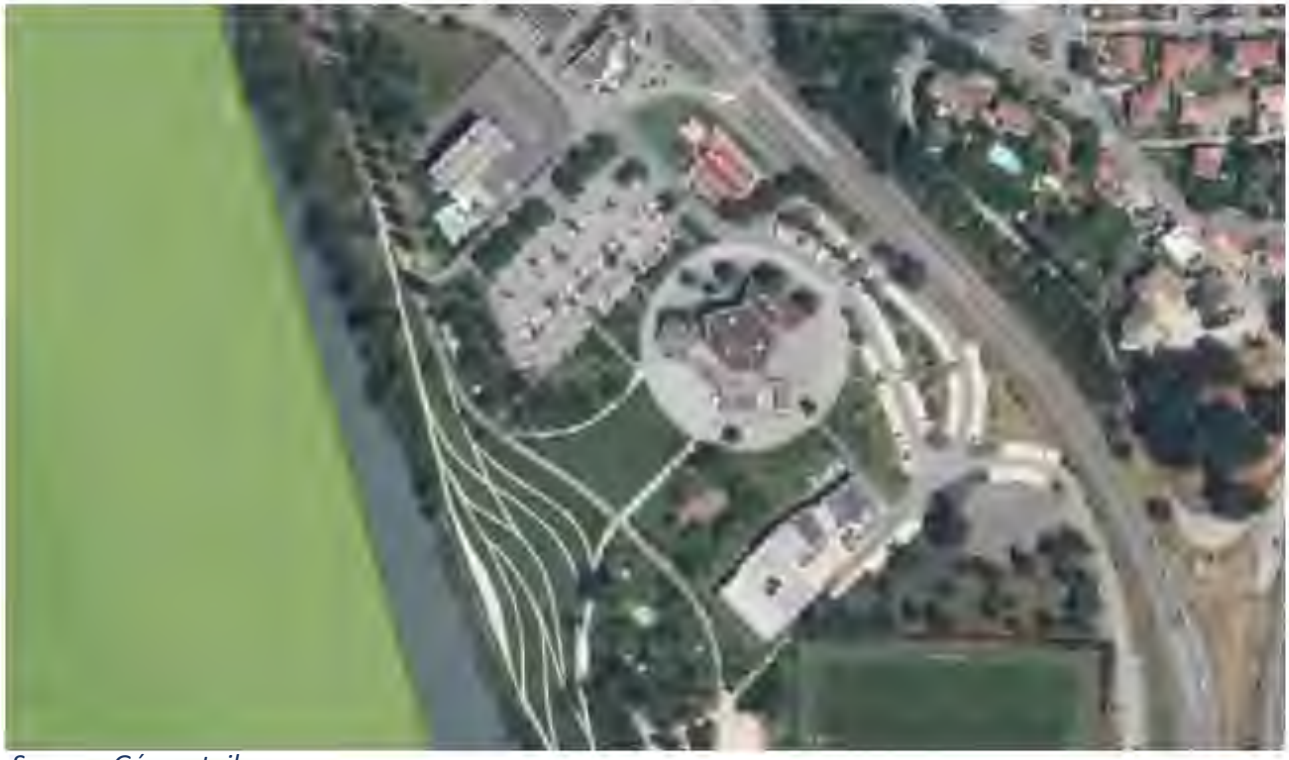
Le vent est puissant à Valence.

3.2.2. Données relatives à la faune et la flore

Envoyé en préfecture le 13/05/2025
Reçu en préfecture le 13/05/2025
Publié le 14/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_23-DE

3.2.2.1. Zones réglementaires protégées

Le site se trouve à proximité d'une Zone Naturelle d'Intérêt Écologique, Faunistique et Floristique (ZNIEFF) de type II, Correspondant à un grand ensemble naturel riche et peu modifié qui offre des potentialités biologiques importantes.



Source : Géoportail

3.2.3. Nuisances sonores

L'arrêté préfectoral du 20 novembre 2014 portant classement sonore des infrastructures de transport terrestre est annexé au PLU. Il comporte notamment des dispositions relatives à l'isolation acoustique des constructions.

Voici les données concernant la D2007 qui passe à proximité immédiate du site :

Voie	Référence secteur	Communes traversées	Début	Fin	Cat.	Largeur secteurs affectés (en mètres)	Tissu
D 2007 N	Ex RN 7	BOURG LES VALENCE	41 + 465	48 + 550	3	100	Ouvert
		VALENCE					Ouvert

3.2.4. Pollution visuelle

L'entrée du théâtre, orientée vers le Rhône offre une vue dégagée sur celui-ci. En revanche, la façade opposée donne sur le parking et n'a pas de vue lointaine.

3.2.5. Loi sur l'eau

Sans objet

Envoyé en préfecture le 13/05/2025
Reçu en préfecture le 13/05/2025
Publié le 14/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_23-DE

3.3. Contexte urbain réglementaire

3.3.1. PLU

Cette analyse est réalisée sur la base du PLU approuvé le 13 mars 2019 et modifié le 15 décembre 2021, toutefois, une modification du PLU est en cours et devrais être finalisée d'ici-là mi 2025. La modification vise la hauteur maximale autorisée pour l'augmenter à 21m au lieu de 12m.

3.3.1.1. Plan de zonage du PLU

Le site est situé en zone Ueg du Plan Local d'Urbanisme (PLU), selon la cartographie de zonage.



3.3.1.2. Dispositions générales du PLU

Dans ce tableau, sont indiqués les articles et extraits du PLU. Les contraintes ayant une incidence sur le projet sont indiquées en rouge.

DISPOSITIONS GENERALES	
Article	**Règlement**
TITRE II - Section 1	**Construction d'ouvrages techniques publics** L'édification d'ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement des services publics ou d'intérêt collectif, si elle est autorisée dans le règlement de la zone concernée, pourra se faire sans tenir compte des dispositions édictées au sein des sections « Caractéristiques urbaine, architecturale, environnementale et paysagère » et « Équipements et réseaux » du règlement de la zone concernée.
	Travaux sur bâti existant Lorsqu'un bâtiment existant n'est pas conforme aux règles édictées par le règlement applicable à la zone, le permis de construire ne peut être accordé que pour des travaux qui ont pour objet d'améliorer sa conformité avec lesdites règles ou qui sont sans effet à leur égard.
TITRE II - Section 2	**Classement sonore des infrastructures de transport terrestre**

Envoyé en préfecture le 13/05/2025
Reçu en préfecture le 13/05/2025
Publié le 14/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_23-DE

DISPOSITIONS GENERALES	
Article	**Règlement**
	L'arrêté préfectoral du 20 novembre 2014 portant classement sonore des infrastructures de transport terrestre est annexé au PLU. Il comporte notamment des dispositions relatives à l'isolation acoustique des constructions.
	Gestion des eaux usées et assainissement Les aménagements réalisés sur le terrain d'assiette doivent être conformes à la règlementation en vigueur ainsi qu'aux dispositions du Schéma Directeur des eaux usées de Bourg-lès-Valence, annexé au PLU.
	Gestion des eaux pluviales et maîtrise du ruissellement Les aménagements réalisés sur le terrain d'assiette doivent garantir une gestion à la parcelle des eaux pluviales.
1.1	**Dispositions applicables aux différents secteurs de la zone inondable** Dans tous les secteurs délimités au sein du règlement graphique par une trame spécifique représentant le Champ d'inondation, toutes les constructions nouvelles sont interdites, à l'exception de celles énumérées Ci-dessous et à condition qu'elles ne fassent pas obstacle à l'écoulement des eaux, qu'elles n'aggravent Pas les risques et leurs effets, et qu'elles préservent les champs d'inondation nécessaires à l'écoulement Des crues.
TITRE II - Section 7	**Coefficient de biotope par surface (CBS)** Un Coefficient de Biotope par Surface (CBS) minimal est imposé. Le CBS est calculé à la parcelle ou à l'unité foncière et est fixé en fonction des secteurs figurant au **Plan de végétalisation**. Le calcul est le suivant : surface éco-aménagées / surface de la parcelle Le CBS de la parcelle correspond à celle de l'interface verte avec un coefficient en 0.4 et une part de pleine terre de 25%. La parcelle mesurant 12 502m², un coefficient de 0.4 nous donne une surface éco aménagée de 5 000 m² minimum. Détails de la pondération :

Envoyé en préfecture le 13/05/2025
Reçu en préfecture le 13/05/2025
Publié le 14/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_23-DE

DISPOSITIONS GENERALES	
Article	**Règlement**
	<table><tr><th>Nature de surface éco-aménagée</th><th>Description</th><th>Ratio</th></tr><tr><td>Espace vert de pleine terre</td><td>Terre végétale en continuité avec la terre naturelle, disponible au développement de la flore et la faune</td><td>1</td></tr><tr><td>Espace aquatique</td><td>Espace en eau ou aménagement spécifique à l'infiltration naturelle des eaux de pluies</td><td>1</td></tr><tr><td>Espace vert sur dalle</td><td>Terrasse ou toiture végétalisée avec terre végétale ou substrat nourricier sans continuité avec la terre naturelle : - de 50 cm d'épaisseur ou plus - de moins de 50 cm d'épaisseur</td><td> 0,7 0,5</td></tr><tr><td>Espace vertical végétalisé</td><td>Végétalisation des murs aveugles de plus de 2 mètres : - avec dispositifs depuis le sol (exemple : bordure en terre le long de la surface verticale) avec dispositifs implantés sur la façade (exemple : murs végétaux)</td><td> 0,5 0,7</td></tr><tr><td>Espace semi-ouvert</td><td>Revêtement perméable à l'air, l'eau, l'infiltration des eaux de pluies : - avec végétation (exemple : dallage bois, dallage pavé/gazon, etc) - sans végétation (exemple : graviers, stabilisé, etc)</td><td> 0,5 0,3</td></tr><tr><td>Espace pour la récuperation des eaux de toitures</td><td>Surface concernée par un dispositif de récupération des eaux de toitures (hors toitures végétalisées)</td><td>0,2</td></tr><tr><td>Surface imperméables</td><td>Revêtement imperméable à l'air, à l'eau et sans végétation</td><td>0</td></tr></table> Une souplesse de 5% sera accordée dans l'atteinte des objectifs du CBS et de la part de surface en pleine terre. **Extension des constructions existantes** Dans le cas où l'état de l'existant présente un CBS non atteint, la surface de référence pour calculer le CBS dans le cas d'une extension est l'emprise au sol de l'extension envisagée de la construction. Dans ce cas il n'est pas exigé un minimum de pleine terre mais elle est possible.

3.3.1.3. Règlement de la zone Ueg du PLU

Dans ce tableau, sont indiqués les articles et extraits de la zone Ueg – Secteur de Girodet du PLU. Les contraintes ayant une incidence sur le projet sont indiquées en rouge.

DISPOSITIONS GENERALES	
Article	**Règlement**
TITRE II – I. 1	Les salles d'art et de spectacles ainsi que la restauration sont des destinations autorisées.
TITRE II – II .1	Les hauteurs maximales figurent au **Plan des hauteurs** et sont mesurées du terrain naturel à l'aplomb de la construction jusqu'au sommet du bâtiment (ouvrages techniques, cheminées, protections collectives des toitures terrasses et autres superstructures mineures et discontinues exclues). Aucune construction, installation ou ouvrage nouveau ne peut dépasser la hauteur indiquée au Plan des hauteurs. Les limites de hauteur ne s'appliquent pas pour l'aménagement et l'extension de bâtiments existants dépassant cette hauteur. Pour ceux-ci, la hauteur initiale ne doit pas être augmentée après travaux. Ne sont pas pris en compte dans le calcul de la hauteur maximale autorisée les ouvrages techniques nécessaires à la production d'énergies renouvelables, à condition qu'ils soient harmonieusement intégrés à la toiture.

Envoyé en préfecture le 13/05/2025
Reçu en préfecture le 13/05/2025
Publié le 14/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_23-DE

DISPOSITIONS GENERALES	
Article	**Règlement**
	 La modification de la hauteur autorisée à 21m est en cours d'approbation.
TITRE II – II .2	Ces dispositions concernent les constructions nouvelles ainsi que les adjonctions ou les modifications deconstructions existantes. Des dispositions autres que celles définies dans les règles ci-après pourront être exceptionnellement autorisées ou imposées pour la réalisation d'un équipement public ou d'intérêt collectif. *Interventions sur les bâtiments existants* L'aménagement et la restauration de constructions existantes devront mettre en valeur les éléments intéressants du bâti, et conserver l'aspect général des proportions. *Constructions neuves* Le plan doit être conçu pour respecter le terrain naturel et sa différence de pente éventuelle. Les mouvements de terrains, enrochements cyclopéens, les murs de soutènement et talus de plus d'un mètre de hauteur, sont interdits. Le traitement des abords devra rester au plus près du terrain naturel et favoriser la perméabilité du sol. Le projet devra privilégier une conception contemporaine (simplicité des lignes, sobriété…) ou une interprétation de l'architecture régionale. Toutes expressions relevant du pastiche des styles antiques, du néo-provençal, d'un style ostentatoire et très contrasté sont interdites. Les toitures à pente doivent s'harmoniser avec celles des bâtiments voisins, notamment en termes de pente et de teinte. Les tuiles de couleurs noires sont strictement interdites. La pose de châssis de toiture et de capteurs solaires doit être particulièrement étudiée, notamment au regard de la trame des ouvertures de la façade, de la

Envoyé en préfecture le 13/05/2025
Reçu en préfecture le 13/05/2025
Publié le 14/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_23-DE

DISPOSITIONS GENERALES	
Article	**Règlement**
	recherche d'une intégration dans le plan de toiture et éviter la multiplicité des dimensions et des implantations. Pour les équipements d'intérêts collectif et services publics, le projet devra privilégier l'architecture contemporaine avec une conception créative et innovante. L'implantation, le volume et gabarit pourront se distinguer du tissu urbain en raison du programme et de l'usage, de la position dans la rue ou le quartier.
TITRE II – II .3	*Espaces libres, plantés et plantations* Les espaces libres après implantation des constructions doivent faire l'objet d'une composition paysagère (minérale ou végétale). Les arbres existants repérés sur le plan de zonage au titre de l'article L.151-23 du Code de l'Urbanisme ainsi que les arbres de haute tige de bonne facture doivent être conservés. La végétation existante doit être préservée ou remplacées par des plantations équivalentes et d'essences locales. Les plantations mêleront essences caduques et persistantes. Les dépôts et stockages doivent faire l'objet d'un aménagement et d'un entretien de telle sorte qu'ils ne soient pas visibles depuis la rue ou que la propreté et l'aspect de la rue ne s'en trouvent pas altérés. **Essences végétales** Les haies doivent être aménagées comme des « niches écologiques », composées de plusieurs essences et d'espèces locales et/ou adaptés à l'environnement et aux conditions climatiques de la vallée du Rhône (fort ensoleillement, vents Nord-Sud violents…). Leur nature peut être nourricière ou esthétique. En conséquence, les haies monospécifiques sont interdites. De façon générale, toutes les espèces exotiques, invasives ou exogènes sont à éviter ainsi que les essences allergènes. Toutefois, dans le cas de recherche d'ambiance(s) particulière(s) justifiée(s) pour des opérations d'aménagement d'ensemble, des essences exogènes pourront être admises. *Dispositifs favorisant les économies d'énergie et l'adaptation climatique* Dans le cadre de la lutte contre le phénomène d'îlots de chaleur urbain, l'emploi de revêtements de sols pour les espaces extérieurs devra privilégier les tons clairs caractérisés par un albédo élevé. Les dispositifs destinés à économiser de l'énergie ou à produire de l'énergie renouvelable dans les constructions, tels que panneaux solaires, éoliennes, toitures végétalisées, rehaussement de couverture pour isolation thermique, sont autorisés en saillies des toitures à condition que leur volumétrie s'insèreharmonieusement dans le cadre bâti environnant. Les panneaux solaires peuvent également s'implanter en ombrière de parking. *Boîtes aux lettres et éléments techniques* Dans la mesure où ils n'ont pas été intégrés dans le bâtiment, les éléments techniques (coffret de gaz, électricité, eau, interphone, boites aux lettres,

Envoyé en préfecture le 13/05/2025
Reçu en préfecture le 13/05/2025
Publié le 14/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_23-DE

DISPOSITIONS GENERALES

Article	Règlement
	climatiseurs, pompes à chaleur, extracteurs, etc) seront intégrés par un travail soigné dans les éléments de clôture.
TITRE II – II .4	**Stationnement véhicules** Il est exigé des constructeurs de prévoir le fond même des emplacements suffisants pour assurer le stationnement et la manœuvre des véhicules (toutes catégories confondues et notamment les livraisons et enlèvements de marchandises) dans les meilleures conditions de commodité et de sécurité. Des adaptations peuvent être admises si des places de stationnement nécessaires peuvent être mutualisées sur un parc de stationnement public ou privé situé à proximité. ➢ Une mutualisation existe déjà avec le parking du buffalo. Dans le cadre d'une extension ou d'une réhabilitation, les normes définies ci-après s'appliquent sur l'ensemble de la parcelle ou de l'unité foncière, en tenant compte du stationnement déjà existant. Dans tous les cas, les nouveaux parcs de stationnement de plus de 10 places doivent prévoir au moins une borne de recharge pour véhicules électriques ou hybrides.

Destination et sous-destination	Nombre de place minimum
HABITATION	
Logement : de fonction ou de service	1 place par logement
COMMERCE ET ACTIVITE DE SERVICE	
Artisanat et commerce de détail	1 place pour 120 m² de surface de plancher + une aire de livraison
Activité de service où s'effectue l'accueil d'une clientèle	En fonction des besoins des constructions
Restauration	Pas de minimum
Hébergement hôtelier et touristique	1 place par chambre
AUTRES ACTIVITES DES SECTEURS SECONDAIRE OU TERTIAIRE	
Bureau	1 place par tranche* de 90 m² de surface de plancher et au moins une borne de recharge pour véhicules électriques ou hybrides pour les nouveaux parcs de stationnement de plus de 10 places

*Les « tranches » s'entendent même incomplètes. Du moment qu'une tranche est commencée elle est comptée.

Le logement de fonction est supprimé mais il disposait de son propre stationnement.

Le nombre de places de parking actuel à proximité, est de 270 places, (mutualisées avec les deux restaurants voisins) pour un effectif de 1480 personnes au théâtre (on ne connait pas l'effectif des restaurants mais il ne devrait pas évoluer) ce qui donne un ratio d'une place pour 5.48 personnes environ.
Si on applique ce ratio à la capacité maximale du programme théorique, soit 2 220 personnes, il faudrait 405 places de stationnement soit 135 places supplémentaires.

Envoyé en préfecture le 13/05/2025
Reçu en préfecture le 13/05/2025
Publié le 14/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_23-DE

DISPOSITIONS GENERALES	
Article	**Règlement**
	Les aires de stationnement de plus de 3 places de stationnement devront faire l'objet d'un aménagement paysager (bande enherbée, haie, arbres, etc) en respectant les mesures de sécurité liées à la circulation (accès, visibilité, …). Les aires de stationnement doivent être plantées à raison d'un arbre de haute tige d'essence locale pour 6 emplacements. **Stationnement cycles** Un ou plusieurs espaces couverts, sécurisés et facilement accessible doivent être aménagés pour le stationnement des cycles. S'il est intégré au bâtiment, l'espace de stationnement se localisera en rez-de-chaussée. S'il est réalisé en extérieur, l'espace de stationnement se localisera sur la même unité foncière et sera accessible facilement depuis le(s) point(s) d'entrée(s) du bâtiment ou de la propriété. Destination ou sous-destination — Nombre d'emplacement minimum ou surface Logement de fonction ou de service — 1 emplacement par logement d'une surface inférieure à 30 m² 2 emplacements par logement d'une surface supérieure à 60 m² Commerce et activité de service — 1 emplacement par tranche* de 150 m² de surface de plancher Équipements d'intérêt collectif et services publics — 1 emplacement par tranche* de 100 m² de surface de plancher Bureau — 1,5% de la surface de plancher *Les « tranches » s'entendent même incomplètes. Du moment qu'une tranche est commencée elle est comptée Chaque emplacement représente une surface minimale de 0,75 m². Si le nombre de places est fractionné, il doit être arrondi au nombre entier supérieur. Le projet devrait donc prévoir 1 place par tranche de 100m² de surface de plancher. Soit 18 places nécessaires pour le bâtiment existant et 34 places pour le futur bâtiment en prenant les surfaces estimées (soit 25.5m² minimum).
TITRE II – III .1	**Accès** Les accès ne doivent pas présenter un risque pour la sécurité des usagers des voies publiques ou privées. Cette sécurité doit être appréciée compte tenu, notamment, de la position des accès, de leur configuration ainsi que de la nature et de l'intensité du trafic. L'accès des secours devra être pris en compte dans le projet. **Eaux usées** Toute construction ou installation doit être raccordée au réseau collectif d'assainissement. **Eaux pluviales** Les eaux pluviales issues de l'ensemble des surfaces imperméabilisées doivent être gérées sur l'emprise du projet.

Envoyé en préfecture le 13/05/2025
Reçu en préfecture le 13/05/2025
Publié le 14/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_23-DE

DISPOSITIONS GENERALES	
Article	**Règlement**
	Les systèmes de stockage et d'infiltration doivent être adaptés à la nature du sous-sol, aux contraintes locales et à la règlementation en vigueur. Lorsque le rejet des eaux pluviales au milieu naturel est envisageable, le rejet est réalisé conformément à la règlementation en vigueur et toujours à débit régulé. Lorsque la gestion à la parcelle ou le rejet au milieu naturel sont impossibles, le rejet au réseau public d'assainissement (eaux pluviales ou unitaire et en aucun cas eaux usées), s'il existe, pourra éventuellement être autorisé. Le service gestionnaire des réseaux d'assainissement fixera les conditions de rejet tant en terme quantitatif que qualitatif. Le rejet d'eaux pluviales au réseau d'assainissement des eaux usées est strictement interdit. L'impossibilité de gérer les eaux pluviales à la parcelle devra nécessairement être justifiée par une étude d'imperméabilisation des sols, réalisée par un bureau d'étude spécialisé, pour apporter la preuve de l'imperméabilité des sols. Cette perméabilité sera mesurée entre 2 et 5 m de profondeur. Dans tous les cas, le rejet au réseau devra se faire à débit régulé et donc par un stockage en amont à prévoir dès la conception du projet. Il existe maintenant différentes techniques alternatives au « tout tuyau » qui ont fait leurs preuves (toiture végétalisée à débit régulé, matériaux et enrobés drainants pouvant ralentir lesécoulements, places de parking végétalisées, etc…). ***Autres réseaux (électricité, gaz, télécommunications, irrigation)*** Le raccordement aux réseaux d'électricité, de gaz, de télécommunication et autres doit être réalisé en souterrain et recueillir l'agrément des services gestionnaires compétents. **Infrastructures et réseaux numériques** Toute construction nouvelle, installations nouvelles, ou aménagement pour la rénovation ou le changement de destination doit donner lieu à la mise en place d'infrastructures numériques (fourreau, ...) adaptées au raccordement aux réseaux, existants ou à venir, de desserte en services de communication électronique haut et très haut débit. Les réseaux seront aménagés en souterrain ou à défaut, intégrés en façade.

3.3.2. PPR

Les Plans de Prévention des Risques (PPR) comportent les risques naturels et technologiques définis sur le site officiel www.georisques.gouv.fr. Ils sont répertoriés dans le tableau ci-dessous et analysés en fonction des risques identifiés au PLU.

RISQUE NATUREL	DESCRIPTION
 Inondation	Site : EXISTANT Commune : EXISTANT Par une crue à débordement lent de cours d'eau.

Envoyé en préfecture le 13/05/2025
Reçu en préfecture le 13/05/2025
Publié le 14/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_23-DE

RISQUE NATUREL	DESCRIPTION
	
 Remontée de nappe	Site : EXISTANT Commune : EXISTANT Votre niveau d'exposition aux remontées de nappes est : Zones potentiellement sujettes aux inondations de cave. L'indication de fiabilité associé à votre zone est : MOYENNE 
 Séisme	Site : MODERE Commune : MODERE Sur l'échelle règlementaire, à votre adresse, le risque sismique est de 3/5. Pour votre sécurité, à partir d'un risque de niveau 2, des obligations en cas de travaux

Envoyé en préfecture le 13/05/2025
Reçu en préfecture le 13/05/2025
Publié le 14/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_23-DE

RISQUE NATUREL	DESCRIPTION
	ou de construction sont liées à prévenir votre risque sismique 
Mouvement de terrain	Site : INCONNU Commune : EXISTANT 
Radon	Site : FAIBLE Commune : FAIBLE Sur l'échelle règlementaire dans votre commune, le potentiel radon est de 1/3.

Envoyé en préfecture le 13/05/2025
Reçu en préfecture le 13/05/2025
Publié le 14/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_23-DE

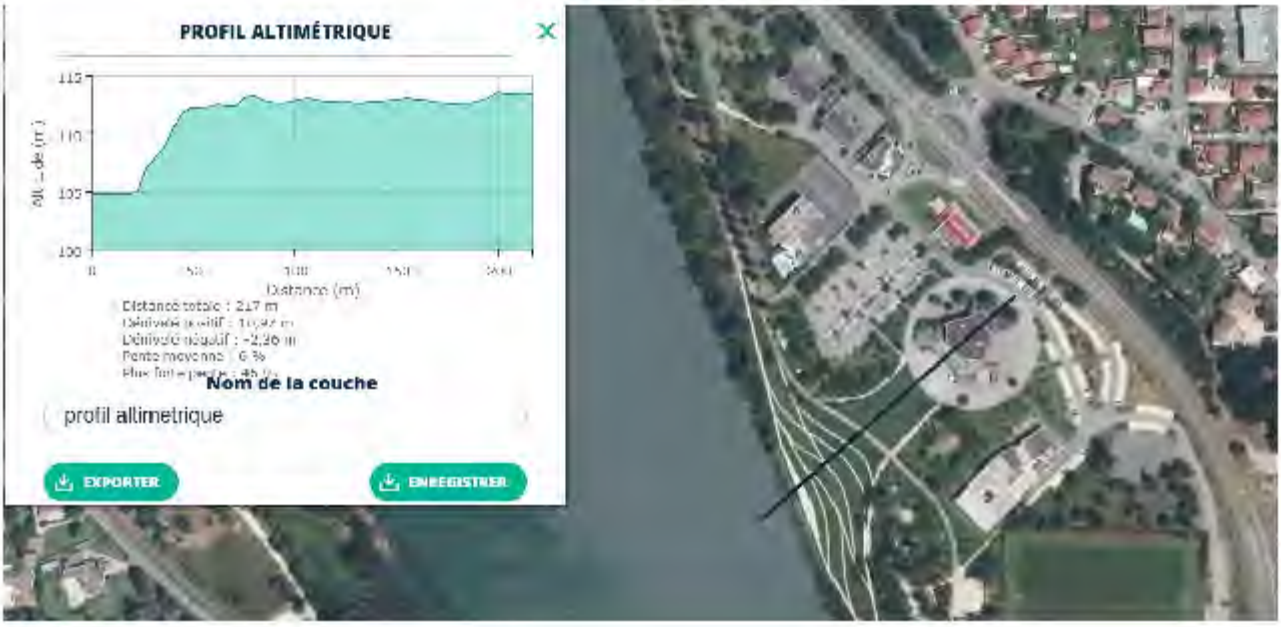
RISQUE NATUREL	DESCRIPTION
	
 Retrait-gonflement des argiles	Site : FAIBLE Commune : FAIBLE Sur l'échelle règlementaire, à votre adresse, le risque de gonflement des argiles et de 1/3 

3.4. Contraintes du site

3.4.1. Topographie du site

Le profil du terrain est relativement plat avec une grosse déclivité au bout du parc de l'ile Girodet qui rejoint le niveau du Rhône. Un relevé géomètre des avoisinant sera réaliser par le maitre d'ouvrage.

Envoyé en préfecture le 13/05/2025
Reçu en préfecture le 13/05/2025
Publié le 14/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_23-DE



3.4.2. Qualité des sols

Etude de sol à réaliser

3.4.3. Réseaux

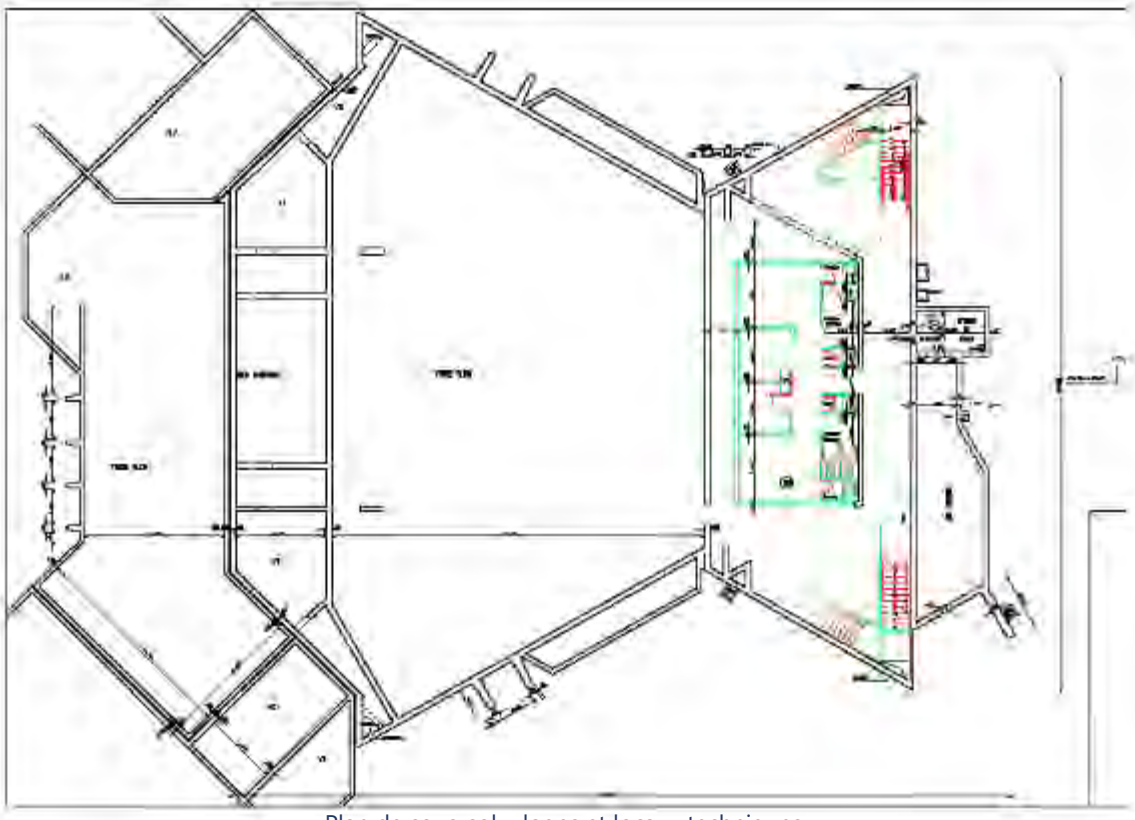
DICT complet disponible.

Envoyé en préfecture le 13/05/2025
Reçu en préfecture le 13/05/2025
Publié le 14/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_23-DE

4. Bâtiments existants

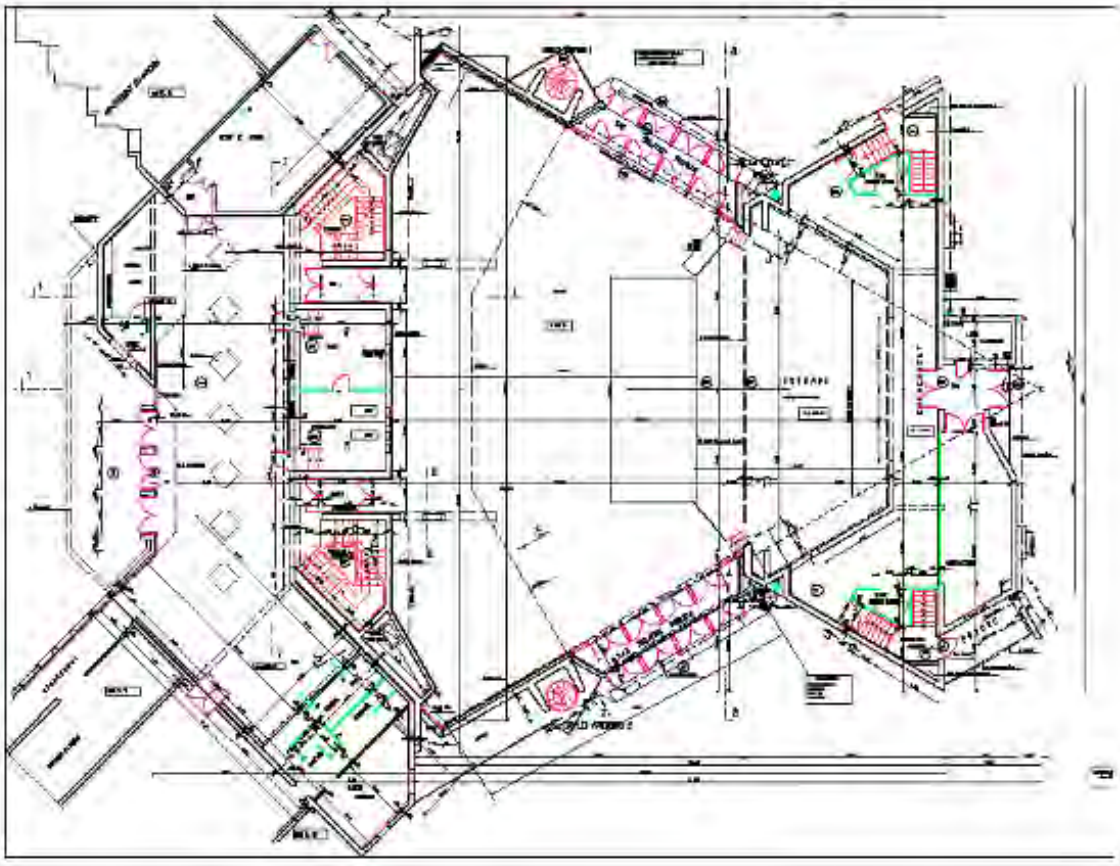
4.1. État des lieux fonctionnel et surfaces existantes

4.1.1. Plans du bâtiment existant

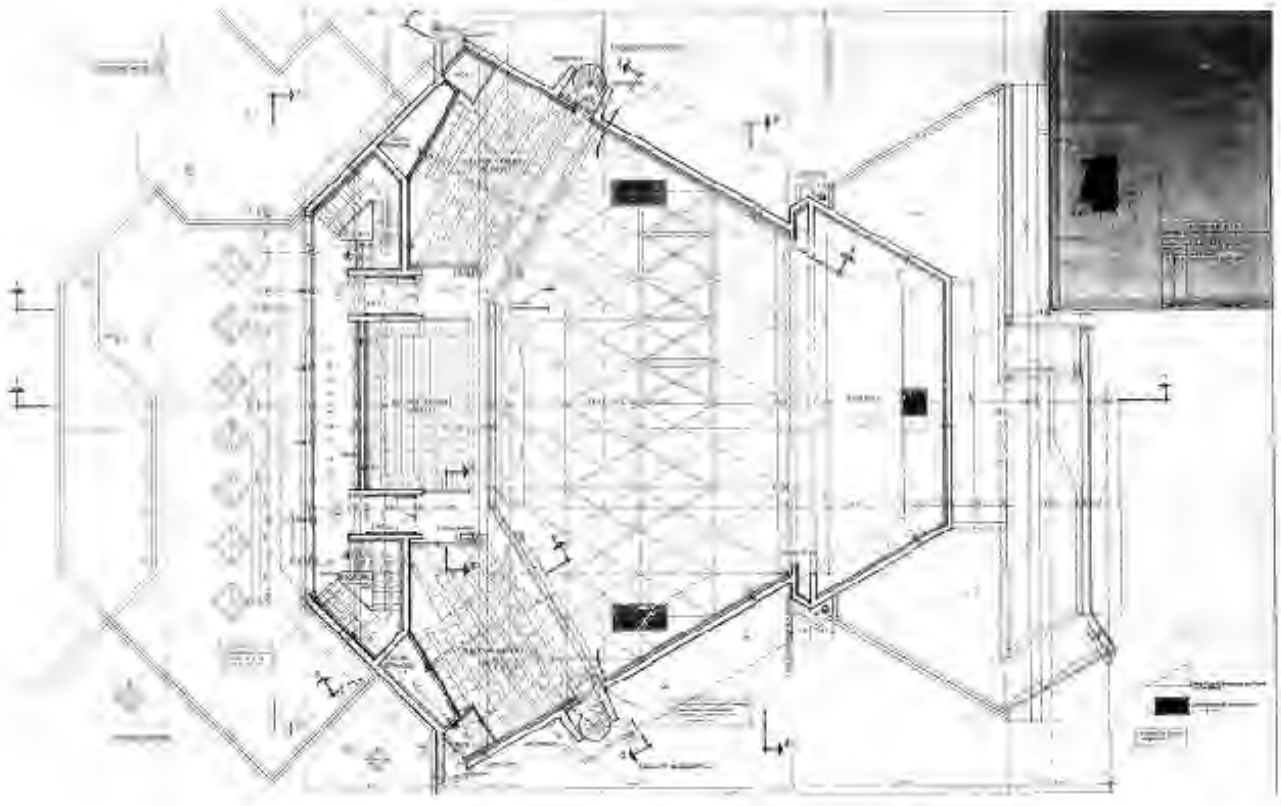


Plan de sous-sol – loges et locaux techniques

Envoyé en préfecture le 13/05/2025
Reçu en préfecture le 13/05/2025
Publié le 14/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_23-DE

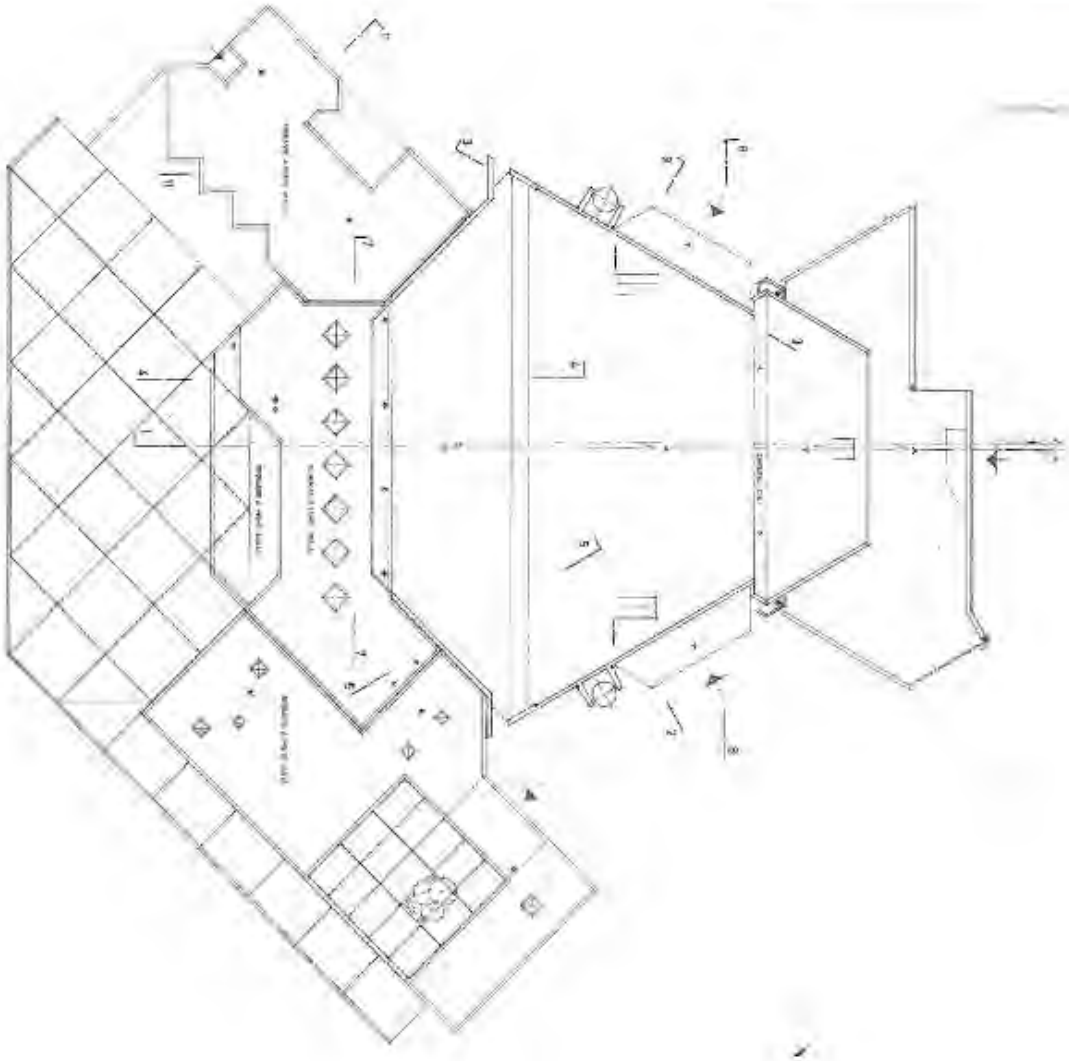


Plan de Rez-de chaussée – accueil, billetterie, bureaux, stockage, parterre de salle, scène et arrière-scène

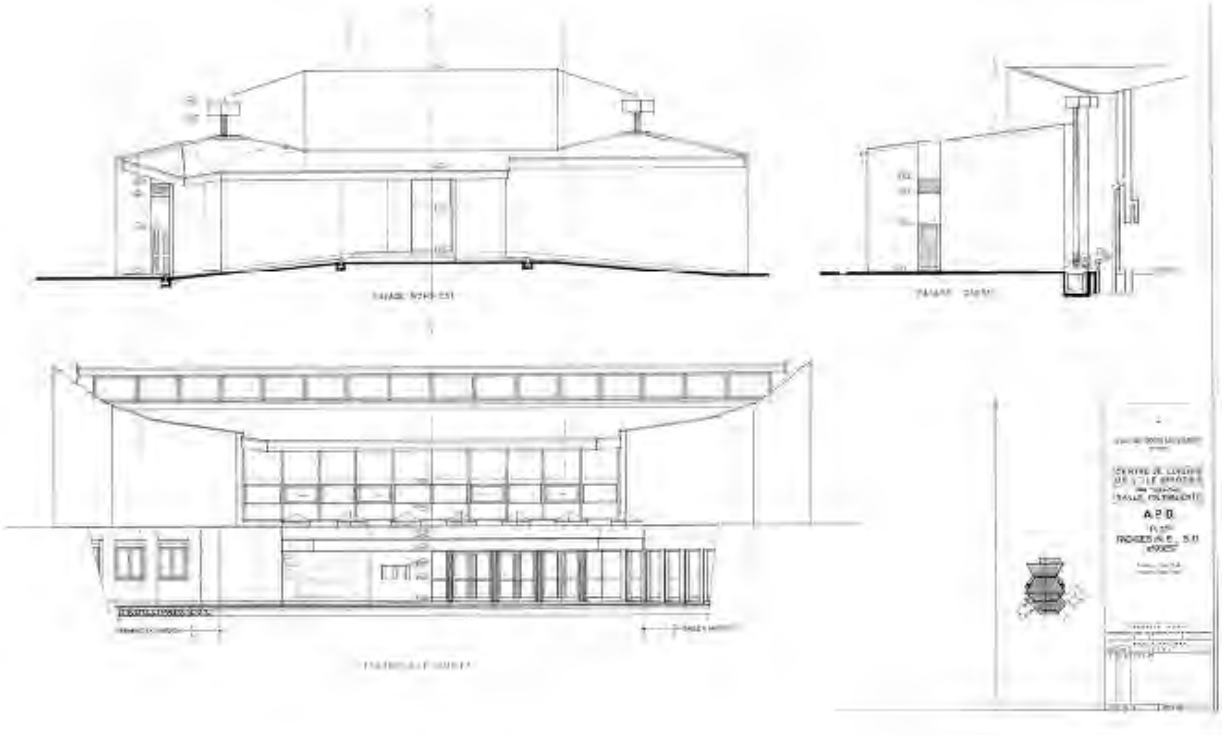


Plan du R+1 – Balcon

Envoyé en préfecture le 13/05/2025
Reçu en préfecture le 13/05/2025
Publié le 14/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_23-DE

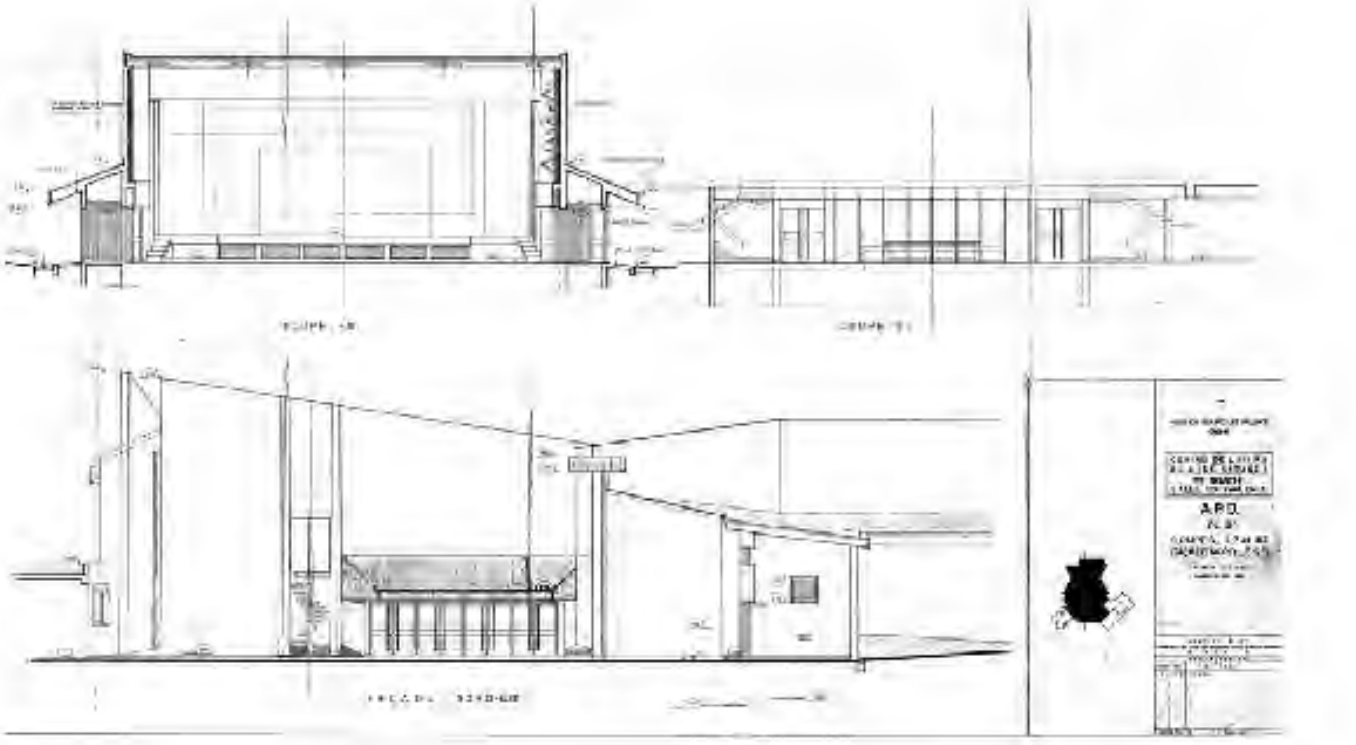


Plan de toiture

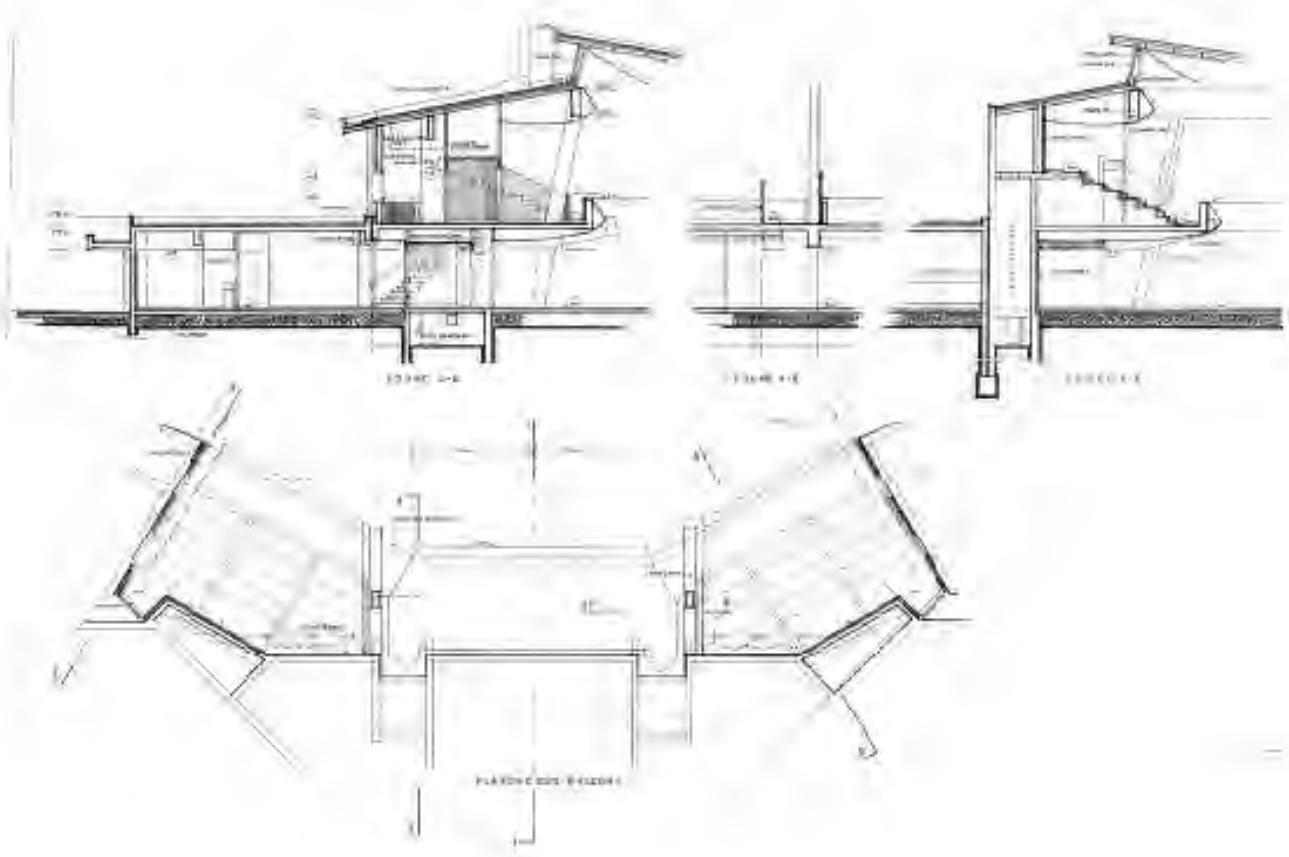


Envoyé en préfecture le 13/05/2025
Reçu en préfecture le 13/05/2025
Publié le 14/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_23-DE

Elévations Façades – NE, SO et Ouest

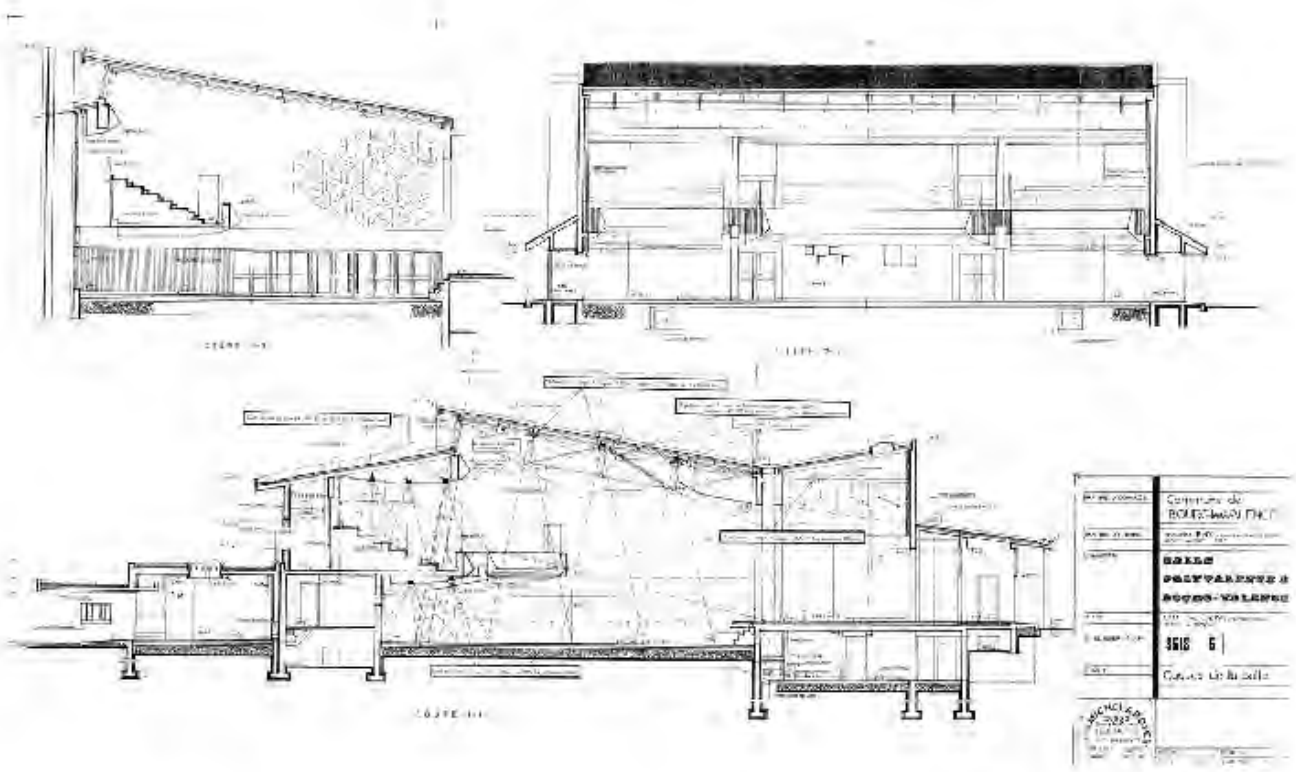


Elévations Façade – NE et Coupes

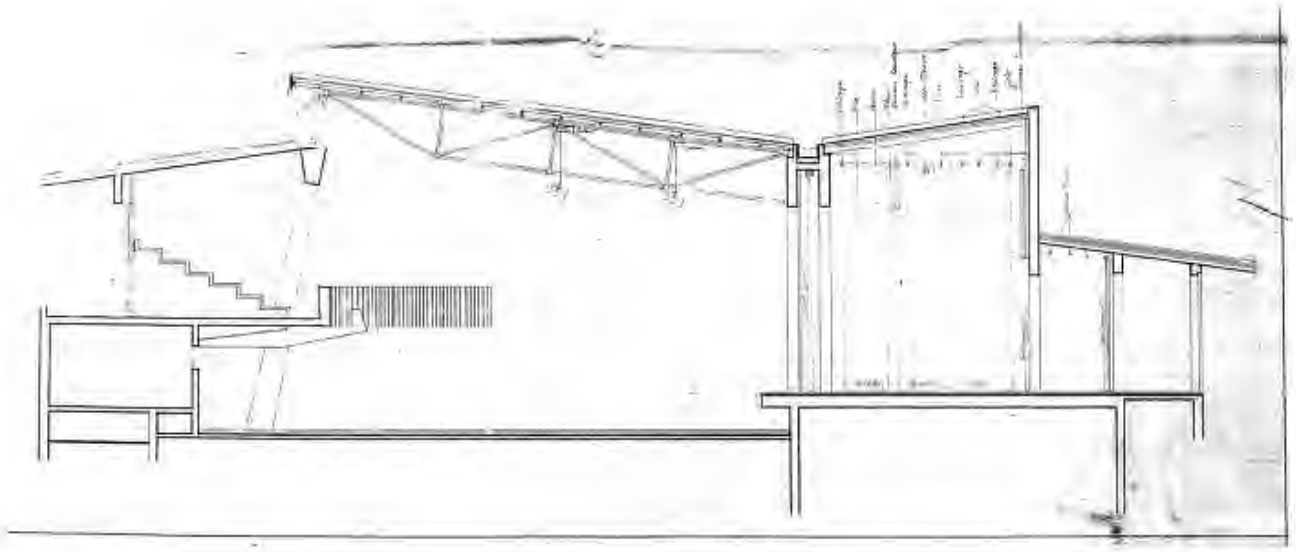


Envoyé en préfecture le 13/05/2025
Reçu en préfecture le 13/05/2025
Publié le 14/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_23-DE

Coupe salle



Coupe salle



Coupe simple

Les plans structures d'origine seront mis à disposition de la maitrise d'œuvre et devront être pris en compte dès la conception.

Envoyé en préfecture le 13/05/2025
Reçu en préfecture le 13/05/2025
Publié le 14/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_23-DE

4.1.2. Surfaces exploitables

Tableau des surfaces existantes

Intitulé	SU en m²	Circulations	Locaux techniques	Escaliers	Extérieur
Théâtre Le Rhône					
SS				**206,7**	
		35,3	92,4	11,6	
Loges	67,3				
SOUS TOTAL	**67,3**	**35,3**	**92,4**	**11,6**	
RDC				**1349,6**	
		67,0	53,1	65,7	62,5
Hall	134,5				
Billeterie/bureaux	22,3				
Foyer	75,8				
Salle de spectacle	410,0				
Catering/bar	31,8				
Dépôt de sièges	49,7				
Scène	105,2				
Arrière-scène	93,5				
Sanitaires publiques	30,6				
Loges	7,0				
Bureau directeur	17,0				
Vestiaire/buanderie	9,4				
Logement gardien	110,0				
Régie	16,7				
Stockage	50,3				
SOUS TOTAL	**1163,7**	**67,0**	**53,1**	**65,7**	**62,5**
R+1				**228,5**	
		52,5			
Balcon	176,0				
SOUS TOTAL	**176,0**	**52,5**			
TOTAL	1407,1	154,8	145,5	77,4	62,5
TOTAL batiment			**1784,7**		

Les surfaces existantes représentent donc au total (surfaces estimées en attente de jeux de plans complet géomètre – en cours-) :

- 1785 m² SU
- 2140 m² SDP.

4.1.3. Fonctionnalité

Le site accueille aujourd'hui les activités et services suivants :

- Une salle de spectacle avec une polyvalence assis/debout
- De petites loges
- Des locaux dédiés au personnel du théâtre (bureau, vestiaire, buanderie)
- Des stockages, principalement pour les sièges et le matériel scénographique
- Une salle annexe appelée « foyer »
- Zone « bar »
- Des sanitaires
- Un logement de fonction
- Des locaux techniques

Les dysfonctionnements principaux suivants sont mis en évidence par les utilisateurs :

- Une maintenance compliquée, équipements techniques et scénographiques datés
- Une scène trop petite
- Absence d'espace de convivialité
- Loges inadaptées

Envoyé en préfecture le 13/05/2025
Reçu en préfecture le 13/05/2025
Publié le 14/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_23-DE

- Stockages insuffisants
- Hall sous dimensionné

4.2. Reportage photo



Façade principale du Théâtre et son parvis



Vue depuis l'entrée du théâtre sur le Rhône et le parc Girodet

Envoyé en préfecture le 13/05/2025
Reçu en préfecture le 13/05/2025
Publié le 14/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_23-DE



Cadre paysager d’exception pour le théâtre



Envoyé en préfecture le 13/05/2025
Reçu en préfecture le 13/05/2025
Publié le 14/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_23-DE



Divers équipements du parc Girodet



La via Rhona traverse le parc

Envoyé en préfecture le 13/05/2025
Reçu en préfecture le 13/05/2025
Publié le 14/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_23-DE





Belvédère et passerelle piéton au sud du parc



Hall du théâtre

Envoyé en préfecture le 13/05/2025
Reçu en préfecture le 13/05/2025
Publié le 14/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_23-DE

4.3. État des lieux technique

Cet état des lieux est basé sur un constat visuel et sur la base des diagnostics existants transmis par le MOA. Il précise l'état général des lieux et identifie les travaux minimums à réaliser et à chiffrer dans le cadre de l'étude de faisabilité.

Bon : parfait état.

Moyen : dans un état d'usage courant.

Mauvais : montre des signes d'usure évident.

	DESCRIPTION DU BATIMENT – Théâtre le Rhône
GÉNÉRALITÉS	
Orientation bâtiment	Orientation principale S.O – N.E avec façade principale S. O
Année de construction	1983
DIAGNOSTICS	
Amiante	**Mauvais** Un diagnostic amiante a été réalisé par cabinet Sassoulas le septembre 2024 Il précise la présence d'amiante dans les éléments suivants : Conduits de ventilation en fibre-ciment localisés dans la station de levage et les loges, mastic ou joint vitrier des menuiseries bois / alu et des tampons bitumineux. **Le DTA n'est pas à jour des derniers sondages**.
Plomb	**Bon – à confirmer** Pas de plomb mais attention au périmètre de la commande et questions sur locaux non concernés par la commande.

TYPE DE LOT	DESCRIPTION DU BATIMENT – Théâtre le Rhône	ÉTAT GÉNÉRAL
CLOS ET COUVERT		
Fondations/ nature des sols	Sondages à réaliser	
Gros œuvre	Etude structure à réaliser	
Façades	Murs en béton de 20cm isolation Polystyrène 6cm	
Isolation (intérieure, extérieure, …)	Isolation intérieure Polystyrène 8cm	**Mauvais**
Menuiseries extérieures :	Menuiseries bois dans le logement Menuiseries alu simple et double dans le théâtre Skydomes polycarbonate simple Portes pleines bois non isolées	**Mauvais**
Charpente-Couverture	La toiture en bac acier (non isolé) est en revanche orientée NORD EST. Il y a peu de masques et d'ombres autour du bâtiment. Les arbres sont bas et éloignés, alors que le bâtiment est assez haut (plus de 11 mètres au plus haut). Certaines parties du bâtiment sont en toiture terrasse avec étanchéité sous gravillons (isolation polyuréthane 6cm)	**Mauvais**

Envoyé en préfecture le 13/05/2025
Reçu en préfecture le 13/05/2025
Publié le 14/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_23-DE

TYPE DE LOT	DESCRIPTION DU BATIMENT – Théâtre le Rhône	ÉTAT GÉNÉRAL
AMÉNAGEMENTS EXTERIEURS		
Accès principal	Coté Rhône, façade S. O	
Aménagement de surfaces (voiries, espaces verts, mobiliers, clôtures)	Cercle d'enrobé autour du bâtiment, peu de masques et d'ombres autour du bâtiment. Les arbres sont bas et éloignés.	Moyen
SECOND OEUVRE		
Protections solaires	Volets roulants	Moyen
Sols	Pierre, carrelage, linoléum	Bon
Plafonds	Placo	Moyen
Murs	Cloison placo	Moyen
Menuiseries Intérieures	Menuiseries bois	Moyen
LOTS TECHNIQUES		
CFO	L'électricité est utilisée pour tous les usages du site (chauffage, ventilation, eau chaude sanitaire, éclairage, bureautique, cuisine, etc…). Le ratio de consommation est faible pour ce type de bâtiment.	Moyen
Secours : GE, onduleurs		
Vidéosurveillance	Pas de vidéosurveillance	
Interphonie	Pas d'interphone	
Détection intrusion	A préciser	
Sonorisation (hors incendie)	Voir volet scénographique	
Éclairage intérieur	L'éclairage de l'établissement est réalisé très majoritairement en tubes ou ampoules fluorescents. Quelques salles sont équipées d'ampoules LED, et encore quelques-unes sont équipés d'ampoules halogènes.	Moyen
Éclairage extérieur	Sans objet	
Chauffage et rafraichissement	Le site est chauffé par une pompe à chaleur géothermique sur eau de nappe, ainsi que par plusieurs radiateurs électriques. Le logement, lui, est chauffé par radiateurs électriques uniquement. Des unités de climatisation réversible sont visibles en toiture terrasse ou en face SUD du bâtiment. Seulement, ces appareils ne sont plus en état de fonctionnement	Mauvais
ECS	La production d'eau chaude sanitaire est assurée par deux ballons d'eau chaude électriques (100 et 200L) situés dans le bar du hall, et dans les loges, proche des points de puisages.	Mauvais

Envoyé en préfecture le 13/05/2025
Reçu en préfecture le 13/05/2025
Publié le 14/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_23-DE

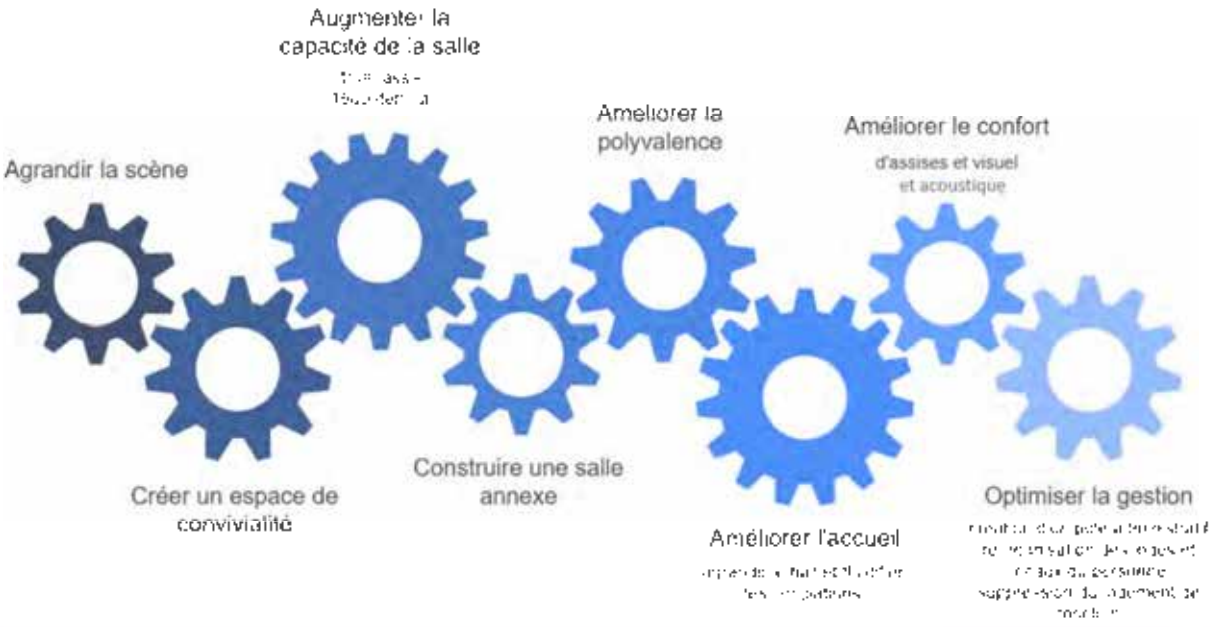
TYPE DE LOT	DESCRIPTION DU BATIMENT – Théâtre le Rhône	ÉTAT GÉNÉRAL
Traitement d'air / VMC	Le théâtre est équipé de plusieurs systèmes de ventilation : Une ventilation simple flux autoréglable extrait l'air en sanitaires du rez de chaussée Une autre ventilation simple flux extrait l'air des loges. Un CTA traite le renouvellement d'air de l'espace théâtre.	Moyen
Plomberie	Aucun mousseur performant n'a été observé en robinetterie. Les douches ne sont pas équipées d'aérateur ou de pommeaux réducteur de débit.	Moyen
Protection incendie	Désenfumage naturel, téléphone urbain, BAES, extincteurs, alarme type 1, 3 RIA	Moyen
LOTS SCENIQUES		
Cage de scène	La scène manque de profondeur : 5,80 m seulement entre le cadre de scène et le rideau de fond (6,60m au lointain) pour 12,80m d'ouverture, plus un proscénium de 2,80m. La scène est trapézoïdale : les murs de scène se referment au lointain (11,45m). La hauteur maxi sous perches est de 6 m et le manteau est à 5,40m. La scène est à 1m du sol de la salle, possibilité de monter des praticables (15).	Moyen
Serrurerie scénique	Le faux gril est à 6,30m du plateau, il n'est pas praticable. Il n'y a pas de passerelles de scène. Une passerelle en salle a été ajoutée postérieurement à 3,80m du bord de scène, hauteur 7,50m, CMU : 100 kg/ml.	Moyen
Machinerie scénique	Le cintre est équipé de 7 équipes électriques CMU 300 kg, 2 porteuses fixes à l'avant-scène et 2 équipes à commande manuelle CMU 100 kg. Ces équipes sont vérifiées régulièrement par une entreprise spécialisée.	Moyen
Tentures de scène	Rideau d'avant-scène rouge en 2 parties sur patience électrique. Rideau de fond de scène noir en 2 parties sur patience manuelle + « petit taps » au lointain fermant l'ouverture sur l'arrière-scène, 3 plans de pendrillons noirs et 3 frises noires.	Moyen
Eclairage	L'équipement est ancien : console manuelle et gradateurs analogiques (48 x 2,5 kW) plus fabriqués depuis longtemps, 1 bloc mobile 12 x 3 kW, parc projecteurs très majoritairement à lampe, peu de sources Led (Cf fiche technique du théâtre). Nécessite de louer régulièrement du matériel plus récent.	Mauvais
Sonorisation	L'équipement est ancien : petite console numérique, diffusion point source stackée sur scène n'assurant pas une bonne couverture du balcon, 4 retours de scène, petit parc micros (Cf fiche technique du théâtre). Nécessite de louer régulièrement du matériel plus récent.	Mauvais
Vidéo	Ecran enroulable électriquement 8 m x 6 m. Pas de VP ?	Mauvais
Réseaux scéniques	CFo : Armoire 125A au lointain jardin + coffret 63A au lointain cour. Distribution de PC16A lignes graduées. Cfa : réseau DMX succinct, pas de réseau Cat6A	Moyen

Envoyé en préfecture le 13/05/2025
Reçu en préfecture le 13/05/2025
Publié le 14/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_23-DE

5. PROGRAMME THEORIQUE DE L'OPERATION

5.1. Objectifs et exigences du Maître d'Ouvrage

Les enjeux majeurs du projet sont :



- Augmentation de la capacité de la salle ; jauge de 1 000 personnes assises et 1500 debout
- Création d'un espace de convivialité : répondre au besoin du débit de boisson et petite restauration non existante en lien avec le fonctionnement du théâtre (avec « grande cuisine » pour évolution possible).
- Agrandissement de la Scène
- Création d'un salle annexe à vocation autonome mais uniquement culturelle (+ catering possible)
- Maintien et optimisation de la polyvalence de la salle (assis/debout) en améliorant le confort d'assise
- Agrandissement de l'accueil et fluidification des circulations
- Augmentation du confort visuel et acoustique de la salle
- Amélioration de l'intendance du théâtre
- Création d'un pôle administratif
- Réorganisation de la Scène, notamment des loges
- Suppression du logement du gardien existant

Envoyé en préfecture le 13/05/2025
Reçu en préfecture le 13/05/2025
Publié le 14/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_23-DE

De plus le projet devra prendre en compte les points suivants :



- Sobriété environnementale / la qualité de la rénovation et des matériaux
- Dialogue dans le site paysager de l'île parc Girodet
- Geste architectural fort, bâtiment signal pour la ville

Le projet devra prendre en compte le 1% artistique.

L'opération ne sera pas en site occupé. Toutefois, le planning travaux devras prendre en compte le pic d'activité du théâtre (entre janvier et juin) pour optimiser le démarrage du chantier.
Le théâtre est fermé en juillet et août.

Enfin, le projet devra maintenir l'entrée public côté Rhône et l'intervention sera comprise dans l'emprise du cercle entourant le bâtiment.

Le projet devra être une réhabilitation extension, une démolition reconstruction n'est pas souhaitée.

5.2. Dimensionnement

5.2.1. Effectifs

Pour rappel, l'effectif actuel est de 1490 personnes
Cet effectif ne comptabilise pas les artistes. Le personnel du théâtre représente 10 personnes dans ce calcul :

Envoyé en préfecture le 13/05/2025
Reçu en préfecture le 13/05/2025
Publié le 14/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_23-DE

L'effectif du public est déterminé de la façon suivante conformément à l'article L 3 a (spectacle debout) du Règlement de Sécurité

soit :
- grande salle 410 m² = 410 * 3 = 1230
- partie balcons nombre de personne assises sur des sièges 250

Soit :	Salle		Balcon		
Effectif du public	1230	+	250	=	1480
Effectif du personnel				=	10
Effectif total				=	1490

Nous considérons que la rénovation du théâtre ne modifie pas l'effectif du personnel du théâtre, on comptabilise donc **10 personnes**.
Nous considérons ensuite que l'ajout d'un espace de convivialité n'augmentent pas l'effectif total car ils n'accueilleront pas d'effectif supplémentaire à celui de la salle, et que le personnel est déjà pris en compte dans les 10 personnes précédemment citées.

Le remaniement des loges nécessitera en revanche une mise à jour de l'effectif « artistes », pour l'instant non pris un compte dans le calcul d'effectif.
L'effectif total maximal des loges est de **44 personnes**. On prévoit également **16 personnes supplémentaires** dans l'espace catering pour les accompagnants, notamment en cas de spectacle scolaire.

L'effectif public au parterre en position debout est estimé en fonction de la surface au sol nécessaire pour accueillir confortablement **dans les 750 personnes assises** (agrandissement de la scène, de la salle et recul de la scène). La surface résultante est estimée à 630m² de parterre, ce qui représente un effectif de **1900 personnes debout** (le théâtre aura la possibilité de faire des représentations à guichet fermé s'il ne souhaite pas dépasser les 1500 spectateurs mais le bâtiment devra prendre en compte l'effectif maximal pour répondre aux exigences réglementaires). A cela s'ajoute les **250 places assises** estimée du balcon pour un total de places assises d'environ 1000 personnes et 1900 debout, plus 250 assises au balcon.

	Effectifs
Personnel	10
Artistes	60
Public	1900 +250
TOTAL	**2 220**

5.2.2. Véhicules

Le site devra permettre l'accueil :

- Des véhicules de premiers secours, de sécurité civile et ramassage des ordures ménagères.
- Des véhicules logistiques : au maximum semi-remorques – l'accès devra mener directement au quai de déchargement de la grande salle et aux locaux de stockage
  Voie poids lourds depuis la voirie, avec traversée de l'esplanade
- Des véhicules frigorifiques : en liaison directe avec la cuisine de l'espace de convivialité
- Des véhicules artistes (Tour Bus)
- Le stationnement réglementaire (voiture, vélo…) demandé au PLU

Ces places supplémentaires pourraient s'implanter suivant la localisation suivante :

Envoyé en préfecture le 13/05/2025
Reçu en préfecture le 13/05/2025
Publié le 14/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_23-DE



5.2.3. Matériels spécifiques dimensionnants pour le projet

5.2.3.1. CVC/PB/CFO/CFA

La PAC sur nappe devra faire l'objet d'un diagnostic pour confirmer la capacité calorifuge de la nappe et confirmer la possibilité de maintien de ce type d'équipement.

5.2.3.2. Equipements scéniques

Une nouvelle cage de scène est à créer à l'Est de la scène actuelle pour gagner de la surface au parterre et assurer la visibilité depuis les extensions latérales. L'objectif est de disposer d'un plateau de 20 m mur-à-mur et de 12,50 de profondeur, clearance 10m.
Un dessous de scène technique est à créer. La cage de scène sera équipée de passerelles reliées à une passerelle en salle.
L'équipement scénographique (machinerie, tentures, réseaux Cfo/cfa, matériel d'éclairage scénique, sonorisation et vidéo-projection) sera entièrement repris à neuf.

Envoyé en préfecture le 13/05/2025
Reçu en préfecture le 13/05/2025
Publié le 14/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_23-DE

5.3. Surfaces théoriques

Intitulé	Effectif	Nombre	Surface Utile (m²)	Total Surface utile (m²)
Locaux personnel				**59**
bureau du directeur/réunion	1	1	25	25
bureau régisseur	1	1	12	12
bureau production	1	1	12	12
sanitaires		2	5	10
Locaux du personnel				**47**
vestiaires	4	2	15	30
local ménage		2	3	6
local poubelles		1	6	6
local laverie		1	5	5
Espaces des artistes				**140**
Loges collectives	20	2	30	60
Loges individuelles	2	2	20	40
espace catering /tisanerie	16	1	40	40
Scène				**450**
Scène	60	1	250	250
Arrière scène	10	1	100	100
Dessous de scène	1	1	100	100
Salle de spectacle				**819**
Parterre	1900	1	633	633
Balcon	250	1	176	176
Régie	2	1	10	10
Accueil du public				**330**
Hall	300	1	300	300
Accueil	1	1	10	10
Billetterie	4	1	20	20
Salle annexe				**240**
Salle	200	1	200	200
Stockage		1	20	20
Sanitaires		2	10	20
Convivialité / bar				**425**
Cuisine	2	1	50	50
Réserve		2	5	10
Vestiaires et sanitaire cuisine	2	2	5	10
Poubelles		1	5	5
Espace de convivialité	300	1	150	150
Roof top (extérieur)	400	1	200	200
Stockage				**205**
Assises		1	100	100
Décor		1	40	40
Scéno		1	40	40
Audio Visuel		1	20	20
Divers		1	5	5
Locaux techniques				**138**
TGBT		1	16	16
CTA		2	40	80
PAC		1	30	30
Baie SSI		1	2	2
Local scéno		1	10	10
Divers				**510**
Sanitaires publiques		4	15	60
Circulations horizontales			300	300
Circulations verticales		2	75	150
			TOTAL	**3363**

Envoyé en préfecture le 13/05/2025
Reçu en préfecture le 13/05/2025
Publié le 14/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_23-DE

5.4. Fonctionnement souhaité

5.4.1. Fonctionnement général du projet

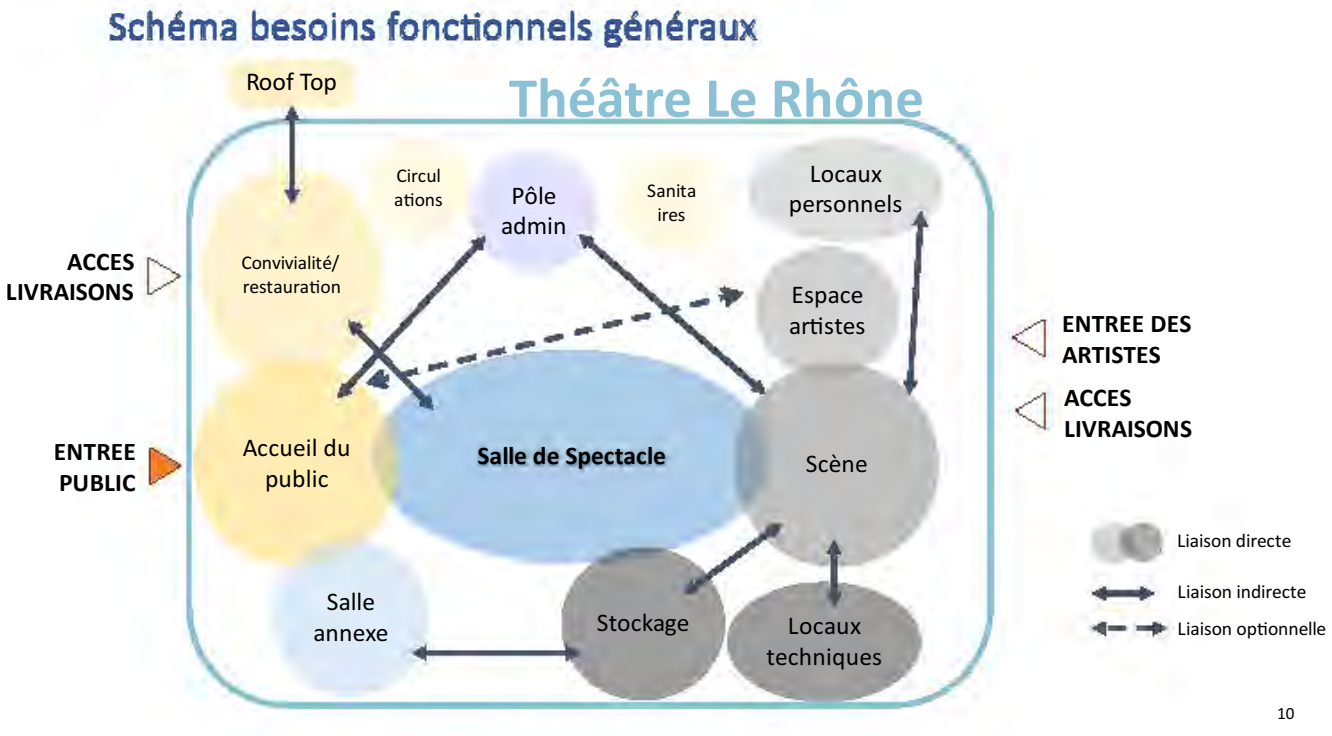
5.4.1.1. Description

L'organisation des activités se traduit spatialement par **10 entités fonctionnelles :**

- Accueil du public
- Espace de convivialité
- Salle de spectacle
- Salle annexe
- Pôle administratif
- Scène
- Espaces des artistes
- Locaux du personnel
- Le stockage
- Les locaux techniques

5.4.1.2. Schéma

Le schéma ci-dessous résume les besoins fonctionnels exprimés par le maitre d'ouvrage et leurs interactions.



L'accueil du public se fera sur la façade côté Rhône et devra être en lien direct avec la salle de spectacle (RDC), avec la salle annexe et l'espace de convivialité. Il doit permettre l'accès au balcon. Le pôle administratif sera en lien direct ou indirect avec l'accueil du public.
Une circulation entre les loges et l'espace d'accueil sera créée afin de permettre au personnel et aux artistes de se rendre dans le hall et l'espace de convivialité sans passer par la salle ou l'extérieur.

Envoyé en préfecture le 13/05/2025
Reçu en préfecture le 13/05/2025
Publié le 14/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_23-DE

La salle de spectacle doit être en lien direct avec la scène et l'accueil du public. Le stockage des sièges sera en lien direct avec la salle.

La scène doit être en lien direct avec l'espace artistes (loges, catering) et les locaux de stockage des équipements scéniques, et en lien indirect avec les locaux techniques, les locaux du personnel et le pôle administratif. Un accès livraison pour les équipement scéniques et décors desservira directement l'arrière-scène, une entrée des artistes indépendante permettra d'accéder directement à l'espace loges.

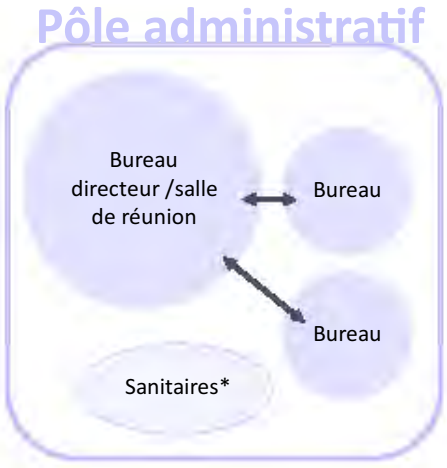
L'espace de convivialité sera en lien avec un roof top extérieur, vue sur le Rhône. Il disposera d'un accès livraison indépendant.

Les circulations horizontales et verticales, ainsi que les sanitaires (public et personnel) nécessaires au bon fonctionnement du bâtiment seront intégrés de manière à respecter les exigences réglementaires et optimiser les surfaces, tout en offrant une fluidité d'usages.

5.4.2. Pôle administratif

Ce pôle comprend :

- Le bureau du directeur du théâtre
- Le bureau du régisseur général
- Un bureau administratif



* Mutualisation possible avec les locaux du personnel si respect des contraintes réglementaire

**fiches espaces en annexe à prendre ne compte dans la description complète des pôles*

5.4.2.1. Bureau directeur théâtre / salle de réunion

Bureau du directeur du théâtre, pouvant accueillir un poste de travail ainsi qu'une table de réunion et ses chaises pour 8 à 10 personnes ainsi qu'un écran led grandes dimensions équipé pour la visio-conférence.
Doit être proche des autres bureaux, accessible depuis le hall et l'arrière-scène. Espaces de rangement nécessaires. Report vidéo surveillance.
Surface : 25m²

5.4.2.2. Bureau régisseur général

Bureau pouvant accueillir un poste de travail.
Doit être proche des autres bureaux, accessible depuis le hall et l'arrière-scène.
Surface :12m²

Envoyé en préfecture le 13/05/2025
Reçu en préfecture le 13/05/2025
Publié le 14/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_23-DE

5.4.2.3. Bureau administratif

Bureau « invité », principalement pour les producteurs, pouvant accueillir un poste de travail.
Doit être proche des autres bureaux, accessible depuis le hall et l'arrière-scène.
Surface :12m²

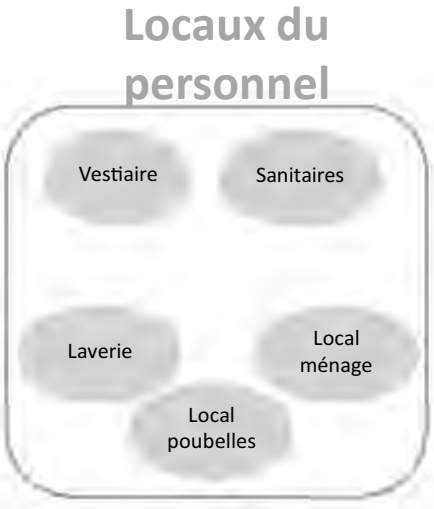
Intitulé	Effectif	Nombre	Surface Utile (m²)	Total Surface utile (m²)
Locaux personnel				**59**
bureau du directeur/réunion	1	1	25	25
bureau régisseur	1	1	12	12
bureau production	1	1	12	12
sanitaires		2	5	10

Il conviendra de respecter les exigences réglementaires en termes de sanitaires du personnel notamment. Ceux-ci pourront être mutualisés avec ceux décrits dans les locaux du personnel, en fonction de leur localisation dans le bâtiment.

5.4.3. Pôle des locaux du personnel

Ce pôle comprend :

- Les vestiaires du personnel
- Local ménage
- Local poubelles
- Local laverie



**fiches espaces en annexe à prendre ne compte dans la description complète des pôles*

Envoyé en préfecture le 13/05/2025
Reçu en préfecture le 13/05/2025
Publié le 14/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_23-DE

5.4.3.1. Vestiaire du personnel

Vestiaires homme et femme séparés avec espace pour se changer (avec banc et miroir collé au-dessus d'un lavabo) et 6 casiers dans chaque vestiaire.
Surfaces : 2 x 15m²
Les sanitaires pourront être mutualisés avec ceux du pôle administratif, en fonction de leur localisation dans le bâtiment.

5.4.3.2. Local ménage

Un local ménage pour la laveuse et un second plus petit à l'autre bout du bâtiment.
Surface :1 m² et 5 m²

5.4.3.3. Local poubelle

Le local poubelle sera intégré de manière harmonieuse dans la façade, le cas échant (cf PLU). Localisation judicieuse pour accès rapide à la voirie et proche des containers avec un accès direct depuis l'extérieur.
Surface : 6m² max

5.4.3.4. Local Laverie

Pour une machine à laver et un sèche-linge + espace pour faire sécher si possible. Peut-être mutualisé avec un local ménage. (Lave-linge et sèche-linge ménagers, peuvent être « empilées »).
Surface :5m²

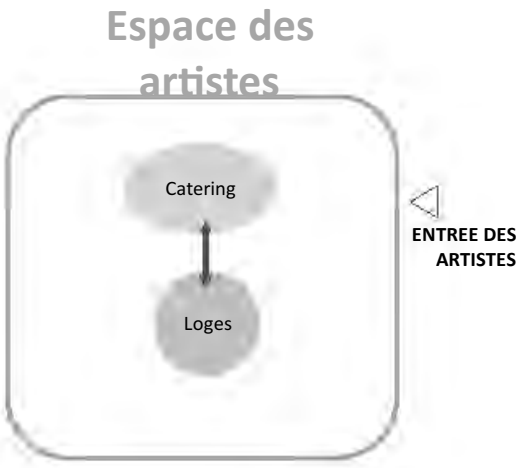
Intitulé	Effectif	Nombre	Surface Utile (m²)	Total Surface utile (m²)
Locaux du personnel				**47**
vestiaires	4	2	15	30
local ménage		2	3	6
local poubelles		1	6	6
local laverie		1	5	5

Envoyé en préfecture le 13/05/2025
Reçu en préfecture le 13/05/2025
Publié le 14/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_23-DE

5.4.4. Espace des artistes

Ce pôle comprend :

- Loges collectives
- Loges individuelles
- Espace catering/tisanerie



**fiches espaces en annexe à prendre ne compte dans la description complète des pôles*

5.4.4.1. Loges collectives

Deux loges collectives seront aménagées en lien direct avec la scène, soit niveau RdC contigües à la scène, soit dans les dessous de scène, soit en R+1 au-dessus de l'arrière-scène. Elles seront équipées d'une paillasse de maquillage pour 8-10 personnes avec miroir et éclairage individuel, sanitaires, douches.
Surface :2x30m²

5.4.4.2. Loges individuelles

Deux loges individuelles seront aménagées en lien direct avec la scène niveau RdC, contigües à la scène. Elles seront équipées d'une paillasse de maquillage pour 2 personnes avec miroir et éclairage individuel, sanitaires, douches.
Surface :2x20m²

5.4.4.3. Espace catering / tisanerie

Cet espace foyer/détente pour les artistes est en lien direct avec les loges.
Doit disposer d'une kitchenette (bouilloire, machine à café, frigo, micro-onde, évier) et d'un espace de repas (table avec une dizaine de chaises minimum).
Ce local peut être utilisé à n'importe quel moment de la journée ou de la soirée. Si possible avoir de la lumière naturelle mais pas de vis-à-vis depuis l'extérieur pour préserver l'intimité des artistes.
Surface : 40m²

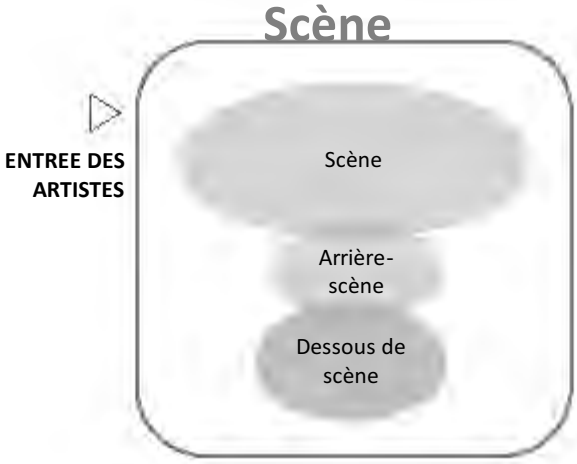
Envoyé en préfecture le 13/05/2025
Reçu en préfecture le 13/05/2025
Publié le 14/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_23-DE

Intitulé	Effectif	Nombre	Surface Utile (m²)	Total Surface utile (m²)
Espaces des artistes				**140**
Loges collectives	20	2	30	60
Loges individuelles	2	2	20	40
espace catering /tisanerie	16	1	40	40

5.4.5. Pôle Scène

Ce pôle comprend :

- La scène
- Arrière-Scène
- Dessous de Scène



**fiches espaces en annexe à prendre ne compte dans la description complète des pôles*

5.4.5.1. La scène

L'objectif est de disposer d'un plateau de 20 m mur-à-mur et de 12,50 de profondeur, nez de scène à environ 1m du sol de la salle selon courbe de visibilité au parterre et au balcon. La scène sera revêtue d'un plancher en bois massif sur lambourdes. Cadre mobile permettant différentes ouvertures, hauteur du cadre 7/7,50m avec manteau mobile.
Surface : 250m²

5.4.5.2. Arrière-Scène

L'arrière-scène est directement connectée à la scène par une ouverture de grandes dimensions dans l'axe (h : 4m x O : 8m) sans rupture de niveau. La hauteur sous plafond sera d'au moins 4 m. Elle est équipée d'un point eau froide/chaude + évacuation. Elle dispose d'une porte à décors de grandes dimensions (h : 4m x O : 3m) donnant sur une aire de livraison extérieure au même niveau. Cette aire (ou quai de déchargement selon configuration) sera protégée par un auvent et éclairé pour les chargements/déchargements nocturnes.
Surface :100m²

Envoyé en préfecture le 13/05/2025
Reçu en préfecture le 13/05/2025
Publié le 14/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_23-DE

5.4.5.5. Dessous de Scène

Un dessous de scène sera aménagé à l'aplomb du plateau de scène. Il ne s'agit pas d'un dessous au sens d'un théâtre à l'Italienne mais d'un espace technique permettant le passage d'un homme debout. Il sera desservi par 2 escaliers et un ascenseur/monte-charge. Il est équipé d'un poste de travail.
Surface :100m²

Intitulé	Effectif	Nombre	Surface Utile (m²)	Total Surface utile (m²)
Scène				**450**
Scène	60	1	250	250
Arrière scène	10	1	100	100
Dessous de scène	1	1	100	100

5.4.6. Pôle Salle de spectacle

Ce pôle comprend :

- Le parterre
- Balcon
- Régie



**fiches espaces en annexe à prendre ne compte dans la description complète des pôles*

5.4.6.1. Le parterre

L'objectif d'augmenter la jauge assise passe par une augmentation de la surface du parterre via des extensions latérales à créer à cour et à jardin et un recul du bloc scène d'environ 6 m vers l'Est. La modularité requise pour des spectacles assis et debout conjuguée à l'objectif de 1000 places assises (parterre + balcon) impose de conserver un parterre de chaises mobiles installées en quinconce sur plusieurs niveaux de plateformes. En supprimant le plafond en staff en sous face du balcon, il doit être possible d'aménager 3 niveaux de plateforme (+ le sol), offrant une visibilité correcte avec un nez de scène à environ 1m du sol de la salle.
Les chaises devront proposer un bon niveau de confort avec un entraxe de minimum 50 cm, mousse à l'assise et au dossier, toutefois elles devront être facilement manipulables et empilables. Elles seront

Envoyé en préfecture le 13/05/2025
Reçu en préfecture le 13/05/2025
Publié le 14/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_23-DE

installées avec des barres de liaison et un pas de 90 cm, en respectant les allées de circulation règlementaires.
La jauge assise cumulée du parterre et du balcon doit atteindre environ 1000 places **dont 20 PMR minimum**.
L'augmentation de surface du parterre aura pour conséquence une augmentation de l'effectif debout potentiel à raison de 3 personnes au m2 : le nombre de dégagements et d'UP de la salle devra être conforme à cet effectif.

Acoustique
Le traitement acoustique de la salle intègrera un isolement vis à vis de l'extérieur (pour ne pas perturber l'activité théâtre par exemple) ainsi qu'une protection du voisinage pour les concerts de musique amplifiée, selon étude d'impact.
Le traitement intérieur permettra un TR compatible avec la voix parlée - avec une très bonne intelligibilité jusqu'en fond de salle et au balcon - et les activités types projections ou musique amplifiée. Les systèmes d'acoustique variable mécanique (type panneaux réglables ou pivotants, …) seront proscrits.
Surface :633m²

5.4.6.2. Le balcon

Le balcon actuel peut accueillir 249 places (75 places sur le gradin central et 87 sur les latéraux) avec un pas de gradin de 80 cm qui offre un confort limité (peu de places aux jambes). Sa capacité pourra être augmentée grâce à des extensions latérales et/ou en profondeur en veillant à ne pas dépasser 25m environ entre le dernier rang et le nez de scène.
Sa pente sera retravaillée pour offrir un pas de 90 cm et une excellente visibilité. Les gradins du balcon sont en préfa et reposent sur des murets eux-mêmes posés sur la dalle du R+1. On peut donc imaginer les démolir et refaire des gradins en structure légère posée sur la dalle.

Les fauteuils seront renouvelés : fauteuils type théâtre avec un entraxe minimum de 52 cm, à assise relevable, procurant un très bon niveau de confort.
Le balcon est actuellement accessible depuis le hall via 2 escaliers 2 UP et dispose de 2 issues de 2 UP chacune équipées de sas, et d'une issue accessoire de chaque côté. Dans le cas d'une augmentation de la jauge du balcon, il conviendra de s'assurer de la conformité à la règlementation sur la sécurité incendie
Des dégagements / nombre d'UP
En cas de non-utilisation du balcon, celui-ci pourra être isolé visuellement par un rideau d'occultation en deux parties sur patience installée à l'aplomb du nez de balcon, manœuvre au jeté, garage à cour et à jardin sans gêne pour les places latérales.
Surface : à déterminer en fonction du projet et en fonction de la faisabilité structurelle, à minima dito existant

5.4.6.5. La régie

La régie sera déplacée au parterre à l'axe, en limite du balcon pour éviter l'inconfort acoustique généré par celui-ci. Une implantation en nez de balcon à l'axe, sans gêne pour les spectateurs placés immédiatement derrière, sera également étudiée.
Il s'agit d'une régie ouverte sur la salle qui devra offrir une vision sans obstacle (spectateurs, poteaux...) sur la scène et une excellente qualité d'écoute. Elle sera reliée à la scène et aux passerelles par les réseaux courants forts/courants faibles dédiés au scénique via un boitier de connexions encastré intégrant toute la connectique nécessaire à l'exploitation technique des spectacles (audionumérique, commande éclairage scénique, vidéo, interphonie technique, réseau d'ordre loges, commande éclairage de salle).
Elle sera équipée d'un plateau de travail solide d'environ 4,50m x 0,80 m sur piètement à 0,80m. Les commandes d'éclairage de salle et d'ouverture du rideau d'avant-scène seront reportées à la régie et au pupitre plateau.

Envoyé en préfecture le 13/05/2025
Reçu en préfecture le 13/05/2025
Publié le 14/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_23-DE

Surface :10m²

Intitulé	Effectif	Nombre	Surface Utile (m²)	Total Surface utile (m²)
Salle de spectacle				**819**
Parterre	1900	1	633	633
Balcon	250	1	176	176
Régie	2	1	10	10

5.4.7. Pôle Accueil du public

Ce pôle comprend :

- Le hall
- L'accueil
- La billetterie
- Le merchandising



**fiches espaces en annexe à prendre ne compte dans la description complète des pôles*

5.4.7.1. Le hall

Le hall doit permettre d'accueillir et de répartir le public rapidement et efficacement. Il doit aider au contrôle fluide des billets tout en ayant de la flexibilité pour laisser le public circuler durant l'entracte ou à la fin de la représentation. Un écran d'informations de grandes dimensions (85'') sera installé en hauteur de manière à être vu par le plus grand nombre, y compris alimentation et réseau. Des vitrines pour affiches de spectacles seront installées sur les murs.
Surface : 300m² environ

5.4.7.2. L'accueil

A la jonction entre l'intérieur et l'extérieur du théâtre, la personne en charge de l'accueil a pour rôle de renseigner le public et non le contrôle des billets qui se fera à l'intérieur.
Surface :10m²

Envoyé en préfecture le 13/05/2025
Reçu en préfecture le 13/05/2025
Publié le 14/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_23-DE

5.4.7.4. La billetterie

Le contrôle et la vente des billets est réalisé par deux personnes. Deux postes supplémentaires sont nécessaires (pas en lien avec le public) pour la production.
Pour la vente et le contrôle, il faut un comptoir protégé par une vitre, aux normes d'accessibilité et harmonieusement intégré dans le hall. Il devra être judicieusement situé afin de permettre le contrôle efficace des billets. Un écran d'informations sera installé en hauteur à la billetterie, y compris alimentation et réseau.
Surface :20m²

5.4.7.7. Le merchandising

Une zone dans le hall doit permettre l'installation de manière aléatoire d'un espace de vente de merchandising lié aux représentations ou de zone de dédicace.
Surface : variable

Intitulé	Effectif	Nombre	Surface Utile (m²)	Total Surface utile (m²)
Accueil du public				**330**
Hall	300	1	300	300
Accueil	1	1	10	10
Billetterie	4	1	20	20

5.4.8. Pôle Salle annexe

Ce pôle comprend :

- La salle annexe
- Le stockage lié
- Les sanitaires



**fiches espaces en annexe à prendre ne compte dans la description complète des pôles*

La salle annexe est destinée à accueillir des expositions, des répétitions, échauffements, petites formes avec public restreint, …. Et être utilisée ponctuellement pour servir de loges à des groupes importants (scolaires, galas de danse). Elle a une vocation culturelle voire scolaire mais ne sera pas utilisée pour la location aux privés. Elle doit permettre une grande flexibilité d'usages.
Accès indépendant de la salle, depuis le hall du théâtre. Sanitaires à proximité.

Envoyé en préfecture le 13/05/2025
Reçu en préfecture le 13/05/2025
Publié le 14/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_23-DE

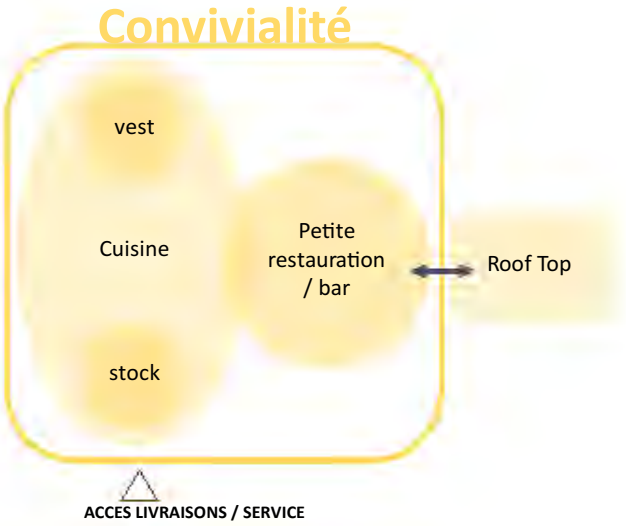
Elle dispose d'une cloison mobile pour partitionner l'espace et d'un coin kitchenette fermé par une paroi coulissante.
Elle dispose d'une hauteur sous plafond de 4m permettant l'accroche de 4 porteuses fixes au-dessus d'un espace scénique à plat, plus une pour l'éclairage de face, et d'une distribution de puissance électrique et de courant faible scénique ramené à un placard technique.
Elle est équipée de cimaises en périphérie, d'un écran de projection enroulable électrique et d'un VP 8000 Lm en plafond, y compris alimentation et réseau afférent.
Une tribune télescopique d'environ 100 places sera étudiée et chiffrée en option.
Surface utile :200m²

Intitulé	Effectif	Nombre	Surface Utile (m²)	Total Surface utile (m²)
Salle annexe				**240**
Salle	200	1	200	200
Stockage		1	20	20
Sanitaires		2	10	20

5.4.9. Pôle Convivialité

Ce pôle comprend :

- La cuisine
- Les réserves
- Le vestiaire cuisine
- Le local poubelle
- Espace de petite restauration/bar
- Roof top



**fiches espaces en annexe à prendre ne compte dans la description complète des pôles*

Envoyé en préfecture le 13/05/2025
Reçu en préfecture le 13/05/2025
Publié le 14/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_23-DE

5.4.9.1. La cuisine

Dimensionnement technique d'une grande cuisine, elle permettra la préparation de petite restauration et de réchauffe mais doit pouvoir évoluer le cas échant. Equipement cuisine fournis par l'exploitant de l'espace dans un second temps mais la conception du plan de la cuisine est à la charge de la maitrise d'œuvre.
Surface : 50m²

5.4.9.2. Les réserves

Une réserve sèche et une chambre froide/frigo.
Surface :2x5m²

5.4.9.4. Le vestiaire cuisine

Vestiaires propre/salle homme et femme séparés, sans douche. Sanitaire commun réglementation code du travail.
Surface :2x5m²

5.4.9.7. Le local poubelle

Il peut être au même endroit que le local poubelle du théâtre, si ce dernier est à proximité.
Surface :5m²

5.4.9.1. Espace petite restauration / bar

Espace de convivialité pour les spectateurs où prendre un verre et consommés des « snacks », restauration simple avec réchauffe principalement. Sur un ou deux niveaux (un petit espace bar au RDC dans le hall et un grand espace au R+1 en lien avec le roof top par exemple. La partie à l'étage, en lien avec le roof top, devra disposer de larges ouvertures afin d'ouvrir au maximum à la période estivale et avoir une continuité avec l'extérieur (roof top).
Surface : 150 m² à répartir selon le projet

5.4.9.1. Roof top

Vue sur le Rhône et le parc, protection solaire sur une partie du roof top et protection contre le vent.
Surface : à déterminé en fonction de l'emplacement, environ 200 m² dont la moitié protégée.

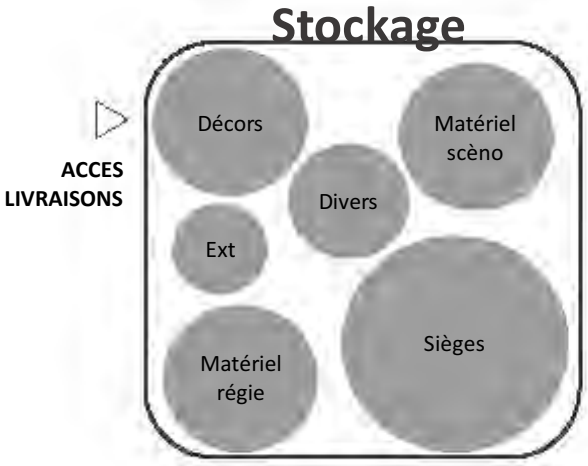
Intitulé	Effectif	Nombre	Surface Utile (m²)	Total Surface utile (m²)
Convivialité / bar				**425**
Cuisine	2	1	50	50
Réserve		2	5	10
Vestiaires et sanitaire cuisine	2	2	5	10
Poubelles		1	5	5
Espace de convivialité	300	1	150	150
Roof top (extérieur)	400	1	200	200

Envoyé en préfecture le 13/05/2025
Reçu en préfecture le 13/05/2025
Publié le 14/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_23-DE

5.4.10 Pôle Stockage

Ce pôle comprend :

- Le stockage des décors
- Le stockage des sièges
- Le stockage du matériel de scénographie
- Le stockage du matériel de régie
- Le stockage divers
- Le stockage extérieur



**fiches espaces en annexe à prendre ne compte dans la description complète des pôles*

5.4.10.1. Le stockage décors

Cet espace est en lien direct avec la scène et l'arrière-scène sans rupture de niveau. Il dispose d'une hauteur d'au moins 4m, de cloisons et d'une porte coupe-feu (local à risques importants) de grandes dimensions. Proche de l'accès livraison.
Surface :40 m²

5.4.10.2. Le stockage des sièges

Ce local est attenant à la salle afin de faciliter les opérations de manutention des chaises lors des changements de configuration de la salle. Il est de niveau avec la salle et dispose d'une double porte. Sa surface permet le stockage des chaises empilées (environ 750) et l'aire de manœuvre avec un charriot ou un transpalette. Il peut être divisé en deux, par exemple un de chaque côté de la salle.
Il doit pouvoir contenir les chariots ou transpalettes nécessaires au déplacement des chaises.
Surface : 100 m² à mettre à jour en fonction du type de sièges.

5.4.10.4. Le stockage du matériel de scénographie

Ce local est attenant à la scène/arrière scène sans rupture de niveau. Il permet le rangement du matériel volumineux (tentures de scène, projecteurs, HP, câblage mobile en malle, …). Il dispose d'une hauteur suffisante pour accueillir des racks de rangement en hauteur et d'une double porte
Surface : 40m²

Envoyé en préfecture le 13/05/2025
Reçu en préfecture le 13/05/2025
Publié le 14/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_23-DE

5.4.10.7. Le stockage du matériel de régie

Ce local permet de stocker le matériel « sensible » de régie (micros, HF, consoles, …) il dispose d'une porte simple avec serrure à clef.
Surface : 20m²

5.4.10.8. Le stockage divers

Placard (s) à intégrer dans des dents creuses ou proche des espaces administratifs.
Surface : 5m²

5.4.10.9. Le stockage extérieur

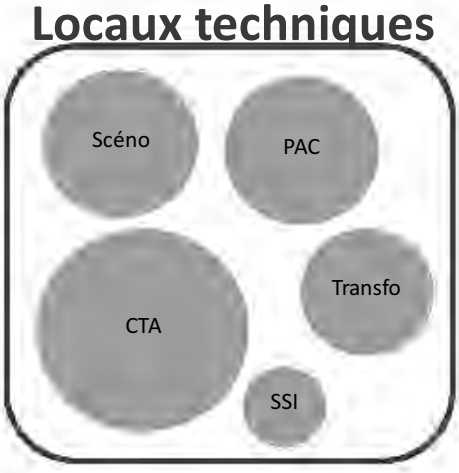
Pour le stockage des barrière Vauban, à intégrer harmonieusement à la façade.
Surface :5 à 10 m²

Intitulé	Effectif	Nombre	Surface Utile (m²)	Total Surface utile (m²)
Stockage				**205**
Assises		1	100	100
Décor		1	40	40
Scéno		1	40	40
Audio Visuel		1	20	20
Divers		1	5	5

5.4.11. Pôle Locaux techniques

Ce pôle comprend :

- Local CTA
- Local PAC
- Local Transfo
- Local SSI
- Local scéno



**fiches espaces en annexe à prendre ne compte dans la description complète des pôles*

Envoyé en préfecture le 13/05/2025
Reçu en préfecture le 13/05/2025
Publié le 14/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_23-DE

5.4.11.1. Local Scénographie

Ce local technique proche de la scène est séparé en deux espaces : un dédié à l'éclairage scénique et l'autre à la sonorisation. La partie éclairage scénique reçoit :

- Une baie de gradateurs mixtes, l'alimentation de cette baie et les lignes graduées raccordées sur cette baie.
- Une baie de brassage courant faible (DMX, Cat7e)
- Un TD dédié aux alimentations directes scéniques (63A 4P+T, 32A 4P+T, 16A 2P+T)

La partie sonorisation reçoit :

- Une baie d'amplification 19'', l'alimentation de cette baie et les lignes HP raccordées sur cette baie.
- Une baie de brassage courant faible (Cat7e)
- Un TD dédié aux alimentations directes « son » (32A 4P+T, 16A 2P+T) repérées

Les alimentations « son/vidéo » sont issues d'un transfo d'isolement placé au TGBT

Surface : 10 m²

Intitulé	Effectif	Nombre	Surface Utile (m²)	Total Surface utile (m²)
Locaux techniques				**138**
TGBT		1	16	16
CTA		2	40	80
PAC		1	30	30
Baie SSI		1	2	2
Local scéno		1	10	10

5.4.12 Divers

- Sanitaires publics
- Circulations horizontales
- Circulations verticales

Les sanitaires publics doivent répondre aux exigences réglementaires.

Les surfaces données ci-dessous sont calculées au ratio et devront faire l'objets d'une optimisation et mutualisation dans la mesure du possible.

Intitulé	Effectif	Nombre	Surface Utile (m²)	Total Surface utile (m²)
Divers				**510**
Sanitaires publiques		4	15	60
Circulations horizontales			300	300
Circulations verticales		2	75	150

Envoyé en préfecture le 13/05/2025
Reçu en préfecture le 13/05/2025
Publié le 14/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_23-DE

6. PROGRAMME ARCHITECTURAL

Ce chapitre à l'attention du Maître d'œuvre, précise le niveau de qualité et de performance que le Maître d'Ouvrage souhaite pour le projet. Il lui appartient de proposer des procédés de construction permettant de les satisfaire.

La présente opération doit :

- Prendre en compte les besoins liés à la spécificité du projet tels que définis dans le programme fonctionnel,
- Respecter l'ensemble des contraintes normatives, administratives et réglementaires,
- Respecter le niveau de qualité et les performances souhaitées par le Maître d'Ouvrage exprimés dans le présent document.

Le présent chapitre a pour but de définir le niveau de qualité attendu par le projet. Il ne s'agit en aucun cas d'un descriptif des ouvrages.

6.1. Normes et attendus

Les travaux seront exécutés conformément aux normes, règlements et prescriptions techniques en vigueur.

Le Maître d'œuvre devra obligatoirement les vérifier et informer le Maître d'ouvrage d'éventuelles adaptations.
Toute réglementation applicable à la date du permis de construire, ou à défaut à celle d'un mois avant la date limite de remise des offres, doit être respectée.

En cas de contradiction, les règles de la prescription la plus contraignante seront appliquées. D'une façon générale, en cas de contradiction ou d'incohérence entre une demande du programme et le contenu d'une norme ou d'un règlement ou entre différents textes, le groupement devra respecter les textes les plus contraignants en vigueur et en informer le Maître d'Ouvrage par écrit. Dans le cas où un groupement relèverait une contradiction ou incohérence dans les pièces du programme, il doit en informer le maitre d'ouvrage pour arbitrage.

Le projet comprend une partie en réhabilitation et une en construction neuve. Les exigences décrites au PTD sont les exigences pour une construction neuve, les zones en réhabilitation concernent une restructuration lourde et devront tendre vers les exigences des constructions neuves, tout en répondant aux exigences réglementaires.

6.2. Exigences générales

6.2.1. Exigence architecturale

L'organisation spatiale du bâtiment doit répondre aux exigences du Maître d'Ouvrage en termes de fonctionnalité, de sécurité, d'accessibilité, d'hygiène et de confort.

Ainsi une attention toute particulière doit être portée sur :

- La qualité architecturale des constructions ;
- Le cadre de vie proposé aux usagers et utilisateurs ;
- Le respect des règles d'hygiène ;
- Le confort des utilisateurs ;

Envoyé en préfecture le 13/05/2025
Reçu en préfecture le 13/05/2025
Publié le 14/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_23-DE

- La sécurité des personnes, des biens et du bâti ;
- La gestion, la maintenance et l'entretien des locaux.

Le Maître d'Œuvre doit prendre en compte dans la conception de son projet les conséquences de ses choix architecturaux et techniques en matière de maintenance et d'entretien du bâtiment et de ses équipements. Le Maître d'Œuvre concevra son projet pour assurer l'accessibilité, l'harmonisation et le remplacement des éléments d'équipements, qu'il s'agisse de composants techniques du bâtiment (vitrages, luminaires, poignées de portes…) de distribution des fluides (passage de canalisations, accessibilité aux vannes…).

L'acoustique, l'hygrométrie, la ventilation, la sécurité, l'éclairage, l'hygiène et le confort thermique feront l'objet d'études précises. Les propositions décriront et argumenteront les solutions retenues.

6.2.2. Maîtrise des coûts

Le budget de l'opération doit être maîtrisé à chaque phase de l'opération. Aussi, le Maître d'ouvrage attire l'attention du MOE sur l'importance :

- Du bon dimensionnement de l'ouvrage, en particulier :
  - Optimisation des surfaces dans œuvre et du ratio SP/SU,
  - Optimisation des volumes créés,
- De la morphologie de l'ouvrage et de sa compacité, vis-à-vis :
  - Des coûts de construction,
  - Des dépenses d'exploitation et de maintenance,
- Des dispositions architecturales et techniques proposées, et en particulier de leur incidence sure :
  - Le coût de construction,
  - Les dépenses d'énergies,
  - Les dépenses de maintenance,
- Des délais de réalisation

Qui ont tous un impact sur le prix global de la construction et sur le coût global de l'opération.

6.2.3. Réglementation PMR

Le bâtiment sera aménagé sur les plans technique et architectural pour permettre non seulement l'accès mais aussi la vie de tous les jours pour des personnes à mobilité réduite, que ce soit pour les utilisateurs comme pour le public.

6.2.4. Exigences de Sécurité Incendie

Le bâtiment est un ERP classé en type L Catégorie 1 avec une activité de type N.

Les zones accessibles au public répondent à la réglementation ERP et celles réservées au personnel à celle du code du travail.

Envoyé en préfecture le 13/05/2025
Reçu en préfecture le 13/05/2025
Publié le 14/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_23-DE

6.2.5. Exigences de Sécurité et Sûreté

La protection du bâtiment contre les risques d'effraction et d'intrusion devra être prise en compte dès la conception. Il convient donc de protéger le bâtiment contre les risques d'effraction par la protection de toutes les baies accessibles depuis l'extérieur.

Un système de contrôle des accès extérieurs sera mis en œuvre afin d'assurer la sécurité du site.

Un système anti-intrusion actif sera prévu pour permettre la surveillance de l'établissement lorsque celui-ci est fermé. Une vidéosurveillance permettra de visualiser l'ensemble du périmètre opérationnel (bâti, extérieurs, accès) et pas seulement le bâtiment.

Il est demandé au MOE de prévoir une surveillance du site pendant la phase chantier. Ce point sera détaillé avec le MOA en phase APD.

6.2.6. Exigences de confort

- Confort thermique

Le traitement thermique de l'ensemble des locaux fera l'objet d'une attention particulière de la part du maitre d'œuvre.
Un soin particulier sera apporté au confort des utilisateurs (températures homogènes dans les bureaux, pas de diffusion directe sur les utilisateurs, temps de réaction des installations, etc.) ainsi qu'à des émergences acoustiques des équipements techniques dans les locaux.
Le Maître d'Œuvre respectera la règlementation thermique/énergétique en vigueur. **Et devra satisfaire aux exigences du label BBC rénovation Effinergie.**

- Exigences en ventilation et renouvellement d'air

Les systèmes envisagés devront être conformes à la réglementation en vigueur en termes de conception et de filtration et répondre à la Réglementation Thermique et à la problématique liée au COVID.
Et devra satisfaire aux exigences du label BBC rénovation Effinergie.

- Confort acoustique

Une attention particulière sera portée au confort acoustique de chaque espace ainsi qu'à l'isolement acoustique entre les entités programmatiques. Le traitement acoustique de la salle elle-même intègrera un isolement vis à vis de l'extérieur (pour ne pas perturber l'activité théâtre par exemple) ainsi qu'une protection du voisinage pour les concerts de musique amplifiée, selon étude d'impact. Les accès à la salle seront équipés de sas acoustiques (conformes accessibilité PMR : zone de manœuvre, portes tiercées). Un limiteur de pression acoustique sera intégré à la chaine de diffusion garantissant les valeurs règlementaires (maxi 102 dB(A) - 118 dB(C) 1s/15 minutes glissantes et 94 dB(A) - 104 dB(C) 1s/15 minutes glissantes pour le jeune public jusqu'à 6 ans (décret n° 2017-1244 du 7 aout 2017 relatif à la prévention des risques liés au bruit et aux sons amplifiés entré en vigueur le 1er octobre 2018). Ces valeurs maximales seront pondérées par l'étude d'impact et l'affaiblissement acoustique généré par le complexe d'isolation acoustique envisagé. Etudiée pour la voie parlée, que l'on doit pouvoir entendre en fond de salle et de balcon, mais également pour la musique amplifiée, la correction acoustique de la salle est un point crucial de la réussite du projet. La hauteur de la salle sera étudiée en fonction du volume acoustique recherché. Les systèmes d'acoustique variable sont proscrits.
Les valeurs de TR suivantes sont données à titre indicatif et sont à approcher en fonction des caractéristiques de la salle (volume, hauteur, matériaux employés…)

- 125/250 Hz ≤ TRmoy x 1,2s
- 500/1000 Hz ≤ TRmoy x 1,3s
- 2000/4000 Hz ≤ TRmoy x 0,70s

Envoyé en préfecture le 13/05/2025
Reçu en préfecture le 13/05/2025
Publié le 14/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_23-DE

- RASTI > 0,80

Confort visuel

L'implantation des fauteuils au balcon et des chaises au parterre offrira un bon rapport scène/salle (proximité) et une excellente visibilité de la scène, y compris pour les places latérales. L'éclairage de salle sera assuré par des luminaires équipés de leds graduables situés au-dessus du gradin de façon à créer un éclairage « en douche » permettant au public de circuler dans les allées et de s'installer à sa place sans être aveuglé. Le niveau d'éclairement visé est de 300 Lux répartis de manière homogène sur l'ensemble du gradin (parterre et balcon). Les luminaires contrôlés directement en DMX garantiront une graduation linéaire de 0 à 100 % sans palier visible. La température de couleur sera de 3200°K ou variable jusqu'à 4000°K. Le contrôle s'effectuera depuis des platines dédiées en régie et au plateau, la commande DMX pouvant être reprise par le jeu d'orgues de l'éclairage scénique. Cet éclairage sert également en « tout ou rien » pour le ménage et l'entretien depuis une commande « ménage » protégée placée à la banque d'accueil/billetterie. Cette commande est neutralisée pendant les spectacles depuis les platines régie ou plateau.

Confort d'assises

Les fauteuils du balcon seront de type théâtre d'un très bon niveau de confort : entraxe 52 cm mini, garniture mousse à l'assise et au dossier recouverte de tissu, simple accoudoir, assise relevable.
Les chaises au parterre devront proposer un bon niveau de confort avec un entraxe de minimum 50 cm, mousse à l'assise et au dossier, toutefois elles devront être facilement manipulables et empilables.

6.2.7. Exigences Entretien et Maintenance de l'Ouvrage

L'exploitation et la maintenance des équipements seront intégrées dès les premières phases études et facilitées à terme par :

- L'isolation des éléments susceptibles d'être remplacés (vannes, repérages de circuits, …),
- Un accès aisé aux équipements, aux réseaux, aux organes de coupures…
- Une standardisation des matériels, de l'appareillage, quincaillerie et accessoires.
- Des revêtements muraux, de sols, plafonds, appareils sanitaires, … accessibles au nettoyage et d'entretien journalier aisé. Les surfaces horizontales hautes et inaccessibles sans assistance, comme les dessus de placards par exemple, seront évitées pour limiter l'accumulation de poussières.

Locaux techniques et équipements techniques

En particulier, l'accès aux équipements techniques devra être aisé afin de permettre la maintenance et l'exploitation. Le dimensionnement des accès et des portes permettra le passage de gros matériels tels que caissons de traitement d'air, ventilateurs, compresseurs, etc., pour leur remplacement éventuel. Le cas échéant, des « murs fusibles » seront prévus et clairement identifiés dans le projet.

Les portes des locaux techniques seront renforcées et équipées de serrures spécifiques, réservées au personnel habilité.

Le Maître d'Ouvrage attire l'attention du Titulaire sur la qualité de réalisation et de finition demandée dans les locaux techniques :

- Peinture mur et plafond
- Sol dur avec relevés à gorge formant plinthes de sol
- Grille de sol avec siphon et forme de pente dans chaque local sauf impossibilité réglementaire
- Éclairage suffisant (local et armoire électrique) et éclairage de sécurité
- Socles maçonnés avec dessus bouchardé et bords arrondis, équipements posés sur matériaux anti vibratiles

Envoyé en préfecture le 13/05/2025
Reçu en préfecture le 13/05/2025
Publié le 14/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_23-DE

- Un point d'eau si nécessaire.

Tous les appareils installés et les attentes d'équipement doivent pouvoir être isolés individuellement, donc être munis de vanne d'isolement. Ils sont sans trop-plein et équipés de dispositif anti-brûlure sur la robinetterie.

- Nettoyage et entretien des bâtiments

- Le projet prévoira des locaux ménage / entretien en nombre suffisant et en localisation judicieuse pour faciliter l'entretien quotidien des locaux.
- Les revêtements seront choisis pour leur facilité d'entretien (avec des produits courants) et pour leur durabilité.
- Des prises « ménage » seront prévues en nombre suffisant (1 prise pour 20m² minimum) sur tout le bâtiment (même si non indiqué dans les fiches espaces) afin de garantir la possibilité d'utiliser des matériels d'entretien électriques dans tous les locaux. Inversement, si la configuration des locaux permet d'optimiser le nombre de prises « ménage » prévu dans les fiches espaces, le MOE proposera cette optimisation au MOA afin de réduire le nombre de points.

- Qualité des appareils

  - Les appareils seront de première qualité :
    - En rapport avec l'usage intensif qu'ils supporteront
    - En gré, porcelaine vitrifiée ou céramique pour les lavabos, éviers, WC ou vidoirs
    - En résine pour les vasques et lave-mains standards
    - Ils devront permettre un entretien facile, présenter une grande robustesse et une grande solidité de fixation (150kg minimum).

6.2.8. Exigence d'habitabilité

Outre la surface de base, l'habitabilité d'un local est déterminée par ses proportions qui doivent tenir compte des nécessités de l'ameublement et de l'évolution des personnes dans un espace clos.
La conception générale des locaux devra être pensée en fonction du mobilier qui doit y être implanté et de l'action qui s'y déroule.
Les proportions des locaux de petite surface seront bien étudiées (habitabilité, éclairage, mobilier intégré).
Pour les locaux de très petite dimension, le débattement de la porte ne devra pas nuire à la fonctionnalité du local (maintien d'une surface utile cohérente avec l'activité).
Les éléments structurels ne devront en outre créer aucune gêne physique ou visuelle pour le fonctionnement des espaces. On évitera au maximum leur implantation hors cloisonnement, en particulier au sein des locaux de dimensions réduites, des bureaux ou au centre des circulations.

6.2.9. Contraintes d'exploitation

Le maitre d'ouvrage souhaite un bâtiment frugal, il répondra non seulement aux exigences du label BBC rénovation Effinergie mais proposera également un usage efficace et pérenne des équipements afin de permettre aux usagers une utilisation simple et durable du bâtiment.

Envoyé en préfecture le 13/05/2025
Reçu en préfecture le 13/05/2025
Publié le 14/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_23-DE

7. PROGRAMME SCENOGRAPHIQUE

7.1. Exigences générales

La cage de scène doit être complètement remaniée en lien avec l'augmentation de la jauge (cf 4.4.6.1) et la modification de la volumétrie de la salle (agrandissements latéraux et en profondeur, modification de la toiture, …).

7.1.1. Serrurerie-machine scénique

Une nouvelle cage de scène sera construite accolée au bâtiment existant. Il s'agit d'un espace scénique adossé fixe au sens de la règlementation incendie équiper d'un faux-gril permettant une course porteuses de 10 minimum.
Ce faux-gril sera accessible et praticable, installé à l'aplomb du plateau de scène. Il sera équipé de chemins de moufles et de motorisation permettant l'implantation entre passerelles latérales d'une vingtaine de porteuses électriques américaines (CMU 400 daN) entre face et lointain (avec un pas de 60 cm environ), dont une au-dessus de l'avant-scène sur une extension du gril en salle qui supportera également les clusters de diffusion son (cour/jardin : 600 daN, centre : 250 daN). Cependant le faux gril pourra supporter les charges propres et surcharges d'exploitation de 10 porteuses complémentaires, CMU 400 daN. En outre, les fers seront dimensionnés pour pouvoir faire des accroches ponctuelles de palans 1T.
Cet équipement de machinerie scénique sera complété par 2 porteuses latérales électriques, une patience électrique pour le rideau d'avant-scène (commande en régie et sur pupitre de scène) et une patience manuelle pour le rideau de fond de scène.

La cage de scène sera ceinturée par un réseau de passerelles techniques en U (cour/jardin/lointain) accessibles depuis l'arrière-scène ou les circulations périphériques, escalier hors cage de scène. Elles seront équipées d'une lisse haute pour l'accrochage des projecteurs, garde-corps règlementaire, lisse basse.
Le cheminement des câbles alimentant les boitiers Cfo/Cfa s'effectuera en partie haute, avec séparation des courants de chaque côté de la passerelle. Ces passerelles seront reliées au moins par un coté via une passerelle de circulation à une passerelle transversale en salle (éclairage de face sur lisse 1,10m à environ 45 ° du nez de scène). Cette dernière sera équipée d'une lisse basse basculante permettant d'utiliser le garde-corps comme lisse d'accrochage, projecteurs positionnés en suspension. Elle ne devra pas gêner la vision des spectateurs placés au balcon.
Les tentures de scène seront intégralement remplacées à neuf : rideau d'avant-scène en 2 parties, rideau de fond de scène en 2 parties, jeux de pendrillons et de frises, rideau de partition de jauge sur patience au jeté pour pouvoir isoler le balcon. Un tapis de danse de 200 m2 et une nacelle élévatrice complèteront l'équipement.

7.1.2. Eclairage de service

Le plateau de scène reçoit un éclairage leds blanc 4000°K offrant un éclairement de 500 lux uniformément répartis. Luminaires type tube leds placés entre porteuses directement sous le faux gril, sans gêner le mouvement des porteuses. Idem en arrière-scène (2 circuits séparés). Un circuit de veilleuses graduables pour circulation périphérique derrière les rideaux de scène (Cour/Lointain/Jardin) sera prévu. Commande depuis pupitre en régie et au plateau.
Les passerelles reçoivent un double éclairage :

- Blanc pour la circulation en montage/démontage, luminaires placés au-dessus des passerelles ou en partie haute des parois
- Balisage bleu pendant les spectacles, veilleuses placées en plinthe non visibles du public.

Commande depuis pupitre en régie et au plateau.

Envoyé en préfecture le 13/05/2025
Reçu en préfecture le 13/05/2025
Publié le 14/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_23-DE

7.1.3. Réseaux scéniques

Il s'agit des réseaux courants forts et courants faibles spécialement dédiés à l'éclairage scénique et au besoins audiovisuels. Tous les câbles chemineront sur chemins de câbles, les cheminements Cfo/Cfa seront séparés de 50cm, avec capotage au croisement

Courants forts :

- Un départ 4P+T 400V sera alloué à l'éclairage scénique au TGBT. Il permettra d'alimenter un TD « éclairage scénique » positionné dans le local technique « scénographie ». Ce TD alimentera l'armoire de gradateurs (96 circuits de 3 kW) ainsi que la distribution de PC 2P+T 230V 16A et 32A, 4P+T 400V 32A/Ph et 63A/Ph niveau plateau de scène, passerelles et régie. Le besoin est estimé à 250A/Ph, à confirmer en phase études Moe.
- Un départ 4P+T 400V sera alloué aux besoins audiovisuels au TGBT. Il permettra d'alimenter un TD « audiovisuel » positionné au local technique « scénographie ». Ce TD alimentera la baie « amplification » ainsi que la distribution de PC 2P+T 230V 16 A et 32A, 4P+T 400V 32A niveau plateau de scène, passerelles et régie. Le besoin est estimé à 63A/Ph, à confirmer en phase études Moe. Un transformateur d'isolement correctement dimensionné pourra être inséré en tête (positionné au TGBT dans ce cas), dans tous les cas cette alimentation « audiovisuel » bénéficiera d'un conducteur de terre spécifique et isolé, directement raccordé à la barrette du puits de terre.
- Coffret forain : un coffret à bornes 4P+T avec sectionneur permettant le raccordement de câbles forte section sera positionné à l'arrière-scène. Ce départ est pris au TGBT mais sa puissance ne s'additionne pas aux départs décrits ci-dessus (foisonnement 100%).
- Alimentations extérieures tour bus/camions : 4 PC 32A 4P+T 400V seront positionnées sur la façade extérieure coté accès décors/accès loges. Les protections et commandes seront installée à l'intérieur du bâtiment, à l'arrière-scène.

Courants faibles :

Le principe retenu est celui d'un réseau numérique banalisé utilisable pour le transport du signal audionumérique, la vidéo, l'interphonie technique ou la commande d'éclairage scénique. Il repose sur une distribution en Fibre Optique Multi mode et Mono Mode (vidéo), liaisons cuivre Cat6A minimum, liaisons DMX 2 univers distribués, câbles spécifiques HP pour le système de diffusion. Les boitiers terminaux courants faibles seront distincts des boitiers courants forts, ils supporteront une connectique adaptée à une utilisation intensive. Des baies de brassage seront positionnées au local technique « scénographie »., elles contiendront également tout le matériel actif nécessaire à l'exploitation (switchs, splitters DMX...)

Matériel à prévoir

Le théâtre sera équipé d'un parc de matériel de base permettant l'exploitation technique des spectacles. Ce parc pourra être complété par du matériel en location ponctuelle et par celui des productions accueillies. Il devra donc être choisi dans les marques de référence.

7.1.4. Eclairage scénique

La baie de gradateurs existante sera déposée ainsi que tout le câblage afférant. Une baie de gradateurs modulaires 96 circuits 3kW mixtes (directs/gradués), permettant le raccordement de projecteurs traditionnels à lampe et de projecteurs à leds, sera installée au local technique « scénographie ». Alimentation depuis TD éclairage scénique. Distribution des 96 circuits sur boitiers de 2 PC 2P+T 16A par circuit (PC distinctes des PC « directs ») niveau plateau de scène, passerelles de scène et de salle. Les boitiers métalliques noirs seront fixés sur la lisse haute des passerelles, niveau plateau à 40 cm du sol fini boitiers en saillie ou encastrés selon nature du doublage.

Envoyé en préfecture le 13/05/2025
Reçu en préfecture le 13/05/2025
Publié le 14/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_23-DE

Un pupitre de commande à mémoire de conception récente et permettant la commande des circuits traditionnels, des projecteurs à leds (gestion de la couleur) et des automatiques sera installé en régie. Il supportera 4 univers DMX et réseau numérique. Y compris écrans additionnels, clavier, souris.
Les projecteurs fixes seront à technologie leds, minimum 5 couleurs, graduation linéaire 0/100% sans clignotement ni paliers visibles. Le parc de base sera composé de 24 Pars à leds (170W-200W) et de 12 découpes à leds (250-300W), y compris accessoires.

7.1.5. Sonorisation

Un système de diffusion prémium type « Line source » sera installé au cadre de scène (accroche sous extension de gril) permettant une couverture homogène de l'auditoire au parterre et au balcon. Un complément de diffusion sera prévu pour traiter les dessous de balcon. Baie amplification/processing au local technique « scénographie » équipée de panneaux de brassage des signaux.
Une console numérique à mémoire de conception récente sera installée en régie, 64 voies, 42 bus, 24 potentiomètres, 2 écrans TFT intégrés, entrées/sorties analogiques + réseau. 2 Stage Box 16/8 seront prévus sur scène raccordés aux boitiers Cfa.
Les retours de scènes seront conservés (HP + ampli), le parc micro sera complété (filaires dynamiques et statiques et HF), y compris pieds de micros et câbles.
Un système d'interphonie sur IP permettant de relier la régie aux différents espaces techniques sera prévu, 2 postes en régie + 3 postes mobiles avec micro/casque
Un système d'écoute de scène et ordre permettra de diffuser dans les loges le son de la scène et les annonces d'entrée en scène. Diffusion par HP dans chaque loge, foyer/catering, bureau régisseur. Un système sur IP sera privilégié.
Un système 100V de qualité sera installé dans le hall pour la diffusion d'annonces et de musique (lecteur multimédia). HP en saillie ou encastrés selon choix architecturaux.

7.1.6. Vidéo

Ecran enroulable électriquement fixé sous le faux-gril, ses dimensions permettront une bonne vision depuis toutes les places (min 12m x 6m).
Un vidéo projecteur phosphore-laser 2K forte puissance (mini 18.000 lm ANSI) sera installé en salle.
Système d'accroche à prévoir, au besoin sur pantographe si pas accessible pour la maintenance.
Un lecteur DVD et un sélecteur de sources en régie complèteront l'installation.
Le réseau numérique permettra de raccorder une source vidéo au plateau et en régie.

Envoyé en préfecture le 13/05/2025
Reçu en préfecture le 13/05/2025
Publié le 14/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_23-DE

8. PROGRAMME ENVIRONNEMENTAL

8.1. Exigences générales

Dans le cadre de ce projet, il est demandé à l'équipe de Maîtrise d'Œuvre de respecter les exigences de la du label Effinergie rénovation pour les parties existante et de la RE2020 pour les parties neuves, dont les objectifs à atteindre demandent une réflexion poussée autour du volet environnemental. Le Maitre d'Œuvre mettra en œuvre les éléments nécessaires au respect des normes, et justifiera d'un aspect environnemental par une note présentant les différentes solutions techniques et architecturales retenues.

Les parties rénovées devront donc répondre aux exigences de l'arrêté du 3 Octobre 2023 et aux exigences des règles techniques Effinergie en vu d'une labélisation. Le maitre d'œuvre devra s'assurer du respect des exigences en vu de la labélisation et prévoir les dispositifs nécessaires à sa validation.
Les points de vigilance de la labélisation sont notamment les suivants :

- Surface utilisée pour le calcul énergétique
- Intégration des ponts thermiques
- Emission de gaz à effet de serre inférieures ou égales à 10 kgep.CO2/m²/an
- Ubât de l'enveloppe du projet doit être inférieur au Ubât base défini
- Etanchéité à l'air minimum A des réseaux hydraulique et de ventilation (mesure à faire effectuer pas un opérateur autorisé)
- Système de régulation automatique des systèmes de chauffage et de refroidissement
- Commissionnement
- Eco mobilité
- Biodiversité

Une plaque signalétique permettant de valoriser l'obtention du label sera demandée à l'organisme certificateur.

Dès la phase concours, le MOE fournira le RSEE (Récapitulatif Standardisé Energie Environnement) sur la base des options qu'il aura arrêtées à ce stade, afin de permettre au MOA d'identifier le positionnement à ce stade, du projet au niveau de la réglementation applicable.

8.2. Analyse du Cycle de Vie (ACV)

Le projet devra limiter son impact sur le climat. Ainsi, le MOE sera vigilant à prendre en compte dans ses choix de matériaux en particulier, l'ensemble des émissions du bâtiment sur son cycle de vie, dès la construction.
Ainsi, une ACV sera réalisée conformément à la réglementation en vigueur.
Afin de répondre aux exigences de la réglementation, le MOE sera force de proposition tout au long du projet pour garantir l'atteinte des ambitions du projet :

- Dès la phase études, le MOE choisira des matériaux aux caractéristiques cohérentes avec la politique environnementale du MOA. Il pourra proposer des solutions techniques économes en matière afin de limiter les émissions de GES du projet en justifiant au MOA la sobriété de ses choix.
- Pour le choix des entreprises, il sera vigilant aux propositions techniques de ces dernières et en particulier, il analysera les DED ou FDES transmises par les entreprises pour garantir le respect des objectifs.
- En phase travaux, il s'assurera que le matériau proposé correspond aux fiches présentées.

Envoyé en préfecture le 13/05/2025
Reçu en préfecture le 13/05/2025
Publié le 14/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_23-DE

9. PROGRAMME TECHNIQUE

9.1. Contraintes en phase chantier

Le chantier devra être conduit dans le but :

- De réduire au minimum les bruits, les poussières, les trafics lourds et les nuisances de toute sorte
- De maintenir efficacement close l'emprise des travaux, clôtures de chantier fermées par pinces boulonnées et barrière de chantier sur roulettes à cadenas de fermeture à minima.
- De permettre le maintien de la propreté sur les voies d'accès au terrain
- D'assurer la bonne logistique des matières et matériaux et la sécurité des personnes sur et autour du chantier, avec marquage et signalétique appropriée
- D'empiéter le moins possible sur les voies de circulation urbaine et maintenir l'accès au Parc Ile Girodet
- De Maintenir l'usage des parkings attenants
- Ne pas dépasser l'emprise du disque d'enrobé autour du bâtiment.



9.2. Périmètre de l'opération

Le périmètre d'intervention est limité à l'emprise du cercle en enrobé qui entoure le bâtiment.

Les travaux de construction devront permettre d'atteindre les objectifs des prescriptions architecturales et des lots techniques définies ci-après.

Plus spécifiquement, les travaux prévus sont les suivants :

- Rénovation lourde de l'ensemble du bâtiment
- Extension et surélévation du bâtiment
- Changement de tous les équipements techniques en adéquation avec la rénovation effectuée
- La reprise propre et soignée de l'enrobée autour du bâtiment quand nécessaire

Envoyé en préfecture le 13/05/2025
Reçu en préfecture le 13/05/2025
Publié le 14/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_23-DE

- Dépose soignée des jeunes arbres si leur emplacement est incompatible avec le projet pour replantage

9.3. Démolition, dépollution, désamiantage et dépose du plomb

9.3.1. Démolition déconstruction

La démolition partielle des bâtiments existants est due au titre du marché.
Avant toute démolition, le MOE s'assurera que le maître d'ouvrage a évacué tous les équipements et mobiliers qu'il souhaite récupérer (accord écrit, au moins par mail, à obtenir).
La gestion des déchets sera réalisée suivant le tri et le suivi conformes à la démarche environnementale du MOA et aux réglementations applicables. Les ouvrages destinés à être conservés, ainsi que les arbres existants et à conserver seront protégés.
Le PEMD réalisé sera à prendre en compte.

9.3.2. Désamiantage

Le désamiantage complet du site est prévu au titre de l'opération.
L'intervention de désamiantage devra être réalisée par une entreprise spécialisée et certifiée pour des travaux de retrait d'amiante sans aucune co-activité dans le périmètre protégé.
Ainsi, le MOE intégrera l'ensemble des contraintes liées au désamiantage (plan de retrait, désamiantage sans coactivité…) dans son planning opérationnel et dans les CCTP des marchés travaux afin de garantir le respect de la réglementation et la sécurité de tous.
Les éléments de traçabilité des déchets amiantés seront remis au maître d'ouvrage.

9.3.3. Plomb

Un diagnostic plomb a été réalisé en 2021. Il précise l'absence de plomb dans les éléments sondés.

9.3.4. Dépollution

Sans objet

9.4. VRD et espaces extérieurs

9.4.1. Voirie

De manière générale, le Maître d'œuvre devra minimiser l'imperméabilisation du site.

Toutes les voiries seront conçues pour un trafic de type véhicule léger (VL) et poids lourds (PL), et devront être balisées. Développer le mobilier et la signalisation routière le cas échéant.

Les revêtements extérieurs (cheminements véhicules ou piétons et stationnements) sont réalisés en enrobés, fabriqués et appliqués à basse température ou à base de matériaux naturels : surfaces végétalisées, enrobés à base de liant végétal ou de résine non toxique.

Les regards de visite et les chambres de tirage sont largement dimensionnés et prévus à chaque point singulier (pied de chute, changement de direction, raccord, etc.).

Entre regards, les réseaux enterrés sont repérés tous les 10 m, par exemple au moyen de témoins de type « IGN ».
Les réseaux sont équipés de vannes d'isolement régulièrement et judicieusement implantées.

Envoyé en préfecture le 13/05/2025
Reçu en préfecture le 13/05/2025
Publié le 14/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_23-DE

Les tampons sont en fonte et circulables.

9.4.2. Réseaux

La prestation de la maîtrise d'œuvre doit prévoir l'ensemble des réseaux depuis la limite parcellaire du projet jusqu'aux bâtiments et au droit des espaces extérieurs reconfigurés.

Dans l'hypothèse où les dimensionnements seraient techniquement insuffisants, des dispositions techniques particulières seront étudiées par le Maître d'œuvre en conformité avec les divers règlements de la collectivité, du PLU, aux différents DTU...

- Eaux pluviales (EP)

Le projet doit respecter les dispositions règlementaires pour la rétention des eaux pluviales. Le Maître d'Œuvre proposera des solutions d'infiltration et de rétention conformes à la réglementation.

Tous les ouvrages de visite seront de type normalisé, et seront accessibles pour tringlage facile et pour entretien courant des canalisations.

- Eaux de ruissellement des parkings et voirie

Les eaux de ruissellement des voiries et des parkings seront traitées (séparation des hydrocarbures) préalablement au rejet dans les réseaux généraux d'eaux pluviales, conformément aux normes et règlementations en vigueur. Prévoir sur le réseau collectant les eaux de pluie provenant des aires de desserte, des parkings, des voiries et des espaces techniques extérieurs, le débourbage et la séparation des hydrocarbures.

- Eaux usées (EU)

Tous les ouvrages de visite et de branchement seront de type normalisé et seront accessibles pour tringlage facile et pour entretien courant des canalisations et exutoires.

Les regards intérieurs du bâtiment seront en nombre suffisant afin d'assurer un entretien facile des EU. Les tampons seront de type cadre à remplir étanche.

- Réseaux AEP

L'adduction d'eau potable sera réalisée depuis le poste existant. Ces raccordements seront réalisés de manière à être incongelables. Une identification signalétique nettement visible sera prévue.

Dans le cas où la société des eaux ne garantirait pas une pression minimale nécessaire pour pouvoir alimenter correctement le bâtiment, le Maître d'Œuvre mettra en place les surpresseurs nécessaires.

- Réseau incendie

Les réseaux et poteaux doivent être conforme à la réglementation en vigueur.

- Réseau gaz

Selon le type de production définie sur le site, le MOE veillera à ce que la distribution enterrée soit conforme aux normes en vigueur depuis le poste de comptage.

- Réseaux courants forts

Les distributions enterrées devront tenir compte des normes en vigueur. Les câbles seront posés sous fourreaux (grillage avertisseur, etc.). Une note de calcul et un bilan de puissance seront fournis à l'appui des sections des câbles.

Envoyé en préfecture le 13/05/2025
Reçu en préfecture le 13/05/2025
Publié le 14/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_23-DE

- Réseaux courants faibles

Tous les câbles seront posés en enterrés sous fourreaux ; des chambres de tirage normalisées seront réparties (en nombre suffisant) sur le réseau.
Plusieurs fourreaux spécifiques seront prévus pour le passage de la fibre optique.
Le Maître d'Œuvre prévoira les fourreaux nécessaires pour les alimentations des dispositifs de sécurité éventuels.

9.5. Infrastructure et structure

9.5.1. Fondations

Le rapport d'étude géotechnique G1PGC a été réalisé par l'agglomération de Valence.

Les dispositifs et systèmes constructifs seront tels qu'ils interdiront toute ascension d'humidité du sol dans les murs et protégeront de l'humidité et des infiltrations les locaux à rez-de-chaussée ou en sous-sol. Un drainage périphérique dirigé sur les réseaux de collecte des EP est à prévoir obligatoirement si aucun autre dispositif n'est rendu obligatoire par les études géotechniques de conception.

9.5.2. Vide sanitaire

Le bâtiment est partiellement construit sur vide sanitaire, si l'extension est également sur VS il sera réalisé sur un vide sanitaire complet, accessible pour maintenance dans des conditions « normales » de sécurité. Ainsi, une circulation centrale desservant les différents espaces du VS sera accessible en position debout (1.90m minimum). Des passages plus bas mais jamais inférieurs à 1.40m sont autorisés sur une distance de 6m maximum.
Les VS permettront d'accéder à toutes les conduites d'évacuation et à tous les réseaux circulant sous la dalle du dernier niveau accessible.

9.5.3. Terrassements et remblais

Le Maître d'Œuvre se chargera, en fonction de la nature de son projet, des terrassements et remblais sur l'emprise du projet. Le Maître d'Ouvrage souhaite limiter les mouvements de terre au global sur le site.

Les terrassements et le nivellement des plates-formes tiendront compte :

- Des contraintes de raccordement aux voiries périphériques et aux terrains limitrophes,
- Des contraintes architecturales,
- Des contraintes de raccordement aux réseaux gravitaires, d'assainissement,
- De l'équilibre des mouvements de terre en déblais et en remblais tout en tenant compte de la nature des sols.

Les terres, gravats et autres matériaux restant du terrassement devront être 100% évacués en décharge réglementaire.

9.5.4. Structure

Le système constructif retenu permettra une flexibilité maximale dans la position des locaux. Ainsi, les voiles porteurs seront limités au profit d'un système de points porteurs (poteaux, poutres). Une trame de structure régulière et le plus grand possible est souhaitée.

Toutes les solutions techniques sont admises à condition de :

Envoyé en préfecture le 13/05/2025
Reçu en préfecture le 13/05/2025
Publié le 14/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_23-DE

- Satisfaire aux exigences du PLU,
- Permettre sans difficulté la pose des cloisons intérieures et autoriser la plus grande souplesse de cloisonnement
- Éviter tout pont phonique et thermique entre locaux contigus ou superposé.

Les planchers devront :

- Satisfaire aux conditions générales de stabilité, durabilité d'isolation et de tenue au feu,
- Tenir compte du maillage de l'ossature et des fondations,
- Être calculés suivant les règles en vigueur,
- Répondre aux normes d'isolation phonique exigées pour chaque type d'espace compte tenu des revêtements et des protections éventuellement associées,
- Réserver les gaines et trémies nécessaires aux équipements.

Les surcharges au sol admissibles, indiquées dans les fiches par espace, sont les performances minimales. Les surcharges d'un même plateau ou d'un même ensemble structurel devront être uniformisées. Le poids des cloisons et de l'éventuelle étanchéité n'est pas compris dans les surcharges d'exploitation.

Des études de structure intégrant une étude sismique complète devront permettre de dimensionner les futurs bâtiments du projet en assurant une stabilité dans le temps avec les charges d'exploitations prévues.

9.6. Clos-Couvert

9.6.1. Couverture étanchéité

Le ou les systèmes mis en œuvre doivent être conformes au règlement d'urbanisme en vigueur. La toiture doit remplir les conditions suivantes : fiabilité, durabilité et faible coût d'entretien.

La toiture doit être étanche, non corrodable, peut servir de support à l'isolation acoustique mais ne doit pas provoquer de condensation.
La nature et les caractéristiques des matériaux de couverture sont déterminées en fonction du type de toiture, du site, des conditions météorologiques et du code du travail. Elles seront retenues de façon à éviter tous types de nuisances (sonores, visuelles…) sur les activités du bâtiment, du site et alentours.
La forme donnée à la toiture devra permettre la bonne évacuation des eaux de pluie et des débris végétaux afin de faciliter les opérations d'entretien et favoriser dans le temps la tenue de l'ouvrage.
Les chêneaux et gouttières seront largement dimensionnés et facilement accessibles et nettoyables.
Toutes les dispositions doivent être prises pour permettre le passage des gaines et canalisations diverses (ventilation, colonnes de chute, câblage, etc.) ainsi que la mise en place, éventuelle, des matériels techniques (extracteur, etc.).

Dans tous les cas, il sera nécessaire d'intégrer les dispositifs de désenfumage dès la conception.
Les toitures doivent tenir compte de la mise en place des dispositifs et des moyens d'entretien et de nettoyage des façades. L'accès technique aux toitures doit être sécurisé pour les agents de maintenance. Des cheminements de maintenance doivent être prévus sur les toitures conformément à la réglementation, en particulier pour l'accès aux organes techniques qui y seraient placés.

Les toitures végétalisées seront réalisées de façon à nécessiter peu d'entretien et peu d'arrosage. Elles seront réalisées de façon à répondre aux exigences du PLU.

Les toitures terrasses accessibles seront accessibles de plain-pied si elles sont desservies depuis les espaces intérieurs. Elles seront partiellement couvertes pour garantir un espace ombragé aux utilisateurs et seront protégées du vent.
Les dalles sur plot créant des espaces de stagnation d'eau propices à la prolifération de moustiques sont proscrites.

Envoyé en préfecture le 13/05/2025
Reçu en préfecture le 13/05/2025
Publié le 14/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_23-DE

Toiture PV ready

S'il n'est pas prévu de panneaux photovoltaïques au projet, une partie des toitures sera « PV ready », c'est-à-dire compatible pour la fixation et l'utilisation de panneaux solaires photovoltaïques en surimposition. Il s'agit par cette conception « PV ready » (prêt au solaire/ solarisable) d'anticiper toute évolution législative qui pourrait amener une obligation de solarisation, sans avoir à faire de modification structurelle importante et coûteuse.
Dans ce cas, il sera prévu une attente spécifique dans le TGBT pour une installation ultérieure éventuelle.

9.6.2. Façades

La nature des façades doit tenir compte des aspects suivants :

- Les résistances à l'air, l'eau et le vent devront être examinées avec soin. Il appartient en conséquence au Maître d'œuvre de s'informer des contraintes liées aux expositions dominantes du site de façon à offrir le meilleur rapport qualité/coût attendu par le maître d'ouvrage.
- Les parois verticales extérieures devront présenter une étanchéité totale à l'eau de pluie quelles que soient les conditions météorologiques locales et seront conçues pour ne pas subir de ruissellement en cas de pluie.
- La nécessaire auto-régulation de la température intérieure vis à vis du froid extérieur ou de la chaleur extérieure,
- Les caractéristiques d'inertie et d'isolation phonique de la construction,
- Les dispositions de ventilation des locaux,
- Le mode d'entretien et de nettoyage ultérieur (protection contre les dégradations naturelles ou malveillantes),
- L'anti-intrusion des personnes et des animaux.

Le projet doit présenter une attention particulière à la qualité de réalisation de certains ouvrages ou parties d'ouvrage. Les parties extérieures des murs, non protégées par des avant-toits, doivent être pourvues d'acrotères avec débords et goutte d'eau afin d'éviter les coulures d'humidité engendrant le développement de mousses et de moisissures.
L'éventuelle mise en œuvre de brise-soleils fixes doit faire l'objet d'une conception rigoureuse en termes d'efficacité et de rigidité, notamment une résistance anti-vandalisme pour ceux d'entre eux accessibles de plain-pied. Par ailleurs, les installations de brise-soleils doivent ménager l'accessibilité réglementaire aux façades en ce qui concerne les nettoyages et la sécurité.
Les éléments de façade accessible de plain-pied jusqu'à une hauteur de 3 mètres seront non démontables de l'extérieur.

Revêtement des façades

Les revêtements de façades seront choisis en matériaux durables ayant fait leur preuve d'excellente pérennité (de l'ordre de 20 ans) afin d'éviter des réfections fréquentes. Si le choix se porte sur une peinture, le revêtement final doit alors être : lessivable, étanche à l'eau, perméable à la vapeur d'eau suivant le milieu, résistant aux UV, parfaitement adhérent, non farinant.
L'emploi de peinture en extérieur doit être limité.

La protection des surfaces de métaux sensibles à la corrosion doit être assurée sur des surfaces préalablement préparées (élimination de la rouille, de la calamine et de la graisse) par la mise en œuvre d'un système multicouches comprenant antirouille, deux couches au moins, et finition.

Un traitement anti-graffiti sera prévu sur une hauteur de 3 mètres à partir du sol extérieur fini.

Envoyé en préfecture le 13/05/2025
Reçu en préfecture le 13/05/2025
Publié le 14/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_23-DE

9.6.3. Menuiseries extérieures

Les menuiseries respecteront la classification A.E.V. imposée par l'exposition de la façade.
La nature d'éclairage des locaux (premier jour, second jour…) est précisée dans les fiches par local.
Les exigences acoustiques et thermiques devront être respectées. Les menuiseries extérieures participent à l'isolation acoustique.

Les différents types de menuiseries utilisés doivent répondre aux critères suivants :

- Les ouvrants mis en œuvre et les quincailleries associées sont particulièrement robustes, simples et facilement manœuvrables et leur encombrement doit être minimum à l'ouverture.
- Les châssis ouvrants seront munis de dispositifs de sécurité afin d'éviter tout risque d'accident de personnes lors des manœuvres d'ouverture et de fermeture si besoin (système limitant et bloquant l'ouverture du châssis mais pouvant être désactivé par le personnel d'entretien).
- Les ouvrants doivent permettre l'adaptation de dispositifs de protection solaire et d'occultation sans gêne pour leur manœuvre.
- La sécurité contre les risques d'effraction pour les ouvrants en rez-de-chaussée ou facilement accessibles doit être efficacement assurée.
- Toutes les portes extérieures seront équipées de dispositifs de contrôle d'accès compatible avec le système utilisé par le Maître de l'Ouvrage.

Vitrages
Les vitrages répondent aux normes en vigueur. L'indication de la localisation des verres de sécurité doit être précisée et conforme à la réglementation.
Les vitrages doivent être adaptés en fonction du site et de l'exposition de chaque façade, de la nature et des surfaces des locaux. Il convient d'utiliser si nécessaire les verres spéciaux permettant de contribuer au confort thermique (réfléchissants), et des menuiseries à rupture de pont thermique.
Tous les locaux accessibles de plain-pied disposent d'un vitrage anti-effraction ou sont équipés de dispositifs de protection.
Le nettoyage des vitrages, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur, devra être possible depuis l'intérieur des locaux. Dans le cas contraire, un dispositif permettant le nettoyage extérieur devra être prévu.
La nature des vitrages sera adaptée pour garantir l'intimité des espaces intérieurs le cas échéant.

9.6.4. Protection solaire et Occultations

Des dispositifs de protection solaire peuvent être mis en place afin d'éviter un apport thermique excessif par rayonnement solaire. La protection solaire doit être aménagée selon l'orientation. Elle doit être efficace avant d'être esthétique, et ne doit pas empêcher la libre ouverture des fenêtres, les objectifs étant d'assurer une protection solaire, d'améliorer l'isolation thermique, d'assurer l'occultation totale de certains locaux, de protéger les locaux contre l'effraction.
Les protections solaires et occultations devront être électrifiées.
Les rideaux intérieurs sont proscrits.
Les stores en toiles extérieurs sont également proscrits.

9.7. Corps d'État architecturaux

9.7.1. Menuiseries intérieures

Les portes doivent être équipées d'une quincaillerie décorative sur plaque de propreté.
Les portes planes doivent être obligatoirement à âme pleine et stratifiées.
Les serrures doivent toutes être à cylindre de sûreté à clé incopiable, protégées par brevet d'exclusivité de sept ans au minimum. Elles seront ajoutées à l'organigramme existant, en concertation avec le MOA.

Envoyé en préfecture le 13/05/2025
Reçu en préfecture le 13/05/2025
Publié le 14/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_23-DE

Certaines portes doivent être munies de ferme-portes de force réglable selon les exigences des fiches par local.
Le débattement des portes doit être étudié afin de ne pas empiéter sur les largeurs disponibles des unités de passage, et la largeur des portes sera conforme à l'exigence la plus contraignante entre la réglementation et celle des fiches par local.
Les chambranles doivent être robustes et scellés avec le plus grand soin.
Les portes de recoupement intérieur des circulations doivent répondre aux recommandations et à la réglementation de la sécurité incendie. Le système doit être solidement fixé aux huisseries et vantaux pour résister à l'arrachement. Les ventouses ne doivent être utilisées que pour les recoupements en va et vient.
Les butées de portes doivent être fixées au mur à l'aide d'une cheville métallique ayant des caractéristiques propres à résister à l'arrachement. La butée doit autoriser un jeu fonctionnel suffisant entre la poignée de porte et la cloison pour préserver le revêtement mural.
Les portes des locaux à risque moyen ou important font obligatoirement l'objet d'un procès-verbal attestant de leur résistance au feu, qu'elles soient en métal ou en bois.
Dans les locaux nettoyés à grandes eaux, les menuiseries bois sont interdites.

9.7.2. Cloisons

Les cloisons intérieures seront de type plaques de plâtre sur ossature métallique, à parement THD, avec une isolation permettant d'atteindre les affaiblissements entre locaux requis au programme.

Les affaiblissements requis entre locaux seront à adaptés en fonction de la nature des locaux concernés.
En tout état de cause, les cloisons doivent présenter les caractéristiques suivantes :

- Permettre des modifications faciles de la distribution des locaux
- Ne pas être dégradables aux chocs usuels, ni aux frottements et grattages,
- Répondre aux exigences acoustiques,
- Supporter le cas échéant des plinthes ou lisses de protection efficaces (en particulier dans les circulations principales),
- Être d'entretien aisé,
- Être adaptées aux locaux humides lorsque c'est le cas,
- Être adaptées aux locaux à risque moyen et élevé lorsque c'est le cas.

Concernant les espaces de travail et les circulations, dans la mesure du possible, les matériaux choisis doivent offrir une dureté et une résistance aux chocs compatibles avec les risques dus à leur occupation.
Des renforts de cloisons sont à prévoir pour tout élément fixé en cloison.

Les cloisonnements internes des sanitaires doivent être conçus de façon à faciliter le nettoyage et l'entretien et devront être suffisamment résistants pour supporter les différents équipements (WC suspendus, barres de d'appui, etc.).

Une attention particulière aux cloisons sera portée dans les locaux techniques.
Le caractère lavable, lessivable des cloisons sera mentionné dans les fiches par local.

9.7.3. Plafonds et faux-plafonds

Toutes les distributions techniques, en particulier les réseaux électriques doivent être réalisés dans le plenum des faux-plafonds et dans les circulations tant que possible.
Dans le cas de faux plafonds démontables, le remplacement des plaques sera aisé et le calepinage sera cohérent avec la forme de la pièce et avec la position des réseaux situés dans le plenum. Dans le cas de faux plafonds non démontables, l'accès au plenum doit se faire par des trappes menuisées faciles à manipuler et de dimensions au moins égales à 80x80cm.
Le type de faux-plafond retenu participera le cas échéant à la qualité acoustique du local.
Dans les locaux humides, les faux-plafonds devront résister à l'humidité.

Envoyé en préfecture le 13/05/2025
Reçu en préfecture le 13/05/2025
Publié le 14/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_23-DE

Les luminaires doivent disposer de leur propre fixation, indépendante de celle de l'ossature du plafond suspendu qui ne doit supporter que les plaques.

Le caractère hygiénique, acoustique des plafonds sera conforme à la réglementation.

L'ensemble des plafonds ne recevant pas de faux-plafonds sera peint y compris dans les locaux techniques.

9.7.4. Revêtements de sol

Les revêtements de sols seront appropriés à la destination des locaux dans l'objectif de :

- Faciliter le nettoyage
- Éviter les chutes et glissades
- Réduire les nuisances sonores

Le nombre de revêtement de sols différent sera limité de façon à faciliter l'entretien maintenance par le Maître d'Ouvrage.

De façon générale et sauf avis contraire dans les fiches par local :

- Dans tous les locaux, les revêtements seront choisis pour leur durabilité avec un classement mini U4 P3
- Les sols en carrelage sont préférés dans les espaces sanitaires, vestiaires, douches (type grès cérame avec un classement U3 P3 E3 C2) ; ils seront antidérapants dans les locaux humides et dans le hall d'entrée.
- Le périmètre des locaux comportant des revêtements de sols traditionnels ou minces doit être pourvu de plinthes d'une hauteur minimale de 10 cm. Dans les locaux humides ou carrelés, ce sont des plinthes à gorge qui doivent être prévues.
- Les changements de matériaux entre locaux seront traités avec des barres de seuil posées mécaniquement ou scellées au sol. Les joints entre modules seront traités par des couvre-joints.
- Les joints de dilatation sont traités à la pose du revêtement (Profils de recouvrement à éviter).

Le sol des locaux de stockage doit être étanche, incombustible et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement.

Les accès aux différents bâtiments comporteront à l'intérieur un tapis brosse au minimum sur la largeur du passage libre et d'une profondeur suffisante pour permettre un essuyage efficace des chaussures.

9.7.5. Revêtements muraux

Tous les murs seront à minima peints y compris dans les locaux techniques ; la peinture sera alors anti-poussière.
Le nombre de revêtement muraux différent sera limité de façon à faciliter l'entretien maintenance par le Maître d'Ouvrage et les revêtements choisis devront permettre, dans le temps, des reprises et des maintenances ponctuelles.
Tous les produits utilisés doivent être lessivables.
Les revêtements doivent garantir une bonne résistance aux chocs, aux frottements courants et au grattage.
Les circulations et le hall doivent être équipés de protections murales en partie basse et d'angles spécifiques.
Les revêtements muraux autour des points d'eau seront protégés de carreaux de faïence ou d'une protection murale sur au moins 80 cm de hauteur.
Les revêtements textiles sont proscrits.

Envoyé en préfecture le 13/05/2025
Reçu en préfecture le 13/05/2025
Publié le 14/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_23-DE

9.7.6. Métallerie

9.7.6.1. Bâtiments

L'ensemble des ouvrages nécessaires à la finition des locaux est prévu au Marché : garde-corps, main courant, grilles gratte-pieds à l'entrée, serrurerie…
Tous les ouvrages :

- Seront traités anti-corrosion par métallisation ou galvanisation,
- Ou seront inoxydables,

Y compris découpes, percements, fixations, parties vues ou cachées,

- Et ne nécessiteront aucun entretien pendant une période d'au moins 10 ans (garantie particulière à établir).

Tous les éléments métalliques seront livrés laqués. Le laquage, peinture liquide à séchage air, sera toujours réalisé en usine ou en atelier et comprendra tous les travaux de préparation et travaux d'apprêt pour une finition soignée.

9.7.7. Signalétique

Le Maître d'Œuvre proposera au Maître d'Ouvrage en phase PRO une signalétique respectant l'ensemble des points ci-dessous :

- La signalétique intérieure comprenant, outre toute la signalétique réglementaire, une signalétique de reconnaissance des lieux ayant pour but l'orientation rapide du personnel et des usagers.
- Elle devra s'adresser aux personnes valides et aux personnes handicapées.
- Elle sera composée de logos de couleur et de graphiques simples avec un contraste visuel adapté.
- Les sorties, les escaliers et leurs cheminements sont indiqués de façon très visible de jour comme de nuit. La couleur des matériaux, les éventuels motifs participeront à la signalisation.

L'ouvrage sera livré et équipé des plans de sécurité, d'intervention et de la signalétique par service et par local.

La signalétique extérieure est également comprise au titre du projet et aura pour but de faciliter l'orientation du personnel et de signaler l'équipement depuis la voie publique.
Une ou plusieurs enseignes indiquant le nom du théâtre seront prévu dans le projet afin de faciliter l'accès au bâtiment mais aussi de signalé l'équipement à l'échelle urbaine.

9.8. CVC

La conception et l'exécution des ouvrages, les matériaux et les équipements mis en œuvre, doivent respecter au minimum les textes législatifs et réglementaires en vigueur à la date de la remise des prestations, objet de la consultation. Le projet sera mis en conformité avec les textes qui pourraient paraître au cours des études, préalablement à l'établissement du dossier de consultation des entreprises.

La conception des installations prendra en compte les points suivants :

- Adaptation au rythme des activités
- Optimisation via à vis des apports gratuits d'énergie (éclairage, ensoleillement, occupants)
- Utilisation de certains locaux d'activités en dehors des heures d'ouverture
- Simplicité d'exploitation et de maintenance
- Les exigences détaillées dans le paragraphe sur la démarche environnementale (renouvellement d'air notamment)

Envoyé en préfecture le 13/05/2025
Reçu en préfecture le 13/05/2025
Publié le 14/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_23-DE

9.8.1. Température à maintenir dans les locaux traités

Apports internes

Les apports suivants feront l'objet d'une prise en compte dans l'ensemble des études et simulations :

- Rayonnement solaire en fonction de l'orientation, nature des parois et configuration du bâtiment
- Équipements spécifiques (amplificateurs, éclairage, etc…)
- Occupation, local par local
- Éclairage
- Informatique

Débit minimal d'air neuf hygiénique

Les débits minimums d'air neuf seront directement liés à la typologie du local. Ils seront à minima les suivants et devront être conformes au Code du travail (article R4222-6) et au règlement sanitaire départemental.

- Bureaux : 25m3/h/pers
- Salle de réunion : 30m3/h/pers
- Salle de détente/office : 22m3/h/pers
- Autres locaux : 1vol/h

Une attention particulière doit être portée aux locaux à pollution spécifique, conformément aux articles R4333-10 à R4222-17 du Code du travail. Les locaux sont convenablement ventilés pour éviter tout risque d'atmosphère explosive ou toxique. Le débouché à l'atmosphère de la ventilation est placé, dans l'enceinte de l'installation, aussi loin que possible des habitations voisines et locaux occupés par des tiers et des bouches d'aspiration d'air extérieur, et à une hauteur suffisante compte tenu de la hauteur des bâtiments environnants afin de favoriser la dispersion des gaz rejetés.

Les températures sont indiquées dans les fiches locaux.

Les locaux à forts dégagement calorifique devront faire l'objet d'une attention particulière afin de garantir le bon fonctionnement des équipements et un confort maximum pour les occupants en toute saison.

9.8.2. Production Chauffage/Climatisation

La conception du système de régulation doit permettre d'assurer le confort de chaque type de local en minimisant les coûts de fonctionnement.
Un système de régulation programmable depuis la GTB sera prévu en fonction de l'occupation des locaux (jour, nuit…), des activités prévues (bureau, autres), de l'orientation des locaux, des périodes de l'années, … Tant que possible, les locaux ayant le même statut seront regroupés.

Les horaires des locaux dépendent de la programmation. Une programmation à la semaine devra être possible pour s'adapter aux différentes programmations de représentations.

9.8.3. Système de chauffage

Le traitement thermique de l'ensemble des locaux devra répondre à la règlementation thermique applicable au moment du dépôt des autorisations réglementaires.

Le choix des modes de production est laissé libre au Maître d'Œuvre, toutefois le remploi des infrastructures existant est à privilégier.

Le système de chauffage répondra aux exigences suivantes :

Envoyé en préfecture le 13/05/2025
Reçu en préfecture le 13/05/2025
Publié le 14/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_23-DE

- Remise en température rapide de chacun des espaces en cas de relance
- Modularité par zone
- Silencieux, robuste et facile d'entretien
- Optimisé avec la prise en compte d'apport gratuits d'énergie.

Toutefois, en raison de son coût global élevé, le chauffage à effet joule n'est pas autorisé sauf exception (usages très intermittents, locaux de petite taille, ou si PAC installée …). Les émetteurs électriques alors installés seront de type radiant.

Le Maître d'Œuvre aura la charge de la prise de contact avec les concessionnaires pour définir les points d'arrivée de la source d'énergie.
Les choix des modes de production devront être justifiés par le Maître d'Œuvre.

Les choix du MOE concernant le système de chauffage permettront d'assurer le confort des utilisateurs et assureront une qualité esthétique au projet (intégration des grilles, des appareils, des commandes à l'architecture).
La solution retenue devra être économique, et nécessitera des interventions de maintenance simples et optimisées.
Une régulation rapide devra être possible en fonction des différents scénarii d'occupation (concert debout, spectacle assis…).

9.8.4. Rafraîchissement / climatisation

Le MOE réalisera une STD pour s'assurer du respect des températures de consigne.

Les solutions passives mobilisant l'inertie de l'enveloppe, passant par l'optimisation des protections solaires et le recours à la ventilation nocturne pour rafraîchir les locaux, sont à privilégier. La surventilation nocturne pourra également être considérée comme un moyen de rafraîchissement. Les brasseurs d'air seront également étudiés pour participer au confort thermique (en fonction des locaux). Dans ce cas, leur localisation dans chaque local sera étudiée en fonction du calepinage des faux plafonds le cas échéant, et leur position (hauteur) permettra d'éviter les mouvements des dalles de faux-plafonds en mode fonctionnement. Le niveau sonore des brasseurs d'air sera considéré au regard de l'activité du local pour s'assurer de la compatibilité de cette solution avec l'activité.
Les résultats de la STD permettront de déterminer la pertinence de ces solutions. Le choix du système de rafraîchissement ou de la climatisation le cas échéant sera également appuyé sur les résultats de la STD.

Les locaux techniques (CFO, CFA) seront climatisés pour garantir le bon fonctionnement des équipements.
Une régulation rapide devra être possible en fonction des différents scénarii d'occupation (concert debout, spectacle assis…).

9.8.5. Renouvellement d'air neuf hygiénique

La ventilation sera conforme à la réglementation en vigueur sur le projet. Les systèmes envisagés sont laissés au choix des concepteurs.

En cas de recours à des installations de type double flux, les centrales de traitement d'air devront être conformes à la réglementation en vigueur en termes de conception et de filtration. Il sera privilégié des centrales de traitement d'air à récupération d'énergie et à très haut rendement. Leur conception devra permettre la ventilation naturelle.

Certains locaux à occupation discontinue devront permettre la gestion de l'air neuf en occupation et inoccupation. Dans les locaux à fort taux de présence, les débits d'air neuf seront variables en fonction de l'occupation.

Envoyé en préfecture le 13/05/2025
Reçu en préfecture le 13/05/2025
Publié le 14/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_23-DE

Les réseaux de ventilation seront conçus de manière à garantir un maximum d'étanchéité afin de minimiser les pertes de débit.

Une vigilance toute particulière sera apportée au niveau des émergences acoustiques des équipements techniques dans les locaux.

Les locaux à pollution spécifique type VMC sanitaires seront équipés d'extraction mécanique indépendante, à fonctionnement programmable.

9.8.6. Plan de comptage

Un plan de comptage devra être prévu par le Maître d'Œuvre. Ces comptages devront être disposés afin d'être accessibles et lisibles à tout moment. Ils devront être remontés sur la GTB.

9.9. GTB

Le Maître d'Œuvre devra prévoir une GTC, simple d'utilisation et « facile à lire » (interface constituée de vues graphiques précises et lisibles), permettant à minima :

- Remontée d'information (et notamment des alarmes) de l'ensemble des équipements techniques, une proposition de points sera à soumettre au maître d'ouvrage pour validation.
- Programmations horaires
- Comptage de l'ensemble des équipements conformément à la réglementation en vigueur à minima, avec sortie par tableau permettant une analyse ciblée et/ou globale.
- La GTC permettra notamment l'exploitation à distance du site via webserveur.

Une extension de 30% du nombre de points est prévue en réserve.

9.10. Plomberie – sanitaire

Le présent marché prévoit :

- L'arrivée et la distribution d'eau froide
- La production et la distribution d'eau chaude sanitaire
- L'alimentation en eau incendie
- L'évacuation des eaux usées, eaux vannes
- La rétention des eaux pluviales
- L'évacuation et le prétraitement des eaux grasses en cuisine,
- Le traitement des eaux des parkings extérieurs,
- Les équipements sanitaires

Les matériaux utilisés doivent :

- Être compatibles avec le liquide transporté, même si celui-ci a été traité ; le réseau de distribution ECS et d'EF devra supporter les procédures de décontamination soit par choc chloré soit par choc thermique et conformes aux directives ministérielles,
- Être compatibles entre eux, aux raccords, ou utiliser les moyens de les rendre compatibles,
- Favoriser soit par leur nature, soit par leur mise en œuvre, les caractéristiques d'isolation phonique recherchées,
- Répondre aux prescriptions particulières des concessionnaires ; les formalités et l'obtention des raccordements sont à la charge des Maîtres d'Œuvre.

9.10.1 Qualité sanitaire de l'eau

La température dans le réseau intérieur devra être maîtrisée, à travers les dispositions suivantes :

- Les réseaux d'EFS seront calorifugés pour éviter le réchauffement des canalisations

Envoyé en préfecture le 13/05/2025
Reçu en préfecture le 13/05/2025
Publié le 14/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_23-DE

- Maintenir les réseaux d'ECS à une température optimale :
  - Les réseaux d'ECS seront calorifugés (séparément des réseaux EFS)
  - La température de l'ECS en sortie des équipements de production sera supérieure à 55°C (diminuer les risques de légionellose)
  - En tout point du système de distribution d'ECS, la température sera maintenue au minimum à 50°C (excepté pour les antennes terminales d'une longueur inférieure à 3m). De plus, le bouclage du réseau de distribution se situera au plus près des points de puisage conformément à l'arrêté du 30 novembre 2005 et de la circulaire d'application n°2007-126 du 3 avril 2007.

Par ailleurs, la conception de l'ensemble répondra aux exigences suivantes :

- Concevoir le(s) réseau(x) d'ECS afin de limiter les risques de légionellose :
  - On cherchera à rapprocher les lieux de production des lieux de consommation de manière à éviter la mise en place de bouclage pour se préserver du risque lié aux légionnelles,
  - Les « bras morts » dans les canalisations seront proscrits (zones de stagnation),
- L'ECS pourra être fournie par l'énergie solaire, moyennant les précautions d'usages liées au risque de développement des légionnelles :
  - Le système sera auto-équilibré avec une vitesse supérieure à 0,20 m/s garantie dans tous les retours de boucles
  - Le calcul d'équilibrage des réseaux bouclés servira à dimensionner les réseaux.
- Maîtriser les risques de brûlures :
  - La température aux points de puisage sera maîtrisée par la mise en place d'une cartographie des températures qui sera définie en fonction des usages de l'eau ainsi que du type de population en contact avec l'eau conformément à l'arrêté du 23 juin 1978
  - De plus, l'abaissement des températures doit être réalisé au plus près des points de puisage notamment en utilisant une robinetterie thermostatique
  - Dans les douches l'utilisation de mitigeur avec butée est préconisée
  - Un protocole devra être mis en place pour gérer la coupure de l'ECS en cas de coupure du réseau EFS
- Surveillance et gestion automatique du réseau (si nécessaire) :
  - Installer des sondes de température sur les départs et retours de chaque boucle principale et aux points défavorisés des réseaux d'eau froide et d'eau chaude, en particulier au point de pénétration du réseau EFS dans le bâtiment
  - Installer un système de rapatriement et de traitement des données, sur la GTB

9.10.2. Arrivée et distribution d'eau froide

Il sera prévu un seul raccordement depuis la société des eaux.

Tous les niveaux seront alimentés en eau froide de telle manière qu'on puisse isoler et intervenir sur une seule arrivée sans couper le restant d'un étage, d'une colonne ou d'un niveau pour assurer une exploitation permettant des interventions de maintenance ou de travaux qui n'interrompent que très peu le fonctionnement.

9.10.3. Eau chaude sanitaire

Les besoins en eau chaude sanitaire concernent les équipements des locaux décrits dans les fiches par local en annexe de ce document.

Le Maître d'Œuvre devra prévoir l'ensemble des réseaux de distribution d'ECS jusqu'aux points de puisage. Si des productions locales d'ECS sont prévues (ballons), les points de distribution d'eau seront tant que possible rassemblés pour limiter le nombre d'équipements techniques à maintenir.

Envoyé en préfecture le 13/05/2025
Reçu en préfecture le 13/05/2025
Publié le 14/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_23-DE

9.10.4 Évacuation des eaux usées et eaux vannes

Les matériaux utilisés devront être compatibles afin de garantir la pérennité dans le temps.
Les réseaux seront largement dimensionnés.
Une attention particulière sera apportée sur la problématique acoustique :

- Aucun réseau ne traversera de local « sec »
- Aucun réseau ne traversera de local de travail (bureau)
- Les pentes et diamètres seront dimensionnés de façon à limiter les nuisances sonores
- Le cas échéant, en cas de risque de nuisance sonore, des matériaux spécifiques seront retenus pour limiter ces nuisances.

Les réseaux doivent pouvoir être visitables et accessibles par le personnel de maintenance sur toute leur longueur ; une trappe de visite sera donc prévue le cas échéant sous chaque changement de direction, chaque raccord… du réseau.
Toutes les chutes seront munies de ventilations primaires avec sortie en toiture (diamètre au moins identique à ceux des chutes).
Les réseaux EU / EP doivent être séparatifs sur toute leur longueur.
Le Maitre d'Œuvre veillera à ce que les relevages ne soient mis en place qu'en cas d'impossibilité d'un raccordement en gravitaire. Si une station de relevage reste indispensable, elle ne relèvera que les eaux des niveaux inférieurs ne pouvant être raccordés sur le collecteur de la rue. Les étages supérieurs seront eux évacués en gravitaire.

9.10.5 Évacuation des eaux pluviales

Les matériaux utilisés devront être compatibles afin de garantir la pérennité dans le temps.
Une attention particulière sera apportée sur la problématique acoustique :

- Aucun réseau ne traversera de local « sec »
- Aucun réseau ne traversera de local de travail (bureau)
- Les pentes et diamètres seront dimensionnés de façon à limiter les nuisances sonores
- Le cas échéant, en cas de risque de nuisance sonore, des matériaux spécifiques seront retenus pour limiter ces nuisances.

Les chutes extérieures sont en zinc ou en fonte, et raccordées sur un dauphin en fonte au regard d'évacuation.
Les réseaux doivent pouvoir être visitables et accessibles en chaque changement de direction ou au niveau de chaque raccord.

9.10.6 Équipements sanitaires

Les équipements sanitaires sont précisés dans les fiches locaux se trouvant en annexe de ce document.

La qualité des équipements sanitaires doit être en rapport avec l'usage intensif qu'ils supporteront tout en offrant un entretien facile et une garantie de 5 ans. Les matériaux sont pérennes, robustes et faciles d'utilisation.

Les appareils seront choisis dans une même gamme.
Les équipements choisis seront hydro-économes.
Les blocs sanitaires PMR sont répartis selon la règlementation en vigueur.

Sont compris au titre du marché :
Robinetterie

- Les appareils terminaux devront être de première qualité et garanti 5 ans.
- Les classements à prendre en compte seront E3 A3 U3.

Envoyé en préfecture le 13/05/2025
Reçu en préfecture le 13/05/2025
Publié le 14/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_23-DE

Appareils sanitaires

- Tous les appareils sanitaires devront pouvoir être isolés.
- Les lavabos ou les vasques sur plan post-formés seront admis. La solidité de l'ensemble doit être un critère important.
- Robinetteries à têtes céramiques obligatoires.
- Pas d'installation de mitigeurs collectifs pour les douches.
- Installation de mitigeur centralisé dans les locaux techniques,
- Douche : Alimentation eau chaude et eau froide par robinet mitigeur, avec limiteur de température et sécurité anti-brûlure.
- Robinet mitigeur sur lavabo accepté
- Une vanne de coupure et un clapet anti-retour sur chaque alimentation eau froide eau chaude, sur chaque douche seront prévus.

Accessoires de toilettes

Devront être prévus par le Maitre d'Œuvre :

- Barre de relevage,
- Patère,
- Miroir,
- Sèche main électrique,
- Distributeur de papier hygiénique,
- Distributeur de savon,
- Poubelles,
- Equipements PMR…

9.11. CFO

9.11.1 Production

Le TGBT sera alimenté directement depuis un compteur dont le type de tarif sera à déterminer par la MOE, et dû au présent marché selon les besoins du bâtiment.
Les points de livraison seront définis en fonction des destinations de chacun des espaces.

Le TGBT sera installé dans un local technique à proximité du point de livraison. Le cas échéant, chaque TGBT regroupera les protections des circuits Force et Eclairage de la zone dans laquelle il est implanté et alimentera également les armoires divisionnaires.
Un dispositif de coupure d'urgence sera prévu. Il comprendra un bouton du type "coup de poing" à l'accueil du bâtiment principal, raccordé sur un dispositif de coupure en tête du TGBT. Ce dispositif permettra la coupure générale de l'alimentation électrique de tout le bâtiment.
Le TGBT sera dimensionné afin de permettre une extension de 30% de départs supplémentaires autant en place qu'en puissance.

Chaque entité fonctionnelle et chaque niveau disposeront d'une armoire électrique installée dans une gaine prévue à cet effet. Cette armoire sera accessible sans démontages d'équipements pour la maintenance (ex : portes sur charnières).
Ces armoires divisionnaires alimenteront toutes les forces et éclairage de la zone concernée. Les armoires divisionnaires seront alimentées directement depuis le TGBT. Les armoires divisionnaires seront dimensionnées afin de permettre une extension de 30% de départs supplémentaires autant en place qu'en puissance.

Envoyé en préfecture le 13/05/2025
Reçu en préfecture le 13/05/2025
Publié le 14/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_23-DE

9.11.2 Distribution

Les câbles seront distribués sur chemins de câbles CFO, séparés des chemins de câbles CFA, positionnés en faux-plafond des circulations. Les chemins de câbles seront surdimensionnés et disposeront d'une réserve de place de 30%. Les chemins de câbles et les locaux de communication seront implantés aussi loin que possible des cages d'ascenseurs, des transformateurs électriques, des conduites d'eau.

La distribution terminale se fera également en encastrer. La localisation des appareillages sera conforme, et adaptée aux usages prévus. La MOE proposera des plans et élévations détaillées pour validation de la position des appareillages par le MOA en phase PRO. Des locaux témoins seront également prévus pour valider ces éléments.

9.11.3 Appareillage

Nota : Les prises de courant 2P+T 16A sont désignées PC dans la suite du document.

L'appareillage de l'ensemble des locaux sera encastré, robuste, de remplacement facile, accessible et en même temps à l'abri des chocs.

La répartition des prises de courant est stipulée dans les fiches locaux :

- Définition des postes de travail tel qu'il est indiqué dans les fiches techniques par local : 4 PC + 2 RJ45
- Onduleur nécessaire uniquement au niveau de la billetterie
- Il sera prévu des PC tous les 15ml environ dans les circulations pour l'entretien des locaux. Si des locaux de petite dimension (-8m²) sont situés à proximité de PC de circulation, la prise ménage prévu dans ces locaux et indiquée dans les fiches pourra être supprimée, sous réserve de validation par le MOA en phase APS.
- Toutes les PC extérieures devront être commandées depuis l'intérieur (à proximité des prises, non accessible au public avec voyant lumineux).

9.11.4 Éclairage artificiel

Les éclairages seront particulièrement économes et durables : les appareils d'éclairage seront peu onéreux et courants.

Tous les luminaires et les sources auront à minima les caractéristiques suivantes :

- Rendement photométrique de l'appareil > 80%
- IRC >80
- Source LED de durée de vie de 50 000 heures minimum
- Les luminaires seront choisis conformes à la réglementation (NF EN 60 598).
- Les luminaires seront choisis avec Driver dimmable DALI.
- L'intensité lumineuse requise dans les locaux sera à minima conforme à la norme EN 12 464-1 ou aux exigences des fiches par local si elles sont supérieures à la norme.

Les commandes d'éclairage des locaux seront réalisées :

- Localement pour chaque espace
- Par détection de présence dans les circulations, sanitaires, ménage, buanderie,
- Les commandes d'éclairage des pièces aveugles devront être lumineuses.

Les types et les appareils d'éclairage seront tant que possible harmonisés sur l'établissement pour limiter les références pour la maintenance.

Envoyé en préfecture le 13/05/2025
Reçu en préfecture le 13/05/2025
Publié le 14/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_23-DE

L'éclairage d'évacuation est dû au présent marché. Les blocs d'évacuation seront équipés du système SATI (système de test automatique avec LED de signalisation et d'état du bloc).

9.11.5. Éclairage extérieur

L'éclairage des abords du bâtiment fait partie du programme. Il s'agit des éclairages des cheminements piétons et des accès en façade au bâtiment et aux parkings.
Le Maître d'Œuvre doit intégrer des notions d'économie d'énergie en proposant des éclairages autonomes et peu énergivores. Les luminaires à LED sont privilégiés.
Cet éclairage sera commandé par interrupteur crépusculaire, selon un programme horaire et journalier à partir de la GTB.

9.12. CFA

Le cheminement du câblage se fera dans les mêmes conditions que celles décrites ci-dessus pour les réseaux courant fort.

9.12.1 Contrôle d'accès

Les locaux concernés par le contrôle d'accès sont spécifiés dans les fiches locaux en annexe de ce document.

Le contrôle d'accès au bâtiment depuis l'extérieur ainsi qu'au niveau de chaque pole se fera par badge RFID type salto. Si un contrôle d'accès au sein d'un pôle est nécessaire il se fera par clé sur organigramme, se référer aux fiches locales pour plus de précision.

9.12.2 Alarmes

9.12.2.1. Alarmes Techniques

L'objectif principal est d'avoir des retours sur les incidents et sur la continuité de fonctionnement de la sûreté et de la sécurité. Au minimum, les retours d'état et d'alarme doivent prendre en compte les installations techniques suivantes :

- Traitement d'air (chauffage, climatisation),
- Ventilation,
- Alarme incendie,
- Alarme de sûreté,
- Dispositifs de sûreté (vidéosurveillance)
- Organes fonctionnels et de sécurité des courants forts.

L'ensemble des alarmes pourra être renvoyé sur la GTB.

9.12.2.2. Alarme anti-intrusion

Les bâtiments disposeront d'un système d'alarme intrusion.

Au titre de la surveillance du théâtre Le Rhône, et afin de lutter contre la malveillance, il sera installé un système de détection d'intrusion. Il sera composé des éléments suivants :

- Une centrale de détection
- Des détecteurs volumétriques
- Un clavier de mise en/hors service de l'alarme par entité
- Des sirènes d'alarme autoalimentées
- Un report d'alarme par transmetteur téléphonique

Envoyé en préfecture le 13/05/2025
Reçu en préfecture le 13/05/2025
Publié le 14/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_23-DE

La centrale de détection sera installée dans le bureau directeur. Les zones d'alarme seront définies en fonction de l'exploitation des locaux.

Il sera prévu la mise en place des détecteurs de mouvement à double technologie (bi-volumétrique) utilisant les technologies infrarouges passif et hyperfréquence. Des sirènes intérieures autoalimentées seront installées dans les circulations de l'ensemble du bâtiment (ou dans les locaux du personnel…).

9.12.3 Réseau VDI

Un pré-câblage informatique, téléphonique et vidéo sera prévu dans les bâtiments.
Les réseaux proposés devront être évolutifs, sans intervention majeure sur la structure.
L'ensemble du matériel installé sera obligatoirement homogène et issu du même constructeur.

Les principes suivants seront respectés :

- Câblage sans coupure entre la prise utilisateur et la baie de brassage locale
- Prises terminales de type RJ45
- Cheminement par chemins de câbles, spécifiques aux courants faibles
- Création d'un local serveur équipé des baies principales
- Installation de baies de brassage divisionnaires dans des locaux de sous répartition dédiés
- Rocades cuivre et optiques issues des baies principales vers les baies divisionnaires.

Une couverture WIFI totale sera prévue. Elle sera matérialisée par la mise en place de prises RJ 45 dans les plafonds des zones concernées et par l'installation de bornes selon une répartition issue d'une pré-étude de couverture réalisée dès la phase APD.
Les bornes sont à prévoir au titre du marché.

Mise en œuvre d'un onduleur (autonomie 30 min.) permettant la protection des matériels informatiques sensibles, en cas de microcoupure ou coupure de courant. Cet équipement sera dimensionné afin de permettre la sécurisation de l'ensemble des équipements sensibles nécessaires à la continuité de service au sein de l'établissement.

9.12.4. Téléphonie

La distribution du téléphone sera commune avec la distribution banalisée informatique. Un répartiteur de brassage type RJ45 intégrant le PABX devra être installé sans coupure jusqu'au répartiteur (banalisé).

L'arrivée des lignes extérieures se fera sur une seule tête de ligne à proximité du répartiteur. Ces raccordements seront positionnés dans le placard technique courants faibles. Le câble Télécom extérieur sera au minimum un 4 paires.

Tous les terminaux téléphoniques devront être fournis et installés.
Chaque bureau devra pouvoir recevoir une ligne directe. L'accueil sera équipé d'un standard téléphonique.
Les lignes techniques (maintenance) et réglementaires (ascenseurs) sont prévues.

9.12.5. Bornes de recharge véhicules électriques

L'installation de bornes de recharge de véhicules électriques devra respecter la Loi d'Orientation des Mobilités (LOM) du 24 décembre 2019, qui renforce les obligations réglementaires d'équipement facilitant la recharge des véhicules électriques.

Envoyé en préfecture le 13/05/2025
Reçu en préfecture le 13/05/2025
Publié le 14/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_23-DE

9.12.6 Vidéosurveillance

Ce système de vidéosurveillance sera raccordé dans le bureau du directeur et permettra par une connexion via les postes de travail (codes d'accès) de visualiser les principaux accès et notamment :

- Les accès piétons extérieurs
- Les accès de services et livraison extérieurs
- Les abords du bâtiment et l'entrée du bâtiment.

Le système de vidéosurveillance du site sera par ailleurs, un moyen efficace de vérification avec « levée de doute » à partir du poste d'accueil dans le bureau du directeur, en cas de déclenchement, pendant et en dehors des heures d'ouverture, d'une alarme signalant une tentative d'intrusion sur la clôture du site.

Un système complet de gestion des caméras de surveillance du site permettra :

- La visualisation et l'enregistrement des images en cours
- La consultation des enregistrements
- La recherche d'images
- Les schémas et la cartographie
- L'intégration de toutes les alarmes intrusion.

Le Maître d'œuvre devra faire valider ces prestations par le Maitre d'Ouvrage pendant la phase de conception, notamment la position des caméras, en phase APD.

9.13. Désenfumage

Le système de désenfumage devra suivre la règlementation en vigueur.

9.14. SSI

Les exigences seront celles imposées par la réglementation en vigueur lors du dépôt des demandes d'autorisations et celles exigées par le Maître d'Ouvrage et les services compétents.

Le titulaire devra préciser les contraintes qu'il a retenues pour son projet et notamment :

- Justifier la conformité de son projet à la réglementation en vigueur
- Réaliser une analyse des risques incendie
- Préciser comment sera réalisée l'évacuation des locaux
- Préciser l'effectif permanent retenu comme hypothèse et dimensionnant notamment les unités de passage ainsi que le nombres de dégagements
- Réaliser l'étude de dimensionnement des hydrants
- Stipuler les locaux à risque particuliers (stockages, archives, …)
- Justifier la conformité de son projet en termes d'accessibilité aux bâtiments des véhicules incendie.

Les moyens de prévention, surveillance et de limitation des conséquences seront définis et justifiés par le titulaire, dans le cadre de l'analyse des risques d'incendie.

Le Maître d'Œuvre précisera le Système de Sécurité Incendie issu de l'analyse de risques qu'il aura réalisée et en particulier installera des détecteurs incendie dans les locaux à risque et les locaux sensibles (Exemple : stockage) ainsi que des déclencheurs manuels selon nécessité.

Envoyé en préfecture le 13/05/2025
Reçu en préfecture le 13/05/2025
Publié le 14/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_23-DE

Il sera prévu une alarme incendie dont le type est à définir par le Maître d'œuvre, composée d'une centrale d'alarme incendie associée à des diffuseurs sonores non autonomes et à des déclencheurs manuels à membrane. L'équipement central sera installé dans le poste d'accueil ou à l'entrée du bâtiment principal.
Les diffuseurs sonores seront installés en quantité suffisante afin de rendre le signal sonore audible en tout point des bâtiments. Des diffuseurs lumineux à flash seront prévus dans les sanitaires.
Dans les bâtiments, les portes seront asservies au déclenchement de l'alarme incendie.
La fourniture et la pose de la signalisation (panneau de signalisation, plan d'évacuation…) ainsi que des dispositifs d'extinction complémentaires et les extincteurs portatifs, en tant que de besoin, sont dus dans le cadre de l'opération.

Le SSI et le système de protection doivent être des systèmes ouverts.

9.15. Appareils élévateurs

Le nombre des appareils élévateurs sera calculé en fonction des flux attendus, de manière à permettre un trafic rapide en éliminant les attentes anormales, selon les effectifs devant fréquenter le bâtiment.
Le calcul du trafic sera effectué avec soin et les hypothèses prises en compte seront clairement indiquées.

De façon générale :

- Le nombre et la répartition des ascenseurs et monte-charge seront définis en fonction du projet architectural.
- Un indicateur de niveau sera positionné à chaque palier d'ascenseur
- Le revêtement intérieur retenu dans les ascenseurs sera choisi pour éviter les rayures.
- Les appareils disposeront d'une technologie permettant la récupération d'énergie.
- L'éclairage des cabines sera de type LED.

Les appareils élévateurs dus au titre du marché sont :

- 1 ascenseur conforme PMR capable de recevoir 8 à 13 personnes :
  - Capacité : 1.000 kg - vitesse 1 à 1,6 m/s, 3 niveaux de desserte
  - Desserte : SSOL, RDC, R+1
  - Protections des parois, mains courantes sur les faces latérales, miroir sur la face du fond

- Monte-charge ou passe plat :
  - Ces appareils devront résister ou être correctement protégés contre les chocs occasionnés lors du passage des chariots.
  - Le revêtement de sol des cabines devra permettre le roulage des chariots sans contrainte.

9.16. Équipements dus au titre du Marché

9.16.1 Équipements des aménagements intérieurs et de décoration

Les équipements dus au titre du marché pour les espaces intérieurs sont précisés dans les fiches locaux se trouvant en annexe de ce document.

9.16.2 Équipements de cuisine

Les équipements de cuisine dus au titre du marché sont précisés dans les fiches locaux se trouvant en annexe de ce document.

Envoyé en préfecture le 13/05/2025
Reçu en préfecture le 13/05/2025
Publié le 14/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_23-DE

Le Maître d'Œuvre devra prévoir tous les raccordements fluides et électriques et l'ensemble des équipements ainsi que les plans de cuisine conforme à la réglementation.

9.16.3. Mobilier

Le mobilier du au titre du marché est précisé dans les fiches locaux se trouvant en annexe de ce document. Tous les équipements prévus dans le programme doivent être opérationnels lors de la livraison des bâtiments.

Tous les équipements seront particulièrement robustes et traités « anti-vandalisme » aussi bien au niveau de leur solidité propre qu'au niveau de la solidité de leur mode d'accrochage.
Sont compris dans le cadre du présent marché :

- Les équipements intégrés, fixes : placard muraux etc…
- Les alimentations des tableaux numériques
- Les équipements PMR

9.16.4 Équipements de bureautique et informatique

Les équipements de bureautique (serveur, unité centrale, écran, les baies de brassage, fournitures et raccordements …), les copieurs, imprimantes, matériels de reprographie dus au titre du marché sont précisés dans les fiches locaux se trouvant en annexe de ce document.

9.16.5. Signalisation

La signalisation routière est prévue dans le périmètre du projet. Ainsi, l'ensemble des équipements routiers, panneaux de signalisation, marquages au sol… nécessaires à la fonctionnalité du projet et à la sécurisation du site sont dus au titre de l'opération.

9.17. Équipements non dus au titre du Marché

Les équipements fournis par le Maître d'Ouvrage et non dus au titre du Marché sont précisés dans les fiches locaux.
Le Maître d'œuvre devra prévoir l'ensemble des attentes nécessaires à ces équipements et intégrer ces équipements dans l'aménagement des différents espaces. Ainsi, dès la phase APS et pour les locaux types, le mobilier prévu dans les locaux, bien que non du au marché, sera intégré aux plans et le MOE s'attachera à démontrer la fonctionnalité des locaux meublés de façon définitive.

10. Fiches par local

Les fiches par local sont proposées en annexe au présent document. Il est précisé qu'elles sont indissociables du programme de l'opération.
Chaque fiche précise les performances et caractéristiques à atteindre par local, en complément des éléments généraux indiqués à l'échelle du projet dans le programme.
En cas de contradiction entre le programme et les fiches, la préconisation la plus contraignante s'impose, sauf avis contraire du MOA.
Le cas échéant, le MOE indiquera ces contradictions au MOA et lui demandera un arbitrage qui ne sera validé qu'après avis écrit du MOA.

Envoyé en préfecture le 13/05/2025
Reçu en préfecture le 13/05/2025
Publié le 14/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_23-DE

10.1. Détail des rubriques des fiches techniques

10.1.1 Code fiche et numéro de fiche

Le code est un code interne de classification. Ce code est repris dans les tableaux de surface du programme fonctionnel, afin d'associer à chaque local programmé la fiche technique correspondante.
Le numéro de la fiche permet de retrouver la fiche dans le document en lieu et place des numéros de page. Il est également repris dans le tableau de surfaces.
Un tableau de correspondance des codes, numéros et locaux est proposé ci-dessous afin de faciliter les échanges et le repérage des fiches.
Une même fiche peut correspondre à plusieurs locaux ; ceux-ci sont alors aménagés selon les mêmes dispositions et contraintes.

10.1.2 Charge admissible

Cette charge est une charge permanente d'exploitation, elle ne prend pas en compte les charges fixes liées aux équipements lourds et les charges liées à la construction. La maitrise d'œuvre devra s'assurer des charges admissibles du projet dans leur études et est responsable de la cohérence des calculs.

10.1.3 Revêtements

Les revêtements sont donnés à titre indicatif, afin de fixer le niveau minimal d'exigence du Maître d'ouvrage. Les concepteurs proposeront des revêtements de performance au moins équivalente, adaptés à leur projet architectural et à la destination du local.

10.1.4 Confort visuel

Eclairement naturel

Indique si de l'éclairement naturel doit être prévu dans le local ; précise le cas échéant si ce dernier est imposé en 1er jour ou peut être apporté en 2nd jour.

Eclairement général

Niveaux d'éclairement artificiel dans le local :

- Eclairement général : niveau d'éclairement général dans le local, à hauteur du plan de travail,
- Eclairement ponctuel : niveau d'éclairement pour la lecture, sur un poste de travail…

10.1.5 Courants forts et faibles

Les fiches techniques précisent :

- La quantité de prises de courant 10/16A+T souhaitée pour l'usage du local,
- Le nombre de postes de travail (et non le nombre de prises dédié à chaque poste de travail). La définition d'un poste de travail type est indiquée dans le programme ci-dessus
- Les équipements spécifiques complémentaires (contrôle d'accès, vidéoprojecteur…) et non le nombre et le type de prises associés à ces équipements

L'ensemble des prises du local est donc composé de la somme des prises nécessaires pour chacune des cellules de la fiche par local.
Les prises spécifiques à l'alimentation des équipements hors marché ne sont pas indiquées dans les fiches mais dues au titre du marché.

10.1.6 Equipements sanitaires

Sont de fait, dus au titre du marché et non nécessairement indiqués dans les fiches suivantes, les équipements réglementaires (PMR en particulier) associés aux équipements sanitaires :

- Barres d'appui pour personne à mobilité réduite de part et d'autre du WC
- Barres de fermeture de la porte pour personne à mobilité réduite

10.1.7 Equipements et mobiliers hors marché

Envoyé en préfecture le 13/05/2025
Reçu en préfecture le 13/05/2025
Publié le 14/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_23-DE

Les équipements et mobiliers hors marché ne sont, par définition, pas dus au titre du marché, mais le MOE doit :

- S'assurer que l'ensemble trouve sa place dans le local et peut y entrer (dimensionnement, proportions du local, largeur utile, hauteur utile…)
- Prévoir l'ensemble des prestations techniques nécessaires au raccordement et au fonctionnement de ces équipements et mobiliers (ex : alimentation électrique pour un réfrigérateur, alimentation d'eau pour une fontaine à eau…).

10.2. Fiches par local

Cf. Annexe

10.3. Correspondance des codes fiches, des numéros de fiches et des locaux

Code local	Code fiche	Intitulé
		Locaux personnel
PA01	1	bureau du directeur/réunion
PA02	2	bureau régisseur
PA03	3	bureau production
PA04	4	sanitaires
		Locaux du personnel
LP01	5	vestiaires
LP02	6	local ménage
LP03	7	local poubelles
LP04	8	local laverie
		Espaces des artistes
LA01	9	Loges collectives
LA02	10	Loges individuelles
LA03	11	espace catering /tisanerie
		Scène
SC01	12	Scène
SC02	13	Arrière scène
SC03	14	Dessous de scène
		Salle de spectacle
SP01	15	Parterre
SP02	16	Balcon
SP03	17	Régie
		Accueil du public
AC01	18	Hall
AC02	19	Accueil
AC03	20	Billetterie
		Salle annexe
AN01	21	Salle
AN02	22	Stockage
AN03	23	Sanitaires

		Convivialité / bar
CO01	24	Cuisine
CO02	25	Réserve
CO03	26	Vestiaires et sanitaire cuisine
CO04	27	Poubelles
CO05	28	Espace de convivialité
CO06	29	Roof top (extérieur)
		Stockage
ST01	30	Assises
ST02	31	Décor
ST03	32	Scéno
ST04	33	Audio Visuel
ST05	34	Divers
		Locaux techniques
LT01	35	TGBT
LT02	36	CTA
LT03	37	PAC
LT04	38	Baie SSI
LT05	39	Local scéno
		Divers
SAN	40	Sanitaires publiques
CIR01	41	Circulations horizontales
CIR02	42	Circulations verticales

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212601266-20250513-0724-DE

DÉPARTEMENT
DRÔME
COMMUNE
BOURG-LÈS-VALENCE

DÉLIBÉRATION
CONSEIL MUNICIPAL
DU LUNDI 12 MAI 2025

Convocation du 02/05/2025

Nombre de conseillers en exercice : 33
Nombre de conseillers présents : 26
Nombre de conseillers absents : 1
Nombre de pouvoirs : 6
Secrétaire de séance : Eliane GUILLON

Étaient présents MM(Mmes) les conseillers municipaux :
Marlène MOURIER, Eliane GUILLON, Aurélien ESPRIT, Dominique GENTIAL, Robert TAFANKEJIAN, Audrey ARNAUD, Florian REVERDY, Danièle PAYAN, Tanguy GERLAND, Vincent FUGIER, Agnès LAPEYRE, Stéphanie MARILLAT, Paulino TOLA, Rachel MAQUE, Chantal BILLIET, Rosaline ASLANIAN, HABRARD, Nancy GUESCUC, Martine IMBERT, Fabrice PIAUD, Wilfrid PAILHES, Christiane RANC, Frédéric TREMBLAY, Marie CARLOMAGNO, Denis CLUZEL, Marie-Hélène MORANDINI, Alexandre POTHAIN

Sauf,
Geneviève AUDIBERT, pouvoir à Eliane GUILLON
Thierry BELLE, pouvoir à Marlène MOURIER
Manuel BAMAKORZIAN, pouvoir à Robert TAFANKEJIAN
Mamadou DIALLO, pouvoir à Paulino TOLA
Alexandra BAILLET, pouvoir à Fabrice PIAUD
Georges ISHACIAN, pouvoir à Wilfrid PAILHÈS
Christian ROZO – Absent non excusé

24. CONVENTION RELATIVE À LA GESTION ET L'UTILISATION DU SITE DE COMPOSTAGE DU CHEMIN DU VALENTIN

Rapporteur
A. LAPEYRE

Valence Romans Agglo développe, dans le cadre de sa compétence en matière de gestion des déchets ménagers et assimilés, des actions de prévention afin de réduire la production d'ordures ménagères résiduelles à la source.

La Ville de Bourg-lès-Valence, conformément à la volonté locale, s'inscrit dans cette démarche en acceptant et en participant à l'installation de sites de compostage collectif sur des espaces relevant de son domaine public.

Afin de permettre une bonne gestion du site et à chaque partie d'avoir un interlocuteur identifié, les usagers du nouveau site de compostage collectif sont représentés par l'Association Pétanque bourcaine. La mission d'exploitation du site de compostage partagé, son entretien et son maintien en bon état général revient aux habitants qui se sont portés volontaires dans cette démarche participative.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- AUTORISE Madame le Maire à signer la convention tripartite avec Valence Romans Agglo et l'association Pétanque bourcaine.

Résultat du vote : Pour : 32 *Contre : 0* *Abstention : 0*

Fait à Bourg-lès-Valence,
Le 13/05/2025

Le secrétaire de séance,

Eliane GUILLON

Le Maire,

Marlène MOURIER

Acte exécutoire en vertu de sa transmission en Préfecture le
et de sa publication le 16 MAI 2025

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_24-DE

Logo ville

Logo association

Année 2025

CONVENTION RELATIVE A LA GESTION ET L'UTILISATION DU SITE DE COMPOSTAGE DU CHEMIN DU VALENTIN À BOURG-LÈS-VALENCE

ENTRE LES SOUSSIGNES :

La Communauté d'agglomération Valence Romans Agglo, sise 1 place Jacques BREL - 26000 VALENCE, représentée par Madame Geneviève GIRARD, habilitée par arrêté n°2024- A085 du 15 juillet 2024,

Ci-dessous, désignée « *Valence Romans Agglo* »

Et

La Ville de Bourg-lès-Valence, sise 36 rue des Jardins - 26500 BOURG-LÈS-VALENCE, représentée par son maire, Madame Marlène MOURIER, agissant au nom et pour le compte de ladite Ville, agissant en vertu de la délibération du conseil municipal n°5 en date du 04 juillet 2020,

Ci-dessous, désignée la « *Ville de Bourg-lès-Valence* »

Et

L'association, loi 1901 « Pétanque bourcaine », sise 44 chemin du valentin– 26500 BOURG-LÈS-VALENCE, représentée par Christian MATHON, en sa qualité de trésorier de l'association.

Ci-dessous, désignée l' « *Association* »

IL A ÉTÉ CONVENU CE QUI SUIT :

DOCUMENT DE TRAVAIL

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_24-DE

Préambule

Valence Romans Agglo développe, dans le cadre de sa compétence en matière de gestion des déchets ménagers et assimilés, des actions de prévention afin de réduire la production d'ordures ménagères résiduelles à la source.

Dans ce cadre, la direction Gestion des déchets propose un partenariat pour la mise en place de site de compostage collectif, avec en vue 3 objectifs :

- valoriser les déchets de cuisine et de jardin en produisant un amendement de qualité, le compost
- réduire le volume des poubelles
  Perspectives :
  Réduire de 15 kg par an et par foyer la production d'ordures ménagères résiduelles des foyers participant au site de compostage collectif.
  N+1 : - 30 kg
  N+2 : - 40 kg
- favoriser le lien social entre les habitants

La Ville de Bourg-lès-Valence, conformément à la volonté locale, s'inscrit dans cette démarche en acceptant et en participant à l'installation de sites de compostage collectif sur des espaces relevant de son domaine public.

Afin de permettre une bonne gestion du site et à chaque partie d'avoir un interlocuteur identifié, les usagers du site de compostage collectif sont représentés par l'Association Pétanque bourcaine. La mission d'exploitation du site de compostage partagé, son entretien et son maintien en bon état général revient aux habitants qui se sont portés volontaires dans cette démarche participative.

ARTICLE 1 : Objet de la convention

La présente convention a pour objet de définir les conditions techniques, administratives et financières de l'installation et de l'exploitation des composteurs et équipements rattachés, dans l'intérêt commun, le respect des conditions d'hygiène et de salubrité publique et l'amélioration de la qualité de vie.

ARTICLE 2 : Lieu d'implantation du site de compostage

Le site de compostage collectif est situé 2 rue Pasteur - 26500 BOURG-LES-VALENCE, sur la parcelle cadastrale 26058 B 2914. L'espace laissé à disposition représente une superficie totale de 10 m².
Voir le plan annexé à la présente convention (annexe 1).

ARTICLE 3 : Servitude conventionnelle

ARTICLE 3.1 : Droit

La Ville de Bourg-lès-Valence reconnaît en faveur de Valence Romans Agglo et de l'Association, à titre gratuit, et de façon temporaire, un droit de passage et d'occupation du terrain, ceci, en vue de la mise en œuvre et de la gestion d'un site de compostage collectif.

Tout aménagement de cet espace réalisé par l'Association (embellissements, installations…) devra faire l'objet d'un accord exprès de la Ville de Bourg-lès-Valence. Ces aménagements resteront propriété de la Ville de Bourg-lès-Valence à échéance de la présente convention, sans que l'Association ne puisse se prévaloir de quelques indemnités.

ARTICLE 3.2 : Interventions

Valence Romans Agglo pourra faire intervenir ses représentants, ou agents, dans le cadre d'animations ou de conseils.

Ceux-ci pourront librement accéder aux composteurs pour le suivi de la qualité du compost obtenu et le respect des règles de tri.

L'Association pourra également accéder librement aux composteurs pour la gestion sur site.

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_24-DE

Valence Romans Agglo, la Ville de Bourg-lès-Valence et l'Association s'informeront mutuellement de la nature et de la durée de toute circonstance qui empêcherait l'accès aux composteurs.

ARTICLE 4 : Installation des équipements

ARTICLE 4.1 : Caractéristiques générales des équipements

Un site classique se compose de 2 bacs à compost d'environ 800 litres et d'1 bac d'environ 600 litres pour le stockage de la matière sèche. L'ensemble des bacs est en bois.

Si la fréquentation et les apports des usagers le nécessitent, l'installation d'un 3ème bac à compost pourra être envisagée, en concertation entre les parties. Cette modification donnera alors lieu à la signature d'un avenant à la présente convention.

ARTICLE 4.2 : Implantation des équipements

Le lieu d'implantation des équipements sur l'espace mis à disposition par la Ville de Bourg-lès-Valence a été choisi en concertation avec Valence Romans Agglo, la Ville de Bourg-lès-Valence et l'Association.

Valence Romans Agglo, la Ville de Bourg-lès-Valence et l'Association s'informent mutuellement quant à l'avancement du projet (les dates de disponibilité et de mise en place des composteurs).

Les travaux préparatoires de l'espace d'accueil sont réalisés par la Ville de Bourg-lès-Valence en concertation avec Valence Romans Agglo et l'Association.

Valence Romans Agglo assure la fourniture et l'installation des composteurs sur l'emplacement prévu à cet effet.

Valence Romans Agglo mettra également à disposition de l'Association un outil de brassage du compost, un petit râteau, une petite pelle, une fourche, une bâche et un tamis pour la bonne gestion du site, ainsi que des bioseaux à distribuer aux utilisateurs déclarés. Ce matériel (hors bioseaux) ne sera renouvelé à la demande de l'Association qu'une fois sur la durée de la convention et pour peu que le renouvellement ne soit pas dû à une dégradation volontaire, un usage non-conforme, une perte ou un vol. Dans ces cas, l'Association devra couvrir les frais de renouvellement ou de réparation. Pour les bioseaux, Valence Romans Agglo en fournira un par foyer inscrit, sans renouvellement.

ARTICLE 4.3 : Déplacement des équipements

S'il y a lieu, le déplacement des composteurs devra se faire en concertation entre Valence Romans Agglo, la Ville de Bourg-lès-Valence, et l'Association.

Toutefois, la Ville de Bourg-lès-Valence et Valence Romans Agglo se réservent la possibilité de refuser le déplacement si celui-ci est trop onéreux, non justifié ou encore s'il est incompatible avec l'ordre public ou la bonne gestion du site.

ARTICLE 5 : Suivi

Valence Romans Agglo, la Ville de Bourg-lès-Valence et l'Association s'informent mutuellement sur le fonctionnement du site.

L'Association devra désigner parmi les usagers du site a minima 2 référents qui auront notamment pour mission d'assurer le lien entre les habitants-composteurs, Valence Romans Agglo et la Ville de Bourg-lès-Valence.
Une liste non limitative des missions d'un référent de site de compostage collectif est disponible en annexe 2 de la présente convention.

Les noms et coordonnées de ces 2 personnes devront être fournis à Valence Romans Agglo et à la Ville de Bourg-lès-Valence. L'Association s'engage également à avertir Valence Romans Agglo et la Ville de Bourg-lès-Valence en cas de départ d'un des référents et à lui trouver un remplaçant dans les meilleurs délais.

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_24-DE

ARTICLE 6 : Conditions d'utilisation des composteurs et engagement des parties

L'Association prend les lieux mis à sa disposition dans l'état où ils se trouvent lors de l'entrée en exécution de la présente convention, à savoir un espace enherbé.

Valence Romans Agglo s'engage à :

- **afficher les consignes de fonctionnement.** Afin d'organiser la pratique du compostage et accompagner les usagers, des panneaux explicatifs sont positionnés sur les bacs. Un panneau de présentation du site sera également installé.
- **former les référents** du site aux grands principes du compostage et leur expliquer leurs missions
- **organiser l'inauguration du site en partenariat avec la Ville de Bourg-lès-Valence, l'Association et les référents.** A cette occasion, Valence Romans Agglo distribuera aux habitants-composteurs déjà inscrits leurs bioseaux et leur expliquera le fonctionnement du site
- **organiser la 1e session de distribution du compost mature en partenariat avec l'Association et les référents, autour d'un moment de convivialité.** Par la suite, l'organisation des distributions sera à la charge des référents et de l'Association
- **assurer le suivi du site dans un objectif d'autonomie progressive**
  - pendant 6 mois à compter de l'inauguration : visite terrain d'un agent de Valence Romans Agglo en présence du ou des référent(s) tous les mois
  - de 6 mois à 1 an : visite terrain tous les 2 mois
  - la 2nde année : visite terrain tous les 6 mois complétée de points téléphoniques bimestriels avec un des référents
  - pendant 3 ans : visite terrain 1 fois par an complétée de points téléphoniques semestriels avec un des référents
  - tout au long de la convention : organiser annuellement une réunion bilan avec l'ensemble des partenaires
  - au-delà de la durée de la convention : point téléphonique annuel avec un des référents

  Tout au long de la vie du site, les référents peuvent demander assistance auprès des agents de Valence Romans Agglo.
- **livrer 2 fois par an pendant 2 ans du broyat de végétaux pour servir de matière sèche.** L'intégration du broyat aux matières en cours de compostage reste à la charge des référents de site

La Ville de Bourg-lès-Valence s'engage à :

- **prendre le relais de Valence Romans Agglo au bout des 2 ans pour la fourniture des matériaux structurants** (feuilles, broyat...). A cette occasion, il est rappelé que les matériaux structurants peuvent être issus d'une valorisation des déchets ménagers (boîtes d'œufs, papier absorbant, bouquets de fleurs secs, paillage…)
- **réaliser l'entretien et les travaux nécessaires au maintien d'une bonne accessibilité du site**

L'Association s'engage à :

- **être constitué sous forme de structure administrative.** Afin de répondre à des obligations juridiques, l'interlocuteur devra être constitué en association, type loi 1901
- **référencer les habitants-composteurs accédant au site.** L'Association, potentiellement par le biais des référents, fera signer à chacun d'entre eux « un contrat d'utilisation du site » qu'elle transmettra à Valence Romans Agglo et à la Ville de Bourg-lès-Valence

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_24-DE

- **veiller à interdire l'accès au site de compostage** à certains usagers, si leurs biodéchets peuvent nuire à la bonne gestion du site de par leur nature ou leur quantité, ou si leur nombre devient trop important
- **contribuer à promouvoir le compostage dans le quartier d'installation du site et au-delà.** Valence Romans Agglo pourra solliciter l'Association dans le cadre des grandes manifestations, comme la semaine du compostage de proximité, la semaine européenne de réduction des déchets… (ouverture du site pour présentation au public)
- en s'appuyant sur les habitants-composteurs ainsi que sur les référents du site :
  - **utiliser correctement les composteurs** en assurant le bon fonctionnement et le suivi du cycle de compostage : aération régulière, contrôle de la qualité des apports et de l'équilibre matière humide/matière sèche, retournement, distribution
  - **utiliser le compost ainsi obtenu**. Seuls les habitants-composteurs peuvent utiliser le compost produit sur le site. Il est interdit de céder le compost à un tiers, même à titre gratuit
  - **maîtriser les nuisances** notamment en termes d'odeurs, jus ou moucherons. Valence Romans Agglo et la Ville de Bourg-lès-Valence ne pourront tolérer une situation dégradée
  - **maintenir un état sanitaire irréprochable.** Le site devra rester contrôlé, propre et sans débordement
  - **assurer la maintenance des équipements** en sachant que pendant la durée de la garantie du matériel l'Association pourra se rapprocher de Valence Romans Agglo pour qu'elle fasse valoir le cas échéant ses droits auprès du fournisseur
  - **ne pas négliger ses propres canaux pour la fourniture des matières sèches et structurantes**

ARTICLE 7 : Vie de quartier

La pratique du compostage collectif par les habitants du quartier est un acte citoyen volontaire. Les habitants-composteurs sont amenés à s'organiser et à se rencontrer régulièrement ; ils coopèrent autour d'une démarche pratique et fédératrice. Les composteurs collectifs témoignent d'une occupation positive de l'espace public et suscite l'échange spontané entre habitants, riverains et passants. Les temps de brassage, tamisage et distribution sont des moments conviviaux et ouverts, propices à renforcer le lien social.

Les habitants-composteurs du quartier Jean Moulin pourront apporter leurs avis et leurs expériences en matière d'engagement citoyen et d'amélioration du cadre de vie. Par exemple : informer et sensibiliser au compostage, proposer des animations spécifiques comme la visite du site ou la participation aux journées portes ouvertes du compostage partagé, ouvrir une page Facebook…

ARTICLE 8 : Propriété des équipements

Les équipements sont mis à disposition par Valence Romans Agglo et sont donc sa propriété.

La mise à disposition du matériel est consentie pour un usage approprié à l'utilisation pour laquelle il est destiné. Le matériel ne peut être sous-loué, transformé ou donné.

ARTICLE 9 : Conditions financières

La mise à disposition de l'espace et des équipements est consentie à l'Association à titre gratuit pendant la durée de la convention.

L'Association ne pourra tirer de la gestion du site de compostage collectif aucun bénéfice financier, à l'exception d'éventuels frais d'adhésion à la structure.

ARTICLE 10 : Durée et résiliation

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_24-DE

La présente convention prendra effet à compter de son rendu exécutoire pour une durée de 1 an. Elle sera renouvelée de manière tacite 4 fois par période d'1 an.

Chaque signataire pourra dénoncer la présente convention par lettre recommandée avec accusé de réception à destination des 2 autres cosignataires, en respectant un préavis de 3 mois avant l'échéance de la période en cours. Cette durée de préavis peut éventuellement être abrégée si les parties en conviennent d'un commun accord.

La Ville de Bourg-lès-Valence se réserve le droit de mettre fin à l'autorisation d'occupation de l'espace et de gestion du site à tout moment pour motif d'intérêt général et notamment en cas de trouble de l'ordre public, de menace pour la salubrité publique ou encore de dégradation trop importante et répétée du cadre de vie des valentinois sur l'espace public.

En cas de résiliation, l'Association s'engage à ne se prévaloir d'aucune indemnité et à remettre le terrain dans l'état où il se trouvait lors de la prise de possession, si la Ville de Bourg-lès-Valence le souhaite.

La présente convention deviendra caduque en cas de dissolution de l'Association.

6 mois avant la date d'expiration de la présente convention, au plus tard dans la 4e année, les parties se rencontreront en Comité de Pilotage spécial Bilan / Evaluation afin d'évaluer leur partenariat et d'étudier la suite qui pourra être donnée en matière de compostage collectif.

ARTICLE 11 : Responsabilité

Le matériel mis à disposition est placé sous l'entière responsabilité de l'Association, et notamment de tous dommages matériels ou corporels, occasionnés aux tiers, pouvant survenir durant l'utilisation du site de compostage.

En tout état de cause, la responsabilité de Valence Romans Agglo ou de la Ville de Bourg-lès-Valence ne pourra être recherchée soit pour les dommages occasionnés sur ce matériel (incendie, vol, dégradations ou autres), soit pour les dommages occasionnés aux personnes et aux choses du fait de ce matériel ou de son utilisateur, sauf si l'Association prouve qu'il y a eu faute de la Ville de Bourg-lès-Valence et/ou de Valence Romans Agglo.

Si l'usage du matériel mis à disposition est rendu impossible, suite à un incendie, vol, dégradation ou tous autres évènements dommageables, Valence Romans Agglo s'engage à remplacer 1 fois le matériel.

Au-delà, Valence Romans Agglo est libre de procéder à la fermeture du site de compostage, ce qui engendrera de fait la résiliation de la convention, sauf si l'Association accepte de prendre en charge les frais de réparation ou de remplacement du matériel endommagé.
En cas de remplacement au frais de Bourg-lès-Valence, Valence Romans Agglo installera le nouveau matériel et Bourg-lès-Valence remboursera Valence Romans Agglo selon les dispositions prévues par délibération du Conseil Communautaire. Cette facturation fera l'objet d'un titre de recette.

En cas d'application du précédent alinéa, l'Association ne pourra se prévaloir d'aucune indemnité.

ARTICLE 12 : Assurance

Conformément à l'article précédent, l'Association s'engage à fournir, chaque année, une attestation de sa compagnie d'assurances au titre de sa responsabilité civile.

Valence Romans Agglo ou la Ville de Bourg-lès-Valence sont libres de procéder à la résiliation de la convention en cas de non production de l'attestation d'assurance.

En cas d'application du précédent alinéa, l'Association ne pourra se prévaloir d'aucune indemnité.

ARTICLE 13 : Modifications

Toutes modifications dans les engagements des parties et les modalités financières feront obligatoirement l'objet d'un avenant à la présente convention.

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_24-DE

ARTICLE 14 : Règlement des litiges

Tout litige pouvant survenir dans le cadre de l'application de la présente convention relèvera de la compétence du Tribunal Administratif de Grenoble. Les parties s'engagent toutefois à rechercher préalablement une solution amiable au litige. Elles pourront désigner chacune un représentant afin de procéder à une conciliation.

Fait à Bourg-lès-Valence, le / /

Lu et approuvé

Pour Valence Romans Agglo,
Par délégation,
Geneviève GIRARD
Vice-présidente chargée de la gestion des déchets
Maire de Portes-lès-Valence

Lu et approuvé

Pour la Ville de Bourg-lès-Valence,
Marlène MOURIER
Maire de Bourg-lès-Valence

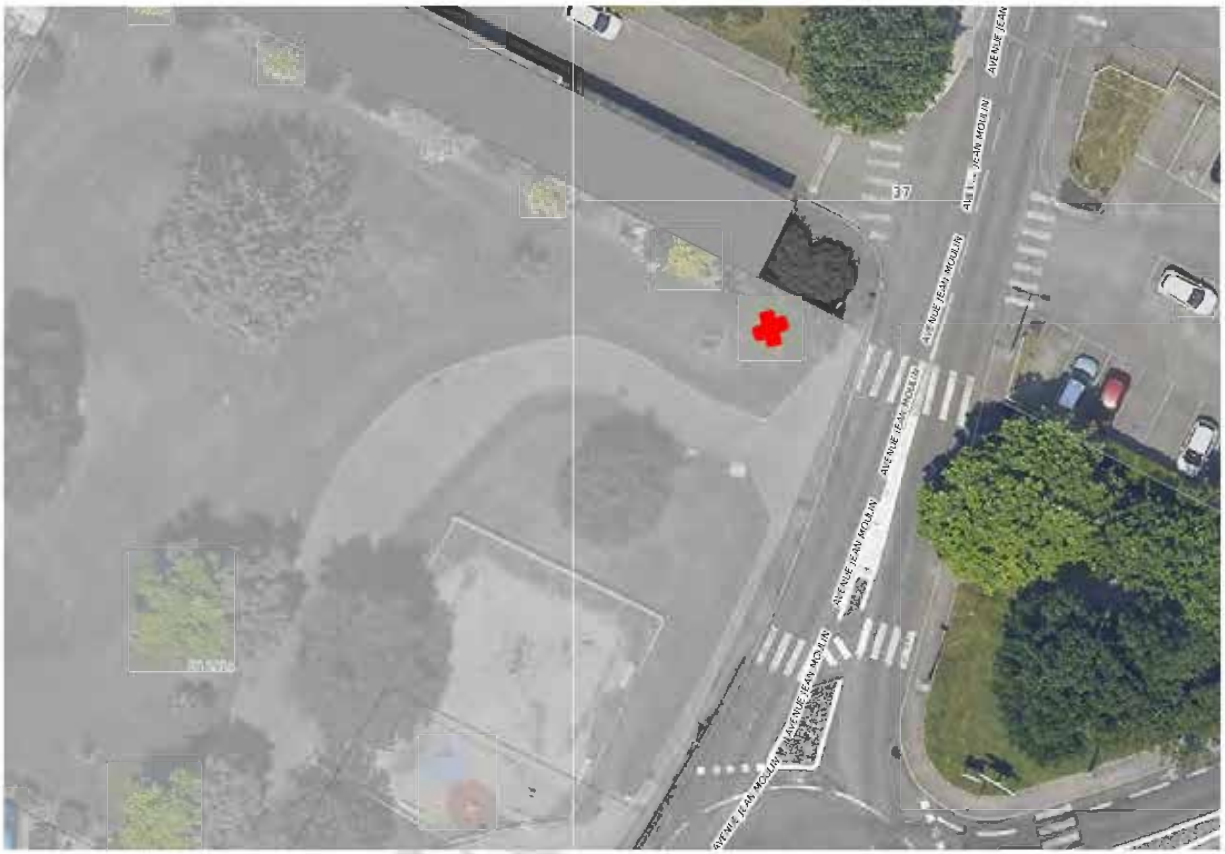
Lu et approuvé

Pour l'Association,
Christian MATHON
Trésorier

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_24-DE

ANNEXE N°1

PLAN DE LOCALISATION DU SITE



DOCUMENT

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_24-DE

ANNEXE N°2

LISTE NON EXHAUSTIVE DES TACHES A REALISER PAR LES REFERENTS DU SITE

- Etre l'interlocuteur privilégié de la Ville et de l'Agglo
- Assurer un suivi des utilisateurs du site :
  - informer des arrivées et départs d'utilisateurs
  - faire signer et transmettre les contrats d'utilisation
  - distribuer les bio-seaux
- Veiller au bon fonctionnement du site au quotidien :
  - contrôler la qualité des apports
  - retirer les déchets non compostables
  - veiller à une aération satisfaisante
  - veiller à un apport équilibré en matière sèche
  - veiller à sa propreté
- Organiser la vie du site (opérations de retournement, transfert, distribution du compost mature…)
- Informer les utilisateurs :
  - explications aux nouveaux utilisateurs
  - communication des opérations prévues autour du site
  - recadrage si mauvaise utilisation
  - résultats du site
- Remonter les informations à la ville et à l'Agglo en cas de difficultés
- Tenir le cahier de suivi du site

Transmis en préfecture le 23/05/2025
Reçu en préfecture le 23/05/2025
Publié le 23/05/2025
ID : 026-212600239-20250512-DELIB250512_25-DE

DÉPARTEMENT
DRÔME
COMMUNE
BOURG-LÈS-VALENCE

DÉLIBÉRATION
CONSEIL MUNICIPAL
DU LUNDI 12 MAI 2025

Convocation du 02/05/2025

Nombre de conseillers en exercice : 33
Nombre de conseillers présents : 26
Nombre de conseillers absents : 1
Nombre de pouvoirs : 6
Secrétaire de séance : Eliane GUILLON

Étaient présents MM(Mmes) les conseillers municipaux :
Marlène MOURIER, Éliane GUILLON, Aurélien ESPRIT, Dominique GENTIAL, Robert TAFANKEJIAN, Audrey REMAND, Florian REVERDY, Danièle PAYAN, Tanguy GERLAND, Vincent FUGIER, Agnès LAPEYRE, Stéphane MARILLAT, Pauline TOLA, Rachel YAQUE, Chenka BELLET, Rosalie ASLANIAN-HARPARD, Nancy GUIBOUD, Martine BRERET, Fabrice PIAUD, Wilfrid PAILHES, Christiane RANC, Frédéric TREMBLAY, Marie CARLOMAGNO, Denis CUGEL, Marie-Hélène MIRAMONT, Alexandra POTHAIN

Sauf,
Geneviève AUCHÈRE, pouvoir à Éliane GUILLON
Thierry BELLE, pouvoir à Marlène MOURIER
Manuel BARANDZIAN, pouvoir à Robert TAFANKEJIAN
Mamadou DIALLO, pouvoir à Pauline TOLA
Alexandre BAILLET, pouvoir à Fabrice PIAUD
Georges ISHACIAN, pouvoir à Wilfrid PAILHES
Christian ROZO – Absent non excusé

25. APPROBATION DE LA MODIFICATION N°3 DU PLU

Rapporteur
D.GENTIAL

Par arrêté en date du 6 août 2024, le maire a prescrit la modification n°3 du Plan Local d'Urbanisme (PLU) de Bourg-lès-Valence dans le cadre d'une procédure de droit commun, en application des dispositions de l'article L.153-41 du Code de l'urbanisme car son objet ne porte pas atteinte aux orientations définies par le Plan d'Aménagement et de Développement Durables (PADD) et a pour effet de majorer de plus de 20 % les possibilités de construction résultant, dans une zone, de l'application de l'ensemble des règles du plan.

Rappel des enjeux de la modification n°3 du PLU :

La modification n°3 du PLU porte sur les points suivants :
Au niveau du règlement graphique du plan de zonage :
- étendre la zone Ub en contrepartie d'une réduction de la zone Ui route des Gamelles
- créer trois servitudes de mixité sociale
- créer deux emplacements réservés rue des Fauvettes et passage des Partisans
- régulariser le périmètre de protection de captage des Combeaux

Au niveau du règlement graphique des hauteurs :
- augmenter la hauteur maximale sur deux secteurs de Girodet de 18 à 21 mètres
- augmenter la hauteur maximale route des Gamelles de 8 à 15 mètres
- augmenter la hauteur maximale rue des Violettes de 8 à 12 mètres

Au niveau du règlement écrit :
- préciser les implantations en limite séparative en secteur Ub
- préciser l'aménagement des clôtures existantes en zones urbaines résidentielles
- préciser les prescriptions pour le stationnement des cycles dans toutes les zones urbaines résidentielles
- réglementer l'installation des blocs de climatisation dans les zones urbaines résidentielles
- préciser les possibilités d'extension des bâtiments à vocation d'artisanat et commerce de détail en zone Uie
- corriger une incohérence dans le règlement de la zone agricole concernant les changements de destination
- Autoriser l'extension et la modification des ouvrages déclarés d'utilité publique et liés à la servitude I3 dans le règlement de la zone agricole

Transmis en préfecture le 26/05/2025
Reçu en préfecture le 26/05/2025
Publié le 26/05/2025
ID : 026-212601359-20250519-DV_03052025_25_A-DE

Au niveau des orientations d'aménagement et de programmation (OAP) :

- créer une OAP n°23 sur le secteur des Gamelles
- ajuster les OAP n°17 et 18 · Evolution des OAP densité Avenue de Lyon
- ajuster l'OAP patrimoine

Déroulement de la procédure :

Suite à l'arrêté du 6 août 2024 prescrivant cette modification, et en application des dispositions de l'article L153-16 du code de l'urbanisme, le projet de la modification arrêté a été soumis pour avis au personnes publiques associées ainsi qu'à la mission régionale d'autorité environnementale MRAE.

Par décision en date du 17 décembre 2024, la MRAE a statué que le projet de modification n°3 du PLU n'est pas soumis à évaluation environnementale. Par délibération en date du 5 février 2025, le conseil municipal a décidé de ne pas soumettre la modification n°3 du PLU à évaluation environnementale.

Les personnes publiques associées consultées ont émis un avis favorable avec ou sans observation sur le projet. Les observations formulées sont les suivantes :

- **Direction départementale des territoires de la Drôme, Courrier du 9/10/2024 :**

- OAP n°23 :

Il est demandé de préciser l'aménagement réellement envisagé concernant la desserte piétons et cycles et de rectifier les documents en conséquence. Par ailleurs, il est indiqué que le schéma de principe mériterait d'être complété pour faire apparaître l'îlot de fraîcheur indiqué dans le texte l'accompagnant.

- OAP n°17 et 23 :

Il est demandé de les revoir pour permettre une réelle mixité globale au sein des quartiers concernés et de retravailler la position géographique des différents types de logements en ce sens, ainsi que de veiller à l'intégration des logements sociaux au sein des différents secteurs pour éviter une « stigmatisation » de ces derniers.

- **Conseil départemental de la Drôme, courrier du 8/10/2024 :**

- OAP n°23 (Gamelles):

Compte-tenu du nombre de logements envisagés (50), il conviendrait de reprendre le débouché de la voie de desserte à créer sur la RD67, en la transformant en carrefour du même type que ceux déjà existants dans ce secteur déjà très urbanisé.

- **Valence Romans agglo, courrier du 30/10/2024 :**

- Elargir le périmètre de l'OAP n°17, en incluant plus largement le secteur résidentiel entre l'avenue de Lyon et le parc du Valentin et questionner la nécessité d'implanter sur ce secteur résidentiel un parking dédié aux entreprises locales.

- Revenir aux attendus de l'étude de 2023 concernant la continuité visuelle et paysagère entre l'avenue de Lyon et le lycée du Valentin, ce qui implique un cœur d'îlot végétalisé plus important et un nombre d'alignements bâtis plus réduit.

- Imposer une opération d'ensemble, plutôt que plusieurs.

- modifier le terme « logements locatifs abordables » par « logements locatifs sociaux » ou « logements sociaux ».

- OAP n°23 : garantir la qualité des espaces végétalisés en précisant la différence entre « interface végétale » au nord et « isolation végétale » au sud et préciser les attentes en matière de plantation.

- OAP n°17 et 18 : Proposer les moyens permettant la mise en valeur de l'accès au lycée agricole.

Transmis en préfecture le 22/09/25
Reçu à la préfecture le 22/09/25
Publié le : 22/09/25
ID : 026-212602864-20250919-DM190925_1b_AOC

- En amont du projet, la direction Gestion des déchets de Valence Romans Agglo devra être interrogée pour toute nouvelle construction ou réhabilitation sur le mode de collecte.

- **Réseau de transport d'électricité, courrier du 25/09/2024 :**

Les ouvrages du réseau de transport d'électricité ne sont pas concernés par cette modification du PLU. Toutefois, il conviendra de mettre le PLU en conformité en levant les incohérences réglementaires relevées.

En application des dispositions de l'article L153-19 du code de l'urbanisme et de l'arrêté du maire en date du 13 janvier 2025, le projet de modification n°3 a été soumis à enquête publique entre le 19 février au 21 mars 2025. Sur le registre ont été inscrits 5 observations.

Monsieur Jean-Léo Ponçon, missionnée par le Tribunal administratif de Grenoble en date du 28 août 2024 en tant que commissaire enquêteur, a remis son rapport et ses conclusions le 22 avril 2025. Sur la base de l'ensemble des faits, constats et considérant exposés dans son rapport et après avoir bien étudié le dossier sous tous ses aspects, il émet un avis favorable assorti des recommandations suivantes :

a) OAP n° 23 :

- Revoir la formulation relative à la dépollution des sols. La formule retenue serait : « *le site ayant accueilli une ancienne activité industrielle, tout projet de construction devra justifier de la gestion du risque de pollution pour assurer la compatibilité entre l'usage résidentiel futur et l'état des sols. Un certificat attestant de la compatibilité entre l'usage résidentiel futur et l'état des sols devra être fourni au moment du dépôt des demandes d'autorisation d'urbanisme afférentes à l'opération* ».
- Revoir le nombre de logements autorisés en précisant s'il s'agit d'un maximum, d'un minimum ou d'un nombre fixe, et hiérarchiser les prescriptions entre le nombre de logements autorisés pour la totalité de cette opération et le nombre de logements autorisés par hectare.
- Revoir le nombre de niveaux de construction et introduire la notion d'un nombre maximum de niveaux habitables.
- Demander aux constructeurs des logements à énergie positive.
- Préciser l'aménagement envisagé concernant la desserte pour les piétons et pour les cycles, et rectifier l'OAP en conséquence en apportant aussi des précisions sur l'îlot de fraîcheur.
- Implanter les différentes typologies de logements pour une meilleure mixité globale du quartier.
- Reprendre le débouché sur la RD67 et le faire valider.
- Préciser la différence entre « interface végétale » au nord et « isolation végétale » au sud et préciser les attentes en matière de plantation.

b) OAP n°17 :

- Implanter les différentes typologies de logements pour une meilleure mixité globale du quartier.
- Elargir le périmètre de l'OAP et questionner la nécessité d'un parking pour les entreprises du secteur.
- Intégrer un cœur d'îlot végétalisé plus important et un nombre de logements plus réduit.
- Imposer une opération d'ensemble, plutôt que plusieurs.
- Modifier les termes « logements locatifs abordables » par « logements locatifs sociaux ou logements sociaux ».
- Proposer les moyens de mettre en valeur l'accès au lycée du Valentin.

Transmis à la préfecture le 23/05/2025
Reçu à la préfecture le 23/05/2025
Publié le 26/05/2025
ID : 026-212600149-20250523-3a8m1r2025_26_A_DE

c) OAP n°18 :

- Proposer les moyens de mettre en valeur l'accès au lycée du Valentin.

d) Pour toutes les OAP :

- Indiquer qu'en amont du projet, la direction Gestion des déchets de Valence Romans Agglo devra être interrogée pour toute nouvelle construction ou réhabilitation sur le mode de collecte.

e) Zones U à vocation d'activités économiques :

- Supprimer le terme « nouvelles » rajouté par la modification n°3 dans le règlement écrit : 5ème paragraphe de « Autorisés sous conditions ».
- Revoir la surface de plancher autorisée en extension en zones Uie.
- Supprimer l'autorisation d'extension des installations classées en zone Uie.

f) Sujets concernant une future évolution du PLU :

- Supprimer le périmètre d'attente de projet situé sur l'emprise de l'entreprise SPIT.
- Réaliser en 2025 un bilan de l'application du PLU afin d'anticiper au mieux les prochaines évolutions du PLU et leurs impacts sur l'environnement et la santé humaine.
- Mettre en compatibilité du PLU pour intégrer les servitudes d'utilité publique en lien avec les oléoducs.
- Mettre en cohérence le PLU selon les remarques relevées concernant le transport d'électricité.
- Débloquer la zone AUs1 au cas où la dureté foncière serait constatée.
- Supprimer l'emplacement réservé n°7.
- Mettre en compatibilité le PLU avec le PLH nouvellement approuvé par Valence Romans Agglo.

Prise en compte des observations émises :

Par rapport aux observations émises, la commune réalisera les modifications suivantes :

a) Concernant l'OAP n° 23 :

- La formulation relative à la dépollution des sols est reprise : « *le site ayant accueilli une ancienne activité industrielle, tout projet de construction devra justifier de la gestion du risque de pollution pour assurer la compatibilité entre l'usage résidentiel futur et l'état des sols. Un certificat attestant de la compatibilité entre l'usage résidentiel futur et l'état des sols devra être fourni au moment du dépôt des demandes d'autorisation d'urbanisme afférentes à l'opération* ».
- Le nombre de logements autorisés est fixé à 57 logements sur l'ensemble de l'OAP pour être en cohérence avec la densité affichée. Ce nombre correspond à un maximum.
- La hauteur des constructions autorisées est fixée à du R+3 au lieu du R+2 pour être cohérent avec le plan des hauteurs.
- L'aménagement envisagé concernant la desserte pour les piétons, pour les cycles et les accès voitures sont précisés.
- La notion « d'isolation végétale » est supprimée. Elle est remplacée par le terme « interface végétale »

Enregistré préfecture le 25/07/2025
Reçu sur préfecture le 25/07/2025
Publié le 25/07/2025
ID : 026-212601130-20250724-DCM126725_03-AR

b) OAP n°17 :

- Un cœur d'îlot végétalisé plus important et des continuités visuelles sont intégrées et la densité de l'opération est ajustée.
- Les termes « logements locatifs abordables » sont remplacés par « logements sociaux ».
- La mise en valeur de l'accès au lycée du Valentin est précisée à travers l'aménagement des espaces publics.
- Le principe d'implantation des constructions est ajouté au schéma de l'OAP.

c) Zones U à vocation d'activités économiques :

- La surface de plancher autorisée en extension en zones Uie est supprimée.

f) Sujets concernant une future évolution du PLU :

Les recommandations suivantes seront étudiées dans le cadre des futures évolutions du PLU :

- Supprimer le périmètre d'attente de projet situé sur l'emprise de l'entreprise SPIT.
- Réaliser un bilan de l'application du PLU afin d'anticiper au mieux les prochaines évolutions du PLU et leurs impacts sur l'environnement et la santé humaine.
- Mettre en cohérence le PLU selon les remarques relevées concernant le transport d'électricité.
- Débloquer la zone AUs1 au cas où la dureté foncière serait constatée.
- Supprimer l'emplacement réservé n°7.
- Mettre en compatibilité le PLU avec le PLH nouvellement approuvé par Valence Romans Agglo.

L'exposé et la justification des points modifiés et rejetés par la commune est présenté dans la dernière partie ces conclusions de l'enquête publique.

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment son article L 2121-29,

Vu le code de l'urbanisme et notamment les articles L.153-21 et suivants,

Vu le Plan Local d'Urbanisme (PLU) approuvé le 13 mars 2019, modifié une première fois le 15 décembre 2021, révisé le 17 mai 2023 et modifié une seconde fois le 29 mai 2024,

Vu l'arrêté du 6 août 2024 arrêtant la modification n°3 du plan local d'urbanisme,

Vu l'arrêté du maire en date du 13 janvier 2025 relatif à l'organisation de l'enquête publique,

Considérant la décision n°2024-ARA-AC-3648 de la mission régionale d'autorité environnementale après examen au cas par cas en date du 17 décembre 2024,

Considérant les différents avis favorables avec ou sans observation ces personnes publiques associées émis sur ce projet de modification,

Considérant le rapport et les conclusions de monsieur le commissaire enquêteur en date du 22 avril 2025 ;

Considérant que le projet de modification n°3 du plan local d'urbanisme tel qu'il est présenté au Conseil municipal est prêt à être adopté, conformément à l'article L153-43 du code de l'urbanisme,

Reçu en préfecture le 23/05/2025
Publié le 26/05/2025
ID : 026-212600554-20250513-DM130525-AR

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, à la majorité :

- APPROUVE la modification n°3 du PLU telle qu'elle est annexée à la présente délibération ;
- AUTORISE Madame le Maire à signer tous les actes et à prendre toutes les dispositions nécessaires à la mise en oeuvre de la présente délibération.

Conformément à l'article L153-22 du code de l'urbanisme, le dossier du PLU, ainsi que le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur, seront tenu à la disposition du public à la Mairie aux jours et heures habituels d'ouverture.

Conformément à l'article L153-23 du code de l'urbanisme, la présente délibération, accompagnée du dossier de PLU approuvé, sera transmise à l'autorité administrative compétente de l'État.

Conformément à l'article R153-20 et suivants du code de l'urbanisme, la présente délibération fera l'objet d'un affichage en mairie durant un mois et d'une mention en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département. Elle sera, en outre, publiée au recueil des actes administratifs et téléversée sur le portail national de l'urbanisme.

La présente délibération produira ses effets juridiques à compter de sa réception par l'autorité administrative compétente de l'État et après l'accomplissement de la dernière des mesures de publicité.

Résultat du vote : Pour : 24 *Contre : 8* *Abstention : 0*

Fait à Bourg-lès-Valence,
Le 13/05/2025

Le secrétaire de séance,

Éliane GUILLON

Le Maire,

Marlène MOURIER

Acte exécutoire en vertu de sa transmission en Préfecture le 23 MAI 2025
et de sa publication le 26 MAI 2025

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_25-DE



Commune de BOURG-LÈS-VALENCE

Plan Local d'Urbanisme

3 // Orientations d'Aménagement et de Programmation

Plan local d'urbanisme de Bourg-lès-Valence approuvé par le conseil municipal du 13 mars 2019
Modification n°3

Ville de Bourg-lès-Valence

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_25-DE

OAP thématique - Mise en valeur du patrimoine

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_25-DE

VALORISATION DU PATRIMOINE BÂTI

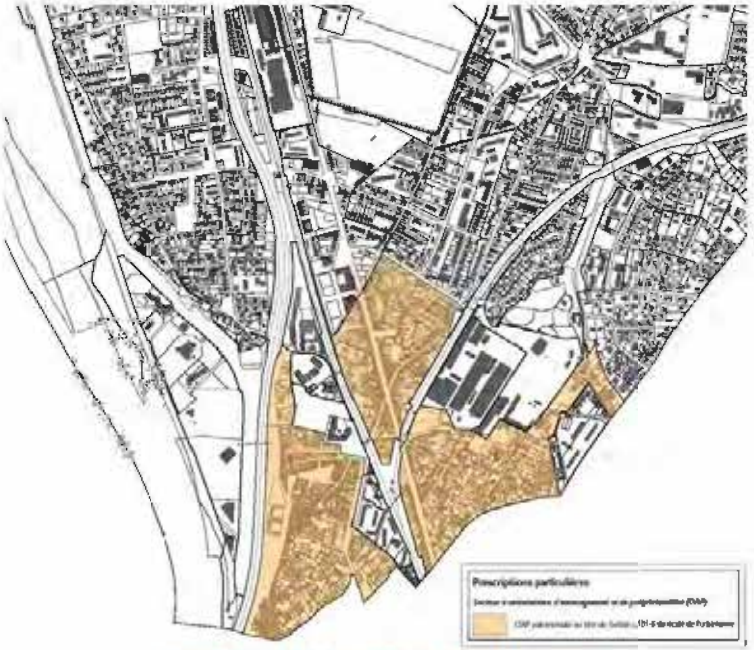
Dispositions générales :

Les recommandations suivantes s'appliquent à toutes interventions sur le bâti existant, particulièrement le bâti ancien construit avant 1945 des quartiers du Vieux Bourg et de Chony.
Le bâti ou les éléments remarquables identifiés au PLU au titre de leur intérêt architectural, patrimonial ou historique (inventaire non exhaustif qui pourra être complété au fur et à mesure des repérages) devra respecter ces recommandations.
Le bâti inclus dans le périmètre de protection des monuments historiques, ainsi que les constructions neuves, devra respecter ces recommandations et les projets seront soumis à l'avis de l'architecte des bâtiments de France (ABF).

Lorsqu'une nouvelle construction se situe au sein du périmètre de l'OAP thématique «Mise en valeur du patrimoine», elle devra, en plus de se référer à la règle générale du règlement, être compatible avec les prescriptions de cette OAP, notamment en termes de volume, alignement, hauteur, matériaux… De manière générale, les façades nouvelles devront établir une continuité évidente de perception avec les façades des bâtiments mitoyens et en vis-à-vis. Elles reprendront les principes de leur composition (ordonnancement, niveau de côtes d'égout, niveau des ouvertures, rythme des percements…).
Les expressions contemporaines sobres et respectueuses de leur environnement historique sont privilégiées (éviter le pastiche de l'ancien, les expressions rustiques, antiquités romaines…). L'objectif est de privilégier soit le contemporain (simplicité des lignes, discrétion…) soit une interprétation de l'architecture régionale dans l'esprit des constructions environnantes (l'ordonnancement, le gabarit, l'alignement des façades alentour)… «Mieux vaut un bon projet contemporain qu'un pastiche néo-provençal».

Objectifs visés par l'OAP :

- protéger et mettre en valeur le patrimoine historique ;
- préserver la structure urbaine (densité, alignements, volumes, gabarits) ;
- conserver les éléments d'architecture principaux et les éléments de détail qui dynamisent les façades (rythme et proportion des ouvertures, modénatures, soubassements, ordonnancement, décor, menuiseries) ;
- adapter les matériaux et techniques de construction à la nature du bâti ;
- harmoniser les façades avec le contexte existant ;
- donner un cadre à la transformation des bâtiments et aux extensions / surélévations ;
- donner un cadre à la construction neuve dans les quartiers du Vieux Bourg et de Chony ;
- avoir une attention particulière pour le traitement et l'évolution des rez-de-chaussée de la rue Carnot et des avenues Jean Jaurès et Marc Urtin (commerce et activité, logement, garage).



Périmètre de l'OAP «Mise en valeur du patrimoine»

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_25-DE

VALORISATION DU PATRIMOINE BÂTI

Démolitions (pour mémoire, article du règlement)

Bâtiments remarquables et intéressants cartographiés au règlement graphique:
La démolition totale ou partielle est interdite sinon dans le sens d'une mise en valeur, d'une restauration originelle.

Autres bâtiments:
1/ La démolition pourra être refusée en raison de l'intérêt architectural ou patrimonial, de la situation dans un alignement, de la disposition par rapport à la rue ou la place;
2/ La reconstruction du volume pourra être imposée pour reconstituer un front de rue ou de place.

Tout projet de démolition doit être accompagné d'une réflexion sur l'espace vide obtenu ainsi que sur les façades dégagées par la démolition (nouveaux percements des pignons apparents, reconstruction éventuelle, unité de traitement de l'espace libre public et/ou privé, plantations...). Il s'agira enfin d'éviter de donner à voir des façades et des espaces qui ne sont pas destinés à être vus.

Surélévations et/ou extensions (pour mémoire, article du règlement)

1/ L'intégrité du bâtiment doit être conservée, les travaux envisagés ne doivent pas dénaturer la cohérence du bâtiment d'origine;
2/ La création d'extension devra se faire en cohérence avec le bâti existant et ne devra pas déséquilibrer l'ensemble. Le style traditionnel pourra être prolongé ou une expression contemporaine jouant le contraste pourra être proposée, mais toujours dans le respect de l'existant;
3/ La hauteur de la surélévation doit s'ajuster à celle des bâtiments voisins en s'insérant dans la ligne globale des toitures. La continuité des rives et des toitures est à assurer là où elles règnent. En cas de décalage, la différence de hauteur entre deux rives devrait être égale ou supérieure à 50 cm.



Démolition rue Carnot : éviter de donner à voir des façades non prévues pour être vues



Surélévation peu cohérente avec l'existant et dont le parti pris qui se voulait contemporain n'est pas allé au bout de la démarche



Surélévation contemporaine qui tranche avec le bâti ancien tout en présentant une cohérence architecturale

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_25-DE

VALORISATION DU PATRIMOINE BÂTI

Toitures

Les toits sont majoritairement à 2 pans (3 si le bâtiment est en angle), le faîtage parallèle à la rue.
Les toits sont majoritairement couverts de tuiles en terre cuite creuses, principale référence dans la région. Sa teinte peut varier en fonction de la situation du bâti et de son traitement global. La tuile mécanique, apparue à compter du XIX^{ème} siècle fait aussi partie du paysage urbain.
Dans ce cadre, les toitures nouvelles ou rénovées doivent respecter et s'harmoniser avec les toitures traditionnelles, aussi aucun changement de pente ne sera admis.

- Les tuiles

  La teinte des tuiles doit être proche des tuiles canal vieillies ainsi que des tuiles Saint-Vallier (rouge vieilli). Pas de panachages de teintes, ni de jaune paille.

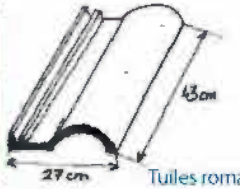
  1/ Tuiles canal, de préférence avec pose traditionnelle sur chevrons.
  Les tuiles canal à ergots qui permettent l'étanchéité et la souplesse de géométrie sont admises. Les plaques d'étanchéité sont permises excepté sur des parcelles trapézoïdales (pour éviter des délaissés inesthétiques) et sous réserve de conserver les 2 couches de tuiles (courant et couvert) qui laissent à la toiture toute son épaisseur.

  2/ Tuiles canal mécaniques.
  Il s'agit des tuiles romanes canal ou des tuiles en «S». En fonction de la visibilité du bâtiment depuis l'espace public ou depuis une vue plongeante, le retour aux tuiles canal traditionnelles pourra être exigé sur les toits couverts ainsi.

  3/ Tuiles mécaniques plates (avec gorges d'écoulement), de préférence pour les bâtiments XIX-XX^{ème} siècles. Le modèle doit s'approcher au mieux de la tuile Saint-Vallier ou tuile losangée qui domine ici (pente 35-50%).







Tuiles romanes


Tuiles en «S»






Tuilescanaltraditionnelles





Modèle type Saint Vallier

Tuiles mécaniques plates

Toitures et tuiles identitaires de Bourg-Lès-Valence

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_25-DE

VALORISATION DU PATRIMOINE BÂTI

Les passées de toit

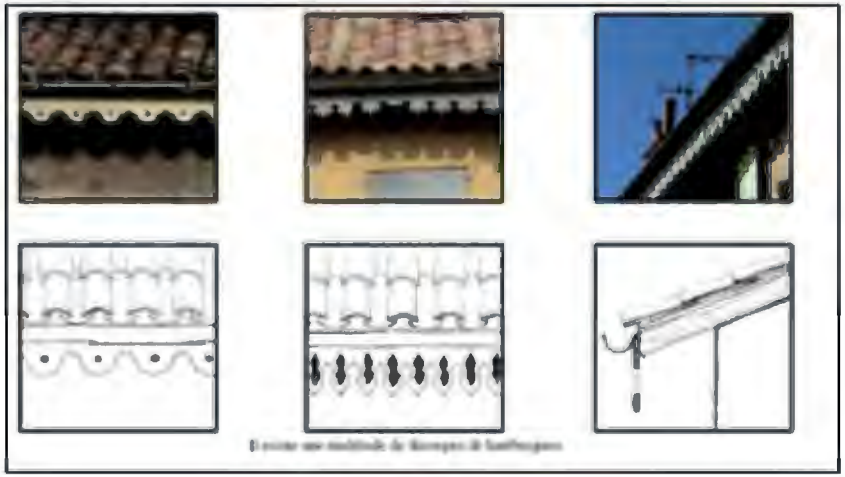
- **Les chevrons apparents**
  Ces passées de toit sont très importantes sur un certain type de maisons construites entre la fin du XIX^{ème} et l'après-guerre. Les maisons construites avant 1940 possèdent des jambes de force moulurées venant animer la façade. Après-guerre, le système est plus simple.
  Ils ne doivent pas être coffrés. Les jambes de force moulurées sont à conserver ou à reproduire à l'identique dans les dimensions et sections d'origine.

- **Les génoises et corniches** existantes seront préservées et éventuellement reconstituées à l'identique.
  Les génoises sont traditionnellement dominantes dans le département de la Drôme et habituellement réservées au bâtiment d'habitation. Elles sont souvent composées de trois ou quatre rangs de tuiles.
  Dans les zones rurales, l'horizontalité est très souvent accentuée par des rangs de briques intercalées entre les rangs de tuiles.
  En milieu urbain, elles sont systématiquement couronnées plus ou moins heureusement par un chéneau.
  Elles seront préservées et éventuellement reconstituées à l'identique.

- **Les lambrequins**
  Très en vogue aux XIX^{ème} et au début XX^{ème} siècle, les lambrequins en toiture font partie du paysage bourcain, ils doivent donc être conservés et rénovés.



Exemple de passées de toit à Bourg-Lès-Valence



Exemple de lambrequins à Bourg-Lès-Valence

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_25-DE

VALORISATION DU PATRIMOINE BÂTI

Les ouvertures en toiture

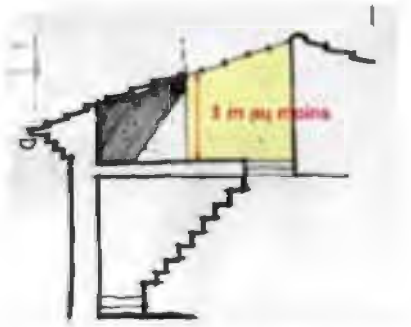
- Les ouvertures dans le toit: les fenêtres de toiture sont autorisées (1 m² environ) si la pose est encastrée dans la toiture, c'est-à-dire non saillante par rapport au plan du toit, si elles sont alignées par rapport aux travées de fenêtres.

- Les verrières sont autorisées si elles sont situées près du faîtage, si elles sont plus hautes que larges.
  Leurs surfaces sont limitées à 20% du pan de toit. Des surfaces plus importantes pourront être accordées, au cas par cas, au regard de l'intérêt du projet et de la configuration de la toiture.
  Les verrières pourront être refusées au regard de la configuration de la toiture ou de la visibilité depuis l'espace public.

- Les terrasses en toiture créées par un crevé de toiture:
  Les terrasses en toiture visibles de l'espace public ou celles en excroissance sont interdites.
  Éviter l'interruption de faîtage, conserver un bas de versant qui définit une hauteur d'allège de 1 m au minimum. Les garde-corps rajoutés sont interdits.



Fenêtre de toiture : position à respecter



Principe d'implantation d'une terrasse en toiture à respecter

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_25-DE

VALORISATION DU PATRIMOINE BÂTI

Les panneaux solaires en toiture

1/ Les panneaux solaires en toiture visibles de l'espace public sont à proscrire;

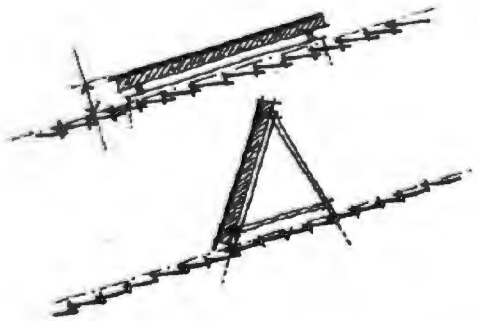
2/ La surface des panneaux doit, de manière générale, être limitée à 30% du pan de toit;

3/ Pour les toitures à versants : le dispositif doit être intégré dans le plan de la toiture (c'est-à-dire non saillant par rapport au plan de la toiture, et la pose formant un angle avec le pan de toit est interdite);

4/ Les panneaux seront rassemblés et positionnés en bande verticale ou horizontale, suivant le profil de la toiture et la composition de la façade et le cas échéant ils devront s'ajuster fidèlement au dessin de la toiture. Ils devront composer avec les ouvertures en toiture existantes. Les éléments de liaison seront de la même teinte que les panneaux;

- Pour les toitures-terrasses: les panneaux (structure comprise) devront être cachés de l'espace public par les rebords ou garde-corps de la toiture. Lorsque la toiture-terrasse est visible car située en contrebas une composition architecturale satisfaisante sera exigée (le principe est d'optimiser ces toitures plates pour implanter des panneaux mais d'éviter l'implantation anarchique visible des alentours).

- Les panneaux solaires disposés en casquette sont à proscrire.



Panneaux solaires : positions saillantes interdites

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_25-DE

VALORISATION DU PATRIMOINE BÂTI

Les ouvertures des façades

- **Surélévations des façades**

  Les nouvelles ouvertures devront être cohérentes avec l'ensemble de la façade en continuant sa composition vers le haut (respecter les alignements, les dimensions décroissantes vers le haut).
  Un cordon formant corniche peut marquer la différence entre la partie ancienne et la nouvelle et permettre des ouvertures résolument contemporaines (exemple entièrement vitrées).

- **Autres ouvertures**

  Pour les façades ordonnancées, toute modification de percement ou tout nouveau percement est interdit; les arcs, linteaux, jambages en pierre existants ne seront ni supprimés, ni déplacés.

  Autres cas, si un nouveau percement doit être réalisé, rester cohérent avec l'ordonnancement de la façade et respecter les axes d'alignements et des superpositions, le principe décroissant des hauteurs, la position en tableau. L'ouverture doit être plus haute que large (sauf en attique, où elle peut être différente).
  En cas de découverte d'un élément ancien (arc, meneau en pierre...): si la composition de la façade le permet l'ouverture peut être restituée, sinon l'élément ne doit pas être conservé en décor.



Façade ordonnancée : ouvertures axées



Exemple de surélévation vitrée

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_25-DE

VALORISATION DU PATRIMOINE BÂTI

Le traitement des murs et des façades

- **Le traitement général des façades**

L'unité architecturale du bâtiment d'origine doit être respectée: il ne doit pas y avoir de traitement de façades différent pour un même bâtiment, même s'il se trouve aujourd'hui partagé entre plusieurs parcelles. A contrario, des bâtiments différents rassemblés dans une même parcelle ne doivent pas recevoir un traitement de façade uniforme.

La modénature de la façade doit être respectée, éventuellement elle peut être reconstituée, là où elle a été détruite: bandeaux plats ou moulurés courant le long des planchers ou des allèges de fenêtres, appuis de fenêtres en saillie moulurés ou non.

- **Les couleurs**

Un nuancier de référence comprenant couleurs de maçonnerie (enduit, badigeon, eau forte, patine), couleurs de menuiseries (fenêtre, volets, portes, ferronneries et devanture), et couleurs de ragréage et de jointoiement donne un large choix chromatique pour la rénovation des façades. Il conviendra de respecter le mode d'emploi de ce dernier lors du choix de couleurs.

Les consignes ci-dessous introduisent le nuancier et son mode d'emploi :

À l'origine, tous les enduits étaient colorés soit par le sable ou des pigments qu'ils contenaient, soit par un lait de chaux coloré appliqué sur la façade. Le nouvel enduit peut être teinté dans la masse ou recevoir un badigeon coloré. Un enduit en bon état peut être rafraîchi avec un badigeon coloré ou une peinture minérale.

Dans tous les cas, la couleur de l'enduit doit s'harmoniser avec celles des constructions voisines et préserver l'unité du secteur (teintes ocre, beiges…).

Les couleurs, tant des façades que des menuiseries, des ferronneries et des clôtures, doivent s'inspirer des coloris traditionnels du département de la Drôme. Une harmonie entre couleurs de fond (enduits et modénatures) et couleurs ponctuelles (volets, huisseries, portes ferronneries) doit être recherchée.

Le soubassement doit être marqué et traité d'une teinte plus foncée de manière à éviter l'impact des salissures.

Les peintures des menuiseries seront nuancées et, au choix, claires, gris coloré ou foncées, en rapport de contraste avec le corps de la façade ou dans la tonalité de la façade plus soutenue ou éclaircie.

Les modénatures doivent être mises en valeur par une teinte plus claire ou plus foncée coordonnée à celle du fond de façade (mur).

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_25-DE

PALETTE GÉNÉRALE DES QUAIS, 25 COULEURS POUR LES ÉLÉMENTS DE MAÇONNERIE

Maçonneries traditionnelles : couleurs à décliner • en enduits lisses de finition grattée ou talochée • en patines et eaux fortes à base de chaux • en revêtements filmogènes micro-poreux

CONSIGNES GÉNÉRALES :

ÉTAPES 1 À 3 :
Compter 2 à 3 couleurs sur la façade en fonction de sa composition
1 couleur de fond de façade
1 couleur pour les modénatures et encadrements
1 couleur de soubassement

Chaque colonne constitue une harmonie cohérente en camaïeu. C'est pourquoi il conviendra de faire des ***choix de couleurs dans une seule et même colonne en étape 1 et 2*** *afin de garantir l'effet harmonieux de l'ensemble des éléments maçonnés de la façade.*

LORS DE LA RÉNOVATION DE LA FAÇADE,
- ***Respecter la nature des matériaux :***
Il est essentiel d'utiliser des revêtements micro-poreux (à base de chaux) pour les maçonneries traditionnelles pour laisser respirer les murs (l'enduit ciment est proscrit).
- ***Recouvrir d'un enduit protecteur les maçonneries mixtes mêlant pierres brutes et galets «tout venant»***
- ***Restaurer la pierre des encadrements et des soubassements*** *si son état le nécessite : épaufrure, pulvérulence, disparition du calcin, fissures, joints disparus. Se référer dans ce cas au nuancier de régréage et de jointoiement.*
Restituer les décors disparus : *à minima encadrements et bandeaux séparateurs de niveau seront marqués par une couleur différente de celle du fond de façade.*
Les génoises non enduites *devront valoriser la couleur de leur terre cuite avec la couleur JP-14. Voir les consignes complémentaires sur le nuancier de régréage et de jointoiement.*

1 FOND DE FAÇADE

25 couleurs
• Opter pour une finition «à grain fin, frottée fin»

NOTA BENE

façades de 3 travées et + ou façade large :
La dernière ligne de la palette n'est pas utilisable en fond de façade.

façades étroites, jusqu'à 2 travées :
la couleur QG-21 n'est pas utilisable si la façade présente une génoise.



MODENATURES ENCADREMENTS 2

21 couleurs *(QG-1 à QG-21)*
• S'ils ne sont pas en pierre, les encadrements peuvent être marqués par une couleur issue de la même colonne que celle choisie pour le fond de façade.
• Opter pour une finition lisse

La référence QG-21 est réservée strictement aux éléments ou appareillage de briques rouges (ex : la verrerie)

SOUBASSEMENT 3

Dans le cas d'un marquage du soubassement (obligatoire si la façade est claire):
choisir parmi ces 5 couleurs marquées d'un * QG-10, QG-13, QG-15, QG-16, QG20.
• Le soubassement pourra être de couleur identique à celle des encadrements si celle-ci fait partie des 5 couleurs citées ci-dessus.
• Le pas de porte (marches y compris) devra se fondre dans le soubassement ou conserver la couleur de la pierre d'origine.
• Dans le cas d'un ragréage de pierre ou d'un rejointoiement d'appareillage, se référer aux 14 couleurs de la palette prévue à cet effet.

NACARAT color design

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_25-DE

Bourg-lès-Valence

PALETTE PONCTUELLE DES QUAIS : 27 COULEURS POUR LES MENUISERIES ET LES FERRONNERIES

Ces couleurs mettent en valeur fenêtres, volets, porte et ferronneries qui habillent et rythment la façade et le quai

CONSIGNES GÉNÉRALES

ÉTAPES 4 À 8 :
Compter 2 à 4 couleurs pour les menuiseries et les ferronneries
1 couleur de fenêtre
1 couleur de volet
1 couleur de porte
1 couleur de ferronneries
La devanture reprendra la couleur de la porte ou des ferronneries.

Une même couleur peut être choisie pour la porte et les ferronneries, ou encore pour la porte et les volets. Mais il est recommandé de différencier couleur de fenêtres et couleur de volets.

Chaque colonne constitue une harmonie cohérente en camaïeu.
*Il est donc possible de faire des **choix de couleurs dans une seule et même colonne** mais il également envisageable de choisir des couleurs dans des colonnes différentes.*

• Remplacement de menuiserie : le PVC est proscrit. Par ailleurs, les menuiseries neuves en bois lasuré de couleurs jaune ou orange sont très déconseillées.

En cas de rupture de gabarit ou d'incohérence esthétique des baies (nouveau perçement, remplissage partiel, ou surélévation), il est recommandé de fondre la menuiserie dans le fond de façade. Les autres menuiseries pourront être valorisées par une couleur issue de la palette ponctuelle.

• Les barreaudages de protection (ferronneries) reprendront une couleur sombre pour se fondre dans la baie.

Tous les coffres de volets roulants visibles devront être dissimulés derrière des lambrequins en bois ou en métal.



NACARAT
color design

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_25-DE

NUANCIER DE RAGRÉAGE ET DE JOINTOIEMENT POUR PIERRES, BRIQUES ET ÉLÉMENTS DE DÉCORS
RÉFÉRENCE DE COULEUR POUR LA VALORISATION DE LA TERRE CUITE DE GÉNOISE : JP-14

14 couleurs utilisables pour l'ensemble des Quais et pour la rue Pompéry

CONSIGNES GÉNÉRALES

AVANT DE RESTAURER LA PIERRE OU LES JOINTS D'APPAREILLAGE, IL CONVIENT DE VÉRIFIER LA COULEUR D'ORIGINE DU MATÉRIAU ET D'IDENTIFIER DANS LE NUANCIER CI-DESSOUS CELLE S'EN RAPPROCHANT LE PLUS.

POUR LES MAÇONNERIES TRADITIONNELLES, LES MORTIERS DE RAGRÉAGE ET DE JOINTOIEMENT SERONT COMPOSÉS DE CHAUX ET DE SABLE.

La granulométrie de l'enduit de ragréage *devra se rapprocher de l'aspect de la pierre qu'il rénove. De la même manière, selon sa nature d'origine, le mortier de joint pourra être à gros grains ou à grains fins.*
Le joint de finition *pourra être plat, ou beurré si la pierre ou la brique est irrégulière.*

Pour protéger les pierres ou les briques *à l'épiderme endommagé, ou raviver et unifier leurs couleurs, utiliser une une eau-forte ou une patine à base chaux.*
L'eau forte comme la patine sont moins opaques qu'un badigeon et laissent voir ***par transparence*** *l'épiderme du matériau.*
L'eau forte reste moins transparente que la patine.

Rénovation de la génoise
il conviendra de la mettre en valeur sans la dénaturer :
si les rangs de tuile ont été peints dans une couleur et/ou d'une façon inappropriée(s), procéder à l'application d'un badigeon ou d'une eau forte de couleur JP-14, uniquement sur les parties en terre cuite. L'enduit de bouchage intérieur aux tuiles sera identique à celui du fond de façade.

Si celle-ci est dissimulée par un coffrage ou par enduit, il conviendra de le supprimer et de remettre en état le décor dans son ensemble en suivant les recommandations ci-dessus.



NACARAT

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_25-DE

VALORISATION DU PATRIMOINE BÂTI

- **Les enduits**

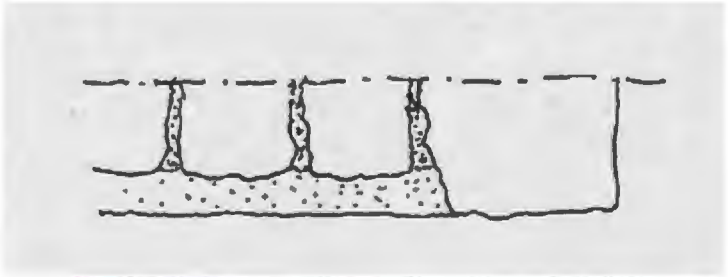
À l'origine, les enduits étaient composés essentiellement de chaux et de sable; ces enduits sont lisses ou à très faible relief, de finition grattée ou talochée. Depuis, beaucoup de constructions ont reçu un enduit ciment incompatible avec le bâti ancien. Le ciment, matériau rigide et imperméable crée des désordres dans les maçonneries.

Afin de rendre aux façades leur aspect initial et pour la bonne conservation des maçonneries, il est nécessaire de refaire ces enduits suivant une mise en œuvre traditionnelle et en utilisant des matériaux compatibles avec le bâti ancien (chaux aérienne ou chaux hydraulique naturelle pure).

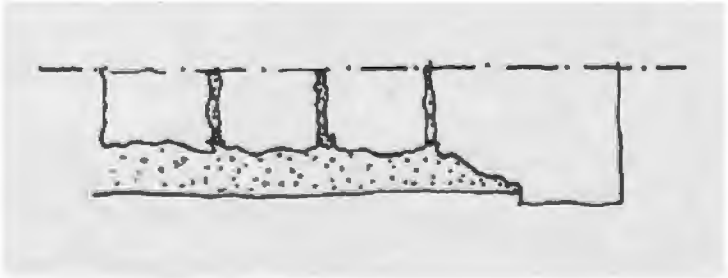
Il est indispensable de veiller à ne pas employer des matériaux qui enferment l'humidité dans les murs, tels que les enduits au ciment ou comportant des éléments durcisseurs ou plastifiants.

La finition de l'enduit sera à grain fin (dite «frotté fin»). La finition lissée est réservée pour les bandeaux d'encadrement de baies. Les finitions dites «rustique écrasé», «projeté écrasé» sont à proscrire, d'autant plus qu'elles captent les particules polluantes et les salissures.

Les enduits doivent être conservés. L'enduit protège des intempéries les maçonneries de pierres non appareillées ou de galets. Il présente aussi un caractère isolant. Tout décroutage pour faire apparaître les pierres (à l'exception des pierres de taille), les galets, les pièces de bois ou arc de décharge sont interdits.



L'enduit doit arriver au nu des pierres d'encadrement ou de chaîne d'angle, jamais en surépaisseur



L'enduit peut arriver en retrait uniquement si la pierre a été taillée dans ce but. La partie à montrer est lisse, la partie à recouvrir est brute ou bûchée

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_25-DE

VALORISATION DU PATRIMOINE BÂTI

Les murs initialement recouverts d'un enduit ne doivent pas être décroûtés car l'enduit protège les pierres et/galets des intempéries. Toutes les pièces de bois telles que les linteaux sont recouvertes d'enduit. Aussi, les murs en galets ou en pierres non appareillées seront enduits à la chaux naturelle.

L'enduit doit arriver au nu des pierres de structure (encadrement de baies, chaînes d'angle), en retrait si la modénature est conçue pour cela, jamais en surépaisseur. Il peut recouvrir complètement les pierres de structure si cela était prévu à l'origine. Dans ce cas, les encadrements et les chaînes d'angle doivent être redessinés avec un badigeon différent.
L'enduit «descend» jusqu'au trottoir ou au niveau du soubassement, s'il y a lieu.



Façade en galets qui doit être enduite

- L'isolation

L'isolation par l'extérieur par panneaux n'est pas autorisée pour les bâtiments en pierre ou galets, qu'elles soient appareillées ou non, ni pour les bâtiments dont la façade comporte des éléments de modénature, même simplifiée. Pour ces bâtiments les enduits isolants à base de chaux naturelle et matériaux isolants sont préconisés.
Pour les bâtiments construits après 1945 (majoritairement construits en béton), l'isolation par l'extérieur par panneaux est admise cependant les fenêtres seront avancées pour conserver leur positionnement par rapport au nu du mur extérieur qui est généralement de 15 à 20 cm.

Pour ne pas perdre en qualité les appuis saillants pourront être reconstitués plutôt que remplacés par une bavette métallique.

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_25-DE

VALORISATION DU PATRIMOINE BÂTI

Les menuiseries et huisseries: portes, fenêtres, volets, lambrequins

- **Traitement général sur façade**
  La cohérence des façades d'origine doit être respectée: pas de menuiseries d'aspect différent sur une même façade, d'un étage à l'autre, et même si la façade est partagée entre plusieurs propriétaires, voire plusieurs parcelles.

- **Les portes et fenêtres**
  Les fenêtres ont traditionnellement 2 ouvrants à 3 ou 4 carreaux chacun.
  D'une manière générale, la menuiserie de fenêtre ou de porte doit s'adapter au percement d'origine et non l'inverse.

  Les portes anciennes doivent être conservées dans la mesure du possible ou refaites à l'identique. En cas de changement, les portes sur rue doivent être en bois, pleines (à lames contrariées ou à panneaux), et peuvent avoir une imposte en partie haute. Les portes « demi-lune » de style anglo-saxon sont interdites.

  Les menuiseries sont posées en tableau, à environ 20 cm du nu extérieur du mur.

  1/ Les montants des menuiseries de fenêtres seront les plus fins possible. En cas de changement de fenêtre, les châssis dormants anciens seront déposés pour éviter les surépaisseurs et la diminution du jour inévitables lorsque l'on vient fixer un nouveau châssis sur l'ancien.

  2/ Partition du vitrage: conserver le mode de partition du vitrage d'origine pour les fenêtres à deux vantaux (bien souvent 3 ou 4 carreaux par vantail).
  En cas de double vitrage, la partition peut être restituée par des intercalaires et des petits bois collés à l'extérieur et à l'intérieur.





Il est interdit de maçonner une ouverture pour installer une fenêtre standard



Position en tableau



Lambrequin et ferronerie
à conserver et mettre en valeur





Rénovation d'une porte ancienne réussie

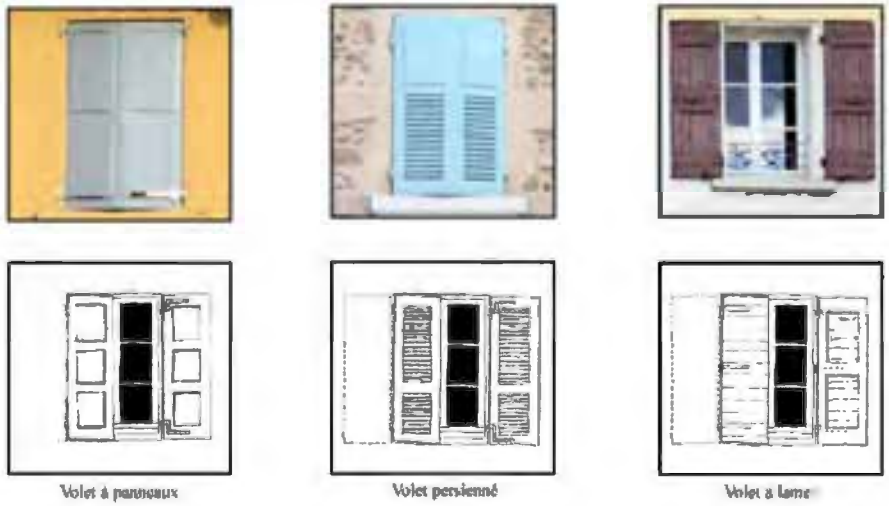
Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_25-DE

VALORISATION DU PATRIMOINE BÂTI

- Les volets

Les types de volets recensés sont caractéristiques du Dauphiné : volets à panneaux, volets à encadrement, volets persiennés. Les volets du commerce à lames verticales et ossature en «Z» se multiplient, cependant ils ne correspondent en rien à un style régional et contribuent à appauvrir les façades.

1/ Les volets en bois rabattus sur la façade, pleins ou persiennés isolent très bien du froid en hiver et de la chaleur en été. Ils doivent être conservés dans la mesure du possible et rénovés.
2/ Les volets roulants sont interdits. Pour les volets roulants existants, le coffret doit être dissimulé par un lambrequin.



Exemples de volets à Bourg-Lès-Valence

- Matériaux et teintes

Le bois, l'aluminium, ou l'acier sont les seuls matériaux autorisés pour l'ensemble des menuiseries en réhabilitation.

Le PVC est un matériau banalisant, il n'est pas admis.
La fenêtre en PVC présente des profils épais qui ne s'harmonisent pas avec le bâti ancien. Par ailleurs, ce matériau présente des risques pour la santé (toxicité / production, fabrication, utilisation, élimination) et pour la sécurité en cas d'incendie (toxicité, explosion et chutes de vitres).

- Les garde-corps et balcons

1/ Conserver les garde-corps et les balcons anciens existants. Les restaurer ou les remplacer par des modèles similaires, sinon jouer la simplicité ;
2/ Les habillages occultant sont interdits.

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_25-DE

VALORISATION DU PATRIMOINE BÂTI

Le traitement des rez-de-chaussée

- **Commerces, activités**

1/ La cohérence des bâtiments d'origine doit être respectée en harmonisant les vitrines commerciales d'un même bâtiment (apparence, enseignes, teintes), et même s'il est partagé entre plusieurs parcelles. A contrario, il est nécessaire de ne pas faire d'aménagements uniformes et continus sur plusieurs parcelles, si les bâtiments sont différents.

2/ La composition verticale de la façade, son architecture doit être préservée, la modénature existante maintenue, la porte d'entrée de l'immeuble conservée (ne pas condamner l'accès à l'étage, garder une lecture cohérente des accès à l'immeuble).

3/ L'enduit de façade doit aller du trottoir à la toiture.

4/ Les couleurs des devantures, des bannes et des enseignes doivent être choisies en harmonie avec les teintes de la façade. Se référer au nuancier de référence.

5/ S'ils sont prévus, les rideaux de protection métalliques seront positionnés à l'intérieur du commerce.

6/ Les bannes et stores de protection solaires seront de forme simple sans coffrets extérieurs et s'inspireront des couleurs de devanture proposées dans le nuancier de référence.

- **Recommandations sur les enseignes**

1/ Les enseignes doivent respecter l'ordonnancement vertical de la façade, la modénature de l'immeuble, ses ouvertures. La pose en bandeau continu sur la largeur de la parcelle est interdite, de même la pose de bandeaux sur les trumeaux.

2/ Les enseignes doivent rester dans l'emprise de la devanture. Elles ne doivent pas dépasser le niveau du rez-de-chaussée

3/ Les enseignes en drapeau auront pour dimension 60x60cm maxi, et seront positionnées au maximum sous les allèges des fenêtres du 1er étage.

4/ Les caissons lumineux, les néons, les enseignes clignotantes sont interdits.

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_25-DE

VALORISATION DU PATRIMOINE BÂTI

Le traitement des rez-de-chaussée

- Transformation des rez-de-chaussée en logement ou en garages

Des immeubles du Vieux Bourg, accueillant autrefois des commerces ou activités présentent encore aujourd'hui les enseignes peintes qui témoignent de l'activité passée et souvent d'une qualité typographique, il est nécessaire de les conserver.

L'ouverture d'origine doit demeurer clairement intelligible et visible: étudier un rythme de division du vitrage à l'intérieur du percement et si une partie doit rester aveugle, elle doit se différencier de la maçonnerie du mur (autre matériau, teinte sombre, pose en retrait, comme les menuiseries).



Interventions qui dénaturent les rez-de-chaussée



Enseigne à conserver

Garage

1/ La porte de garage doit s'adapter au percement existant et non l'inverse.
2/ Les arcs, linteaux, jambages en pierre existants ne seront ni supprimés, ni déplacés, ni retaillés.
3/ Les portes de garage seront simples, à deux battants, en bois peint, posées en tableau (l'automatisation de la porte est possible).
4/ Les modèles en tôle striée ou ondulée, en PVC, les oculus sont interdits.
5/ Éviter ces modèles de porte qui banalisent une rue.





Exemples de traitement réussi d'un rez-de-chaussée





Rez-de-chaussée dénaturé, à éviter

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_25-DE

VALORISATION DU PATRIMOINE BÂTI

Réseaux, coffrets techniques, divers

- Réseaux (électricité, téléphone, câble, éclairage, autres ...)

1/ L'installation des réseaux doit se faire en souterrain dans la mesure du possible.

2/ La remontée en façade se fera sous gaine derrière les descentes d'eau pluviales. Un passage est possible sous les avancées de toiture (dans des fourreaux encastrés) pour ne pas épaissir la modénature.

3/ Les paraboles et antennes ainsi que les panneaux solaires ne doivent pas être positionnés en façade visible de l'espace public.

- Climatiseurs

1/ Les climatiseurs seront prioritairement installés
- sur les balcons si les dispositifs sont peu visibles,
- dans les sous-sols ventilés ouverts
- au sol dans les cours arrières ou sur les terrasses arrières,
- dans les combles bien ventilés

2/ Si ces options ne sont pas possibles, les climatiseurs sans bloc externe devront être privilégiés autant que possible.

3/ En dernier recours, ils pourront être autorisés en applique ou positionnés en façades, à condition qu'ils soient recouverts d'un caisson qui s'insère harmonieusement dans le cadre bâti environnant. »



Interdits : les climatiseurs en applique. Les volets battants en bois sont très utiles pour tempérer l'intérieur en été, d'où l'intérêt de les conserver



Exemple de coffret technique non caché

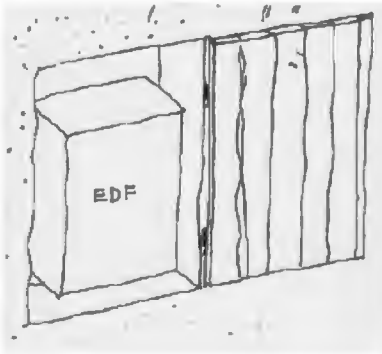
- Divers

1/ Les descentes d'eau pluviales doivent respecter la cohérence de la façade d'origine. Elles seront positionnées en limite de façades, ce qui peut être différent des limites séparatives. Elles seront en zinc ou en cuivre (interdit : PVC plastique).

2/ La pose des ventouses de chaudières sera interdite pour éviter de percer une pierre de structure ou de détruire un élément de modénature.

3/ Les coffrets techniques ne doivent pas être posés en applique mais encastrés suffisamment en retrait pour pouvoir installer une petite porte, peinte de la teinte de la façade.

4/ Les boîtes aux lettres ne doivent pas être posées en applique sur la façade (les boîtes aux lettres normalisées ne sont obligatoires que pour les immeubles construits après juillet 1979).



Les coffrets techniques doivent être encastrés et cachés derrière une porte

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_25-DE

OAP aménagement - à dominante d'habitat

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_25-DE

OAP N°23 - LES GAMELLES

Etat des lieux : terrain situé en périphérie urbaine, à 150 m au sud de la liaison autoroutière, à 600 m de l'école de l'Armailler, à 270m de l'arrêt de la ligne 20 de transport en commun de la route de Chateauneuf et à 250 m de l'arrêt de la ligne 7 de la route de Talavard.
Il est bâti, et constitue une ancienne friche industrielle qui présente un dénivelé important entre la partie ouest et est, caractéristique d'une ancienne carrière.

Vocation de la zone : dominante habitat

Densité à respecter : 35 logements / ha

Superficie : 16 350 m²

Nombre de logements à créer : 57 logements sur l'ensemble du périmètre d'OAP dont 20 logements locatifs sociaux (PLAI et PLUS) et 17 logements en accession sociale (PSLA ou BRS). Le programme devra respecter ce nombre, à considérer comme un maximum et non un minimum.

Forme urbaine : habitat collectif R+3 maximum, habitat intermédiaire et/ou maisons groupées

Organisation fonctionnelle :
- Accès principal motorisé : créer un accès reliant la route de Chateauneuf à la route des Gamelles. Cet accès devra prendre la forme d'un carrefour aménagé et sécurisé, adapté au trafic engendré par l'opération.
- Accès piéton cycle : une ou plusieurs voies douces devront être créé pour relier l'opération et l'allée Robert Kock afin de rejoindre l'allée Paul Santy (accès arrêt ligne bus 20) ou Ambroise Paré (accès arrêt ligne bus 7). Cette liaison devra absorber la différence de niveau entre le terrain et l'allée Robert Kock et être étudiée pour s'intégrer dans l'architecture et/ou l'aménagement de l'opération
- Un accès piéton/cycle secondaire de 3,5 mètres devra aussi être créé le long de la route des Gamelles

Aménagement urbain et paysager :
- La majeur partie du tènement devra être urbanisée sous la forme d'une opération d'aménagement d'ensemble réalisée par un aménageur constructeur afin de garantir une composition d'ensemble cohérente et qualitative
- Privilégier l'habitat collectif sur la partie basse du site ou en lien avec la pente afin d'adapter les constructions aux dénivelés et cassures du terrain.
- Une architecture de qualité et inventive est attendue, notamment pour marquer esthétiquement les entrées de l'opération et absorber les cassures de terrain propres au site dans la recherche d'une liaison avec l'allée Robert Kock
- Le constructions du socle haut ne devront pas dépasser en hauteur celles du socle bas, une harmonie devra être trouvée pour gérer les différences de niveau.
- Création d'un espace de rencontre et de partage collectif (jardins partagés si le sol le permet) qui soit fortement arboré et végétalisé et fasse office d'îlot de fraîcheur
- Traitement perméable des sols facilitant l'infiltration des eaux de pluie, notamment sur les espaces de stationnements aériens
- Favoriser les cônes de vues vers le massif ardéchois
- Gérer l'interface paysagère avec l'espace naturel situé au nord du site et les habitations situées au sud. L'interface végétale devra prendre la forme d'une haie vive d'au moins trois strate.
- Aménager un nombre de stationnement conséquent pour répondre aux besoins des habitants mais aussi des visiteurs, sachant qu'il n'existe pas de parking public à proximité

Gestion de la pollution :
Le site ayant accueilli une ancienne activité industrielle, tout projet de construction devra justifier de la gestion du risque de pollution pour assurer la compatibilité entre l'usage résidentiel futur et l'état des sols. Un certificat attestant de la compatibilité entre l'usage résidentiel futur et l'état des sols devra être fourni au moment du dépôt des demandes d'autorisation d'urbanisme afférentes à l'opération.

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_25-DE



Principe d'implantation

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_25-DE

OAP N°17 - AVENUE DE LYON

État des lieux :
- Le long de l'avenue de Lyon ;
- Zone Uar ;
- Tissu résidentiel et à vocation économique alentour ;

Vocation de la zone : dominante habitat

Densité à respecter : 37 logements / ha

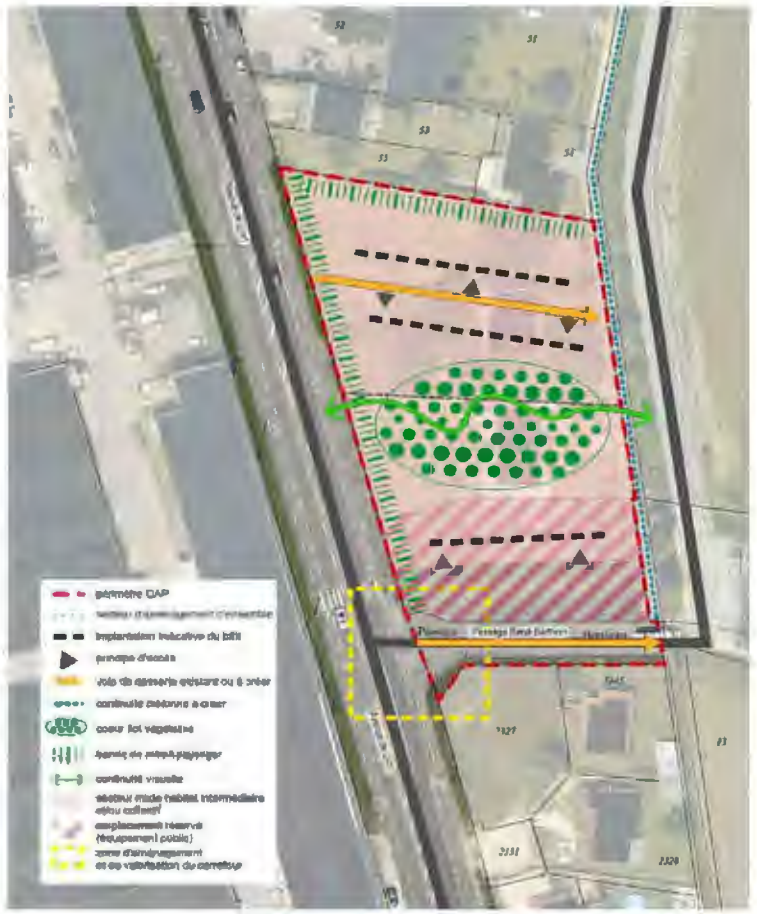
Superficie : 4 783 m²

Nombre de logements à créer : 18 logements dont 10 à 12 logements sociaux (locatif ou accession), soit 56 à 66 %. Les logements sociaux devront être répartis à part égale entre les deux opérations d'ensemble.

Forme urbaine : habitat collectif R+2 maximum, habitat intermédiaire et/ou maisons groupées en R+1

Organisation fonctionnelle :
- Minimiser le nombre de connexions viaires à l'Avenue de Lyon et s'appuyer sur les accès existants.
- Aménager un espace public marquant l'entrée de ville et l'accès au site du Valentin. Cet aménagement devra prévoir des stationnements publics et un principe d'accès vers l'opération de logement située au nord du parking via le passage Berthoin. Il devra être végétalisé, de qualité et améliorer la lisibilité du domaine du Valentin

Aménagement urbain et paysager :
- Aménagement sous la forme de deux opérations d'aménagement d'ensemble maximum.
- Recomposer des cœurs d'îlot en pleine terre, fortement arborés et végétalisés, dans la continuité de la trame verte du Valentin
- Maintenir et recréer des continuités visuelles entre l'avenue de Lyon et le Valentin via les cœurs d'îlot végétalisés
- Prioriser une implantation en « peigne » des nouvelles constructions par rapport à l'avenue de Lyon, avec des logements bien exposés à l'ensoleillement et des façades situées à distance des nuisances de la route.
- Prévoir une bande de retrait paysager inconstructible le long de l'Avenue de Lyon
- Traiter les limites entre parcelles privatives et voiries avec des haies végétalisées mixtes
- Privilégier le stationnement aménagé en sous-sol pour les immeubles d'habitat collectif.



Principe d'implantation

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_25-DE

OAP densité

Imposer un minimum de logements

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_25-DE

OAP N°18 - DENSITÉ - Avenue de Lyon

Site:

- Le long de l'avenue de Lyon ;
- Zone Uar ;
- Tissu résidentiel et à vocation économique alentour ;
- Surface du site : 987 m²

Prescriptions:

1/ Création de logements sous la forme d'habitat intermédiaire et/ou collectif ;
2/ Conforter le front bâti le long de l'avenue de Lyon grâce à une implantation du bâti parallèle à l'avenue de Lyon
3/ Hauteur des construction R+2 minimum

Création minimum de logements

5 logements (50 logements /ha)



Schéma de principe (opposable)

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_25-DE

Règles relatives à l'ordonnancement et la constructibilité

Zone urbaine

- **Uap** Secteur urbain dense à protéger
- **Uar** Secteur urbain dense à renouveler
- **Ub** Secteur urbain d'habitat mixte
- **Uc** Secteur d'habitat périphérique
- **Ue** Secteur urbain d'équipement collectif ou public
- **Ueg** Secteur d'équipement de Girodet
- **Uec** Secteur du pôle Cartoucherie
- **Ui** Secteur urbain d'activité
- **Uie** Secteur d'activité d'entrée de ville
- **Uic** Secteur d'activité commerciale
- **Uid** Secteur d'activité CNR
- **Uf** Secteur d'infrastructures de transport

Zone à urbaniser

- **AUs1** Secteur à urbaniser bloqué à vocation d'habitat
- **AUs2** Secteur à urbaniser bloqué à vocation d'activité
- **AUc** Secteur à urbaniser alternatif à vocation d'habitat

Zone agricole

- **A** Secteur agricole
- **Ai** Secteur agricole à vocation d'activité (STECAL)
- **Ap** Secteur agricole à protéger

Zone naturelle

- **Np** Secteur naturel et forestier à protéger
- **Ne** Secteur naturel d'équipement collectif ou public
- **Nl** Secteur naturel de loisirs
- **Ng** Secteur naturel à vocation d'activité (STECAL)

Prescriptions particulières

- 1 Emplacement réservé
- Secteur de projet en attente d'un projet d'aménagement global
- OAP Secteur comportant des orientations d'aménagement et de programmation (OAP aménagement par secteur)
- 1 Secteur de servitude de mixité sociale
- OAP Secteur de valorisation du patrimoine bâti (OAP thématique mise en valeur du patrimoine)
- Linéaire commercial protégé
- Secteur protégé en raison de la richesse du sol et du sous-sol (carrière)
- Secteur avec règlement particulier appliqué aux clôtures
- Bâtiment dont le changement de destination est autorisé
- Plan des zones inondables (voir réglements graphiques 4.2.a à 4.2.d)
- Zone à risque industriel (Markem Imaje)
- Secteur avec distance minimale de l'implantation des constructions par rapport à l'emprise publique

Patrimoine bâti à protéger au titre de l'article L151-19 du code de l'urbanisme

- Elément bâti à protéger pour des motifs d'ordre architectural
- 14 Elément linéaire bâti à protéger pour des motifs d'ordre architectural

Patrimoine paysager à préserver au titre de l'article L151-23 du code de l'urbanisme

- Arbre remarquable
- Haie végétale
- Espace boisé
- Zone humide

Périmètres de protection des captages d'alimentation en eau potable:

- captage de la Tourtelle

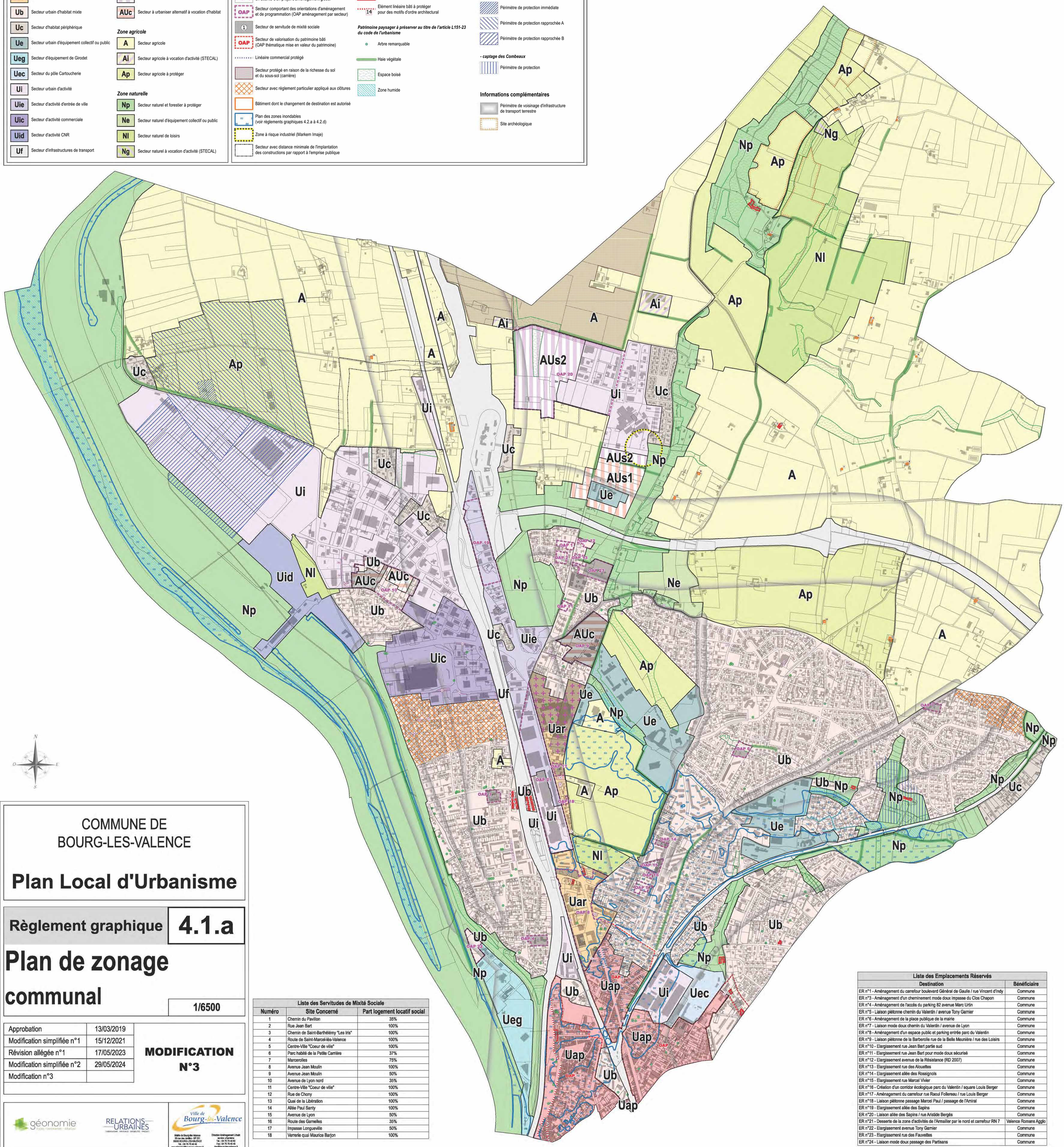
- Périmètre de protection immédiate
- Périmètre de protection rapprochée A
- Périmètre de protection rapprochée B

- captage des Combeaux

- Périmètre de protection

Informations complémentaires

- Périmètre de voisinage d'infrastructure de transport terrestre
- Site archéologique



N O E S

COMMUNE DE
BOURG-LES-VALENCE

Plan Local d'Urbanisme

Règlement graphique **4.1.a**

Plan de zonage communal

1/6500

Approbation	13/03/2019
Modification simplifiée n°1	15/12/2021
Révision allégée n°1	17/05/2023
Modification simplifiée n°2	29/05/2024
Modification n°3	

MODIFICATION N°3

géonomie — RELATIONS URBAINES — Ville de Bourg-lès-Valence

Mairie de Bourg-lès-Valence
36 rue des Jardins - BP 231
26500 BOURG-LES-VALENCE
Tél. : 04 75 79 46 46
accueilmairie@bourg-les-valence.fr

Direction Aménagement Urbain
service urbanisme
Tél. : 04 75 79 46 65
Fax : 04 75 79 46 48
dau@bourg-les-valence.fr

Liste des Servitudes de Mixité Sociale

Numéro	Site Concerné	Part logement locatif social
1	Chemin du Pavillon	35%
2	Rue Jean Bart	100%
3	Chemin de Saint-Barthélémy "Les Iris"	100%
4	Route de Saint-Marcel-lès-Valence	100%
5	Centre-Ville "Coeur de ville"	100%
6	Parc habité de la Petite Carrière	37%
7	Marcerolles	75%
8	Avenue Jean Moulin	100%
9	Avenue Jean Moulin	50%
10	Avenue de Lyon nord	35%
11	Centre-Ville "Coeur de ville"	100%
12	Rue de Chony	100%
13	Quai de la Libération	100%
14	Allée Paul Santy	100%
15	Avenue de Lyon	50%
16	Route des Gamelles	35%
17	Impasse Longueville	50%
18	Verrerie quai Maurice Barjon	100%

Liste des Emplacements Réservés

Destination	Bénéficiaire
ER n°1 - Aménagement du carrefour boulevard Général de Gaulle / rue Vincent d'Indy	Commune
ER n°3 - Aménagement d'un cheminement mode doux impasse du Clos Chapon	Commune
ER n°4 - Aménagement de l'accès du parking 82 avenue Marc Urtin	Commune
ER n°5 - Liaison piétonne chemin du Valentin / avenue Tony Garnier	Commune
ER n°6 - Aménagement de la place publique de la mairie	Commune
ER n°7 - Liaison mode doux chemin du Valentin / avenue de Lyon	Commune
ER n°8 - Aménagement d'un espace public et parking entrée parc du Valentin	Commune
ER n°9 - Liaison piétonne de la Barberolle rue de la Belle Meunière / rue des Loisirs	Commune
ER n°10 - Elargissement rue Jean Bart partie sud	Commune
ER n°11 - Elargissement rue Jean Bart pour mode doux sécurisé	Commune
ER n°12 - Elargissement avenue de la Résistance (RD 2007)	Commune
ER n°13 - Elargissement rue des Alouettes	Commune
ER n°14 - Elargissement allée des Rossignols	Commune
ER n°15 - Elargissement rue Marcel Vivier	Commune
ER n°16 - Création d'un corridor écologique parc du Valentin / square Louis Berger	Commune
ER n°17 - Aménagement du carrefour rue Raoul Follereau / rue Louis Berger	Commune
ER n°18 - Liaison piétonne passage Marcel Paul / passage de l'Amiral	Commune
ER n°19 - Elargissement allée des Sapins	Commune
ER n°20 - Liaison allée des Sapins / rue Aristide Bergès	Commune
ER n°21 - Desserte de la zone d'activités de l'Armailler par le nord et carrefour RN 7	Valence Romans Agglo
ER n°22 - Elargissement avenue Tony Garnier	Commune
ER n°23 - Elargissement rue des Fauvettes	Commune
ER n°24 - Liaison mode doux passage des Partisans	Commune

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_25-DE

COMMUNE DE
BOURG-LES-VALENCE

Plan Local d'Urbanisme

Règlement graphique **4.3**

Plan des hauteurs

1/5000

Approbation	13/03/2019
Modification simplifiée n°1	15/12/2021
Révision allégée n°1	17/05/2023
Modification simplifiée n°2	29/05/2024
Modification n°3	

MODIFICATION N°3

Hauteur maximale par zone	
Couleur de zone	Hauteur maximale
	8 m
	10 m
	12 m
	15 m
	18 m
	21 m

géonomie
RELATIONS URBAINES
Ville de Bourg-lès-Valence
Mairie de Bourg-lès-Valence
38 rue des Jardins – BP 201
26500 BOURG-LES-VALENCE
Tél. : 04 75 79 45 45
accueil-mairie@bourg-les-valence.fr
Direction Aménagement Urbain
service urbanisme
Tél. : 04 75 79 45 60
Fax : 04 75 79 45 46
dau@bourg-les-valence.fr

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_25-DE



Commune de BOURG-LÈS-VALENCE

Plan Local d'Urbanisme

Modification n°3

5 // Règlement écrit

Plan local d'urbanisme de Bourg-lès-Valence approuvé
par le conseil municipal du 13 mars 2019
Modification simplifiée n°1 du 15 décembre 2021
Révision simplifiée n°1 du 17 mai 2023
Modification simplifiée n°2 du 29 mai 2024
Modification n°3

Ville de Bourg-lès-Valence

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_25-DE

- GÉONOMIE

309 rue Duguesclin
69007 LYON

Tél : 04.72.04.95.83 Fax : 04.72.04.93.88
E.mail : contact@geonomie.com

- RELATIONS URBAINES

32 rue de Cuire
69004 LYON

Tél. 04.78.39.35.50
E.mail : agence@relations-urbaines.fr

SOMMAIRE

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_25-DE

TITRE I – DISPOSITIONS GÉNÉRALES....3
SOUS-TITRE I - DISPOSITIONS GENERALES D'ORDRE ADMINISTRATIF ET REGLEMENTAIRE...4
SECTION 1 - CHAMP D'APPLICATION TERRITORIAL DU PLAN....4
SECTION 2 - PORTEE RESPECTIVE DU RÈGLEMENT A L'ÉGARD D'AUTRES LÉGISLATIONS RELATIVES À L'OCCUPATION DES SOLS....4
SECTION 3 - DIVISION DU TERRITOIRE EN ZONES....4
SECTION 4 - AUTRES PRESCRIPTIONS ET PERIMETRES....5
SOUS-TITRE II - DEFINITIONS DE BASE ET MODALITES D'APPLICATION DE CERTAINES REGLES....6

TITRE II - DISPOSITIONS APPLICABLES À TOUTES LES ZONES....14
SECTION 1 - DISPOSITIONS APPLICABLES À CERTAINS TRAVAUX....15
SECTION 2 - DISPOSITIONS DE PRISE EN COMPTE DE L'ENVIRONNEMENT SUR LE TERRITOIRE....16
SECTION 3 - DISPOSITIONS RELATIVES AUX ZONES DE CARRIÈRES....22
SECTION 4 - DISPOSITIONS RELATIVES AUX ÉLÉMENTS BÂTIS À PROTÉGER AU TITRE DE L'ARTICLE L.151-19 DU CODE DE L'URBANISME....22
SECTION 5 - DISPOSITIONS RELATIVES AUX ÉLÉMENTS DE PAYSAGE ET AUX SITES ET SECTEURS À PROTÉGER POUR DES MOTIFS D'ORDRE ECOLOGIQUE AU TITRE DE L'ARTICLE L.151-23 DU CODE DE L'URBANISME....53
SECTION 6 - DISPOSITIONS RELATIVES AUX CHANGEMENTS DE DESTINATION AU TITRE DE L'ARTICLE L.151-11 DU CODE DE L'URBANISME....53
SECTION 7 - DISPOSITIONS RELATIVES AU COEFFICIENT DE BIOTOPE PAR SURFACE....58

TITRE III - DISPOSITIONS APPLICABLES AUX ZONES URBAINES....60
ZONES U à vocation mixte et résidentielle : Uap, Uar, Ub, Uc....61
CHAPITRE 1 - Destination des constructions, usages des sols et nature d'activités....61
CHAPITRE 2 - Caractéristiques urbaine, architecturale, environnementale et paysagère....64
CHAPITRE 3 - Équipement et réseaux....76
ZONES U à vocation d'équipement public ou d'intérêt collectif : Ue, Uec, Ueg....79
CHAPITRE 1 - Destination des constructions, usages des sols et nature d'activités....79
CHAPITRE 2 - Caractéristiques urbaine, architecturale, environnementale et paysagère....81
CHAPITRE 3 - Équipement et réseaux....85
ZONES U à vocation d'activités économiques Ui, Uic, Uie, Uid, et à vocation d'infrastructures routières, autoroutières et ferroviaires Uf....89
CHAPITRE 1 - Destination des constructions, usages des sols et nature d'activités....89
CHAPITRE 2 - Caractéristiques urbaine, architecturale, environnementale et paysagère....92
CHAPITRE 3 - Équipement et réseaux....99

TITRE IV - DISPOSITIONS APPLICABLES AUX ZONES À URBANISER....102
ZONES AUs1 et AUs2....103
CHAPITRE 1 - Destination des constructions, usages des sols et nature d'activités....103
ZONES AUc....105
CHAPITRE 1 - Destination des constructions, usages des sols et nature d'activités....105
CHAPITRE 2 - Caractéristiques urbaine, architecturale, environnementale et paysagère....107
CHAPITRE 3 - Équipement et réseaux....112

TITRE V - DISPOSITIONS APPLICABLES AUX ZONES AGRICOLES....114
ZONE A....115
CHAPITRE 1 - Destination des constructions, usages des sols et nature d'activités....115
CHAPITRE 2 - Caractéristiques urbaine, architecturale, environnementale et paysagère....118
CHAPITRE 3 - Équipement et réseaux....120

TITRE VI - DISPOSITIONS APPLICABLES AUX ZONES NATURELLES ET FORESTIÈRES....124
ZONE N....125
CHAPITRE 1 - Destination des constructions, usages des sols et nature d'activités....125
CHAPITRE 2 - Caractéristiques urbaine, architecturale, environnementale et paysagère....127
CHAPITRE 3 - Équipement et réseaux....130

ANNEXE : FICHE DE SYNTHESE DES INFORMATIONS UTILES AUX PROCESSUS DE MAÎTRISE DE L'URBANISATION....132

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_25-DE

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_25-DE

TITRE I – DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Le présent titre I est composé de deux parties :

- **➔ le sous-titre I, relatif aux dispositions générales d'ordre administratif et réglementaire,**
- **➔ le sous-titre II, relatif aux définitions de base.**

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_25-DE

SOUS-TITRE I - DISPOSITIONS GENERALES D'ORDRE ADMINISTRATIF ET REGLEMENTAIRE

SECTION 1 - CHAMP D'APPLICATION TERRITORIAL DU PLAN

Le présent règlement s'applique à l'intégralité du territoire de la commune de **BOURG-LÈS-VALENCE**.

Il délimite les zones urbaines, les zones à urbaniser, les zones agricoles et les zones naturelles et forestières.

SECTION 2 - PORTEE RESPECTIVE DU RÈGLEMENT A L'ÉGARD D'AUTRES LÉGISLATIONS RELATIVES À L'OCCUPATION DES SOLS

Sont et demeurent notamment applicables au territoire communal :

- À l'exception de ses dispositions modifiées par le présent règlement, le Code de l'Urbanisme et l'ensemble des articles en vigueur,
- Les articles du Code de l'Urbanisme ou d'autres législations concernant les périmètres sensibles, les zones d'aménagement différé, les plans de sauvegarde et de mise en valeur, les périmètres de restauration immobilière, les zones de protection du patrimoine architectural, urbain et du paysage, les périmètres de résorption de l'habitat insalubre, les participations exigibles des constructeurs,
- Les prescriptions nationales ou particulières, fixées par le Code de l'Urbanisme,
- Les projets d'intérêt général concernant les projets d'ouvrage, de travaux ou de protection présentant un caractère d'utilité publique,
- Les servitudes d'utilité publique mentionnées à l'annexe du plan et selon la réglementation en vigueur,
- La loi du 17 janvier 2001 relative à l'archéologie préventive,
- Le décret n°2004-490 du 3 juin 2004 relatif aux procédures administratives et financières en matière d'archéologie préventive et notamment l'article 7 : lorsqu'une opération, des travaux ou des installations soumis à autorisation d'aménager, au permis de construire, au permis de démolir ou à l'autorisation des installations et travaux divers prévus par le Code de l'Urbanisme peuvent, en raison de leur localisation et de leur nature, compromettre la conservation ou la mise en valeur de vestiges ou d'un site archéologique, cette autorisation, ou ce permis, est délivré après avis du Préfet qui consulte le Conservateur Régional de l'Archéologie.
- Le principe de réciprocité concernant les règles d'implantation des bâtiments agricoles,
- L'utilisation de matériaux renouvelables ou de matériaux ou procédés de construction permettant d'éviter l'émission de gaz à effet de serre, à l'installation de dispositifs favorisant la retenue des eaux pluviales ou la production d'énergie renouvelable.

SECTION 3 - DIVISION DU TERRITOIRE EN ZONES

Le territoire couvert par le plan local d'urbanisme est divisé en zones urbaines (U), en zones à urbaniser (AU), en zones agricoles (A) et en zones naturelles et forestières (N), dont les délimitations sont reportées sur les documents graphiques.

- **Les zones urbaines**

  Les zones urbaines sont dites "zones U". Peuvent être classés en zone urbaine, les secteurs déjà urbanisés et les secteurs où les équipements publics existants ou en cours de réalisation ont une capacité suffisante pour desservir les constructions à implanter.

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_25-DE

- **Les zones à urbaniser**

  Les zones à urbaniser sont dites "zones AU". Peuvent être classés en zone à urbaniser les secteurs destinés à être ouverts à l'urbanisation.
  Lorsque les voies ouvertes au public et les réseaux d'eau, d'électricité et, le cas échéant, d'assainissement existant à la périphérie immédiate d'une zone AU ont une capacité suffisante pour desservir les constructions à implanter dans l'ensemble de cette zone et que des orientations d'aménagement et de programmation et, le cas échéant, le règlement en ont défini les conditions d'aménagement et d'équipement, les constructions y sont autorisées soit lors de la réalisation d'une opération d'aménagement d'ensemble, soit au fur et à mesure de la réalisation des équipements internes à la zone prévus par les orientations d'aménagement et de programmation et, le cas échéant, le règlement.

- **Les zones agricoles**

  Les zones agricoles sont dites "zones A". Peuvent être classés en zone agricole les secteurs de la commune, équipés ou non, à protéger en raison du potentiel agronomique, biologique ou économique des terres agricoles.

  En zone A peuvent seules être autorisées :

  - les constructions et installations nécessaires à l'exploitation agricole ou au stockage et à l'entretien de matériel agricole par les coopératives d'utilisation de matériel agricole agréées ;
  - les extensions ou annexes aux bâtiments existants autres qu'agricoles, les changements de destination et aménagements prévus selon la réglementation en vigueur et dans les conditions fixées par celle-ci.

- **Les zones naturelles et forestières**

  Les zones naturelles et forestières sont dites "zones N". Peuvent être classés en zone naturelle et forestière, les secteurs de la commune, équipés ou non, à protéger en raison :

  - soit de la qualité des sites, milieux et espaces naturels, des paysages et de leur intérêt, notamment du point de vue esthétique, historique ou écologique ;
  - soit de l'existence d'une exploitation forestière ;
  - soit de leur caractère d'espaces naturels ;
  - soit de la nécessité de préserver ou restaurer les ressources naturelles ;
  - soit de la nécessité de prévenir les risques notamment d'expansion des crues.

  Peuvent être autorisées en zone N :
  - les constructions et installations nécessaires à l'exploitation agricole et forestière, ou au stockage et à l'entretien de matériel agricole par les coopératives d'utilisation de matériel agricole agréées ;
  - les extensions ou annexes aux bâtiments existants autres qu'agricoles, les changements de destination et aménagements prévus selon la réglementation en vigueur et dans les conditions fixées par celle-ci.

SECTION 4 – AUTRES PRESCRIPTIONS ET PERIMETRES

Le PLU définit également :

- L**es emplacements réservés**

  Des emplacements réservés aux voies, ouvrages publics, installations d'intérêt général sont fixés. Chaque emplacement réservé est délimité sur le plan de zonage et repéré par un numéro. Sa destination et son bénéficiaire sont consignés sur la liste des emplacements réservés reportée sur le plan.

- **Les Orientations d'Aménagement et de Programmation**

  Des secteurs sont délimités dans lesquels sont définies des dispositions portant sur l'aménagement, l'habitat, les transports et les déplacements.
  Les dispositions contenues dans les orientations d'aménagement et de programmation s'ajoutent à celles du présent règlement.

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_25-DE

- **Les éléments bâtis protégés au titre du patrimoine**

  Des éléments bâtis sont identifiés sur le plan de zonage pour leur valeur paysagère et patrimoniale à préserver. Il s'agit d'éléments bâtis remarquables. Les prescriptions appliquées sont décrites dans la section 4 des dispositions applicables à toutes les zones (titre II) du présent règlement.

- **Les éléments paysagers protégés au motif d'ordre écologique**

  Des éléments du paysage sont identifiés sur le plan de zonage pour leur fonctionnalité dans la préservation, le maintien ou la remise en état des continuités écologiques. Il s'agit de boisements et d'alignement d'arbres remarquables. Les prescriptions appliquées sont décrites dans la section 5 des dispositions applicables à toutes les zones (titre II) du présent règlement.

- **Les zones soumises aux risques naturels**

  Les secteurs de la commune concernés par la présence d'un risque naturel. Le règlement graphique reporte ces secteurs en affichant l'interdiction ou la construction sous conditions résultant de ces risques.
  Les prescriptions appliquées sont décrites dans la section 2 des dispositions applicables à toutes les zones (titre II) du présent règlement.

- **Les zones soumises à une protection des captages d'eau potable**

  Deux captages publics destinés à la consommation humaine en eau potable sont présents sur le territoire communal de Bourg-lès-Valence. Le captage des Combeaux est couvert par une servitude d'utilité publique. Ces captages sont cernés par des périmètres de protection plus ou moins étendus qui sont reportés d'une part sur le plan de zonage et d'autre part, concernant le captage des Combeaux, sur le plan des servitudes d'utilité publique.
  Les prescriptions appliquées sont décrites dans la section 2 des dispositions applicables à toutes les zones (titre II) du présent règlement.

- **Les zones de carrières**

  Des secteurs de carrière sont repérés sur le règlement graphique par une trame déterminée dans la légende et sont protégés en raison de la richesse du sol ou du sous-sol (carrières). Les prescriptions appliquées sont décrites dans la section 2 des dispositions applicables à toutes les zones (titre II) du présent règlement.

- **Les servitudes de projets**

  Les servitudes de projet en attente d'un projet d'aménagement global.

- **Les servitudes de mixité sociale**

  Les servitudes de mixité sociale sont représentées sur le règlement graphique et sont accompagnées d'un tableau indiquant le pourcentage minimal de logements locatifs abordables à réaliser.

- **Les bâtiments dont le changement de destination est autorisé**

  Les bâtiments en milieu agricole et naturel dont le changement de destination est autorisé sont représentés sur le règlement graphique. Les règles présentes au sein des dispositions applicables aux zones agricoles et aux zones naturelles et forestières indiquent les destinations autorisées.

- **Les zonages d'assainissement**

  Les zonages d'assainissement des eaux usées et des eaux pluviales de la commune.

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_25-DE

SOUS-TITRE II - DEFINITIONS DE BASE ET MODALITES D'APPLICATION DE CERTAINES REGLES

Accès

L'accès est la partie de limite du terrain jouxtant la voie de desserte ouverte à la circulation, qu'elle soit publique ou privée, et permettant d'accéder au terrain d'assiette de la construction ou de l'opération. Dans le cas d'une servitude de passage, l'accès est constitué par le débouché de la servitude sur la voie.

Affouillement - Exhaussement des sols

Les affouillements et exhaussements de sols sont soumis à déclaration à condition que leur superficie soit supérieure à 100 m² et que leur hauteur, s'il s'agit d'un exhaussement, ou leur profondeur, s'il s'agit d'un affouillement, excède 2 mètres. Ce peut être notamment le cas d'un bassin, d'un étang, d'un réservoir creusé sans mur de soutènement, d'un travail de remblaiement ou déblaiement à la réalisation de voie privée. Ils sont soumis à autorisation si leur superficie est supérieure à 2 ha et que leur hauteur, s'il s'agit d'un exhaussement, ou leur profondeur, s'il s'agit d'un affouillement, excède 2 mètres.

Alignement

L'alignement est la limite entre le terrain d'assiette de la construction ou de l'opération et une emprise publique, une voie ouverte à la circulation ou un emplacement réservé.

Annexes à l'habitation

Une annexe correspond à une construction secondaire, de dimensions réduites et inférieures à la construction principale, dont l'usage est destiné à apporter un complément aux fonctionnalités d'une construction dite principale.

L'annexe est accolée ou distante de la construction principale, mais doit toutefois être implantée selon un éloignement restreint marquant un lien d'usage entre les deux constructions. L'annexe ne doit pas disposer d'accès direct depuis la construction principale.

Elle ne doit pas avoir un usage d'habitation (exemples : abri de jardin, piscine, bûcher, garage…).

Nota : un bâtiment relié à la construction principale par un simple auvent ou un proche, s'il respecte les principes énoncés ci-dessus, est considéré comme une annexe.

Balcon

Un balcon correspond à une plate-forme en saillie d'un bâtiment, accessible directement depuis ce même bâtiment par le biais d'une ou plusieurs portes-fenêtres.

Bâti existant

Un bâtiment est considéré comme existant, lorsque le clos et le couvert sont assurés ; une ruine ne peut rentrer dans cette définition.

Bâtiment à énergie positive

Un bâtiment à énergie positive produit plus d'énergie qu'il n'en consomme pour son fonctionnement.

Clôture

Constitue une clôture toute édification d'un ouvrage visant à clore un terrain soit sur les limites donnant sur les voies et emprises publiques ou en retrait de celles-ci, soit sur les limites séparatives. Il s'agit notamment des murs, des portes de clôture, des clôtures à claire voie, grilles (destinées à fermer un passage ou un espace).

Coefficient de Biotope par Surface (CBS)

Le CBS fixe une obligation de maintien ou de création de surfaces non imperméabilisées ou éco-aménageables sur l'unité foncière. Son calcul se base sur les critères tel que les espaces verts plantés de pleine terre ou sur dalle, les toitures et murs végétalisés, les sols artificialisés mais à la perméabilité plus ou moins importante, etc.

Sur chaque critère est appliqué un ratio, cette pondération est déterminée en fonction de son intérêt écologique et son degré de perméabilité.

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_25-DE

Coefficient d'Emprise au Sol (C.E.S.) - Emprise au sol

Le coefficient d'emprise au sol (C.E.S.) est le rapport entre l'emprise au sol des constructions existantes ou à créer sur l'unité foncière considérée et la surface de cette unité foncière.

L'emprise au sol au sens du Code de l'Urbanisme est la projection verticale du volume de la construction, tous débords et surplombs inclus.
Toutefois, les ornements tels que les éléments de modénature et les marquises sont exclus, ainsi que les débords de toiture lorsqu'ils ne sont pas soutenus par des poteaux ou des encorbellements.

Coupe et abattage d'arbres

Les termes de coupe et abattage n'ont pas de définition absolue. La coupe est l'opération présentant un caractère régulier dans le cadre d'opérations de sylviculture. L'abattage présente un caractère accidentel et plus limité.

Ce qui caractérise les actions de coupe et abattage, et ce qui les distingue des opérations de défrichement, c'est que ces opérations ne modifient pas la destination de l'espace considéré qui conserve sa vocation forestière. C'est le cas des :

- coupes rases suivies de régénération,
- substitution d'essences forestières.

Défrichement

Selon une définition du Conseil d'État "sont des défrichements les opérations qui ont pour effet de détruire l'état boisé d'un terrain et de mettre fin à sa destination forestière" sans qu'il y ait lieu de prendre en considération les fins en vue desquelles ces opérations sont entreprises ou les motifs qui inspirent celui qui en prend l'initiative.

Le défrichement se distingue du seul abattage des arbres en ce qu'il comporte également le débroussaillage et l'arrachage des souches et autres racines dans le but de changer définitivement la destination du terrain.

Destinations et sous-destination
Les destinations de constructions sont :

1. Exploitation agricole et forestière ;
2. Habitation ;
3. Commerce et activités de service ;
4. Équipements d'intérêt collectif et services publics ;
5. Autres activités des secteurs secondaire ou tertiaire.

Ces destinations de constructions comprennent les sous-destinations suivantes :

1. Pour la destination " exploitation agricole et forestière " :

   La sous-destination **« exploitation agricole »** recouvre les constructions destinées à l'exercice d'une activité agricole ou pastorale. Cette sous-destination recouvre notamment les constructions destinées au logement du matériel, des animaux et des récoltes.

   La sous-destination **« exploitation forestière »** recouvre les constructions et les entrepôts notamment de stockage du bois, des véhicules et des machines permettant l'exploitation forestière.

2. Pour la destination " habitation " :
   La sous-destination **« logement »** recouvre les constructions destinées au logement principal, secondaire ou occasionnel des ménages à l'exclusion des hébergements couverts par la sous-destination « hébergement ». La sous-destination « logement » recouvre notamment les maisons individuelles et les immeubles collectifs.

   La sous-destination **« hébergement »** recouvre les constructions destinées à l'hébergement dans des résidences ou foyers avec service. Cette sous-destination recouvre notamment les maisons de retraite, les résidences universitaires, les foyers de travailleurs et les résidences autonomie.

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_25-DE

3. Pour la destination " commerce et activités de service " :

La sous-destination **« artisanat et commerce de détail »** recouvre les constructions commerciales destinées à la présentation et vente de bien directe à une clientèle ainsi que les constructions artisanales destinées principalement à la vente de biens ou services.
Exemples : boulangerie, boucherie, épicerie, pharmacie…

La sous-destination **« restauration »** recouvre les constructions destinées à la restauration ouverte à la vente directe pour une clientèle commerciale.

La sous-destination **« commerce de gros »** recouvre les constructions destinées à la présentation et la vente de biens pour une clientèle professionnelle.

La sous-destination **« activité de service où s'effectue l'accueil d'une clientèle »** recouvre les constructions destinées à l'accueil d'une clientèle pour la conclusion directe de contrat de vente de services ou de prestation de services et accessoirement la présentation de biens.

La sous-destination **« hébergement hôtelier et touristique »** recouvre les constructions destinées à l'hébergement temporaire de courte ou moyenne durée proposant un service commercial.

La sous-destination **« cinéma »** recouvre toute construction répondant à la définition d'établissement de spectacles cinématographiques accueillant une clientèle commerciale.

4. Pour la destination " équipements d'intérêt collectif et services publics " :

La sous-destination **« locaux et bureaux accueillant du public des administrations publiques et assimilés »** recouvre les constructions destinées à assurer une mission de service public. Ces constructions peuvent être fermées au public ou ne prévoir qu'un accueil limité du public. Cette sous-destination comprend notamment les constructions de l'Etat, des collectivités territoriales, de leurs groupements ainsi que les constructions des autres personnes morales investies d'une mission de service public.

La sous-destination **« locaux techniques et industriels des administrations publiques et assimilés »** recouvre les constructions des équipements collectifs de nature technique ou industrielle. Cette sous-destination comprend notamment les constructions techniques nécessaires au fonctionnement des services publics, les constructions techniques conçues spécialement pour le fonctionnement de réseaux ou de services urbains, les constructions industrielles concourant à la production d'énergie.

La sous-destination **« établissements d'enseignement, de santé et d'action sociale »** recouvre les équipements d'intérêts collectifs destinés à l'enseignement ainsi que les établissements destinés à la petite enfance, les équipements d'intérêts collectifs hospitaliers, les équipements collectifs accueillant des services sociaux, d'assistance, d'orientation et autres services similaires.

La sous-destination **« salles d'art et de spectacles »** recouvre les constructions destinées aux activités créatives, artistiques et de spectacle, musées et autres activités culturelles d'intérêt collectif.

La sous-destination **« équipements sportifs »** recouvre les équipements d'intérêts collectifs destinées à l'exercice d'une activité sportive. Cette sous-destination comprend notamment les stades, les gymnases ainsi que les piscines ouvertes au public.

La sous-destination **« autres équipements recevant du public »** recouvre les équipements collectifs destinées à accueillir du public afin de satisfaire un besoin collectif ne répondant à aucune autre sous-destination définie au sein de la destination « Equipement d'intérêt collectif et services publics ». Cette sous-destination recouvre notamment les lieux de culte, les salles polyvalentes, les aires d'accueil des gens du voyage.

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_25-DE

5. Pour la destination " autres activités des secteurs secondaire ou tertiaire " :

   La sous-destination **« industrie »** recouvre les constructions destinées à l'activité extractive et manufacturière du secteur primaire, les constructions destinées à l'activité industrielle du secteur secondaire ainsi que les constructions artisanales du secteur de la construction ou de l'industrie. Cette sous-destination recouvre notamment les activités de production, de construction ou de réparation susceptibles de générer des nuisances.

   La sous-destination **« entrepôt »** recouvre les constructions destinées au stockage des biens ou à la logistique.

   La sous-destination **« bureau »** recouvre les constructions destinées aux activités de direction et de gestion des entreprises des secteurs primaires, secondaires et tertiaires.

   La sous-destination **« centre de congrès et d'exposition »** recouvre les constructions destinées à l'événementiel polyvalent, l'organisation de salons et forums à titre payant.

Les locaux accessoires sont réputés avoir la même destination et sous-destination que le local principal. Pour les destinations ou sous-destinations visées aux alinéas 3° et 4°, les parties à usage « hébergement, loge ou logement directement liés et nécessaires aux activités » sont obligatoirement inclues dans le bâtiment principal et limités à un pourcentage maximum des surfaces de plancher ou à une surface de plancher définie maximale.

Distance entre deux constructions sur une même propriété

La distance séparant les constructions non accolées implantées sur un même terrain, est comptée horizontalement de tout point de la construction projetée, au point le plus proche de la construction en vis-à-vis.

Ne sont pas compris dans le calcul du retrait les débords de toiture, les saillies traditionnelles, les éléments architecturaux, les balcons et oriels, dès lors que leur profondeur est au plus égale à 0,60 mètre et à une hauteur supérieure à 3,50 mètres du niveau fini du terrain.

Emplacements Réservés

Ils constituent des emprises où doivent être réalisés des voies publiques, des ouvrages publics, des projets d'intérêt généraux ou des espaces verts, et éviter que les terrains concernés ne soient utilisés de façon incompatible avec la destination future. Cette disposition enclenche un droit de délaissement.
Cette réglementation constitue donc une garantie de disponibilité d'un bien. Leur délimitation est précisée au plan de zonage du PLU et leur liste y figure.

Espace de vie extérieur

Un espace extérieur, jusqu'à 5 mètres à compter du bâtiment principal, est considéré comme « espace de vie extérieur » s'il respecte au moins un des principes suivants :

- un accès direct depuis la maison donne sur l'espace (porte, porte fenêtre) ;
- l'espace est aménagé comme espace de vie (terrasse, piscine).

Exploitation agricole

L'exploitation agricole est ici définie comme une unité économique et technique, d'une surface pondérée au moins égale à la Surface Minimale d'Assujettissement (SMA), sur laquelle est exercée une activité agricole au sens de l'article L.311-1 du Code Rural. Dans la Drôme, la SMA est fixée à 10 ha pondérés par l'arrêté préfectoral du 12 octobre 2016.

Extension

Une extension est, soit une surélévation, soit une construction horizontale, contiguë à la construction principale existante avec laquelle elle doit présenter un lien fonctionnel. Ses dimensions sont inférieures à celles de la construction existante. Sont considérées comme contiguës les constructions accolées l'une avec l'autre.

Hauteur des constructions

La hauteur des constructions correspond à la différence d'altitude mesurée verticalement entre l'égout de toit (hors acrotère pour une toiture-terrasse) le plus haut du bâtiment et le sol naturel avant travaux, sauf précision contraire dans les articles des chapitres des zones.

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_25-DE

Sont exclus du calcul de la hauteur les ouvrages techniques, tels que les souches de cheminée, ventilation, les machineries d'ascenseur, les dispositifs de mise en sécurité ou en accessibilité tels qu'ascenseurs, escaliers de secours, les éléments architecturaux, les silos, les installations nécessaires à la production d'énergie renouvelable, dès lors qu'ils sont conçus dans le respect des prescriptions prévues au PLU.

Limite séparative (latérale et de fond de parcelle)

Il s'agit des limites entre les propriétés voisines (hors limites avec les emprises publiques). On distingue deux types de limites séparatives :

- les limites latérales qui aboutissent sur les voies ou emprises publiques,
- les limites de fond de parcelle qui sont opposées à la limite avec l'emprise publique et qui n'aboutissent que sur les limites séparatives.

Logement locatif abordable

Il s'agit d'un logement locatif social construit par un bailleur social et réalisé avec l'aide financière de l'État par l'intermédiaire de différents prêts :

- PLS (Prêt locatif social),
- PLUS (Prêt locatif à usage social),
- PLAI (Prêt locatif aidé d'intégration).

Piscine

Une piscine est une annexe, construction dont le fonctionnement est lié à la construction d'habitation, elle suit donc toutes les règles édictées pour ces dernières sauf règles spécifiques explicitement mentionnées. Les marges de recul seront calculées par rapport aux bords du bassin. Les terrassements des abords liés à leur implantation seront autorisés dans la limite de 1,40 mètre par rapport aux bords du bassin. Elle n'entre pas dans le champ d'application du calcul de l'emprise au sol.

Ruine

Une ruine est un bâtiment dont le clos et/ou le couvert ne sont pas assurés.

Stationnement véhicules motorisés et cycles

Les places de stationnement banalisées (automobile et vélo) sont destinées à l'accueil des visiteurs. A ce titre, elles sont accessibles depuis le domaine public sans que soit précisée la place de stationnement que les visiteurs doivent utiliser.

Stationnement véhicules motorisés

- *Règle générale*

Le nombre de places de stationnement pour les véhicules automobiles se définit sur la base d'une surface de plancher affectée à une nature du projet ou un nombre de logement ; il est arrondi au nombre entier supérieur. Toutefois, celui-ci peut être plafonné par des dispositions au regard de la surface de plancher. De même, ne sont pas prises en compte dans la surface de plancher les surfaces réservées aux locaux techniques ou annexes, au stationnement des véhicules, etc. à condition de justifier de leur nature et de leur nécessité pour le projet.
Lorsque la disposition ne fixe pas un ratio mais une réalisation selon les besoins de l'opération, ou, lorsque la disposition définit une base pouvant être adaptée, l'estimation des besoins sera justifiée par le pétitionnaire. Elle devra tenir compte de l'accessibilité du projet depuis les réseaux cycles et de transports en commun, des conditions de stationnement existantes ou à créer à proximité de l'opération (parkings publics, etc…) et des critères de mobilité des futurs usagers du projet (besoins, horaires et types de déplacements, existence de Plans de Déplacements des Entreprises ou des Administrations…).

- *Modalités d'application*

Les aires de stationnement doivent être conçues tant dans la distribution et la dimension des emplacements que dans l'organisation des aires de dégagement et de circulation, pour garantir leur fonctionnement et leur accessibilité.

La surface minimale affectée à une place de stationnement est fixée à 25 m² y compris l'espace de manœuvre. Les dimensions minimales à prévoir par place sont de 2,50 mètres par 5,00 mètres.

Les places de stationnement à l'air libre ne seront autorisées que si elles bénéficient d'un traitement paysager et que leur traitement limite l'imperméabilisation des sols.

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_25-DE

Emplacement cycle

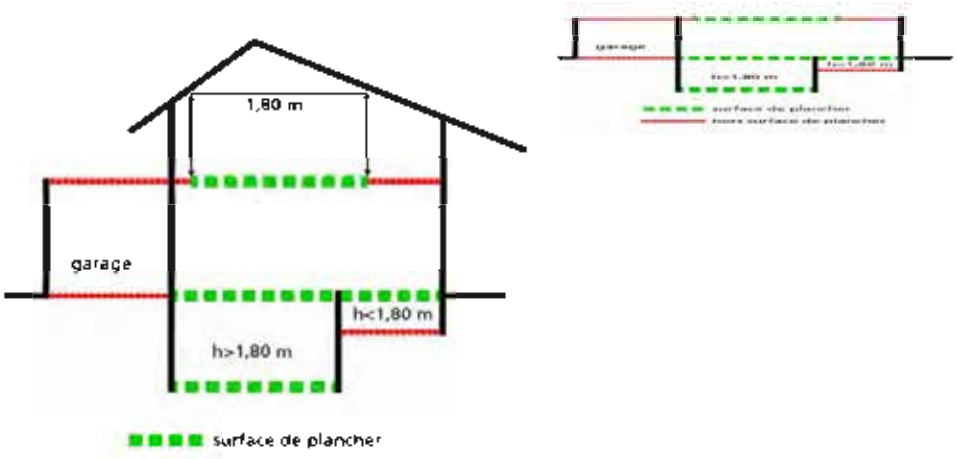
La surface minimale destinée au stationnement des cycles se définit sur la base d'une surface de plancher affectée à une nature du projet.

L'espace destiné aux vélos devra comporter un système de fermeture sécurisé et/ou être équipé de dispositifs permettant d'attacher les vélos avec un système de sécurité (type arceau ou autre). Il sera couvert, clairement signalé et aisément accessible depuis les emprises et les voies par un cheminement praticable et sans discontinuité. Il sera globalement intégré au projet et à son environnement, prioritairement implanté dans le bâtiment principal.

Surface de plancher

La surface de plancher de la construction est égale à la somme des surfaces de plancher de chaque niveau clos et couvert, calculée à partir du nu intérieur des façades après déduction :

1. Des surfaces correspondant à l'épaisseur des murs entourant les embrasures des portes et fenêtres donnant sur l'extérieur ;
2. Des vides et des trémies afférentes aux escaliers et ascenseurs ;
3. Des surfaces de plancher d'une hauteur sous plafond inférieure ou égale à 1,80 mètre ;
4. Des surfaces de plancher aménagées en vue du stationnement des véhicules motorisés ou non, y compris les rampes d'accès et les aires de manœuvres ;
5. Des surfaces de plancher des combles non aménageables pour l'habitation ou pour des activités à caractère professionnel, artisanal, industriel ou commercial ;
6. Des surfaces de plancher des locaux techniques nécessaires au fonctionnement d'un groupe de bâtiments ou d'un immeuble autre qu'une maison individuelle, y compris les locaux de stockage des déchets ;
7. Des surfaces de plancher des caves ou des celliers, annexes à des logements, dès lors que ces locaux sont desservis uniquement par une partie commune ;
8. D'une surface égale à 10 % des surfaces de plancher affectées à l'habitation telles qu'elles résultent le cas échéant de l'application des alinéas précédents, dès lors que les logements sont desservis par des parties communes intérieures.



Surfaces comprises ou non dans la surface de plancher

Terrasse

Une terrasse correspond à toutes surfaces à l'air libre aménagée et accessible devant un logement ou un autre local et se trouvant au-dessus d'un local inférieur.

Voirie

La voirie constitue la desserte du terrain sur lequel est projetée l'opération ou la construction. Il s'agit de voies de statut privé ou public, ou de l'emprise d'une servitude de passage.

Voie privée ouverte à la circulation
Voirie de propriété privée sur laquelle est autorisée la circulation automobile.

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_25-DE

Zone humide

Une zone humide est constituée de terrains, exploités ou non, habituellement inondés ou gorgés d'eau douce, salée ou saumâtre, de façon permanente ou temporaire ; la végétation, quand elle existe, y est dominée par des plantes hygrophiles pendant au moins une partie de l'année. Il s'agit de zones sensibles protégées pour leur richesse écologique et pour leur rôle hydrologique, notamment dans la régulation des crues.

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_25-DE

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_25-DE

TITRE II - DISPOSITIONS APPLICABLES À TOUTES LES ZONES

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_25-DE

SECTION 1 - DISPOSITIONS APPLICABLES À CERTAINS TRAVAUX

- **Édification de clôtures**

  L'édification des clôtures est soumise à déclaration préalable dans l'ensemble des zones du PLU conformément aux dispositions de l'article L.421-4 du Code de l'Urbanisme et de la délibération du conseil municipal en date du 10/07/2009.

- **Reconstruction d'un bâtiment détruit ou démoli depuis moins de 10 ans**

  La reconstruction à l'identique d'un bâtiment détruit ou démoli depuis moins de dix ans est autorisée dès lors qu'il a été édifié conformément aux dispositions de l'article L.111-15 du Code de l'Urbanisme en vigueur au moment de l'approbation du PLU.

  Cette disposition ne s'applique pas en cas de prescriptions contraires inscrites au Plan de Prévention des Risques Inondation (PPRi) ou dans le règlement des zones inondables.

- **Construction d'ouvrages techniques publics**

  L'édification d'ouvrages techniques nécessaires au fonctionnement des services publics ou d'intérêt collectif, si elle est autorisée dans le règlement de la zone concernée, pourra se faire sans tenir compte des dispositions édictées au sein des sections « Caractéristiques urbaine, architecturale, environnementale et paysagère » et « Équipements et réseaux » du règlement de la zone concernée.

- **Travaux sur bâti existant**

  Lorsqu'un bâtiment existant n'est pas conforme aux règles édictées par le règlement applicable à la zone, le permis de construire ne peut être accordé que pour des travaux qui ont pour objet d'améliorer sa conformité avec lesdites règles ou qui sont sans effet à leur égard.

- **Démolitions**

  Les travaux de démolition sont soumis à permis de démolir au sein du périmètre défini par la délibération du conseil municipal en date du 17/12/2007 (présente en annexe 6.10 du présent PLU), conformément aux dispositions de l'article L.421-3 du Code de l'Urbanisme.

- **Ravalement de façades**

  Les travaux de ravalement de façades sont soumis à déclaration préalable dans l'ensemble des zones du PLU conformément aux dispositions de l'article R.421-17-1-e) du Code de l'Urbanisme et de la délibération du conseil municipal en date du 24/09/2014.

- **Patrimoine bâti et nouvelles constructions**

  Toute nouvelle construction devra se référer à la règle générale du règlement. Lorsqu'elle se situe au sein du périmètre de l'OAP thématique « Mise en valeur du patrimoine », elle devra être compatible avec les prescriptions de cette OAP, notamment en termes de volume, alignement, hauteur, matériaux...

  De manière générale, les façades nouvelles devront établir une continuité évidente de perception avec les façades des bâtiments mitoyens et en vis-à-vis. Elles reprendront les principes de leur composition (ordonnancement, niveau de côtes d'égout, niveau des ouvertures, rythme des percements…).

  Les expressions contemporaines sobres et respectueuses de leur environnement historique sont privilégiées (éviter le pastiche de l'ancien, les expressions rustiques, antiquités romaines…). L'objectif est de privilégier soit le contemporain (simplicité des lignes, discrétion…) soit une interprétation de l'architecture régionale dans l'esprit des constructions environnantes (l'ordonnancement, le gabarit, l'alignement des façades alentour)… « Mieux vaut un bon projet contemporain qu'un pastiche néo-provençal ».

- **Découvertes archéologiques**

  Les découvertes de vestiges archéologiques faites fortuitement à l'occasion de travaux quelconques doivent être immédiatement signalées au maire de la commune, lequel prévient la direction régionale des affaires culturelles (DRAC).

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_25-DE

SECTION 2 - DISPOSITIONS DE PRISE EN COMPTE DE L'ENVIRONNEMENT SUR LE TERRITOIRE

- **Classement sonore des infrastructures de transport terrestre**
  L'arrêté préfectoral du 20 novembre 2014 portant classement sonore des infrastructures de transport terrestre est annexé au PLU. Il comporte notamment des dispositions relatives à l'isolation acoustique des constructions.

- **Gestion des eaux usées et assainissement**
  Les aménagements réalisés sur le terrain d'assiette doivent être conformes à la règlementation en vigueur ainsi qu'aux dispositions du Schéma Directeur des eaux usées de Bourg-lès-Valence, annexé au PLU.

- **Gestion des eaux pluviales et maîtrise du ruissellement**
  Les aménagements réalisés sur le terrain d'assiette doivent garantir une gestion à la parcelle des eaux pluviales.

- **Périmètres de protection des captages d'eau potable**
  Deux captages publics destinés à la consommation humaine en eau potable sont présents sur le territoire communal de Bourg-lès-Valence. Le captage des Combeaux est couvert par une servitude d'utilité publique.
  Ces captages sont cernés par des périmètres de protection plus ou moins étendus qui sont reportés d'une part sur le plan de zonage et d'autre part, concernant le captage des Combeaux, sur le plan des servitudes d'utilité publique.
  Dans les secteurs couverts par une servitude d'utilité publique liée à un périmètre de protection de captage (captage des Combeaux), les dispositions de cette servitude (arrêté préfectoral instituant les périmètres de protection) s'appliquent en plus des dispositions suivantes.

Au sein du périmètre de protection rapprochée secteur A du captage d'eau potable des Combeaux :

Dans le secteur A, sont interdits :
- les constructions nouvelles de toute nature ;
- l'installation de canalisations, réservoirs ou dépôts d'hydrocarbures liquides et de produits chimiques de toute nature ;
- l'exploitation des matériaux du sol et du sous-sol ;
- le creusement d'excavations diverses.

Dans le secteur A :
- les constructions existantes devront être raccordées au réseau d'assainissement communal. Leur extension sera possible dans la mesure où cette extension n'engendrera pas une augmentation du volume des eaux usées ;
- les dépôts d'hydrocarbures existants à usage domestique ainsi que les canalisations associées devront être conformes à la législation en vigueur. S'ils ne sont pas à double parois, ces dépôts devront comporter une fosse de rétention étanche, visitable, et capable de contenir le volume maximal de la réserve ;
- les eaux de voiries de plus de cinq mètres de large et les aires de stationnement de plus de 500 m² de superficie seront collectées et évacuées par réseau en dehors de la zone.

Au sein du périmètre de protection rapprochée secteur B du captage d'eau potable des Combeaux :

Dans le secteur B, sont interdits :
- l'installation de canalisations, réservoirs ou dépôts d'hydrocarbures liquides et de produits chimiques de toute nature ;
- l'exploitation des matériaux du sol et du sous-sol ;
- le creusement d'excavations diverses ;
- la construction de tout établissement industriel présentant des risques de pollution trop importants.

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_25-DE

Dans le secteur B, l'aménagement de l'ensemble de la zone d'activités est réglementé. Un plan d'aménagement de ladite zone sera élaboré d'une façon très précise notamment en ce qui concerne l'assainissement, les voiries et le type d'activité admis, et devra tenir compte des mesures spécifiques ci-après :

- les dépôts d'hydrocarbures existants à usage domestique ainsi que les canalisations associées devront être conformes à la législation en vigueur. S'ils ne sont pas à double parois, ces dépôts devront comporter une fosse de rétention étanche, visitable, et capable de contenir le volume maximal de la réserve ;
- les eaux de voiries de plus de cinq mètres de large et les aires de stationnement de plus de 500 m² de superficie seront collectées et évacuées par réseau en dehors de la zone ;
- l'infiltration des eaux pluviales des toitures sera possible sous réserve que cette infiltration se fasse à l'abri de toute autre infiltration extérieure qui pourrait se produire ;
- la collecte des eaux pluviales de la route communale desservant la station et de la voirie interne de la zone d'activités CNR se fera sous réseau étanche et leur évacuation sera prévue hors zone de protection rapprochée ;
- le rejet des eaux usées et des eaux industrielles, à la condition qu'elles puissent être admises, se fera dans le réseau d'égout communal. Des vérifications d'étanchéité sur l'ensemble des réseaux, privé ou communal, seront réalisées tous les cinq ans.

Au sein du périmètre de protection immédiate du captage d'eau potable des Combeaux :

Le périmètre de protection immédiate du captage d'eau potable des Combeaux est reporté sur le plan de zonage.

A l'intérieur du périmètre de protection immédiate, sont interdits :

- toute circulation, toute activité, tous travaux et équipements ou installations autres que ceux de la ville et de son fermier, nécessaires à l'entretien et à la bonne gestion qualitative et quantitative des eaux souterraines
- les mouvements de terre autres que ceux destinés à l'entretien de la station ou à l'amélioration du champ existant

Dans ce périmètre de protection immédiate, le sol superficiel ne peut être modifié, cultivé ou aménagé, que dans le seul but d'améliorer son imperméabilité vis-à-vis des déversements accidentels de produits polluants. Ainsi, on veillera à réduire le plus possible les surfaces de circulation et de stationnement, même temporaires, les surfaces gravillonnées ou revêtues d'enrobé bitumineux en privilégiant les surfaces gazonnées ou herbues. Les parties roulantes et revêtues devront avoir leur assainissement pluvial raccordé à un réseau d'évacuation qui les conduira hors du champ captant.

Au sein des périmètres de protection des captages d'eau potable de la Tourtelle (I et II) :

Dans ces secteurs, sont interdits :

- Les constructions de toute nature cependant l'aménagement de bâtiment n'engendrant pas une augmentation du volume d'eaux usées peut être toléré ;
- Les dépôts et le stockage de produits chimiques, fermentescibles et radioactifs ;
- Les canalisations d'eaux usées ;
- Les excavations et l'exploitation de matériaux du sous-sol ;
- Le captage des eaux souterraines.

- **Règlement des zones inondables**

  Dans tous les secteurs délimités au sein du règlement graphique par une trame spécifique représentant le champ d'inondation, les dispositions suivantes s'appliquent.

  Le règlement des différents secteurs du plan de zonage du PLU s'applique dans le cas où celui-ci est plus restrictif que les dispositions suivantes.

1.1 Dispositions applicables aux différents secteurs de la zone inondable

Dans tous les secteurs délimités au sein du règlement graphique par une trame spécifique représentant le champ d'inondation, toutes les constructions nouvelles sont interdites, à l'exception de celles énumérées ci-dessous et à condition qu'elles ne fassent pas obstacle à l'écoulement des eaux, qu'elles n'aggravent pas les risques et leurs effets, et qu'elles préservent les champs d'inondation nécessaires à l'écoulement des crues.

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_25-DE

1.2 Règles applicables dans la zone rouge R, secteurs Rr, Rb et R3b

Peuvent être autorisés en secteurs Rr, Rb et R3b

- Les travaux courants d'entretien et de gestion des bâtiments existants ainsi que ceux destinés à réduire les risques pour leurs occupants,
- La reconstruction et la réparation d'un bâtiment existant sinistré, si la sécurité des occupants est assurée et la vulnérabilité des biens réduite.
- L'extension limitée des bâtiments d'habitation aux conditions suivantes :
  - sans création d'un nouveau logement,
  - l'emprise au sol ne dépassera pas 20 m².
- L'extension au sol des bâtiments à usage professionnel (artisanaux, agricoles et industriels) nécessaires au maintien de l'activité économique existante dans les conditions suivantes :
  - l'extension proposée devra permettre une réduction globale de la vulnérabilité des biens et des personnes pour l'ensemble du bâtiment (extension comprise),
  - le personnel accueilli ne devra pas augmenter de manière sensible.
- L'extension au sol des bâtiments à usage d'ERP (Établissement Recevant du Public) quel que soit la catégorie ou le type aux conditions suivantes :
  - l'extension ne peut excéder 10% de l'emprise au sol initiale,
  - l'extension peut être la conséquence de la mise aux normes du bâtiment, dans tous les cas elle doit conduire à une réduction de la vulnérabilité des personnes et des biens,
  - elle ne doit pas conduire à une augmentation de la population accueillie.
- La surélévation des constructions existantes à usage :
  - d'habitation, sous réserve de ne pas créer de nouveaux logements,
  - d'ERP quelle que soit la catégorie ou le type, sous réserve de ne pas augmenter la capacité d'accueil et la valeur des biens exposés au risque,
  - d'activités professionnelles (artisanales, agricoles et industrielles), sous réserve de ne pas augmenter la capacité d'accueil et la valeur des biens exposés au risque.
- Le changement de destination ou d'usage des locaux au-dessus de la cote de référence sans augmentation de population ni augmentation de la valeur des biens exposés aux risques.
- Le changement de destination ou d'usage des locaux au-dessous de la cote de référence lorsqu'il entraîne une diminution significative de l'exposition aux risques des personnes et des biens.
- La création de garage individuel annexe à l'habitation sous la cote de référence, dont la superficie ne dépasse pas 20 m².
- Les piscines. Le local technique ne dépassera pas 6m². Les équipements sensibles et les réseaux électriques seront disposés hors d'eau.
- Les abris de jardin ou appentis dont la superficie ne dépasse pas 20 m².
- Les clôtures à condition d'être réalisées sans mur bahut, avec un simple grillage. Elles doivent être perméables afin de ne pas gêner l'écoulement de l'eau.
- Les aménagements d'espaces de plein air (espaces verts, équipements sportifs ouverts et de loisirs), sans constructions annexes, hormis les sanitaires. Les éléments accessoires (bancs, tables, portiques, etc.) seront ancrés au sol.
- Les carrières autorisées au titre de la législation sur les installations classées, comprenant des sites d'extraction et des installations de traitement et de stockage dont l'impact n'aggrave aucune situation en termes de risques.
- Les constructions et installations techniques liées à la gestion et à l'utilisation des cours d'eau, à l'exploitation des captages d'eau potable et aux réseaux publics ou d'intérêt général et collectif (électricité, gaz, eau, téléphone, pipe line, éoliennes, …) à condition de limiter au maximum leur impact et si aucune implantation alternative n'est raisonnablement envisageable. Cette impossibilité d'implantation en dehors de la zone inondable devra être clairement démontrée. Elles ne doivent pas faire l'objet d'une occupation humaine permanente et ne pas être implantées à moins de 10 mètres de la crête de berge des cours d'eau, ruisseaux, talwegs. Les équipements sensibles doivent être situés à une cote supérieure à la cote de référence.
- Les infrastructures publiques de transport dans le respect des règles du code de l'Environnement. Elles ne doivent pas entraver le libre écoulement des crues et ne pas aggraver les risques.
- La création de parkings et aires de stationnement ouverts au public en zone urbaine, si aucune implantation alternative, en dehors de la zone inondable, n'est possible. Ces aménagements devront faire l'objet d'un plan de gestion particulier en période de crue, afin de garantir la sécurité des usagers et des véhicules, qui devra être intégré au Plan Communal de Sauvegarde.
- Les ouvrages publics de protection et d'aménagement contre les crues peuvent être autorisés, à condition de ne pas avoir d'impact négatif en amont et en aval.
- La poursuite des activités autorisées avant la date d'approbation du présent PLU.

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_25-DE

Peuvent être autorisés uniquement en secteur Rr et R3b

- La création de bâtiments liés et nécessaires à l'exploitation agricole ou forestière existante, autres que les bâtiments d'habitations ou ceux destinés à l'élevage, si aucune autre solution alternative n'est raisonnablement envisageable ailleurs.
- Le changement de destination des locaux au-dessus de la cote de référence pour l'aménagement de locaux liés et nécessaires à l'activité agricole. Si le changement de destination conduit à créer ou à étendre un ERP lié à l'activité agricole, seuls les ERP de 5ème catégorie hors R, U et J seront autorisés.

Peuvent être autorisés uniquement en secteur Rr

- La démolition-reconstruction des bâtiments existants liés et nécessaires à l'utilisation du bassin de joutes.

Les projets nouveaux autorisés doivent respecter les prescriptions d'urbanisme suivantes :

- Fixer la hauteur des planchers utiles destinés à supporter des personnes ou des équipements sensibles (groupe électrogène, dispositif de chauffage, etc.) au-dessus de la cote définie à l'article 1.5.
- Réaliser les constructions sur vide sanitaire inondable, aéré, vidangeable et non transformable ou sur un premier niveau non habitable pour les extensions de moins de 20 m².

1.3 Règles applicables dans la zone rouge Rcub

Peuvent être autorisés en zone rouge Rcub,

- Les travaux courants d'entretien et de gestion des bâtiments existants ainsi que ceux destinés à réduire les risques pour leurs occupants,
- La reconstruction et la réparation d'un bâtiment existant sinistré, si la sécurité des occupants est assurée et la vulnérabilité des biens réduite.
- La création de constructions à usage :
  - d'habitation,
  - d'ERP de 4ème ou 5ème catégorie, hors types J, R et hors type U >5ème catégorie ou avec hébergement,
  - professionnel (artisanal, agricole et industriel).
- L'extension au sol et la surélévation des constructions existantes à usage :
  - d'habitation,
  - professionnel (artisanal, agricole et industriel). S'il y a augmentation de la capacité d'accueil, la totalité des effectifs reçus devra être prise en compte dans le dimensionnement de l'aire de refuge,
  - d'ERP classés en 4ème et 5ème catégorie hors types J, R et hors type U >5ème catégorie ou avec hébergement. S'il y a augmentation de la capacité d'accueil, la totalité des effectifs reçus devra être prise en compte dans le dimensionnement de l'aire de refuge,
  - d'ERP classés en 1er, 2éme, 3éme catégorie, quel que soit le type et d'ERP classés en 4ème et 5ème catégorie de type J, R et U, aux conditions suivantes :
    - l'extension au sol ne peut excéder 10% de l'emprise au sol initiale,
    - l'extension peut être la conséquence de la mise aux normes du bâtiment, dans tous les cas elle doit conduire à une réduction de la vulnérabilité des personnes et des biens,
    - l'extension ou la surélévation ne doit pas conduire à une augmentation de la population accueillie.
- Le changement de destination ou d'usage des locaux au-dessus de la cote de référence sous réserve que la destination nouvelle soit autorisée.
- Le changement de destination et d'usage des locaux existants à la date d'approbation du PLU, au-dessous de la cote de référence, dans la mesure où il ne vise pas à créer de logement et qu'ils disposent d'un accès depuis l'intérieur à un niveau refuge situé à 0,20 m au-dessus de la cote de référence, suffisamment dimensionné pour y accueillir la totalité des personnes reçues. Le stockage de produit polluant ou dangereux est interdit au-dessous de la cote de référence.
- La création de garage individuel annexe à l'habitation sous la cote de référence, dont la superficie ne dépasse pas 20 m².
- La création de garage collectif fermé, non enterré, sous la cote de référence.
- Les piscines. Le local technique ne dépassera pas 6m². Les équipements sensibles et les réseaux électriques seront disposés hors d'eau.

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_25-DE

- Les abris de jardin ou appentis dont la superficie ne dépasse pas 20 m².
- Les clôtures à condition d'être réalisées sans mur bahut, avec un simple grillage. Elles doivent être perméables afin de ne pas gêner l'écoulement de l'eau.
- Les aménagements d'espaces de plein air (espaces verts, équipements sportifs ouverts et de loisirs). Les éléments accessoires (bancs, tables, portiques, ...) seront ancrés au sol.
- Les constructions et installations techniques liées à la gestion et à l'utilisation des cours d'eau, à l'exploitation des captages d'eau potable et aux réseaux publics ou d'intérêt général et collectif (électricité, gaz, eau, téléphone, pipe line, éoliennes, …) à condition de limiter au maximum leur impact et si aucune implantation alternative n'est raisonnablement envisageable. Cette impossibilité d'implantation en dehors de la zone inondable devra être clairement démontrée. Elles ne doivent pas faire l'objet d'une occupation humaine permanente et ne pas être implantées à moins de 10 mètres de la crête de berge des cours d'eau, ruisseaux, talwegs. Les équipements sensibles doivent être situés à une cote supérieure à la cote de référence.
- Les infrastructures publiques de transport dans le respect des règles du code de l'Environnement. Elles ne doivent pas entraver le libre écoulement des crues et ne pas aggraver les risques.
- La création de parkings et aires de stationnement ouverts au public en zone urbaine, si aucune implantation alternative, en dehors de la zone inondable, n'est possible. Ces aménagements devront faire l'objet d'un plan de gestion particulier en période de crue, afin de garantir la sécurité des usagers et des véhicules, qui devra être intégré au Plan Communal de Sauvegarde.
- Les ouvrages publics de protection et d'aménagement contre les crues peuvent être autorisés, à condition de ne pas avoir d'impact négatif en amont et en aval.
- La poursuite des activités autorisées avant la date d'approbation du présent PLU.

Les projets nouveaux autorisés doivent respecter les prescriptions d'urbanisme suivantes :

- Fixer la hauteur des planchers utiles destinés à supporter des personnes ou des équipements sensibles (groupe électrogène, dispositif de chauffage, etc.) au-dessus de la cote définie à l'article 1.5.
- Réaliser les constructions sur vide sanitaire inondable, aéré et vidangeable et non transformable.

1.4 Règles applicables dans la zone bleue Bb

Peuvent être autorisés en zone Bb

- Les travaux courants d'entretien et de gestion des bâtiments existants ainsi que ceux destinés à réduire les risques pour leurs occupants,
- La reconstruction et la réparation d'un bâtiment existant sinistré, si la sécurité des occupants est assurée et la vulnérabilité des biens réduite.
- La création de constructions à usage :
  - d'habitation,
  - d'ERP de 4ème ou 5ème catégorie, hors types J, R et hors type U >5ème catégorie ou avec hébergement,
  - professionnel (artisanal, agricole hors élevages et industriel).
- L'extension au sol ou la surélévation des constructions existantes à usage :
  - d'habitation,
  - professionnel (artisanal, agricole et industriel). S'il y a augmentation de la capacité d'accueil, la totalité des effectifs reçus devra être prise en compte dans le dimensionnement de l'aire de refuge,
  - d'ERP classés en 4ème et 5ème catégorie hors types J, R et hors type U >5ème catégorie ou avec hébergement. S'il y a augmentation de la capacité d'accueil, la totalité des effectifs reçus devra être prise en compte dans le dimensionnement de l'aire de refuge,
  - d'ERP classés en 1er, 2éme, 3éme catégorie, quel que soit le type et d'ERP classés en 4ème et 5ème catégorie de type J, R et U, aux conditions suivantes :
    - l'extension peut être la conséquence de la mise aux normes du bâtiment, dans tous les cas elle doit conduire à une réduction de la vulnérabilité des personnes et des biens,
    - l'aménagement ne doit pas conduire à une augmentation sensible de la population accueillie.
- Le changement de destination ou d'usage des locaux au-dessus de la cote de référence sous réserve que la destination nouvelle soit autorisée.
- Le changement de destination ou d'usage des locaux au-dessous de la cote de référence lorsqu'il entraîne une diminution significative de l'exposition aux risques des personnes et des biens.

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_25-DE

- La création de garage individuel annexe à l'habitation sous la cote de référence, dont la superficie ne dépasse pas 20m².
- Les piscines. Le local technique ne dépassera pas 6m². Les équipements sensibles et les réseaux électriques seront, si possible, disposés hors d'eau.
- Les abris de jardin ou appentis dont la superficie ne dépasse pas 20m^2.
- Les clôtures à condition d'être réalisées sans mur bahut, avec un simple grillage. Elles doivent être perméables afin de ne pas gêner l'écoulement de l'eau.
- Les aménagements d'espaces de plein air (espaces verts, équipements sportifs ouverts et de loisirs). Les éléments accessoires (bancs, tables, portiques, etc.) seront ancrés au sol.
- Les carrières autorisées au titre de la législation sur les installations classées, comprenant des sites d'extraction et des installations de traitement et de stockage dont l'impact n'aggrave aucune situation en termes de risques.
- Les constructions et installations techniques liées à la gestion et à l'utilisation des cours d'eau, à l'exploitation des captages d'eau potable et aux réseaux publics ou d'intérêt général et collectif (électricité, gaz, eau, téléphone, pipe line, éoliennes, …) à condition de limiter au maximum leur impact et si aucune implantation alternative n'est raisonnablement envisageable. Cette impossibilité d'implantation en dehors de la zone inondable devra être clairement démontrée. Elles ne doivent pas faire l'objet d'une occupation humaine permanente et ne pas être implantées à moins de 10 mètres de la crête de berge des cours d'eau, ruisseaux, talwegs. Les équipements sensibles doivent être situés à une cote supérieure à la cote de référence.
- Les infrastructures publiques de transport dans le respect des règles du code de l'Environnement. Elles ne doivent pas entraver le libre écoulement des crues et ne pas aggraver les risques.
- la création de parkings et aires de stationnement ouverts au public en zone urbaine, si aucune implantation alternative, en dehors de la zone inondable, n'est possible. Ces aménagements devront faire l'objet d'un plan de gestion particulier en période de crue, afin de garantir la sécurité des usagers et des véhicules, qui devra être intégré au Plan Communal de Sauvegarde.
- Les ouvrages publics de protection et d'aménagement contre les crues peuvent être autorisés, à condition de ne pas avoir d'impact négatif en amont et en aval.
- La poursuite des activités autorisées avant la date d'approbation du présent PLU.

Les projets nouveaux autorisés doivent respecter les prescriptions d'urbanisme suivantes :

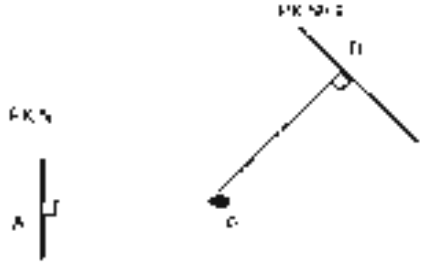
- Fixer la hauteur des planchers utiles destinés à supporter des personnes ou des équipements sensibles (groupe électrogène, dispositif de chauffage, etc.) au-dessus de la cote définie à l'article 1.5.
- Réaliser les constructions sur vide sanitaire inondable, aéré, vidangeable et non transformable.

1.5 Cotes de référence

La cote de référence permet de positionner le premier niveau de plancher utile, ou destiné à recevoir des équipements sensibles, à un niveau permettant de réduire la vulnérabilité aux crues de la construction.

Cote de référence en zone rouge dans la zone inondable du Rhône (secteur Rr)

Les cotes à prendre en compte figurent en regard des profils correspondants à chaque point kilométrique (PK) sur le règlement graphique.
En un lieu donné, la cote de référence sera calculée par interpolation linéaire entre les cotes lues sur deux profils successifs, par exemple de la manière suivante :

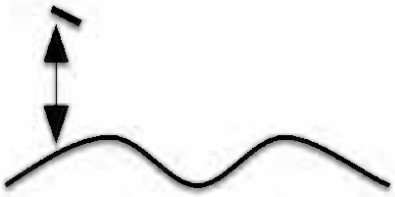


Soit P le point de situation du projet.
La projection orthogonale de P sur le PK N donne le point A.
La projection orthogonale de P sur le PK N+1 donne le point B.

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_25-DE

Cote de référence au point P =

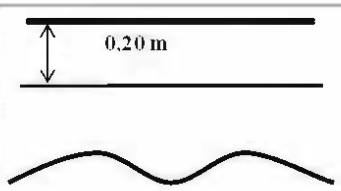
$$\frac{(CoteauPKN¿DistanceBP)+(CoteauPKN+1¿DistanceAP)}{(DistanceBP+DistanceAP)}$$

 Premier plancher utile = Cote de référence	Cote lue ou calculée sur le zonage réglementaire
Terrain naturel (TN) =	Altitude moyenne du terrain en NGF, sous l'emprise du projet

Cote de référence dans la zone inondable de la Barberolle obtenue par lecture des cotes casiers (secteurs Rb, Rcub, R3b et Bb) :

Les cotes à prendre en compte figurent sur chaque casier délimité par un trait plein, à l'intérieur duquel la cote de référence est constante.

Premier plancher utile	=	Cote de référence + 0,20 m
Cote de référence	=	Cote casier lue sur le zonage réglementaire
Terrain naturel (TN)	=	Altitude moyenne du terrain en NGF, sous l'emprise du projet



Dispositions concernant les thalwegs, vallats, ruisseaux et ravins

Il s'agit des cours d'eau représentés en trait plein ou pointillé sur les cartes IGN 1/25 000 ou indiqués sur le fond cadastral (ravins ou fossés), situés hors de la zone urbaine de la commune et pouvant par ailleurs faire l'objet d'un zonage spécifique sur le règlement graphique du PLU.

Dans une bande de 20 mètres de part et d'autre des axes d'écoulement visés ci-dessus :

- Interdiction d'implanter de nouvelles constructions en dehors des annexes à l'habitation dont la surface sera limitée à 20 m².
- Autorisation d'extensions limitées (20 m²) des constructions existantes, la cote du premier plancher utile sera déterminée en fonction des caractéristiques hydrauliques de l'axe d'écoulement, de la topographie et de la géologie locales.

Cette bande de sécurité pourra être réduite au vu des résultats d'une étude hydraulique qualifiant le risque d'inondation et le risque d'érosion de berges.

Enfin si l'étude hydraulique conclut à une absence de risque, la parcelle sera libérée de cette contrainte de recul.

SECTION 3 - DISPOSITIONS RELATIVES AUX ZONES DE CARRIÈRES

En application de l'article R.151-34 2°, des secteurs ont été protégés en raison de la richesse du sol ou du sous-sol (carrières). Ces derniers ont été délimités au document graphique par une trame déterminée dans la légende.

Dans ces secteurs sont autorisées les occupations et installations directement liées et nécessaires à l'exploitation des carrières soumises à autorisation préfectorale.

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_25-DE

SECTION 4 - DISPOSITIONS RELATIVES AUX ÉLÉMENTS BÂTIS À PROTÉGER AU TITRE DE L'ARTICLE L.151-19 DU CODE DE L'URBANISME

Le PLU peut identifier et localiser le patrimoine bâti et paysager à protéger, à conserver, à restaurer, à mettre en valeur ou à requalifier pour lesquels les travaux non soumis à un permis de construire sont précédés d'une déclaration préalable et dont la démolition est subordonnée à la délivrance d'un permis de démolir et définir, s'il y a lieu, les prescriptions de nature à atteindre ces objectifs.

À ce titre, au-delà des dispositions applicables aux zones concernées, certains éléments du patrimoine bâti et des bâtiments d'intérêt architectural sont soumis à des mesures de protection et de mise en valeur spécifiques.

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_25-DE

1 - CHÂTEAU DES CHANALETS

Route du Château des Chanalets

Localisation :









Description :

Architecture néo-classique très développée au 19ème siècle. La typologie faite d'emprunts à l'architecture classique du 17ème siècle ne peut constituer une référence pour l'architecture environnante. Ce type d'architecture, issu d'un courant de pensée historiciste du 19ème siècle, n'est pas rare au niveau national mais demeure unique à Bourg-lès-Valence. il convient donc de surveiller son évolution afin de le conserver comme témoin de son époque.

Caractéristiques :

Datation : 19ème siècle
Toiture : Forte pente, couverture ardoise naturelle
Façades : ordonnancées avec inspiration de l'architecture francilienne du 17ème siècle
Menuiseries : bois
Clôture : maçonnerie et grillage
Altérations : rénovées

Prescriptions architecturales :

Volumétrie : aucune modification de la volumétrie ne sera admise.

Façades : les façades devront recevoir un traitement dans le respect des matériaux existants afin de conserver l'esprit du bâti d'origine : enduit à la chaux naturelle finition lissé. Les ouvertures de la façade principale pourront être modifiées subtilement afin de conserver les effets de symétrie et de proportion ainsi que les modénatures. La modénature sera soulignée par une teinte plus claire.

Menuiseries : les menuiseries seront en bois offrant des sections proches du bois et devront épouser les proportions des ouvertures.

Toiture : les couvertures devront rester en ardoise naturelle. Les jacobines existantes seront conservées, aucun nouveau percement en toiture ne sera admis.

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_25-DE

2 - FERME GENAS

Route de Genas

Localisation :







Description :

Cet ensemble comporte une maison d'habitation, une chapelle et des communs. Son escalier à vis hors œuvre et sa chapelle gothique sont caractéristiques du style architectural des 14ème et 15ème siècles. De nombreuses modénatures médiévales subsistent (fenêtres, cheminées, corniches…). Cette maison représente un intérêt architectural et historique pour la commune. Une procédure d'inscription à l'inventaire supplémentaire des Monuments Historiques pourrait être étudiée.

Caractéristiques :

Type d'habitat : ancien manoir rural transformé en ferme et aujourd'hui en gîtes
Nombre de niveaux : R+2
Toiture : pente 17° environ, couverture tuiles creuses, absence de chéneaux
Façades : de nombreux remaniements de façades selon les époques
Menuiseries : bois
Clôture : sans objet
Altérations : peu d'entretien, notamment sur la partie la plus intéressante du bâti. L'ensemble a fait l'objet de remaniements pour accueillir des gîtes.

Prescriptions architecturales :

Volumétrie : la volumétrie actuelle ne pourra être modifiée qu'à l'appui d'une étude architecturale et historique précise dans le but d'une mise en valeur de l'édifice. Certains éléments essentiels pour la lecture architecturale de l'édifice ne doivent pas être altérés (escalier, chapelle…).

Façades : les façades devront recevoir un traitement homogène : enduit à la chaux naturelle, nettoyage et rejointement à la chaux naturelle des éventuels parements en pierre de taille. Il est fortement déconseillé de modifier les ouvertures sans une étude globale des façades à l'appui. Les ouvertures existantes ne seront pas modifiées.

Menuiseries : les menuiseries devront être en bois et devront respecter la proportion des ouvertures. Une étude au cas par cas des menuiseries devra être réalisée selon la période de construction de la partie intéressée.

Toiture : les couvertures devront rester en tuiles canal. Il est recommandé de ne pas réaliser de percements de toiture. Les souches de cheminée devront être enduites de même nature que les façades.

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_25-DE

3 - MAISON DE L'ÎLE ADAM

Rue de l'Île Adam

Localisation :







Description :

Cette maison représente un intérêt architectural et historique pour la commune. Typologie unique à Bourg-Lès-Valence. On retrouve cette pente de toiture dans le Dauphiné, notamment dans le massif de la Chartreuse. Une étude architecturale et historique précise permettra d'établir un plan de sauvegarde et de mise en valeur de cet édifice.

Caractéristiques :

Datation : 17ème siècle

Toiture : Deux pentes supérieures à 45° avec coyau en bas de pente (adoucissement de la pente en bas de versant). Les ouvertures en toiture (lucarne, velux) sont des créations récentes. Couvertures en tuiles écailles (petit moule). Fenêtres de toit et lucarnes modernes.

Façades : percements modifiés, enduits ciments

Menuiseries : moderne en bois

Clôture : restes de portail du 17ème siècle. Mur couvert de tuiles.

Altérations en février 2004 : Enduit multicolore, reprise de couverture maladroite, percements anarchiques de la couverture. Réalisation de lucarnes pendantes dénaturant la toiture d'origine.

Prescriptions architecturales :

Volumétrie : la volumétrie actuelle, comprenant également les clôtures, ne pourra être modifiée qu'à l'appui d'une étude architecturale et historique précise dans le but d'une mise en valeur de l'édifice.

Façades : les façades devront recevoir un traitement homogène : enduit à la chaux naturelle, nettoyage et rejointement à la chaux naturelle des éventuels parements en pierre de taille. Il est fortement déconseillé de modifier les ouvertures sans une étude globale des façades à l'appui avec recherche des percements d'origine.

Menuiseries : les menuiseries devront être en bois, de teinte sombre, et devront respecter la proportion des ouvertures. La partition des fenêtres sera demandée (petits carreaux ou partition 19ème).

Toiture : la pente de toit ne doit pas être modifiée et les coyaux en bas de pente doivent être conservés. Les couvertures devront rester en tuiles écailles (petit moule, environ 60 tuiles par m²). Le faîtage sera réalisé en tuiles canal. Les ouvertures supplémentaires en toiture sont interdites. Aucune transformation de fenêtre de toit en lucarne ne sera acceptée. Les fenêtres de toit existantes pourront être remplacées dans une dimension maximum de 80x100 cm, avec pose verticale. La lucarne pendante sera améliorée. Les souches de cheminée devront être enduites de même nature que les façades.

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_25-DE

4 - ENSEMBLE RESIDENTIEL

Avenue de Lyon

Localisation :







Description :

Ensemble de 4 maisons accolées, style néo-provençal qui présente une belle cohérence architecturale (bâti et clôture).
Cet ensemble reste atypique et doit être conservé pour sa singularité

Caractéristiques :

Type d'habitat : maison individuelle
Nombre de niveaux : R+1 + combles
Datation : milieu 20ème siècle
Toiture : tuiles mécaniques plates à gorge d'écoulement. Elle est soulignée par une corniche en génoise.
Façades : composition symétrique. Ouvertures cintrées. Murs enduits avec différentes textures : enduit granuleux en rez-de-chaussée, enduit lissé en partie supérieure avec filet blanc. Balcons avec garde-corps plein avec insertion de claustras. Les baies du rez-de-chaussée sont soulignées par une corniche d'un rang de génoises.
Menuiseries : bois sombre, volets roulants intégrés dans la maçonnerie
Clôture : muret maçonné de 80 cm surmonté d'une serrurerie rythmée par des piliers coiffés d'une couvertine en tuile

Prescriptions architecturales :

Volumétrie : aucune modification de la volumétrie ne sera admise, les constructions seront conservées en l'état, aucune surélévation et/ou extension ne sera admise.

Façades : les enduits seront reconduits dans leurs caractéristiques (texture, partition, outils).

Menuiseries : menuiseries en bois ou métal de teinte sombre identique aux volets en respectant le profil cintré. Conserver les volets roulants en bois ou métal de couleur sombre identique existant.

Toitures : tuiles mécaniques plates à gorges d'écoulement en terre cuite.

Clôtures : conserver les clôtures en l'état notamment les serrureries et les piliers chapeautés de tuiles.

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_25-DE

5 - CITES MGM

Allée du Pavillon, du Corsaire

Localisation :







Description :

Cité Jardin liée à MGM. L'aspect convivial, l'homogénéité des clôtures et la simplicité des volumes permettent à cet ensemble de conserver une unité. Un jeu d'allées et contre-allées permet de desservir chaque maison. Les clôtures jouent un rôle fondamental pour l'homogénéité du lieu.

Caractéristiques :

Type d'habitat : urbain
Nombre de niveaux : RDC
Datation : 1950
Toiture : tuiles terre cuite à gorge d'écoulement
Façades : maçonnerie de pierres enduites. Mono orientation côté ouest
Menuiseries : bois et volets simples persiennes métalliques pliantes en tôle
Clôture : muret bas et grille avec piliers d'arrêt, portail en métal
Altérations : la cité est traversée par l'autoroute en 1965

Prescriptions architecturales :

Volumétrie : conserver la volumétrie existante des maisons, aucune surélévation ne pourra être autorisée. Une démolition peut être justifiée par un projet de reconstruction à volumétrie identique.
Annexes : accolées ou non au volume de l'habitation, les annexes devront conserver leur volumétrie actuelle aux dimensions d'un simple garage. Elles seront édifiées en matériaux de qualité (métal, bois…).

Façades : elles devront recevoir un traitement simple : enduit ciment ou chaux aux teintes pastel uniformes avec une finition lissée. Les modénatures (corniches, encadrements…) seront colorées d'une couleur plus claire que les façades. Maintenir les casquettes béton au dessus des entrées.

Menuiserie : elles sont généralement en bois, toutefois d'autres matériaux peuvent être acceptés pour les fenêtres à condition de respecter les proportions existantes. Nécessité de conserver et/ou restituer les menuiseries typiques de l'époque de construction, qui amènent une spécificité à cet ensemble résidentiel : portes en bois à pointe de diamant, portes de garage à hublot.

Toitures :
- Maintenir les toitures en tuiles terres cuites mécaniques plates à gorge d'écoulement. Un simple bac acier peut être accepté pour les annexes uniquement.
- Maintenir les génoises en rive de toit et en pignon.
- Des fenêtres de toit (type velux) peuvent être autorisées mais en aucun cas des crevées de toiture ou lucarnes.

Clôtures : maintenir les clôtures et/ou respecter leur composition d'origine : soubassement maçonné surélevé d'une claire-voie, portails et portillons encadrés par des piliers.

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_25-DE

6 - VERRERIE DERIARD

Quai Maurice Barjon

Localisation :









Description :

Bâtiment industriel du 19ème siècle (ancienne verrerie). Un projet d'ensemble sera exigé pour retrouver la cohérence initiale.

Caractéristiques :

Nombre de niveaux : avec des hauteurs singulières
Datation : 1855
Toiture : tuiles canal
Façades : maçonnerie de pierres enduites. Mono orientation côté ouest. Arcades au RDC et série régulière de fenêtres à l'étage
Menuiseries : bois et PVC
Altérations : menuiseries hétéroclites, sans proportions, maçonneries altérées, enduit, enseigne

Prescriptions architecturales :

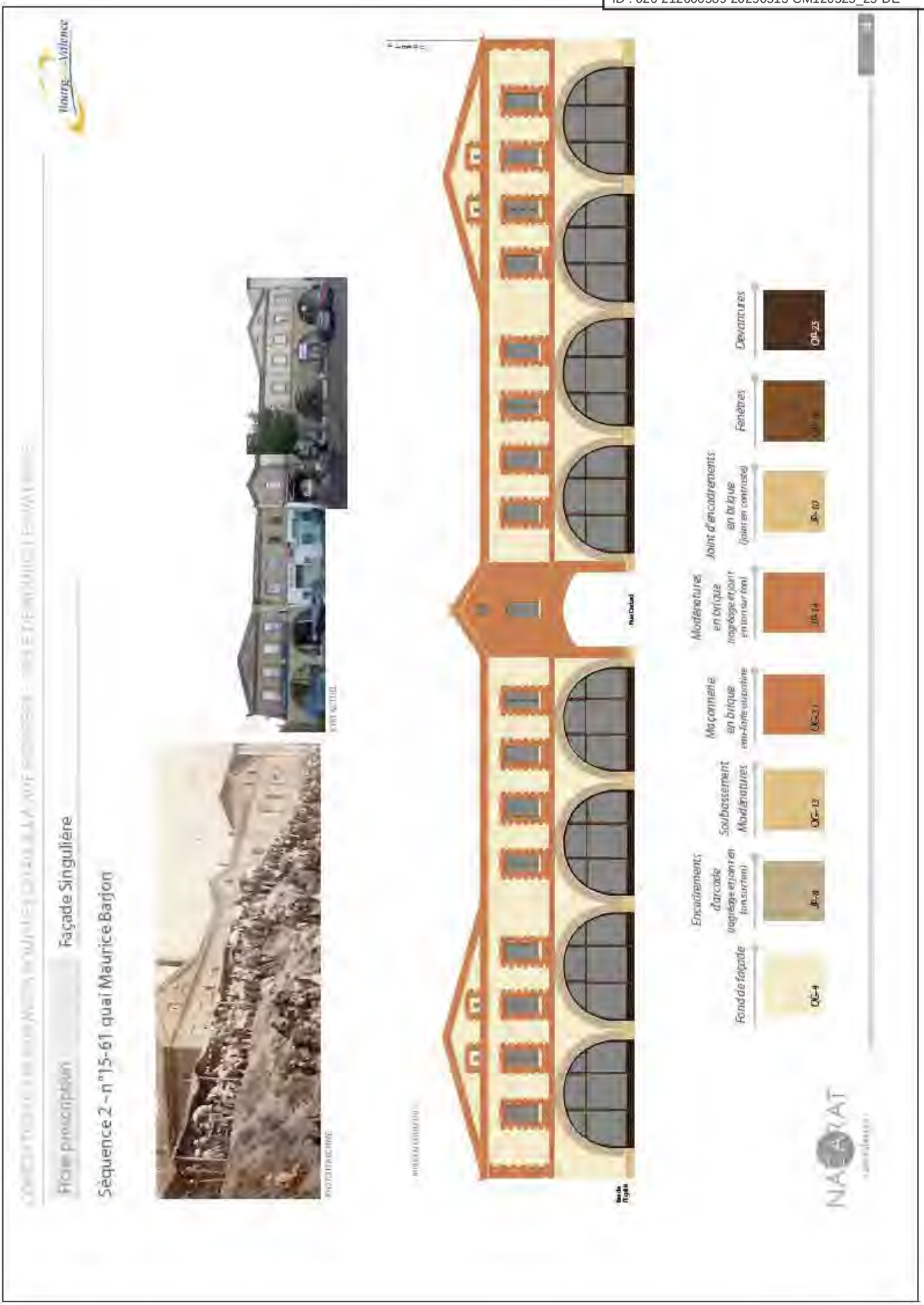
Volumétrie :
- De belle composition, la volumétrie ne pourra pas être altérée. Aucune extension visible depuis l'ouest n'est envisageable.
- Toute intervention devra permettre de retrouver la cohérence originelle de l'ensemble architectural, notamment sa partition symétrique, les ouvertures, les matériaux.

Façades :
- Les façades devront recevoir un traitement d'ensemble et homogène.
- Les modénatures en brique, notamment les encadrements et corniches seront conservées. Si nécessaire, une patine ou une eau forte à base de chaux pourra raviver la coloration naturelle de la terre cuite.
- Les façades seront traitées avec un enduit lissé, conformément au nuancier de couleur indiqué.
- Les parties en briques resteront apparentes.
- La pierre plus régulière des arcades devra être restaurée. Elle ne sera pas recouverte par l'enduit lisse. Un enduit de ragréage, d'aspect et de couleur identique à la pierre, viendra réparer et unifier les encadrements d'arcade. Le rejointoiement se fera à fleur de pierre et en ton sur ton avec celle-ci.
- Les ouvertures d'origine seront conservées et/ou retrouvées dans leur dimension originelle, notamment les arcades du rez-de-chaussée.
- Les couleurs de façade, encadrements, soubassement, menuiseries respecteront le nuancier indiqué.
- Enseignes : leur bonne intégration sera exigée ainsi que leur cohérence d'ensemble. Miser sur la sobriété esthétique qui n'altèrera pas l'intégrité architecturale de l'édifice. Seront donc exclus les bandeaux fixés sur la façade et toutes formes de polychromie, ainsi que les couleurs vives. Un lettrage métallique découpé est toléré. Un marquage en partie haute du vitrage d'arcade est également possible à condition qu'il reste sobre.
- Aucun élément technique de type climatiseur, extracteur, etc, ne pourra être installé en applique sur les façades.

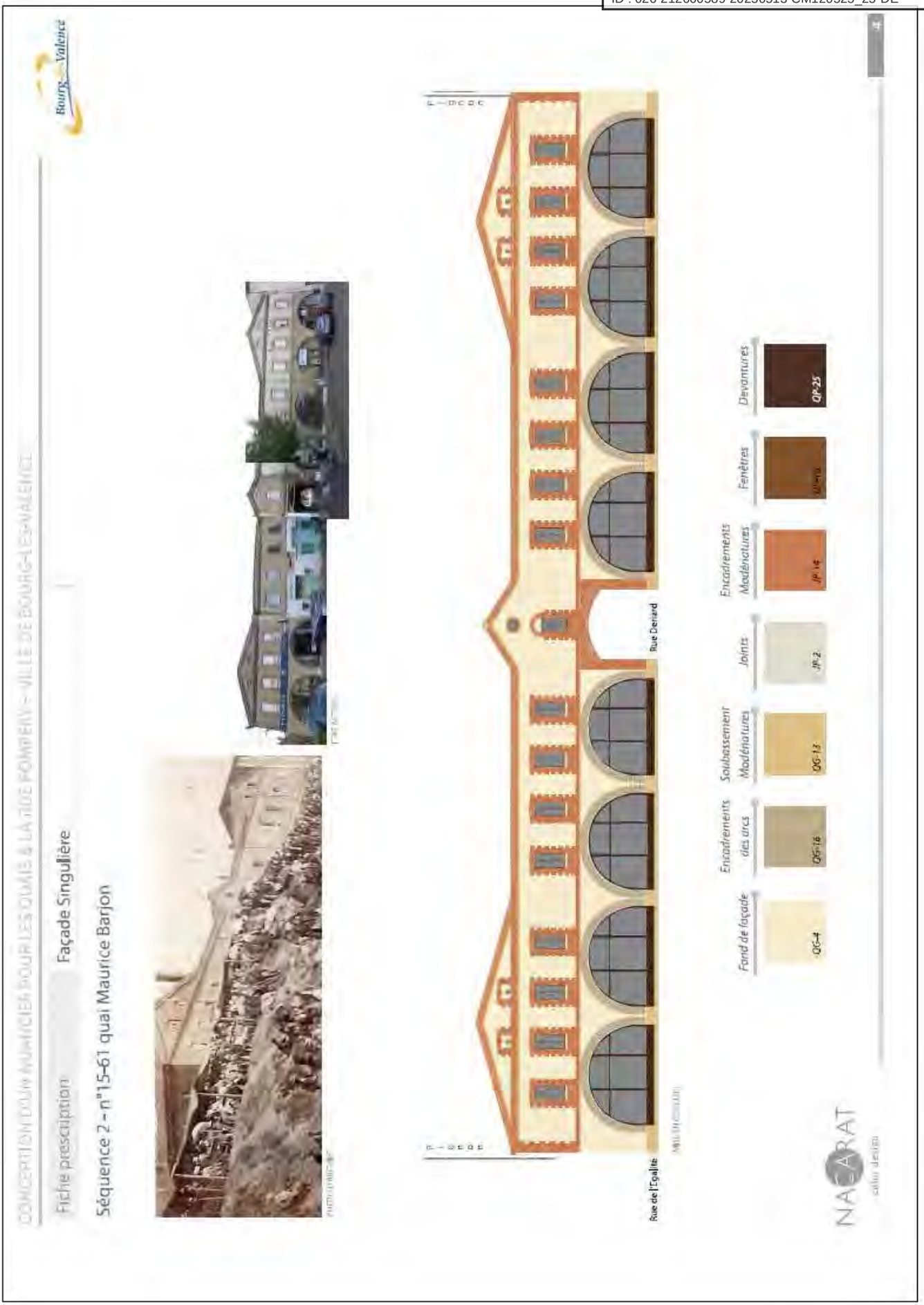
Menuiseries : Les menuiseries seront en bois ou en métal de couleur sombre. Elles devront respecter la proportion des ouvertures. La partition des vantaux est exigée.

Toiture : conserver les tuiles canal.

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_25-DE



Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_25-DE



Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_25-DE

7 - MAISON BRUN

Route Roger Salengro

Localisation :







Description :

Architecture bourgeoise très développée au 19ème. Son style et sa structure massive issus de l'évolution de la distribution intérieure du 18ème siècle ne peut constituer une référence pour l'architecte environnante. Témoin de l'enrichissement de la bourgeoisie au moment de l'essor industriel, cette maison constitue un maillon de l'histoire de Bourg-lès-Valence. Il convient donc de surveiller son évaluation ainsi que son environnement.

Caractéristiques :

Type d'habitat : individuel urbain
Nombre de niveaux : R+1 + combles
Datation : fin 19ème et début 20ème siècle
Toiture : Ardoises - Combles mansardés
Façades : grandes ouvertures et ferronnerie
Menuiseries : bois
Clôture : maçonnerie et végétation
Altérations : sans objet.

Prescriptions architecturales :

Volumétrie : l'effet massif de la volumétrie devra être conservé. Une extension conçue avec parcimonie peut-être envisagé sans altérer le style architectural de l'édifice.

Façades : les façades devront recevoir un traitement dans le respect des matériaux et finitions existants afin de conserver l'esprit du bâti d'origine. Les ouvertures de la façade principale pourront être modifiées subtilement afin de conserver les effets de proportion ainsi que les modénatures.

Menuiseries : les menuiseries pourront être en bois ou autre matériau offrant des sections proches du bois et devront épouser les proportions des ouvertures.

Toiture : les couvertures devront rester en ardoises et zinc. Les lucarnes existantes seront conservées dans leurs caractéristiques. Aucune nouvelle ouverture en toiture ne sera admise. Les cheminées en brique seront maintenues dans leurs caractéristiques.

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_25-DE

8 - ENSEMBLE D'HABITATIONS

Impasse du Clos Chapon

Localisation :





Description :

Ensemble de 3 maisons accolées de style art déco constituant un ensemble cohérent

Caractéristiques :

Type d'habitat : maisons de ville
Nombre de niveaux : R+2 + combles
Datation : début 20ème siècle
Toiture : à 2 pans avec demi-croupe pour les maisons latérales, toiture terrasse pour la maison centrale, avec avancée de toiture prononcée.
Façades : enduit grenu pour les murs de teinte vert olive, modénatures et encadrements soulignés (teinte claire, finition lisse). Garde corps des balcons et balconnets en ferronnerie
Menuiseries : bois dont certaines d'origine avec partition art déco, persiennes métalliques repliées en tableau
Clôtures : muret de 80 centimètres environ surmonté d'une grille à barreaudage vertical, portail en serrurerie assorti à la clôture
Toitures : tuiles mécaniques plates à gorge d'écoulement
Altérations : changement des menuiseries : perte de la partition et montants épais

Prescriptions architecturales :

Volumétrie : aucun changement de volumétrie ne sera admis.

Façades :
- les caractéristiques seront reconduites : enduit grenu de teinte profonde pour les murs, finition lissée de teinte claire pour les encadrements et modénatures.
- conserver ou reproduire à l'identique les balcons et balconnets.

Menuiseries : en bois de section fine respectant la forme des ouvertures et reproduisant la partition d'origine.

Toiture : reconduire le mode de couverture existant.

Clôtures : aucune modification ne sera admise, conserver les clôtures existantes dans leur caractéristiques ou reproduire à l'identique.

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_25-DE

9 - HABITATION

Rue Belle Meunière

Localisation :





Description :

Construction originale et intéressante pour sa position dans la rue et le traitement de l'angle





Caractéristiques :

Type d'habitat : urbain
Nombre de niveaux : R+2 + combles
Datation : début 20ème siècle
Toiture : tuiles mécaniques à gorge d'écoulement, bande de rives en zinc ornementée (gargouilles et chimères (figures animales) en relief, épi de faîtage)
Façades : enduit grenu de teinte profond avec encadrements et modénatures finition lisse et claire. Soubassement sur rue différencié. Garde-corps de balconnets en serrurerie. Persiennes rabattues en tableau en bois. Marquise au-dessus de l'entrée
Menuiseries : en bois dont certaines d'origine avec partition art déco
Clôture : aucune
Altérations : soubassement



Prescriptions architecturales :

Volumétrie : Toute intervention sur le bâti ne devra pas porter atteinte à la cohérence du bâtiment.

Façades : reconduire la façade avec ses caractéristiques existantes : teinte profonde et enduit grenu pour les murs, finition lisse de teinte claire pour les encadrements et modénatures.

Menuiseries : en bois ou en métal de section fine de teinte foncée.

Toitures : identique existant. Conserver les gargouilles, les chimères et les épis de faîtage

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_25-DE

10 - HABITATION

Rue Eugène Chavant

Localisation :





Description :

Maison individuelle de style art déco assez bien conservée





Caractéristiques :

Type d'habitat : maison individuelle
Nombre de niveaux : 3 + combles
Datation : début 20ème siècle
Toiture : tuiles terre cuite mécanique avec gorge d'écoulement et tuiles à rabat décorées. Ornementation : épi et crête de faîtage
Façades : mur enduit avec modénatures art déco en relief (encadrement d'ouvertures, motifs en pignon). Garde-corps en ciment moulé avec motif solaire. Soubassement en placage de pierres naturelles
Menuiseries : refaites en PVC, les menuiseries d'origine ont été changées pour un modèle standard
Clôture : muret de 60 cm surmonté d'un grillage rigide (postérieur à la maison) et magnifique portail en ferronnerie
Altérations : fenêtres

Prescriptions architecturales :

Volumétrie : aucune modification de la volumétrie ne sera admise.

Façades : reconduire la façade avec ses caractéristiques et mise en valeur du décor (modénatures en relief de teinte claire). Le mur du fond peut être d'une teinte plus soutenue. Isolation par l'extérieur : seul un enduit isolant en lieu et place de l'enduit existant peut être admis.

Menuiseries : en bois ou en métal de section fine avec une partition équilibrée.

Toitures : identique existant. Conserver les épis et crête de faitage.

Clôtures : reconduire dans les caractéristiques de l'existant. Le portail doit être conservé ou refait à l'identique.

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_25-DE

11 - MANOIR DE LA TOURTELLE

Rue de la Tourtellière

Localisation :









Description :

Cette maison comporte un escalier à vis hors-œuvre et des fenêtres à meneaux caractéristiques du style architectural des 15ème et 16ème siècles. A l'image de la ferme de Genas, elle représente un intérêt architectural et historique pour la ville de Bourg-Lès-Valence. Mise en valeur avec parcimonie et bien entretenue, il convient de surveiller son évolution et son environnement immédiat qui commence à être altéré par des constructions sans prise en compte d'un quelconque souci d'intégration.

Caractéristiques :

Type d'habitat : individuel
Nombre de niveaux : R+2
Datation : 15ème et 16ème siècle
Toiture : pente 17 % environ, tuiles creuses
Façades : enduit à pierres vues, percements peu modifiés
Menuiseries : bois à petits carreaux
Clôture : végétale
Altérations : voir l'environnement

Prescriptions architecturales :

Général : conservation et mise en valeur des éléments caractéristiques cités.

Volumétrie : aucune modification de la volumétrie ne sera admise. Les constructions seront conservées en l'état, aucune surélévation et/ou extension ne sera admise.

Façades :
Elles seront enduites à la chaux naturelle de finition lissée ou frottée fin (baguettes d'angles interdites), l'enduit devant arriver au nu des pierres d'encadrement.
Les pierres d'encadrement, meneaux et traverses seront protégés par un badigeon de chaux naturelle qui pourra être teinté en contraste par rapport au mur plein.
Les ouvertures d'origine seront conservées en place dans leur dimension d'origine et leur aspect.
Dans l'éventualité de nouvelles ouvertures, elles devront s'insérer délicatement dans la composition originelle de la façade.

Menuiseries :
Les menuiseries anciennes seront en priorité réparées. En cas de changement les menuiseries, elles seront en bois et devront respecter l'ouverture d'origine, la partition d'origine des ventaux est exigée, notamment les petits carreaux pour les fenêtres à meneaux.

Toitures :
Identique existant avec pose traditionnelle deux couches avec courant et couvert des tuiles canal.
Dans l'éventualité de la pose d'une plaque sous tuile, elle sera de préférence souple pour ne pas rigidifier la toiture, elle devra rester invisible en sous face.
Les velux seront limités en nombre et en dimension (1m² maximum).
Les panneaux solaires sont interdits en toiture et façade, ils pourront être disposés dans un endroit peu visible du jardin.

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_25-DE

12 - MAISON DE CAMPAGNE DE LA TOURTELLE

Impasse du Colombier

Localisation :









Description :

Grande propriété composée de plusieurs corps de bâtiments, un corps principal d'habitation et trois autres dépendances.
La propriété est ceinte d'un mur haut enduit.

Caractéristiques :

Type d'habitat : maison de campagne
Datation : 19ème siècle et antérieur
Toiture : tuiles canal pose traditionnelle (deux couches) courant et couvert, pas de génoises, la partie principale comprend une corniche maçonnée, deux cheminées en brique
Façades : mur enduit lissé et frotté fin de teinte claire faisant ressortir les encadrements de pierre molasse plus sombre
Bel ensemble d'arcades superposées sur une dépendance
Composition ordonnancée, ouvertures classiques rectangulaires pour la partie principale à vocation d'habitation. Ouvertures petites et carrées en attique. Chaînes d'angle enduites pour les dépendances et en molasse pour la partie habitation, bandeau en pierre courant le long de l'appui des ouvertures du 1er étage.
Menuiseries : Porte d'entrée à panneaux en bois avec occulus en imposte et auvent de pierres au dessus du linteau de la porte
Fenêtres à petits bois
Clôtures : mur d'enceinte en galet enduit

Prescriptions architecturales :

Général : conservation et mise en valeur des éléments caractéristiques cités.

Volumétrie : aucune modification de la volumétrie ne sera admise. Les constructions seront conservées en l'état, aucune surélévation et/ou extension ne sera admise.

Façades : Elles seront enduites à la chaux naturelle de finition lissée ou frottée fin (baguettes d'angles interdites), l'enduit devant arriver au nu des pierres d'encadrement. Seules les façades latérales sur dépendances pourront recevoir un enduit à pierre vue.
Les modénatures de pierres de molasse, notamment les encadrements et corniches seront conservés et mis en valeur, la pierre pourra être protégée par un badigeon de chaux qui pourra être teinté.
Les ouvertures d'origine seront conservées en place dans leur dimension d'origine et leur aspect.
Dans l'éventualité de nouvelles ouvertures, elles devront s'insérer délicatement dans la composition de la façade.

Menuiseries : La porte d'entrée en bois sera conservée et restaurée dans ses caractéristiques d'origine. Les fenêtres à petits bois seront conservées et priorité sera donnée à la réparation. En cas de changement, les menuiseries seront en bois et devront respecter l'ouverture d'origine, la partition d'origine des ventaux.

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_25-DE

Toitures : Identique existant : tuiles canal avec pose traditionnelle deux couches avec courant et couvert des tuiles canal. Dans l'éventualité de la pose d'une plaque sous tuile, elle sera de préférence souple pour ne pas rigidifier la toiture, elle devra rester invisible en sous face.
Les velux seront limités en nombre et en dimension (1m² maximum)
Les panneaux solaires sont interdits en toiture et façade, ils pourront être disposés dans un endroit peu visible du jardin.

Clôtures : Le mur de clôture sera conservé dans ses dimensions et son aspect (galets enduits, chaperon maçonné arrondis). Le mur de soutènement de la terrasse ainsi que son escalier devront être préservés et traités dans des tonalités plus foncées que la façade de la maison afin de maintenir l'effet du socle.

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_25-DE

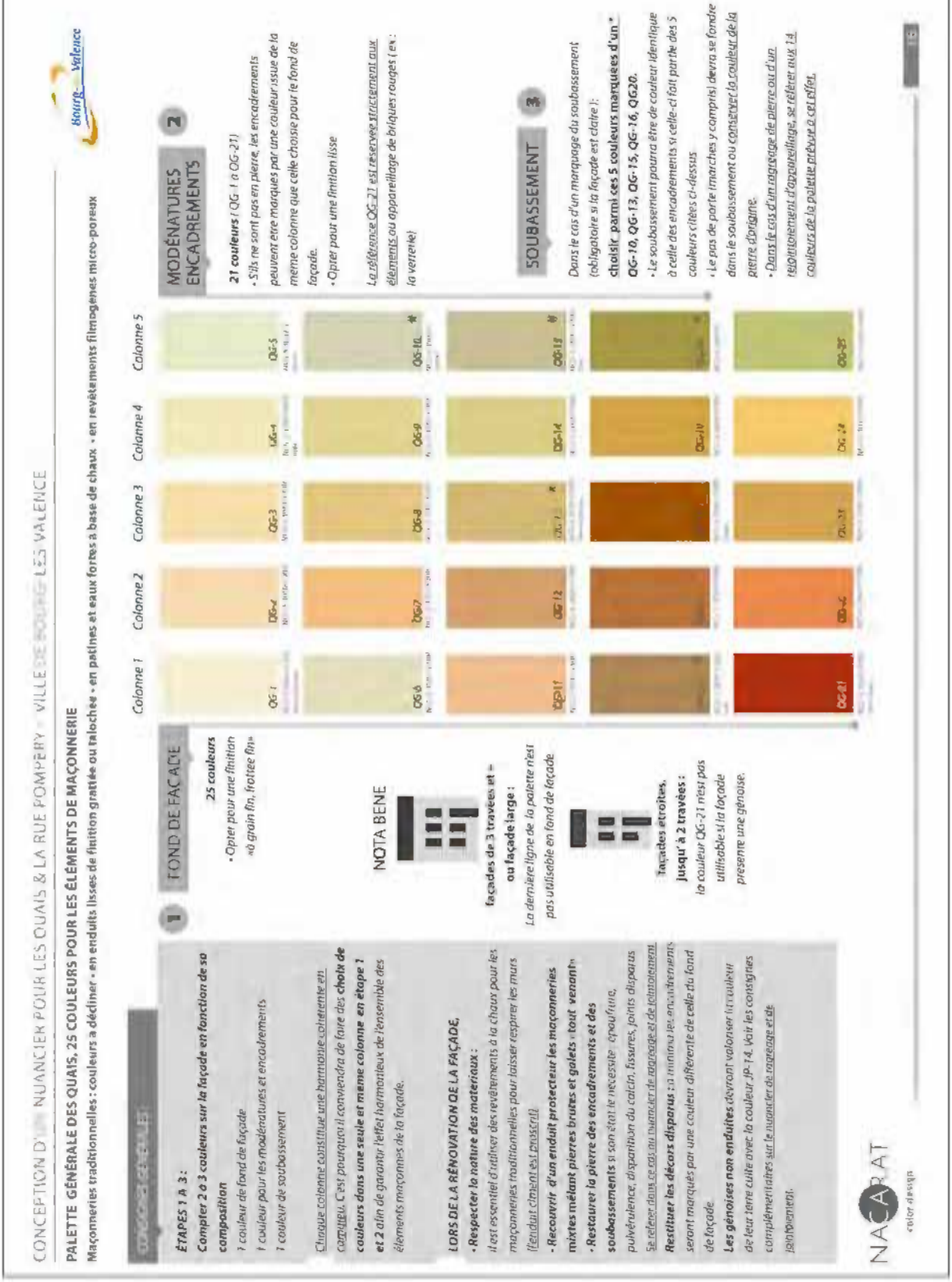
13 - QUAIS DU RHÔNE

Quai de la Libération, Quai Maurice Barjon, Quai Thannaron, Quai Saint-Nicolas

Prescriptions architecturales :

Le long du linéaire architectural indiqué au plan de zonage (n°13), tout projet de ravalement de façades et de peinture des menuiseries et décors devra respecter le nuancier suivant.

La verrerie Deriard fait l'objet d'une fiche spécifique (n°6).



PALETTE PONCTUELLE DES QUAIS : 27 COULEURS POUR LES MENUISERIES ET LES FERRONNERIES

Ces couleurs mettent en valeur fenêtres, volets, porte et ferronneries qui habillent et rythment la façade et le quai

CONSIGNES GÉNÉRALES :

ÉTAPES 4 À 8 :
Compter 2 à 4 couleurs pour les menuiseries et les ferronneries
1 couleur de fenêtre
1 couleur de volet
1 couleur de porte
1 couleur de ferronneries
La devanture reprendra la couleur de la porte ou des ferronneries

Une même couleur peut être choisie pour la porte et les ferronneries, ou encore pour la porte et les volets. Mais il est recommandé de différencier couleur de fenêtres et couleur de volets.

Chaque colonne constitue une harmonie cohérente en camaïeu.
*Il est donc possible de faire les **choix de couleurs dans une seule et même colonne** mais il également envisageable de choisir des couleurs dans des colonnes différentes.*

• Remplacement de menuiserie : le PVC est proscrit. Par ailleurs, les menuiseries neuves en bois lasuré de couleurs jaune ou orange sont très déconseillées.

• En cas de rupture de gabarit ou d'incohérence esthétique des baies (nouveau percement, remplissage partiel, ou surélévation), il est recommandé de fondre la menuiserie dans le fond de façade. Les autres menuiseries pourront être valorisées par une couleur issue de la palette ponctuelle.

• Les barreaudages de protection (ferronneries) reprendront une couleur sombre pour se fondre dans la baie.

• Tous les coffres de volets roulants visibles devront être dissimulés derrière des lambrequins en bois ou en métal.



NACARAT

Dispositions applicables à toutes les zones

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_25-DE

NUANCIER DE RAGRÉAGE ET DE JOINTOIEMENT POUR PIERRES, BRIQUES ET ÉLEMENTS DE DÉCORS
RÉFÉRENCE DE COULEUR POUR LA VALORISATION DE LA TERRE CUITE DE GÉNOISE : JP-14
14 couleurs utilisables pour l'ensemble des Quais et pour la rue Pompéry

CONSIGNES GÉNÉRALES :

AVANT DE RESTAURER LA PIERRE OU LES JOINTS D'APPAREILLAGE, IL CONVIENT DE VÉRIFIER LA COULEUR D'ORIGINE OU MATÉRIAU ET D'IDENTIFIER DANS LE NUANCIER CI-DESSOUS CELLE S'EN RAPPROCHANT LE PLUS.

POUR LES MAÇONNERIES TRADITIONNELLES, LES MORTIERS DE RAGRÉAGE ET DE JOINTOIEMENT SERONT COMPOSÉS DE CHAUX ET DE SABLE.

La granulométrie de l'enduit de ragréage *devra se rapprocher de l'aspect de la pierre qu'il renove. De la même manière, selon sa nature d'origine, le mortier de joint pourra être à gros grains ou à grains fins.*
Le joint de finition *pourra être plat, ou beurré si la pierre ou la brique est irrégulière.*

Pour proteger les pierres ou les briques *à l'épiderme endommagé, ou raviver et unifier leurs couleurs, utiliser une eau-forte ou une patine à base chaux.*
L'eau forte comme la patine sont moins opaques qu'un badigeon et laissent voir ***par transparence*** *l'épiderme du materiau.*
L'eau forte reste moins transparente que la patine.

Rénovation de la génoise
Il conviendra de la mettre en valeur sans la dénaturer :
si les rangs de tuile ont été peints dans une couleur et/ou d'une façon inappropriee(s), procéder à l'application d'un badigeon ou d'une eau forte de couleur JP-14, uniquement sur les parties en terre cuite. L'enduit de bouchage interieur aux tuiles sera identique à celui du fond de façade.

Si celle-ci est dissimulée par un coffrage ou par enduit, il conviendra de le supprimer et de remettre en état le decor dans son ensemble en suivant les recommandations ci-dessus.

NACARAT
color design

Dispositions applicables à toutes les zones

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_25-DE

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_25-DE

Les bâtiments singuliers suivants devront respecter le nuancier de couleur lié.

La verrerie Deriard fait l'objet d'une fiche spécifique (n°6).



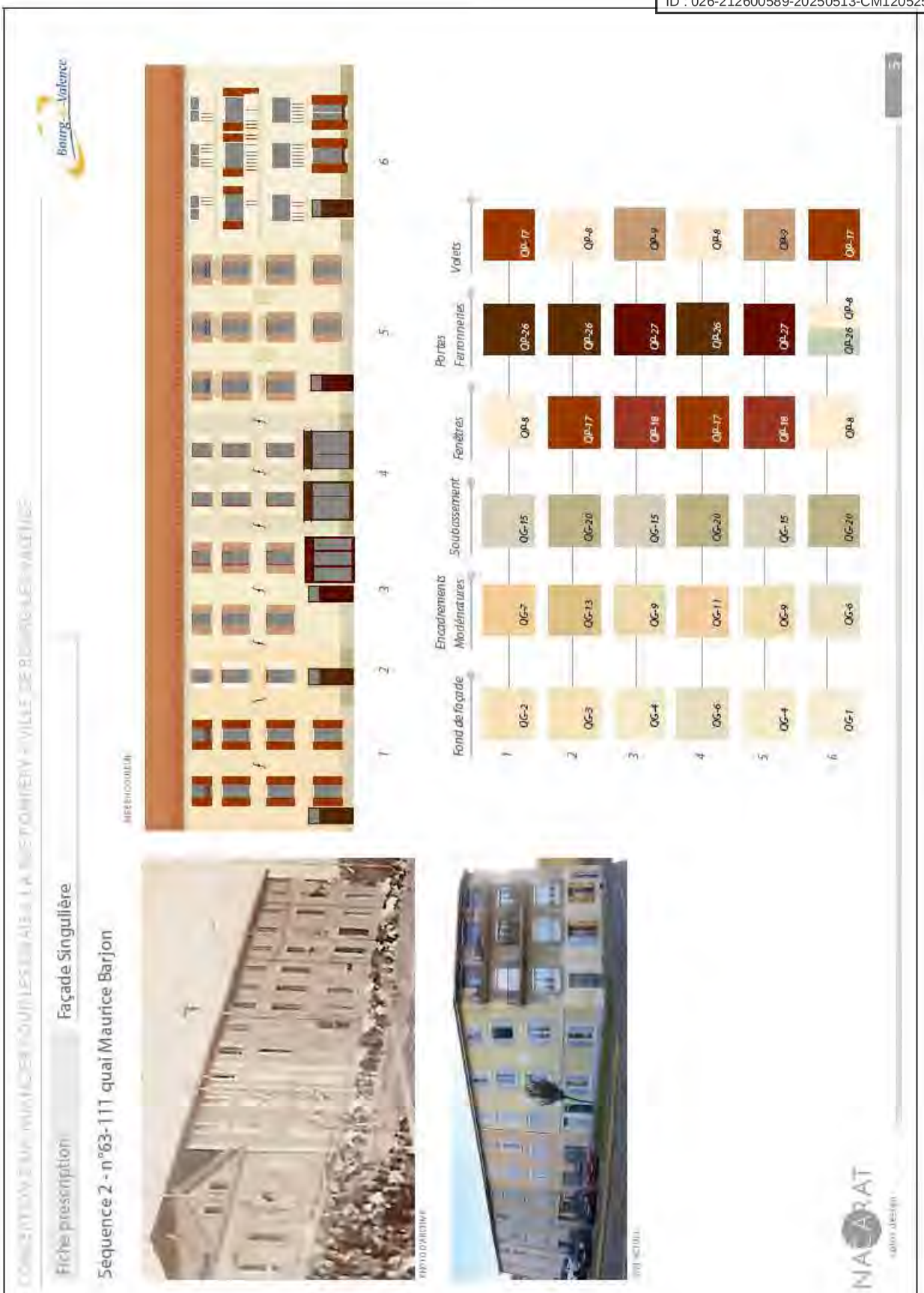
Séquence 1 - n°64 quai de la Libération : possibilité de choisir les teintes dans le nuancier des consignes générales pour les quais, en respectant la composition colorimétrique présentée sur cette fiche de prescription.

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_25-DE

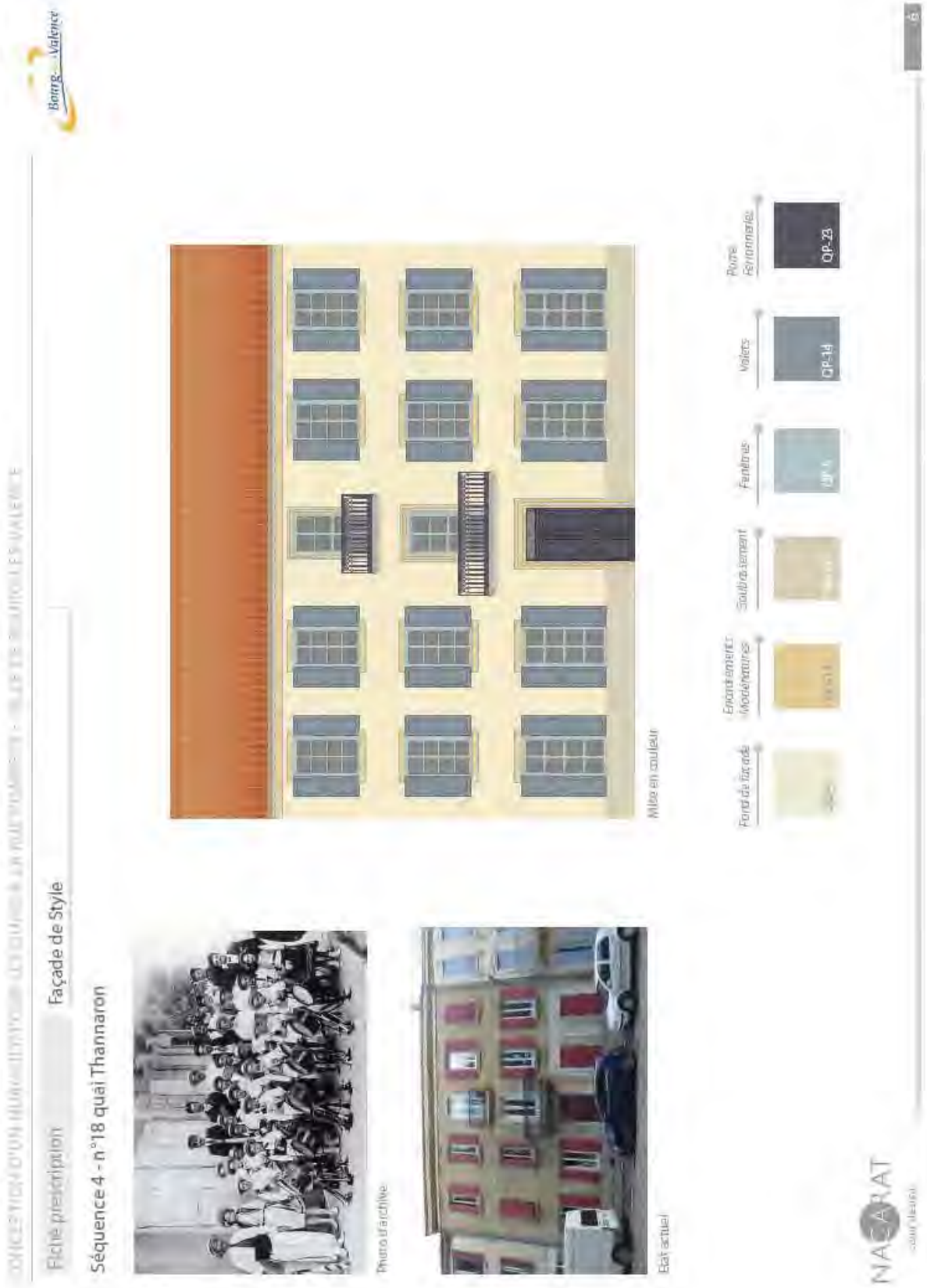


Séquence 2 - n°141 quai Maurice Barjon : possibilité de choisir les teintes dans le nuancier des consignes générales pour les quais, en respectant la composition colorimétrique présentée sur cette fiche de prescription.

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_25-DE



Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_25-DE



Séquence 4 - n°18 quai Thannaron : possibilité de choisir les teintes dans le nuancier des consignes générales pour les quais, en respectant la composition colorimétrique présentée sur cette fiche de prescription.

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_25-DE



Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_25-DE

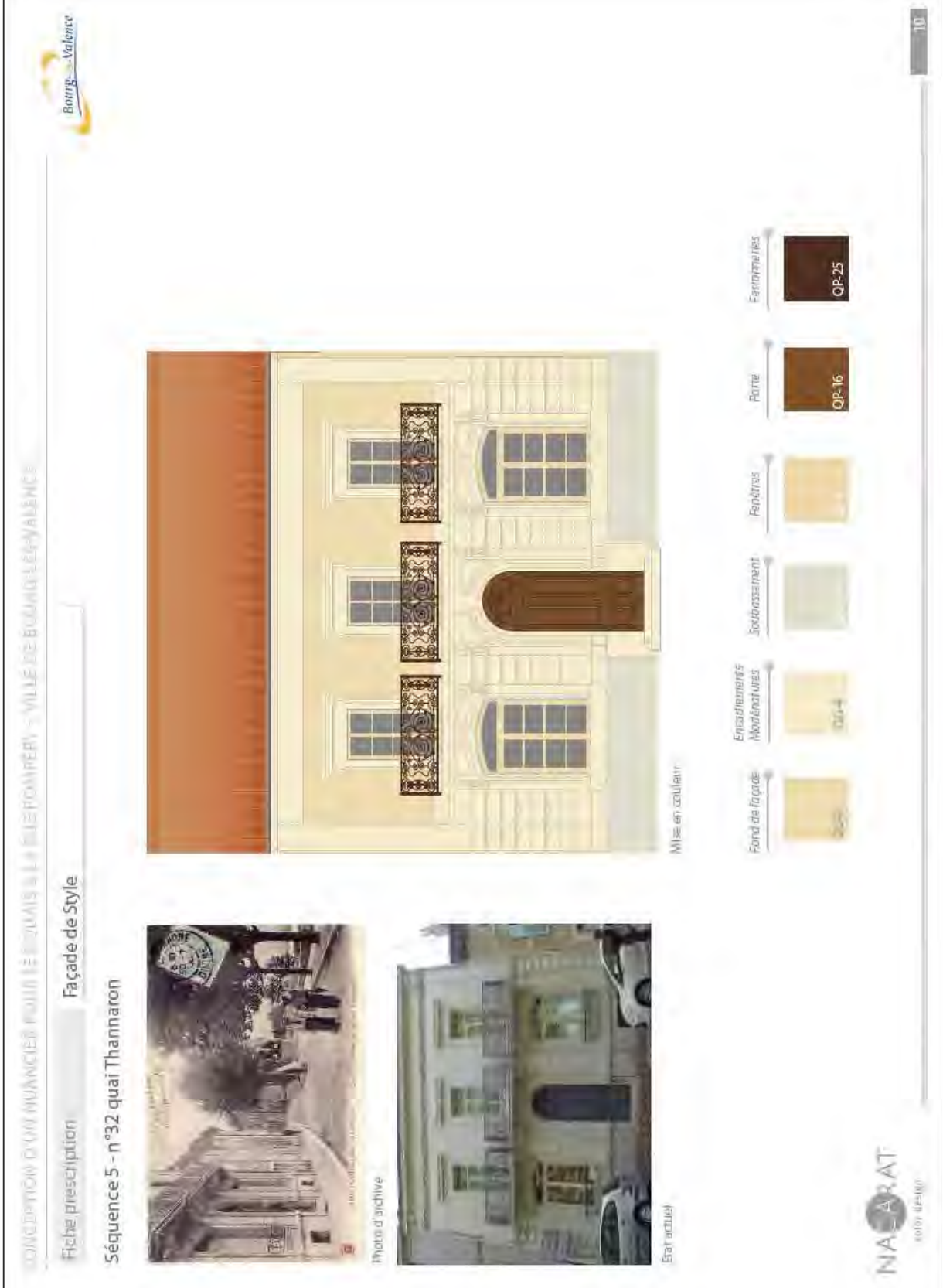


Séquence 5 - n°23 quai Thannaron : possibilité de choisir les teintes dans le nuancier des consignes générales pour les quais, en respectant la composition colorimétrique présentée sur cette fiche de prescription.

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_25-DE



Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_25-DE



Séquence 5 - n°32 quai Thannaron : possibilité de choisir les teintes dans le nuancier des consignes générales pour les quais, en respectant la composition colorimétrique présentée sur cette fiche de prescription.

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_25-DE



Séquence 6 - n°7A quai St-Nicolas : possibilité de choisir les teintes dans le nuancier des consignes générales pour les quais, en respectant la composition colorimétrique présentée sur cette fiche de prescription.

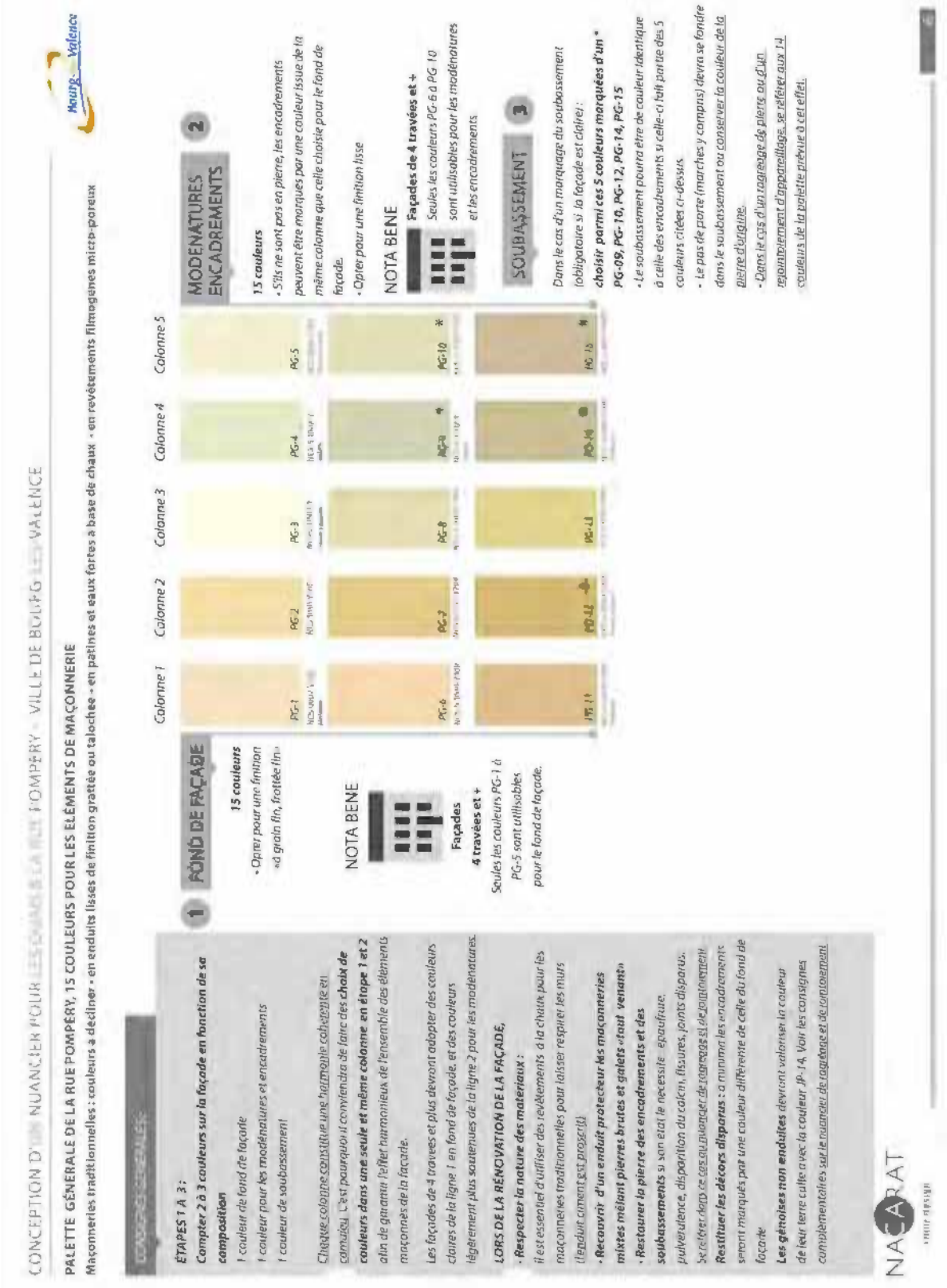
Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_25-DE

14 - RUE POMPERY

Rue Pompéry

Prescriptions architecturales :

Le long du linéaire architectural indiqué au plan de zonage (n°14), tout projet de ravalement de façades et de peinture des menuiseries et décors devra respecter le nuancier suivant.



PALETTE PONCTUELLE DE LA RUE POMPÉRY, 20 COULEURS POUR LES MENUISERIES ET LES FERRONNERIES

Ces couleurs mettent en valeur fenêtres, volets, porte et ferronneries qui habillent et rythment la façade et la rue.

CONSIGNES GÉNÉRALES

ÉTAPES 4 À 8 :
Compter 3 à 4 couleurs pour les menuiseries et les ferronneries
1 couleur de fenêtre
1 couleur de volet
1 couleur de porte
1 couleur unique de ferronneries
La devanture pourra reprendre la couleur de la porte

Les couleurs de fenêtres et de volets devront être choisies dans la même colonne.

Il est recommandé de différencier couleur de fenêtres et couleur de volets

• Remplacement de menuiseries :
le PVC est proscrit.
Par ailleurs, les menuiseries neuves en bois lasure de couleurs jaune ou orange sont très déconseillées.

• En cas de rupture de gabarit ou d'incohérence esthétique des baies (nouveau percement, remplissage partiel, ou surélévation), il est recommandé de fondre la menuiserie dans le fond de façade. Les autres menuiseries pourront être valorisées par une couleur issue de la palette ponctuelle.

4 FENÊTRES

12 couleurs



VOLETS, LAMBREQUINS 5

12 couleurs

Lorsque la façade est grisée (couleurs PG-9, PG-10, PG-11, PG-14 et PG-15), privilégier les couleurs claires PP-1 à PP-6 pour les volets et les lambrequins afin d'illuminer l'ensemble.
Nota : l'association d'un volet de couleur PP-9 et d'un fond de façade PG-9 est déconseillée.

6 PORTES

7 couleurs



DEVANTURE 8

7 couleurs

7 FERRONNERIES

1 couleur



NACARAT

Dispositions applicables à toutes les zones

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_25-DE

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_25-DE

SECTION 5 - DISPOSITIONS RELATIVES AUX ÉLÉMENTS DE PAYSAGE ET AUX SITES ET SECTEURS À PROTÉGER POUR DES MOTIFS D'ORDRE ECOLOGIQUE AU TITRE DE L'ARTICLE L.151-23 DU CODE DE L'URBANISME

Le règlement peut identifier, localiser les éléments de paysage et délimiter les sites et secteurs à protéger pour des motifs d'ordre écologique pour lesquels les travaux non soumis à un permis de construire sont précédés d'une déclaration préalable et dont la démolition est subordonnée à la délivrance d'un permis de démolir, et définir, s'il y a lieu, les prescriptions nécessaires pour leur préservation.
Pour toute intervention sur ces éléments ainsi identifiés, s'impose une demande de déclaration préalable.

. *Boisements, haies et arbres remarquables*

Les boisements, haies et arbres remarquables identifiés au plan de zonage comme éléments du patrimoine paysager à protéger ne doivent pas être détruits. De façon dérogatoire, une destruction partielle peut-être autorisée si cette destruction est nécessitée par des aménagements ou des travaux rendus obligatoires pour des nécessités techniques, phytosanitaires ou dans le cadre de la réduction des risques. Des suppressions partielles seront également autorisées dans le cas d'élargissement de voirie, création d'un accès ou de modifications de pratiques agricoles. Ces suppressions seront ponctuelles et limitées.

. *Zones humides*

Les zones humides identifiées au plan de zonage ne doivent pas être détruites. Elles ne devront être ni comblées, ni drainées, ni être le support d'une construction. Elles ne pourront faire l'objet d'aucun affouillement pouvant détruire les milieux présents. Aucun dépôt (y compris de terre) n'est admis. Seuls les travaux nécessaires à la restauration des milieux, ou ceux nécessaires à sa valorisation sont admis sous réserve de ne pas détruire les milieux naturels présents.

SECTION 6 - DISPOSITIONS RELATIVES AUX CHANGEMENTS DE DESTINATION AU TITRE DE L'ARTICLE L.151-11 DU CODE DE L'URBANISME

Le changement de destination à vocation de logement des bâtiments n°1 à n°14 identifiés au règlement graphique en application de l'article L.151-11 peut être autorisé :

- uniquement dans le cadre d'extension de logements existants. La création de nouveau logement n'est pas autorisée ;
- dans la mesure où il ne compromet pas le caractère agricole des environs, qu'il ne gêne pas une exploitation agricole, qu'il ne porte pas atteinte à la sauvegarde des espaces naturels et des paysages et que le projet préserve les caractéristiques architecturales et patrimoniales desdits bâtiments.

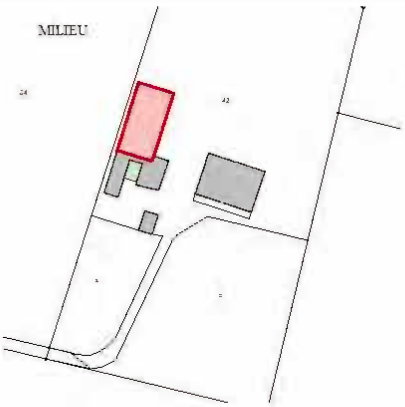
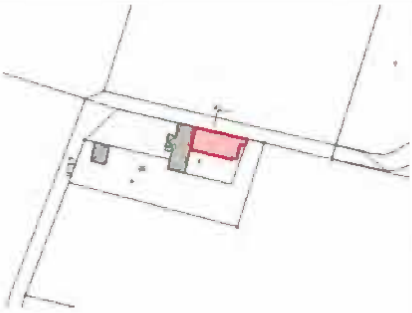
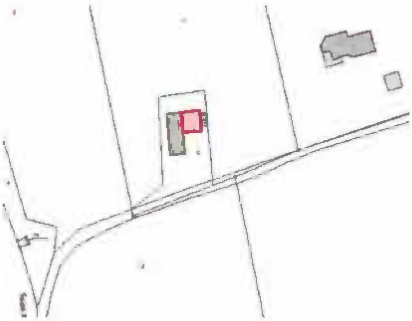
Le changement de destination à vocation d'hébergement hôtelier et touristique du bâtiment n°15 et à vocation d'entrepôt du bâtiment n°16 identifiés au règlement graphique en application de l'article L.151-11 peut être autorisé dans la mesure où il ne compromet pas le caractère agricole des environs, qu'il ne gêne pas une exploitation agricole, qu'il ne porte pas atteinte à la sauvegarde des espaces naturels et des paysages et que le projet préserve les caractéristiques architecturales et patrimoniales desdits bâtiments.

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_25-DE

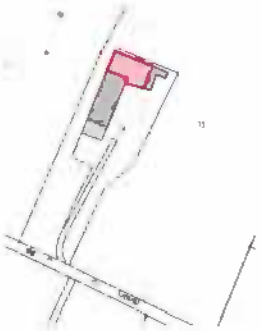
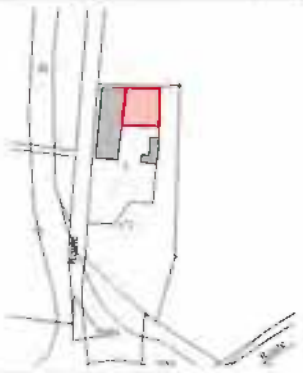
Changement de destination autorisé à vocation de logement :

N°	Description	Extrait cadastral	Photos
1	Surface du bâti pouvant changer de destination : 208 m² Parcelle cadastrale : F93 Adresse : Route du Prat Réseaux : assainissement autonome, électricité aérien BT, eau potable		 
2	Surface du bâti pouvant changer de destination : 20 m² + 32 m² Parcelle cadastrale : ZB34 Adresse : 1260 Route des Selles Réseaux : assainissement autonome, électricité aérien BT, eau potable		 
3	Surface du bâti pouvant changer de destination : 120 m² Parcelle cadastrale : E500 Adresse : 38 Route des Selles Réseaux : assainissement autonome, électricité aérien BT, eau potable		

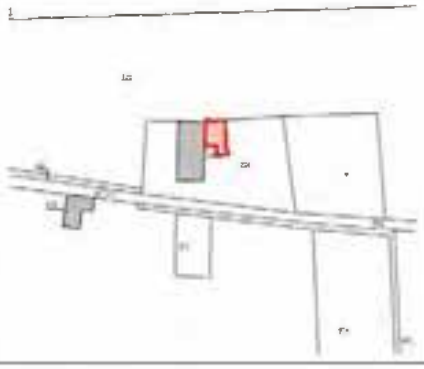
Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_25-DE

4	Surface du bâti pouvant changer de destination : 478 m² Parcelle cadastrale : ZI42 Adresse : Chemin du Milieu Réseaux : assainissement autonome, électricité aérien BT, eau potable		 
5	Surface du bâti pouvant changer de destination : 135 m² Parcelle cadastrale : ZI40 Adresse : 302 Chemin du Milieu Réseaux : assainissement autonome, électricité aérien BT, eau potable		
6	Surface du bâti pouvant changer de destination : 33 m² Parcelle cadastrale : ZD30 Adresse : 1720 Route de Fouillouse Réseaux : assainissement autonome, électricité aérien BT, eau potable		
7	Surface du bâti pouvant changer de destination : 66 m² Parcelle cadastrale : ZI76 Adresse : Route de la Roche-de-Glun Réseaux : assainissement autonome, électricité aérien BT		

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_25-DE

8	Surface du bâti pouvant changer de destination : 90 m² Parcelle cadastrale : ZD23 Adresse : 1220 Route de Fouillouse Réseaux : assainissement autonome, électricité aérien BT, eau potable		
9	Surface du bâti pouvant changer de destination : 141 m² Parcelle cadastrale : ZH74 Adresse : 142 Chemin du Grand Cèdre Réseaux : assainissement autonome, électricité aérien BT		
10	Surface du bâti pouvant changer de destination : 104 m² Parcelle cadastrale : ZH185 Adresse : 218 Chemin des Garnelles Sud Réseaux : assainissement autonome, électricité aérien BT		
11	Surface du bâti pouvant changer de destination : 191 m² Parcelle cadastrale : ZE53 Adresse : Les Blaches Réseaux : assainissement autonome, électricité aérien BT, eau potable		
12	Surface du bâti pouvant changer de destination : 126 m² Parcelle cadastrale : ZE172 Adresse : 90 Boulevard du 3ème Millénaire Réseaux : assainissement autonome, électricité aérien BT, eau potable		

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_25-DE

13	Surface du bâti pouvant changer de destination : 291 m² Parcelle cadastrale : ZE109 Adresse : 1369 Route de l'Econdu Réseaux : assainissement autonome, électricité aérien BT, eau potable		
14	Surface du bâti pouvant changer de destination : 107 m² Parcelle cadastrale : D524 Adresse : Route des Combeaux aux Chanalets Réseaux : assainissement autonome, électricité aérien BT, eau potable		

Changement de destination autorisé à vocation d'hébergement hôtelier et touristique :

N°	Description	Extrait cadastral	Photos
15	Surface du bâti pouvant changer de destination : 295 m² Parcelle cadastrale : ZH172 Adresse : Genas Réseaux : assainissement autonome, électricité aérien BT, eau potable		

Changement de destination autorisé à vocation d'entrepôt :

N°	Description	Extrait cadastral	Photos
16	Surface du bâti pouvant changer de destination : 962 m² Parcelle cadastrale : D3084 Adresse : Route Nationale 7 Réseaux : assainissement autonome, électricité aérien BT, eau potable		

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_25-DE

SECTION 7 - DISPOSITIONS RELATIVES AU COEFFICIENT DE BIOTOPE PAR SURFACE (CBS)

Un Coefficient de Biotope par Surface (CBS) minimal est imposé. Le CBS est calculé à la parcelle ou à l'unité foncière et est fixé en fonction des secteurs figurant au **Plan de végétalisation**.

Le calcul du Coefficient de Biotope par Surface est le suivant :

$$\frac{\text{Surface éco-aménagées}}{\text{Surface de la parcelle}}$$

Le Coefficient de Biotope par Surface correspond au rapport entre les surfaces éco-aménagées (somme des surfaces favorables à la nature sur la parcelle) et la surface totale de la parcelle.
Les surfaces éco-aménagées sont pondérées en fonction de leur degré de perméabilités et de qualités environnementales.

La pondération est explicitée dans le tableau ci-dessous :

Nature de surface éco-aménagée	Description	Ratio
Espace vert de pleine terre	Terre végétale en continuité avec la terre naturelle, disponible au développement de la flore et la faune	**1**
Espace aquatique	Espace en eau ou aménagement spécifique à l'infiltration naturelle des eaux de pluies	**1**
Espace vert sur dalle	Terrasse ou toiture végétalisée avec terre végétale ou substrat nourricier sans continuité avec la terre naturelle : - de 50 cm d'épaisseur ou plus - de moins de 50 cm d'épaisseur	 **0,7** **0,5**
Espace vertical végétalisé	Végétalisation des murs aveugles de plus de 2 mètres : - avec dispositifs depuis le sol (exemple : bordure en terre le long de la surface verticale) - avec dispositifs implantés sur la façade (exemple : murs végétaux)	 **0,5** **0,7**
Espace semi-ouvert	Revêtement perméable à l'air, l'eau, l'infiltration des eaux de pluies : - avec végétation (exemple : dallage bois, dallage pavé/gazon, etc) - sans végétation (exemple : graviers, stabilisé, etc)	 **0,5** **0,3**
Espace pour la récupération des eaux de toitures	Surface concernée par un dispositif de récupération des eaux de toitures (hors toitures végétalisées)	**0,2**
Surface imperméables	Revêtement imperméable à l'air, à l'eau et sans végétation	**0**

Une souplesse de 5% sera accordée dans l'atteinte des objectifs du CBS et de la part de surface en pleine terre.

Part de surface en pleine terre
Une part minimale de surface en pleine terre est imposée. Elle est calculée à la parcelle ou à l'unité foncière et est fixée en fonction des secteurs figurant sur le **Plan de végétalisation**.
La part de surface en pleine terre rentre dans le calcul du CBS.

Le CBS ainsi que la part minimale de pleine terre peuvent être mutualisé dans le cadre d'une opération d'ensemble et donc considérés à l'échelle du périmètre de l'opération.

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_25-DE

Bonus arbres de hautes tiges
Majoration du ratio de +0,05 par arbre de haute tige planté sur la parcelle ou l'unité foncière. La majoration du ratio s'ajoute aux surfaces sur lesquels les arbres sont plantés.

Exemple : 10 arbres plantés (+0,5) sur un espace sur dalle de plus de 50 cm (0,7) - ratio à prendre en compte : 1,2

Bonus conservation de végétation de qualité
Dans le cas d'une végétation préexistante de qualité (strate arbustive et arborée), le projet devra faire en sorte de la protéger au maximum. Toute surface de végétation de qualité préservée (strate arbustive et arborée) bénéficiera d'une majoration de +0,01 par m². Dans le cas d'un arbre, le ratio sera majoré de +0,2.

Exemples :

- 10 arbres préservés (+2) sur un espace sur dalle de plus de 50 cm (0,7) - ratio à prendre en compte : 2,7

- 50 m² de surface de végétation de qualité préservée (+0,5) sur un espace vert de pleine terre (1) - ratio à prendre en compte : 1,5

Extension des constructions existantes
Dans le cas où l'état de l'existant présente un CBS non atteint, la surface de référence pour calculer le CBS dans le cas d'une extension est l'emprise au sol de l'extension envisagée de la construction. Dans ce cas il n'est pas exigé un minimum de pleine terre mais elle est possible.

Exemple : pour une extension de 30 m² d'emprise au sol d'une construction de 120 m² d'emprise au sol (soit une surface totale de 150 m² d'emprise au sol après le projet d'extension) sur un secteur soumis à un CBS de 0,4 ; le projet devra permettre la création de 12 m² (30 x 0,4) de surface éco-aménageable supplémentaire sur la totalité de la parcelle.

Dans le cas de parcelle aménagée antérieurement à l'application du PLU et ayant un CBS inférieur aux objectifs de la zone, les extensions et aménagements ne seront pas tenu de l'atteindre dans les cas suivants :

- dans le cadre d'une mise aux normes accessibilité,
- pour des extensions limitées inférieures ou égales à 20 m² d'emprise au sol (applicable une seule fois à compter de la date d'approbation du PLU).

Démolition/reconstruction
La surface de référence pour calculer le CBS dans le cas d'une démolition/reconstruction est l'emprise au sol de la reconstruction envisagée.

Exemple : pour une reconstruction de 150 m² d'emprise au sol sur un secteur soumis à un CBS de 0,4 ; le projet devra permettre la création de 60 m² (150 x 0,4) de surface éco-aménageable supplémentaire sur la totalité de la parcelle.

Impossibilité technique
Dans le cadre d'une impossibilité technique, y compris pour les extensions, les objectifs du CBS ne s'appliquent pas.

Les cas d'impossibilités techniques pris en compte sont listés ci-dessous :

- un sol artificialisé déjà existant et lié à des ouvrages publics (réseaux) ou bâti avec un CES supérieur ou égale à 0,7,
- les prescriptions liées à un patrimoine bâti historique ou remarquable (dont OAP Patrimoine),
- la superficie ou la configuration de la parcelle (taille réduite, parcelle en angle, dent creuse, etc)

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_25-DE

TITRE III - DISPOSITIONS APPLICABLES AUX ZONES URBAINES

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_25-DE

ZONES U à vocation mixte et résidentielle : Uap, Uar, Ub, Uc

Secteur Uap : secteur urbain dense à protéger
Secteur Uar : secteur urbain dense à renouveler
Secteur Ub : secteur urbain à dominante d'habitat mixte
Secteur Uc : secteur d'habitat périphérique

Les secteurs Uar et Ub comporte deux servitudes de projet mises en place au titre de l'article L.151-41-5° du Code de l'Urbanisme.

CHAPITRE 1 – Destination des constructions, usages des sols et nature d'activités

Section 1 – INTERDICTION ET LIMITATION DE CERTAINS USAGES ET AFFECTATIONS DES SOLS, CONSTRUCTIONS ET ACTIVITES, DESTINATIONS ET SOUS-DESTINATIONS

Destination	Sous-destination	Uap, Uar, Ub, Uc
Exploitation agricole et forestière	Exploitation agricole	I
	Exploitation forestière	I
Habitation	Logement	A
	Hébergement	A
Commerce et activité de service	Artisanat et commerce de détail	ASC
	Restauration	ASC
	Commerce de gros	I
	Activité de service où s'effectue l'accueil d'une clientèle	ASC
	Hébergement hôtelier et touristique	ASC
	Cinéma	ASC
Equipements d'intérêt collectif et services publics	Locaux et bureaux accueillant du public des administrations publiques et assimilés	A
	Locaux techniques et industriels des administrations publiques et assimilés	A
	Etablissements d'enseignement, de santé et d'action sociale	A
	Salles d'art et de spectacles	A
	Equipements sportifs	A
	Autres équipements recevant du public	A
Autres activités des secteurs secondaire ou tertiaire	Industrie	ASC
	Entrepôt	I
	Bureau	ASC
	Centre de congrès et d'exposition	I

Autorisé	A	Autorisé sous conditions	ASC	Interdit	I

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_25-DE

Dans tous les secteurs délimités au sein du règlement graphique par une trame spécifique représentant le champ d'inondation, les dispositions du règlement des zones inondables présentes dans la section 2 du titre II (Dispositions applicables à toutes les zones) du présent règlement s'appliquent.
Cependant, le règlement des différents secteurs du plan de zonage du PLU s'applique dans le cas où celui-ci est plus restrictif que les dispositions du règlement des zones inondables.

Sont interdits :

- toutes constructions de la destination ***habitation*** à moins de 50 m de l'axe de l'autoroute A7 et toutes constructions des destinations ***commerce et activité de service*** et ***autres activités des secteurs secondaire ou tertiaire*** à moins de 30 m de l'axe de l'autoroute A7, pour des raisons de protection contre les nuisances sonores et la pollution atmosphérique engendrées par la circulation automobile. Des exceptions seront acceptées en secteur Uap dans le cadre d'une continuité du front bâti sur les anciens quais du Rhône (Quai de la Libération, Quai Maurice Barjon, Quai Thannaron et Quai Saint-Nicolas),
- toutes occupations et utilisations du sol induisant des nuisances (sonores, olfactives, visuelles,…) ou des dangers pour le voisinage ou l'environnement,
- l'aménagement de terrains de camping ou de caravaning,
- le stationnement des caravanes sur une parcelle non bâtie pour une durée supérieure à trois mois,
- les dépôts de toute nature (ferraille, matériaux, combustibles solides ou liquides et déchets, etc), ainsi que de vieux véhicules,
- l'ouverture ou l'exploitation de toute carrière.

Autorisés sous conditions :

- Les installations classées pour la protection de l'environnement sont autorisées sous réserve que toute disposition soit mise en œuvre pour les rendre compatibles au milieu environnant sans générer de risques ou des nuisances pour le voisinage.
- L'aménagement et l'extension des installations classées pour la protection de l'environnement existantes sont autorisés sous réserve que les travaux envisagés diminuent les nuisances supportées par le voisinage.
- Les installations et travaux divers tels que les affouillements et exhaussements du sol sont autorisés sous réserve de respecter les caractéristiques dominantes du terrain naturel et qu'ils soient nécessaires à des constructions ou des aménagements compatibles avec la vocation de la zone.
- Les antennes de radiotéléphonie sont autorisées sous réserve qu'elles s'intègrent au paysage et que l'impact sur la santé soit pris en compte notamment en application de la législation et des chartes en vigueur.
- Les constructions de la sous-destination ***bureau*** ainsi que l'ensemble des constructions de la destination ***commerce et activité de service***, exception faite des ***commerces de gros***, sont autorisés dans les secteurs identifiés au sein du **Plan de mixité fonctionnelle**.
- Les extensions, sans limitation de surface, des activités existantes à destination de commerce et activités de service, les activités des secteurs secondaire ou tertiaire, sous réserve de la compatibilité avec le tissu résidentiel environnant.

Au sein des servitudes de projet :

Dans une durée de 5 ans suivant l'approbation du PLU, dans le périmètre des servitudes de projet identifiées au plan de zonage au titre de l'article L.151-41-5° du Code de l'Urbanisme, dans l'attente de l'adoption par la commune d'un projet d'aménagement global, seuls sont autorisés :

- les constructions ou installations d'une superficie inférieure à 20 m² de surface de plancher,
- les travaux ayant pour objet l'adaptation et la réfection des constructions existantes,
- l'extension et les annexes des constructions existantes,
- les changements de destination,
- le stationnement s'il est à usage public,
- les extensions des équipements publics existants.

Au-delà d'une durée de 5 ans suivant l'approbation du PLU, dans le périmètre des servitudes de projet identifiées au plan de zonage au titre de l'article L.151-41-5°du Code de l'Urbanisme, les occupations et utilisations du sol autorisées, autorisées sous conditions et interdites sont celles mentionnées précédemment dans la première partie de la section 1.

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_25-DE

Section 2 – Mixité fonctionnelle et sociale

Le **Plan de mixité fonctionnelle**, au titre de l'article L.151-16 du Code de l'Urbanisme, délimite les zones dans lesquelles sont autorisées les constructions de la sous-destination ***bureau*** ainsi que l'ensemble des constructions de la destination ***commerce et activité de service***, exception faite des ***commerces de gros***.

Dans l'ensemble des secteurs Uap, Uar et Ub, sont autorisées l'extension des constructions de la sous-destination ***bureau*** ainsi que l'extension de l'ensemble des constructions de la destination ***commerce et activité de service***, exception faite des ***commerces de gros***.

Les changements de destination des rez-de-chaussée commerciaux localisés sur le plan de zonage, identifiés comme linéaires commerciaux à préserver, sont interdits au titre de l'article L.151-16 du Code de l'Urbanisme.

Dans les secteurs identifiés dans le règlement graphique du PLU comme servitude de mixité sociale, en application de l'article L.151-15 du Code de l'Urbanisme, un pourcentage minimum du nombre de logements à prévoir doit être affecté à des logements locatifs abordables. Ces pourcentages minimum de logements locatifs abordables à construire sont indiqués au sein du tableau des servitudes de mixité sociale présent dans le règlement graphique du PLU.

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_25-DE

CHAPITRE 2 - Caractéristiques urbaine, architecturale, environnementale et paysagère

Les règles générales édictées s'appliquent sur l'ensemble des secteurs Uap, Uar, Ub et Uc. Les règles spécifiques pour certaines zones figurant au sein des encadrés et tableaux s'appliquent en plus des règles générales sur les zones concernées.

Section 1 - VOLUMÉTRIE ET IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS

Sous réserve de justifications techniques, architecturales ou d'intégration dans le site, des dispositions autres que celles définies dans les règles ci-après pourront être exceptionnellement autorisées ou imposées dans les cas listés ci-dessous :

- Pour la réalisation d'un équipement public ou d'intérêt collectif,
- Pour s'implanter dans la continuité de bâtiments existants sur un terrain contigu sous réserve de :
  - s'inscrire dans un gabarit similaire (profondeur et hauteur),
  - respecter l'ensemble des autres prescriptions d'implantation et de hauteur,
- Pour sauvegarder un mur de clôture,
- Pour la réalisation d'un équipement ou d'une installation technique liée à la sécurité, à l'accessibilité d'un bâtiment, aux différents réseaux, voiries et stationnement,
- Pour des raisons de performances énergétiques ou nécessaire à la production d'énergies renouvelables,
- Pour réaliser l'isolation par l'extérieur d'une construction existante, sous réserve de ne pas réduire un cheminement destiné aux personnes à mobilité réduite, dégrader un alignement bâti ou dégrader la modénature de la construction.

1- Volumétrie et emprise au sol

En secteur Uc

Le secteur est soumis à un coefficient d'emprise au sol de 0,2 maximum. La règle s'applique pour chaque lot de chaque division parcellaire et s'entend annexes comprises.

Toutefois pour les habitations existantes, l'extension d'une surface inférieure au tiers de la surface de plancher initiale ou la création d'annexes inférieures à 20m², le coefficient d'emprise au sol ne s'applique pas, sauf si le projet a pour effet d'augmenter le nombre de logements.

2- Implantation des constructions par rapport aux voies et emprises publiques

Les règles explicitées ci-après ne s'appliquent pas aux constructions implantées en deuxième rideau ou au-delà d'une bande de 15 mètres, comptée à partir de l'alignement actuel ou futur des voies publiques.

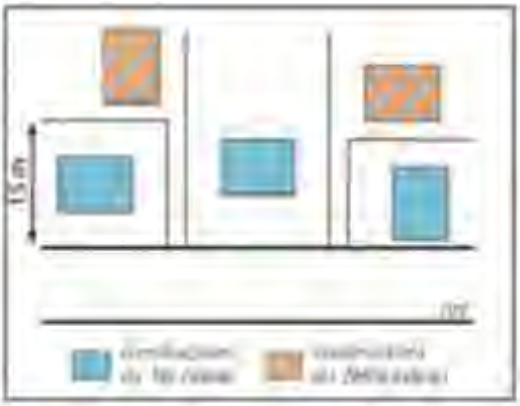


Illustration de principe « 1er et 2ème rideau »

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_25-DE

Secteur	Implantation des constructions par rapport aux voies et emprises publiques	
	Règle spécifique	**Adaptations**
Uap **Uar**	Alignement actuel ou futur des emprises publiques et des voies ouvertes à la circulation.	Implantation à l'alignement d'une voie et en retrait d'une autre possible lorsque le terrain est desservi par au moins deux voies. Retraits possibles pour un motif architectural ou paysager justifié : aménagement d'un espace paysagé structurant l'espace public, mise en valeur d'un canal, préservation d'un mur en galets ou d'un élément architectural et/ou paysagé particulier. Retrait possible pour un motif de sécurité, pour améliorer la visibilité de la sortie d'un garage par exemple.
Ub	Retrait minimum de 4 mètres par rapport aux voies et emprises publiques actuelles ou futures. Orientation principale du bâti parallèle ou perpendiculaire à la voie ou emprise publique.	Alignement actuel ou futur des emprises publiques possible, sous réserve que la construction participe à la structuration du front de rue avec un bâti cohérent et composé, qu'elle ne porte pas atteinte à la sécurité et à la visibilité pour la circulation.
Uc	Retrait minimum de 5 mètres par rapport aux voies et emprises publiques actuelles ou futures. Cela s'applique à chaque lot de chaque division parcellaire.	

Si les règles ci-dessus entraînent l'implantation d'un bâtiment à un emplacement tel que la sécurité publique en sera compromise, les services techniques compétents peuvent imposer une implantation différente.

Pour les corps principaux des bâtiments construits en retrait, les dépassées de toitures, les balcons et les escaliers extérieurs non fermés ne sont pas pris en compte dans la limite de 1 mètre de dépassement.

La construction peut être implantée en retrait de l'alignement ou du recul imposé lorsqu'un bâtiment existe sur la parcelle voisine en retrait de l'alignement ou du recul imposé, dans ce cas la construction peut être édifiée pour tout ou partie dans le prolongement de ce bâtiment. De la même manière, l'aménagement et l'extension des constructions existantes situées en retrait de l'alignement est admis.

Des retraits ponctuels peuvent être tolérés pour un motif architectural ou paysager avéré, et notamment pour la mise en valeur d'un canal ou d'un mur à caractère patrimonial.

Pour les constructions et installations nécessaires à des équipements collectifs ou à des services publics, pour des locaux techniques particuliers : des retraits différents de ceux édictés peuvent être acceptés

En bordure du domaine public ferroviaire : aucune construction autre qu'un mur de clôture ne peut être établie à moins de deux mètres de la limite légale du chemin de fer calculée selon les stipulations techniques de la servitude T1.

Les saillies sur façade créées en aplomb de toute voie peuvent être autorisées sous réserve du respect des normes fixées par le règlement de voirie en vigueur en matière de saillie.

Les piscines doivent être implantées à une distance, comptée horizontalement entre tout point du bassin et le point le plus proche de l'alignement, au moins égale à 1,5 mètre.

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_25-DE

3- Implantation des constructions par rapport aux limites séparatives

Secteur	Implantation des constructions par rapport aux limites séparatives	
	Règle spécifique	**Adaptations**
Uap **Uar**	Implantation en limite séparative ou avec un retrait de 3 mètres.	Retrait inférieur à 3 mètres possible, s'il est justifié par un parti-pris architectural cohérent avec le tissu urbain environnant.
Ub	Implantation en limite séparative ou avec un retrait de 3 mètres pour les constructions d'une hauteur inférieure ou égale à 8 mètres. Implantation avec un retrait par rapport aux limites séparatives au moins égal à la demi hauteur pour les constructions d'une hauteur supérieure à 8 mètres.	Retrait non réglementé par rapport aux nouvelles limites séparatives créées dans le cas des subdivisions parcellaires en vue de bâtir ou des opérations d'aménagement.
Uc	Implantation avec un retrait minimum égal à la demi-hauteur de la construction sans être inférieur à 3 mètres par rapport aux limites séparatives.	Implantation en limite séparative possible pour toute construction dont la hauteur au faîtage est inférieure à 4 mètres.

Les retraits définis dans le tableau ci-dessus s'entendent comme la distance comptée horizontalement de tout point du bâtiment, hors débords de toiture, au point de la limite parcellaire qui en est le plus rapproché.

Lorsqu'une construction existante est implantée en retrait de la limite séparative mais à moins de 3 mètres de celle-ci : son aménagement, son extension ou sa surélévation peuvent être, dans un souci de cohérence architecturale, autorisées dans son prolongement sous réserve que le projet préserve les caractéristiques architecturales du bâtiment et respecte les dispositions du droit civil.

Lorsqu'un canal ou un cours d'eau borde la limite de l'unité foncière : toute construction devra respecter un recul minimum de 4 mètres par rapport à la crête de la berge.

Les piscines doivent être implantées à une distance, comptée horizontalement entre tout point du bassin et le point le plus proche de la limite séparative, au moins égale à 1,50 mètre.

4- Implantation des constructions les unes par rapport aux autres sur une même unité foncière

En secteur Uc

La distance de recul ne pourra jamais être inférieure à 6 mètres entre deux bâtiments d'habitations. Cette règle ne s'applique pas aux annexes des habitations existantes.

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_25-DE

5- Hauteur maximale des constructions

Les hauteurs maximales figurent au Plan des hauteurs et sont mesurées du terrain naturel à l'aplomb de la construction jusqu'au sommet du bâtiment (ouvrages techniques, cheminées, protections collectives des toitures terrasses et autres superstructures mineures et discontinues exclues). Aucune construction, installation ou ouvrage nouveau ne peut dépasser la hauteur indiquée au Plan des hauteurs.

Les limites de hauteur ne s'appliquent pas pour l'aménagement et l'extension de bâtiments existants dépassant cette hauteur. Pour ceux-ci, la hauteur initiale ne doit pas être augmentée après travaux.

Ne sont pas pris en compte dans le calcul de la hauteur maximale autorisée les ouvrages techniques nécessaires à la production d'énergies renouvelables, à condition qu'ils soient harmonieusement intégrés à la toiture.

Pour les constructions de la destination équipements d'intérêt collectif et services publics, la hauteur maximale autorisée est de 15 mètres.

En secteurs Uar et Ub

Au titre de l'article L.151-28 3° du Code de l'Urbanisme, un dépassement de la hauteur de façade maximale sera autorisée dans la limite de 3 mètres maximum pour la construction de bâtiments à énergie positive.

Section 2 - QUALITÉ URBAINE, ARCHITECTURALE, ENVIRONNEMENTALE ET PAYSAGÈRE

Ces dispositions concernent les constructions nouvelles ainsi que les adjonctions ou les modifications de constructions existantes. Des dispositions autres que celles définies dans les règles ci-après pourront être exceptionnellement autorisées ou imposées pour la réalisation d'un équipement public ou d'intérêt collectif.

Conformément au Code de l'Urbanisme, le projet peut être refusé ou n'être accepté que sous réserve de l'observation de prescriptions spéciales si les constructions, par leur situation, leur architecture, leurs dimensions ou l'aspect extérieur des bâtiments ou ouvrages à édifier ou à modifier, sont de nature à porter atteinte au caractère ou à l'intérêt des lieux avoisinants, aux sites, aux paysages naturels ou urbains ainsi qu'à la conservation des perspectives monumentales.

Tous travaux concernant les bâtiments patrimoniaux repérés au règlement graphique au titre de l'article L151-19 du Code de l'Urbanisme devront respecter les prescriptions qui leur sont assignées et rester compatibles avec l'Orientation d'Aménagement et de Programmation (OAP) « Mise en valeur du patrimoine ».
La démolition totale ou partielle de ces bâtiments repérés au titre de l'article L151-19 du Code de l'Urbanisme est interdite sinon dans le sens d'une mise en valeur, d'une restauration originelle.

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_25-DE

Secteur	Interventions sur les bâtiments existants	Constructions neuves
Uap	Les travaux réalisés sur un bâtiment existant doivent respecter ses caractéristiques architecturales (rythme et proportion des ouvertures, matériaux, décors...) qui constituent son intérêt propre. Toute intervention doit se faire dans le respect du contexte environnant (gabarits, composition, matériaux et teintes). **Démolitions** La démolition pourra être refusée en raison de l'intérêt architectural ou patrimonial, de la situation dans un alignement, de la disposition par rapport à la rue ou la place. La reconstruction du volume pourra être imposée pour reconstituer un front de rue ou de place. Tout projet de démolition doit être accompagné d'une réflexion sur l'espace vide obtenu ainsi que sur les façades dégagées par la démolition (nouveaux percements des pignons apparents, reconstruction éventuelle, unité de traitement de l'espace libre public et/ou privé, plantations…). Il s'agira enfin d'éviter de donner à voir des façades et des espaces qui ne sont pas destinés à être vus. **Surélévations et extensions** L'intégrité du bâtiment doit être conservée, les travaux envisagés ne doivent pas dénaturer la cohérence du bâtiment d'origine. Toute extension devra être conçue en cohérence avec le bâti existant et ne devra pas déséquilibrer l'ensemble. Le style traditionnel pourra être prolongé ou une expression contemporaine jouant le contraste pourra être proposée, mais toujours dans le respect de l'existant. La hauteur de la surélévation doit s'ajuster à celle des bâtiments voisins en s'insérant dans la ligne globale des toitures. La continuité des rives et des toitures est à assurer là où elles règnent. En cas de décalage, la différence de hauteur entre deux rives devrait être égale ou supérieure à 50 cm. **Traitement des façades** L'unité architecturale du bâtiment d'origine doit être respectée : il ne doit pas y avoir de traitement de façades différent pour un même bâtiment, même s'il se trouve aujourd'hui partagé entre plusieurs parcelles. A contrario, des bâtiments différents rassemblés dans une même parcelle ne doivent pas recevoir un traitement de façade uniforme. La modénature de la façade doit être respectée, éventuellement elle peut être reconstituée, là où elle a été détruite : bandeaux plats ou moulurés courant le long des planchers ou des allèges de fenêtres, appuis de fenêtres en saillie moulurés ou non.	L'implantation des constructions doit respecter les caractéristiques dominantes du terrain naturel et du site. Le plan doit être conçu pour respecter le terrain naturel et sa différence de pente éventuelle. Le traitement des abords devra rester au plus près du terrain naturel et favoriser la perméabilité du sol. Le projet devra privilégier une conception contemporaine (simplicité des lignes, sobriété…) ou une interprétation de l'architecture régionale. Toute autre expression est interdite, en particulier le pastiche des styles antiques, le néo-provençal, des expressions ostentatoires et très contrastées. Dans tous les cas, il devra s'accorder avec l'esprit et le rythme des constructions environnantes (l'ordonnancement, le gabarit, l'alignement des façades alentour). **Traitement des façades** Le rythme des façades et des toitures doit s'harmoniser avec celui des bâtiments voisins. Les raccordements aux constructions limitrophes doivent être particulièrement étudiés : chenaux, lignes de fenêtres, corniches, soubassement… Les façades sur rue devront respecter ou remettre en évidence le parcellaire d'origine, grâce à leur ordonnancement et l'emploi différencié des matériaux (chaînage d'angle, enduit…) Les vitrines commerciales d'un même bâtiment (apparence, enseigne, teinte) doivent être conçues en cohérence. **Toitures** Sont autorisées les toitures à versant de pente similaire aux toitures voisines, elles seront recouvertes de tuiles en terre cuite modèle traditionnel (tuiles canal, canal mécanique, ou mécanique plate à gorges d'écoulement) et de teinte proche des tuiles environnantes. Les toitures terrasses pourront être admises, sous réserve de leur intégration dans l'environnement proche. La pose de châssis de toiture et de panneaux solaires doit être particulièrement étudiée, notamment au regard de la trame des ouvertures de la façade, de la composition de ces éléments en toiture (multiplicité des dimensions et des implantations) et de l'intégration dans le plan de toiture.

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_25-DE

Secteur	Interventions sur les bâtiments existants	Constructions neuves
Uap	**Isolation par extérieur** L'isolation par l'extérieur par panneaux n'est pas autorisée pour les bâtiments en pierre, galets, pisé… que les pierres soient appareillées ou non. Pour ces bâtiments les enduits isolants à base de chaux naturelle sont préconisés. L'isolation par l'extérieur n'est pas autorisée pour des bâtiments qui ne seraient pas en pierre mais dont la façade comporte des éléments de modénature, même simplifiée. Pour tous les autres bâtiments, l'isolation par l'extérieur est admise si le parement est en matériau autorisé et que le nu de la façade finie après isolation est dans le prolongement sans surépaisseur de la façade des bâtiments mitoyens. **Traitement des rez-de-chaussée** La composition verticale du bâtiment d'origine doit être préservée et/ou retrouvée, même s'il est partagé entre plusieurs parcelles. Inversement, il est interdit de réaliser des aménagements uniformes et continus sur plusieurs parcelles, si les bâtiments sont différents. Les aménagements et transformations des rez-de-chaussée doivent préserver et valoriser la lecture de la façade originelle. Sur un même bâtiment, les vitrines commerciales doivent s'harmoniser en cohérence. Elles doivent respecter les ouvertures d'origine (ancienne vitrine, ancien porche…) qui doivent demeurer clairement intelligibles et visibles. **Toitures** Les toitures doivent respecter et s'harmoniser avec les toitures traditionnelles. Aucun changement de pente ne sera admis. Les tuiles seront en terre cuite, de teinte proche des tuiles environnantes. Le panachage de teintes est interdit. La pose de châssis de toiture et de panneaux solaires doit être particulièrement étudiée, notamment au regard de la trame des ouvertures de la façade, de la composition de ces éléments en toiture (multiplicité des dimensions et des implantations) et de l'intégration dans le plan de toiture.	
Uar	L'aménagement et la restauration de constructions existantes devront mettre en valeur les éléments intéressants du bâti, et conserver l'aspect général des proportions. Toutes expressions relevant du pastiche des styles antiques, du néo-provençal, d'un style ostentatoire et très contrasté sont interdites.	L'implantation des constructions doit respecter les caractéristiques dominantes du terrain naturel et du site. Le plan doit être conçu pour respecter le terrain naturel et sa différence de pente éventuelle. Les mouvements de terrains, enrochements cyclopéens, les murs de soutènement et talus de plus d'un mètre de hauteur sont interdits. Le traitement des abords devra rester au plus près du terrain naturel et favoriser la perméabilité du sol. Le projet devra privilégier une conception contemporaine (sobriété, simplicité des lignes…). Toutes expressions relevant du pastiche des styles antiques, du néo-provençal sont interdites.

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_25-DE

Secteur	Interventions sur les bâtiments existants	Constructions neuves
Ub **Uc**	L'aménagement et la restauration de constructions existantes devront mettre en valeur les éléments intéressants du bâti, et conserver l'aspect général des proportions. Pour les petites maisons d'architecture régionale : - maintenir les volets bois - conserver les pentes de toit, couverture en tuiles rouges (les tuiles béton noires sont interdites) - maintenir les enduits Pour les maisons d'architecture moderne (toiture terrasse) : Intervenir en restant au plus près des matériaux et teintes d'origine. Toutes expressions relevant du pastiche des styles antiques, du néo-provençal, d'un style ostentatoire et très contrasté sont interdites.	L'implantation des constructions doit respecter les caractéristiques dominantes du terrain naturel et du site. Le plan doit être conçu pour respecter le terrain naturel et sa différence de pente éventuelle. Les mouvements de terrains, enrochements cyclopéens, les murs de soutènement et talus de plus d'un mètre de hauteur, sont interdits. Le traitement des abords devra rester au plus près du terrain naturel et favoriser la perméabilité du sol. Le projet devra privilégier une conception contemporaine (simplicité des lignes, sobriété…) ou une interprétation de l'architecture régionale. Toutes expressions relevant du pastiche des styles antiques, du néo-provençal, d'un style ostentatoire et très contrasté sont interdites. Les toitures à pente doivent s'harmoniser avec celles des bâtiments voisins, notamment en termes de pente et de teinte. Les tuiles de couleurs noires sont strictement interdites. La pose de châssis de toiture et de capteurs solaires doit être particulièrement étudiée, notamment au regard de la trame des ouvertures de la façade, de la recherche d'une intégration dans le plan de toiture et éviter la multiplicité des dimensions et des implantations. Les antennes collectives sont obligatoires sur les constructions à partir de 200 m² de surface de plancher.

Pour les équipements d'intérêt collectif et services publics, le projet devra privilégier l'architecture contemporaine avec une conception créative et innovante. L'implantation, le volume et gabarit pourront se distinguer du tissu urbain en raison du programme et de l'usage, de la position dans la rue ou le quartier.

Section 3 - TRAITEMENT ENVIRONNEMENTAL ET PAYSAGER DES ESPACES NON BÂTIS ET ABORDS DES CONSTRUCTIONS

1- Le Coefficient de Biotope par surface (CBS)

Se reporter à la section 7 du titre II - Dispositions applicables à toutes les zones.

2- Clôtures et murs séparatifs

La démolition des murs de clôture édifiés en galets, témoignages des anciens enclos maraîchers, notamment dans les quartiers du Vieux Bourg et du Valentin, sont interdits.

Les clôtures existantes de qualité (grilles en ferronnerie sur muret, murs de pierres ou de galets) seront conservées et/ou refaites à l'identique.

Les murs en pierre locale ou de galets seront conservés dans leur dimension et leur aspect. Toute intervention se fera dans le respect de leur dimension (pas de surélévation ou de rabaissement) leurs matériaux et technique constructive (pierre locale, galets roulés, mortier de chaux naturelle, recouverts d'un enduit ou laissés apparents).

En secteur inondable les murs de clôture et leur surélévation sont systématiquement interdits.

Exemples de clôtures à conserver :

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_25-DE



Ciment moulé *Serrurerie à motifs géométriques* *Serrurerie à cadre métallique*



Barreaudage vertical *Serrurerie tubulaire* *Serrurerie originale*

Secteur	Clôtures nouvelles
Uap	Les clôtures et portails devront respecter le style environnant, en évitant les dispositifs étrangers au lieu. Sont notamment interdits les treillis soudés, le métal tubulaire et le plastique (PVC ou autre). Elles seront composées, au choix, des éléments suivants : - un mur plein en pierre locale, galets rejointoyés enduit ou non si l'appareillage est correct, couronné d'un chaperon maçonné ou de tuiles canal - un mur en maçonnerie ou béton enduit sur les 2 faces dans un ton neutre ou moyen recouvert sobrement (couverture maçonnée, couvertine ou chaperon). Il pourra être agrémenté de plantes grimpantes. - un mur bahut de 70 cm surmonté soit d'un grillage métallique gris, soit d'une grille ou ferronnerie de couleur sombre. En secteur inondable les murs de clôture et leur surélévation sont systématiquement interdits, dans ce cas un simple grillage ou grille seront autorisés. Les portails seront en métal ou en bois peint, ou mixte bois-métal, à claire voie en partie haute, coordonnés à la clôture. Les pare-vues ne pourront être réalisés qu'au moyen de plantations. Hauteur des clôtures : la continuité des hauteurs est à assurer, sinon la hauteur maximum est de 1m80. Les boîtiers et coffrets de toute nature (boîtes aux lettres, Telecom, EDF …) doivent être intégrés soigneusement dans les façades ou les clôtures.
Uar	Clôtures nouvelles en limite des espaces publics et collectifs : Les clôtures seront composées d'un mur bahut maçonné de 60 cm maximum, enduit des 2 côtés d'un ton neutre ou moyen et surmonté d'une grille métallique grise de 1,20 m maximum. Ce dispositif sera accompagné de végétation sur toute ou partie de la clôture. Les portails seront coordonnés au style de la clôture, présenteront un aspect urbain résidentiel et en aucun cas industriel. En limite d'un espace public paysager, des clôtures constituées de haies peuvent être imposées si cela participe à la composition paysagère de l'espace libre. Les clôtures en limite séparative des maisons : Elles seront composées, au choix, des éléments suivants : - murs maçonné et enduits des 2 faces ou pare-vue (palissade bois ou élément occultant) sur une hauteur de 2 mètres maximum et une longueur de 5 mètres en continuité de la construction - grillages de couleur grise, si possible assortis de végétation (plantes grimpantes, haies vives, poiriers en espaliers, vignes…)

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_25-DE

Secteur	Clôtures nouvelles
Uar	Les clôtures en limite séparative des immeubles collectifs : Toute nouvelle clôture sera constituée d'une haie vive d'essences locales composée, doublée ou non d'un grillage métallique de couleur grise foncée maintenu par des piquets métalliques. En secteur inondable et pour tous les cas cités plus haut, les murs de clôture et leur surélévation sont systématiquement interdits, seuls sont autorisés les barraudages et grilles favorisant l'écoulement de l'eau.
Ub **Uc**	Clôtures nouvelles en limite des espaces publics et collectifs Les clôtures et portails devront respecter le style environnant, en évitant les dispositifs étrangers au lieu. Les clôtures seront composées au choix : - d'un mur bahut maçonné de 60 cm maximum, enduit des 2 côtés d'un ton neutre ou moyen et surmonté d'un élément d'une hauteur de 1,20 m maximum (une grille métallique, une palissade bois à lames verticales ou horizontales ou un pare-vue rigide ou perforé) - d'un mur maçonné enduit sur les deux faces dans un ton neutre ou moyen, recouvert sobrement (couverture maçonnée, couvertine ou chaperon) sous réserve d'une hauteur maximale de 1,80 m à compter du niveau du trottoir ou de la chaussée et que sa longueur ne soit pas supérieure à 17 m. Il devra être agrémenté de plantes grimpantes sur la face donnant sur la rue. Une autorisation d'occupation du domaine public pour végétaliser est possible sous réserve des contraintes réseaux et voirie. - pour les murs de clôtures dont la longueur est supérieure à 17 m, des ruptures seront exigées au moins tous les 5 m pour rompre la monotonie linéaire (grille toute hauteur sur 80 cm à 1 m, doublée éventuellement d'une haie vive) - Pour les murs existants inférieurs à 1,80 mètre de hauteur dont la longueur est supérieure à 17m, une surélévation de 1,80m est autorisée. Les ruptures seront exigées à partir de la hauteur initiale du mur tous les 5m. En zone inondable les murs de clôture et leur surélévation sont systématiquement interdits, seuls sont autorisés les barraudages et grilles favorisant l'écoulement de l'eau. Les portails seront coordonnés au style de la clôture, présenteront un aspect urbain résidentiel et en aucun cas industriel. En limite d'un espace public paysager, des clôtures constituées de haies peuvent être imposées si cela participe à la composition paysagère de l'espace libre. Les clôtures en limite séparatives Leur composition n'est pas réglementée, cependant les murs supérieurs à 10 ml devront être compatibles avec l'OAP trame verte et bleue afin de permettre des passages pour la petite faune. Dans le cas de la construction de murs d'une longueur supérieure à 10 mètres, des orifices d'un diamètre de 20 cm seront ouverts en bas des clôtures pour le passage de la faune et ainsi être compatibles avec l'Orientation Aménagement et de Programme thématique trame verte et bleue Les clôtures des immeubles collectifs en limite publique et séparative Toute nouvelle clôture sera constituée d'une haie vive d'essences locales composée, doublée ou non d'un grillage métallique de couleur grise foncée maintenu par des piquets métalliques. Dans les secteurs avec règlement particulier appliqué aux clôtures repérés sur le plan de zonage Les clôtures seront composées de grillages de couleur vert ou gris foncé, en limite du domaine public et en limite séparative et doublés d'une haie vive. Dans le cas où des plantations ne seraient pas prévues au plan d'aménagement du secteur et dans l'intérêt de la configuration urbaine ou d'un front bâti des murs de clôtures peuvent être admis. En limite séparative, la clôture sera constituée d'une haie vive d'essences locales composée, doublée ou non d'un grillage métallique de couleur grise foncée maintenu par des piquets métalliques. Les murs maçonnés et enduits des 2 faces ou pare-vue (palissade bois ou élément occultant) d'une hauteur de 2 mètres maximum sont admis sur une longueur de 5 mètres en continuité de la construction.

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_25-DE

Les SAS de stationnement ouverts qui composent le quartier des Chabanneries seront maintenus.

3- Espaces libres, plantés et plantations

Les espaces libres après implantation des constructions doivent faire l'objet d'une composition paysagère (minérale ou végétale).

Les arbres existants repérés sur le plan de zonage au titre de l'article L.151-23 du Code de l'Urbanisme ainsi que les arbres de haute tige de bonne facture doivent être conservés. La végétation existante doit être préservée ou remplacées par des plantations équivalentes et d'essences locales. Les plantations mêleront essences caduques et persistantes.
Les dépôts et stockages doivent faire l'objet d'un aménagement et d'un entretien de telle sorte qu'ils ne soient pas visibles depuis la rue ou que la propreté et l'aspect de la rue ne s'en trouvent pas altérés.

Dans les opérations de plus de 10 logements, un espace partagé devra être prévu et représenter au moins 10% du tènement. La surface dégagée devra être dédiée à la création d'une aire de jeu, d'un espace de convivialité (espace de repas extérieur, jardin et potager collectif, etc) et/ou d'un espace vert planté.

Essences végétales
Les haies doivent être aménagées comme des « niches écologiques », composées de plusieurs essences et d'espèces locales et/ou adaptés à l'environnement et aux conditions climatiques de la vallée du Rhône (fort ensoleillement, vents Nord-Sud violents…). Leur nature peut être nourricière ou esthétique. En conséquence, les haies monospécifiques sont interdites.

De façon générale, toutes les espèces exotiques, invasives ou exogènes sont à éviter ainsi que les essences allergènes. Toutefois, dans le cas de recherche d'ambiance(s) particulière(s) justifiée(s) pour des opérations d'aménagement d'ensemble, des essences exogènes pourront être admises.

4- Dispositifs favorisant les économies d'énergie et l'adaptation climatique

Dans le cadre de la lutte contre le phénomène d'îlots de chaleur urbain, l'emploi de revêtements de sols pour les espaces extérieurs devra privilégier les tons clairs caractérisés par un albédo élevé.

Les dispositifs destinés à économiser de l'énergie ou à produire de l'énergie renouvelable dans les constructions, tels que panneaux solaires, éoliennes, toitures végétalisées, rehaussement de couverture pour isolation thermique, sont autorisés en saillies des toitures à condition que leur volumétrie s'insère harmonieusement dans le cadre bâti environnant.

5- Boîtes aux lettres et éléments techniques

Il pourra être exigé le regroupement et l'unité (modèles) des boîtes aux lettres.

Dans la mesure où ils n'ont pas été intégrés dans le bâtiment, les éléments techniques (coffret de gaz, électricité, eau, interphone, boites aux lettres, climatiseurs, pompes à chaleur, extracteurs, etc) seront intégrés en priorité et par un travail soigné dans les éléments de clôture.

Certains éléments techniques, notamment les climatiseurs, peuvent être installés en façade à condition que leur volumétrie s'insère harmonieusement dans le cadre bâti environnant.

Section 4 - STATIONNEMENT

1- Stationnement des véhicules motorisés

La réalisation de places de stationnements doit satisfaire aux conditions énoncées ci-dessous :

- il est exigé des constructeurs de prévoir le fond même des emplacements suffisants pour assurer le stationnement et la manœuvre des véhicules (toutes catégories confondues et notamment les livraisons et enlèvements de marchandises) dans les meilleures conditions de commodité et de

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_25-DE

sécurité

- pour les constructions nouvelles à destination artisanale, commerciale, industrielle et d'entrepôts, le pétitionnaire doit prendre en compte l'impact des livraisons et des enlèvements de marchandises sur le domaine public, notamment en matière d'écoulement du trafic sur la voirie. Si cela est jugé nécessaire par la collectivité, des mesures devront être prévues pour limiter ces nuisances et les contenir dans le périmètre de l'aménagement (hors domaine public)
- tout stationnement prévu dans l'opération devra être réalisé en dehors de l'emprise publique
- dans le cadre d'une opération d'ensemble, la réalisation des places de stationnement pourra être mutualisée
- en cas d'impossibilité de réaliser les places de stationnement nécessaire sur le terrain d'assiette :
  - les places de stationnement manquantes pourront être réalisées sur un autre terrain situé dans un rayon de 500 mètres, à condition que la preuve de leur réalisation soit apportée ;
  - il pourra être fait application des dispositions prévues à l'article L.151-33 du Code de l'Urbanisme, à savoir :
    - l'acquisition ou la concession de places dans un parc privé de stationnement situé dans un rayon de 500 mètres autour du projet,
    - l'obtention d'une concession à long terme dans un parc public de stationnement existant ou en cours de réalisation dans un rayon de 500 mètres
- dans le cadre d'une extension, réhabilitation ou d'un changement de destination, les normes définies ci-après s'appliquent sur l'ensemble de la parcelle ou de l'unité foncière, en tenant compte du stationnement déjà existant
- dans le cas de réhabilitations et de changements de destination en secteur Uap, si les règles suivantes ne peuvent être respectées, les conditions de stationnement existantes seront maintenues

Les règles ci-dessous s'appliquent :

Destination et sous-destination	Nombre de place minimum
HABITATION	
Logement : habitat individuel	2 places par logement
Logement : habitat intermédiaire et collectif	1,3 place par logement en secteurs Uar, Ub et Uc 1 place par logement en secteur Uap
Logement : habitat conventionné par l'État	1 place par logement
Logement : opération à partir de 10 logements hors logements locatifs sociaux	Excepté en zone Uap et Uar, 1 place visiteur pour 3 logements et une borne de recharge pour véhicules électriques ou hybrides par tranche* de 10 logements
Hébergement	1 place pour 3 unités
COMMERCE ET ACTIVITÉ DE SERVICE	
Artisanat et commerce de détail **Cinéma**	Pas de minimum en secteurs Uap et Uar 1 place pour 120 m² de surface de plancher + une aire de livraison en secteur Ub
Activité de service où s'effectue l'accueil d'une clientèle	En fonction des besoins des constructions
Restauration	Pas de minimum en secteurs Uap et Uar 1 place par tranche* de 10 m² de salle de restaurant en secteur Ub
Hébergement hôtelier et touristique	1 place par chambre
AUTRES ACTIVITÉS DES SECTEURS SECONDAIRE OU TERTIAIRE	

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_25-DE

Bureau	Au sein des secteurs Uar et Ub, 1 place par tranche* de 90 m² de surface de plancher et au moins une borne de recharge pour véhicules électriques ou hybrides pour les nouveaux parcs de stationnement de plus de 20 places

**Les « tranches » s'entendent même incomplètes. Du moment qu'une tranche est commencée elle est comptée.*

Si le nombre de places est fractionné, il doit être arrondi au nombre entier supérieur.

Les aires de stationnement de plus de 3 places de stationnement devront faire l'objet d'un aménagement paysager (bande enherbée, haie, arbres, etc) en respectant les mesures de sécurité liées à la circulation (accès, visibilité,…). Les aires de stationnement doivent être plantées à raison d'un arbre de haute tige d'essence locale pour 6 emplacements.

2- Stationnement des cycles

Un ou plusieurs espaces couverts, sécurisés et facilement accessible doivent être aménagés pour le stationnement des cycles.

S'il est intégré au bâtiment, l'espace de stationnement se localisera en rez-de-chaussée.

S'il est réalisé en extérieur, l'espace de stationnement se localisera sur la même unité foncière et sera accessible facilement depuis le(s) point(s) d'entrée(s) du bâtiment ou de la propriété.

Sous réserve de justifications particulières liées à la taille ou la configuration des parcelles il pourra être admis de réaliser, tout ou partie, des emplacements pour les cycles au sein des aires de stationnement des véhicules motorisés, uniquement dans le cas de boxes clos et couverts. La surface devra être suffisante pour permettre le stationnement commun des véhicules motorisés et des cycles.

Les règles ci-dessous s'appliquent :

Destination ou sous-destination	Nombre d'emplacement minimum ou surface
Logement	1 emplacement par logement d'une surface inférieure à 60 m² à partir de 3 logements créés 2 emplacements par logement d'une surface supérieure à 60 m² à partir de 3 logements créés
Hébergement : résidence pour étudiants ou jeunes travailleurs	1 emplacement par unité
Commerce et activité de service	1 emplacement par tranche* de 150 m² de surface de plancher
Équipements d'intérêt collectif et services publics	1 emplacement par tranche* de 100 m² de surface de plancher
Bureau	1,5% de la surface de plancher

**Les « tranches » s'entendent même incomplètes. Du moment qu'une tranche est commencée elle est comptée.*

Chaque emplacement représente une surface minimale de 0,75 m².

Si le nombre de places est fractionné, il doit être arrondi au nombre entier supérieur.

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_25-DE

CHAPITRE 3 - Équipement et réseaux

Les règles générales édictées s'appliquent sur l'ensemble des secteurs Uap, Uar, Ub et Uc. Les règles spécifiques pour certaines zones figurant au sein des encadrés et tableaux s'appliquent en plus des règles générales sur les zones concernées.

Section 1 - DESSERTE PAR LES VOIES PUBLIQUES OU PRIVÉES

1- Accès

Tout terrain enclavé est inconstructible à moins que son propriétaire obtienne un passage aménagé sur les fonds voisins dans les conditions fixées par l'article L.682 du Code Civil.

Les accès ne doivent pas présenter un risque pour la sécurité des usagers des voies publiques ou privées. Cette sécurité doit être appréciée compte tenu, notamment, de la position des accès, de leur configuration ainsi que de la nature et de l'intensité du trafic.

Le nombre des accès sur les voies publiques doit être limité dans l'intérêt de la sécurité. En particulier, lorsque le terrain est desservi par plusieurs voies, les constructions peuvent n'être autorisées que sous réserve que l'accès soit établi sur la voie où la gêne pour la circulation sera la moindre.

En secteur Uar

Les accès automobiles directs sur l'avenue de Lyon sont interdits, hors voies publiques et privées ouvertes à la circulation permettant d'accéder aux opérations d'aménagement.

2- Voirie

Pour être constructible, un terrain doit être desservi par des voies publiques ou privées dans des conditions répondant à l'importance ou à la destination de l'immeuble ou de l'ensemble d'immeubles envisagé, et sous réserve que les caractéristiques de ces voies permettent la circulation et le passage ou la manœuvre des véhicules des services publics.

Dans les opérations d'aménagement, les voiries, qu'elles soient publique ou privée, devront comporter un espace réservé aux piétons matérialisé et sécurisé par rapport à la chaussée, sauf dans le cas d'un traitement de la voirie sous la forme d'une zone de rencontre. Des emplacements collectifs pour le tri et la collecte des déchets ménagers seront également à prévoir par opérations ou mutualisées entre plusieurs opérations contigües.

Section 2 - DESSERTE PAR LES RÉSEAUX

1- Eau potable

Toute construction ou installation nouvelle susceptible de requérir une alimentation en eau doit être raccordée au réseau public d'alimentation en eau potable.

2- Assainissement

Eaux usées
Toute construction ou installation doit être raccordée au réseau collectif d'assainissement.

Le déversement des effluents, autres que les eaux usées domestiques émanant des activités à caractère industriel, artisanal ou commercial, est soumis à autorisation préalable. Cette autorisation fixe, suivant la

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_25-DE

nature du réseau à emprunter, les caractéristiques que doivent présenter ces effluents pour être reçus.

Eaux pluviales

Les eaux pluviales issues de l'ensemble des surfaces imperméabilisées doivent être gérées sur l'emprise du projet.

Les systèmes de stockage et d'infiltration doivent être adaptés à la nature du sous-sol, aux contraintes locales et à la règlementation en vigueur.

Lorsque le rejet des eaux pluviales au milieu naturel est envisageable, le rejet est réalisé conformément à la règlementation en vigueur et toujours à débit régulé.

Lorsque la gestion à la parcelle ou le rejet au milieu naturel sont impossibles, le rejet au réseau public d'assainissement (eaux pluviales ou unitaire et en aucun cas eaux usées), s'il existe, pourra éventuellement être autorisé. Le service gestionnaire des réseaux d'assainissement fixera les conditions de rejet tant en terme quantitatif que qualitatif.
Le rejet d'eaux pluviales au réseau d'assainissement des eaux usées est strictement interdit.

L'impossibilité de gérer les eaux pluviales à la parcelle devra nécessairement être justifiée par une étude d'imperméabilisation des sols, réalisée par un bureau d'étude spécialisé, pour apporter la preuve de l'imperméabilité des sols. Cette perméabilité sera mesurée entre 2 et 5 m de profondeur. Dans tous les cas, le rejet au réseau devra se faire à débit régulé et donc par un stockage en amont à prévoir dès la conception du projet. Il existe maintenant différentes techniques alternatives au « tout tuyau » qui ont fait leurs preuves (toiture végétalisée à débit régulé, matériaux et enrobés drainants pouvant ralentir les écoulements, places de parking végétalisées, etc…).

Le déversement des eaux de vidanges des piscines privées dans le réseau est interdit. Les eaux de vidange des piscines des collectivités peuvent être acceptées dans les réseaux, sous réserve de la délivrance d'une autorisation de déversement.

3- Autres réseaux (électricité, gaz, télécommunications, irrigation)

Le raccordement aux réseaux d'électricité, de gaz, de télécommunication et autres doit être réalisé en souterrain et recueillir l'agrément des services gestionnaires compétents.

En outre, à moins d'une impossibilité absolue, aucun de ces réseaux ne devra passer en apparent sur les façades visibles de toute voie.

Toute nouvelle construction ou aménagement sur un terrain traversé par un réseau d'irrigation de la Bourne devra préalablement prévoir et intégrer les modifications du réseau nécessaires au projet.

4- Collecte des déchets ménagers

Dans les logements collectifs, les locaux et emplacements destinés au stockage des déchets doivent être intégrés dans les constructions existantes ou projetées. Ils devront être dimensionnés pour permettre le tri et faciliter la collecte des déchets. Lorsque l'intégration dans un bâtiment est impossible, un local ou un emplacement autonome pourra être créé. Son intégration paysagère et architecturale devra être soignée et elle devra permettre de dissimuler les containers à la vue depuis l'espace public.

5- Infrastructures et réseaux numériques

Toute construction nouvelle, installation nouvelles, ou aménagement pour la rénovation ou le changement de destination doit donner lieu à la mise en place d'infrastructures numériques (fourreau,...) adaptées au raccordement aux réseaux, existants ou à venir, de desserte en services de communication électronique haut et très haut débit.

Les réseaux seront aménagés en souterrain ou à défaut, intégrés en façade.

Lorsque qu'une nouvelle voie est créée, il sera laissé en attente des fourreaux permettant un raccordement ultérieur aux infrastructures et réseaux de communications électroniques dont le déploiement est prévu ou envisagé à l'horizon de 15 ans à compter de la date de création de la voie.

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_25-DE

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_25-DE

ZONES U à vocation d'équipement public ou d'intérêt collectif : Ue, Uec, Ueg

Secteur Ue : secteur urbain d'équipement collectif ou public
Secteur Uec : secteur du pôle d'animation de la Cartoucherie
Secteur Ueg : secteur d'équipement de Girodet

CHAPITRE 1 – Destination des constructions, usages des sols et nature d'activités

Section 1 – INTERDICTION ET LIMITATION DE CERTAINS USAGES ET AFFECTATIONS DES SOLS, CONSTRUCTIONS ET ACTIVITES, DESTINATIONS ET SOUS-DESTINATIONS

Destination	Sous-destination	Ue	Uec	Ueg
Exploitation agricole et forestière	Exploitation agricole	I	I	I
	Exploitation forestière	I	I	I
Habitation	Logement	ASC	ASC	I
	Hébergement	I	I	I
Commerce et activité de service	Artisanat et commerce de détail	ASC	A	ASC
	Restauration	A	A	A
	Commerce de gros	I	I	I
	Activité de service où s'effectue l'accueil d'une clientèle	I	A	ASC
	Hébergement hôtelier et touristique	I	A	A
	Cinéma	A	A	A
Equipements d'intérêt collectif et services publics	Locaux et bureaux accueillant du public des administrations publiques et assimilés	A	A	A
	Locaux techniques et industriels des administrations publiques et assimilés	A	A	A
	Etablissements d'enseignement, de santé et d'action sociale	A	A	A
	Salles d'art et de spectacles	A	A	A
	Equipements sportifs	A	A	A
	Autres équipements recevant du public	A	A	A
Autres activités des secteurs secondaire ou tertiaire	Industrie	I	I	I
	Entrepôt	I	I	I
	Bureau	I	A	ASC
	Centre de congrès et d'exposition	A	A	A

Autorisé	A	Autorisé sous conditions	ASC	Interdit	I

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_25-DE

Dans tous les secteurs délimités au sein du règlement graphique par une trame spécifique représentant le champ d'inondation, les dispositions du règlement des zones inondables présentes dans la section 2 du titre II (Dispositions applicables à toutes les zones) du présent règlement s'appliquent.
Cependant, le règlement des différents secteurs du plan de zonage du PLU s'applique dans le cas où celui-ci est plus restrictif que les dispositions du règlement des zones inondables.

Sont interdits :

- toutes constructions de la destination ***habitation*** à moins de 50 m de l'axe de l'autoroute A7 et toutes constructions des destinations ***commerce et activité de service*** **et** ***autres activités des secteurs secondaire ou tertiaire*** à moins de 30 m de l'axe de l'autoroute A7, pour des raisons de protection contre les nuisances sonores et la pollution atmosphérique engendrées par la circulation automobile,

- toutes occupations et utilisations du sol induisant des nuisances (sonores, olfactives, visuelles,…) ou des dangers pour le voisinage ou l'environnement,
- l'aménagement de terrains de camping ou de caravaning,
- le stationnement des caravanes, sur une parcelle non bâtie, pour une durée supérieure à trois mois,
- les dépôts de toute nature (ferraille, matériaux, combustibles solides ou liquides et déchets, etc), ainsi que de vieux véhicules,
- l'ouverture ou l'exploitation de toute carrière.

Autorisés sous conditions :

- Les installations classées pour la protection de l'environnement liées aux constructions et installations nécessaires aux services publics ou d'intérêt collectif sont autorisées sous réserve que toutes dispositions soit mise en œuvre pour les rendre compatibles au milieu environnant sans générer de risques ou des nuisances pour le voisinage.
- L'aménagement et l'extension des installations classées pour la protection de l'environnement existantes sont autorisés sous réserve que les travaux envisagés diminuent les nuisances supportées par le voisinage.
- Les installations et travaux divers tels que les affouillements et exhaussements du sol sont autorisés sous réserve de respecter les caractéristiques dominantes du terrain naturel et qu'ils soient nécessaires à des constructions ou des aménagements compatibles avec la vocation de la zone.
- Les antennes de radiotéléphonie sont autorisées sous réserve qu'elles s'intègrent au paysage et que l'impact sur la santé soit pris en compte notamment en application de la législation et des chartes en vigueur.
- Les constructions de la sous-destination ***logement*** sont autorisées en secteurs Ue et Uec à condition qu'elles soient des logements de fonction ou de service nécessaires au fonctionnement des équipements publics. L'aménagement et l'extension mesurée des bâtiments existants de cette sous-destination sont autorisés sous réserve de ne pas compromettre la vocation de la zone.
- Les constructions des sous-destinations ***artisanat et commerce de détail*** et ***activité de service où s'effectue l'accueil d'une clientèle*** sont autorisées sous réserve d'être liées ou nécessaires aux activités de loisirs sur l'île Girodet en secteur Ueg.
- Seules les extensions des constructions de la sous-destination ***artisanat et commerce de détail*** sont autorisées en secteur Ue.
- Seules les extensions des constructions de la sous-destination ***bureau*** sont autorisées en secteur Ueg.

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_25-DE

CHAPITRE 2 - Caractéristiques urbaine, architecturale, environnementale et paysagère

Les règles générales édictées s'appliquent sur l'ensemble des secteurs Ue, Uec et Ueg. Les règles spécifiques pour certaines zones figurant au sein des encadrés et tableaux s'appliquent en plus des règles générales sur les zones concernées.

Section 1 - VOLUMÉTRIE ET IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS

1- Implantation des constructions par rapport aux voies et emprises publiques

En bordure du domaine public ferroviaire**,** aucune construction autre qu'un mur de clôture ne peut être établie à moins de deux mètres de la limite légale du chemin de fer calculée selon les stipulations techniques de la servitude T1.

2- Hauteur maximale des constructions

Les hauteurs maximales figurent au Plan des hauteurs et sont mesurées du terrain naturel à l'aplomb de la construction jusqu'au sommet du bâtiment (ouvrages techniques, cheminées, protections collectives des toitures terrasses et autres superstructures mineures et discontinues exclues). Aucune construction, installation ou ouvrage nouveau ne peut dépasser la hauteur indiquée au Plan des hauteurs.

Les limites de hauteur ne s'appliquent pas pour l'aménagement et l'extension de bâtiments existants dépassant cette hauteur. Pour ceux-ci, la hauteur initiale ne doit pas être augmentée après travaux.

Ne sont pas pris en compte dans le calcul de la hauteur maximale autorisée les ouvrages techniques nécessaires à la production d'énergies renouvelables, à condition qu'ils soient harmonieusement intégrés à la toiture.

Section 2 - QUALITÉ URBAINE, ARCHITECTURALE, ENVIRONNEMENTALE ET PAYSAGÈRE

Ces dispositions concernent les constructions nouvelles ainsi que les adjonctions ou les modifications de constructions existantes. Des dispositions autres que celles définies dans les règles ci-après pourront être exceptionnellement autorisées ou imposées pour la réalisation d'un équipement public ou d'intérêt collectif.

Conformément au Code de l'Urbanisme, le projet peut être refusé ou n'être accepté que sous réserve de l'observation de prescriptions spéciales si les constructions, par leur situation, leur architecture, leurs dimensions ou l'aspect extérieur des bâtiments ou ouvrages à édifier ou à modifier, sont de nature à porter atteinte au caractère ou à l'intérêt des lieux avoisinants, aux sites, aux paysages naturels ou urbains ainsi qu'à la conservation des perspectives monumentales.

1- Interventions sur les bâtiments existants

L'aménagement et la restauration de constructions existantes devront mettre en valeur les éléments intéressants du bâti, et conserver l'aspect général des proportions.

2- Constructions neuves

L'implantation des constructions doit respecter les caractéristiques dominantes du terrain naturel et du site. Le plan doit être conçu pour respecter le terrain naturel et sa différence de pente éventuelle. Les mouvements de terrains, enrochements cyclopéens, les murs de soutènement et talus de plus d'un mètre de hauteur, sont interdits.
Le traitement des abords devra rester au plus près du terrain naturel et favoriser la perméabilité du sol.
Le projet devra privilégier une conception contemporaine (simplicité des lignes, sobriété…) ou une interprétation de l'architecture régionale.

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_25-DE

Toutes expressions relevant du pastiche des styles antiques, du néo-provençal, d'un style ostentatoire et très contrasté sont interdites.

Les toitures à pente doivent s'harmoniser avec celles des bâtiments voisins, notamment en termes de pente et de teinte. Les tuiles de couleurs noires sont strictement interdites.
La pose de châssis de toiture et de capteurs solaires doit être particulièrement étudiée, notamment au regard de la trame des ouvertures de la façade, de la recherche d'une intégration dans le plan de toiture et éviter la multiplicité des dimensions et des implantations.
Les antennes collectives sont obligatoires sur les constructions, à partir de 200 m² de surface de plancher.

Pour les équipements d'intérêts collectif et services publics, le projet devra privilégier l'architecture contemporaine avec une conception créative et innovante. L'implantation, le volume et gabarit pourront se distinguer du tissu urbain en raison du programme et de l'usage, de la position dans la rue ou le quartier.

En secteur Uec

Tout projet de construction neuve ou de réhabilitation présentera une cohérence avec l'architecture industrielle du site.

Section 3 - TRAITEMENT ENVIRONNEMENTAL ET PAYSAGER DES ESPACES NON BÂTIS ET ABORDS DES CONSTRUCTIONS

1- Le Coefficient de Biotope par surface (CBS)

Se reporter à la section 7 du titre II - Dispositions applicables à toutes les zones.

2- Clôtures et murs séparatifs

Clôtures existantes
Les clôtures existantes de qualité (grilles en ferronnerie sur muret, murs de pierres ou de galets) seront conservées et/ou refaites à l'identique.
Les murs en pierre locale ou de galets seront conservés dans leur dimension et leur aspect. Toute intervention se fera dans le respect de leur dimension (pas de surélévation ou de rabaissement) leurs matériaux et technique constructive (pierre locale, galets roulés, mortier de chaux naturelle, recouverts d'un enduit ou laissés apparents).

Clôtures nouvelles
Toute nouvelle clôture sera suffisamment transparente pour laisser passer la vue (grille ou grillage de couleur gris foncé, …). Elle peut aussi être constituée d'une haie vive d'essences locales.

En secteur Uec

Le mur d'enceinte de la Cartoucherie pourra faire l'objet d'une réhabilitation favorisant les perspectives visuelles sur le parc intérieur et d'un abaissement, sous réserve d'un traitement cohérent avec l'architecture industrielle du site.

3- Espaces libres, plantés et plantations

Les espaces libres après implantation des constructions doivent faire l'objet d'une composition paysagère (minérale ou végétale).

Les arbres existants repérés sur le plan de zonage au titre de l'article L.151-23 du Code de l'Urbanisme ainsi que les arbres de haute tige de bonne facture doivent être conservés. La végétation existante doit être préservée ou remplacées par des plantations équivalentes et d'essences locales. Les plantations mêleront essences caduques et persistantes.
Les dépôts et stockages doivent faire l'objet d'un aménagement et d'un entretien de telle sorte qu'ils ne soient pas visibles depuis la rue ou que la propreté et l'aspect de la rue ne s'en trouvent pas altérés.

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_25-DE

Essences végétales

Les haies doivent être aménagées comme des « niches écologiques », composées de plusieurs essences et d'espèces locales et/ou adaptés à l'environnement et aux conditions climatiques de la vallée du Rhône (fort ensoleillement, vents Nord-Sud violents…). Leur nature peut être nourricière ou esthétique. En conséquence, les haies monospécifiques sont interdites.

De façon générale, toutes les espèces exotiques, invasives ou exogènes sont à éviter ainsi que les essences allergènes. Toutefois, dans le cas de recherche d'ambiance(s) particulière(s) justifiée(s) pour des opérations d'aménagement d'ensemble, des essences exogènes pourront être admises.

4- Dispositifs favorisant les économies d'énergie et l'adaptation climatique

Dans le cadre de la lutte contre le phénomène d'îlots de chaleur urbain, l'emploi de revêtements de sols pour les espaces extérieurs devra privilégier les tons clairs caractérisés par un albédo élevé.

Les dispositifs destinés à économiser de l'énergie ou à produire de l'énergie renouvelable dans les constructions, tels que panneaux solaires, éoliennes, toitures végétalisées, rehaussement de couverture pour isolation thermique, sont autorisés en saillies des toitures à condition que leur volumétrie s'insère harmonieusement dans le cadre bâti environnant. Les panneaux solaires peuvent également s'implanter en ombrière de parking.

5- Boîtes aux lettres et éléments techniques

Dans la mesure où ils n'ont pas été intégrés dans le bâtiment, les éléments techniques (coffret de gaz, électricité, eau, interphone, boites aux lettres, climatiseurs, pompes à chaleur, extracteurs, etc) seront intégrés par un travail soigné dans les éléments de clôture.

Section 4 - STATIONNEMENT

1- Stationnement des véhicules motorisés

La réalisation de places de stationnements doit satisfaire aux conditions énoncées ci-dessous :

- il est exigé des constructeurs de prévoir le fond même des emplacements suffisants pour assurer le stationnement et la manœuvre des véhicules (toutes catégories confondues et notamment les livraisons et enlèvements de marchandises) dans les meilleures conditions de commodité et de sécurité
- pour les constructions nouvelles à destination artisanale, commerciale, industrielle et d'entrepôts, le pétitionnaire doit prendre en compte l'impact des livraisons et des enlèvements de marchandises sur le domaine public, notamment en matière d'écoulement du trafic sur la voirie. Si cela est jugé nécessaire par la collectivité, des mesures devront être prévues pour limiter ces nuisances et les contenir dans le périmètre de l'aménagement (hors domaine public)
- des adaptations peuvent être admises si des places de stationnement nécessaires peuvent être mutualisées sur un parc de stationnement public ou privé situé à proximité
- dans le cadre d'une extension ou d'une réhabilitation, les normes définies ci-après s'appliquent sur l'ensemble de la parcelle ou de l'unité foncière, en tenant compte du stationnement déjà existant
- dans tous les cas, les nouveaux parcs de stationnement de plus de 10 places doivent prévoir au moins une borne de recharge pour véhicules électriques ou hybrides

Les règles ci-dessous s'appliquent :

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_25-DE

Destination et sous-destination	Nombre de place minimum
HABITATION	
Logement : de fonction ou de service	1 place par logement
COMMERCE ET ACTIVITÉ DE SERVICE	
Artisanat et commerce de détail	1 place pour 120 m² de surface de plancher + une aire de livraison
Activité de service où s'effectue l'accueil d'une clientèle	En fonction des besoins des constructions
Restauration	Pas de minimum
Hébergement hôtelier et touristique	1 place par chambre
AUTRES ACTIVITÉS DES SECTEURS SECONDAIRE OU TERTIAIRE	
Bureau	1 place par tranche* de 90 m² de surface de plancher et au moins une borne de recharge pour véhicules électriques ou hybrides pour les nouveaux parcs de stationnement de plus de 10 places

**Les « tranches » s'entendent même incomplètes. Du moment qu'une tranche est commencée elle est comptée.*

Si le nombre de places est fractionné, il doit être arrondi au nombre entier supérieur.

Les aires de stationnement de plus de 3 places de stationnement devront faire l'objet d'un aménagement paysager (bande enherbée, haie, arbres, etc) en respectant les mesures de sécurité liées à la circulation (accès, visibilité,…).
Les aires de stationnement doivent être plantées à raison d'un arbre de haute tige d'essence locale pour 6 emplacements.

En secteur Uec
Le stationnement sera mutualisé pour l'ensemble des activités du site et répondra à ses besoins.

2- Stationnement des cycles

Un ou plusieurs espaces couverts, sécurisés et facilement accessible doivent être aménagés pour le stationnement des cycles.

S'il est intégré au bâtiment, l'espace de stationnement se localisera en rez-de-chaussée.

S'il est réalisé en extérieur, l'espace de stationnement se localisera sur la même unité foncière et sera accessible facilement depuis le(s) point(s) d'entrée(s) du bâtiment ou de la propriété.

Les règles ci-dessous s'appliquent :

Destination ou sous-destination	Nombre d'emplacement minimum ou surface
Logement : de fonction ou de service	1 emplacement par logement d'une surface inférieure à 60 m² 2 emplacements par logement d'une surface supérieure à 60 m²
Commerce et activité de service	1 emplacement par tranche* de 150 m² de surface de plancher
Équipements d'intérêt collectif et services publics	1 emplacement par tranche* de 100 m² de surface de plancher
Bureau	1,5% de la surface de plancher

**Les « tranches » s'entendent même incomplètes. Du moment qu'une tranche est commencée elle est comptée.*

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_25-DE

Chaque emplacement représente une surface minimale de 0,75 m².
Si le nombre de places est fractionné, il doit être arrondi au nombre entier supérieur.

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_25-DE

CHAPITRE 3 - Équipement et réseaux

Section 1 - DESSERTE PAR LES VOIES PUBLIQUES OU PRIVÉES

1- Accès

Tout terrain enclavé est inconstructible à moins que son propriétaire obtienne un passage aménagé sur les fonds voisins dans les conditions fixées par l'article L.682 du Code Civil.

Les accès ne doivent pas présenter un risque pour la sécurité des usagers des voies publiques ou privées. Cette sécurité doit être appréciée compte tenu, notamment, de la position des accès, de leur configuration ainsi que de la nature et de l'intensité du trafic.

Le nombre des accès sur les voies publiques doit être limité dans l'intérêt de la sécurité. En particulier, lorsque le terrain est desservi par plusieurs voies, les constructions peuvent n'être autorisées que sous réserve que l'accès soit établi sur la voie où la gêne pour la circulation sera la moindre.

2- Voirie

Pour être constructible, un terrain doit être desservi par des voies publiques ou privées dans des conditions répondant à l'importance ou à la destination de l'immeuble ou de l'ensemble d'immeubles envisagé, et sous réserve que les caractéristiques de ces voies permettent la circulation et le passage ou la manœuvre des véhicules des services publics.

Dans les opérations d'aménagement, les voiries, qu'elles soient publique ou privée, devront comporter un espace réservé aux piétons matérialisé et sécurisé par rapport à la chaussée, sauf dans le cas d'un traitement de la voirie sous la forme d'une zone de rencontre. Des emplacements collectifs pour le tri et la collecte des déchets ménagers seront également à prévoir par opérations ou mutualisées entre plusieurs opérations contigües.

Section 2 - DESSERTE PAR LES RÉSEAUX

1- Eau potable

Toute construction ou installation nouvelle susceptible de requérir une alimentation en eau doit être raccordée au réseau public d'alimentation en eau potable.

2- Assainissement

Eaux usées
Toute construction ou installation doit être raccordée au réseau collectif d'assainissement.

Le déversement des effluents, autres que les eaux usées domestiques émanant des activités à caractère industriel, artisanal ou commercial, est soumis à autorisation préalable. Cette autorisation fixe, suivant la nature du réseau à emprunter, les caractéristiques que doivent présenter ces effluents pour être reçus.

Eaux pluviales

Les eaux pluviales issues de l'ensemble des surfaces imperméabilisées doivent être gérées sur l'emprise du projet.

Les systèmes de stockage et d'infiltration doivent être adaptés à la nature du sous-sol, aux contraintes locales et à la règlementation en vigueur.

Lorsque le rejet des eaux pluviales au milieu naturel est envisageable, le rejet est réalisé conformément à la règlementation en vigueur et toujours à débit régulé.

Lorsque la gestion à la parcelle ou le rejet au milieu naturel sont impossibles, le rejet au réseau public d'assainissement (eaux pluviales ou unitaire et en aucun cas eaux usées), s'il existe, pourra

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_25-DE

éventuellement être autorisé. Le service gestionnaire des réseaux d'assainissement fixera les conditions de rejet tant en terme quantitatif que qualitatif.
Le rejet d'eaux pluviales au réseau d'assainissement des eaux usées est strictement interdit.

L'impossibilité de gérer les eaux pluviales à la parcelle devra nécessairement être justifiée par une étude d'imperméabilisation des sols, réalisée par un bureau d'étude spécialisé, pour apporter la preuve de l'imperméabilité des sols. Cette perméabilité sera mesurée entre 2 et 5 m de profondeur. Dans tous les cas, le rejet au réseau devra se faire à débit régulé et donc par un stockage en amont à prévoir dès la conception du projet. Il existe maintenant différentes techniques alternatives au « tout tuyau » qui ont fait leurs preuves (toiture végétalisée à débit régulé, matériaux et enrobés drainants pouvant ralentir les écoulements, places de parking végétalisées, etc…).

Le déversement des eaux de vidanges des piscines privées dans le réseau est interdit. Les eaux de vidange des piscines des collectivités peuvent être acceptées dans les réseaux, sous réserve de la délivrance d'une autorisation de déversement.

3- Autres réseaux (électricité, gaz, télécommunications, irrigation)

Le raccordement aux réseaux d'électricité, de gaz, de télécommunication et autres doit être réalisé en souterrain et recueillir l'agrément des services gestionnaires compétents.

En outre, à moins d'une impossibilité absolue, aucun de ces réseaux ne devra passer en apparent sur les façades visibles de toute voie.

Toute nouvelle construction ou aménagement sur un terrain traversé par un réseau d'irrigation de la Bourne devra préalablement prévoir et intégrer les modifications du réseau nécessaires au projet.

4- Collecte des déchets ménagers

Dans les logements collectifs, les locaux et emplacements destinés au stockage des déchets doivent être intégrés dans les constructions existantes ou projetées. Ils devront être dimensionnés pour permettre le tri et faciliter la collecte des déchets. Lorsque l'intégration dans un bâtiment est impossible, un local ou un emplacement autonome pourra être créé. Son intégration paysagère et architecturale devra être soignée et elle devra permettre de dissimuler les containers à la vue depuis l'espace public.

5- Infrastructures et réseaux numériques

Toute construction nouvelle, installation nouvelles, ou aménagement pour la rénovation ou le changement de destination doit donner lieu à la mise en place d'infrastructures numériques (fourreau,...) adaptées au raccordement aux réseaux, existants ou à venir, de desserte en services de communication électronique haut et très haut débit.

Les réseaux seront aménagés en souterrain ou à défaut, intégrés en façade.

Lorsque qu'une nouvelle voie est créée, il sera laissé en attente des fourreaux permettant un raccordement ultérieur aux infrastructures et réseaux de communications électroniques dont le déploiement est prévu ou envisagé à l'horizon de 15 ans à compter de la date de création de la voie.

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_25-DE

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_25-DE

ZONES U à vocation d'activités économiques Ui, Uic, Uie, Uid, et à vocation d'infrastructures routières, autoroutières et ferroviaires Uf

Secteur Ui : secteur urbain d'activité
Secteur Uic : secteur d'activité commerciale
Secteur Uie : secteur d'activité d'entrée de ville
Secteur Uid : secteur d'activité CNR
Secteur Uf : secteur dédié aux infrastructures de transport

CHAPITRE 1 – Destination des constructions, usages des sols et nature d'activités

Section 1 – INTERDICTION ET LIMITATION DE CERTAINS USAGES ET AFFECTATIONS DES SOLS, CONSTRUCTIONS ET ACTIVITES, DESTINATIONS ET SOUS-DESTINATIONS

Destination	Sous-destination	Ui	Uic	Uid	Uie	Uf
Exploitation agricole et forestière	Exploitation agricole	I	I	I	I	I
	Exploitation forestière	I	I	I	I	I
Habitation	Logement	ASC	ASC	I	ASC	I
	Hébergement	I	I	I	I	I
Commerce et activité de service	Artisanat et commerce de détail	I	ASC	I	ASC	I
	Restauration	ASC	A	I	A	I
	Commerce de gros	A	I	I	I	I
	Activité de service où s'effectue l'accueil d'une clientèle	I	ASC	I	ASC	I
	Hébergement hôtelier et touristique	I	I	I	A	I
	Cinéma	I	I	I	A	I
Équipements d'intérêt collectif et services publics	Locaux et bureaux accueillant du public des administrations publiques et assimilés	I	A	A	A	I
	Locaux techniques et industriels des administrations publiques et assimilés	A	A	A	A	ASC
	Établissements d'enseignement, de santé et d'action sociale	I	I	I	A	I
	Salles d'art et de spectacles	I	I	I	A	I
	Équipements sportifs	I	I	A	A	I
	Autres équipements recevant du public	A	A	A	A	I
Autres activités des secteurs secondaire ou tertiaire	Industrie	A	I	ASC	I	I
	Entrepôt	A	I	ASC	I	I
	Bureau	A	I	ASC	A	I
	Centre de congrès et d'exposition	A	I	I	I	I

Autorisé	A	Autorisé sous conditions	ASC	Interdit	I

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_25-DE

Dans tous les secteurs délimités au sein du règlement graphique par une trame spécifique représentant le champ d'inondation, les dispositions du règlement des zones inondables présentes dans la section 2 du titre II (Dispositions applicables à toutes les zones) du présent règlement s'appliquent.
Cependant, le règlement des différents secteurs du plan de zonage du PLU s'applique dans le cas où celui-ci est plus restrictif que les dispositions du règlement des zones inondables.

Dans les secteurs du règlement graphique couverts par une zone à risque industriel (site Markem Imaje), les prescriptions édictées par la fiche de synthèse des informations utiles aux processus de maîtrise de l'urbanisation (en annexe du présent règlement) doivent être respectées.
Tout projet concerné par l'enveloppe des effets toxiques devra faire réaliser, préalablement à toute demande d'autorisation de construire, une étude qui déterminera si les conditions de réalisation, d'utilisation ou d'exploitation du projet sont compatibles avec le risque.

Sont interdits :

- toutes constructions des destinations ***commerce et activité de service*** et ***autres activités des secteurs secondaire ou tertiaire*** à moins de 30 m de l'axe de l'autoroute A7, pour des raisons de protection contre les nuisances sonores et la pollution atmosphérique engendrées par la circulation automobile,
- l'aménagement de terrains de camping ou de caravaning,
- le stationnement des caravanes, sur une parcelle non bâtie, pour une durée supérieure à trois mois,
- les dépôts de toute nature (ferraille, matériaux, combustibles solides ou liquides et déchets, etc), ainsi que de vieux véhicules, excepté en secteur Uid et en secteur Ui non couvert par les périmètres de protection rapprochée du captage d'eau potable des Combeaux,
- l'ouverture ou l'exploitation de toute carrière.
- Les piscines, quelle que soit leur taille, sont strictement interdites

Autorisés sous conditions :
<u>En zones Ui, Uic, Uie et Uid :</u>

- L'aménagement et l'extension des installations classées pour la protection de l'environnement existantes sont autorisés sous réserve que les travaux envisagés n'aggravent pas les nuisances supportées par le voisinage.
- Les installations et travaux divers tels que les affouillements et exhaussements du sol sont autorisés sous réserve de respecter les caractéristiques dominantes du terrain naturel et qu'ils soient nécessaires à des constructions ou des aménagements compatibles avec la vocation de la zone ainsi qu'aux équipements et infrastructures nécessaires aux services publics.
- Les antennes de radiotéléphonie sont autorisées sous réserve qu'elles s'intègrent au paysage et que l'impact sur la santé soit pris en compte notamment en application de la législation et des chartes en vigueur.
- Les dépôts de véhicules à condition d'être liés et situés à proximité immédiate d'un garage automobile ou d'un commerce de véhicules et protégés des vues par un écran végétal opaque.
- Les constructions nouvelles de la sous-destination ***artisanat et commerce de détail*** sont autorisées en secteurs Uic et Uie à condition de créer une surface de plancher ou de vente supérieure à 300 m².
- L'extension des constructions existantes de la sous-destination **artisanat et commerce de détail** est autorisée en secteurs Uie.
- Les constructions de la sous-destination ***activité de service où s'effectue l'accueil d'une clientèle*** sont autorisées en secteur Uic et Uie à condition de créer une surface de plancher ou de vente supérieure à 300 m².
- Seules les extensions des constructions de la sous-destination ***activité de service où s'effectue l'accueil d'une clientèle*** sont autorisées en secteur Uic.
- Seules les annexes d'une emprise au sol inférieure à 10 m² sont autorisées en secteur Ui, Uic, Uie concernant la sous-destination ***logement***.
- Les constructions des sous-destinations ***industrie***, ***entrepôt*** et ***bureau*** sont autorisées en zone Uid sous réserve de leur intégration au paysage et qu'elles soient nécessaires et utiles à toutes activités liées à l'entretien, l'exploitation et le renouvellement des ouvrages de la concession octroyée à la Compagnie Nationale du Rhône.

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_25-DE

- Seules les extensions des constructions de la sous-destination ***restauration*** sont autorisées en secteur Ui.

En zone Uf :

- Seuls les aménagements, travaux et ouvrages sont autorisés, sous réserve qu'ils soient liés aux infrastructures ferroviaires, routières et autoroutières.
- Les constructions de la sous-destination ***locaux techniques et industriels des administrations publiques et assimilés*** sont autorisées sous réserve qu'elles soient nécessaires à l'exploitation de l'autoroute.

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_25-DE

CHAPITRE 2 - Caractéristiques urbaine, architecturale, environnementale et paysagère

Les règles générales édictées s'appliquent sur l'ensemble des zones Ui, Uic, Uie, Uid et Uf. Les règles spécifiques pour certaines zones figurant au sein des encadrés et tableaux s'appliquent en plus des règles générales sur les zones concernées.

Section 1 - VOLUMÉTRIE ET IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS

Sous réserve de justifications techniques, architecturales ou d'intégration dans le site, des dispositions autres que celles définies dans les règles ci-après pourront être exceptionnellement autorisées ou imposées dans les cas listés ci-dessous :

- Pour la réalisation d'un équipement public ou d'intérêt collectif,
- Pour s'implanter dans la continuité de bâtiments existants sur un terrain contigu sous réserve de :
  - s'inscrire dans un gabarit similaire (profondeur et hauteur),
  - respecter l'ensemble des autres prescriptions d'implantation et de hauteur.
- Pour la réalisation d'un équipement ou d'une installation technique liée à la sécurité, à l'accessibilité d'un bâtiment, aux différents réseaux, voiries et stationnement,
- Pour des raisons de performances énergétiques ou nécessaire à la production d'énergies renouvelables,
- Pour réaliser l'isolation par l'extérieur d'une construction existante, sous réserve de ne pas réduire un cheminement destiné aux personnes à mobilité réduite, dégrader un alignement bâti ou dégrader la modénature de la construction.

1- Implantation des constructions par rapport aux voies et emprises publiques

Des retraits différents de ceux édictés seront acceptés pour les constructions et installations nécessaires à des équipements collectifs ou à des services publics.

En bordure du domaine public ferroviaire**,** aucune construction autre qu'un mur de clôture ne peut être établie à moins de deux mètres de la limite légale du chemin de fer calculée selon les stipulations techniques de la servitude T1.

Si les règles ci-dessous entraînent l'implantation d'un bâtiment à un emplacement tel que la sécurité publique en sera compromise, les services techniques compétents peuvent imposer une implantation différente.

Les **saillies sur façade** créées en aplomb de toute voie peuvent éventuellement être autorisées sous réserve du respect des normes fixées par le règlement de voirie en vigueur en matière de saillie.

Des **retraits ponctuels** peuvent être tolérés pour un motif architectural ou paysager avéré, et notamment pour la mise en valeur d'un canal.

La construction peut être implantée en retrait de l'alignement ou du recul imposé lorsqu'un bâtiment existe sur la parcelle voisine en retrait de l'alignement ou du recul imposé, dans ce cas la construction peut être édifiée pour tout ou partie dans le prolongement de ce bâtiment. De la même manière, l'aménagement et l'extension des constructions existantes situées en retrait de l'alignement est admis.

Pour les corps principaux des bâtiments construits en retrait, les dépassées de toitures, les balcons et les escaliers extérieurs non fermés ne sont pas pris en compte dans la limite de 1 mètre de dépassement.

Dans tous les cas, les **annexes** ne pourront pas être implantées à l'alignement du domaine public.

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_25-DE

Zone	Implantation des constructions par rapport aux voies et emprises publiques	
	Règle spécifique	**Adaptations**
Ui, Uic, Uid	Implantation avec un retrait minimum de 5 mètres par rapport aux voies et emprises publiques actuelles ou futures. En secteur Ui, implantation en retrait de 25 mètres de la RD67, dite route de Châteauneuf.	Pour la préservation ou la création d'un alignement architectural ou d'un espace planté, implantation potentiellement exigée ou autorisée entre l'alignement et les 5 mètres pour la partie la plus avancée sur rue dans le prolongement d'un bâtiment existant sur la parcelle concernée ou les parcelles voisines.
Uie	Les nouvelles constructions doivent s'implanter à l'alignement (effet de régularité obtenue par l'alignement des lignes d'acrotères ou rives de toitures) ou avec un retrait de 5 mètres minimum.	

2- Implantation des constructions par rapport aux limites séparatives

Les constructions seront obligatoirement implantées avec un retrait par rapport aux limites séparatives au moins égal à la demi-hauteur de la construction sans jamais être inférieur à 3 mètres. Cette distance sera comptée horizontalement de tout point du bâtiment, hors débords de toiture, au point de la limite parcellaire qui en est le plus rapproché.

Toutefois :

- L'implantation d'une construction est autorisée en limite séparative sous réserve que la hauteur de la construction n'excède pas 8 mètres (au faitage ou de hauteur totale dans le cadre d'un toit plat).
- Lorsqu'une construction existante est implantée en retrait de la limite séparative mais à moins de 3 mètres de celle-ci, son aménagement, son extension ou sa surélévation peuvent être, dans un souci de cohérence architecturale, autorisées dans son prolongement sous réserve que le projet préserve les caractéristiques architecturales du bâtiment et respecte les dispositions du droit civil.
- Lorsqu'un canal ou un cours d'eau borde la limite de l'unité foncière, toute construction devra respecter un recul minimum de 4 mètres par rapport à la crête de la berge.

3- Hauteur maximale des constructions

Les hauteurs maximales figurent au Plan des hauteurs et sont mesurées du terrain naturel à l'aplomb de la construction jusqu'au sommet du bâtiment (ouvrages techniques, cheminées, protections collectives des toitures terrasses et autres superstructures mineures et discontinues exclues). Aucune construction, installation ou ouvrage nouveau ne peut dépasser la hauteur indiquée au Plan des hauteurs.

Les limites de hauteur ne s'appliquent pas pour l'aménagement et l'extension de bâtiments existants dépassant cette hauteur. Pour ceux-ci, la hauteur initiale ne doit pas être augmentée après travaux.

Ne sont pas pris en compte dans le calcul de la hauteur maximale autorisée les ouvrages techniques nécessaires à la production d'énergies renouvelables, à condition qu'ils soient harmonieusement intégrés à la toiture.

Il n'est pas fixé de règle de hauteur pour les équipements publics et collectifs d'intérêt général.

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_25-DE

Section 2 - QUALITÉ URBAINE, ARCHITECTURALE, ENVIRONNEMENTALE ET PAYSAGÈRE

Ces dispositions concernent les constructions nouvelles ainsi que les adjonctions ou les modifications de constructions existantes. Des dispositions autres que celles définies dans les règles ci-après pourront être exceptionnellement autorisées ou imposées pour la réalisation d'un équipement public ou d'intérêt collectif.

Conformément au Code de l'Urbanisme, le projet peut être refusé ou n'être accepté que sous réserve de l'observation de prescriptions spéciales si les constructions, par leur situation, leur architecture, leurs dimensions ou l'aspect extérieur des bâtiments ou ouvrages à édifier ou à modifier, sont de nature à porter atteinte au caractère ou à l'intérêt des lieux avoisinants, aux sites, aux paysages naturels ou urbains ainsi qu'à la conservation des perspectives monumentales.
Toute intervention devra être compatible avec les orientations d'aménagement et de programme, OAP, définies sur cette zone.

Implantation
L'implantation des constructions doit respecter les caractéristiques dominantes du terrain naturel et du site. Le plan doit être conçu pour respecter le terrain naturel et sa différence de pente éventuelle. Les mouvements de terrains, enrochements cyclopéens, les murs de soutènement et talus de plus d'un mètre de hauteur, sont interdits.
Le traitement des abords devra rester au plus près du terrain naturel et favoriser la perméabilité du sol.

Architecture
Les constructions nouvelles devront faire l'objet d'une architecture résolument contemporaine (simplicité des lignes, qualité des matériaux …) représentative de leur usage (industrie, commerce, tertiaire ….) Un soin particulier sera apporté aux façades principales donnant sur les espaces publics (volumétrie, composition, qualité des matériaux, ouvertures). Toute référence à la maison individuelle (toiture tuile, pente de toit de 35%…) est interdite.

Les matériaux bio-sourcés (toitures terrasse végétalisées, structures et/ou parements en matériaux naturels ….) sont encouragés.

Énergies renouvelables :
- les panneaux solaires devront être conçus dans l'architecture globale du bâtiment, si des panneaux sont prévus en façade, ils doivent constitués un élément pertinent dans l'architecture du bâtiment et n'auront pas d'effet miroir.
- les éoliennes domestiques sont admises sous réserve de faire partie de la composition architecturée et paysagère du projet.

L'ensemble des éléments techniques (coffret de gaz, électricité, eau, interphone, boites aux lettres, climatiseurs, pompes à chaleur, extracteurs, etc) s'intégreront par un travail soigné dans le corps du bâtiment, sa toiture ou dans les éléments de clôture.

Chaque bâtiment ne présentera pas plus que 3 couleurs. Le blanc est interdit.

Paysage et traitement des abords
Les espaces extérieurs et parkings seront arborés de sujets haute tige.
Le stockage des matériaux ne sera pas visible depuis les espaces ouverts au public.

En zone Uie
Les bâtiments seront implantés à l'alignement le long de l'Avenue de Lyon et de la Montée du Long, de manière à renforcer ou préserver l'alignement bâti existant. Des retraits ponctuels pourront venir animer cet alignement.

La volumétrie des bâtiments sera suffisamment dimensionnée pour être cohérente avec le contexte urbain. Le rapport d'échelle entre le volume bâti et la taille de l'espace public bordé doit être cohérent.

Des fenêtres paysagères traitées avec soin seront organisées entre les bâtiments afin d'éviter un premier rideau bâti opaque.

Un soin particulier sera apporté aux façades principales donnant sur cet axe (volumétrie, composition, qualité des matériaux, ouvertures, teintes, etc).

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_25-DE

Concernant les façades exposées sur l'Avenue de Lyon et la Montée du Long, elles devront faire l'objet d'une composition architecturale ordonnancée et présenteront une lecture de son usage. Les façades seront largement percées et les accès bien identifiés. Toute façade aveugle visible de l'Avenue de Lyon ou de la Montée du Long est interdite.

Pour les constructions dont la hauteur est supérieure à 12 mètres, l'étage supérieur sera traité en attique, en retrait du corps du bâtiment qui le supporte, en cohérence avec la volumétrie de ce bâtiment.

Les matériaux seront soignés. Sont interdits les finitions brillantes et réfléchissantes (peintures laquées, le verre teinté et réfléchissant ….), les enduits rustiques et le bac acier.

Concernant les toitures pentues, sont autorisées uniquement :
- les tuiles en terre cuite plates à gorge d'écoulement de couleur rouge ;
- le bac acier de couleur anthracite.

Les verrières existantes des toits en shed seront restaurées ou reconduites.

En zone Ui, quartier de l'Armailler

La volumétrie des bâtiments sera simple et compacte.

Un soin particulier sera apporté aux façades visibles du domaine public, elles seront réalisées en matériaux homogènes de bonne facture, elles seront largement percées en contraste.

Les toitures seront en terrasse ou habillées d'un acrotère adapté à la volumétrie du bâtiment.

Section 3 - TRAITEMENT ENVIRONNEMENTAL ET PAYSAGER DES ESPACES NON BÂTIS ET ABORDS DES CONSTRUCTIONS

1-Le Coefficient de Biotope par surface (CBS)

Se reporter à la section 7 du titre II - Dispositions applicables à toutes les zones.

2- Clôtures et murs séparatifs

Les clôtures, qui ne sont pas obligatoires, seront composées d'une haie vive d'essences locales doublée ou non d'un grillage de couleur grise.

Dans la mesure où ils n'ont pas été intégrés dans le bâtiment, les éléments techniques (coffret de gaz, électricité, eau, interphone, boites aux lettres, climatiseurs, pompes à chaleur, extracteurs, etc) seront intégrés par un travail soigné dans les éléments de clôture.

3- Espaces libres, plantés et plantations

Les espaces libres après implantation des constructions doivent faire l'objet d'une composition paysagère (minérale ou végétale).

Les arbres existants repérés sur le plan de zonage au titre de l'article L.151-23 du Code de l'Urbanisme ainsi que les arbres de haute tige de bonne facture doivent être conservés. La végétation existante doit être préservée ou remplacées par des plantations équivalentes et d'essences locales. Les plantations mêleront essences caduques et persistantes.

Les dépôts et stockages doivent faire l'objet d'un aménagement et d'un entretien de telle sorte qu'ils ne soient pas visibles depuis la rue ou que la propreté et l'aspect de la rue ne s'en trouvent pas altérés.

Les espaces de stationnement seront plantés à raison d'un arbre de haute tige pour 6 places de stationnement.
Les espaces libres autres que le stationnement seront engazonnés ou plantés de couvres sol et plantés d'au moins un arbre de haute tige.

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_25-DE

Essences végétales

Les haies doivent être aménagées comme des « niches écologiques », composées de plusieurs essences et d'espèces locales et/ou adaptés à l'environnement et aux conditions climatiques de la vallée du Rhône (fort ensoleillement, vents Nord-Sud violents…). Leur nature peut être nourricière ou esthétique. En conséquence, les haies monospécifiques sont interdites.

De façon générale, toutes les espèces exotiques, invasives ou exogènes sont à éviter ainsi que les essences allergènes. Toutefois, dans le cas de recherche d'ambiance(s) particulière(s) justifiée(s) pour des opérations d'aménagement d'ensemble, des essences exogènes pourront être admises.

4- Dispositifs favorisant les économies d'énergie et l'adaptation climatique

Dans le cadre de la lutte contre le phénomène d'îlots de chaleur urbain, l'emploi de revêtements de sols pour les espaces extérieurs devra privilégier les tons clairs caractérisés par un albédo élevé. Les dispositifs destinés à économiser de l'énergie ou à produire de l'énergie renouvelable dans les constructions, tels que panneaux solaires, éoliennes, toitures végétalisées, rehaussement de couverture pour isolation thermique, sont autorisés en saillies des toitures à condition que leur volumétrie s'insère harmonieusement dans le cadre bâti environnant.

5- Boîtes aux lettres et éléments techniques

Il pourra être exigé le regroupement et l'unité (modèles) des boîtes aux lettres. L'ensemble des éléments techniques (coffret de gaz, électricité, eau, interphone, boites aux lettres, climatiseurs, pompes à chaleur, extracteurs, etc) s'intégreront par un travail soigné dans le corps du bâtiment, sa toiture ou dans les éléments de clôture.

Section 4 - STATIONNEMENT

1- Stationnement des véhicules motorisés

La réalisation de places de stationnements doit satisfaire aux conditions énoncées ci-dessous :

- il est exigé des constructeurs de prévoir le fond même des emplacements suffisants pour assurer le stationnement et la manœuvre des véhicules (toutes catégories confondues et notamment les livraisons et enlèvements de marchandises) dans les meilleures conditions de commodité et de sécurité
- pour les constructions nouvelles à destination artisanale, commerciale, industrielle et d'entrepôts, le pétitionnaire doit prendre en compte l'impact des livraisons et des enlèvements de marchandises sur le domaine public, notamment en matière d'écoulement du trafic sur la voirie. Si cela est jugé nécessaire par la collectivité, des mesures devront être prévues pour limiter ces nuisances et les contenir dans le périmètre de l'aménagement (hors domaine public)
- tout stationnement prévu dans l'opération devra être réalisé en dehors de l'emprise publique
- dans le cadre d'une extension ou d'une réhabilitation, les normes définies ci-après s'appliquent sur l'ensemble de la parcelle ou de l'unité foncière, en tenant compte du stationnement déjà existant
- dans le cadre d'une opération d'ensemble, la réalisation des places de stationnement devra être mutualisée
- en cas de réalisation d'une construction à usage de commerce ou d'activités de service sur une unité foncière limitrophe à une unité foncière accueillant déjà un commerce ou une activité de service, la mutualisation des places de stationnement peut être envisagée sous les conditions cumulatives suivantes :
  - premièrement, le commerce ou l'activité de service préexistant doit comporter un nombre de place de stationnement supérieur au nombre prévu par le règlement du PLU ;
  - deuxièmement, les deux unités foncières doivent appartenir au même propriétaire ou alors si les propriétaires sont différents un accord écrit officiel doit être établi préalablement au dépôt du dossier de permis de construire

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_25-DE

Les règles ci-dessous s'appliquent :

Destination et sous-destination	Nombre de place minimum
COMMERCE ET ACTIVITÉ DE SERVICE	
Artisanat et commerce de détail **Cinéma**	1 place pour 80 m² de surface de plancher et au moins une borne de recharge pour véhicules électriques ou hybrides pour les nouveaux parcs de stationnement de plus de 50 places La surface au sol des places de stationnement sera inférieure à 75% de la surface de plancher des constructions. La surface des places de stationnement non imperméabilisées compte pour la moitié de leur surface. Les surfaces réservées aux places de stationnement destinées à l'alimentation des véhicules électriques ou hybrides rechargeables sont déduites des surfaces affectées aux places de stationnement.
Activité de service où s'effectue l'accueil d'une clientèle	En fonction des besoins des constructions
Restauration	1 place par tranche* 10 m² de salle de restaurant et au moins une borne de recharge pour véhicules électriques ou hybrides pour les nouveaux parcs de stationnement de plus de 15 places
Hébergement hôtelier et touristique	1 place par chambre et une borne de recharge pour véhicules électriques ou hybrides par tranche* de 10 places
AUTRES ACTIVITÉS DES SECTEURS SECONDAIRE OU TERTIAIRE	
Industrie et entrepôt **Commerce de gros** **Centre de congrès et d'exposition**	En fonction des besoins des salariés et des visiteurs, et au moins une borne de recharge pour véhicules électriques ou hybrides pour les nouveaux parcs de stationnement de plus de 20 places
Bureau	1 place par tranche* de 60 m² de surface de plancher et au moins une borne de recharge pour véhicules électriques ou hybrides pour les nouveaux parcs de stationnement de plus de 20 places. Dans le cas de réhabilitations et de changements de destination, si cette règle ne peut être respectée alors les conditions de stationnement existantes seront maintenues.

**Les « tranches » s'entendent même incomplètes. Du moment qu'une tranche est commencée elle est comptée.*

Si le nombre de places est fractionné, il doit être arrondi au nombre entier supérieur.

Les aires de stationnement de plus de 3 places de stationnement devront faire l'objet d'un aménagement paysager (bande enherbée, haie, arbres, etc) en respectant les mesures de sécurité liées à la circulation (accès, visibilité,…)
Les aires de stationnement doivent être plantées à raison d'un arbre de haute tige d'essence locale pour 6 emplacements.

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_25-DE

En secteur Uie

La réalisation de places de stationnements doit satisfaire aux conditions énoncées ci-dessous :

- limiter les effets d'émiettement des espaces de stationnement pour permettre une identification claire de l'entrée et accès aux parcelles
- traiter avec des matériaux et revêtements esthétiques, adaptés et locaux
- privilégier les revêtements de sols perméables pour les voiries et les aires de stationnements (en lien avec le coefficient de biotope). Le traitement du stationnement aérien apportera des solutions à la gestion des eaux pluviales sur la parcelle, en privilégiant des solutions drainantes : pavés gazon, noues de récupérations d'eau et de tamponnement
- les stationnements devront assurer l'ombrage et être plantés d'arbres de moyenne hauteur (5 mètres maximum) à raison d'un arbre pour 6 emplacements. Les pergolas végétalisées et les ombrières de parking photovoltaïques sont également acceptées
- les aires de stationnement privé en épi organisées sur l'Avenue de Lyon sont interdites.

2- Stationnement des cycles

Un ou plusieurs espaces couverts, sécurisés et facilement accessible doivent être aménagés pour le stationnement des cycles.

S'il est intégré au bâtiment, l'espace de stationnement se localisera en rez-de-chaussée.

S'il est réalisé en extérieur, l'espace de stationnement se localisera sur la même unité foncière et sera accessible facilement depuis le(s) point(s) d'entrée(s) du bâtiment ou de la propriété.

Sous réserve de justifications particulières liées à la taille ou la configuration des parcelles il pourra être admis de réaliser, tout ou partie, des emplacements pour les cycles au sein des aires de stationnement des véhicules motorisés, uniquement dans le cas de boxes clos et couverts. La surface devra être suffisante pour permettre le stationnement commun des véhicules motorisés et des cycles.

Les règles ci-dessous s'appliquent :

Destination ou sous-destination	Nombre d'emplacement minimum ou surface
Commerce et activité de service	1 emplacement par tranche* de 150 m² de surface de plancher
Équipements d'intérêt collectif et services publics	1 emplacement par tranche* de 50 m² de surface de plancher
Bureau	1,5% de la surface de plancher
Industrie	1 emplacement par salarié pour 15% de l'effectif total

**Les « tranches » s'entendent même incomplètes. Du moment qu'une tranche est commencée elle est comptée.*

Chaque emplacement représente une surface minimale de 0,75 m².
Si le nombre de places est fractionné, il doit être arrondi au nombre entier supérieur.

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_25-DE

CHAPITRE 3 - Équipement et réseaux

Les règles générales édictées s'appliquent sur l'ensemble des zones Ui, Uic, Uie, Uid et Uf. Les règles spécifiques pour certaines zones figurant au sein des encadrés et tableaux s'appliquent en plus des règles générales sur les zones concernées.

Section 1 - DESSERTE PAR LES VOIES PUBLIQUES OU PRIVÉES

1- Accès

Tout terrain enclavé est inconstructible à moins que son propriétaire obtienne un passage aménagé sur les fonds voisins dans les conditions fixées par l'article L.682 du Code Civil.

Les accès ne doivent pas présenter un risque pour la sécurité des usagers des voies publiques ou privées. Cette sécurité doit être appréciée compte tenu, notamment, de la position des accès, de leur configuration ainsi que de la nature et de l'intensité du trafic.

Le nombre des accès sur les voies publiques doit être limité dans l'intérêt de la sécurité. En particulier, lorsque le terrain est desservi par plusieurs voies, les constructions peuvent n'être autorisées que sous réserve que l'accès soit établi sur la voie où la gêne pour la circulation sera la moindre.

En secteur Uie

Les accès automobiles directs sur l'Avenue de Lyon et la Montée du Long sont interdits, hors voies publiques et privées ouvertes à la circulation.

2- Voirie

Pour être constructible, un terrain doit être desservi par des voies publiques ou privées dans des conditions répondant à l'importance ou à la destination de l'immeuble ou de l'ensemble d'immeubles envisagé, et sous réserve que les caractéristiques de ces voies permettent la circulation et le passage ou la manœuvre des véhicules des services publics.
Dans les opérations d'aménagement, les voiries, qu'elles soient publique ou privée, devront comporter un espace réservé aux piétons matérialisé et sécurisé par rapport à la chaussée, sauf dans le cas d'un traitement de la voirie sous la forme d'une zone de rencontre. Des emplacements collectifs pour le tri et la collecte des déchets ménagers seront également à prévoir par opérations ou mutualisées entre plusieurs opérations contigües.

Section 2 - DESSERTE PAR LES RÉSEAUX

1- Eau potable

Toute construction ou installation nouvelle susceptible de requérir une alimentation en eau doit être raccordée au réseau public d'alimentation en eau potable.

2-Assainissement

Eaux usées
Toute construction ou installation doit être raccordée au réseau collectif d'assainissement.

Le déversement des effluents, autres que les eaux usées domestiques émanant des activités à caractère industriel, artisanal ou commercial, est soumis à autorisation préalable. Cette autorisation fixe, suivant la nature du réseau à emprunter, les caractéristiques que doivent présenter ces effluents pour être reçus.

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_25-DE

Eaux pluviales

Les eaux pluviales issues de l'ensemble des surfaces imperméabilisées doivent être gérées sur l'emprise du projet.

Les systèmes de stockage et d'infiltration doivent être adaptés à la nature du sous-sol, aux contraintes locales et à la règlementation en vigueur.

Lorsque le rejet des eaux pluviales au milieu naturel est envisageable, le rejet est réalisé conformément à la règlementation en vigueur et toujours à débit régulé.

Lorsque la gestion à la parcelle ou le rejet au milieu naturel sont impossibles, le rejet au réseau public d'assainissement (eaux pluviales ou unitaire et en aucun cas eaux usées), s'il existe, pourra éventuellement être autorisé. Le service gestionnaire des réseaux d'assainissement fixera les conditions de rejet tant en terme quantitatif que qualitatif.
Le rejet d'eaux pluviales au réseau d'assainissement des eaux usées est strictement interdit.

L'impossibilité de gérer les eaux pluviales à la parcelle devra nécessairement être justifiée par une étude d'imperméabilisation des sols, réalisée par un bureau d'étude spécialisé, pour apporter la preuve de l'imperméabilité des sols. Cette perméabilité sera mesurée entre 2 et 5 m de profondeur. Dans tous les cas, le rejet au réseau devra se faire à débit régulé et donc par un stockage en amont à prévoir dès la conception du projet. Il existe maintenant différentes techniques alternatives au « tout tuyau » qui ont fait leurs preuves (toiture végétalisée à débit régulé, matériaux et enrobés drainants pouvant ralentir les écoulements, places de parking végétalisées, etc…).

Le déversement des eaux de vidanges des piscines privées dans le réseau est interdit. Les eaux de vidange des piscines des collectivités peuvent être acceptées dans les réseaux, sous réserve de la délivrance d'une autorisation de déversement.

3- Autres réseaux (électricité, gaz, télécommunications, irrigation)

Le raccordement aux réseaux d'électricité, de gaz, de télécommunication et autres doit être réalisé en souterrain et recueillir l'agrément des services gestionnaires compétents.

En outre, à moins d'une impossibilité absolue, aucun de ces réseaux ne devra passer en apparent sur les façades visibles de toute voie.

Toute nouvelle construction ou aménagement sur un terrain traversé par un réseau d'irrigation de la Bourne devra préalablement prévoir et intégrer les modifications du réseau nécessaires au projet.

4- Collecte des déchets ménagers

Dans les logements collectifs, les locaux et emplacements destinés au stockage des déchets doivent être intégrés dans les constructions existantes ou projetées. Ils devront être dimensionnés pour permettre le tri et faciliter la collecte des déchets. Lorsque l'intégration dans un bâtiment est impossible, un local ou un emplacement autonome pourra être créé. Son intégration paysagère et architecturale devra être soignée et elle devra permettre de dissimuler les containers à la vue depuis l'espace public.

5- Infrastructures et réseaux numériques

Toute construction nouvelle, installation nouvelles, ou aménagement pour la rénovation ou le changement de destination doit donner lieu à la mise en place d'infrastructures numériques (fourreau,...) adaptées au raccordement aux réseaux, existants ou à venir, de desserte en services de communication électronique haut et très haut débit.

Les réseaux seront aménagés en souterrain ou à défaut, intégrés en façade.

Lorsque qu'une nouvelle voie est créée, il sera laissé en attente des fourreaux permettant un raccordement ultérieur aux infrastructures et réseaux de communications électroniques dont le déploiement est prévu ou envisagé à l'horizon de 15 ans à compter de la date de création de la voie.

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_25-DE

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_25-DE

TITRE IV - DISPOSITIONS APPLICABLES AUX ZONES À URBANISER

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_25-DE

ZONES AUs1 et AUs2

La zone AU comprend notamment les secteurs :

- **AUs1 à vocation résidentielle,**
- **AUs2 à vocation d'activités économiques.**

Les secteurs AUs1 et AUs2 sont des zones à urbaniser strictes, non opérationnelles. Leur ouverture à l'urbanisation est conditionnée à une procédure de modification du Plan Local d'Urbanisme.
L'ouverture à l'urbanisation du secteur AUs1 est également conditionnée à la réalisation de l'ensemble des OAP et à la levée des servitudes de projet, sauf justification de la dureté foncière.
L'ouverture à l'urbanisation du secteur AUs2 est également conditionnée à la validation de solutions d'accès, de circulation et de distribution électrique satisfaisantes.

CHAPITRE 1 – Destination des constructions, usages des sols et nature d'activités

Section 1 – INTERDICTION ET LIMITATION DE CERTAINS USAGES ET AFFECTATIONS DES SOLS, CONSTRUCTIONS ET ACTIVITES, DESTINATIONS ET SOUS-DESTINATIONS

Destination	Sous-destination	AUs1 - AUs2
Exploitation agricole et forestière	Exploitation agricole	I
	Exploitation forestière	I
Habitation	Logement	ASC
	Hébergement	I
Commerce et activité de service	Artisanat et commerce de détail	I
	Restauration	I
	Commerce de gros	I
	Activité de service où s'effectue l'accueil d'une clientèle	I
	Hébergement hôtelier et touristique	I
	Cinéma	I
Equipements d'intérêt collectif et services publics	Locaux et bureaux accueillant du public des administrations publiques et assimilés	I
	Locaux techniques et industriels des administrations publiques et assimilés	A
	Etablissements d'enseignement, de santé et d'action sociale	I
	Salles d'art et de spectacles	I
	Equipements sportifs	I
	Autres équipements recevant du public	I
Autres activités des secteurs secondaire ou tertiaire	Industrie	I
	Entrepôt	I
	Bureau	I
	Centre de congrès et d'exposition	I

Autorisé	A	Autorisé sous conditions	ASC	Interdit	I

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_25-DE

Sont interdites toutes occupations et utilisations du sol sauf celles liées à la sous-destination ***locaux techniques et industriels des administrations publiques et assimilés*** et celles mentionnées ci-après.

Les constructions de la sous-destination ***logement*** sont autorisées uniquement s'il s'agit de :

- de l'extension limitée à une augmentation de la surface de plancher de 30% par rapport à la surface de plancher existante à la date d'approbation du PLU, dans la limite d'une surface de plancher maximale de 200 m²
- d'annexes limitées à 20 m² d'emprise au sol qui devront être implantées à moins de 10 mètres du bâtiment principal. La distance est mesurée horizontalement de tout point des murs externes du bâtiment au point de l'annexe qui en est le plus proche. Les piscines seront limitées à un bassin d'une emprise maximum de 50 m²,

Les travaux ne devront pas être incompatibles avec la vocation future de la zone.

Les constructions et aménagements liés à la réalisation d'équipements d'infrastructure nécessaires à l'aménagement de la zone sont autorisés.

Toute nouvelle construction ou aménagement sur un terrain traversé par un réseau d'irrigation de la Bourne devra préalablement prévoir et intégrer les modifications du réseau nécessaires au projet.

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_25-DE

ZONES AUc

Les secteurs AUc sont à vocation résidentielle.

Les secteurs AUc sont des zones à urbaniser opérationnelles, urbanisables directement après l'approbation du Plan Local d'Urbanisme.

CHAPITRE 1 – Destination des constructions, usages des sols et nature d'activités

Section 1 – INTERDICTION ET LIMITATION DE CERTAINS USAGES ET AFFECTATIONS DES SOLS, CONSTRUCTIONS ET ACTIVITES, DESTINATIONS ET SOUS-DESTINATIONS

Destination	Sous-destination	AUc
Exploitation agricole et forestière	Exploitation agricole	I
	Exploitation forestière	I
Habitation	Logement	A
	Hébergement	A
Commerce et activité de service	Artisanat et commerce de détail	I
	Restauration	I
	Commerce de gros	I
	Activité de service où s'effectue l'accueil d'une clientèle	I
	Hébergement hôtelier et touristique	I
	Cinéma	I
Équipements d'intérêt collectif et services publics	Locaux et bureaux accueillant du public des administrations publiques et assimilés	I
	Locaux techniques et industriels des administrations publiques et assimilés	A
	Établissements d'enseignement, de santé et d'action sociale	I
	Salles d'art et de spectacles	I
	Équipements sportifs	I
	Autres équipements recevant du public	I
Autres activités des secteurs secondaire ou tertiaire	Industrie	I
	Entrepôt	I
	Bureau	I
	Centre de congrès et d'exposition	I

Autorisé	A	Autorisé sous conditions	ASC	Interdit	I

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_25-DE

Sont interdits :

- toutes occupations et utilisations du sol induisant des nuisances (sonores, olfactives, visuelles,…) ou des dangers pour le voisinage ou l'environnement,
- l'aménagement de terrains de camping ou de caravaning,
- le stationnement des caravanes, sur une parcelle non bâtie, pour une durée supérieure à trois mois,
- les dépôts de toute nature (ferraille, matériaux, combustibles solides ou liquides et déchets, etc), ainsi que de vieux véhicules,
- l'ouverture ou l'exploitation de toute carrière.

Autorisés sous conditions :

- Les installations classées pour la protection de l'environnement sont autorisées sous réserve que toute disposition soit mise en œuvre pour les rendre compatibles au milieu environnant sans générer de risques ou des nuisances pour le voisinage.
- L'aménagement et l'extension des installations classées pour la protection de l'environnement existantes sont autorisés sous réserve que les travaux envisagés diminuent les nuisances supportées par le voisinage.
- Les installations et travaux divers tels que les affouillements et exhaussements du sol sont autorisés sous réserve de respecter les caractéristiques dominantes du terrain naturel et qu'ils soient nécessaires à des constructions ou des aménagements compatibles avec la vocation de la zone.
- Les antennes de radiotéléphonie sont autorisées sous réserve qu'elles s'intègrent au paysage et que l'impact sur la santé soit pris en compte notamment en application de la législation et des chartes en vigueur.

Section 2 – Mixité fonctionnelle et sociale

Dans les secteurs identifiés dans le règlement graphique du PLU comme servitude de mixité sociale, en application de l'article L.151-15 du Code de l'Urbanisme, un pourcentage minimum du nombre de logements à prévoir doit être affecté à des logements locatifs abordables. Ces pourcentages minimum de logements locatifs abordables à construire sont indiqués au sein du tableau des servitudes de mixité sociale présent dans le règlement graphique du PLU.

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_25-DE

CHAPITRE 2 - Caractéristiques urbaine, architecturale, environnementale et paysagère

Section 1 - VOLUMÉTRIE ET IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS

Sous réserve de justifications techniques, architecturales ou d'intégration dans le site, des dispositions autres que celles définies dans les règles ci-après pourront être exceptionnellement autorisées ou imposées dans les cas listés ci-dessous :

- Pour la réalisation d'un équipement ou d'une installation technique liée à la sécurité, à l'accessibilité d'un bâtiment, aux différents réseaux, voiries et stationnement,
- Pour des raisons de performances énergétiques ou nécessaire à la production d'énergies renouvelables,

1- Implantation des constructions par rapport aux voies et emprises publiques

Les constructions doivent être implantées à l'alignement actuel ou futur des voies et emprises publiques ou bien avec un retrait au moins égal à trois mètres de l'alignement actuel ou futur des voies et emprises publiques.

Des dispositions différentes peuvent être admises pour les ouvrages techniques de faible importance réalisés dans le but d'intérêt général (WC, cabines téléphoniques, postes de transformation EDF, abris voyageurs, locaux poubelles, rampes d'accès au sous-sol etc...) pour des motifs techniques, de sécurité ou de fonctionnement de l'ouvrage. En tout état de cause, ces dispositions différentes ne pourront être admises que si une insertion harmonieuse dans l'environnement est garantie.
Les **piscines** seront implantées à une distance, comptée horizontalement entre tout point du bassin et le point le plus proche de l'alignement égale à 1,5 mètre.

Dans tous les cas, les **annexes** ne pourront être implantées à l'alignement du domaine public.

Les **saillies sur façade** créées en aplomb de toute voie peuvent éventuellement être autorisées sous réserve du respect des normes fixées par le règlement de voirie en vigueur en matière de saillie.

Des **retraits ponctuels** peuvent être tolérés pour un motif architectural ou paysager avéré.

Pour les corps principaux des bâtiments construits en retrait, les dépassées de toitures, les balcons et les escaliers extérieurs non fermés ne sont pas pris en compte dans la limite de 1 mètre de dépassement.

Si les règles ci-dessus entraînent l'implantation d'un bâtiment à un emplacement tel que la sécurité publique en sera compromise, les services techniques compétents peuvent imposer une implantation différente.

2- Implantation des constructions par rapport aux limites séparatives

Les constructions doivent être implantées en limite séparative ou à une distance, comptée horizontalement entre tout point du bâtiment et le point le plus proche de la limite séparative, au moins égale à sa demi-hauteur sans jamais être inférieure à 3 mètres.

Les piscines seront implantées à une distance, comptée horizontalement entre tout point du bassin et le point le plus proche de la limite séparative au moins égale à 1,5 mètre.

3- Hauteur maximale des constructions

Les hauteurs maximales figurent au Plan des hauteurs et sont mesurées du terrain naturel à l'aplomb de la construction jusqu'au sommet du bâtiment (ouvrages techniques, cheminées, protections collectives des toitures terrasses et autres superstructures mineures et discontinues exclues). Aucune construction, installation ou ouvrage nouveau ne peut dépasser la hauteur indiquée au Plan des hauteurs.

Ne sont pas pris en compte dans le calcul de la hauteur maximale autorisée les ouvrages techniques nécessaires à la production d'énergies renouvelables, à condition qu'ils soient harmonieusement intégrés à la toiture.

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_25-DE

Section 2 - QUALITÉ URBAINE, ARCHITECTURALE, ENVIRONNEMENTALE ET PAYSAGERE

Conformément au Code de l'Urbanisme, le projet peut être refusé ou n'être accepté que sous réserve de l'observation de prescriptions spéciales si les constructions, par leur situation, leur architecture, leurs dimensions ou l'aspect extérieur des bâtiments ou ouvrages à édifier ou à modifier, sont de nature à porter atteinte au caractère ou à l'intérêt des lieux avoisinants, aux sites, aux paysages naturels ou urbains ainsi qu'à la conservation des perspectives monumentales.

L'implantation des constructions doit respecter les caractéristiques dominantes du terrain naturel et du site. Le plan doit être conçu pour respecter le terrain naturel et sa différence de pente éventuelle. Les mouvements de terrains, enrochements cyclopéens, les murs de soutènement et talus de plus d'un mètre de hauteur, sont interdits.

Le traitement des abords devra rester au plus près du terrain naturel et favoriser la perméabilité du sol.

Le projet devra privilégier une conception contemporaine (simplicité des lignes, sobriété…) ou une interprétation de l'architecture régionale. Toutes expressions relevant du pastiche des styles antiques, du néo-provençal, d'un style ostentatoire et très contrasté sont interdites.

Les toitures à pente doivent s'harmoniser avec celles des bâtiments voisins, notamment en termes de pente et de teinte. Les tuiles de couleurs noires sont strictement interdites.

La pose de châssis de toiture et de capteurs solaires doit être particulièrement étudiée, notamment au regard de la trame des ouvertures de la façade, de la recherche d'une intégration dans le plan de toiture et éviter la multiplicité des dimensions et des implantations. Les antennes collectives sont obligatoires sur les constructions à partir de 200 m² de surface de plancher.

Section 3 - TRAITEMENT ENVIRONNEMENTAL ET PAYSAGER DES ESPACES NON BÂTIS ET ABORDS DES CONSTRUCTIONS

1- Le Coefficient de Biotope par surface (CBS)

Se reporter à la section 7 du titre II - Dispositions applicables à toutes les zones.

2- Clôtures et murs séparatifs

La démolition des murs de clôture édifiés en galets, témoignages des anciens enclos maraîchers, notamment dans le quartier du Valentin, sont interdits.

Les murs en pierre locale ou de galets seront conservés dans leur dimension et leur aspect. Toute intervention se fera dans le respect de leur dimension (pas de surélévation ou de rabaissement) leurs matériaux et technique constructive (pierre locale, galets roulés, mortier de chaux naturelle, recouverts d'un enduit ou laissés apparents).

La hauteur des clôtures mesurée à partir du trottoir ou de la chaussée à l'alignement des voies publiques ne peut excéder deux mètres.

Les clôtures seront composées de grillages de couleur vert ou gris foncé, en limite du domaine public et en limite séparative et doublés d'une haie vive.

Dans le cas où des plantations ne seraient pas prévues au plan d'aménagement du secteur et dans l'intérêt de la configuration urbaine ou d'un front bâti des murs de clôtures peuvent être admis.

En limite séparative, la clôture sera constituée d'une haire vive d'essences locales composée, doublée ou non d'un grillage métallique de couleur grise foncée maintenu par des piquets métalliques. Les murs maçonnés et enduits des 2 faces ou pare-vue (palissade bois ou élément occultant) d'une hauteur de 2 mètres maximum sont admis sur une longueur de 5 mètres en continuité de la construction.

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_25-DE

3- Espaces libres, plantés et plantations

Les espaces libres après implantation des constructions doivent faire l'objet d'une composition paysagère (minérale ou végétale).

Les arbres existants repérés sur le plan de zonage au titre de l'article L.151-23 du Code de l'Urbanisme ainsi que les arbres de haute tige de bonne facture doivent être conservés. La végétation existante doit être préservée ou remplacées par des plantations équivalentes et d'essences locales. Les plantations mêleront essences caduques et persistantes.
Les dépôts et stockages doivent faire l'objet d'un aménagement et d'un entretien de telle sorte qu'ils ne soient pas visibles depuis la rue ou que la propreté et l'aspect de la rue ne s'en trouvent pas altérés.

Dans les opérations de plus de 10 logements, un espace partagé devra être prévu et représenter au moins 10% du tènement. La surface dégagée devra être dédiée à la création d'une aire de jeu, d'un espace de convivialité (espace de repas extérieur, jardin et potager collectif, etc) et/ou d'un espace vert planté.

Essences végétales
Les haies doivent être aménagées comme des « niches écologiques », composées de plusieurs essences et d'espèces locales et/ou adaptés à l'environnement et aux conditions climatiques de la vallée du Rhône (fort ensoleillement, vents Nord-Sud violents…). Leur nature peut être nourricière ou esthétique. En conséquence, les haies monospécifiques sont interdites.

De façon générale, toutes les espèces exotiques, invasives ou exogènes sont à éviter ainsi que les essences allergènes. Toutefois, dans le cas de recherche d'ambiance(s) particulière(s) justifiée(s) pour des opérations d'aménagement d'ensemble, des essences exogènes pourront être admises.

4- Dispositifs favorisant les économies d'énergie et l'adaptation climatique

Dans le cadre de la lutte contre le phénomène d'îlots de chaleur urbain, l'emploi de revêtements de sols pour les espaces extérieurs devra privilégier les tons clairs caractérisés par un albédo élevé.

Les dispositifs destinés à économiser de l'énergie ou à produire de l'énergie renouvelable dans les constructions, tels que panneaux solaires, éoliennes, toitures végétalisées, rehaussement de couverture pour isolation thermique, sont autorisés en saillies des toitures à condition que leur volumétrie s'insère harmonieusement dans le cadre bâti environnant.

5- Boîtes aux lettres et éléments techniques

Il pourra être exigé le regroupement et l'unité (modèles) des boîtes aux lettres.

Dans la mesure où ils n'ont pas été intégrés dans le bâtiment, les éléments techniques (coffret de gaz, électricité, eau, interphone, boites aux lettres, climatiseurs, pompes à chaleur, extracteurs, etc) seront intégrés par un travail soigné dans les éléments de clôture.

Section 4 - STATIONNEMENT

1- Stationnement des véhicules motorisés

La réalisation de places de stationnements doit satisfaire aux conditions énoncées ci-dessous :

- il est exigé des constructeurs de prévoir le fond même des emplacements suffisants pour assurer le stationnement et la manœuvre des véhicules (toutes catégories confondues et notamment les livraisons et enlèvements de marchandises) dans les meilleures conditions de commodité et de sécurité
- tout stationnement prévu dans l'opération devra être réalisé en dehors de l'emprise publique
- dans le cadre d'une extension ou d'une réhabilitation, les normes définies ci-après s'appliquent sur l'ensemble de la parcelle ou de l'unité foncière, en tenant compte du stationnement déjà existant
- dans le cadre d'une opération d'ensemble, la réalisation des places de stationnement pourra être mutualisée.

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_25-DE

- En cas d'impossibilité de réaliser les places de stationnement nécessaire sur le terrain d'assiette :
  - les places de stationnement manquantes pourront être réalisées sur un autre terrain situé dans un rayon de 500 mètres, à condition que la preuve de leur réalisation soit apportée ;
  - il pourra être fait application des dispositions prévues à l'article L.151-33 du Code de l'Urbanisme, à savoir :
    - l'acquisition ou la concession de places dans un parc privé de stationnement situé dans un rayon de 500 mètres autour du projet,
    - l'obtention d'une concession à long terme dans un parc public de stationnement existant ou en cours de réalisation dans un rayon de 500 mètres.

Les règles ci-dessous s'appliquent :

Destination et sous-destination	Nombre de place minimum
HABITATION	
Logement : habitat individuel	2 places par logement
Logement : habitat intermédiaire et collectif	1,3 place par logement
Logement : habitat conventionné par l'État	1 place par logement
Logement : opération à partir de 10 logements	1 place visiteur pour 3 logements et une borne de recharge pour véhicules électriques ou hybrides par tranche* de 10 logements
Hébergement	1 place pour 3 unités

**Les « tranches » s'entendent même incomplètes. Du moment qu'une tranche est commencée elle est comptée.*

Si le nombre de places est fractionné, il doit être arrondi au nombre entier supérieur.

Les aires de stationnement de plus de 3 places de stationnement devront faire l'objet d'un aménagement paysager (bande enherbée, haie, arbres, etc) en respectant les mesures de sécurité liées à la circulation (accès, visibilité,…). Les aires de stationnement doivent être plantées à raison d'un arbre de haute tige d'essence locale pour 6 emplacements.

2- Stationnement des cycles

Un ou plusieurs espaces couverts, sécurisés et facilement accessible doivent être aménagés pour le stationnement des cycles.

S'il est intégré au bâtiment, l'espace de stationnement se localisera en rez-de-chaussée.

S'il est réalisé en extérieur, l'espace de stationnement se localisera sur la même unité foncière et sera accessible facilement depuis le(s) point(s) d'entrée(s) du bâtiment ou de la propriété.

Sous réserve de justifications particulières liées à la taille ou la configuration des parcelles il pourra être admis de réaliser, tout ou partie, des emplacements pour les cycles au sein des aires de stationnement des véhicules motorisés, uniquement dans le cas de boxes clos et couverts. La surface devra être suffisante pour permettre le stationnement commun des véhicules motorisés et des cycles.

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_25-DE

Les règles ci-dessous s'appliquent :

Sous-destination	Nombre d'emplacement minimum
Logement	1 emplacement par logement d'une surface inférieure à 60 m² 2 emplacements par logement d'une surface supérieure à 60 m²
Hébergement : résidences pour étudiants ou jeunes travailleurs	1 emplacement par unité

**Les « tranches » s'entendent même incomplètes. Du moment qu'une tranche est commencée elle est comptée.*

Chaque emplacement représente une surface minimale de 0,75 m².

Si le nombre de places est fractionné, il doit être arrondi au nombre entier supérieur.

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_25-DE

CHAPITRE 3 - Équipement et réseaux

Section 1 - DESSERTE PAR LES VOIES PUBLIQUES OU PRIVÉES

1- Accès

Tout terrain enclavé est inconstructible à moins que son propriétaire obtienne un passage aménagé sur les fonds voisins dans les conditions fixées par l'article L.682 du Code Civil.

Les accès ne doivent pas présenter un risque pour la sécurité des usagers des voies publiques ou privées. Cette sécurité doit être appréciée compte tenu, notamment, de la position des accès, de leur configuration ainsi que de la nature et de l'intensité du trafic.

Le nombre des accès sur les voies publiques doit être limité dans l'intérêt de la sécurité. En particulier, lorsque le terrain est desservi par plusieurs voies, les constructions peuvent n'être autorisées que sous réserve que l'accès soit établi sur la voie où la gêne pour la circulation sera la moindre.

2- Voirie

Pour être constructible, un terrain doit être desservi par des voies publiques ou privées dans des conditions répondant à l'importance ou à la destination de l'immeuble ou de l'ensemble d'immeubles envisagé, et sous réserve que les caractéristiques de ces voies permettent la circulation et le passage ou la manœuvre des véhicules des services publics.

Dans les opérations d'aménagement, les voiries, qu'elles soient publique ou privée, devront comporter un espace réservé aux piétons matérialisé et sécurisé par rapport à la chaussée, sauf dans le cas d'un traitement de la voirie sous la forme d'une zone de rencontre. Des emplacements collectifs pour le tri et la collecte des déchets ménagers seront également à prévoir par opérations ou mutualisées entre plusieurs opérations contigües.

Section 2 - DESSERTE PAR LES RÉSEAUX

1- Eau potable

Toute construction ou installation nouvelle susceptible de requérir une alimentation en eau doit être raccordée au réseau public d'alimentation en eau potable.

2- Assainissement

Eaux usées
Toute construction ou installation doit être raccordée au réseau collectif d'assainissement.

Le déversement des effluents, autres que les eaux usées domestiques émanant des activités à caractère industriel, artisanal ou commercial, est soumis à autorisation préalable. Cette autorisation fixe, suivant la nature du réseau à emprunter, les caractéristiques que doivent présenter ces effluents pour être reçus.

Eaux pluviales

Les eaux pluviales issues de l'ensemble des surfaces imperméabilisées doivent être gérées sur l'emprise du projet.

Les systèmes de stockage et d'infiltration doivent être adaptés à la nature du sous-sol, aux contraintes locales et à la règlementation en vigueur.

Lorsque le rejet des eaux pluviales au milieu naturel est envisageable, le rejet est réalisé conformément à la règlementation en vigueur et toujours à débit régulé.

Lorsque la gestion à la parcelle ou le rejet au milieu naturel sont impossibles, le rejet au réseau public d'assainissement (eaux pluviales ou unitaire et en aucun cas eaux usées), s'il existe, pourra éventuellement être autorisé. Le service gestionnaire des réseaux d'assainissement fixera les conditions de rejet tant en terme quantitatif que qualitatif.

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_25-DE

Le rejet d'eaux pluviales au réseau d'assainissement des eaux usées est strictement interdit.

L'impossibilité de gérer les eaux pluviales à la parcelle devra nécessairement être justifiée par une étude d'imperméabilisation des sols, réalisée par un bureau d'étude spécialisé, pour apporter la preuve de l'imperméabilité des sols. Cette perméabilité sera mesurée entre 2 et 5 m de profondeur. Dans tous les cas, le rejet au réseau devra se faire à débit régulé et donc par un stockage en amont à prévoir dès la conception du projet. Il existe maintenant différentes techniques alternatives au « tout tuyau » qui ont fait leurs preuves (toiture végétalisée à débit régulé, matériaux et enrobés drainants pouvant ralentir les écoulements, places de parking végétalisées, etc…).

Le déversement des eaux de vidanges des piscines privées dans le réseau est interdit. Les eaux de vidange des piscines des collectivités peuvent être acceptées dans les réseaux, sous réserve de la délivrance d'une autorisation de déversement.

3- Autres réseaux (électricité, gaz, télécommunications, irrigation)

Le raccordement aux réseaux d'électricité, de gaz, de télécommunication et autres doit être réalisé en souterrain et recueillir l'agrément des services gestionnaires compétents.

En outre, à moins d'une impossibilité absolue, aucun de ces réseaux ne devra passer en apparent sur les façades visibles de toute voie.

Toute nouvelle construction ou aménagement sur un terrain traversé par un réseau d'irrigation de la Bourne devra préalablement prévoir et intégrer les modifications du réseau nécessaires au projet.

4- Collecte des déchets ménagers

Dans les logements collectifs, les locaux et emplacements destinés au stockage des déchets doivent être intégrés dans les constructions existantes ou projetées. Ils devront être dimensionnés pour permettre le tri et faciliter la collecte des déchets. Lorsque l'intégration dans un bâtiment est impossible, un local ou un emplacement autonome pourra être créé. Son intégration paysagère et architecturale devra être soignée et elle devra permettre de dissimuler les containers à la vue depuis l'espace public.

5- Infrastructures et réseaux numériques

Toute construction nouvelle, installation nouvelles, ou aménagement pour la rénovation ou le changement de destination doit donner lieu à la mise en place d'infrastructures numériques (fourreau,...) adaptées au raccordement aux réseaux, existants ou à venir, de desserte en services de communication électronique haut et très haut débit.

Les réseaux seront aménagés en souterrain ou à défaut, intégrés en façade.

Lorsque qu'une nouvelle voie est créée, il sera laissé en attente des fourreaux permettant un raccordement ultérieur aux infrastructures et réseaux de communications électroniques dont le déploiement est prévu ou envisagé à l'horizon de 15 ans à compter de la date de création de la voie.

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_25-DE

TITRE V - DISPOSITIONS APPLICABLES AUX ZONES AGRICOLES

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_25-DE

ZONE A

La zone A comprend les secteurs :

- **A secteur agricole,**
- **Ap secteur agricole à protéger,**
- **Ai secteur agricole à vocation d'activité (Secteurs de Taille et de Capacité d'Accueil Limitées (STECAL)).**

CHAPITRE 1 – Destination des constructions, usages des sols et nature d'activités

Section 1 – INTERDICTION ET LIMITATION DE CERTAINS USAGES ET AFFECTATIONS DES SOLS, CONSTRUCTIONS ET ACTIVITES, DESTINATIONS ET SOUS-DESTINATIONS

Destination	Sous-destination	A	Ap	Ai
Exploitation agricole et forestière	Exploitation agricole	A	I	I
	Exploitation forestière	I	I	I
Habitation	Logement	ASC	ASC	I
	Hébergement	I	I	I
Commerce et activité de service	Artisanat et commerce de détail	I	I	I
	Restauration	I	I	I
	Commerce de gros	I	I	I
	Activité de service où s'effectue l'accueil d'une clientèle	I	I	I
	Hébergement hôtelier et touristique	ASC	I	I
	Cinéma	I	I	I
Equipements d'intérêt collectif et services publics	Locaux et bureaux accueillant du public des administrations publiques et assimilés	I	I	I
	Locaux techniques et industriels des administrations publiques et assimilés	ASC	I	ASC
	Etablissements d'enseignement, de santé et d'action sociale	I	I	I
	Salles d'art et de spectacles	I	I	I
	Equipements sportifs	I	I	I
	Autres équipements recevant du public	I	I	I
Autres activités des secteurs secondaire ou tertiaire	Industrie	I	I	ASC
	Entrepôt	ASC	I	ASC
	Bureau	I	I	ASC
	Centre de congrès et d'exposition	I	I	I

Autorisé	A	Autorisé sous conditions	ASC	Interdit	I

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_25-DE

Dans tous les secteurs délimités au sein du règlement graphique par une trame spécifique représentant le champ d'inondation, les dispositions du règlement des zones inondables présentes dans la section 2 du titre II (Dispositions applicables à toutes les zones) du présent règlement s'appliquent.
Cependant, le règlement des différents secteurs du plan de zonage du PLU s'applique dans le cas où celui-ci est plus restrictif que les dispositions du règlement des zones inondables.

Toutes les occupations et utilisations du sol autres que celles nécessaires à l'exploitation agricole et celles mentionnées ci-après sont interdites.

Sont également interdites toutes constructions de la destination ***habitation*** à moins de 100 m de l'axe de l'autoroute A7 et toutes constructions de la sous-destination ***exploitation agricole*** et de la destination ***commerce et activité de service*** à moins de 50 m de l'axe de l'autoroute A7, pour des raisons de protection contre les nuisances sonores et la pollution atmosphérique engendrées par la circulation automobile.

La reconstruction à l'identique d'un bâtiment détruit par un sinistre est autorisée.

Autorisés sous conditions :

- Les affouillements et exhaussements du sol sont admis à condition qu'ils ne portent pas atteinte au caractère ou à l'intérêt des lieux, au site et au paysage naturel ou bâti et qu'ils soient uniquement en lien avec l'exploitation de la carrière, l'activité agricole ou avec les équipements, constructions, installations et infrastructures strictement nécessaires aux services publics qui sont autorisés dans la zone.

- Les constructions de la sous-destination ***logement*** sont autorisées sous condition :

<table>
<tr><th></th><th>Nouvelles constructions</th><th>Extension</th><th>Annexes</th></tr>
<tr><td></td><td></td><td colspan="2">Autorisées sous réserve de ne pas compromettre l'activité agricole ou la qualité paysagère du site et à condition d'assurer le maintien du caractère naturel, agricole ou forestier de la zone.</td></tr>
<tr><td>Secteur A</td><td>A condition d'être nécessaires à l'activité des exploitations agricoles et sous réserve qu'elles soient implantées à proximité des bâtiments d'exploitation existants et dans la limite d'une surface de plancher maximale de 200 m².</td><td rowspan="2">Limitée à une augmentation de la surface de plancher de 33% par rapport à la surface totale initiale (surface de plancher augmentée des surfaces de plancher aménagées en vue du stationnement des véhicules) existante à la date d'approbation du PLU, à condition que la surface totale initiale soit supérieure à 40 m² et que la surface de plancher totale de la construction après travaux n'excède pas 200 m² (existant + extensions).</td><td>Limitées à 35 m² de surface de plancher et d'emprise au sol et devront être implantées à moins de 20 mètres du bâtiment principal. Piscines limitées à un bassin d'une emprise maximum de 50 m² et devront être implantées à moins de 20 mètres du bâtiment principal. Distance mesurée horizontalement de tout point des murs externes du bâtiment au point de l'annexe qui en est le plus proche.</td></tr>
<tr><td>Secteur Ap</td><td>Interdites</td><td>Limitées à 35 m² de surface de plancher et d'emprise au sol et devront être implantées à moins de 10 mètres du bâtiment principal. Piscines limitées à un bassin d'une emprise maximum de 50 m² et devront être implantées à moins de 10 mètres du bâtiment principal. Distance mesurée horizontalement de tout point des murs externes du bâtiment au point de l'annexe qui en est le plus proche.</td></tr>
</table>

- Le changement de destination à vocation d'hébergement hôtelier et touristique du bâtiment n°15 ~~et à vocation d'entrepôt du bâtiment n°16~~ identifiés au règlement graphique en application de l'article L.151-11 peut être autorisé dans la mesure où il ne compromet pas le caractère agricole des environs, qu'il ne gêne pas une exploitation agricole, qu'il ne porte pas atteinte à la sauvegarde des espaces naturels et des paysages et que le projet préserve les caractéristiques architecturales et patrimoniales desdits bâtiments.

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_25-DE

Le changement de destination à vocation de logement des autres bâtiments identifiés au règlement graphique en application de l'article L.151-11 peut être autorisé :

- uniquement dans le cadre d'extension de logements existants. La création de nouveau logement n'est pas autorisée ;
- dans la mesure où il ne compromet pas le caractère agricole des environs, qu'il ne gêne pas une exploitation agricole, qu'il ne porte pas atteinte à la sauvegarde des espaces naturels et des paysages et que le projet préserve les caractéristiques architecturales et patrimoniales desdits bâtiments.

- Le changement de destination à vocation d'entrepôt du bâtiment n°16 identifiés au règlement graphique en application de l'article L.151-11 peut être autorisé dans la mesure où il ne compromet pas le caractère agricole des environs, qu'il ne gêne pas une exploitation agricole, qu'il ne porte pas atteinte à la sauvegarde des espaces naturels et des paysages et que le projet préserve les caractéristiques architecturales et patrimoniales desdits bâtiments. Aucune autre construction de la sous-destination entrepôt ne pourra être autorisée.
- Les constructions de la sous-destination ***locaux techniques et industriels des administrations publiques et assimilés*** sont autorisées en secteurs A et Ai à condition de ne pas être incompatibles avec l'exercice d'une activité agricole du terrain sur lequel elles s'implantent et de ne pas porter atteinte à la sauvegarde des espaces naturels et des paysages.
- Les constructions de la sous-destination ***hébergement hôtelier et touristique*** sont autorisées à condition d'être des gîtes sur une exploitation agricole et sous réserve qu'ils soient aménagés dans un bâtiment existant d'aspect patrimonial.
- Les constructions des sous-destinations ***industrie***, ***entrepôt*** et ***bureau*** sont autorisées en secteur Ai sous réserve qu'ils soient nécessaires aux activités économiques déjà existantes. L'aménagement et l'extension des constructions existantes, sous réserve qu'elles soient nécessaires à l'activité existante, sont autorisés avec une limite de :
  - 30% par rapport à l'emprise au sol existante à la date d'approbation du PLU pour les constructions dont l'emprise était inférieure ou égale à 200 m²,
  - 10% par rapport à l'emprise au sol existante à la date d'approbation du PLU pour les constructions dont l'emprise était supérieure à 200 m².
- En secteur A, les installations classées pour la protection de l'environnement sont autorisées sous réserve qu'elles soient nécessaires à l'exploitation agricole et que toute disposition soit mise en œuvre pour les rendre compatibles au milieu environnant.
- En secteur Ap, toute construction autorisée devra être implantée à l'écart des boisements protégés au titre de l'article L.151-23 du Code de l'Urbanisme, soit à 100 mètres des lisières forestières.
- En secteur Ap, les mares destinées à la récupération des eaux de pluie et à l'alimentation des animaux sont autorisées.
- En secteur A, l'extension et la modification des installations nécessaires à l'exploitation et à la sécurité des oléoducs de défense commune sont autorisés.

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_25-DE

CHAPITRE 2 - Caractéristiques urbaine, architecturale, environnementale et paysagère

Section 1 - VOLUMÉTRIE ET IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS

Sous réserve de justifications techniques, architecturales ou d'intégration dans le site, des dispositions autres que celles définies dans les règles ci-après pourront être exceptionnellement autorisées ou imposées dans les cas listés ci-dessous :

- Pour la réalisation d'un équipement public ou d'intérêt collectif,
- Pour la réalisation d'un ouvrage technique de faible importance d'intérêt général,
- Pour s'implanter dans la continuité de bâtiments existants,
- Pour la réalisation d'un équipement ou d'une installation technique liée à la sécurité, à l'accessibilité d'un bâtiment, aux différents réseaux, voiries et stationnement,
- Pour des raisons de performances énergétiques ou nécessaire à la production d'énergies renouvelables,
- Pour la réaliser l'isolation par l'extérieur d'une construction existante.

Les exceptions ne pourront être admises que sous réserve d'une insertion harmonieuse dans l'environnement paysager et/ou bâti.

1- Implantation des constructions par rapport aux voies et emprises publiques

Les constructions devront s'implanter avec un recul minimum de 5 mètres par rapport aux voies actuelles et futures.

En secteur A, sur les secteurs identifiés au plan de zonage, l'implantation des constructions devra respecter la distance minimale indiquée par rapport à l'emprise publique.

Dans le cas d'une construction existante avec un recul inférieur à 5 mètres, l'aménagement et l'extension de cette dernière sera autorisée dans la continuité du bâtiment. En revanche, la règle des 5 mètres s'appliquent aux annexes.

En bordure du domaine public ferroviaire, aucune construction autre qu'une clôture ne peut être établie à moins de deux mètres de la limite légale du chemin de fer calculée selon les stipulations techniques de la servitude T1.

Si les règles ci-dessus entraînent l'implantation d'un bâtiment à un emplacement tel que la sécurité publique en sera compromise, les services techniques compétents peuvent imposer une implantation différente.

2- Implantation des constructions par rapport aux limites séparatives

Les constructions pourront s'implanter soit en limite séparative, soit avec un recul minimum de 3 mètres par rapport aux limites séparatives.

Dans le cas d'une construction existante avec un recul inférieur à 3 mètres, l'aménagement et l'extension de cette dernière sera autorisée dans la continuité du bâtiment. En revanche, la règle des 3 mètres s'appliquent aux annexes.

3- Hauteur maximale des constructions

La hauteur totale des constructions mesurée à partir du terrain naturel, à l'aplomb de la construction jusqu'au sommet du bâtiment (ouvrages techniques, cheminées et autres superstructures mineures et discontinues exclues) ne peut excéder :

- **10 mètres** pour les constructions des sous-destinations ***exploitation agricole*** et ***locaux techniques et industriels des administrations publiques et assimilés*** excepté, pour cette dernière sous-destination, pour les constructions exigeant un impératif technique avéré,
- **8 mètres** pour les constructions de la sous-destination ***logement***,
- **5 mètres** pour les annexes des constructions de la sous-destination ***logement***.

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_25-DE

Pour les sous-destinations ***industrie***, ***entrepôt*** et ***bureau*** en secteur Ai, la hauteur en tout point des constructions nouvelles et extensions est limitée à la hauteur des constructions existantes à la date d'approbation du PLU.
Dans le cas d'une construction existante de la sous-destination ***logement*** dont la hauteur est supérieure à la hauteur maximale énoncée précédemment, les extensions et annexes fonctionnelles ne pourront dépasser la hauteur de ladite construction en son point le plus haut (hors ouvrages technique tels que les cheminées ou antennes).

Section 2 - QUALITÉ URBAINE, ARCHITECTURALE, ENVIRONNEMENTALE ET PAYSAGÈRE

Ces dispositions concernent les constructions nouvelles ainsi que les adjonctions ou les modifications de constructions existantes. Des dispositions autres que celles définies dans les règles ci-après pourront être exceptionnellement autorisées ou imposées pour la réalisation d'un équipement public ou d'intérêt collectif.

Conformément au Code de l'Urbanisme, le projet peut être refusé ou n'être accepté que sous réserve de l'observation de prescriptions spéciales si les constructions, par leur situation, leur architecture, leurs dimensions ou l'aspect extérieur des bâtiments ou ouvrages à édifier ou à modifier, sont de nature à porter atteinte au caractère ou à l'intérêt des lieux avoisinants, aux sites, aux paysages naturels ou urbains ainsi qu'à la conservation des perspectives monumentales.

1- Interventions sur les bâtiments d'habitation existants

Les travaux réalisés sur un bâtiment existant doivent respecter ses caractéristiques architecturales (volumétrie originelle, rythme et proportion des ouvertures, matériaux, décors...) qui constituent son intérêt propre. Toute intervention doit permettre de retrouver ou mettre en valeur l'intérêt architectural du bâtiment d'origine.

Tous travaux concernant les bâtiments patrimoniaux repérés au règlement graphique au titre de l'article L.151-19 du Code de l'Urbanisme devront respecter les prescriptions qui leur sont assignées et rester compatibles avec l'Orientation d'Aménagement et de Programmation (OAP) « Mise en valeur du patrimoine ».

La démolition totale ou partielle de ces bâtiments identifiés au titre de l'article L.151-19 du Code de l'Urbanisme est interdite sinon dans le sens d'une mise en valeur, d'une restauration originelle.

La démolition des autres bâtiments pourra être refusée en raison de l'intérêt architectural ou patrimonial.

Surélévations et extensions
L'intégrité du bâtiment doit être conservée, les travaux envisagés ne doivent pas dénaturer la cohérence du bâtiment d'origine.
Toute extension devra être conçue en cohérence avec le bâti existant et ne devra pas déséquilibrer l'ensemble. Le style traditionnel pourra être prolongé ou une expression contemporaine jouant le contraste pourra être proposée, mais toujours dans le respect de l'existant.
La hauteur de la surélévation doit s'ajuster à celle des bâtiments voisins en s'insérant dans la ligne globale des toitures. La continuité des rives et des toitures est à assurer là où elle règne. En cas de décalage, la différence de hauteur entre deux rives devrait être égale ou supérieure à 50 cm.

Isolation par l'extérieur
L'isolation par l'extérieur par panneaux n'est pas autorisée pour les bâtiments en pierre, qu'elles soient appareillées ou non, ni pour les bâtiments dont la façade comporte des éléments de modénature, même simplifiée.

Toitures
Les toitures doivent respecter et s'harmoniser avec les toitures traditionnelles. Aucun changement de pente ne sera admis. Les tuiles seront en terre cuite, de teinte proche des tuiles environnantes. Le panachage de teintes est interdit.
La pose de châssis de toiture et de capteurs solaires doit être particulièrement étudiée, notamment au regard de la trame des ouvertures de la façade, de la recherche d'une intégration dans le plan de toiture et éviter la multiplicité des dimensions et des implantations.

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_25-DE

2- Constructions neuves

L'implantation des constructions doit respecter les caractéristiques dominantes du terrain naturel et du site. Le plan doit être conçu pour respecter le terrain naturel. Le traitement des abords devra par conséquent rester au plus près du terrain naturel et favoriser la perméabilité du sol. Les mouvements de terrains, enrochements cyclopéens, les murs de soutènement et talus de plus d'un mètre de hauteur, sont interdits.
La volumétrie des bâtiments agricoles sera simple et compacte, les façades présenteront un parement bois ou de couleur intégrée au site, le blanc et les couleurs claires sont à proscrire.

Section 3 - TRAITEMENT ENVIRONNEMENTAL ET PAYSAGER DES ESPACES NON BÂTIS ET ABORDS DES CONSTRUCTIONS

1- Clôtures et murs séparatifs

Les clôtures devront être légères, à claire voie et permettant le passage de la faune. Sont autorisés les grillages à mouton, ganivelles, lisses en bois horizontale (type barrière à chevaux).

2- Dispositifs favorisant les économies d'énergie et l'adaptation climatique

Les dispositifs destinés à économiser de l'énergie ou à produire de l'énergie renouvelable dans les constructions, tels que panneaux solaires, éoliennes, toitures végétalisées, rehaussement de couverture pour isolation thermique, sont autorisés en saillies des toitures à condition que leur volumétrie s'insère harmonieusement dans le cadre bâti environnant.

3- Plantations

Les arbres haute tige doivent être maintenus sauf état sanitaire mauvais sur justificatif et dans ce cas doivent être remplacés par des plantations équivalentes.

Les haies vives respecteront la floraison et la taille naturelles des plantations.

Section 4 - STATIONNEMENT

Le stationnement des véhicules automobiles et deux roues correspondant aux besoins des constructions et installations doit être assuré en dehors des voies publiques ou de desserte collective.

Les aires de stationnement en surface devront être aménagées avec des revêtements perméables ou semi-perméables.

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_25-DE

CHAPITRE 3 – Équipement et réseaux

Section 1 - DESSERTE PAR LES VOIES PUBLIQUES OU PRIVÉES

1- Accès

Tout terrain enclavé est inconstructible à moins que son propriétaire obtienne un passage aménagé sur les fonds voisins dans les conditions fixées par l'article L.682 du Code Civil.

Les accès ne doivent pas présenter un risque pour la sécurité des usagers des voies publiques ou pour celle des personnes les utilisant. Cette sécurité doit être appréciée compte tenu, notamment, de la position des accès, de leur configuration ainsi que de la nature et de l'intensité du trafic.

Le nombre des accès sur les voies publiques doit être limité dans l'intérêt de la sécurité. En particulier, lorsque le terrain est desservi par plusieurs voies, les constructions peuvent n'être autorisées que sous réserve que l'accès soit établi sur la voie où la gêne pour la circulation sera la moindre.

2- Voirie

Pour être constructible, un terrain doit être desservi par des voies publiques ou privées dans des conditions répondant à l'importance ou à la destination de l'immeuble ou de l'ensemble d'immeubles envisagé, et sous réserve que les caractéristiques de ces voies permettent la circulation et le passage ou la manœuvre des véhicules des services publics.

Section 2 - DESSERTE PAR LES RÉSEAUX

1- Eau potable

Toute construction ou installation nouvelle susceptible de requérir une alimentation en eau doit être raccordée au réseau public d'alimentation en eau potable.
Dans le cas où une telle construction ou installation ne pourrait être raccordée sur un réseau collectif de distribution de caractéristiques suffisantes, elle peut être alimentée soit par captage, forage ou puits particuliers conformément à la réglementation en vigueur, notamment à 35 m au moins de tout réseau d'épandage ou de rejet d'eaux usées.

2- Assainissement

Eaux usées

Toute construction ou installation doit être raccordée au réseau collectif d'assainissement.
En l'absence de possibilité de raccordement au réseau public d'assainissement, le recours à un dispositif d'assainissement autonome conforme au schéma général d'assainissement, à la carte d'aptitude des sols ou aux normes techniques en vigueur pourra être autorisé. L'évacuation des eaux non traitées dans les rivières et fossés est interdite.

Eaux pluviales

Les eaux pluviales issues de l'ensemble des surfaces imperméabilisées doivent être gérées sur l'emprise du projet.

Les systèmes de stockage et d'infiltration doivent être adaptés à la nature du sous-sol, aux contraintes locales et à la règlementation en vigueur.

Lorsque le rejet des eaux pluviales au milieu naturel est envisageable, le rejet est réalisé conformément à la règlementation en vigueur et toujours à débit régulé.

Lorsque la gestion à la parcelle ou le rejet au milieu naturel sont impossibles, le rejet au réseau public d'assainissement (eaux pluviales ou unitaire et en aucun cas eaux usées), s'il existe, pourra éventuellement être autorisé. Le service gestionnaire des réseaux d'assainissement fixera les conditions de rejet tant en terme quantitatif que qualitatif.
Le rejet d'eaux pluviales au réseau d'assainissement des eaux usées est strictement interdit.

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_25-DE

L'impossibilité de gérer les eaux pluviales à la parcelle devra nécessairement être justifiée par une étude d'imperméabilisation des sols, réalisée par un bureau d'étude spécialisé, pour apporter la preuve de l'imperméabilité des sols. Cette perméabilité sera mesurée entre 2 et 5 m de profondeur. Dans tous les cas, le rejet au réseau devra se faire à débit régulé et donc par un stockage en amont à prévoir dès la conception du projet. Il existe maintenant différentes techniques alternatives au « tout tuyau » qui ont fait leurs preuves (toiture végétalisée à débit régulé, matériaux et enrobés drainants pouvant ralentir les écoulements, places de parking végétalisées, etc…).

Le déversement des eaux de vidanges des piscines privées dans le réseau est interdit. Les eaux de vidange des piscines des collectivités peuvent être acceptées dans les réseaux, sous réserve de la délivrance d'une autorisation de déversement.

3- Autres réseaux (électricité, gaz, télécommunications, irrigation)

Le raccordement aux réseaux d'électricité, de gaz, de télécommunication et autres doit être réalisé en souterrain et recueillir l'agrément des services gestionnaires compétents.

En outre, à moins d'une impossibilité absolue, aucun de ces réseaux ne devra passer en apparent sur les façades visibles de toute voie.

Toute nouvelle construction ou aménagement sur un terrain traversé par un réseau d'irrigation de la Bourne devra préalablement prévoir et intégrer les modifications du réseau nécessaires au projet.

4- Infrastructures et réseaux numériques

Toute construction nouvelle, installation nouvelles, ou aménagement pour la rénovation ou le changement de destination doit donner lieu à la mise en place d'infrastructures numériques (fourreau,...) adaptées au raccordement aux réseaux, existants ou à venir, de desserte en services de communication électronique haut et très haut débit.

Les réseaux seront aménagés en souterrain ou à défaut, intégrés en façade.

Lorsque qu'une nouvelle voie est créée, il sera laissé en attente des fourreaux permettant un raccordement ultérieur aux infrastructures et réseaux de communications électroniques dont le déploiement est prévu ou envisagé à l'horizon de 15 ans à compter de la date de création de la voie.

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_25-DE

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_25-DE

TITRE VI - DISPOSITIONS APPLICABLES AUX ZONES NATURELLES ET FORESTIÈRES

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_25-DE

ZONE N

La zone N comprend les secteurs :

- **Np secteur naturel et forestier à protéger,**
- **Ne secteur naturel d'équipement collectif ou public,**
- **Nl secteur naturel de loisirs,**
- **Ng secteur naturel à vocation d'activité (Secteur de Taille et de Capacité d'Accueil Limitées (STECAL)).**

CHAPITRE 1 – Destination des constructions, usages des sols et nature d'activités

Section 1 – INTERDICTION ET LIMITATION DE CERTAINS USAGES ET AFFECTATIONS DES SOLS, CONSTRUCTIONS ET ACTIVITES, DESTINATIONS ET SOUS-DESTINATIONS

Destination	Sous-destination	Np	Ne	Nl	Ng
Exploitation agricole et forestière	Exploitation agricole	ASC	I	I	I
	Exploitation forestière	A	I	I	I
Habitation	Logement	ASC	I	I	I
	Hébergement	I	I	I	I
Commerce et activité de service	Artisanat et commerce de détail	I	I	I	I
	Restauration	I	I	ASC	I
	Commerce de gros	I	I	I	I
	Activité de service où s'effectue l'accueil d'une clientèle	I	I	I	I
	Hébergement hôtelier et touristique	I	I	I	ASC
	Cinéma	I	I	I	I
Equipements d'intérêt collectif et services publics	Locaux et bureaux accueillant du public des administrations publiques et assimilés	I	A	A	I
	Locaux techniques et industriels des administrations publiques et assimilés	A	A	A	A
	Etablissements d'enseignement, de santé et d'action sociale	I	I	I	I
	Salles d'art et de spectacles	I	I	I	I
	Equipements sportifs	I	I	A	I
	Autres équipements recevant du public	I	A	A	I
Autres activités des secteurs secondaire ou tertiaire	Industrie	I	I	I	I
	Entrepôt	I	I	I	I
	Bureau	I	I	I	I
	Centre de congrès et d'exposition	I	I	I	I

Autorisé	A	Autorisé sous conditions	ASC	Interdit	I

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_25-DE

Dans tous les secteurs délimités au sein du règlement graphique par une trame spécifique représentant le champ d'inondation, les dispositions du règlement des zones inondables présentes dans la section 2 du titre II (Dispositions applicables à toutes les zones) du présent règlement s'appliquent.
Cependant, le règlement des différents secteurs du plan de zonage du PLU s'applique dans le cas où celui-ci est plus restrictif que les dispositions du règlement des zones inondables.

Toutes les occupations et utilisations du sol autres que celles mentionnées ci-après sont interdites.

Autorisés sous conditions :

- Les affouillements et exhaussements du sol sont admis à condition qu'ils ne portent pas atteinte au caractère ou à l'intérêt des lieux, au site et au paysage naturel ou bâti et qu'ils soient uniquement en lien avec l'activité agricole ou avec les équipements, constructions, installations et infrastructures strictement nécessaires aux services publics.
- Sont autorisés en secteurs Np et Nl toutes constructions, installations y compris classées, aménagements nécessaires à l'exploitation, à la maintenance, à l'entretien et au renouvellement des ouvrages de la concession du Rhône.
- Le changement de destination à vocation de logement des bâtiments identifiés au règlement graphique en application de l'article L.151-11 peut être autorisé :
    - uniquement dans le cadre d'extension de logements existants. La création de nouveau logement n'est pas autorisée ;
    - dans la mesure où il ne compromet pas le caractère agricole des environs, qu'il ne gêne pas une exploitation agricole, qu'il ne porte pas atteinte à la sauvegarde des espaces naturels et des paysages et que le projet préserve les caractéristiques architecturales et patrimoniales desdits bâtiments.
- En secteur Np, les constructions, aménagements et installations destinées à la mise en valeur, la protection et la restauration du site naturel protégé sont autorisés.
- En secteur Np, les constructions temporaires pour la valorisation du site naturel protégé sont autorisées à condition qu'elles soient construites avec des matériaux naturels.
- Les constructions de la sous-destination ***exploitation agricole*** sont autorisées en secteur Np uniquement s'il s'agit de l'extension de bâtiments existants.
- Les constructions de la sous-destination ***logement*** sont autorisées en secteur Np, sous réserve de ne pas être incompatibles avec l'exercice d'une activité agricole, pastorale ou forestière du terrain sur lequel elles sont implantées et ne pas porter atteinte à la sauvegarde des espaces naturels et des paysages, et uniquement s'il s'agit :
    - De l'extension limitée à une augmentation de la surface de plancher de 33% par rapport à la surface totale initiale (surface de plancher augmentée des surfaces de plancher aménagées en vue du stationnement des véhicules) existante à la date d'approbation du PLU, à condition que la surface totale initiale soit supérieure à 40 m² et que la surface de plancher totale de la construction après travaux n'excède pas 200 m² (existant + extensions),
    - D'annexes limitées à 35 m² de surface de plancher et d'emprise au sol qui devront être implantées à moins de 10 mètres du bâtiment principal. Les piscines seront limitées à un bassin d'une emprise maximum de 50 m² et devront être implantées à moins de 10 mètres du bâtiment principal. La distance est mesurée horizontalement de tout point des murs externes du bâtiment au point de l'annexe qui en est le plus proche.
- En secteur Ne, les installations classées liées aux constructions des sous-destinations autorisées de la destination ***équipements d'intérêt collectif et services publics*** sont autorisées à condition que soient mises en œuvre toutes dispositions permettant d'éviter les dangers et nuisances pour le voisinage.
- En secteurs Ne et Nl, les aires de stationnement sont autorisées sous réserve de respecter les caractéristiques dominantes du terrain naturel et de s'intégrer au paysage.
- En secteur Nl, pour les constructions de la sous-destination ***restauration***, seule l'extension limitée à une augmentation de la surface de plancher de 33% par rapport à la surface totale initiale (surface de plancher augmentée des surfaces de plancher aménagées en vue du stationnement des véhicules) existante à la date d'approbation du PLU est autorisée.
- Les constructions de la sous-destination ***hébergement hôtelier et touristique*** sont autorisées en secteur Ng sous réserve de ne pas créer plus de 200 m² de surface de plancher et que la puissance électrique soit suffisante. Aucune extension ou renforcement de réseau ne sera admis.

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_25-DE

CHAPITRE 2 - Caractéristiques urbaine, architecturale, environnementale et paysagère

Section 1 - VOLUMÉTRIE ET IMPLANTATION DES CONSTRUCTIONS

Sous réserve de justifications techniques, architecturales ou d'intégration dans le site, des dispositions autres que celles définies dans les règles ci-après pourront être exceptionnellement autorisées ou imposées dans les cas listés ci-dessous :

- Pour la réalisation d'un équipement public ou d'intérêt collectif,
- Pour la réalisation d'un ouvrage technique de faible importance d'intérêt général,
- Pour s'implanter dans la continuité de bâtiments existants,
- Pour la réalisation d'un équipement ou d'une installation technique liée à la sécurité, à l'accessibilité d'un bâtiment, aux différents réseaux, voiries et stationnement,
- Pour des raisons de performances énergétiques ou nécessaire à la production d'énergies renouvelables,
- Pour la réaliser l'isolation par l'extérieur d'une construction existante.

Les exceptions ne pourront être admises que sous réserve d'une insertion harmonieuse dans l'environnement paysager et/ou bâti.

1- Implantation des constructions par rapport aux voies et emprises publiques

Les constructions devront s'implanter avec un recul minimum de 5 mètres par rapport aux voies actuelles et futures.

Dans le cas d'une construction existante avec un recul inférieur à 5 mètres, l'aménagement et l'extension de cette dernière sera autorisée dans la continuité du bâtiment. En revanche, la règle des 5 mètres s'appliquent aux annexes.

En bordure du domaine public ferroviaire, aucune construction autre qu'une clôture ne peut être établie à moins de deux mètres de la limite légale du chemin de fer calculée selon les stipulations techniques de la servitude T1.

Si les règles ci-dessus entraînent l'implantation d'un bâtiment à un emplacement tel que la sécurité publique en sera compromise, les services techniques compétents peuvent imposer une implantation différente.

2- Implantation des constructions par rapport aux limites séparatives

Les constructions devront s'implanter avec un recul minimum de 3 mètres par rapport aux limites séparatives.

Dans le cas d'une construction existante avec un recul inférieur à 3 mètres, l'aménagement et l'extension de cette dernière sera autorisée dans la continuité du bâtiment.

3- Hauteur maximale des constructions

La hauteur totale des constructions mesurée à partir du terrain naturel, à l'aplomb de la construction jusqu'au sommet du bâtiment (ouvrages techniques, cheminées et autres superstructures mineures et discontinues exclues) ne peut excéder :

- **10 mètres** pour les constructions des sous-destinations ***exploitation agricole***, ***exploitation forestière***, ***restauration*** et ***locaux techniques et industriels des administrations publiques et assimilés*** excepté, pour cette dernière sous-destination, pour les constructions exigeant un impératif technique avéré,
- **8 mètres** pour les constructions des sous-destinations ***logement***, ***hébergement hôtelier et touristique***, ***locaux et bureaux accueillant du public des administrations publiques et assimilés***, ***équipements sportifs*** et ***autres équipements recevant du public***,
- **5 mètres** pour les annexes des constructions de la sous-destination ***logement***.

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_25-DE

Dans le cas d'une construction existante dont la hauteur est inférieure à la hauteur maximale énoncée précédemment, les extensions et annexes fonctionnelles ne pourront dépasser la hauteur de ladite construction en son point le plus haut (hors ouvrages technique tels que les cheminées ou antennes).

Section 2 - QUALITÉ URBAINE, ARCHITECTURALE, ENVIRONNEMENTALE ET PAYSAGÈRE

Ces dispositions concernent les constructions nouvelles ainsi que les adjonctions ou les modifications de constructions existantes. Des dispositions autres que celles définies dans les règles ci-après pourront être exceptionnellement autorisées ou imposées pour la réalisation d'un équipement public ou d'intérêt collectif.

Conformément au Code de l'Urbanisme, le projet peut être refusé ou n'être accepté que sous réserve de l'observation de prescriptions spéciales si les constructions, par leur situation, leur architecture, leurs dimensions ou l'aspect extérieur des bâtiments ou ouvrages à édifier ou à modifier, sont de nature à porter atteinte au caractère ou à l'intérêt des lieux avoisinants, aux sites, aux paysages naturels ou urbains ainsi qu'à la conservation des perspectives monumentales.

1- Interventions sur les bâtiments existants

Les travaux réalisés sur un bâtiment existant doivent respecter ses caractéristiques architecturales (volumétrie originelle, rythme et proportion des ouvertures, matériaux, décors...) qui constituent son intérêt propre. Toute intervention doit permettre de retrouver ou mettre en valeur l'intérêt architectural du bâtiment d'origine.

Tous travaux concernant les bâtiments patrimoniaux repérés au règlement graphique au titre de l'article L.151-19 du Code de l'Urbanisme devront respecter les prescriptions qui leur sont assignées et rester compatibles avec l'Orientation d'Aménagement et de Programmation (OAP) « Mise en valeur du patrimoine ».

La démolition totale ou partielle de ces bâtiments identifiés au titre de l'article L.151-19 du Code de l'Urbanisme est interdite sinon dans le sens d'une mise en valeur, d'une restauration originelle.

La démolition des autres bâtiments pourra être refusée en raison de l'intérêt architectural ou patrimonial.

Surélévations et extensions
L'intégrité du bâtiment doit être conservée, les travaux envisagés ne doivent pas dénaturer la cohérence du bâtiment d'origine.
Toute extension devra être conçue en cohérence avec le bâti existant et ne devra pas déséquilibrer l'ensemble. Le style traditionnel pourra être prolongé ou une expression contemporaine jouant le contraste pourra être proposée, mais toujours dans le respect de l'existant.
La hauteur de la surélévation doit s'ajuster à celle des bâtiments voisins en s'insérant dans la ligne globale des toitures. La continuité des rives et des toitures est à assurer là où elle règne. En cas de décalage, la différence de hauteur entre deux rives devrait être égale ou supérieure à 50 cm.

Isolation par l'extérieur
L'isolation par l'extérieur par panneaux n'est pas autorisée pour les bâtiments en pierre, qu'elles soient appareillées ou non, ni pour les bâtiments dont la façade comporte des éléments de modénature, même simplifiée.

Toitures
Les toitures doivent respecter et s'harmoniser avec les toitures traditionnelles. Aucun changement de pente ne sera admis. Les tuiles seront en terre cuite, de teinte proche des tuiles environnantes. Le panachage de teintes est interdit.
La pose de châssis de toiture et de capteurs solaires doit être particulièrement étudiée, notamment au regard de la trame des ouvertures de la façade, de la recherche d'une intégration dans le plan de toiture et éviter la multiplicité des dimensions et des implantations.

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_25-DE

2- Constructions neuves

L'implantation des constructions doit respecter les caractéristiques dominantes du terrain naturel et du site. Le plan doit être conçu pour respecter le terrain naturel. Le traitement des abords devra par conséquent rester au plus près du terrain naturel et favoriser la perméabilité du sol. Les mouvements de terrains, enrochements cyclopéens, les murs de soutènement et talus de plus d'un mètre de hauteur, sont interdits.

La volumétrie des bâtiments agricoles sera simple et compacte, les façades présenteront un parement bois ou de couleur intégrée au site, le blanc et les couleurs claires sont à proscrire.

En secteur Ng
Les constructions à vocation d'hébergement touristique (chambres d'hôtes ou gîtes) seront conçues en structure légère, de type ossature bois par exemple, sous forme de modules qui devront être intégrés à la topographie et au site, sans fondation mais sur pilotis. Aucun déblai/remblai ne sera autorisé.

Section 3 - TRAITEMENT ENVIRONNEMENTAL ET PAYSAGER DES ESPACES NON BÂTIS ET ABORDS DES CONSTRUCTIONS

1- Clôtures et murs séparatifs

Les clôtures devront être légères, à claire voie et permettant le passage de la faune. Sont autorisés les grillages à mouton, ganivelles, lisses en bois horizontale (type barrière à chevaux).

2- Dispositifs favorisant les économies d'énergie et l'adaptation climatique

Les dispositifs destinés à économiser de l'énergie ou à produire de l'énergie renouvelable dans les constructions, tels que panneaux solaires, éoliennes, toitures végétalisées, rehaussement de couverture pour isolation thermique, sont autorisés en saillies des toitures à condition que leur volumétrie s'insère harmonieusement dans le cadre bâti environnant.

3- Plantations

Les arbres haute tige doivent être maintenus sauf état sanitaire mauvais sur justificatif et dans ce cas ou remplacés par des plantations équivalentes.

Les haies vives respecteront la floraison et la taille naturelles des plantations.

En secteur Ng

Le coteau boisé devra être maintenu, le projet devra limiter les coupes d'arbres et privilégier le nettoyage et la conservation maximale de la végétation arbustive. Le défrichement total est strictement interdit.

Section 4 - STATIONNEMENT

Le stationnement des véhicules automobiles et deux roues correspondant aux besoins des constructions et installations doit être assuré en dehors des voies publiques ou de desserte collective.
Les aires de stationnement en surface devront être aménagées avec des revêtements perméables ou semi-perméables.

En secteur Ng

1 place de stationnement par chambre d'hôtes ou par gîte
L'espace de stationnement devra être perméable.

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_25-DE

CHAPITRE 3 - Équipement et réseaux

Section 1 - DESSERTE PAR LES VOIES PUBLIQUES OU PRIVÉES

1- Accès

Tout terrain enclavé est inconstructible à moins que son propriétaire obtienne un passage aménagé sur les fonds voisins dans les conditions fixées par l'article L.682 du Code Civil.

Les accès ne doivent pas présenter un risque pour la sécurité des usagers des voies publiques ou pour celle des personnes les utilisant. Cette sécurité doit être appréciée compte tenu, notamment, de la position des accès, de leur configuration ainsi que de la nature et de l'intensité du trafic.

Le nombre des accès sur les voies publiques doit être limité dans l'intérêt de la sécurité. En particulier, lorsque le terrain est desservi par plusieurs voies, les constructions peuvent n'être autorisées que sous réserve que l'accès soit établi sur la voie où la gêne pour la circulation sera la moindre.

En secteur Ng

La desserte du site s'organisera par le chemin existant qui restera perméable et sera consolidé en matériaux naturels.

2- Voirie

Pour être constructible, un terrain doit être desservi par des voies publiques ou privées dans des conditions répondant à l'importance ou à la destination de l'immeuble ou de l'ensemble d'immeubles envisagé, et sous réserve que les caractéristiques de ces voies permettent la circulation et le passage ou la manœuvre des véhicules des services publics.

Section 2 - DESSERTE PAR LES RÉSEAUX

1- Eau potable

Toute construction ou installation nouvelle susceptible de requérir une alimentation en eau doit être raccordée au réseau public d'alimentation en eau potable.

Dans le cas où une telle construction ou installation ne pourrait être raccordée sur un réseau collectif de distribution de caractéristiques suffisantes, elle peut être alimentée soit par captage, forage ou puits particuliers conformément à la réglementation en vigueur, notamment à 35 m au moins de tout réseau d'épandage ou de rejet d'eaux usées.

2- Assainissement

Eaux usées

Toute construction ou installation doit être raccordée au réseau collectif d'assainissement.

En l'absence de possibilité de raccordement au réseau public d'assainissement, le recours à un dispositif d'assainissement autonome conforme au schéma général d'assainissement, à la carte d'aptitude des sols ou aux normes techniques en vigueur pourra être autorisé. L'évacuation des eaux non traitées dans les rivières et fossés est interdite.

Eaux pluviales

Les eaux pluviales issues de l'ensemble des surfaces imperméabilisées doivent être gérées sur l'emprise du projet.

Les systèmes de stockage et d'infiltration doivent être adaptés à la nature du sous-sol, aux contraintes locales et à la règlementation en vigueur.

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_25-DE

Lorsque le rejet des eaux pluviales au milieu naturel est envisageable, le rejet est réalisé conformément à la réglementation en vigueur et toujours à débit régulé.

Lorsque la gestion à la parcelle ou le rejet au milieu naturel sont impossibles, le rejet au réseau public d'assainissement (eaux pluviales ou unitaire et en aucun cas eaux usées), s'il existe, pourra éventuellement être autorisé. Le service gestionnaire des réseaux d'assainissement fixera les conditions de rejet tant en terme quantitatif que qualitatif.
Le rejet d'eaux pluviales au réseau d'assainissement des eaux usées est strictement interdit.

L'impossibilité de gérer les eaux pluviales à la parcelle devra nécessairement être justifiée par une étude d'imperméabilisation des sols, réalisée par un bureau d'étude spécialisé, pour apporter la preuve de l'imperméabilité des sols. Cette perméabilité sera mesurée entre 2 et 5 m de profondeur. Dans tous les cas, le rejet au réseau devra se faire à débit régulé et donc par un stockage en amont à prévoir dès la conception du projet. Il existe maintenant différentes techniques alternatives au « tout tuyau » qui ont fait leurs preuves (toiture végétalisée à débit régulé, matériaux et enrobés drainants pouvant ralentir les écoulements, places de parking végétalisées, etc…).

Le déversement des eaux de vidanges des piscines privées dans le réseau est interdit. Les eaux de vidange des piscines des collectivités peuvent être acceptées dans les réseaux, sous réserve de la délivrance d'une autorisation de déversement.

3- Autres réseaux (électricité, gaz, télécommunications, irrigation)

Le raccordement aux réseaux d'électricité, de gaz, de télécommunication et autres doit être réalisé en souterrain et recueillir l'agrément des services gestionnaires compétents.

En outre, à moins d'une impossibilité absolue, aucun de ces réseaux ne devra passer en apparent sur les façades visibles de toute voie.

Toute nouvelle construction ou aménagement sur un terrain traversé par un réseau d'irrigation de la Bourne devra préalablement prévoir et intégrer les modifications du réseau nécessaires au projet.

4- Infrastructures et réseaux numériques

Toute construction nouvelle, installation nouvelles, ou aménagement pour la rénovation ou le changement de destination doit donner lieu à la mise en place d'infrastructures numériques (fourreau,...) adaptées au raccordement aux réseaux, existants ou à venir, de desserte en services de communication électronique haut et très haut débit.

Les réseaux seront aménagés en souterrain ou à défaut, intégrés en façade.

Lorsque qu'une nouvelle voie est créée, il sera laissé en attente des fourreaux permettant un raccordement ultérieur aux infrastructures et réseaux de communications électroniques dont le déploiement est prévu ou envisagé à l'horizon de 15 ans à compter de la date de création de la voie.

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_25-DE

ANNEXE : FICHE DE SYNTHÈSE DES INFORMATIONS UTILES AUX PROCESSUS DE MAÎTRISE DE L'URBANISATION

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_25-DE

Annexe 1 : Fiche pour les ICPE à risques technologiques et les stockages souterrains

Fiche de synthèse des informations utiles aux processus de maîtrise de l'urbanisme

Établissements	Statut	Activité	N°S3IC
Markem Imaje	Autorisation	Fabrication d'encres et d'appareils de marquage-codage industriels	61-2509

Adresse de l'établissement : 9, rue Gaspard Monge – BP110 – 26 501 BOURG-LES-VALENCE Cedex
Dernière date de mise à jour de la fiche : 28 février 2017
Entité : DREAL – Unité inter départementale Drôme Ardèche / Subdivision 5

Volet 1 : Études des dangers

Référence de l'étude	Objet de l'étude	Date de l'étude	Date de la tierce expertise	Date du dernier rapport d'évaluation au préfet
/	*Révision de l'étude de dangers*	*25/06/2014 + compléments du 28/09/2015*	/	*Rapport au préfet du 27/07/2017*

Volet 2 : Action conduite par la DREAL en matière de maîtrise de l'urbanisme

RAS

Volet 3 : Liste des phénomènes dangereux sortant du site, zones d'effets associées et éléments d'approche probabiliste

Éléments confidentiels.

Volet 4 : Liste des phénomènes dangereux enveloppe majorants retenus pour la maîtrise de l'urbanisation

Éléments confidentiels.

Volet 5 : Cartographie des zones nécessaire à la maîtrise de l'urbanisation

Les différentes zones d'effets en terme d'intensité figurent sur la carte ci-jointe.

Volet 6 : Préconisations en matière d'urbanisme

Effets en hauteur :

Jusqu'à une hauteur de 30 mètres :
Sur les zones définies par les phénomènes dangereux de classe de probabilité A, B, C ou D présentant des **effets irréversibles jusqu'à une hauteur de 30 mètres,** l'autorisation est la règle générale à l'exception :

- des ERP difficilement évacuables par rapport aux phénomènes dangereux redoutés ;
- et des immeubles de grande hauteur.

Au-delà d'une hauteur de 30 mètres :
Des effets toxiques en hauteur sont susceptibles de survenir jusqu'à une distance maximale de 95 m de l'installation et devront être pris en compte dans l'urbanisation future.

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_25-DE

A cet effet, les projets concernés peuvent être autorisés mais en imposant une étude qui déterminera si leurs conditions de réalisation, d'utilisation ou d'exploitation sont compatibles avec le risque. Le maître d'ouvrage devra alors faire réaliser cette étude afin que le projet réponde aux objectifs de performance correspondant au risque.

En l'absence de l'attestation de la réalisation de l'étude, l'autorité en charge de délivrer l'autorisation de construire pourra fonder un refus sur la base de l'article R111-2 du code de l'urbanisme.

***Définition proposée :**

Un ERP difficilement évacuable est :

- de catégorie 1, 2 et 3
- de catégorie 4 de type
  - L (salles d'auditions, de conférence, de réunions, de spectacle ou à usage multiple)
- de catégorie 4 et 5 de type :
  - J (Structures d'accueil pour personnes âgées ou personnes handicapées)
  - V (Établissements de cultes)
  - U (Établissements sanitaires) avec hébergement,
  - R (Établissements d'éveil, d'enseignement, de formation, centres de vacances, centres de loisirs sans hébergement) ;
  - Y (Musées, salles d'expositions temporaires)
  - PA (établissements de plein air) ;
- de catégorie 5 de type :
  - L : salles d'auditions, de spectacle ou à usage multiple
- un établissement pénitentiaire

PAC de Bourg-lès-Valence (Markem Imaje)
Enveloppes des effets toxiques jusqu'à une hauteur de 30 mètres



Sources:

Réalisation/Edition: AR - BV - 05/04/2017 - MAPINFO® V 11.5 - SIGALEA® V 4.1.1 - PAC V 1.0 - ©INERIS 2011

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_25-DE

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_25-DE

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_25-DE



Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_25-DE



Commune de BOURG-LÈS-VALENCE

Plan Local d'Urbanisme

MODIFICATION N°3

NOTICE EXPLICATIVE

Plan local d'urbanisme de Bourg-lès-Valence approuvé le 13 mars 2019 modifié le 15 décembre 2021 et le 29 mai 2024, révisé le 17 mai 2023
Modification n°3

Ville de Bourg-lès-Valence

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_25-DE

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_25-DE

SOMMAIRE

Préambule.....3
Rappel des procédures.....3
Objet de la modification.....3
Cadre réglementaire et législatif.....3
Procédure de modification de droit commun.....4

1- Règlement graphique – Plan de zonage.....5
1.1- Extension de la zone Ub route des Gamelles.....5
1.2 – Création de servitudes de mixité sociale.....6
1.3 – Création des emplacements réservés n° 23 rue des Fauvettes et n° 24 passage des Partisans.....7
1.4 – Régularisation du périmètre de protection du captage des Combeaux.....8

2- Règlement graphique – Plan des hauteurs.....9
2.1- Augmentation de la hauteur maximale sur deux secteurs de Girodet.....9
2.2- Augmentation de la hauteur maximale route des Gamelles.....10
2.3- Augmentation de la hauteur maximale rue des Violettes.....11

3- Règlement écrit.....12
3.1- Modification du règlement en zone urbaine résidentielle.....12
3.2- Modification du règlement en zone urbaine économique.....13
3.3. Modification du règlement en zone agricole.....13

4- Orientation d'Aménagement et de Programmation (OAP)....15
4.1 - OAP n° 23 – Création d'une OAP sur le secteur Gamelles.....15
4.2 - OAP n° 17 et n°18 – Evolution des OAP densité Avenue de Lyon.....16
4.3 – Ajustement de l'OAP mise en valeur du patrimoine.....17

5 - Modification du tableau des surfaces allouées à chaque zone.....18

6- Absence d'atteinte à l'économie générale du PLU.....19

7- Liste des pièces modifiées.....20

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_25-DE

Préambule

Rappel des procédures

La Ville de Bourg-lès-Valence a approuvé la révision du Plan Local d'Urbanisme le 13 mars 2019.

Il a fait l'objet d'une modification simplifiée n°1 par délibération du 15 décembre 2021. Il a été révisé par procédure allégée par délibération du 17 mai 2023. Une modification simplifiée n°2 a été approuvée par délibération du 29 mai 2024.

Objet de la modification

Cette troisième modification de droit commun a pour objet d'apporter plusieurs évolutions aux pièces du PLU afin de favoriser le renouvellement urbain et la construction de logements tout en conservant un cadre de vie agréable. Elle permet également de mieux répondre aux enjeux de mixité sociale.

Règlement graphique du plan de zonage :

- extension de la zone Ub en contrepartie d'une réduction de la zone Ui route des Gamelles
- création de trois servitudes de mixité sociale
- création de deux emplacements réservés rue des Fauvettes et passage des Partisans
- régularisation du périmètre de protection de captage des Combeaux

Règlement graphique des hauteurs :

- augmenter la hauteur maximale sur deux secteurs de Girodet de 18 à 21 mètres
- augmenter la hauteur maximale route des Gamelles de 8 à 15 mètres
- augmenter la hauteur maximale rue des Violettes de 8 à 12 mètres

Règlement écrit :

- préciser les implantations en limite séparative en secteur Ub
- préciser l'aménagement des clôtures existantes en zones urbaines résidentielles
- préciser les prescriptions pour le stationnement des cycles dans toutes les zones urbaines résidentielles
- réglementer l'installation des blocs de climatisation dans les zones urbaines résidentielles
- préciser les possibilités d'extension des bâtiments à vocation d'artisanat et commerce de détail en zone Uie
- Corriger une incohérence dans le règlement de la zone agricole concernant les changements de destination
- Autoriser l'extension et la modification des ouvrages déclarés d'utilité publique et liés à la servitude I3 dans le règlement de la zone agricole

Orientations d'aménagement et de programmation (OAP) :

- création d'une OAP n°23 sur le secteur des Gamelles
- ajustement des OAP n°17 et 18 – Evolution des OAP densité Avenue de Lyon
- ajustement de l'OAP patrimoine

Cadre réglementaire et législatif

Conformément aux dispositions des articles L.153-31 et L.153-36 à 40 du Code de l'Urbanisme, la procédure de modification d'un PLU peut être mise en œuvre dès lors que la commune envisage de modifier le règlement (graphique et écrit) ou les Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP) et qu'elle n'a pas pour effet :

- soit de changer les orientations définies par le Projet d'Aménagement et de Développement Durables (PADD),
- soit de réduire un espace boisé classé, une zone agricole ou une zone naturelle et forestière,
- soit de réduire une protection édictée en raison des risques de nuisance, de la qualité des sites, des paysages ou des milieux naturels, ou d'une évolution de nature à induire de graves risques de nuisance,
- soit d'ouvrir à l'urbanisation une zone à urbaniser qui, dans les six ans suivant sa création, n'a pas été ouverte à l'urbanisation ou n'a pas fait l'objet d'acquisitions foncières significatives de la part de la commune ou de l'établissement public de coopération intercommunale compétent, directement ou par l'intermédiaire d'un opérateur foncier,
- soit de créer des orientations d'aménagement et de programmation de secteur d'aménagement valant création d'une zone d'aménagement concerté.

En outre, selon les dispositions de l'article L.153-41, le projet de modification est soumis à enquête publique réalisée conformément au chapitre III du titre II du Livre Ier du code de l'environnement par le maire lorsqu'il a pour effet :

- soit de majorer de plus de 20 % les possibilités de construction résultant, dans une zone, de l'application de l'ensemble des règles du plan,
- soit de diminuer ces possibilités de construire,
- soit de réduire la surface d'une zone urbaine (U) ou à urbaniser (AU),
- soit d'appliquer l'article L. 131-9 du Code de l'urbanisme.

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_25-DE

A l'issue de la procédure de modification, la présente notice de présentation sera annexée, au rapport de présentation initial du dossier du PLU de façon à actualiser les données de ce document.

Le règlement écrit et graphique, ainsi que les orientations d'aménagement et de programmation seront modifiés pour intégrer les modifications citées ci-dessus.

Procédure de modification de droit commun

La procédure de modification se déroule selon les étapes suivantes :

- Élaboration du projet de modification,
- Arrêté du maître prescrivant la modification du PLU
- Saisine de l'autorité environnementale au titre du cas par cas,
- Notification du projet de modification aux Personnes Publiques Associées,
- Saisine du Tribunal Administratif pour désignation du Commissaire Enquêteur (délai de 15 jours),
- Arrêté d'ouverture et d'organisation de l'enquête publique,
- Publication et affichage des modalités de l'enquête publique,

Mesures de publicité :

- Publication d'un avis dans deux journaux diffusés dans le département (15 jours avant le début de l'enquête publique et rappelé dans les 8 premiers jours de celle-ci) ,
- Affichage en mairie (15 jours avant l'enquête publique + pendant toute la durée de l'enquête).

- Déroulement de l'enquête publique pour une durée d'un mois avec l'ouverture d'un registre pour permettre au public de formuler ses observations ; le commissaire enquêteur dispose d'un délai de 30 jours pour transmettre le rapport d'enquête,
- Bilan de l'enquête publique et délibération du Conseil Municipal d'approbation emportant modification du PLU,
- Transmission au contrôle de légalité et mesures de publicité de la délibération relative à l'approbation de la modification prévues à l'article R.153-20 à R.153-22 du Code de l'urbanisme :
  - la délibération d'approbation doit faire l'objet d'un affichage en mairie pendant une durée d'un mois,
  - mention de cet affichage est insérée en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département,
  - la délibération accompagnée du dossier de modification qui lui est annexée est transmise au Préfet en vue du contrôle de légalité,
  - publication au recueil des actes administratifs.

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_25-DE

1- Règlement graphique – Plan de zonage

1.1- Extension de la zone Ub route des Gamelles

Il s'agit de déclasser la zone Ui, d'une surface de 16 335 m², située entre la route des Gamelles et la route de Châteauneuf-sur-Isère, pour la classer en zone Ub.

Ce secteur a été identifié en zone Ui dans le PLU approuvé le 13 mars 2019 pour prendre acte des activités existantes sur le site. Le site compte une entreprise en activité et plusieurs bâtiments d'entrepôts dont certains sont inutilisés. Cette zone étant peu dynamique, en perte de vitesse, éloignée des axes de communication et des zones d'activités intercommunales, il est décidé de la classer en zone Ub pour permettre un renouvellement urbain et la construction de nouveaux logements.

En effet, la commune de Bourg-les-Valence doit répondre à deux enjeux essentiels et prioritaires en matière de la production de logements :

- **développer une offre de logements suffisantes pour accueillir de nouveaux habitants.**

En effet, le PLU approuvé en 2019 prévoit, dans son PADD, l'accueil de 1 280 habitants d'ici 2029. Pour cela, plusieurs gisements favorables au renouvellement urbain ont été fléchés. Mais face à la dureté foncière, les procédures de maîtrise foncière, nécessaires à leur construction, s'avèrent plus longues que prévue. Par ailleurs, un tènement de 5 ha, situé sur l'avenue de Lyon et identifié en renouvellement urbain, ne sera pas exploité à court terme car l'entreprise qui y est installée, a décidé de se maintenir sur le site.

- **répondre aux obligations du contrat de mixité sociale 2023-2025 en matière de création de logements locatifs sociaux**

Le contrat de mixité sociale prévoit la création de 235 logements sociaux entre 2023-2025 et identifie le secteur des Gamelles comme un tènement potentiel pour créer du logement social.

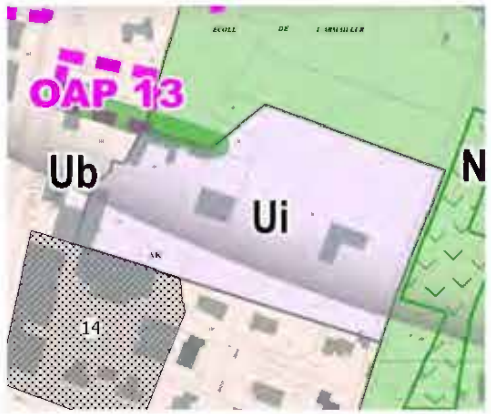
Le classement de ce secteur en zone Ub permettra de répondre à ces deux enjeux

Le secteur des Gamelles est situé en périphérie d'agglomération mais dans son enveloppe urbaine. Son urbanisation n'implique pas d'extension urbaine mais le renouvellement d'une zone industrielle partiellement inoccupée. Cette urbanisation est d'autant plus pertinente que le site se trouve :

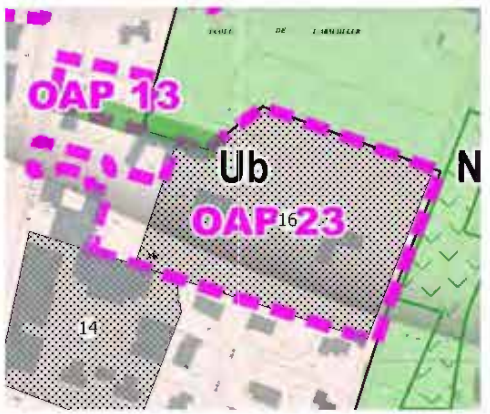
- dans la continuité d'une zone résidentielle,
- à proximité d'équipements publics (l'école de l'Armailler),
- à proximité des transports en commun (ligne 20 et ligne 7)

Une orientation d'aménagement et de programmation est établie dans ce dossier pour cadrer l'aménagement du site.

Plan initial



Plan modifié



Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_25-DE

1.2 – Création de servitudes de mixité sociale

En application de l'article 55 de la loi Solidarité et Renouvellement Urbain (SRU) adapté par la loi 3DS du 21 février 2022, la Ville de Bourg-Lès-Valence doit comptabiliser 25 % de logements locatifs abordables (comprenant les logements locatifs sociaux et les logements en accession sociale) dans son parc de résidences principales. En application de l'article L302-8-1 du Code de la construction et de l'habitation, un contrat de mixité sociale a été établi avec l'État. Il constitue un cadre d'engagement de moyens devant permettre à la commune d'atteindre ses objectifs de rattrapage par période triennale. Les derniers bilans triennaux ont montré l'engagement de Bourg-lès-Valence en matière de production de logement social. De nouveaux objectifs, pour la période 2023/2025, ont été définis en collaboration avec la préfecture de la Drôme et Valence Romans Agglo dont le Plan Local de l'Habitat (PLH) est en cours de révision.

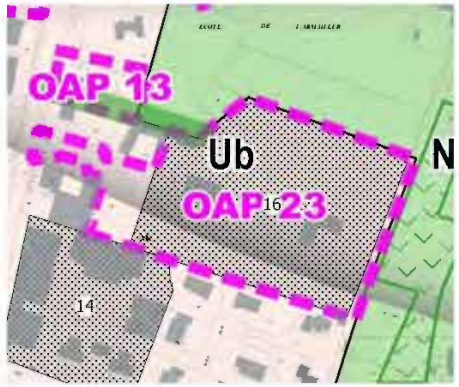
Afin de consolider ses engagements en terme de production de logements locatifs abordables, la municipalité souhaite créer trois nouvelles servitudes de mixité sociale (SMS) sur de nouvelles opérations immobilières :

- SMS n°16 route des Gamelles (parcelles AK n° 36 – 39 - 61) : la programmation devra compter 35 % de logements locatifs sociaux comprenant du PLAI et du PLUS et 30 % de PSLA (prêt social location-accession) ou BRS (bail réel solidaire).

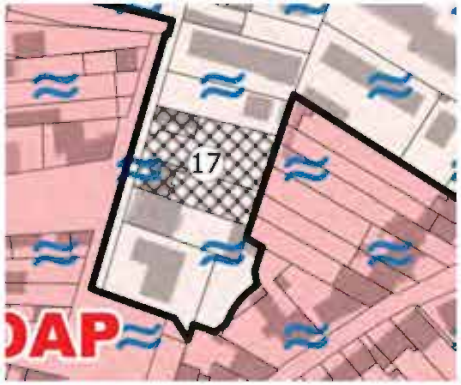
- SMS n°17 impasse Longueville (parcelles B n° 182 -183 – 184 - 185) : la programmation devra compter 50% de logements locatifs sociaux comprenant du PLAI et du PLUS et 50% de PSLA (prêt social location-accession) ou BRS (bail réel solidaire).

- SMS n°18 Verrerie quai Maurice Barjon (parcelle C n°544) : la programmation devra compter 100% de logements locatifs sociaux.

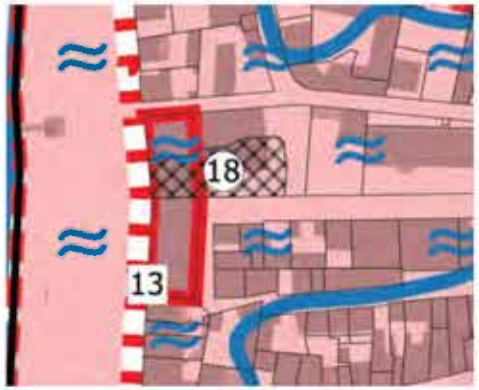
SMS n°16



SMS n°17



SMS n°18

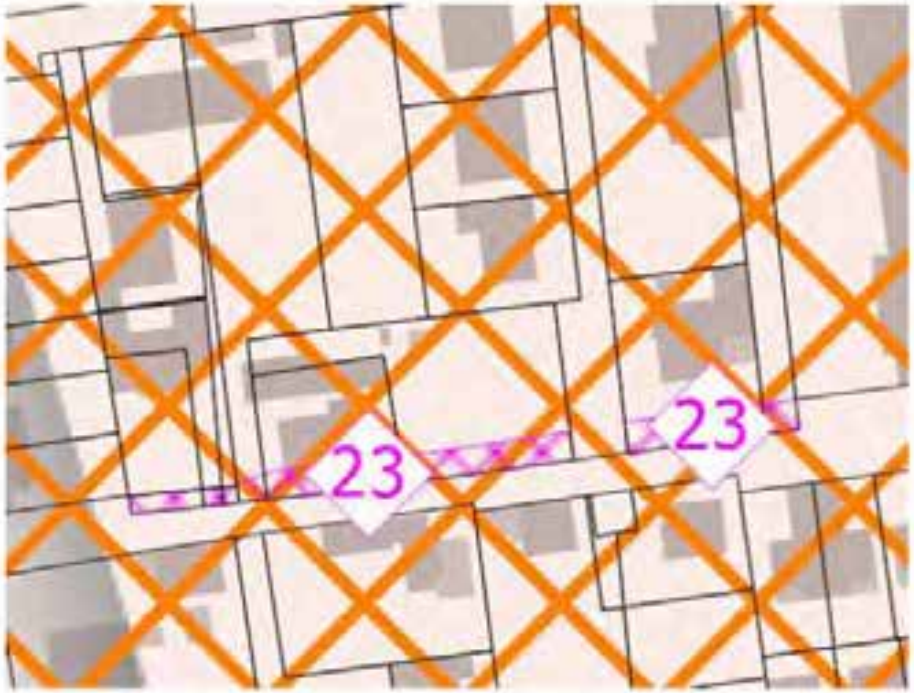


Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_25-DE

1.3 – Création des emplacements réservés n° 23 rue des Fauvettes et n° 24 passage des Partisans

Emplacement réservé n°23 rue des Fauvettes

La rue des fauvettes est particulièrement étroite et ne comprend pas de trottoirs accessibles. Aussi, cet emplacement réservé permettra d'élargir le trottoir et de créer quelques places de stationnement utiles au quartier. L'emplacement réservé a une superficie d'environ 330 m².



Emplacement réservé n°24 passage des Partisans

Le projet d'aménagement des Chabanneries prévoyait un cheminement piéton/cycle est-ouest entre le centre du quartier vers les berges du Rhône. La commune a acquis un certain nombre de tènement. Il reste à acquérir une section de 35 mètres linéaires pour réaliser l'aménagement. L'emplacement réservé nécessaire à cet aménagement a une superficie d'environ 179 m².



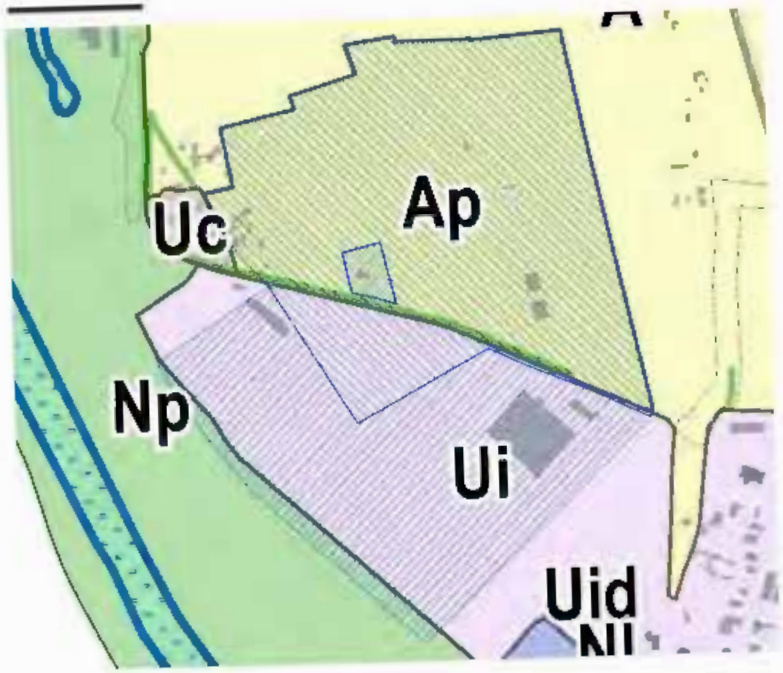
Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_25-DE

1.4 – Régularisation du périmètre de protection du captage des Combeaux

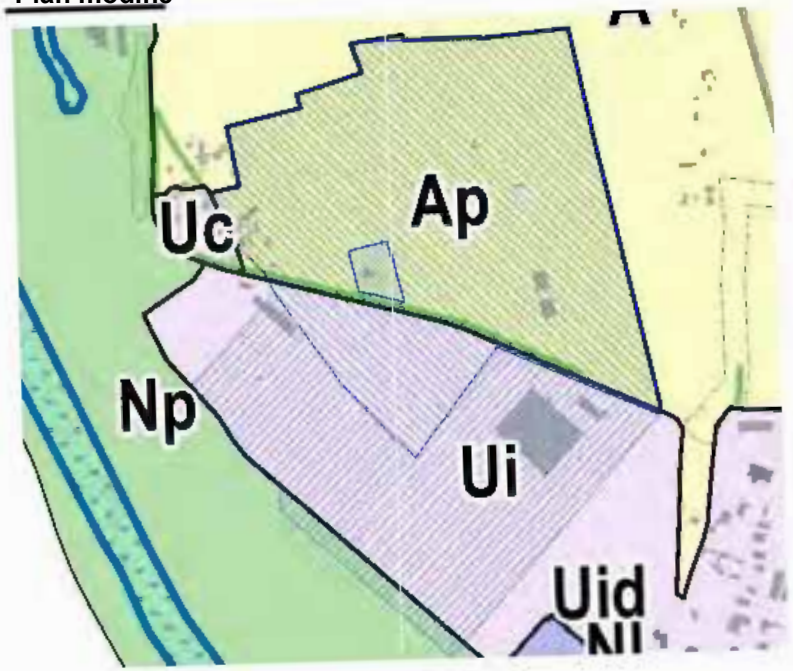
Par courrier en date du 14 février 2023, Madame la Préfète de la Drôme a sollicité la mise à jour d'un certain nombre de servitude d'utilité publique qui ont été intégrées au PLU par arrêté du maire en date du 10/05/2023. L'une de ces mises à jour porte sur le périmètre de captage d'eau potable des Combeaux.

Le règlement graphique du PLU reprend les périmètres immédiats et rapprochés afin de mettre en exergue la protection, aussi il est régularisé pour coïncider exactement avec la servitude d'utilité publique.

Plan initial



Plan modifié



Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_25-DE

2- Règlement graphique – Plan des hauteurs

Il s'agit d'augmenter ponctuellement les hauteurs pour favoriser des opérations de logements à l'intérieur de l'enveloppe urbaine et répondre aux besoins en logement à court terme.

2.1- Augmentation de la hauteur maximale sur deux secteurs de Girodet

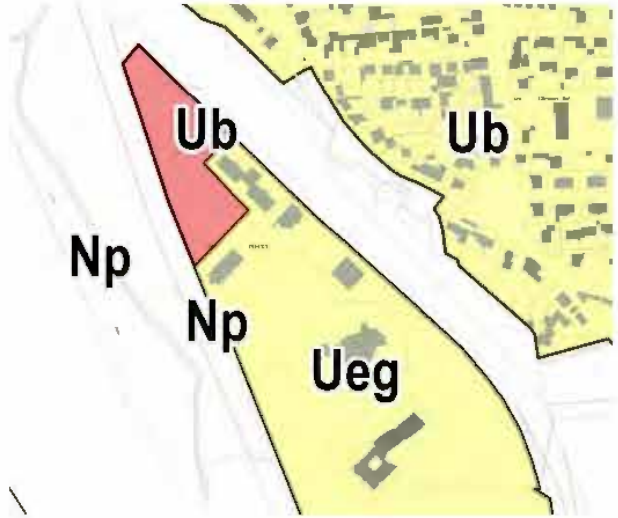
En application du PLU approuvé le 13 mars 2019, la hauteur maximale autorisée des constructions s'établit à 18 mètres en secteur Ub et 12 mètres en secteur Ueg.

La présente procédure de modification a pour but d'élever à 21 mètres la hauteur des constructions dans le secteur Ub de Girodet nord et dans le secteur Ueg du tènement du théâtre le Rhône.

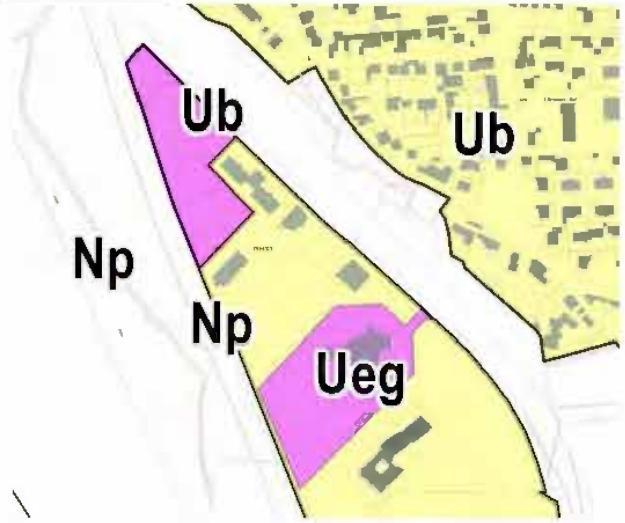
Sur le secteur Ub, une opération immobilière est programmée. Elle fait l'objet d'une OAP. Son objectif est de construire 4 unités de logements collectifs dont tous les appartements bénéficieront d'une vue sur le fleuve Rhône et le massif ardéchois. Ce tènement en lisière du fleuve étant unique, l'objectif est de promouvoir la qualité du cadre de vie sur le fleuve et le paysage, c'est pourquoi il est décidé d'inciter la construction en hauteur, R+5 plutôt qu'en R+4, pour que chaque logement puisse profiter des vues. Cette prescription favorisant les unités verticales a l'avantage de préserver des espaces libres au sol qui seront paysagés et arborés. Elle limite les emprises au sol qui risquent de dénaturer le site et réduire les espaces végétalisés.

L'augmentation de la hauteur des constructions sur le tènement du théâtre vise à faciliter à terme une surélévation de l'équipement dans le cadre de sa rénovation globale.

Plan initial



Plan modifié



Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_25-DE

2.2- Augmentation de la hauteur maximale route des Gamelles

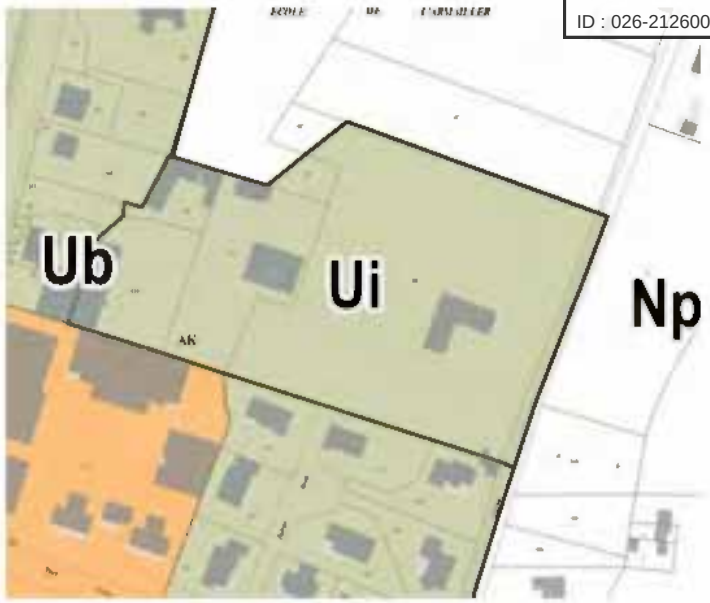
En application du PLU approuvé le 13 mars 2019 la hauteur maximale autorisée s'établit à 8 mètres sur le secteur UI reclassé en zone Ub dans la présente procédure de modification. La modification a pour but d'élever la hauteur à 15 mètres.

En effet, sur le futur secteur Ub, une opération immobilière, qui fait l'objet d'une OAP décrite ci-dessous, est programmée. Son objectif est de construire une cinquantaine de logements permettant de répondre aux besoins en logements abordables. Cette augmentation de la hauteur des constructions est justifiée pour :

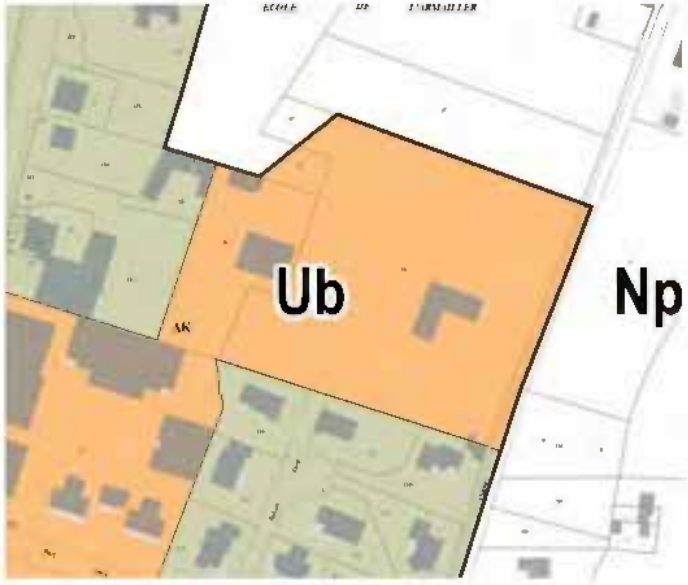
- assurer une opération qualitative favorisant une mixité des formes urbaines (habitat collectif, intermédiaire et individuel)
- libérer un espace conséquent à aménager de manière qualitative pour rendre agréable le cadre de vie des habitants et gérer la limite nord de l'enveloppe urbaine en cohérence avec l'espace naturel qui jouxte le secteur.

L'augmentation de la hauteur maximale se justifie par ailleurs par le dénivelé important du terrain. Elle permettra une harmonisation des hauteurs entre le socle bas et le socle haut du tènement et la création d'une architecture adaptée à la topographie en lien avec l'allée Kock.

Plan initial



Plan modifié



Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_25-DE

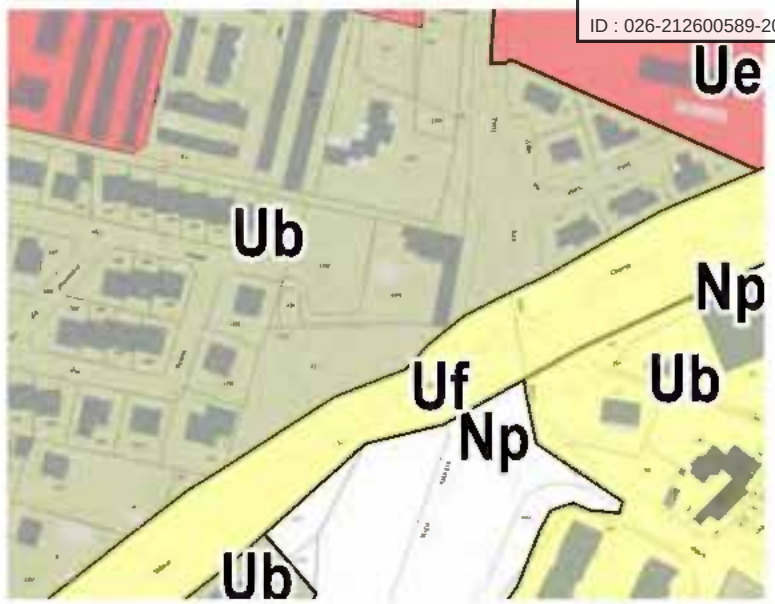
2.3- Augmentation de la hauteur maximale rue des Violettes

En application du PLU approuvé le 13 mars 2019, la hauteur maximale autorisée s'établit à 8 mètres sur le secteur de la rue des Violettes. La présente procédure de modification a pour but d'élever la hauteur à 12 mètres sur le gisement qui reste à bâtir reposant sur l'assiette foncière cadastrée B n° 455 -1498 – 1499.

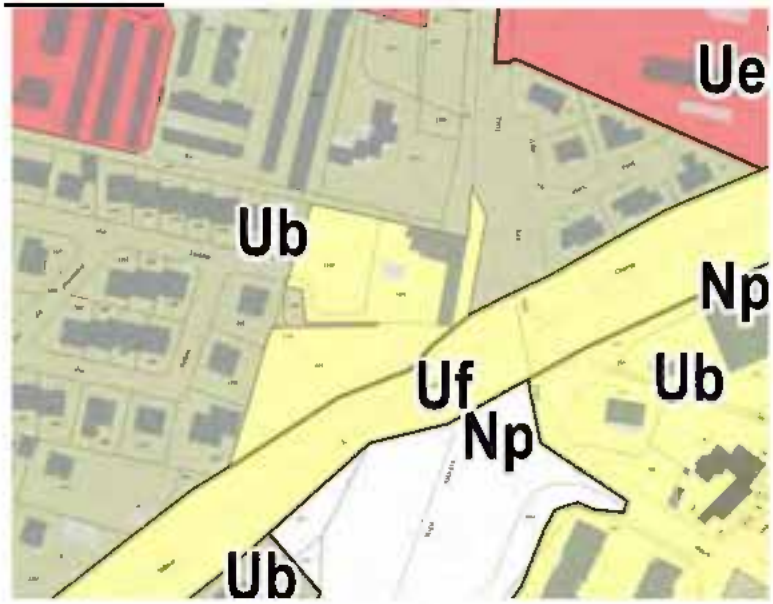
Ce secteur présente une qualité paysagère indéniable, il s'agit d'un ancien terrain maraîcher aménagé pour profiter des sources existantes et irriguer les parcelles. Un réseau hydraulique constitué d'une fontaine, d'un canal et d'un réservoir sillonne le site. Ses sources favorisent une végétation luxuriante et de grands arbres. Une partie de ce domaine est protégé au titre de l'article L 151-23 de Code de l'urbanisme (préservation du patrimoine paysager). Il est limité au nord par un haut mur en galets du Rhône typique des enclos maraîchers anciens.

Ce site accueil un bâtiment de hauteur R+3 inoccupé depuis plusieurs décennies. L'étude du site montre que pour préserver le patrimoine paysager et hydraulique, il convient de favoriser une opération de logements collectifs ou intermédiaires épousant la topographie des lieux. Au contraire une opération constituée uniquement de maisons individuelles de hauteur R+1 aurait pour conséquence d'occuper une emprise dénaturant la qualité du site. En conséquence, la présente modification vise à augmenter la hauteur à 12 mètres pour favoriser la réhabilitation, l'extension ou la reconstruction du bâtiment existant et la construction d'un immeuble collectif ou intermédiaire en R+2 maximum.

Plan initial



Plan modifié



Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_25-DE

3- Règlement écrit

Il s'agit de préciser des points du règlement pour en faciliter l'interprétation et l'application.

3.1- Modification du règlement en zone urbaine résidentielle

a- Préciser les implantations en limite séparative en secteur Ub

Le règlement indique : « *Implantation en limite séparative ou avec un retrait de 3 mètres pour les constructions d'une hauteur inférieure à 8 mètres. Implantation avec un retrait par rapport aux limites séparatives au moins égal à la demi-hauteur pour les constructions d'une hauteur supérieure à 8 m* »

Il est proposé de modifier le règlement de la manière suivante : «*Implantation en limite séparative ou avec un retrait de 3 mètres pour les constructions d'une hauteur inférieure ou égale à 8 mètres. Implantation avec un retrait par rapport aux limites séparatives au moins égal à la demi-hauteur pour les constructions d'une hauteur supérieure à 8 m* »

Cette formulation permettra de faciliter l'instruction de certains dossiers.

b- Préciser les prescriptions des clôtures existantes en secteurs Ub et Uc

Pour les clôtures en limite des espaces publics et collectifs, il est indiqué que « *pour les murs de clôture dont la longueur est supérieure à 17 m, des ruptures seront exigées au moins tous les 5 m pour rompre la monotonie linéaire (grille toute hauteur sur 80 cm à 1 m, doublée éventuellement d'une haie vive)* »

Cette prescriptions demeure pour les nouveaux murs.
Pour les murs existants inférieurs à 1,80m de hauteur il est ajouté ce qui suit :
« *pour les murs existants inférieurs à 1,80 mètre de hauteur dont la longueur est supérieure à 17 m, une surélévation à 1,80 mètres est autorisée. Les ruptures seront exigées à partir de la hauteur initiale du mur tous les 5 m* »

Cette précision est ajoutée car pour des raisons techniques de construction, il est délicat de venir percer un mur existant jusqu'à sa base.

c- Préciser les prescriptions pour le stationnement des cycles dans toutes les zones urbaines résidentielles

En cas de création de logement, le règlement prévoit :
« 1 emplacement par logement d'une surface inférieure à 60 m²
2 emplacements par logement d'une surface supérieure à 60 m² »

Il est proposé la modification suivant :
« 1 emplacement par logement d'une surface inférieure à 60 m² à partir de 3 logements créés
2 emplacements par logement d'une surface supérieure à 60 m² à partir de 3 logements créés »

Cette précision permettra s'assouplir l'instruction des dossiers portant sur des petites opérations d'un à deux logements.

d- Réglementer l'implantation des éléments techniques, notamment les blocs de climatisation

Le règlement indique : *« Dans la mesure où ils n'ont pas été intégrés dans le bâtiment, les éléments techniques (coffret de gaz, électricité, eau, interphone, boites aux lettres, climatiseurs, pompes à chaleur, extracteurs, etc) seront intégrés par un travail soigné dans les éléments de clôture.* »

Le règlement est modifié de la manière suivante : *« Dans la mesure où ils n'ont pas été intégrés dans le bâtiment, les éléments techniques (coffret de gaz, électricité, eau, interphone, boites aux lettres, climatiseurs, pompes à chaleur, extracteurs, etc) seront intégrés en priorité et par un travail soigné dans les éléments de clôture.*
Certains éléments techniques, notamment les climatiseurs, peuvent être installés en façade à condition que leur volumétrie s'insère harmonieusement dans le cadre bâti environnant. »

Cette précision permets de réglementer l'implantation de certains éléments techniques nécessairement installés en façade, notamment les climatiseurs. Elle donne la possibilité à l'instructeur d'apprécier leur intégration dans la volumétrie du bâtiment.

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_25-DE

3.2- Modification du règlement en zone urbaine économique

Préciser les prescriptions pour l'extension des bâtiments existants à vocation d'artisanat et de commerce de détail en zone UIe

La règlement du PLU autorise sous condition les constructions à destination d'artisanat et commerce de détail. Les conditions définies sont les suivants :

« Les constructions de la sous-destination ***artisanat et commerce de détail*** sont autorisées en secteurs Uic et Uie à condition de créer une surface de plancher ou de vente supérieure à 300 m². »

Il est proposé de compléter cette condition de la manière suivante :

« Les constructions nouvelles de la sous-destination ***artisanat et commerce de détail*** sont autorisées en secteurs Uic et Uie à condition de créer une surface de plancher ou de vente supérieure à 300 m².

L'extension des constructions existantes de la sous-destination ***artisanat et commerce de détail*** *est* autorisée en secteurs Uie. »

Cette modification du règlement permet aux activités existantes de la sous-destination artisanat et commerce de détail de se maintenir et se développer dans de bonnes conditions en zone UIe. Elle ne remet pas en question l'esprit du PLU dont l'ambition est d'éviter la concurrence entre les activités commerciales du centre-ville et celles des zones d'activités. En effet, elle ne concerne que les activités déjà en place.

3.3. Modification du règlement en zone agricole

Corriger une incohérence dans le règlement de la zone agricole concernant les changements de destination

Un changement de destination n°16 est autorisé pour une vocation d'entrepôt. La partie constructions autorisées sous condition prévoit actuellement le paragraphe suivant :

« Le changement de destination à vocation d'hébergement hôtelier et touristique du bâtiment n°15 et à vocation d'entrepôt du bâtiment n°16 identifiés au règlement graphique en application de l'article L.151-11 peut être autorisé dans la mesure où il ne compromet pas le caractère agricole des environs, qu'il ne gêne pas une exploitation agricole, qu'il ne porte pas atteinte à la sauvegarde des espaces naturels et des paysages et que le projet préserve les caractéristiques architecturales et patrimoniales desdits bâtiments. »

Cependant, le tableau des destination et sous-destinations de la zone agricole interdit la vocation d'entrepôt en zone agricole. Afin de corriger cette incohérence et permettre le changement de destination, il est proposé d'autoriser sous condition les bâtiments de la sous-destination entrepôt dans la zone A et d'ajuster le paragraphe cité précédemment afin de n'autoriser que ce changement de destination.

Tableau de destination et sous-destination initial

Destination	Sous-destination	A	Ap	Ai
Exploitation agricole et forestière	Exploitation agricole	A	I	I
	Exploitation forestière	I	I	I
Habitation	Logement	ASC	ASC	I
	Hébergement	I	I	I
Commerce et activité de service	Artisanat et commerce de détail	I	I	I
	Restauration	I	I	I
	Commerce de gros	I	I	I
	Activité de service où s'effectue l'accueil d'une clientèle	I	I	I
	Hébergement hôtelier et touristique	ASC	I	I
	Cinéma	I	I	I
Equipements d'intérêt collectif et services publics	Locaux et bureaux accueillant du public des administrations publiques et assimilés	I	I	I
	Locaux techniques et industriels des administrations publiques et assimilés	ASC	I	ASC
	Etablissements d'enseignement, de santé et d'action sociale	I	I	I
	Salles d'art et de spectacles	I	I	I
	Equipements sportifs	I	I	I
	Autres équipements recevant du public	I	I	I
Autres activités des secteurs secondaire ou tertiaire	Industrie	I	I	ASC
	Entrepôt	I	I	ASC
	Bureau	I	I	ASC
	Centre de congrès et d'exposition	I	I	I

Autorisé	A	Autorisé sous conditions	ASC	Interdit	I

Tableau de destination et sous-destination modifié

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_25-DE

Destination	Sous-destination	A	Ap	Ai
Exploitation agricole et forestière	Exploitation agricole	A	I	I
	Exploitation forestière	I	I	I
Habitation	Logement	ASC	ASC	I
	Hébergement	I	I	I
Commerce et activité de service	Artisanat et commerce de détail	I	I	I
	Restauration	I	I	I
	Commerce de gros	I	I	I
	Activité de service où s'effectue l'accueil d'une clientèle	I	I	I
	Hébergement hôtelier et touristique	ASC	I	I
	Cinéma	I	I	I
Equipements d'intérêt collectif et services publics	Locaux et bureaux accueillant du public des administrations publiques et assimilés	I	I	I
	Locaux techniques et industriels des administrations publiques et assimilés	ASC	I	ASC
	Etablissements d'enseignement, de santé et d'action sociale	I	I	I
	Salles d'art et de spectacles	I	I	I
	Equipements sportifs	I	I	I
	Autres équipements recevant du public	I	I	I
Autres activités des secteurs secondaire ou tertiaire	Industrie	I	I	ASC
	Entrepôt	ASC	I	ASC
	Bureau	I	I	ASC
	Centre de congrès et d'exposition	I	I	I

Autorisé	A	Autorisé sous conditions	ASC	Interdit	I

La partie constructions autorisées sous condition est modifiée de la manière suivantes :
« Le changement de destination à vocation d'hébergement hôtelier et touristique du bâtiment n°15 et à vocation d'entrepôt du bâtiment n°16 identifiés au règlement graphique en application de l'article L.151-11 peut être autorisé dans la mesure où il ne compromet pas le caractère agricole des environs, qu'il ne gêne pas une exploitation agricole, qu'il ne porte pas atteinte à la sauvegarde des espaces naturels et des paysages et que le projet préserve les caractéristiques architecturales et patrimoniales desdits bâtiments. »

Le paragraphe suivant est ajouté :

*« Le changement de destination à vocation d'entrepôt du bâtiment n°16 identifiés au règlement graphique en application de l'article L.151-11 peut être autorisé dans la mesure où il ne compromet pas le caractère agricole des environs, qu'il ne gêne pas une exploitation agricole, qu'il ne porte pas atteinte à la sauvegarde des espaces naturels et des paysages et que le projet préserve les caractéristiques architecturales et patrimoniales desdits bâtiments. Aucune autre construction de la sous-destination **entrepôt** ne pourra être autorisée. »*

Autoriser l'extension et la modification des ouvrages déclarés d'utilité publique et liés à la servitude I3 dans le règlement de la zone agricole

Lors de la consultations des Personnes Publiques Associés pour la modification simplifiée n°2 du PLU, la société TRAPIL nous a demandé d'autoriser les ouvrages déclarés d'utilité publique et liées à la Servitude I3 (servitude relative aux canalisations de transport et de distribution de gaz, d'hydrocarbures et de produits chimiques), quelles que soient les zones traversées par les oléoducs concernés.

Cette demande n'a pas pu être prise en compte dans le cadre de la modification simplifiée n°2 du PLU, car elle ne concernait pas le secteur objet de la modification. Aussi, nous profitons de la présente modification pour prendre en compte la demande de la société TRAPIL.

Sur la commune de Bourg-Les-Valence, la servitude I3 ne traverse que la zone agricole. Aussi, la phrase suivant est ajoutée dans le règlement de la zone agricole uniquement :*« En secteur A, l'extension et la modification des installations nécessaires à l'exploitation et à la sécurité des oléoducs de défense commune sont autorisés. »*

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_25-DE

4- Orientation d'Aménagement et de Programmation (OAP)

4.1 - OAP n° 23 – Création d'une OAP sur le secteur Gamelles

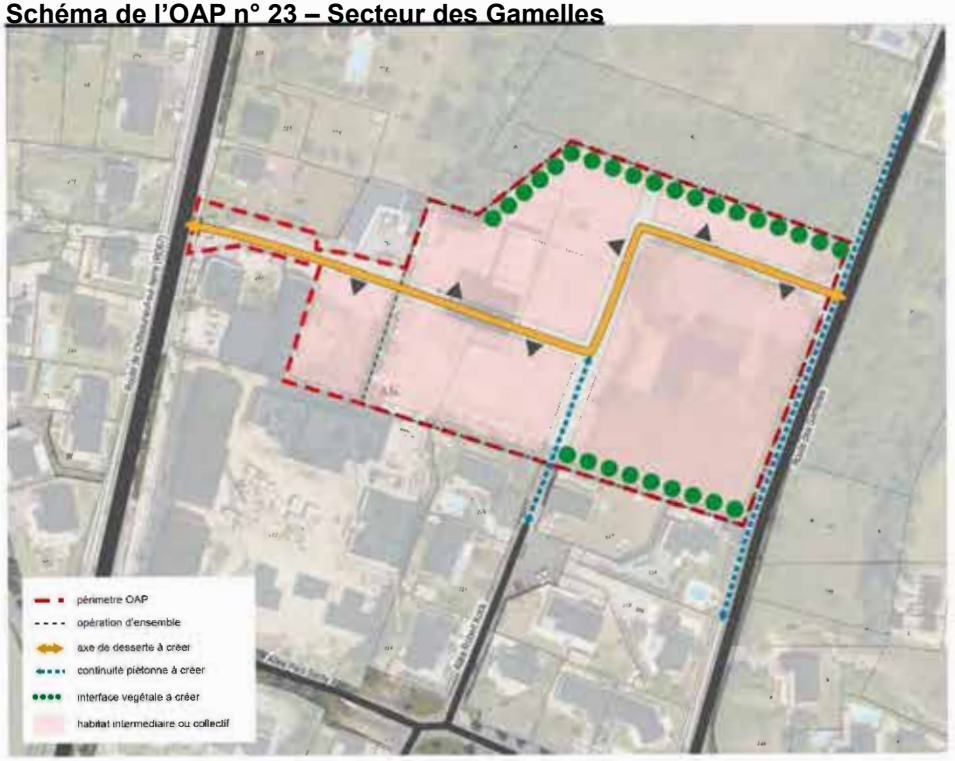
Le secteur des Gamelles, d'une surface de 16 350 m² environ, a été classé en zone Ui dans le PLU approuvé le 13 mars 2019 pour prendre acte des activités existantes sur le site. Il s'avère qu'une seule entreprise reste en activité aujourd'hui. Les autres bâtiments servent d'entrepôts ou restent inutilisés. Cette zone étant peu dynamique, en perte de vitesse, distante des axes de communication et des zones d'activités principales, la présente modification la classe en zone Ub. L'objectif de ce classement est de permettre le renouvellement urbain de la zone par la construction de nouveaux logements dans la continuité des zones résidentielles existantes et ainsi répondre aux besoins en logement de la commune à court terme.

Afin d'assurer un aménagement qualitatif et cohérent de la zone, il est opportun de créer une orientation d'aménagement et de programme. Elle a pour but de favoriser la qualité architecturale et paysagère attendue pour s'adapter aux cassures et dénivelés du terrain, fixer les accès et liaisons de l'opération avec le quartier. La route des Gamelles n'étant pas aménagée pour les déplacements piétons cycles, il est encouragé la création de liaisons piéton/cycle vers la route de Châteauneuf-sur-Isère et l'allée Robert Kock.

Le projet sera majoritairement réalisé sous la forme d'une opération d'ensemble. L'OAP du secteur des Gamelles permettra la création d'environ 57 logements dont 35 % de logements locatifs sociaux et 30 % de logements en accession sociale (PSLA ou BRS). Elle vise une densité de 35 logement/ha.

Le site ayant accueilli une ancienne activité industrielle, tout projet de construction devra justifier de la gestion du risque de pollution pour assurer la compatibilité avec l'usage futur et l'état des sols.

Schéma de l'OAP n° 23 – Secteur des Gamelles



Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_25-DE

4.2 - OAP n° 17 et n°18 – Evolution des OAP densité Avenue de Lyon

Le secteur de l'Avenue de Lyon est concerné par deux OAP densité n°17 et n°18 regroupées dans une seule fiche. La présente modification vise à étoffer le contenu de l'OAP n°17 pour définir des principes d'aménagement d'ensemble, garantissant la qualité du projet qui pourrait voir le jour sur ce site. A ce titre, elle ne relève plus d'une OAP densité et devient une OAP aménagement à dominante d'habitat. Pour cela, les OAP n°17 et 18 sont dissociées.

Le contenu de l'OAP n°18 reste inchangé. Il est maintenu dans la partie OAP densité de la pièce 3 - Orientation d'Aménagement et de Programmation du PLU. Seul le schéma de principe est remplacé pour faire disparaître les éléments relatifs à l'OAP n°17.

Schéma initial OAPN°17 et 18



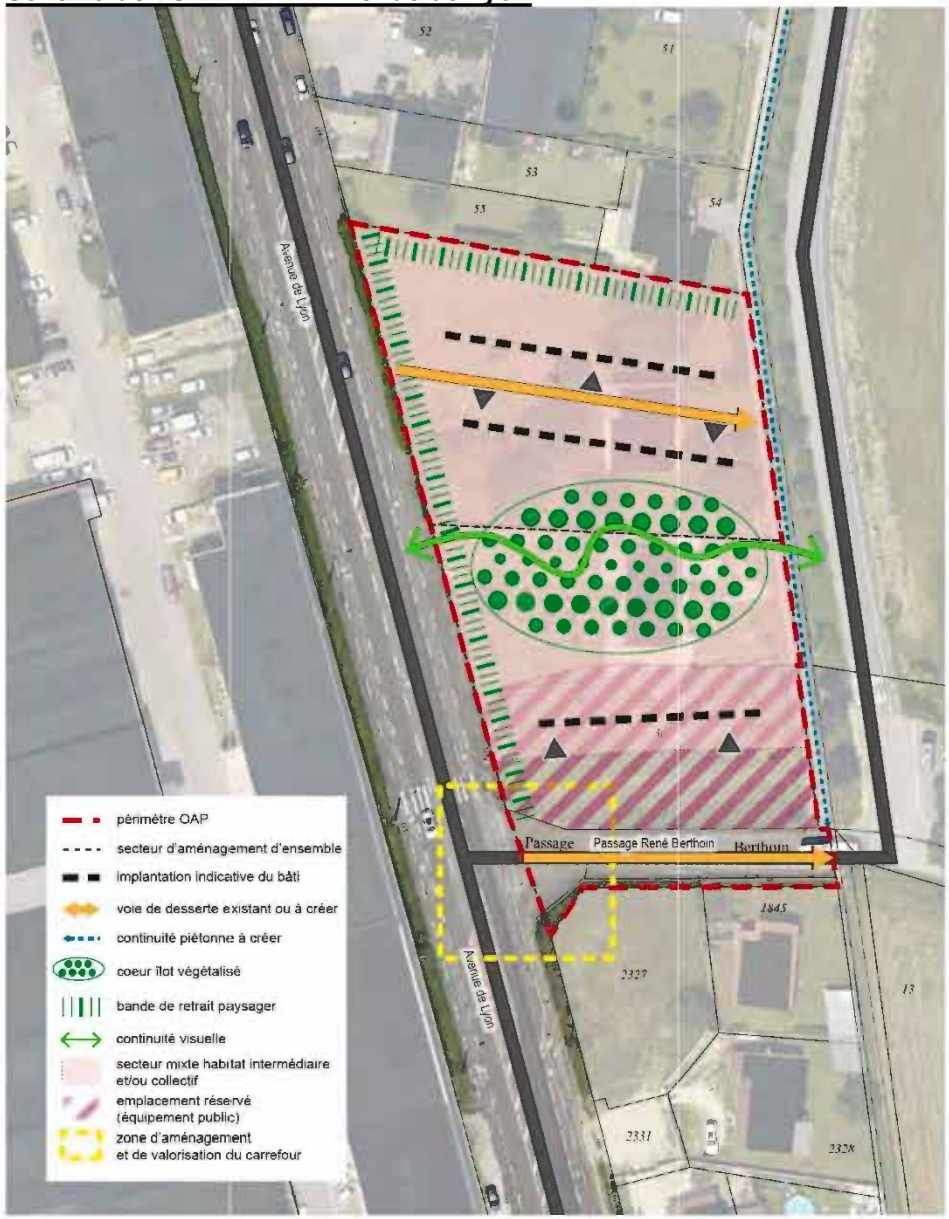
Schéma OAP N°18 modifié



L'OAP n°17 est déplacé dans la partie OAP Aménagement – à dominante habitat de la pièce 3. Pour assurer un aménagement qualitatif et cohérent de la zone, son périmètre est modifié. Elle est complétée afin de définir les principes d'accès et liaisons de l'opération avec l'avenue de Lyon. Elle fixe des principes visant à assurer la qualité architecturale et paysagère du projet. Elle prévoit notamment la réalisation de deux opérations d'ensemble dans lesquels la préservation de cœurs d'îlot végétalisés et la structuration des espaces et du bâti est recherchée.

Le nombre de logements à créer et les formes urbaines attendues restent inchangés, à savoir : 18 logements dont 10 logements locatifs abordables sous la forme d'habitat collectif en R+2, et/ou habitat intermédiaire et/ou maisons groupées en R+1.

Schéma de l'OAP n° 17 – Avenue de Lyon



Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_25-DE

4.3 – Ajustement de l'OAP mise en valeur du patrimoine

L'OAP mise en valeur du patrimoine définit un certain nombre de préconisations architecturales et urbaines qui visent à préserver le Vieux Bourg de la commune et à conserver ses spécificités historiques. Parmi ces préconisations, il interdit l'installation de climatiseurs en applique ou positionnés en façade des bâtiments situés dans le périmètre de l'OAP.

Cette préconisation entre en contradiction avec les enjeux climatiques qui émergent dans nos régions, notamment l'augmentation des jours de canicule et des périodes estivales de plus en plus longues et chaudes. Pour faire face à ce nouvel enjeu, la présente modification vise à autoriser les climatiseurs en façade à condition qu'ils soient recouverts d'un caisson qui s'insère harmonieusement dans le cadre bâti environnant.

Aussi la formulation suivante est supprimée :
« 1/ Les climatiseurs en applique ou positionnés en façades, visibles de l'espace public sont interdits.
2/ Possibilité : sur les balcons si les dispositifs sont peu visibles, dans les sous-sols ventilés ouverts
3/ Sur l'extérieur, au sol dans les cours arrières ou sur les terrasses arrières (s'ils sont peu bruyants), dans combles bien ventilés »

Elle est remplacer par la paragraphe suivant :
« 1/ Les climatiseurs seront prioritairement installés

- *sur les balcons si les dispositifs sont peu visibles,*
- *dans les sous-sols ventilés ouverts*
- *au sol dans les cours arrières ou sur les terrasses arrières,*
- *dans les combles bien ventilés*

Si ces options ne sont pas possibles, les climatiseurs sans bloc externe devront être privilégiés autant que possible.

En dernier recours, ils pourront être autorisés en applique ou positionnés en façades, à condition qu'ils soient recouverts d'un caisson qui s'insère harmonieusement dans le cadre bâti environnant. »

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_25-DE

5 - Modification du tableau des surfaces allouées à chaque zone

Le tableau des surfaces allouées à chaque zone est modifié. La superficie de la zone Ub augmente tandis que la superficie de la zone Ui diminue.
Les autres zones restent inchangées.

Zones	Vocation dominante	Superficie initiale en ha	Superficie initiale en %	Superficie après modification en ha	Superficie après modification en %	Rappel superficie ancien PLU en ha
1- Zones urbanisées						
Uap	Secteur urbain dense a proteger	48,2	2,39	48,2	2,39	444,8 ha (UA + UP + UB + UC + UD + UE)
Uar	Secteur urbain dense a renouveler	20,66	1,02	20,66	1,02	
Ub	Secteur urbain a dominante d'habitat mixte	331,95	16,43	333,6	16,51	
Uc	Secteur d'habitat peripherique	21,36	1,06	21,36	1,06	
Ue	Secteur urbain d'equipement collectif ou public	33,41	1,65	33,41	1,65	/
Uec	Secteur du pole d'animation de la Cartoucherie	5,78	0,29	5,78	0,29	5,5 ha (UK)
Ueg	Secteur d'equipement de Girodet	12,34	0,61	12,34	0,61	/
Uf	Secteur dedie aux infrastructures de transport	86,83	4,3	86,83	4,3	237,2 (UI)
Ui	Secteur urbain d'activite	137,15	6,79	135,5	6,7	
Uic	Secteur d'activite commerciale	26,4	1,31	26,4	1,31	
Uid	Secteur d'activite CNR	14,56	0,72	14,56	0,72	
Uie	Secteur d'activite d'entree de ville	21,09	1,04	21,09	1,04	
	Sous-total 1	***759,72***	***37,59***	***759,72***	***37,59***	***704,7***
2- Zones à urbaniser						
Auc	Secteur a urbaniser alternatif a vocation d'habitat	7,35	0,36	7,35	0,36	148,1 ha (AU + AUc + Aui)
AUs1	Secteur a urbaniser a vocation d'habitat	6,5	0,32	6,5	0,32	
AUs2	Secteur a urbaniser a vocation d'activite	15,78	0,78	15,78	0,78	
	Sous-total 2	***29,63***	***1,47***	***29,63***	***1,47***	***148,1***
3- Zones naturelles et agricoles						
Ne	Secteur naturel d'equipement collectif ou public	6,75	0,33	6,75	0,33	582,6 (Np + Nh + Nhi + Nl + Ns)
Ng	Secteur naturel a vocation d'activite (STECAL)	0,39	0,02	0,39	0,02	
Nl	Secteur naturel de loisirs	66,08	3,27	66,08	3,27	
Np	Secteur naturel et forestier a proteger	361,29	17,88	361,29	17,88	
Au	Secteur agricole	594,15	29,41	594,15	29,41	585,1 (A + Av)
Ai	Secteur agricole a vocation d'activites (STECAL)	2,57	0,13	2,57	0,13	
Ap	Secteur agricole a proteger	199,97	9,9	199,97	9,9	
	Sous-total 3	***1231,2***	***60,94***	***1231,2***	***60,94***	***1167,7***
	TOTAL COMMUNE	**2020,55**	**100**	**2020,55**	**100**	**2020,5**

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_25-DE

6- Absence d'atteinte à l'économie générale du PLU

Le Projet d'Aménagement et de Développement Durable (PADD) du PLU approuvé le 13 mars 2019 se décline selon 5 grandes orientations :

- Orientation n°1 : Promouvoir un développement résidentiel raisonné et qualitatif
- Orientation n°2 : Dynamiser la diversité économique de Bourg-lès-Valence
- Orientation n°3 : Engager Bourg-lès-Valence vers un modèle de développement durable
- Orientation n°4 : Prévoir un développement responsable
- Orientation n°5 : Valoriser l'identité bourcaine et renforcer son attractivité

La présente modification n'impacte par l'économie générale du PLU et les grandes orientations du PADD. Au contraire, elle s'inscrit pleinement dans ces orientations.

Orientation n°1 : Promouvoir un développement résidentiel raisonné et qualitatif

La présente modification fait évoluer plusieurs secteurs de la zone urbaine afin de favoriser un développement résidentiel de qualité :

- Evolution du secteur des Gamelles à travers l'extension de la zone Ub en contrepartie d'une réduction de la zone Ui, la création d'une servitude de mixité sociale sur le site, l'augmentation de la hauteur maximale des constructions sur le site, la création d'une OAP n°23.
- L'évolution de l'OAP n°17 – Avenue de Lyon
- La création de deux autres servitudes de mixité sociale sur l'Impasse Longueville et le Quai Barjon
- L'augmentation des hauteurs maximales sur le secteur Girodet Nord et la rue des Violettes

Ces différentes modifications contribuent à :

- une diversification de l'offre de logement pour qu'elle soit accessible à tous,
- la poursuite d'une démarche de renouvellement urbain qui permet à la commune de développer son offre de logement sans consommer d'espaces agricoles et naturels supplémentaires.

Elles contribuent également à développer une offre de logements en cohérence avec les perspectives démographiques inscrites dans le PADD à savoir accueillir 1 280 habitants d'ici 2029. En effet, le PLU approuvé en 2019 identifie plusieurs gisements favorables au renouvellement urbain. Mais la dureté foncière rend leur aménagement difficile voire impossible. Il est donc nécessaire de rechercher d'autres solutions de développement. La transformation d'une zone industrielle vieillissante en zone résidentielle et la possibilité de construire plus en hauteur y contribuent.

Orientation n°2 : Dynamiser la diversité économique de Bourg-lès-Valence

Une seule modification est liées à cette orientation : préciser les possibilités d'extension des bâtiments à vocation d'artisanat et commerce de détail en zone Uie.

Elle a pour objectifs de faciliter le maintien et le développement des activités existantes dans cette zone. A ce titre, elle n'entre pas en contradiction avec les objectifs du PADD qui visent à soutenir l'attractivité commerciale du centre-ville et préserver les équilibres entre les zones d'activité et le centre.

Orientation n°3 : Engager Bourg-lès-Valence vers un modèle de développement durable

Plusieurs points de la présente modification contribuent à la mise en œuvre de cette orientation :

- La création d'une OAP n°23 sur le secteur des Gamelles et l'ajustement de l'OAP n°17 – Avenue de Lyon vise à développer des quartiers de qualité où les formes urbaines s'inscrivent dans des espaces végétalisés qui contribuent au développement des îlots de fraîcheurs, à la gestion des eaux pluviales et au développement d'une trame verte favorable à la biodiversité.
- La création de deux emplacements réservés rue des Fauvettes et passage des Partisans visent à permettre le développement d'aménagements doux qui contribueront à terme au maillage communal des voies piétonnes et cycles.

Orientation n°4 : Prévoir un développement responsable

La présente modification n'a pas d'impact sur cette orientation. En effet, les évolution visées n'augmentent pas l'exposition aux risques et aux nuisances identifiées au PLU. Sur le secteur des Gamelles, l'opération d'ensemble qui verra le jour devra se conformer à la réglementation acoustique propre aux secteurs inscrits dans les périmètres de voisinage d'infrastructure de transport terrestre.

Orientation n°5 : Valoriser l'identité bourcaine et renforcer son attractivité

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_25-DE

Les deux modifications suivantes concernant les climatiseurs se rattachent à l'orientation n°5 du PADD :

- ajustement de l'OAP patrimoine en matière de climatiseur
- réglementer l'installation des blocs de climatisation dans les zones urbaines résidentielles

Elles ont pour objectifs de trouver un compromis entre le confort des habitants, notamment en période de forte chaleur, et la préservation d'une identité bourcaine que la commune souhaite valoriser.

Régularisations et corrections en vue d'améliorer l'application du PLU

Pour terminer, les modifications suivantes vise à régulariser et/ou corriger certains points des règlements écrit et graphique pour améliorer et faciliter leur application :

- régularisation du périmètre de protection de captage des Combeaux
- corriger une incohérence dans le règlement de la zone agricole concernant les changements de destination
- préciser les implantations en limite séparative en secteur Ub
- préciser l'aménagement des clôtures existantes en zones urbaines résidentielles
- autoriser l'extension et la modification des ouvrages déclarés d'utilité publique et liés à la servitude I3 dans le règlement de la zone agricole

Elles n'ont pas d'impact sur les orientations du PADD et sur l'économie générale du PLU mais permettrons une application plus simple du volet réglementaire.

7- Liste des pièces modifiées

Le rapport de présentation est complété par la présente notice explicative.

Les pièces suivantes sont modifiées :
- modification du plan de zonage
- modification du plan des hauteurs
- mise à jour de la liste des servitudes de mixité sociale
- mise à jour de la liste des emplacements réservés
- modification du règlement écrit
- modification des orientations d'aménagement et de programmation

Transmis à la préfecture le 15/05/2025
Reçu à la préfecture le 15/05/2025
Publié le 15/05/2025
ID : 026-212601249-20250512-DM_20250512_26-DE

DÉPARTEMENT
DRÔME
COMMUNE
BOURG-LÈS-VALENCE

DÉLIBÉRATION
CONSEIL MUNICIPAL
DU LUNDI 12 MAI 2025

Convocation du 02/05/2025

Nombre de conseillers en exercice : 33
Nombre de conseillers présents : 25
Nombre de conseillers absents : 1
Nombre de pouvoirs : 6
Secrétaire de séance : Eliane GUILLON

Étaient présents MM(Mmes) les conseillers municipaux :
Mariane MOURIER, Éliane GUILLON, Aurélien ESPRIT, Dominique GENTIAL, Robert TAFANKEJIAN, Audrey RENAUD, Florian REVERDY, Danièle PAYAN, Tanguy GERLAND, Vincent FUGIER, Agnès LAFEVRE, Stéphanie MASSILLAT, Paolino TOLA, Rachel VAGNE, Chantal BILLIET, Rosaline ASLANIAN-HABRARD, Nancy GUIBOUD, Martine IMBERT, Fabrice PIAUD, Wilfrid PAULHES, Christiane RANC, Frédéric TREMBLAY, Maria CARLOMAGNO, Denis CUZZEL, Marie-Hélène MERMONT, Alexandre POTHAIN

Sauf,
Geneviève AUDIBERT, pouvoir à Éliane GUILLON
Thierry BELLE, pouvoir à Mariane MOURIER
Manuel JAMAMORZIAN, pouvoir à Robert TAFANKEJIAN
Mamadou DIALLO, pouvoir à Paolino TOLA
Alexandre BAILLET, pouvoir à Fabrice PIAUD
Georges ISHACIAN, pouvoir à Wilfrid PAULHES
Christian ROZO – Absent non excusé

Rapporteur
D. GENTIAL

26. APPROBATION DU PERIMETRE DELIMITE DES ABORDS

Conformément à l'article L.621-31 du code du Patrimoine, modifié par la loi n°2016-925 du 7 juillet 2016 - Art. 75 :

« Le périmètre délimité des abords prévu au premier alinéa du II de l'article L.621-30 est créé par décision de l'autorité administrative, sur proposition de l'architecte des bâtiments de France, après enquête publique, consultation du propriétaire ou de l'affectataire domanial du monument historique, et, le cas échéant, de la ou des communes concernées et accord de l'autorité compétente en matière de plan local d'urbanisme, ou de document en tenant lieu ou de la carte communale.

A défaut d'accord de l'autorité compétence en matière de plan local d'urbanisme, ou de document en tenant lieu ou de la carte communale, la décision est prise soit par l'autorité administrative, après avis de la commission régionale du patrimoine et de l'architecture, lorsque le périmètre ne dépasse pas la distance de cinq cents mètres à partir d'un monument historique, soit par décret du conseil d'état, après avis de la commission nationale du patrimoine et de l'architecture, lorsque le périmètre dépasse la distance de cinq cents mètres à partir d'un monument historique.

Lorsque le projet de périmètre délimité des abords est instruit concomitamment à l'élaboration, la révision ou la modification du plan local d'urbanisme, ou de document en tenant lieu ou de la carte communale, l'autorité compétence en matière de plan local d'urbanisme, ou de document en tenant lieu ou de la carte communale diligente un enquête publique unique portant à la fois sur le projet de document d'urbanisme et sur le projet de périmètre délimité des abords.

Le périmètre délimité des abords peut être modifié dans les mêmes conditions. »

Dans le cadre des avis des Personnes Publiques Associées, l'UDAP a proposé la création d'un Périmètre délimité des abords (PDA) sur la commune de Bourg-lès-Valence pour remplacer les 14 périmètres de protection de 500 mètres qui entourent les monuments historiques de Valence et Bourg-lès-Valence :
- le Temple protestant de Valence en date du 17/05/1921
- l'ancienne Abbaye de Saint-Ruf à Valence en date du 28/04/1999
- l'Abbaye Notre-Dame de Soyons / Porte de l'Arsenal à Valence en date du 08/06/1926

Envoyé en préfecture le 14/10/2025
Reçu en préfecture le 14/10/2025
Publié le 15/10/2025
ID : 026-212600563-20251013-DELIB_20251013_28-DE

- l'Abbaye Notre-Dame de Soyons / Chapelle à Valence en date du 12/07/1965
- la Chapelle des Capucins à Valence en date du 24/10/1997
- la Maison Dupré Latour à Valence en date du 21/10/1926
- la Chapelle des Cordeliers (chapelle et façade principale) à Valence en date du 21/03/1983
- la Maison des têtes à Valence en date du 19/05/1944
- le Pendentif à Valence en date du 18/04/1914
- l'Église Saint-Jean à Valence en date du 04/08/1978
- la Cathédrale Saint-Apollinaire à Valence en date du 18/04/1914
- l'ancienne Cartoucherie à Bourg-lès-Valence en date du 05/02/2003
- l'Hôtel / Porte d'entrée et escalier intérieur avec sa rampe en fer forgé à Valence en date du 21/03/1983
- l'Hôtel de Ville à Valence en date du 21/11/2018

Ce nouveau périmètre sera limité aux secteurs constituant véritablement les abords à protéger des monuments historiques identifiés ci-dessus. Il s'affranchit du rayon de 500 mètres précédemment évoqué.

A la fin de la procédure, le nouveau PDA sera porté à la carte des servitudes d'utilité publique de la commune en remplacement du précédent périmètre de 500 mètres autour des monuments historiques (servitude AC1 au PLU). La présente délibération et le plan du PDA seront annexés au futur PLU.

Vu le classement au titre des monuments historiques de :
- le Temple protestant de Valence en date du 17/05/1921
- l'ancienne Abbaye de Saint-Ruf à Valence en date du 28/04/1999
- l'Abbaye Notre-Dame de Soyons / Porte de l'Arsenal à Valence en date du 08/06/1926
- l'Abbaye Notre-Dame de Soyons / Chapelle à Valence en date du 12/07/1965
- la Chapelle des Capucins à Valence en date du 24/10/1997
- la Maison Dupré Latour à Valence en date du 21/10/1926
- la Chapelle des Cordeliers (chapelle et façade principale) à Valence en date du 21/03/1983
- la Maison des têtes à Valence en date du 19/05/1944
- le Pendentif à Valence en date du 18/04/1914
- l'Église Saint-Jean à Valence en date du 04/08/1978
- la Cathédrale Saint-Apollinaire à Valence en date du 18/04/1914
- l'ancienne Cartoucherie à Bourg-lès-Valence en date du 05/02/2003
- l'Hôtel / Porte d'entrée et escalier intérieur avec sa rampe en fer forgé à Valence en date du 21/03/1983
- l'Hôtel de Ville à Valence en date du 21/11/2018

Vu la proposition de l'Architecte des Bâtiments de France de modifier le périmètre de protection actuel autour des monuments historiques, fixé à 500 mètres ;

Vu la possibilité de mettre en place un périmètre délimité des abords (PDA) conformément à la loi relative à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine et aux articles L.621-30 et L.621-31 du Code du patrimoine ;

Vu le code de l'urbanisme, notamment l'article R132-2

Vu le code de l'environnement, et notamment l'article L.123-1

Vu le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Bourg-lès-Valence approuvé le 13 mars 2019

Vu l'arrêté n°2024-045-AR-DAU en date du 6 août 2024 lançant la modification n°3 du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Bourg-lès-Valence
Vu l'arrêté n°2025-001-AR-DAU prescrivant l'ouverture de l'enquête publique portant sur le projet de modification n° 3 du plan local d'urbanisme

Transmis en préfecture le : 16/05/2025
Reçu en préfecture le : 16/05/2025
Publié le : 16/05/2025
ID : 026-212600385-20250513-CM1430-DE

Entendu le bilan de l'enquête publique sur la modification n°3 du PLU et le Périmètre Délimité des abords (PDA) qui s'est tenue du 19 février au 21 mars 2025 et dans lequel le PDA n'a fait l'objet d'aucune observation.

Considérant que le périmètre délimité des abords :

- désignera des immeubles ou ensembles d'immeubles qui formeront avec les monuments historiques un ensemble cohérent ou qui seront susceptibles de contribuer à leur conservation ou à leur mise en valeur ;
- se substituera aux périmètres actuels des 500 mètres ;
- sera plus adapté au contexte communal et aux monuments historiques.

Considérant que le projet de périmètre délimité des abords n'a fait l'objet d'aucune observation dans le cadre de l'enquête publique qui s'est tenue du 19 février au 21 mars 2025

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- **APPROUVE** la proposition de l'Architecte des Bâtiments de France de créer un périmètre délimité des abords sur sa commune. La procédure s'inscrit dans le calendrier de la modification n°3 du PLU.
- **AUTORISE** Madame le Maire à signer tous les actes et à prendre toutes les dispositions nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération.

Résultat du vote : Pour : 32 *Contre : 0* *Abstention : 0*

Fait à Bourg-lès-Valence,
Le 13/05/2025

Le secrétaire de séance,

Éliane GUILLON

Le Maire,

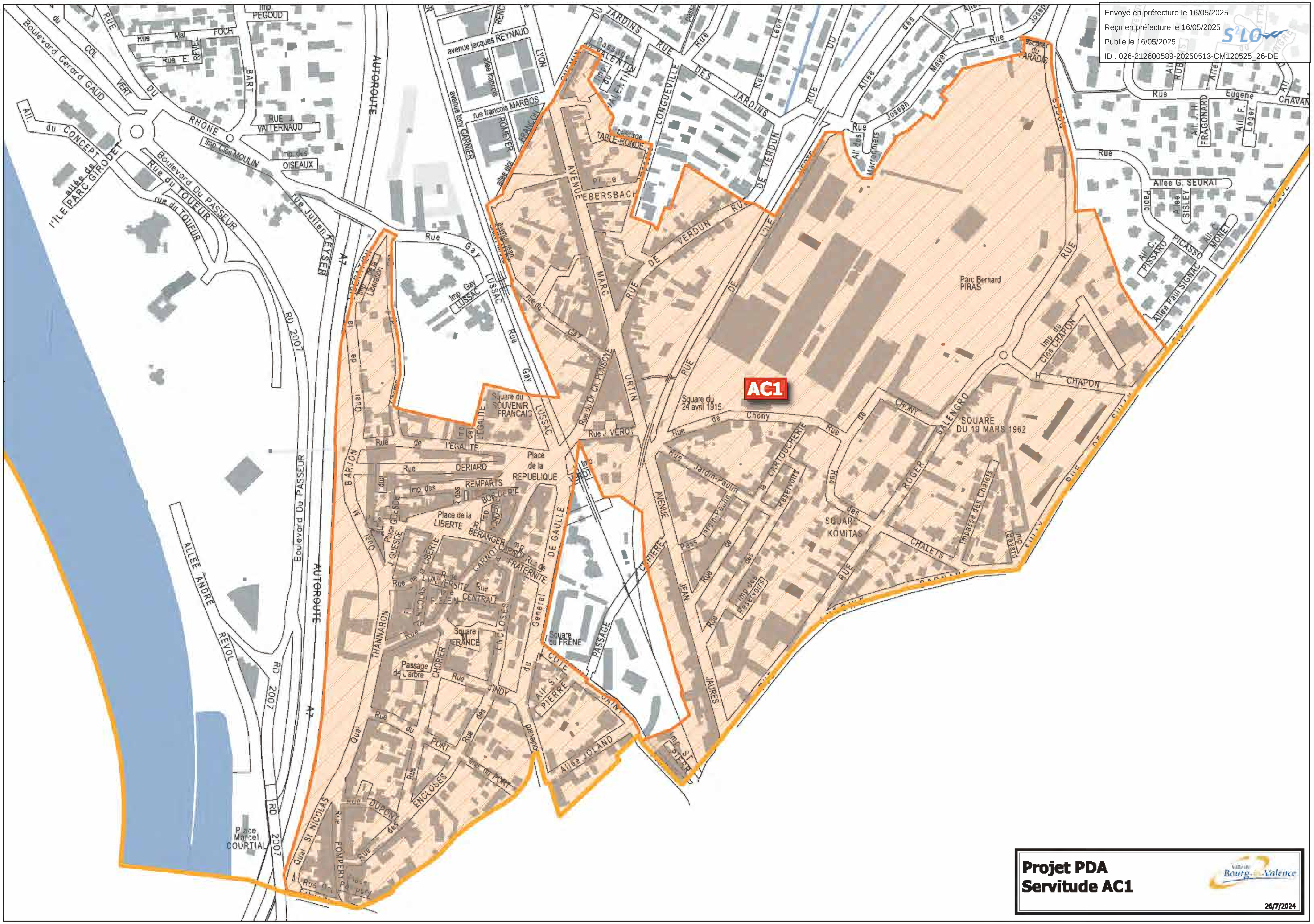
Marlène MOURIER

Acte exécutoire en vertu de sa transmission en Préfecture le et de sa publication le

16 MAI 2025

[illegible]
[illegible]
[illegible]
ID: [illegible]

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_26-DE



Projet PDA
Servitude AC1

Ville de Bourg-lès-Valence

26/7/2024

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_26-DE

PRÉFET
DE LA RÉGION
AUVERGNE-
RHÔNE-ALPES

Direction régionale des
Affaires culturelles

Unité départementale de l'architecture
et du patrimoine de la Drôme

Affaire suivie par : Anne Bourgoin

Courriel : anne.bourgoin@culture.gouv.fr
Tél. : 04 75 60 82 40

Réf. : Bureautique/communes/Bourg-les-Valence/ZPPAUP-AVAP-urbanisme/PDA

Valence, le 16 septembre 2024

CREATION D'UN PERIMETRE DELIMITE DES ABORDS (PDA) SUR LA COMMUNE DE BOURG-LES-VALENCE (Drôme)

La commune de Bourg-lès-Valence possède un Monument Historique, l'ancienne Cartoucherie, construite début du XIXème siècle et inscrite à l'inventaire supplémentaire des MH par arrêté du 05 février 2009. Ce monument génère un abord protégé également appelé « périmètre de protection de 500 mètres » qui prend la forme d'un cercle de 500 m de rayon autour du monument, à l'intérieur duquel les travaux sont soumis à l'avis de l'architecte des bâtiments de France. Dans le cas de la cartoucherie, plusieurs bâtiments d'un même ensemble industriel étant protégés, plusieurs cercles de protections se superposent (Cf. plan n°1)

Par ailleurs, la commune étant mitoyenne à celle de Valence, douze monuments protégés sur cette commune ont jusqu'ici généré plusieurs périmètres de protection débordants sur la commune de Bourg-de-Valence, notamment sur le vieux bourg historiquement situé le long du Rhône dans la partie Sud Ouest de la commune. Toutefois, par arrêté du préfet de région en date du 10 janvier 2024, la commune Valence fait l'objet désormais d'un périmètre délimité des abords qui a supprimé sur la commune de Bourg-Lès-Valence les périmètres débordants des monuments valentinois suivants :

- La Maison des Têtes, classée à l'inventaire supplémentaire des MH par arrêté du 15 mai 1944 ;
- Le Pendentif, classé à l'inventaire supplémentaires des MH par la liste de 1840 ;
- La Cathédrale de Valence, classée à l'inventaire des MH par la liste de 1862 ;
- L'église Saint-Jean, inscrit à l'inventaire supplémentaire des MH par arrêté du 4 août 1939 ;
- La chapelle des Cordeliers, en partie inscrite à l'inventaire supplémentaire des MH par arrêté du 21 mars 1983 ;
- La chapelle des Cordeliers (façade) est inscrite à l'inventaire supplémentaire des MH par arrêté du 21 mars 1983 ;
- Le temple protestant, classé à l'inventaire supplémentaire des MH par arrêté du 27 mai 1921 ;
- Hôtel des Ponts-et-chaussées : porte d'entrée et escalier intérieur avec sa rampe en fonte est inscrit à l'inventaire supplémentaire des MH par arrêté du 21 mars 1983 ;
- La chapelle des Capucins, inscrite à l'inventaire supplémentaire des MH par arrêté du 24 octobre 1997 ;

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_26-DE

- l'ancienne abbaye Saint-Ruf, inscrit à l'inventaire supplémentaire des MH par arrêté du 28 avril 1999
- L'Hotel de Ville de Valence inscrit à l'inventaire supplémentaire des MH par arrêté du 23 novembre 2018
- L'Abbaye Notre-Dame de Soyons Chapelle, inscrit à l'inventaire supplémentaire des MH par arrêté du 17 juillet 1965 ;
- L'Abbaye Notre-Dame de Soyons Porte de l'Arsenal, inscrit à l'inventaire supplémentaire des MH par arrêté du 8 juin 1926 ;
- La maison Dupré Latour inscrite par arrêté du 21 octobre 1926 ; Tourelle d'escalier et voûte du rez-chaussée classement par arrêté du 5 mars 1927

Ces périmètres valentinois débordants couvraient principalement le noyau historique de Bourg-Lès-Valence, lequel se trouve désormais non couvert par une protection. Ainsi il est proposé de modifier le périmètre autour de la cartoucherie, en créant un Périmètre Délimité des Abords (PDA) incluant le bourg historique

Ce nouveau périmètre sera limité aux secteurs constituant véritablement les abords à protéger du monument, en s'affranchissant du rayon de 500 mètres précédemment évoqué. Au sein de ces périmètres, la notion de covisibilité n'existe plus et **tous les avis des architectes des Bâtiments de France sont conformes**

I. Fondement réglementaire de la procédure

La loi relative à la liberté de la création, à l'architecture et au patrimoine (LCAP), promulguée le 7 juillet 2016, prévoit de nouvelles dispositions en matière de conservation et de mise en valeur du patrimoine architectural, urbain et paysager. Les Périmètres de protection modifiés (PPM) créés autour des monuments historiques sont régis par de nouvelles dispositions. Ils deviennent des « **périmètres délimités des abords** » (**PDA**). La procédure nouvelle est la suivante :

Article L.621-31 : « Le périmètre délimité des abords prévu au premier alinéa du II de l'article L. 621-30 est créé par décision de l'autorité administrative, sur proposition de l'architecte des Bâtiments de France, après enquête publique, consultation du propriétaire ou de l'affectataire domanial du monument historique et, le cas échéant, de la ou des communes concernées et accord de l'autorité compétente en matière de plan local d'urbanisme, de document en tenant lieu ou carte communale. Lorsque le projet de périmètre délimité des abords est institué concomitamment à l'élaboration, à la révision ou à la modification du plan local d'urbanisme, du document d'urbanisme en tenant lieu ou de la carte communale, l'autorité compétence en matière de plan local d'urbanisme, de document d'urbanisme en tenant lieu ou de carte communale diligente une enquête publique unique portant à la fois sur le projet de document d'urbanisme et sur le projet de périmètre délimité des abords. Les enquêtes publiques conduites pour l'application du présent article sont réalisées dans les formes prévues au chapitre III du titre II du livre Ier du code de l'environnement. Le périmètre délimité des abords peut être modifié dans les mêmes conditions. »

La décision de création d'un périmètre délimité des abords est prise par un arrêté du préfet de région. La nouvelle servitude doit être annexée au document d'urbanisme dans les conditions prévues aux articles L.153-60 et L.163-10 du Code de l'urbanisme

Textes de référence :

- *Loi relative à la Liberté de la Création, à l'Architecture et au Patrimoine du 7 juillet 2016*
- *Articles L 621-30 à L 621-32 du Code du patrimoine*
- *Articles R.621-92 à R 621-95 du Code du patrimoine*
- *Articles L 153-60 et L.163-10 du Code de l'urbanisme*
- *Article R.153-21 du Code de l'urbanisme*
- *Décret n°2017 456 du 29 mars 2017 relatif au patrimoine mondial, aux monuments historiques et aux sites patrimoniaux remarquables*

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_26-DE

2. Objectifs

Les actuels périmètres de protections autour de la Cartoucherie et des monuments débordant de Valence sont fixés par le code du patrimoine à 500 mètres. Ils englobent aujourd'hui le site de l'ancienne Cartoucherie, plusieurs maisons de zones pavillonnaires, des collectifs et le vieux bourg de la commune.

La commune a émis le souhait d'engager la modification n°3 de son PLU par arrêté en date du 6 août 2024.

Saisissant l'opportunité de ce nouveau document d'urbanisme et comme le prévoient les articles L 621-30 et L.621-31 du Code du patrimoine, l'Architecte des Bâtiments de France a proposé à la commune la modification des périmètres de protection actuels autour de ses monuments historiques en créant un périmètre délimité des abords (PDA).

Cette proposition est soumise à enquête publique conjointement à celle réalisée après arrêt du Plan Local d'Urbanisme par la commune. Après accord de la commune, ce PDA permettra de désigner un ensemble présentant une cohérence spatiale et historique homogène, afin de sauvegarder et mettre en valeur à la fois le centre historique de Bourg les Valence, son monument et les éléments présentant intérêt historique et culturel, en lien avec le château

3. Rappel de l'évolution du village

L'essor de la ville a commencé dès l'antiquité avec le développement du port se situant au bord du Rhône au Nord de Valence, créant un noyau villageois, qui s'est structuré au moyen-âge et dont la forme médiévale subsiste encore aujourd'hui. Ce quartier qui s'est structuré autour de l'Eglise Saint-Pierre, correspond à une structure urbaine dense avec des bâtiments construits à l'alignement dans une continuité et une cohérence de forme encore visible le long de la rue Pompeyy, qui pourrait être considérée comme un faubourg de Valence, mais qui constitue ce qu'il reste du noyau historique de Bourg-Lès-Valence qui était separé de Valence par un rempart

A la Renaissance les premières manufacture s'installent à proximité des canaux, elles marqueront définitivement l'identité industrielle de Bourg-lès-Valence qui connaitra un développement sans précédent au moment de la création, au XIX° siecle de la manufacture de soie et de coton qui deviendra par la suite une cartoucherie nationale. Ce développement industriel connaitra une pleine croissance dans la première moitié du XX° siècle, entrainant la construction de petits lotissements typiques de cette époque. Dans la seconde moitié du 20° siècle, la création de l'autoroute A7 viendra amputer le bourg médiéval de sa partie la plus proche du Rhône, et verra les lotissements proliférer dans un rapport étroit à Valence, la ville centre.

4. Présentation du Monument Historique dans leur contexte urbain et paysager

Au milieu du XIX° siecle, sur des terres agricoles, une usine de textile c'est implanté sur ce site Les ateliers étaient dédiés à l'impression de cotonnades et à la filature à soie

Puis l'État rachète le domaine, en 1870 pour y installer une cartoucherie nationale. Le site c'est développer avec de nombreux emplois et des infrastructures jusqu'à la fin de la seconde guerre mondiale. Le site a été inscrit monument historique en 2003, ce qui a permis d'entreprendre par la suite un projet de réhabilitation de ce site militaire en un pôle d'image animée. En 2017, le parc de la Cartoucherie a bénéficié d'une opération d'aménagement d'ensemble

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_26-DE

5. Justification du nouveau périmètre

Ainsi, le nouveau périmètre sera limité aux abords de la cartoucherie autour de laquelle se trouve un tissu urbain hérité des XVIII[e] et XIX[e], notamment les faubourgs, ainsi que de première moitié du XX[e] siècle. Afin de protéger ce qu'il subsiste du bourg médiéval, ce nouveau périmètre sera étendu à ce noyau villageois situé en bord de Rhône et ayant perdu sa protection à la faveur de la création d'un PDA sur Valence. Cette démarche permettra ainsi d'exclure les zones pavillonnaires de la seconde moitié du XX[e] siècle n'ayant pas de valeur patrimoniale.

L'Architecte des Bâtiments de France,
Adjointe au chef de Service,

Anne BOURGON

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_26-DE

Actuel périmètre rond des 500 mètres autour de la Cartoucherie



Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_26-DE

Proposition de Périmètre Délimité des Abords (PDA)

BOURG-LES-VALENCE (26 - DROME)
Périmètre délimité des abords de l'ancienne cartoucherie



Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600569-20250512-DM2025_27_05

DÉPARTEMENT
DRÔME
COMMUNE
BOURG-LÈS-VALENCE

DÉLIBÉRATION
CONSEIL MUNICIPAL
DU LUNDI 12 MAI 2025

Convocation du 02/05/2025

Nombre de conseillers en exercice : 33
Nombre de conseillers présents : 25
Nombre de conseillers absents : 1
Nombre de pouvoirs : 6

Secrétaire de séance :
Éliane GUILLON

Étaient présents MM(Mmes) les conseillers municipaux :
Marlène MOURIER, Éliane GUILLON, Aurélien ESPRIT, Dominique GENTIAL, Robert TAFANKEJIAN, Audrey REMAUD, Florian REVERDY, Danièle PAYAN, Tanguy GERLAND, Vincent FUGIER, Agnès LAPEYRE, Stéphanie MARILLAT, Paolino TOLA, Rachel VAQUE, Chantal BILLIET, Rosaline ASLANIAN-HABRARD, Nancy GUIBOUD, Martine IMBERT, Fabrice PIAUD, Wilfrid PAULHÈS, Christiane RANC, Frédéric TREMBLAY, Maria CARLOMAGNO, Denis CLUZEL, Marie-Hélène MIRAMONT, Alexandre POTHAIN

Sauf,
Geneviève AUDIBERT, pouvoir à Éliane GUILLON
Thierry BELLE, pouvoir à Marlène MOURIER
Manuel JANKIEWICZ, pouvoir à Robert TAFANKEJIAN
Mamadou DIALLO, pouvoir à Paolino TOLA
Alexandre BAILLET, pouvoir à Fabrice PIAUD
Georges ISHACIAN, pouvoir à Wilfrid PAULHÈS
Christian ROZO – Absent non excusé

27. APPROBATION DES ZONES D'ACCELERATION POUR LES ÉNERGIES RENOUVELABLES

Rapporteur
D.GENTIAL

La Loi n°2023-175 du 10 mars 2023 relative à l'accélération de la production d'énergies renouvelables (dite loi APER) organise la planification des zones d'accélération pour les énergies renouvelables. Il s'agit de zones, définies par les communes pour chaque filière (photovoltaïque, méthanisation, éolien, chaleur...), et dans lesquelles l'implantation des énergies renouvelables est rendue prioritaire. Dans ces zones, les délais d'instruction pour l'implantation d'énergies renouvelables sont raccourcis et des bonifications tarifaires sont appliquées à la revente des énergies.

Les zones d'accélération proposées par les communes devront être validées par le préfet de région. Elles pourront ensuite être prises en compte dans le PLU et donneront le droit aux communes de définir des zones d'exclusion où les énergies renouvelables pourront être interdites.

La commune de Bourg-lès-Valence a réalisé une cartographie des zones d'accélération pour les énergies renouvelables qu'elle souhaite mettre en place sur la commune. La cartographie est la suivante :

- Pour le photovoltaïque / solaire thermique, l'hydro-électricité et la géothermie, un zonage d'accélération pour chaque filière a été défini selon les périmètres annexés à la présente délibération
- Pour la biomasse, la méthanisation et l'éolien, la commune a fait le choix de ne pas identifier de zone d'accélération

Avant l'approbation de ce zonage, la loi prévoit la réalisation d'une concertation pour informer le grand public et recueillir son avis. La concertation a été organisée du 15 janvier au 17 février 2025. Elle prend la forme d'une mise à disposition du public du zonage en mairie.

Le bilan de la concertation fait état d'une observation dans laquelle les points suivants ressortent :

- Il est demandé de ne pas réaliser de zonage pour l'énergie éolienne.

La commune n'a pas prévu de zonage pour les énergies éolienne. Cette demande est donc déjà prise en compte.

- Le zonage pour l'énergie hydraulique est remis en question du fait de l'existence d'une centrale hydro-électrique sur la commune.

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-200058464-20250515-DM2025_57-DE

Le zonage pour l'énergie hydraulique vise à prendre en compte la centrale existante. Il ne vise pas à développer de nouveaux équipements. A ce titre, sauf demande contraire de la CNR, il est maintenu.

- Une inquiétude est formulée quant à la possibilité d'installer des « fermes photovoltaïques » dans la zone agricole.

Il est précisé que les zones d'accélération pour l'énergie photovoltaïque ne couvrent que des zones urbaines ou à urbaniser. La zone agricole est à ce jour exclu du zonage. La chambre d'agriculture est chargée d'identifier les zones d'accélération susceptibles d'accueillir des projets photovoltaïques au sol en zone agricole. Ce zonage viendra compléter celui de la commune. A ce titre, dans le zonage proposé, cette demande est déjà prise en compte et la décision finale ne relève pas de la commune mais de la chambre d'agriculture.

- Une inquiétude est formulée quant aux contraintes provoquées par les zones d'accélération (toute énergie confondue) sur les propriétaires.

Il est précisé que les zones d'accélération n'induisent aucune contrainte en termes d'aménagement. Elles ont une valeur incitative et n'imposent pas la production d'énergies renouvelables systématiques sur les parcelles identifiées. Cette remarque n'appelle pas de modification du zonage.

Sur la base de ce bilan, il est proposé de ne pas modifier les zones d'accélération définies dans le projet avant concertation.

Vu la Loi n°2023-175 du 10 mars 2023 relative à l'accélération de la production d'énergies renouvelables (dite loi APER)

Vu la délibération du conseil municipal en date du 4 décembre 2024 définissant les modalités de concertation du public sur la définition des zones d'accélération pour les énergies renouvelables ;

Vu les pièces du dossier mises à disposition du public du 15 janvier au 17 février 2025 ;

Entendu le bilan de la concertation ;

Considérant que l'ensemble des membres du Conseil Municipal ont disposé de l'intégralité des documents et informations dans la convocation, et notamment la cartographie des zones d'accélération pour les énergies renouvelables proposée en annexe ;

Considérant que le projet de cartographie des zones d'accélération pour les énergies renouvelables soumis à concertation du public n'a fait l'objet d'aucune modification ;

Considérant que le projet définissant les zones d'accélération pour les énergies renouvelables sur la commune de Bourg-lès-Valence tel qu'il est présenté au conseil municipal est prêt à être adopté ;

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- **APPROUVE** les zones d'accélération pour les énergies renouvelables définies en annexe de la présente délibération.

- **VALIDE** la transmission de la cartographie de ces zones à M le sous-préfet, référent préfectoral à l'instruction des projets d'énergies renouvelables du département de la Drôme, ainsi qu'à Valence Romans Agglo

- **AUTORISE** Madame le Maire à signer tous les actes et à prendre toutes les dispositions nécessaires à la mise en œuvre de la présente délibération.

Envoyé en préfecture le 15/05/2025
Reçu en préfecture le 15/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212604856-20250513-AVM20525_27-DE

Résultat du vote : Pour : 32 *Contre : 0* *Abstention : 0*

Fait à Bourg-lès-Valence,
Le 13/05/2025

Le secrétaire de séance,

Eliane GUILLON

Le Maire,

Marlène MOURIER

Acte exécutoire en vertu de sa transmission en Préfecture le
et de sa publication le 16 MAI 2025

SIOV

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_27-DE

Ville de Bourg-les-Valence

NOTE DE PRÉSENTATION
Zones d'accélération pour les énergies renouvelables
Concertation

La Loi n°2023-175 du 10 mars 2023 relative à l'accélération de la production d'énergies renouvelables (dite loi APER) vise à répondre à l'ambition de la France d'atteindre la neutralité carbone d'ici 2050. Elle permet de planifier sur les territoires le développement des énergies renouvelables en définissant des zones d'accélération pour les énergies renouvelables. Il s'agit de zones, définies par les communes pour chaque filière (photovoltaïque, méthanisation, éolien, chaleur…), et dans lesquelles l'implantation des énergies renouvelables est rendue prioritaire.

Les zones d'accélération proposées par les communes doivent être soumises à la concertation du public puis validées par le préfet de région. Elles pourront ensuite être prises en compte dans le PLU et donnerons le droit aux communes de définir des zones d'exclusion, où les énergies renouvelables seront interdites. En dehors des zones d'accélération, tout projet d'énergie renouvelable devra être soumis à un comité de projet, au-delà d'un seuil de puissance, pour suivre et valider le projet.

La commune de Bourg-les-Valence a réalisé une cartographie des zones d'accélération pour les énergies renouvelables qu'elle souhaite mettre en place sur son territoire. La cartographie est la suivante :

- Pour le photovoltaïque / solaire thermique, l'hydro-électricité et la géothermie, un zonage d'accélération pour chaque filière a été défini selon les périmètres annexés à la présente délibération
- Pour la biomasse, la méthanisation et l'éolien, la commune a fait le choix de ne pas identifier de zone d'accélération

Le dossier de concertation est constitué des pièces suivantes :

- La présente note de présentation
- Les zones d'accélération pour les énergies renouvelables suivantes : photovoltaïque / solaire thermique, hydro-électricité et géothermie
- Les pièces administratives du dossier : délibération, annonces légales

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_27-DE
ID : 026-212600589-20241204-CM041224_13-DE

DÉPARTEMENT
DRÔME
COMMUNE
BOURG-LÈS-VALENCE

DÉLIBÉRATION
CONSEIL MUNICIPAL
DU MERCREDI 4 DÉCEMBRE 2024

Convocation du 26/11/2024

Nombre de conseillers en exercice : 33
Nombre de conseillers présents : 28
Nombre de conseillers absents : 0
Nombre de pouvoirs : 5
Secrétaire de séance :
Fabrice PIAUD

Étaient présents MM(Mmes) les conseillers municipaux :
Madène MOURIER, Éliane GUILLON, Aurélien ESPRIT, Dominique GENTIAL, Geneviève AUDIBERT, Grégoire TAFANKEJIAN, Audrey RENAUD, Danièle PAYAN, Thierry BELLE, Tanguy GERLAND, Vincent FUGIER, Stéphanie MARILLAT, Rachel VAQUE, Chantal BILLIET, Rosaline ASLANIAN-HABRARD, Alexandre BAILLET, Nancy GUIBOUD, Martine IMBERT, Fabrice PIAUD, Wilfrid PAILHES, Christiane RANC, Alexandre POTHAIN, Georges ISHACIAN, Frédéric TREMBLAY, Maria CARLOMAGNO, Denis CLUZEL, Marie-Hélène MIRAMONT, Christian ROZO.

Sauf,
Florian REVERDY, pouvoir à Éliane GUILLON,
Agnès LAPEYRE, pouvoir à Stéphanie MARILLAT,
Paolino TOLA, pouvoir à Alexandre BAILLET
Manuel JAMAKORZIAN, pouvoir à Grégoire TAFANKEJIAN
Mamadou DIALLO, pouvoir à Marlène MOURIER

13. DÉFINITION DES ZONES D'ACCÉLÉRATION POUR LES ÉNERGIES RENOUVELABLES – MODALITÉS DE CONCERTATION

Rapporteur
D. GENTIAL

La Loi n°2023-175 du 10 mars 2023 relative à l'accélération de la production d'énergies renouvelables (dite loi APER) organise la planification des zones d'accélération pour les énergies renouvelables. Il s'agit de zones, définies par les communes pour chaque filière (photovoltaïque, méthanisation, éolien, chaleur...), et dans lesquelles l'implantation des énergies renouvelables est rendue prioritaire. Dans ces zones, les délais d'instruction pour l'implantation d'énergies renouvelables sont raccourcis et des bonifications tarifaires sont appliquées à la revente des énergies.

Les zones d'accélération proposées par les communes devront être validées par le préfet de région. Elles pourront ensuite être prises en compte dans le PLU et donnerons le droit aux communes de définir des zones d'exclusion où les énergies renouvelables pourront être interdites.

La commune de Bourg-les-Valence a réalisé une cartographie des zones d'accélération pour les énergies renouvelables qu'elle souhaite mettre en place sur la commune. La cartographie est la suivante :

- Pour le photovoltaïque / solaire thermique, l'hydro-électricité et la géothermie, un zonage d'accélération pour chaque filière a été défini selon les périmètres annexés à la présente délibération
- Pour la biomasse, la méthanisation et l'éolien, la commune a fait le choix de ne pas identifier de zone d'accélération

Avant l'approbation de ce zonage, la loi prévoit la réalisation d'une concertation pour informer le grand public et recueillir son avis.

Vu la Loi n°2023-175 du 10 mars 2023 relative à l'accélération de la production d'énergies renouvelables (dite loi APER)

Considérant qu'il y a lieu de proposer des zones d'accélération des énergies renouvelables au préfet de région,

Considérant qu'une concertation préalable du public est prévu par la loi APER,

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_27-DE

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- APPROUVE les modalités de concertation du public suivantes :

Article 1 :

Les zones d'accélération des énergies renouvelables seront mises à disposition du public en Mairie de Bourg-lès-Valence, à la Direction de l'Aménagement Urbain, pendant un mois, aux jours et heures d'ouvertures des bureaux :

Du lundi au jeudi de 08h30 à 12h00 et de 13h30 à 17h30 et le vendredi de 08h30 à 12h00 et de 13h30 à 17h00

Le dossier sera également consultable, pendant un mois, sur le site internet de la Ville et les observations pourront être transmises par courriel dau@bourg-les-valence.fr ou adressées par écrit à l'adresse suivante :

Mairie de Bourg-lès-Valence
36 rue des Jardins
BP 231 - 26500 Bourg-lès-Valence

Article 2 :

Le dossier est constitué des zones d'accélérations proposées par la commune pour les énergies renouvelables suivantes :

- le photovoltaïque et le solaire thermique,
- l'hydro-électricité
- la géothermie

Article 3:

A l'issue de cette mise à disposition, Madame le Maire en présentera le bilan au conseil municipal qui en délibérera et se prononcera sur le projet de zonage.

Article 4:

La présente délibération sera notifiée au préfet.
Elle sera affichée pendant un mois en mairie. Mention de cet affichage sera insérée en caractères apparents dans un journal diffusé dans le département, au moins 8 jours avant le début de cette mise à disposition.
Elle sera, en outre, publiée au Recueil des actes administratifs de la commune.

Article 5 :

La présente délibération sera exécutoire dès sa transmission au représentant de l'État dans le département et de l'accomplissement des mesures de publicité.

Résultat du vote : Pour : 33 *Contre : 0* *Abstention : 0*

Fait à Bourg-lès-Valence,
le 09 DEC. 2024

Le secrétaire de séance,

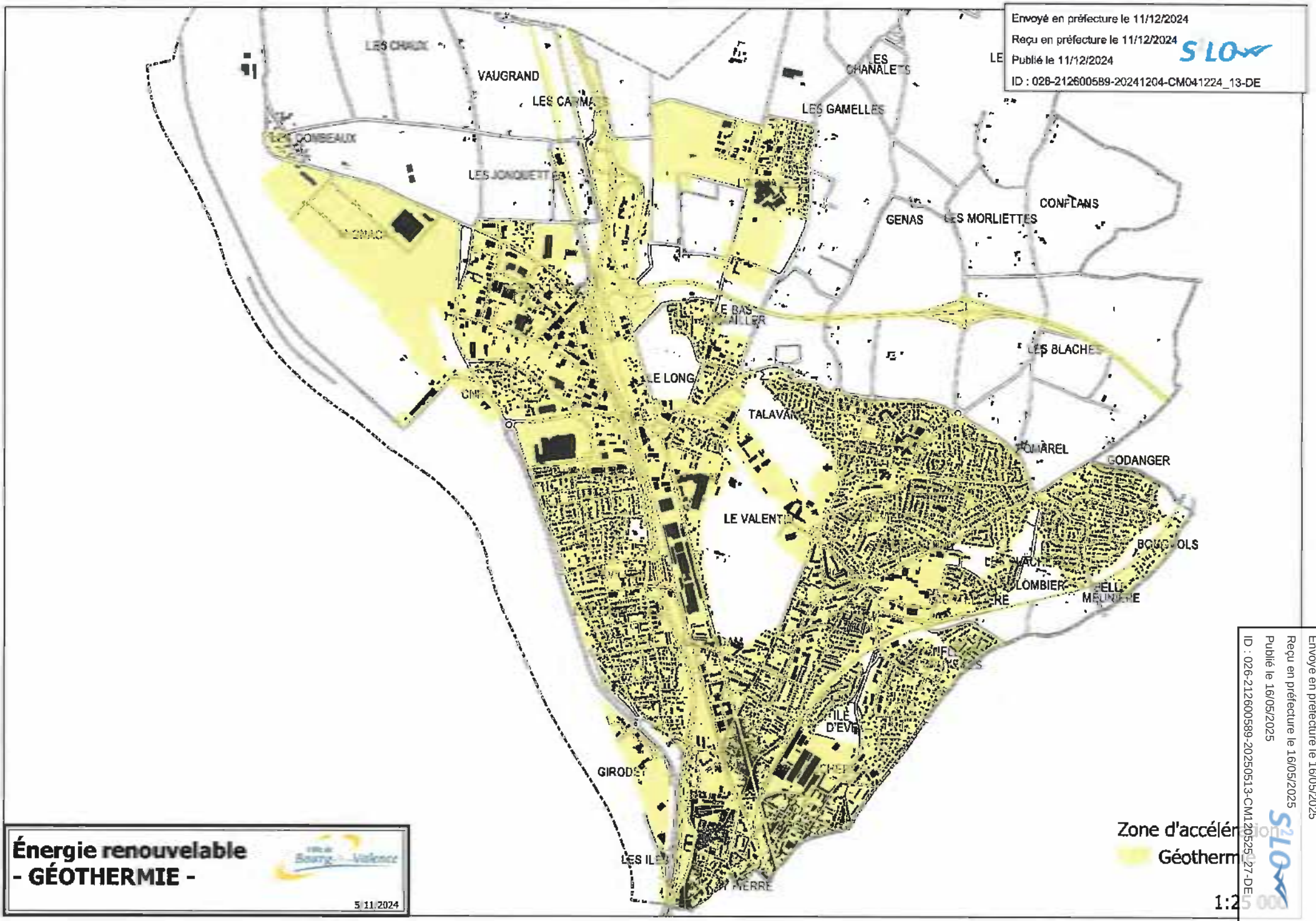
Fabrice PIAUD

Le Maire,

Marlène MOURIER

- *Acte exécutoire en vertu de sa transmission en Préfecture le* 11 DEC. 2024
et de sa publication le 11 DEC. 2024

Envoyé en préfecture le 11/12/2024
Reçu en préfecture le 11/12/2024
Publié le 11/12/2024
ID : 026-212600589-20241204-CM041224_13-DE



Énergie renouvelable
- GÉOTHERMIE -

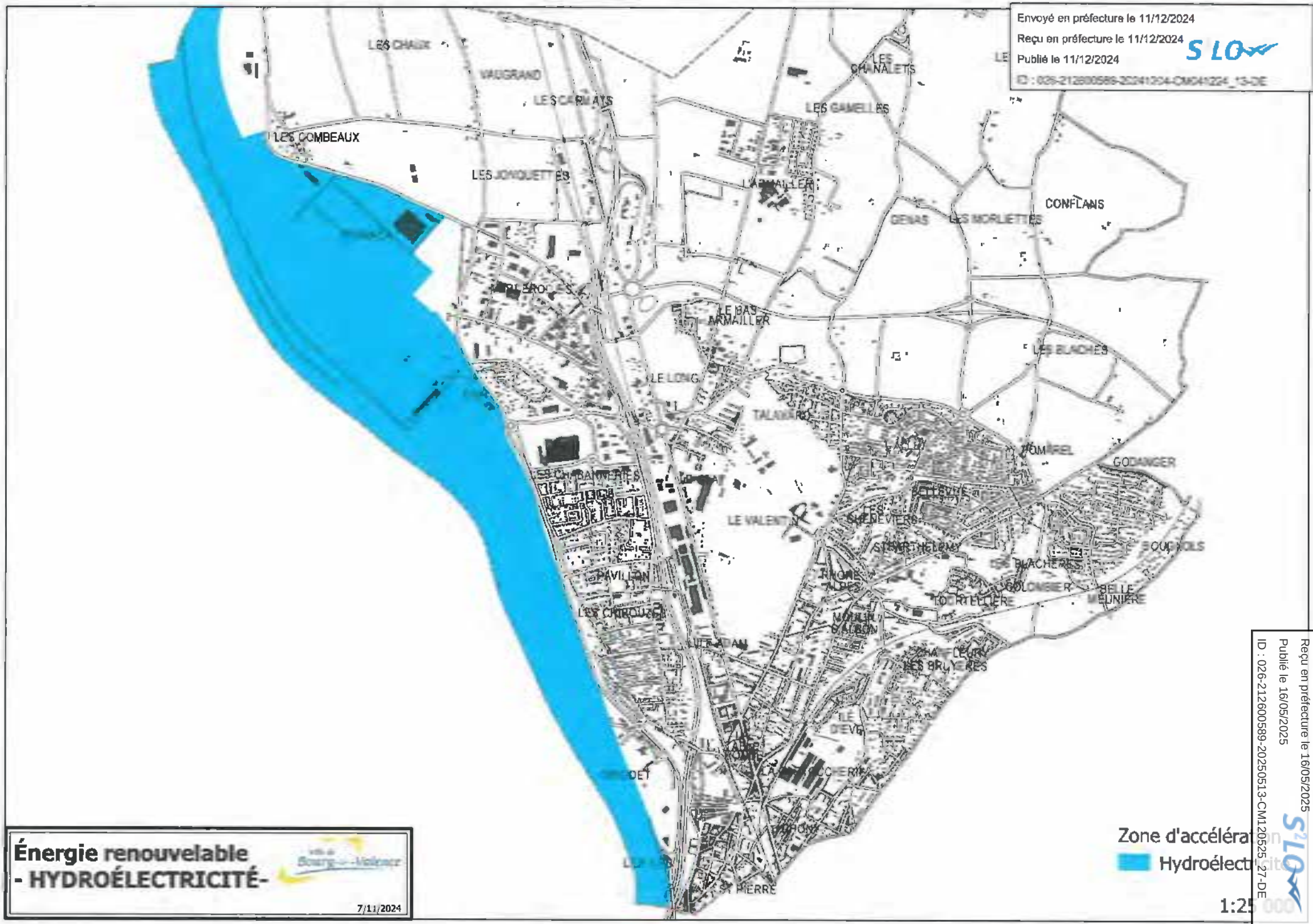
5/11/2024

Zone d'accélération
Géothermie

1:25 000

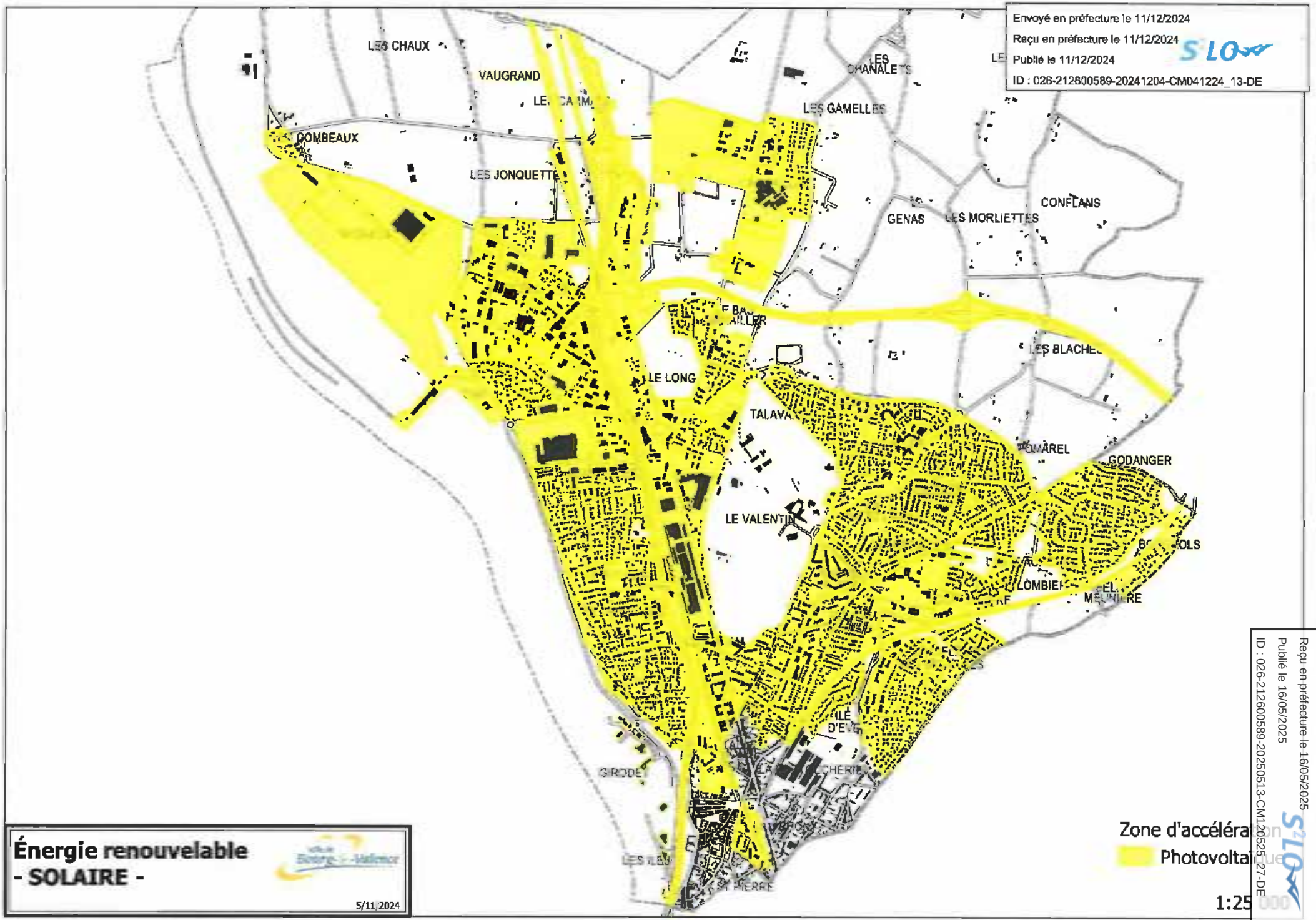
Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_27-DE

Envoyé en préfecture le 11/12/2024
Reçu en préfecture le 11/12/2024
Publié le 11/12/2024
ID : 026-212600589-20241204-CM041224_13-DE



Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_27-DE

Envoyé en préfecture le 11/12/2024
Reçu en préfecture le 11/12/2024
Publié le 11/12/2024
ID : 026-212600589-20241204-CM041224_13-DE



Énergie renouvelable
- SOLAIRE -

5/11/2024

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_27-DE

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_27-DE

Mme COTTE Elette (propriétaire en indivision dans le secteur rural de l'Armailler)
et Mr COTTE Yves 711 Route de Chateauneuf
26500 Bourg lès Valence

Par la loi APER, les communes ont l'obligation de définir certains secteurs afin de développer des énergies renouvelables. Des principales étant, entre autres, l'énergie éolienne, l'énergie hydraulique, l'énergie solaire.
Les secteurs proposés sur le plan sont vastes.

Nos points de vue:

. Pour l'énergie éolienne: Bourg lès Valence n'a ni l'altitude ni un territoire suffisant pour accueillir ces géantes.

. Pour l'énergie hydraulique:
la ville de BLV est pourvue d'une centrale hydroélectrique depuis 1968 (pour laquelle, à la construction, des familles bourcaines ont dû renoncer à leur maison, leurs propriétés qui étaient leur outil de travail) et n'est donc pas en reste pour apporter largement sa contribution à la collectivité (à condition de ne pas vendre l'énergie aux pays voisins, qui plus est, à prix bas.)

. Quant à l'énergie solaire:
dans les quartiers urbanisés ou en campagne sur les bâtiments agricoles, l'installation de panneaux solaires ou photovoltaïques s'avère une bonne indication (réalisée chez nous depuis 2005) si

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_27-DE

cela ne devrait pas autoritairement [illegible]
mais reste au choix et dans le [illegible]
S'il s'agit d'implanter des "fermes photovoltaïques", ces champs sont réalisés: sur des terres cultivables et réduisent la production agricole.
"Bourg la Valence doit épargner, protéger et valoriser ses derniers producteurs locaux.
(Et même si c'est l'agglo responsable, s'opposer à l'implantation de structures stockant fruits et légumes venus de loin pour les redistribuer ailleurs... car trafic de camions, émission de CO_2 et pollutions diverses pour lesquelles on nous culpabilise à longueur de journées..)

ou sur des terrains urbanisables à moyen, long terme : la ville manque de logements.

Une telle concentration de panneaux ne réchauffe t. elle pas, elle même, l'atmosphère ?

Il serait inconcevable d'obliger des propriétaires à céder leur terrain pour de telles installations en dénaturant le paysage.

Vente ? Location !
En cas de location, le foyer peut paraître attractif, la durée de vie des panneaux étant d'une trentaine d'années, à qui incombera le coût du démantèlement ?
Quel bel héritage !

En résumé, confions nos toits par des professionnels, des personnes spécialisées, sérieuses, compétentes car les risques d'incendie existent aussi...

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_27-DE

Energies renouvelables ... oui mais pas n'importe où et n'importe comment.

La commune de Bourg lès Valence contribue par l'hydraulique à l'effort collectif, que d'autres communes acceptent le partage en participant à leur façon.

En vous remerciant pour l'attention que vous porterez à nos remarques.

Mme Cotte

Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212601689-20250512-MI20251-DE

DÉPARTEMENT
DRÔME
COMMUNE
BOURG-LÈS-VALENCE

DÉLIBÉRATION
CONSEIL MUNICIPAL
DU LUNDI 12 MAI 2025

Convocation du 02/05/2025

Nombre de conseillers en exercice : 33
Nombre de conseillers présents : 26
Nombre de conseillers absents : 1
Nombre de pouvoirs : 6
Secrétaire de séance :
Eliane GUILLON

Étaient présents Mme(Mmes) les conseillers municipaux :
Marlène MOURIER, Éliane GUILLON, Aurélien ESPRIT, Dominique GENTIAL, Robert TAFANKEJIAN, Audrey RENAUD, Florian REVERDY, Danièle PAYAN, Tanguy GERLAND, Vincent FUGIER, Agnès LAPEYRE, Stéphanie MARILLAT, Paolino TOLA, Rachel VAQUE, Chantal BILLIET, Rosaline ASLANIAN-MABRARD, Nancy GUIBOUD, Martine IMBERT, Fabrice PIARD, Whfrid PAILLÈS, Christiane RANC, Frédéric TREMBLAY, Maria CARLOMAGNO, Denis CLUZEL, Marie-Hélène MURAMONT, Alexandre POTHAIN

Sauf,
Geneviève AUDIBERT, pouvoir à Éliane GUILLON
Thierry BELLE, pouvoir à Marlène MOURIER
Manuel JAMAKORZIAN, pouvoir à Robert TAFANKEJIAN
Mamadou DIALLO, pouvoir à Paolino TOLA
Alexandre BAILLEY, pouvoir à Fabrice PIARD
Georges ISHACIAN, pouvoir à Whfrid PAILLÈS
Christian ROZO – Absent non excusé

28. AVIS SUR LA CONSULTATION DU PROJET DE DOCUMENT CADRE DÉFINISSANT LES SURFACES AGRICOLES ET FORESTIÈRES OUVERTES À DES OUVRAGES DE PRODUCTION PHOTOVOLTAÏQUE AU SOL

Rapporteur
D.GENTIAL

La Loi n°2023-175 du 10 mars 2023 relative à l'accélération de la production d'énergies renouvelables (dite loi APER) organise la planification des zones d'accélération pour les énergies renouvelables. Il s'agit de zones, définies pour chaque filière (photovoltaïque, méthanisation, éolien, chaleur...), et dans lesquelles l'implantation des énergies renouvelables est rendue prioritaire. Dans les zones agricoles et forestières, les chambres d'agriculture sont chargées de rédiger un document-cadre qui définira les surfaces agricoles et forestières ouvertes à des ouvrages de production photovoltaïque au sol et les règles applicables à ces ouvrages.

En début d'année, une consultation des communes a été organisée par les services de l'état pour présenter la cartographie et le projet de document-cadre réalisés par la chambre d'agriculture de la Drôme.

Après consultation de la cartographie et du document-cadre proposé, il est constaté de nombreuses anomalies quant aux parcelles identifiées par la chambre d'agriculture. La chambre d'agriculture est chargée d'identifiée les parcelles agricoles et forestières qui pourront être ouvertes à des projets d'installations photovoltaïques au sol. Or, la majorité des parcelles identifiées se situent en zone urbaine, à urbaniser et en zone naturelle protégée au niveau de Plan Local d'Urbanisme approuvé le 13 mars 2019 par la commune de Bourg-lès-Valence.

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_28-DE

Aussi, la commune s'oppose à la cartographie proposée dans le projet et demande la réalisation des corrections suivantes :

Commune	Section cadastrale	Numéro cadastral	Surface désignée	Parcelle entière	N°	Corrections demandées par la Commune de Bourg-les-Valence	Commentaire / Justification de la commune de Bourg-les-Valence
Bourg-lès-Valence	AE	22	8105	Non	1	supprimer	
Bourg-lès-Valence	AE	16	2563	Non	1	supprimer	Ces parcelles sont identifiées au PLU comme des zones naturelles protégées. Le PLU n'autorise pas les projets d'installations photovoltaïques au sol dans cette zone. La commune ne souhaite pas faire évoluer son PLU sur ce point
Bourg-lès-Valence	AE	41	3060	Non	1	supprimer	
Bourg-lès-Valence	AE	42	89	Non	1	supprimer	
Bourg-lès-Valence	AE	49	175	Non	1	supprimer	
Bourg-lès-Valence	AH		8267	Non	19	supprimer	Parcelle classée en zone agricole au PLU mais dont la pertinence est questionnée au regard des parcelles agricoles autour qui ne sont pas identifiées. Quelle est la légitimité de cette parcelle par rapport aux autres ?
Bourg-lès-Valence	AD	81	9184	Non	67	supprimer	Ces parcelles sont identifiées au PLU comme des zones à vocation économique. Elles sont destinées au développement des entreprises. Il ne s'agit pas de terrains agricoles ou forestiers. La parcelle AD 80 correspond à une voirie communale.
Bourg-lès-Valence	AD	82	156	Non	67	supprimer	
Bourg-lès-Valence	AD	80	287	Non	67	supprimer	
Bourg-lès-Valence	AD	10	3	Non	679	supprimer	
Bourg-lès-Valence	AD	11	1366	Non	679	supprimer	Parcelles classées en zone agricole au PLU mais très proche de la zone urbaine et qui pourraient à terme rentrer dans l'enveloppe urbaine.
Bourg-lès-Valence	AD	12	8872	Non	679	supprimer	
Bourg-lès-Valence	AD	64	37	Non	679	supprimer	
Bourg-lès-Valence	AB	115	17	Non	681	supprimer	
Bourg-lès-Valence	AB	71	2158	Non	681	supprimer	Ces parcelles sont identifiées au PLU comme des zone à urbaniser à vocation résidentiel. Il ne s'agit pas de terrains agricoles ou forestiers mais d'une dent creuse en zone urbaine. La commune n'est pas favorable au développement d'un projet d'installation photovoltaïque au sol dans ce secteur
Bourg-lès-Valence	AB	72	2470	Non	681	supprimer	
Bourg-lès-Valence	AB	73	1750	Non	681	supprimer	
Bourg-lès-Valence	AB	74	1853	Non	681	supprimer	
Bourg-lès-Valence	AB	75	1520	Non	681	supprimer	
Bourg-lès-Valence	OD	1987	21	Non	707	supprimer	Cette parcelle est identifiée au PLU comme une zone naturelle protégée. Elle est couverte par une zone inondable et une zone humide. Le PLU n'autorise pas les projets d'installations photovoltaïques au sol dans cette zone. La commune ne souhaite pas faire évoluer son PLU sur ce point.

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_28-DE

Commune	Section cadastrale	Numéro cadastral	Surface désignée	Parcelle entière	N°	Corrections demandées par la Commune de Bourg-lès-Valence	Commentaire / Justification de la commune de Bourg-lès-Valence
Bourg-lès-Valence	AE	22	8105	Non	1	A supprimer	
Bourg-lès-Valence	AE	16	2553	Non	100	A supprimer	Ces parcelles sont identifiées au PLU comme des zones naturelles protégées. Le PLU n'autorise pas les projets d'installations photovoltaïques au sol dans cette zone. La commune ne souhaite pas faire évoluer son PLU sur ce point
Bourg-lès-Valence	AE	41	3060	Non	100	A supprimer	
Bourg-lès-Valence	AE	42	89	Non	100	A supprimer	
Bourg-lès-Valence	AE	43	175	Non	100	A supprimer	
Bourg-lès-Valence	AH	38	8267	Non	192	A supprimer	Parcelle classée en zone agricole au PLU mais dont la pertinence est questionnée au regard des parcelles agricoles autour qui ne sont pas identifiées. Quelle est la légitimité de cette parcelle par rapport aux autres ?
Bourg-lès-Valence	AD	81	9184	Non	675	A supprimer	Ces parcelles sont identifiées au PLU comme des zones à vocation économique. Elles sont destinées au développement des entreprises. Il ne s'agit pas de terrains agricoles ou forestiers. La parcelle AD 86 correspond à une voirie communale.
Bourg-lès-Valence	AD	82	156	Non	675	A supprimer	
Bourg-lès-Valence	AD	86	287	Non	675	A supprimer	
Bourg-lès-Valence	AD	10	3	Non	679	A supprimer	Parcelles classées en zone agricole au PLU mais très proche de la zone urbaine et qui pourraient à terme rentrer dans l'enveloppe urbaine.
Bourg-lès-Valence	AD	11	1366	Non	67	A supprimer	
Bourg-lès-Valence	AD	12	8872	Non	679	A supprimer	
Bourg-lès-Valence	AD	64	37	Non	679	A supprimer	
Bourg-lès-Valence	AB	115	17	Non	681	A supprimer	
Bourg-lès-Valence	AB	71	2158	Non	681	A supprimer	Ces parcelles sont identifiées au PLU comme des zone à urbaniser à vocation résidentiel. Il ne s'agit pas de terrains agricoles ou forestiers mais d'une dent creuse en zone urbaine. La commune n'est pas favorable au développement d'un projet d'installation photovoltaïque au sol dans ce secteur
Bourg-lès-Valence	AB	72	2470	Non	681	A supprimer	
Bourg-lès-Valence	AB	73	1750	Non	681	A supprimer	
Bourg-lès-Valence	AB	74	1853	Non	681	A supprimer	
Bourg-lès-Valence	AB	75	1520	Non	681	A supprimer	
Bourg-lès-Valence	ID	1987	21	Non	70	A supprimer	Cette parcelle est identifiée au PLU comme une zone naturelle protégée. Elle est couverte par une zone inondable et une zone humide. Le PLU n'autorise pas les projets d'installations photovoltaïques au sol dans cette zone. La commune ne souhaite pas faire évoluer son PLU sur ce point.

Vu la Loi n°2023-175 du 10 mars 2023 relative à l'accélération de la production d'énergies renouvelables (dite loi APER)

Considérant la cartographie et le projet de document-cadre définissant les surfaces agricoles et forestières ouvertes à des ouvrages de production photovoltaïque au sol soumis à la consultation des communes ;

Considérant les nombreuses anomalies quant aux parcelles identifiées par la chambre d'agriculture, ces parcelles se situant en zone urbaine, à urbaniser et en zone naturelle protégée au PLU ;

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- **EMET** un avis défavorable quant à la cartographie et au document-cadre définissant les surfaces agricoles et forestières ouvertes à des ouvrages de production photovoltaïque au sol proposés par la chambre d'agriculture de la Drôme
- **DEMANDE** la modification de la cartographie proposée selon le tableau ci-dessus.

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600456-20250513-DE13052025-DE

Résultat du vote : Pour : 32 *Contre : 0* *Abstention : 0*

Fait à Bourg-lès-Valence,
Le 13/05/2025

Le secrétaire de séance,

Éliane GUILLON

Le Maire,

Marlène MOURIER

Acte exécutoire en vertu de sa transmission en Préfecture le
et de sa publication le

16 MAI 2025

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212601495-20250513-CM130525_2PDF

DÉPARTEMENT
DRÔME
COMMUNE
BOURG-LÈS-VALENCE

DÉLIBÉRATION
CONSEIL MUNICIPAL
DU LUNDI 12 MAI 2025

Convocation du 02/05/2025

Nombre de conseillers en exercice : 33
Nombre de conseillers présents : 26
Nombre de conseillers absents : 1
Nombre de pouvoirs : 6
Secrétaire de séance :
Eliane GUILLON

Étaient présents MM(Mmes) les conseillers municipaux :
Marlène MOURIER, Éliane GUILLON, Aurélien ESPRIT, Dominique GENTIAL, Robert TAFANKEJIAN, Audrey RENAUD, Florian REVERDY, Danièle PAYAN, Tanguy GERLAND, Vanessa FLEMER, Agnès LAPEYRE, Stéphanie MARILLAT, Paolino TOLA, Rachel VAQUE, Chantal BILLIET, Roselyne ASLANIAN-HABRARD, Nancy GUIBOUD, Marilou IMBERT, Fabrice PUAUD, Wilfrid PAILHÈS, Christiane HANT, Frédéric TREMBLAY, Maria CARLOMAGNO, Denis CUZIEL, Marie-Hélène MERANDAT, Alexandra POTHAIN

Sauf,
Geneviève AUDIBERT, pouvoir à Éliane GUILLON
Thierry BELLE, pouvoir à Marlène MOURIER
Manuel AMANDZHIAN, pouvoir à Robert TAFANKEJIAN
Mamadou DIALLO, pouvoir à Paolino TOLA
Alexandre BAILLET, pouvoir à Fabrice PUAUD
Georges ISHACIAN, pouvoir à Wilfrid PAILHÈS
Christian ROZO - Absent non excusé

29. CONVENTIONS DE SERVITUDE ENEDIS

Rapporteur
D. GENTIAL

Afin de permettre l'aménagement du réseau électrique de la commune et le raccordement des nouvelles opérations, une convention de servitude entre la ville de Bourg-lès-Valence et Enedis doit être signée. Cette convention a pour but de permettre à Enedis d'installer certaines infrastructures électriques sur des parcelles communales.

La présente délibération porte sur la convention de servitude relative à la parcelle sise au lieu-dit les gamelles nord, cadastrée section ZK numéro 0044 pour la mise en place de 7 m de câble électrique souterrain,

Vu les articles L323-3 et suivants du code de l'énergie,

Vu la convention de servitude annexées à la présente délibération,

Considérant qu'il y a lieu d'autoriser Enedis à installer certaines infrastructures électriques sur des parcelles communales pour permettre l'aménagement du réseau électrique de la commune,

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- **APPROUVE** la convention de servitude proposées par Enedis.
- **AUTORISE** Madame le Maire à signer la convention annexée à la présente delibération.

Résultat du vote : Pour : 32 *Contre : 0* *Abstention : 0*

Fait à Bourg-lès-Valence,
Le 13/05/2025

Le secrétaire de séance,

Éliane GUILLON

Le Maire,

Marlène MOURIER

Acte exécutoire en vertu de sa transmission en Préfecture le
et de sa publication le 16 MAI 2025

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_29-DE

CONVENTION DE SERVITUDES

CONVENTION ASD 06

Commune de : Bourg lès Valence

Département : DROME

Une ligne d'électrique souterraine 400 Volts

N° d'affaire Enedis : DC24-128423 RP>36 TEL COURBIS 2 - 26 - BLV - 250KVA // REPORT TVX => terminé

Chargé d'affaire Enedis : HUBOT Sebastien

CONVENTION DE SERVITUDES

Entre les soussignés :

La Société Enedis,
Société anonyme à directoire et conseil de surveillance, au capital de 270 037 000 euros, immatriculée au RCS de Nanterre sous le numéro 444 608 442, ayant son siège social 34, place des Corolles, 92079 Paris La Défense Cedex,

Représentée par Monsieur Patrick LYONNET, le Directeur Régional Sillon Rhodanien 289 rue Duguesclin 69003 LYON dûment habilité à cet effet

(« Enedis ») d'une part,

Et

Nom : **COMMUNE DE BOURG-LES-VALENCE** représenté(e) par son (sa) ....., **ayant reçu tous pouvoirs à l'effet des présentes par décision du Conseil** ..... **en date du** .....
Demeurant à : **ESPACE FRANCOIS MITTERAND 0000 RUE DES JARDINS, 26500 BOURG LES VALENCE**
Téléphone : .....
Ne(e) à
Agissant en qualité **Propriétaire** des bâtiments et terrains ci-après ins qués

.....

désigné ci-après par l'appellation « le propriétaire » d'autre part,

Il a été exposé ce qui suit :

Le propriétaire déclare que la/les parcelle(s) ci-après désignée(s) lui appartient/appartiennent :

Commune	Prefixe	Section	Numéro de parcelle	Lieux-dits	Nature éventuelle des sols et cultures (Cultures légumières, prairies, pacage, bois, forêt ...)
Bourg-lès-Valence		ZK	0044	CAMELLE NORD	

paraphes (initiales) page 1

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_29-DE

Le propriétaire déclare que la/les parcelle(s) ci-dessus désignée(s) est/sont actuellement :

- ☐ exploitée(s) par lui-même
- ☐ exploitée(s) par M. . . . . , qui sera indemnisé directement par Enedis en vertu des articles s'il l'exploitant cesse de la construction des ouvrages. Si à cette date ce dernier a abandonné l'exploitation, l'indemnité sera payée à son successeur
- ☐ non exploitée(s)

(*) ne concerne que les parcelles boisées ou forestières et les terrains agricoles : veiller à bien rayer les mentions inutiles)

Les parties, vu les dispositions relatives aux ouvrages de distribution d'électricité (art. L 323-2 et suivants et art. R. 323-1 et suivants), vu le décret n° 67-650 du 5 octobre 1967, vu les protocoles d'accord conclus entre la profession agricole et Enedis (notamment aux pertes agricoles à supporter si le cas d'espèce n'est pas couvert et ce afin d'éviter toute confusion auprès du client) et à titre de reconnaissance de ces droits, sont convenues de ce qui suit :

ARTICLE 1 - Droits de servitude consentis à Enedis

Après avoir pris connaissance du tracé des ouvrages, indiqué ci-dessous sur le(les) parcelle(s) ci-dessus désignée(s), le propriétaire reconnaît à Enedis, les droits suivants :

1°) établir à demeure dans une bande de 3 mètres de large, 1 canalisation(s) souterraine(s) sur une longueur totale d'environ / mètres, ainsi que ses accessoires

2°) l'aboutissement des boîtiers de raccordement

3°) encastrer un ou plusieurs coffret(s) et/ou socle(s) accessoire(s) notamment dans un mur, un mur clôture ou une façade, avec pose d'une câble en tranchée et/ou sur façade de . . . mètres.

4°) effectuer l'élagage, l'enlèvement, l'abattage ou le dessouchage de toutes plantations, branches ou arbres qui se trouvent à proximité de l'emplacement des ouvrages, gênent pose ou pourraient par leur mouvement, chute ou croissance occasionner des dommages aux ouvrages, étant précisé qu'il lui sera donné connaissance des travaux au propriétaire si ce dernier le demande et s'engage à respecter à l'occasion de l'ajournement la réglementation relative à l'exécution de travaux à proximité de certains ouvrages (art. L. 554-1 et suivants et art. R. 554-1 et suivants du Code de l'environnement, arrêté du 15 février 2012 pris en application du chapitre IV du titre V du livre V du code de l'environnement relatif à l'exécution de travaux à proximité de certains ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques de transport ou de distribution)

5°) Utiliser les ouvrages désignés ci-dessus et réaliser toutes les opérations nécessaires pour les besoins du service public de la distribution de l'électricité (renforcement, raccordement, etc)

Par voie de conséquence, Enedis aura le droit de pénétrer sur la propriété soit agents ou ceux des entrepreneurs dûment accrédités par lui en vue de la construction, la surveillance, l'entretien, la réparation, le remplacement et la rénovation des ouvrages ainsi établis.

Le propriétaire sera préalablement avisé des interventions sauf en cas d'urgence.

ARTICLE 2 - Droits et obligations du propriétaire

2.1/ Le propriétaire conserve la propriété et la jouissance

Le propriétaire se réserve toutefois, dans l'emprise des ouvrages définie à l'article 1er, de faire aucune modification sur tout des terrains, aucune plantation d'arbres ou d'arbustes, aucune culture et plus généralement aucun travail ou construction qui soit préjudiciable à l'établissement, l'entretien, l'exploitation et la sécurité des ouvrages.
Le propriétaire s'interdit également toute action à la sécurité des installations.

2.2/ Si le propriétaire se propose soit de clore, soit de démolir, réparer ou surélever une construction existante, il devra faire connaître à Enedis par lettre recommandée, avec demande d'avis de réception, le projet envisagé, deux mois avant le début des travaux, la nature et la consistance des travaux ou ouvrages d'entretien, en fournissant tous les éléments d'appréciation. Enedis sera tenue de lui répondre dans le délai d'un mois à compter de la date de l'avis de réception.

Si la distance réglementaire entre les ouvrages existants sur la parcelle et la construction projetée n'est pas respectée, Enedis sera tenue de modifier ou de déplacer les ouvrages électriques. Cette modification ou ce déplacement sera réalisé selon le choix technique arrêté par Enedis et à ses frais. Cependant, le propriétaire pourra consentir au maintien des ouvrages moyennant le versement d'une indemnité en fonction du surcoût de matériel apporté à la réalisation de ses projets.

Si Enedis est amenée à modifier ou à déplacer ses ouvrages, il pourra demander au propriétaire ou l'exploitant du terrain compris, en la durée pendant laquelle les ouvrages auront été implantés, la restitution de tout ou partie de l'indemnité versée

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_29-DE

jusqu'à cette date dans l'hypothèse d'un terrain agricole boisé ou forestier, en application de l'article

Si le propriétaire n'a pas, dans le délai de deux ans à partir de la modification ou du déplacement, réalisé les travaux prévus, Enedis sera en droit de lui réclamer le remboursement des frais de modification ou de déplacement des ouvrages, sans préjudice de tous autres dommages et intérêts s'il y a lieu.

ARTICLE 3 – Indemnisation éventuelle

3.1/ La présente convention est conclue à titre gratuit sauf lorsque la parcelle objet de la présente convention fait l'objet d'une exploitation boisée forestière ou agricole au sens des protocoles d'accord conclus entre la profession agricole et Enedis, en vigueur à la date de signature de la présente convention.

Dans ces seules hypothèses, Enedis versera au propriétaire et/ou l'exploitant, qui accepte, à titre de compensation forfaitaire des préjudices de toute nature résultant pour eux de l'exercice de droits reconnus à l'article 1er, une indemnité de 0 (zéro euro) euros (inscrire la somme en toutes lettres).

(Veiller à bien supprimer toutes mentions aux protocoles conclus entre la profession agricole et Enedis si le cas d'espèce n'est pas concerné autrement dit, si la parcelle ne fait pas l'objet d'une exploitation boisée forestière ou agricole)

3.2/ Par ailleurs, les dégâts qui pourraient être causés aux cultures hors fonds servant et aux biens à l'occasion de la construction, de la surveillance, l'entretien, la réparation et le remplacement et la rénovation des ouvrages (à l'exception des abattages et élagages d'arbres mentionnés au titre du paragraphe 3.1) feront l'objet d'une indemnité variable suivant la nature du dommage, soit au propriétaire, soit à l'exploitant et fixée à l'amiable ou à défaut d'accord, par le tribunal compétent.

[1] Protocoles « dommages permanents » et « dommages instantanés » relatifs à l'implantation et aux travaux des lignes électriques aériennes et souterraines situées en terrains agricoles.

ARTICLE 4 - Responsabilité

Enedis prendra à sa charge tous les dommages accidentels d'ordre matériel qui résulteraient de son occupation et/ou de ses interventions causés par son fait ou par ses installations.

Les dégâts seront évalués à l'amiable. A défaut, les parties ne s'engagent pas sur le quantum de l'indemnité qui sera fixée par le tribunal compétent du lieu de situation de l'immeuble.

ARTICLE 5 – Effets de la présente convention

En vertu du décret n° 67-886 du 6 octobre 1967, la présente convention produit, tant à l'égard du propriétaire et de ses ayants droit que des tiers, les effets de l'approbation du projet de détail des tracés par le préfet.

Par voie de conséquence, le propriétaire s'engage dès maintenant à porter la présente convention à la connaissance des personnes qui lui ou qui acquièrent des droits sur les parcelles grevées par les ouvrages, notamment en cas de transfert de propriété ou de changement de locataire.

Il s'engage en outre à faire respecter dans son acte tout ce qui concerne les parcelles par les ouvrages électriques dont il a bénéficié par les termes de la présente convention.

ARTICLE 6- Litiges

Dans le cas de litiges survenant entre les parties pour l'interprétation ou l'exécution de la présente convention, les parties conviennent qu'ils seront réglés à l'amiable.
A défaut d'accord, les litiges seront soumis au tribunal compétent du lieu de situation des parcelles.

ARTICLE 7 - Entrée en application

La présente convention prend effet à compter de la date de sa signature la plus tardive par les parties. Elle est conclue pour la durée de vie des ouvrages dont il est question à l'article 1er ou de tous autres ouvrages qui pourraient leur être substitués sur l'emprise des ouvrages existants ou le cas échéant, avec une emprise moindre.

Eu égard aux impératifs du service public de la distribution d'électricité, le propriétaire autorise Enedis à commencer les travaux dès sa signature si nécessaire.

ARTICLE 8 – Données à caractère personnel

Enedis s'engage à traiter les données personnelles recueillies pour la bonne exécution de la présente convention (**noms, prénoms, adresse, etc.**), conformément à la loi 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés et au règlement général sur la protection des données.

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_29-DE

Elles sont conservées pendant la durée de vie de l'ouvrage et sont destinées à l'usage suivant : [illegible] autorités ou tout tiers qui justifie d'un intérêt légitime.

Vous disposez d'un droit d'accès à vos données personnelles, d'opposition et d'effacement pour motifs légitimes. Vous pouvez exercer vos droits à l'adresse suivante (adresse de l'unité)

ARTICLE 9 – Formalités

La présente Convention sera soumise pour timbre et enregistrement auprès des services des impôts en application de l'article 1045 du Code Général des Impôts.

Le remboursement sera remis au propriétaire après accomplissement par Enedis des formalités nécessaires.

Elle pourra faire l'objet d'un acte authentique par devant notaire à la demande de l'une des parties, les frais dudit acte restant à la charge du demandeur.

Fait en quatre (4) exemplaires originaux

Date de signature

Nom Prénom	Signature
COMMUNE DE BOURG-LES-VALENCE représentée par son (sa) [illegible] ayant reçu tous pouvoirs à l'effet des présentes par décision du Conseil, [illegible] en	Lu et approuvé Le Maire

Faire précéder la signature de la mention manuscrite "LU et APPROUVE"

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600519-20250512-D30MAI2025_00-DE

DÉPARTEMENT
DRÔME
COMMUNE
BOURG-LÈS-VALENCE

DÉLIBÉRATION
CONSEIL MUNICIPAL
DU LUNDI 12 MAI 2025

Convocation du 02/05/2025

Nombre de conseillers en exercice : 33
Nombre de conseillers présents : 25
Nombre de conseillers absents : 1
Nombre de pouvoirs : 6
Secrétaire de séance : Étienne GUILLON

Étaient présents MM(Mmes) les conseillers municipaux :
Marlène MOURIER, Étienne GUILLON, Aurélien ESPRIT, Dominique GENTIAL, Robert TAFANMEJIAN, Audrey RENAUD, Florian REVEROY, Danielle PAYAN, Fanny GERLAND, Vincent FUGIER, Agnès LAPEYRE, Stéphanie MARTILLAT, Paulino TOLA, Rachel VAQUE, Chantal BILLIET, Rosaline ASLANIAN-HABRARD, Nancy GUIBOUD, Martine IMBERT, Fabrice PLAUD, Wilfrid PAULHES, Christiane RAVIC, Frédéric TREMBLAY, Maria CARLOMAGNO, Denis CLUZEL, Marie-Hélène MIRAMONT, Alexandre POTHAIN

Sauf,
Geneviève AUDIBERT, pouvoir à Étienne GUILLON
Thierry BELLE, pouvoir à Marlène MOURIER
Manuel AMAKORZIAN, pouvoir à Robert TAFANMEJIAN
Mamadou DIALLO, pouvoir à Paulino TOLA
Alexandre BAILLET, pouvoir à Fabrice PLAUD
Georges ISHAQIAN, pouvoir à Wilfrid PAULHES
Christian ROZO – Absent non excusé

Rapporteur
D.GENTIAL

30. VENTE D'UNE PARCELLE~ ROUTE DE L'ECONDU

La ville est propriétaire d'un tènement, appartenant au domaine public et situées route de l'Econdu.
Olivier et Dominique PONTON, propriétaire du bien situé au 1061 route de l'Econdu, à côté de ce tènement, ont sollicité la ville afin d'acquérir ce bien actuellement utilisé pour le stationnement de leurs véhicules et matériels.

La commune a fait appel à un géomètre pour délimiter le tènement identifié, d'une surface de 323m² et le faire sortir du domaine public. Le document d'arpentage est joint à la présente délibération.
Après négociation, les parties sont parvenues à un accord sur le prix de 6 500 euros. Les frais notariés seront à la charge de l'acquéreur.

Selon les dispositions de l'article L.2141-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, pour réaliser cette cession, il est nécessaire de constater, dans un premier temps, la désaffectation matérielle de la parcelle, conditionnant sa sortie du domaine public, liée à la cessation de toute activité de service public, et dans un second temps, de prononcer son déclassement du domaine public pour permettre son classement dans le domaine privé communal.

La parcelle, objet de la cession, est utilisée depuis de nombreuses années pour le stationnement de véhicules et le stockage de matériel de la famille Ponton. Aussi, on peut considérer que ce tènement n'est plus affecté au domaine public.
Il peut donc être acté le déclassement du domaine public du bien pour un reclassement dans le domaine privé de la ville, en vue de leur cession.

Vu l'article L 2241-1 du Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu l'avis des Domaines en date du 21/12/2024 qui évalue la valeur vénale du bien à 6 500 euros,

Considérant la demande de Dominique et Olivier PONTON d'acquérir ces parcelles,

Considérant que les communes de plus de 2 000 habitants sont tenues de solliciter l'avis de l'autorité compétente de l'État avant toute cession.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- **CONSTATE** préalablement la désaffectation du domaine public du tènement de 323 m², défini dans le document d'arpentage joint à la présente délibération, et situé à côté du 1061 route de l'Econdu, justifié par l'interruption de toute mission de service public, les terrains étant utilisés pour du stationnement et le stockage privé ;

- **APPROUVE** le déclassement du tènement de 323 m², défini dans le document d'arpentage joint à la présente délibération pour faire entrer le tènement dans le domaine privé communal ;

- **APPROUVE** la vente à Dominique et Olivier PONTON, ou toute autre personne physique ou morale pouvant s'y substituer du bien de 323 m², défini dans le document d'arpentage joint à la présente délibération, au prix de 6 500 euros ;

- **AUTORISE** Madame le Maire à signer la promesse de vente et l'acte notarié s'y rapportant.

Résultat du vote : Pour : 32 *Contre : 0* *Abstention : 0*

Fait à Bourg-lès-Valence,
Le 13/05/2025

Le secrétaire de séance,

Éliane GUILLON

Le Maire,

Marlène MOURIER

Acte exécutoire en vertu de sa transmission en Préfecture le
et de sa publication le

16 MAI 2025

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_30-DE

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

FINANCES PUBLIQUES

Direction Générale des Finances Publiques

Direction départementale des Finances publiques de l'Isère

Pôle d'Évaluation Domaniale
8 rue de Belgrade BP 1126
38022 GRENOBLE Cedex 1

téléphone : 04 11 25 77 07
mél. : ddfip38.pole-evaluation@dgfip.finances.gouv.fr

POUR NOUS JOINDRE :

Affaire suivie par : Sylvie SAILLOUR
téléphone : 06 16 43 89 04
mél. : sylvie.saillour@dgfip.finances.gouv.fr

Réf. DS : 21376562
Réf OSE : 2024-26058-89424

Grenoble, le 31/12/2024

Le Directeur départemental des Finances Publiques de l'Isère

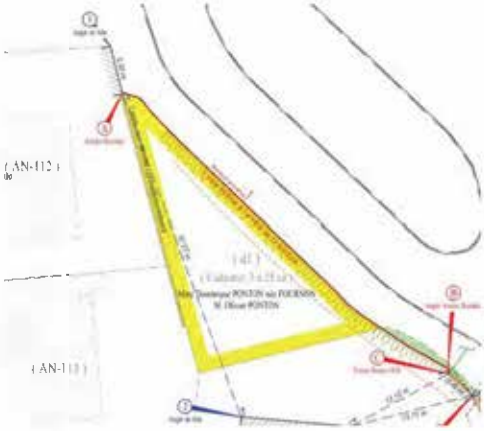
à

Commune de Bourg-lès-Valence

M. Guillaume TABLET

LETTRE – AVIS DU DOMAINE

Objet : cession d'une emprise du domaine public





Par saisine du 9 décembre 2024, vous demandez l'avis du Pôle d'Évaluation Domaniale pour la cession d'une emprise du domaine public située au 1061 route de l'Econdu 26500 Bourg-lès-Valence.

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_30-DE

Projet et prix envisagé :
La commune envisage de céder une emprise du domaine public au riverain propriétaire de la parcelle voisine (AN 120).

Prix envisagé : 20 €/m².
(selon avis domanial du 29/04/2004).

Références cadastrales :
Terrain non cadastré d'une contenance d'environ 325 m².

Description du bien :
Il s'agit d'un terrain de forme triangulaire inutilisé par la commune et contigu à la parcelle de l'acquéreur potentiel. Le terrain se situe en bordure de route.
Le riverain utilise déjà le terrain et souhaite aménager des stationnements pour le personnel travaillant sur son exploitation.

Situation juridique :
Propriété de l'immeuble : commune de Bourg-lès-Valence
Condition d'occupation : libre

Urbanisme :
Zone Ub du PLU de la commune en vigueur, secteur urbain d'habitat mixte.

Détermination de la valeur vénale :
L'étude de marché permet de relever plusieurs cessions de petites parcelles en zone Ub dans le cadre de régularisation foncière.

Compte tenu des caractéristiques du bien, de l'opération envisagée (régularisation foncière) et des tendances du marché immobilier, une valeur vénale à 20 €/m² peut être retenue.

Valeur de l'emprise : 325 m² x 20 €/m² = **6 500 €.**

L'évaluation aboutit à la détermination d'une valeur, éventuellement assortie d'une marge d'appréciation, et non d'un prix. Le prix est un montant sur lequel s'accordent deux parties ou qui résulte d'une mise en concurrence, alors que la valeur n'est qu'une probabilité de prix.
La valeur vénale du bien est arbitrée à **6 500 €.**
Elle est exprimée hors taxe et hors droits.
Cette valeur est assortie d'une marge d'appréciation de 10 % portant la valeur minimale de vente sans justification particulière à 5 900 € (arrondie).
La marge d'appréciation reflète le degré de précision de l'évaluation réalisée (plus elle est faible et plus le degré de précision est important). De fait, elle est distincte du pouvoir de négociation du consultant.
Dès lors, le consultant peut, bien entendu, toujours vendre à un prix plus élevé sans nouvelle consultation du pôle d'évaluation domaniale.

Par ailleurs, sous réserve de respecter les principes établis par la jurisprudence, les collectivités territoriales, leurs groupements et leurs établissements publics ont la possibilité de s'affranchir de cette valeur par une délibération ou une décision pour vendre à un prix plus bas.

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_30-DE

Durée de validité :
Cette lettre-avis est valable pour une durée de 24 mois.

Une nouvelle consultation du pôle d'évaluation domaniale serait nécessaire si l'accord* des parties sur la chose et le prix (article 1583 du Code Civil) n'intervenait pas ou si l'opération n'était pas réalisée dans ce délai.

**pour les collectivités territoriales et leurs groupements, la décision du conseil municipal ou communautaire de permettre l'opération équivaut à la réalisation juridique de celle-ci, dans la mesure où l'accord sur le prix et la chose est créateur de droits, même si sa réalisation effective intervient ultérieurement.*

En revanche, si cet accord intervient durant la durée de validité de l'avis, même en cas de signature de l'acte authentique chez le notaire après celle-ci, il est inutile de demander une prorogation du présent avis.

Une nouvelle consultation du pôle d'évaluation domaniale serait également nécessaire si les règles d'urbanisme, notamment celles de constructibilité, ou les conditions du projet étaient appelées à changer au cours de la période de validité du présent avis.

Aucun avis rectificatif ne peut, en effet, être délivré par l'administration pour prendre en compte une modification de ces dernières.

Observations :
L'évaluation est réalisée sur la base des éléments communiqués par le consultant et en possession du service à la date du présent avis.

Les inexactitudes ou insuffisances éventuelles des renseignements fournis au pôle d'évaluation domaniale sont susceptibles d'avoir un fort impact sur le montant de l'évaluation réalisée, qui ne peut alors être reproché au service par le consultant.

Il n'est pas tenu compte des surcoûts éventuels liés à la recherche d'archéologie préventive, de présence d'amiante, de termites et des risques liés au saturnisme, de plomb ou de pollution des sols.

Pour le Directeur départemental des Finances publiques de l'Isère

et par délégation,

Sylvie Saillour
Inspectrice des Finances publiques

L'enregistrement de votre demande a fait l'objet d'un traitement informatique. Le droit d'accès et de rectification, prévu par la loi n° 78-17 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, s'exerce auprès des directions territorialement compétentes de la Direction Générale des Finances Publiques.

L'enregistrement de votre demande a fait l'objet d'un traitement informatique. Le droit d'accès et de rectification, prévu par la loi n° 78-17 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, s'exerce auprès des directions territorialement compétentes de la Direction Générale des Finances Publiques.

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_30-DE

Commune : 026058
Bourg-lès-Valence

MODIFICATION DU PARCELLAIRE CADASTRAL

D'APRES UN EXTRAIT DU PLAN CADASTRAL (DGFiP)

Cachet du rédacteur du document

Numéro d'ordre du document d'arpentage
.....
Document vérifié et numéroté le ___ / ___ / ____
A .....
Par .....

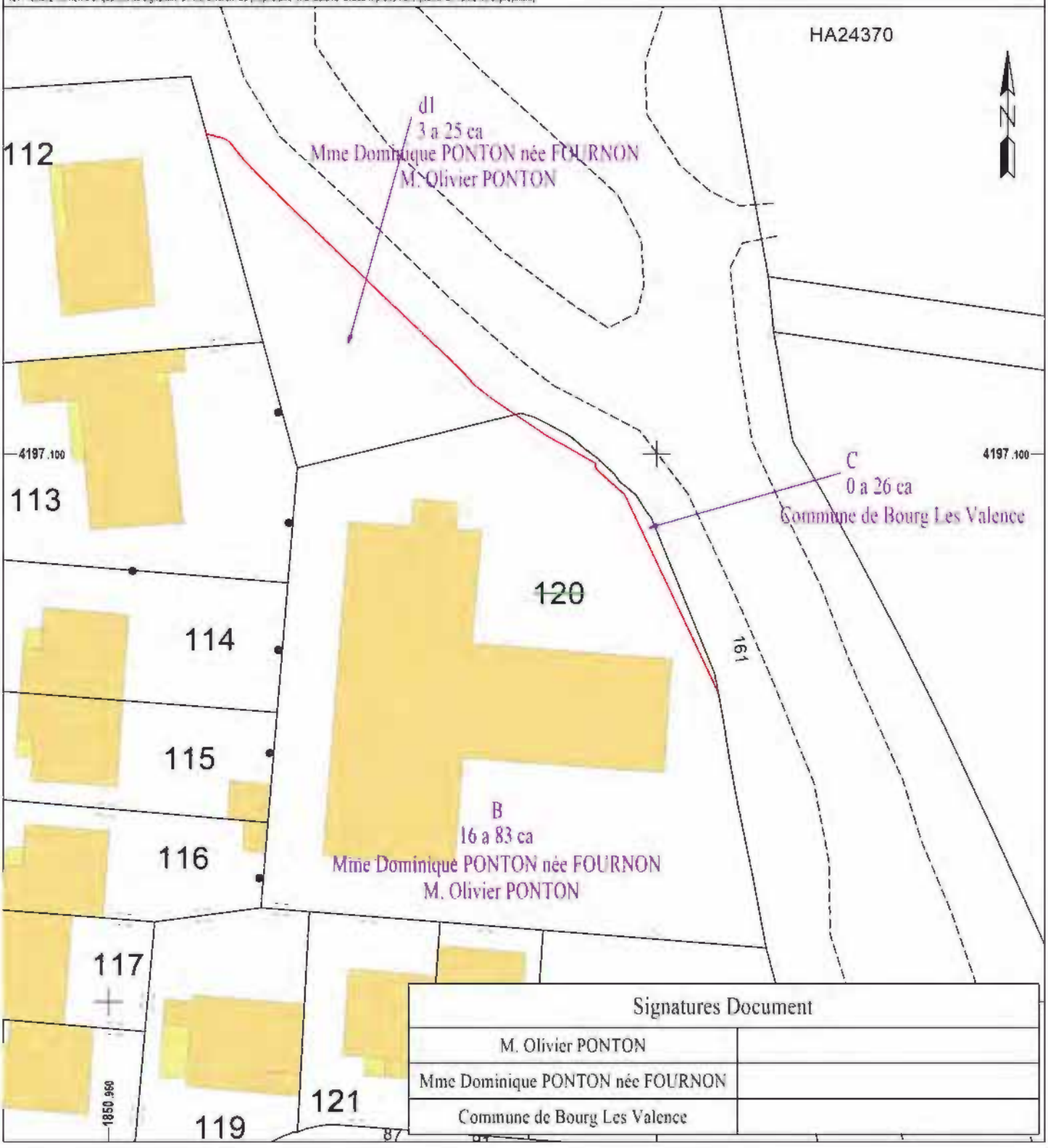
Section : AN
Feuille(s) : 1
Qualité du plan : 04
Echelle d'origine : 1/1000
Echelle d'édition : 1/500
Date de l'edition : 01/01/1996

CERTIFICATION
(Art. 25 du décret n°55-471 du 30 avril 1955)

Le présent document, certifié par les propriétaires soussignés (3) a été établi (1) :
~~A - D'après les indications qu'ils ont fournies au bureau~~
~~B - En conformité d'un piquetage ..... effectué sur le terrain~~
C - D'après un plan d'arpentage ou de bornage, dont copie ci-jointe, dressé
le 26/11/2024 par M. Manuel PLUSQUELLEC géomètre à Bourg les Valence
Les propriétaires déclarent avoir pris connaissance des informations portées
au dos de la chemise 6463
A Bourg les Valence le 26/11/2024

Document dressé par (2)
M. Manuel PLUSQUELLEC
à Bourg les Valence
Date : 26/11/2024
Signature

(1) Rayer les mentions inutiles. La formule A n'est applicable que dans le cas d'une esquisse (plan rénové par voie de mise à jour). Dans la formule B, les propriétaires peuvent avoir effectué eux même le piquetage
(2) Qualité de la personne agréée (géomètre expert, inspecteur, géomètre ou technicien retraité du cadastre, etc.)
(3) Précisez les noms et qualités du signataire s'il est différent du propriétaire (mandataire, avoué représentant, qualité de l'autorité expropriant)



Signatures Document	
M. Olivier PONTON	
Mme Dominique PONTON née FOURNON	
Commune de Bourg Les Valence	

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_30-DE

Département de la Drôme
Commune de Bourg-lès-Valence
Section AN "pomarel - nord"
Propriété : Commune de Bourg les Valence / Indivision PONTON
Plan de Division
Echelle 1/300 (A3)

Signatures Document	
Mme Dominique PONTON née FOURNON	
M. Olivier PONTON	
Commune de Bourg Les Valence	

1851000
4197150
4197120
4197090
4197060

(ZE-94)
(ZE-93)
(ZE-88)
(ZE-87)
(AN-112)
(AN-113)
(AN-120)
(AN-122)
(AN-123)

1 Angle de bât
2 Angle de bâti
3 Angle de bâti
4 Angle de bâti
5 Angle de mur
6 Angle de mur
A Arrière Bordure
B Angle Arrière Bordure
C Future Borne OGE
D Future Borne OGE
E Non matérialisé

5.33 m
37.57 m
Limite non définie contradictoirement
Limite définie à l'arrière de la bordure
3.49 m
12.12 m
13.71 m
17.02 m
3.06 m
23.81 m
35.76 m
26.53 m
Alignement individuel non défini

(d1)
(Cadastre: 3 a 25 ca)
Mme Dominique PONTON née FOURNON
M. Olivier PONTON

(C)
(0 a 26 ca)
Commune de Bourg Les Valence

(B)
(16 a 83 ca)
Mme Dominique PONTON née FOURNON
M. Olivier PONTON

Route de Pont

N

Légende Foncière

- Application Cadastrale
- Limite de Division
- Mur
- Bâtiment
- Haut Talus
- Poteau Francetelecom
- Bord Chemin
- Caniveau
- Bordure
- 6.38 m — Cotation de Rattachement
- Signe d'appartenance (Privatif)

Date : 27 Novembre 2024
Dossier 24370
Réalisé par HA
Système de coordonnées RGF93-Lambert CC45 (Teria)

DMN GEOMETRES-EXPERTS
Gilles MAISONNAS • Sylvain NYSIAK
Manuel PLUSQUELLEC • Benoit DEROUX
TOURNON-SUR-RHÔNE • ROMANS-SUR-ISÈRE • BOURG-LÈS-VALENCE • TAIN L'HERMITAGE • SAINT-DONAT-SUR-L'HERBASSE • LAMASTRE
04 75 08 02 53 • contact@dmn-ge.com

Nota:
La limite avec la voirie n'a pas fait l'objet d'un arrêté d'alignement individuel par l'autorité compétente.

Nota:
Le périmètre de la parcelle n'a pas fait l'objet d'un bornage contradictoire, les surfaces ne sont pas garanties tant que cette opération n'a pas été réalisée.

Publié le : 15/05/2025
Reçu en préfecture le : 15/05/2025
Affiché le : 15/05/2025
ID : 026-212603589-20250512-14CM112-25-31-DE

DÉPARTEMENT
DRÔME
COMMUNE
BOURG-LÈS-VALENCE

DÉLIBÉRATION
CONSEIL MUNICIPAL
DU LUNDI 12 MAI 2025

Convocation du 02/05/2025

Nombre de conseillers en exercice : 33
Nombre de conseillers présents : 26
Nombre de conseillers absents : 1
Nombre de pouvoirs : 6
Secrétaire de séance :

Éliane GUILLON

Étaient présents MM(Mmes) les conseillers municipaux :
Martine MOURIER, Éliane GUILLON, Aurélien ESPRIT, Dominique GENTIAL, Robert TAFANKEJIAN, Audrey RENAUD, Florian REVERDY, Cordula PAYAN, Tanguy GERLAND, Vincent FUGIER, Agnès LAPEYRE, Stéphanie MARILLAT, Paolino TOLA, Rachel VAQUE, Chantal BILLIET, Rosalie ASLANIAN HABRARD, Nancy GUIBOUD, Martine IMBERT, Fabrice PIAUD, Wilfrid PAILHES, Constance FLANC, Frédéric TREMBLAY, Maria CARLOMAGNO, Denis CLUZEL, Marie-Hélène MIRAMONT, Alexandre POTHAIN

Sauf,
Geneviève AUDIBERT, pouvoir à Éliane GUILLON
Thierry BELLE, pouvoir à Martine MOURIER
Manuel JAMAKORZIAN, pouvoir à Robert TAFANKEJIAN
Mamadou DIALLO, pouvoir à Paolino TOLA
Alexandre BAILLET, pouvoir à Fabrice PIAUD
Georges ISHACIAN, pouvoir à Wilfrid PAILHES
Christian ROZO - Absent non excusé

31. ACQUISITION D'UN TERRAIN - 112 AVENUE DE LYON

Rapporteur
D.GENTIAL

La ville de Bourg-lès-Valence a inscrit dans son projet urbain le réaménagement de l'avenue de Lyon. Pour réaliser ce projet, un emplacement réservé n°8, destiné à l'aménagement d'un espace public et un parking à l'entrée du parc du Valentin, a été inscrit au PLU sur la parcelle section AZ n°58, située au 112 Avenue de Lyon.

Pour mettre en œuvre ce projet, la ville sollicite l'acquisition de la parcelle ci-dessus qui représente une superficie totale de 1 220 m², appartenant à la famille VOLLE. S'agissant d'une acquisition inférieure à 180 000 €, l'avis des domaines n'est pas nécessaire.

En date du 24 septembre 2024, Monsieur Christian VOLLE a donné son accord pour que la Ville acquiert le tènement au prix de 170 000 €.

La ville prendra également à sa charge tous les frais consécutifs et nécessaires à cette acquisition.

Vu l'article L2241-1 du code général des collectivités territoriales

Considérant que l'acquisition est faite à un montant inférieur à 180 000 € et que l'avis des domaines n'est pas nécessaire

Considérant qu'il y a lieu d'acquérir le bien situé au 112 Avenue de Lyon à Bourg-lès-Valence et constitué de la parcelle section AZ n°58 pour réaliser un espace public et un parking

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- **APPROUVE** l'acquisition d'un tènement de 1 220 m² appartenant à la famille VOLLE pour un montant de 170 000 €, et la prise en charge de tous les frais consécutifs et nécessaires à cette acquisition.
- **AUTORISE** Madame le Maire à signer l'acte notarié correspondant.

Résultat du vote : Pour : 32 *Contre : 0* *Abstention : 0*

Fait à Bourg-lès-Valence,
Le 13/05/2025

Le secrétaire de séance,

Éliane GUILLON

Le Maire,

Marlène MOURIER

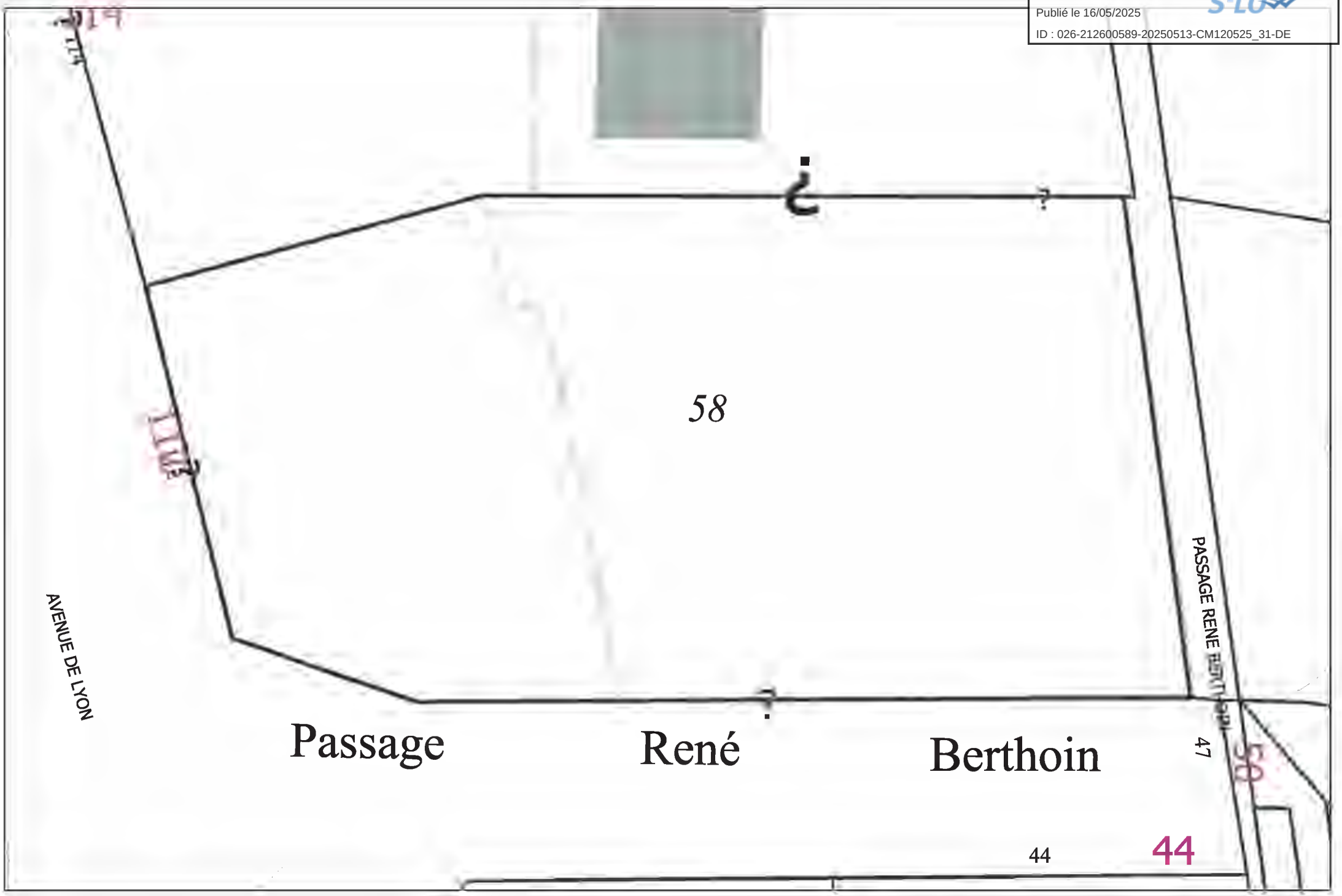
Acte exécutoire en vertu de sa transmission en Préfecture le
et de sa publication le

16 MAI 2025

ANNÉE MAJ	2024	DEP/DIR	26/0	COM	058 BOURG LES VALENCE

RELEVÉ PARCELLAIRE

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_31-DE



ANNÉE MAJ	2024	DEP/DIR	26/0	COM	058 BOURG LES VALENCE

RELEVÉ PARCELLAIRE

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_31-DE

PROPRIÉTAIRES

Propriétaire - MBFJ99 - M VOLLE/CHRISTIAN JEAN PAUL / 65 RUE JEAN BART 26500 BOURG LES VALENCE
Propriétaire - MBGRJF - M VOLLE/FRANCIS GILBERT ANDRE / 114 AV DE LYON 26500 BOURG LES VALENCE

PROPRIÉTÉS BATIES

DÉSIGNATION DES PROPRIÉTÉS					IDENTIFIANT DU LOCAL					ÉVALUATION DU LOCAL													
SECTION	N°DE PLAN	N°DE VOIRIE	ADRESSE	CODE RIVOLI	BAT	ENT	NIV	N°DE PORTE	NUMÉRO INVAR	S TAR	M EVAL	AF	NAT LOC	CAT	REVENU CADASTRAL	COLL	NAT EXO	AN RET	AN DEB	FRACTION RC EXO	% EXO	TX OM	COEF REDUCT	RC TEOM

REV IMPOSABLE	COM	R EXO R IMP	0.0	GRP COM	R EXO R IMP	0.0	DEP	R EXO R IMP	0.0	REG	R EXO R IMP	0.0 0

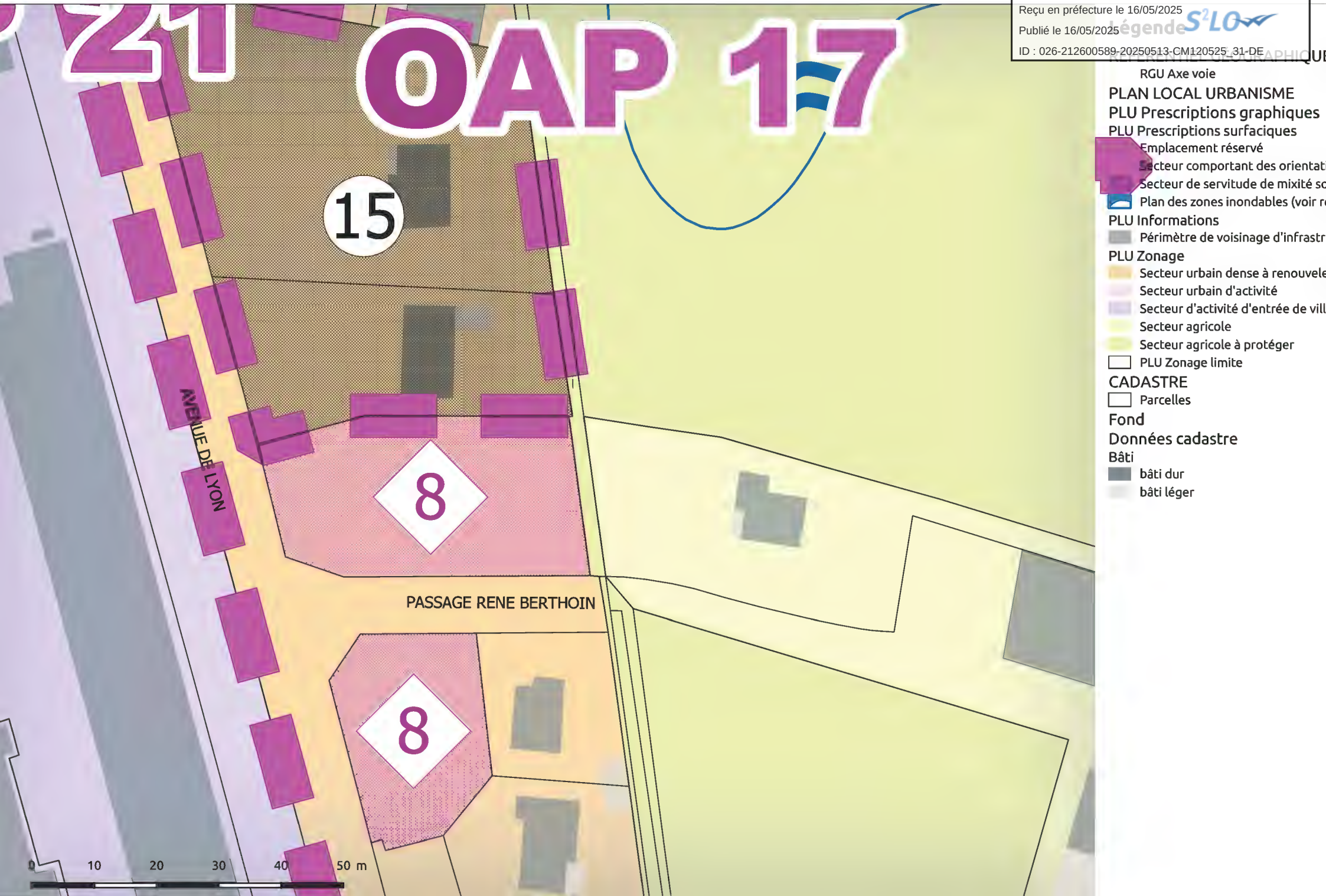
PROPRIÉTÉS NON BATIES

DÉSIGNATION DES PROPRIÉTÉS					IDENTIFIANT							ÉVALUATION								LIVRE FONCIER FEUILLET
SECTION	N°DE PLAN	N°DE VOIRIE	ADRESSE	CODE RIVOLI	N°PARC PRIM	FP/DP	S TAR	SUF	GR/ SSGR	CL	NAT CULT	CONTENANCE HA A CA	REVENU CADASTRAL	COLL	NAT EXO	AN RET	FRACTION RC EXO	% EXO	TC	
AZ	58	112	AV DE LYON	0650		1	A	A	09/J	02	POTAG	0 7 63	26.65	C	TA	0000	5.33	20.0		
AZ	58	112	AV DE LYON	0650		1	A	A	09/J	02	POTAG	0 7 63	26.65	GC	TA	0000	5.33	20.0		
AZ	58	112	AV DE LYON	0650		1	A	Z	13/S			0 4 48	0.0							

CONTENANCE HA A CA	0 12 11	REV IMPOSABLE	26.65

Carte des données cadastrales

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_31-DE



Envoyé en préfecture le 19/05/2025
Reçu en préfecture le 19/05/2025
Publié le 19/05/2025
ID : 026-212600669-20250512-DEL20250532-DE

DÉPARTEMENT
DRÔME
COMMUNE
BOURG-LÈS-VALENCE

DÉLIBÉRATION
CONSEIL MUNICIPAL
DU LUNDI 12 MAI 2025

Convocation du 02/05/2025

Nombre de conseillers en exercice : 39
Nombre de conseillers présents : 26
Nombre de conseillers absents : 4
Nombre de pouvoirs : 6
Secrétaire de séance :
Éliane GUILLON

Étaient présents MM(Mmes) les conseillers municipaux :
Marlène MOURIER, Éliane GUILLON, Aurélien ESPRIT, Dominique GENTIAL, Robert TAFANIKEIAN, Audrey RENAUD, Florian REVERDY, Danièle PAYAN, Tunjay GERLAND, Yvonne FUGIER, Agnès LAPEYRE, Stéphanie MARILLAT, Pauline TOLA, Rachel VAQUE, Chantal BILUET, Roseline ASLANIAN-HABRARD, Nancy GIABOUD, Martine LIMBERT, Fabrice PLAUD, Wilfrid PAULIES, Christiane RANC, Frédéric TREMBLAY, Marin CARLOMAGNO, Denis CLUZEL, Marie-Hélène MERAMONT, Alexandre POTHAIN

Sauf,
Geneviève AUDIBERT, pouvoir à Éliane GUILLON
Thierry BELLE, pouvoir à Marlène MOURIER
Manuel JAMANDREIAN, pouvoir à Robert TAFANIKEIAN
Mamadou DIALLO, pouvoir à Pauline TOLA
Alexandre BAILLET, pouvoir à Fabrice PLAUD
Georges ISNACIAN, pouvoir à Wilfrid PAULIES
Christian ROZO – Absent non excusé

32. ACQUISITION D'UN TERRAIN – RUE DE LA BELLE MEUNIÈRE

Rapporteur
D.GENTIAL

La ville de Bourg-lès-Valence loue depuis 2007 la parcelle AR 171, d'une surface de 3 116m² et située Rue de la Belle Meunière, pour permettre au CCAS d'aménager des jardins familiaux. Madame Marianne Bourguignon, propriétaire de cette parcelle depuis 2020, a proposé à la commune d'acquérir le terrain en pleine propriété.

Après échange, il a été convenu d'acquérir cette parcelle pour un montant de 4 000 euros. S'agissant d'une acquisition inférieure à 180 000 €, l'avis des domaines n'est pas nécessaire.

La ville prendra également à sa charge tous les frais consécutifs et nécessaires à cette acquisition.

Vu l'article L2241-1 du code général des collectivités territoriales

Considérant que l'acquisition est faite à un montant inférieur à 180 000 € et que l'avis des domaines n'est pas nécessaire

Considérant qu'il y a lieu d'acquérir le bien situé rue de la Belle Meunière à Bourg-lès-Valence et constitué de la parcelle section AR n°171 pour maintenir l'activité de jardins familiaux mise en place par le CCAS.

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- **APPROUVE** l'acquisition d'un tènement de 3 116 m² appartenant à Marianne BOURGUIGNON pour un montant de 4 000€ et la prise en charge de tous les frais consécutifs et nécessaires à cette acquisition.

- **AUTORISE** Madame le Maire à signer l'acte notarié correspondant.

Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600585-20250513-DM130525_32-DE

Résultat du vote : Pour : 32 *Contre : 0* *Abstention : 0*

Fait à Bourg-lès-Valence,
Le 13/05/2025

Le secrétaire de séance,

Éliane GUILLON

Le Maire,

Marlène MOURIER

Acte exécutoire en vertu de sa transmission en Préfecture le et de sa publication le

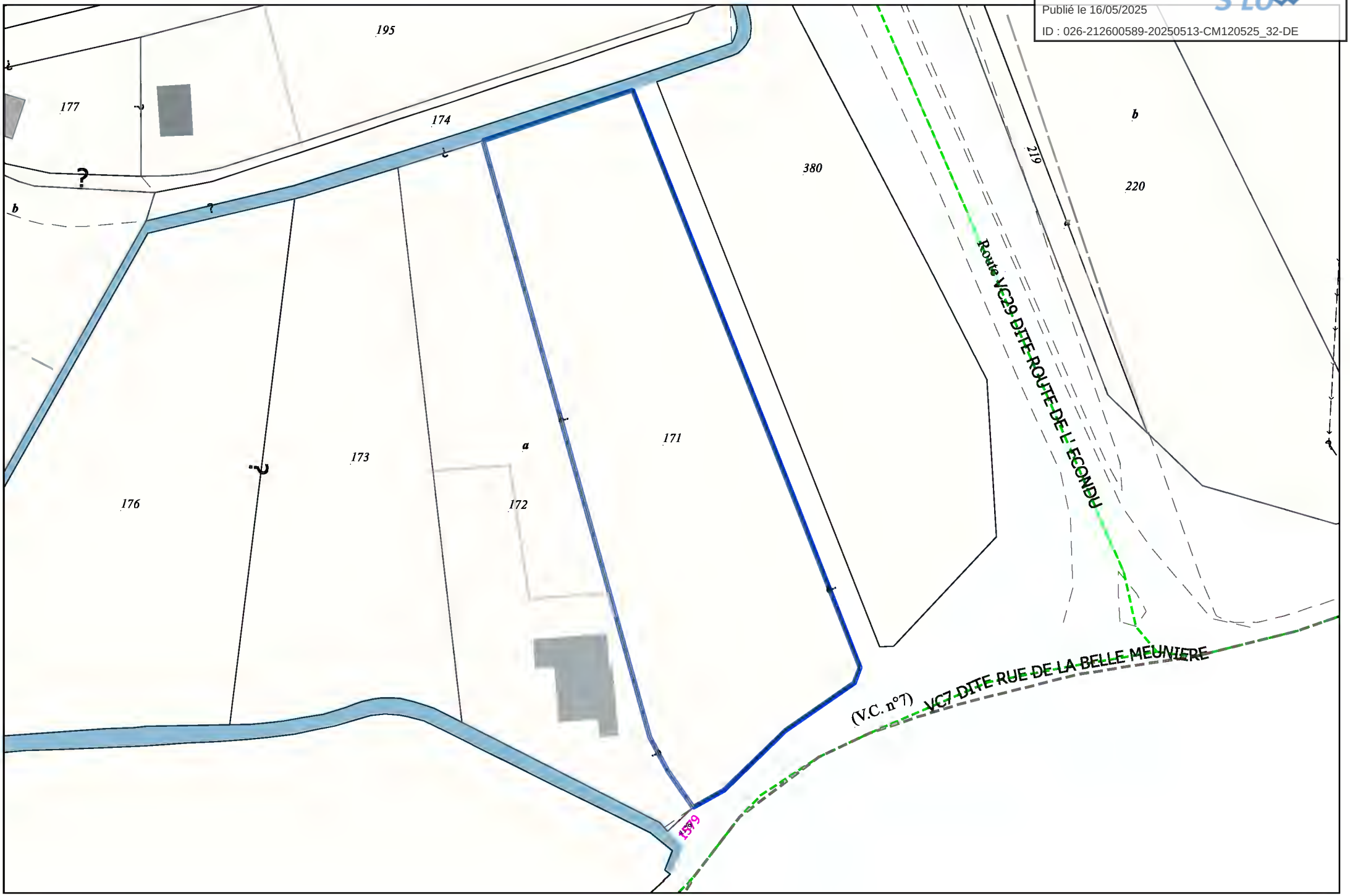
16 MAI 2025

ANNÉE MAJ	2024	DEP/DIR	26/0	COM	058 BOURG LES VALENCE

RELEVÉ PARCELLAIRE

COMMUNE S01314

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_32-DE



ANNÉE MAJ	2024	DEP/DIR	26/0	COM	058 BOURG LES VALENCE

RELEVÉ PARCELLAIRE

Envoyé en préfecture le 16/05/2025
Reçu en préfecture le 16/05/2025
Publié le 16/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_32-DE

PROPRIÉTAIRES

Propriétaire - MB6ZR6 - MME SOULAS/MARIANNE DANIELLE MARTHE / 102 IMP SUZANNE LENGLEN 07500 GUILHERAND GRANGES

PROPRIÉTÉS BATIES

DÉSIGNATION DES PROPRIÉTÉS					IDENTIFIANT DU LOCAL					ÉVALUATION DU LOCAL														
SECTION	N°DE PLAN	N°DE VOIRIE	ADRESSE	CODE RIVOLI	BAT	ENT	NIV	N°DE PORTE	NUMÉRO INVAR	S TAR	M EVAL	AF	NAT LOC	CAT	REVENU CADASTRAL	COLL	NAT EXO	AN RET	AN DEB	FRACTION RC EXO	% EXO	TX OM	COEF REDUC	RC TEOM

REV IMPOSABLE	COM	R EXO R IMP	0.0	GRP COM	R EXO R IMP	0.0	DEP	R EXO R IMP	0.0	REG	R EXO R IMP	0.0 0

PROPRIÉTÉS NON BATIES

DÉSIGNATION DES PROPRIÉTÉS					IDENTIFIANT							ÉVALUATION							LIVRE FONCIER FEUILLET
SECTION	N°DE PLAN	N°DE VOIRIE	ADRESSE	CODE RIVOLI	N°PARC PRIM	FP/DP	S TAR	SUF	GR/ SSGR	CL	NAT CULT	CONTENANCE HA A CA	REVENU CADASTRAL	COLL	NAT EXO	AN RET	FRACTION RC EXO	% EXO	TC	
AR	171		COLOMBIER	B019		1	A	A	09/J	02	POTAG	0 11 05	38.6	C	TA	0000	7.72	20.0		
AR	171		COLOMBIER	B019		1	A	A	09/J	02	POTAG	0 11 05	38.6	GC	TA	0000	7.72	20.0		
AR	171		COLOMBIER	B019		1	A	B	01/T	04		0 20 11	37.95	C	TA	0000	7.59	20.0		
AR	171		COLOMBIER	B019		1	A	B	01/T	04		0 20 11	37.95	GC	TA	0000	7.59	20.0		

CONTENANCE HA A CA	0 31 16	REV IMPOSABLE	76.55

Envoyé en préfecture le 23/05/2025
Reçu en préfecture le 24/05/2025
Publié le 26/05/2025
ID : 026-212600589-20250513-CM120525_33_A-DE

DÉPARTEMENT
DRÔME
COMMUNE
BOURG-LÈS-VALENCE

DÉLIBÉRATION
CONSEIL MUNICIPAL
DU LUNDI 12 MAI 2025

Convocation du 02/05/2025

Nombre de conseillers en exercice : 33
Nombre de conseillers présents :
Nombre de conseillers absents : 1
Nombre de pouvoirs :
Secrétaire de séance :

Danièle PAYAN

Étaient présents MM(Mmes) les conseillers municipaux :
Marlène MOURIER, Éliane GUILLON, Aurélien ESPRIT, Dominique GENTIAL, Robert TAFANKEJIAN, Audrey RENAUD, Florian REVERDY, Danièle PAYAN, Tanguy GERLAND, Vincent FUGIER, Agnès LAPEYRE, Stéphanie MARILLAT, Paoline TOLA, Rachel WAQUE, Chantal BILLIET, Roseline ASLANIAN-HABRARD, Alexandre BAILLET, Nancy GUIBOUD, Martine IMBERT, Fabrice PIAUD, Wilfrid PAILHES, Christiane RANC, Georges ISNACIAN, Frédéric TREMBLAY, Marie CARLOMAGNO, Denis CLUZEL, Marie-Hélène MIRAMONT, Alexandre POTHAIN

Sauf,
Geneviève AUDIBERT, pouvoir à Eliane GUILLON
Thierry BELLE, pouvoir à Marlène MOURIER
Manuel JAMAKORZIAN, pouvoir à Robert TAFANKEJIAN
Mamadou DIALLO, pouvoir à
Christian ROZO – Absent non excusé

33. DÉNOMINATION DE DIFFERENTS BATIMENTS OU ESPACES PUBLICS

Rapporteur
M. MOURIER

La dénomination d'une voie ou d'un bâtiment public relève de la compétence du conseil municipal quand ceux-ci appartiennent à la commune.

Comme annoncé lors du conseil municipal de février dernier, différentes personnalités bourcaines disparues récemment vont donner leur nom à un bâtiment ou un espace public, en hommage à leur implication dans la vie locale.

La Halle des 3 sources est devenue Halle des sports Béatrice Mangold, pour saluer l'ensemble du parcours et de l'action de cette femme qui a profondément contribué au rayonnement sportif de notre territoire.

La salle polyvalente, située en sous-sol de la mairie, a été dénommée salle Robert Gebelin qui fut notamment le fondateur de la Pena des Marinières et champion de France de jouteurs.

Le centre musical deviendra le Centre musical, Roland Vacher pour saluer l'un des fondateurs de cet établissement et son rôle dans l'accès à la pratique musicale.

La salle d'activités de la Boule Girodet va recevoir le nom de Salle Gérard Paillet, pour saluer l'investissement de celui qui fut notamment le trésorier de cette structure.

A Girodet, les 2 fondateurs de la Rhodanienne Michel Estève et René Gau, ainsi qu'Alain Locolas seront honorés et leurs parcours seront retracés sur le bâtiment de la Rhodanienne.

André Orgeolet, figure de la vie économique et acteur de la vie sportive et culturelle en tant que jouteur de l'Espérance nautique et membre de la Rhodanienne, donnera son nom au ponton de pêche, à proximité du bassin de joutes.

L'école maternelle des Chirouzes deviendra l'école maternelle André MUNIER, résistant déporté comme son ami Germain FRAISSE.

Enfin, un hommage sera rendu au niveau du bassin de joutes au chanteur Youri Azios-Manoff dont les paroles d'une chanson figureront sur le haut des gradins du bassin.

Transmis en préfecture le 23/05/2025
Reçu en préfecture le 23/05/2025
Publié le 26/05/2025
ID : 026-212602609-20250513-CM130525_33_AOE

Vu l'article L2121-29 du Code général des collectivités territoriales,

Le conseil municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité :

- **AUTORISE** Madame le Maire à signer.

Résultat du vote : Pour : 32 *Contre : 0* *Abstention : 0*

Fait à Bourg-lès-Valence,
Le 13/05/2025

Le secrétaire de séance,

Eliane GUILLON

Le Maire,

Marlène MOURIER

23 MAI 2025

Acte exécutoire en vertu de sa transmission en Préfecture le
et de sa publication le

26 MAI 2025